

190^e Rapport annuel – 2007



Ce que nous sommes

Fondé en 1817 sous le nom de Banque de Montréal, BMO Groupe financier est aujourd'hui un fournisseur nord-américain de services financiers hautement diversifiés. Par l'entremise de nos quatre groupes d'exploitation, Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada, Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis, groupe Gestion privée et BMO Marchés des capitaux, nous servons un vaste éventail de clients – particuliers, entreprises, grandes entreprises et institutions.

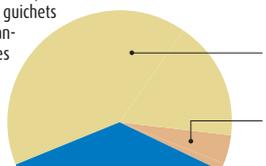
Principaux faits

- Actif total de 367 milliards de dollars au 31 octobre 2007
- Effectif de 35 827 employés
- TSX et NYSE : BMO

Services bancaires Particuliers et entreprises



Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) comptent plus de sept millions de clients. Nous offrons, en collaboration avec d'autres groupes de BMO, un éventail complet de produits et services, notamment des solutions conçues pour répondre aux besoins en matière de services bancaires courants, de financement, de placements, de cartes de crédit et d'assurance. Nous mettons également à la disposition de nos clients une gamme complète et intégrée de produits destinés aux entreprises, de produits liés aux marchés financiers et de services-conseils financiers. Le vaste réseau de distribution de PE Canada comprend près de 1 000 succursales traditionnelles et succursales en magasin de BMO Banque de MontréalSM, des services bancaires accessibles par téléphone et en ligne, à bmo.com, des spécialistes des prêts hypothécaires, ainsi qu'un réseau de près de 2 000 guichets automatiques. Nos Services bancaires Particuliers et entreprises se classent parmi les cinq principaux fournisseurs de services bancaires de détail au Canada.



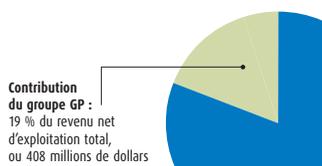
Contribution de PE Canada :
57 % du revenu net d'exploitation total, ou 1 250 millions de dollars

Contribution de PE États-Unis :
5 % du revenu net d'exploitation total, ou 114 millions de dollars

Groupe Gestion privée



Le groupe Gestion privée (groupe GP) réunit toutes nos unités offrant des services de gestion de patrimoine. Le groupe GP sert une grande diversité de segments de clientèle, du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. En collaboration avec nos partenaires de l'ensemble de BMO et de Harris, nous offrons à nos clients une vaste gamme de produits et services de gestion de patrimoine, notamment des services de placement traditionnels et en direct, des services de gestion bancaire privée et des produits de placement.

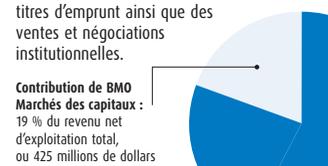


Contribution du groupe GP :
19 % du revenu net d'exploitation total, ou 408 millions de dollars

BMO Marchés des capitaux



BMO Marchés des capitaux (BMO MC) réunit toutes les unités qui servent les grandes entreprises, les institutions et les administrations publiques qui œuvrent tant au Canada qu'aux États-Unis dans un large éventail de secteurs d'activité. Nous dispensons également nos services au Royaume-Uni, en Europe, en Australie et Asie et en Amérique du Sud. BMO Marchés des capitaux offre des solutions financières globales, grâce à l'expertise acquise notamment dans les domaines de la prise ferme de titres de participation et d'emprunt, du crédit aux grandes entreprises et du financement de projets, des services-conseils en matière de fusions et acquisitions, des opérations de banque d'affaires, de la titrisation, de la gestion de trésorerie et de la gestion du risque de marché, des opérations de change, des instruments dérivés, de la recherche sur les actions et les titres d'emprunt ainsi que des ventes et négociations institutionnelles.



Contribution de BMO Marchés des capitaux :
19 % du revenu net d'exploitation total, ou 425 millions de dollars

Faits saillants de 2007

- Nous avons lancé un nouveau programme AIR MILESSM qui accorde aux particuliers des récompenses pour leurs achats faits par carte de débit, qui viennent s'ajouter aux récompenses liées aux cartes de crédit. De plus, ceux-ci reçoivent des milles de récompense supplémentaires s'ils utilisent d'autres produits de BMO.
- Nous avons réalisé l'intégration complète des succursales de bcpbank Canada donnant ainsi aux anciens clients de bcpbank Canada de même qu'aux clients de BMO un accès élargi aux produits et services. Nous avons accru de la sorte notre présence sur un marché multiculturel dans une région en forte croissance.
- Nous avons accru notre part du marché des prêts de moins de 5 millions de dollars dans tous les segments de notre secteur des services bancaires aux entreprises, réaffirmant ainsi notre force dans ce secteur.

- Nous avons encore accru la fidélisation des clients en améliorant l'expérience client et en offrant un excellent service.
- Nous avons mis l'accent sur la croissance du revenu par succursale tout en maintenant une démarche rigoureuse en matière de gestion des frais.
- Nous avons continué à étendre notre réseau de succursales principalement par les acquisitions, en concluant l'acquisition de la First National Bank & Trust, en Indiana, et en annonçant l'acquisition de la Ozaukee Bank et de Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc., au Wisconsin.

- Le volume d'indications de clients a atteint un niveau élevé aux États-Unis, les indications échangées avec Harris Private Bank ayant augmenté de près de 80 %. Au Canada, le groupe GP a enregistré un fort volume d'indications qui a surpassé le niveau élevé atteint au cours des exercices antérieurs.
- BMO Banque privée Harris a obtenu le titre de meilleure banque privée locale au Canada dans le classement général du magazine *Euromoney* et Harris Private Bank fait partie des cinq meilleures banques privées locales aux États-Unis.

- Nous avons amélioré nos résultats en matière de ventes croisées par rapport à l'exercice précédent, grâce aux efforts déployés pour accroître nos revenus aux États-Unis.
- La croissance des revenus dans le secteur Investissement et services aux entreprises des États-Unis est attribuable au fait que nous avons embauché 13 spécialistes des marchés financiers et des produits pour occuper des rôles clés aux États-Unis.
- Nous avons tiré profit de notre leadership sur le marché canadien pour étendre notre présence aux États-Unis et en Europe.
- Pour la 27^e année d'affilée, nos services de recherche sur les actions se sont classés en tête de liste du rapport Brendan Wood International visant les investisseurs institutionnels.

Voir la page 44.

Voir la page 46.

Voir la page 49.

Voir la page 52.

En bref

Ce que nous sommes	Deuxième de couverture
Objectifs, priorités stratégiques et résultats	Deuxième de couverture
Les chiffres qui comptent	1

Revue des activités

Message du président du conseil	2
Message du président et chef de la direction, incluant Questions et réponses	3
Rétrospective financière de 2007	8
Croissance, client, cadence	10
Gouvernance	16
Responsabilité sociétale	19

Rapport financier

Rapport de gestion	22
Résultats financiers et situation financière en bref	24
Données complémentaires	78
États financiers consolidés	92
Notes afférentes aux états financiers consolidés	96

Répertoires et ressources

Comité directeur	4
Conseil d'administration	18
Principales filiales	138
Comité de performance	139
Glossaire	140
Sommaire à l'intention des actionnaires	Troisième de couverture

Nos objectifs

Notre vision



Devenir la société de services financiers la plus performante à l'échelle de l'Amérique du Nord.

Notre objectif fondamental



Maximiser le rendement total des capitaux propres et progresser, au fil du temps, vers un classement dans le quartile supérieur de nos groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord pour le rendement total des capitaux propres.

Notre stratégie



Accroître nos activités de base au Canada tout en accélérant notre croissance aux États-Unis.

Nos priorités stratégiques

- 1 Bâtir au Canada une société de services bancaires aux particuliers de calibre supérieur afin de répondre à tous les besoins financiers de nos clients.
- 2 Consolider nos activités dans le secteur des services bancaires aux entreprises afin de devenir un acteur de premier plan dans tous nos marchés cibles.
- 3 Intensifier nos activités de gestion de patrimoine afin d'accroître notre part de ce marché à forte croissance.
- 4 Dégager de solides rendements et afficher une croissance ordonnée dans nos activités de services d'investissement en Amérique du Nord.
- 5 Améliorer notre rendement aux États-Unis et étendre notre réseau afin d'occuper le premier rang parmi les banques offrant des services aux particuliers et aux entreprises dans le Midwest américain.
- 6 Bâtir une organisation à rendement élevé et orientée client, soutenue par une assise de classe internationale faisant appel à des technologies hautement productives, à des processus efficaces, à une gestion serrée du rendement, à une gestion rigoureuse des risques et à une saine gouvernance.

À BMO, nous avons compris que notre succès dépend de notre aptitude à développer des relations mutuellement bénéfiques avec toutes les parties prenantes. Nous offrons un service exceptionnel à nos **clients** et ils nous témoignent leur appréciation en nous confiant leurs affaires. Nous offrons à nos **actionnaires** des rendements de haute qualité et ils investissent dans notre organisation. Nous offrons à nos **employés** un milieu de travail diversifié aux multiples possibilités où chacun peut connaître le succès, et en retour, ils nous font bénéficier de leur talent et de leur engagement. Nous contribuons à l'essor des **collectivités** et elles nous accueillent et nous honorent de leur confiance.



Nos résultats de 2007

Initiatives et réalisations en 2007

- PE Canada a réalisé un revenu net record de 1 250 millions de dollars, une hausse de 9,4 %, grâce à sa stratégie de vente axée sur la succursale, aux améliorations apportées aux systèmes et aux processus, ainsi qu'à des offres de produits percutantes.
- Nous avons remanié les grilles de performance de sorte qu'elles relient les résultats individuels à ceux de la succursale, en mettant l'accent sur la fidélisation de la clientèle. De plus, nous avons réaffecté des ressources vers les postes en contact direct avec la clientèle.
- Au Canada, notre modèle opérationnel orienté client nous a permis d'augmenter notre revenu tiré des services aux entreprises de 6,1 % et d'accroître de 63 points de base notre part du marché des prêts aux PME de 5 millions de dollars et moins, pour la porter à 19,2 %.
- Aux États-Unis, nous avons ouvert des bureaux de production de prêts dans quatre nouveaux marchés, nos activités étant soutenues par notre acquisition en Indiana et nos acquisitions en instance au Wisconsin.
- Le groupe Gestion privée a enregistré un revenu net record de 408 millions de dollars, une hausse de 15 %.
- Nos investissements continus dans notre force de vente et nos opérations, notamment notre récente entente en vue de l'acquisition de Pырford International plc, qui doit être approuvée par les organismes de réglementation, assureront notre croissance future.
- Abstraction faite de l'incidence de 651 millions de dollars après impôts des pertes sur produits de base et des charges liées à la détérioration des marchés financiers, le revenu net de BMO Marchés des capitaux s'est chiffré à 1 076 millions de dollars, une progression de 25 %, principalement attribuable aux revenus de négociation, aux commissions sur fusions et acquisitions et aux commissions de prise ferme de titres de participation.
- La priorité accrue accordée à certains secteurs et l'embauche de ressources clés aux États-Unis ont contribué à la consolidation des relations avec les clients et permis d'accroître de 18 % le revenu par représentant affecté au secteur.
- Le revenu net de PE États-Unis a progressé de 3 % et s'est établi à 105 millions de dollars américains. Abstraction faite des frais d'intégration de l'acquisition, le revenu net de PE États-Unis s'est accru à chaque trimestre de 2007 par rapport au trimestre précédent.
- Au sein de PE États-Unis, nous avons réalisé l'achat et l'intégration de la First National Bank & Trust et conclu des ententes en vue de l'acquisition de la Ozaukee Bank et de Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc. – soumises à l'approbation des organismes de réglementation américains et des actionnaires de la Ozaukee Bank – consolidant ainsi notre présence en Indiana en plus de prendre pied au Wisconsin.
- À l'échelle de l'organisation, nous avons déployé des efforts pour améliorer la productivité et réaffecté des ressources vers les postes en contact direct avec la clientèle; nous avons réalisé des économies de coûts d'exploitation d'environ 140 millions de dollars et amélioré de 150 points de base notre ratio de productivité avant amortissement, abstraction faite des éléments significatifs.
- Nous mettons davantage l'accent sur l'expérience client afin de l'améliorer à l'échelle de l'organisation. Dans ce but, nous avons accru la capacité et la disponibilité des employés de première ligne, écourté les délais d'attente dans nos activités de détail, orienté les efforts du groupe GP vers les entretiens de planification et élaboré des solutions intégrées pour nos clients des marchés financiers.

Cibles financières

Nous avons atteint une de nos cibles annuelles¹. Sans l'incidence des éléments significatifs², toutes nos cibles financières annuelles auraient été atteintes, ce qui reflète la vigueur de nos activités.

Croissance du résultat par action (RPA) (voir la page 32)

Cible pour 2007 : Croissance du RPA de 5 % à 10 % par rapport au montant de base de 5,11 \$

Résultats de 2007 : RPA de 4,38 \$, une baisse de 14,3 % par rapport à 5,11 \$ il y a un an. Abstraction faite des éléments significatifs², RPA de 5,66 \$, une hausse de 10,8 %.

Cible pour 2008³ : Croissance du RPA de

10 % à 15 % par rapport au montant de base de 5,24 \$

Rendement des capitaux propres (RCP) (voir la page 33)

Cible pour 2007 : RCP de 18 % à 20 %

Résultats de 2007 : RCP de 15,3 %. Abstraction faite des éléments significatifs, RCP de 19,8 %

Cible pour 2008 : RCP de

18 % à 20 %

Dotation à la provision pour pertes sur créances (voir la page 39)

Cible pour 2007 : Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 400 millions de dollars ou moins

Résultats de 2007 : Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 303 millions de dollars

Cible pour 2008 : Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de

475 millions de dollars ou moins

Ratio du capital de première catégorie⁴ (voir la page 57)

Résultats de 2007 : Ratio du capital de première catégorie de 9,51 %

Cible pour 2008 : Ratio du capital de première catégorie d'au moins

8,0 %

Ratio de productivité avant amortissement/levier d'exploitation (voir la page 40)

Cible pour 2007 : Amélioration du ratio de productivité avant amortissement de 100 à 150 points de base

Résultats de 2007 : Recul du ratio de productivité avant amortissement de 473 points de base. Abstraction faite des éléments significatifs, amélioration du ratio de productivité avant amortissement de 150 points de base.

Cible relative au levier d'exploitation⁵ pour 2008 :

Levier d'exploitation d'au moins 2 %

- 1) Nos cibles de 2007 et nos résultats évalués sur une base en accord avec nos cibles excluent l'incidence des changements à la provision générale pour pertes sur créances et les charges de restructuration.
- 2) Les résultats de 2007 qui excluent les éléments significatifs ont fait l'objet d'un autre rajustement pour exclure l'incidence des pertes sur produits de base et les charges liées à la détérioration des marchés financiers. Les éléments significatifs sont énumérés dans le Rapport de gestion, à la page 32.
- 3) Les cibles pour 2008 relatives au RPA et au levier d'exploitation sont établies sur une base qui exclut l'incidence des changements à la provision générale, les charges de restructuration et les pertes sur produits de base.
- 4) Notre politique était de maintenir un ratio du capital de première catégorie d'au moins 8,0 %, mais il ne s'agissait pas d'une cible financière pour 2007.
- 5) Le levier d'exploitation correspond à l'écart entre le taux de croissance du revenu et le taux de croissance des frais avant amortissement.

Les données ci-dessus sont des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR dans le Rapport de gestion, à la page 34.



Les chiffres qui comptent

Résultats financiers	<p>4,1 % Taux de croissance annuel composé (TCAC) annualisé sur cinq ans, excluant les éléments significatifs</p> <p>2003 2004 2005 2006 2007</p> <p>Revenu total (en milliards de dollars) a Voir la page 36.</p>	<p>1,7 % TCAC annualisé sur cinq ans, excluant les éléments significatifs</p> <p>2003 2004 2005 2006 2007</p> <p>Frais autres que d'intérêts (en milliards de dollars) Voir la page 40.</p>	<p>16,3 % TCAC annualisé sur cinq ans, excluant les éléments significatifs</p> <p>2003 2004 2005 2006 2007</p> <p>Revenu net (en milliards de dollars) Voir la page 36.</p>	<p>714 points de base Amélioration depuis 2002</p> <p>2003 2004 2005 2006 2007</p> <p>Ratio de productivité avant amortissement (%) a (100 points de base = 1 %) Voir la page 40.</p>
	<p>455 (103) 179 176 353</p> <p>2003 2004 2005 2006 2007</p> <p>Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances (en millions de dollars) c Voir la page 39.</p>	<p>0,30 (0,07) 0,11 0,09 0,17</p> <p>2003 2004 2005 2006 2007</p> <p>Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations c) Voir la page 39.</p>	<p>6,4 % Amélioration depuis 2002, excluant les éléments significatifs</p> <p>2003 2004 2005 2006 2007</p> <p>Rendement des capitaux propres (%) Voir la page 33.</p>	<p>9,55 9,84 10,30 10,22 9,51</p> <p>2003 2004 2005 2006 2007</p> <p>Ratio du capital de première catégorie (%) Voir la page 58.</p>
Rendement des capitaux propres	<p>16,1 % TCAC annualisé sur cinq ans, excluant les éléments significatifs</p> <p>2003 2004 2005 2006 2007</p> <p>Résultat par action (en dollars) b Voir la page 32.</p>	<p>30,5 % TCAC annualisé sur cinq ans, excluant les éléments significatifs</p> <p>2003 2004 2005 2006 2007</p> <p>Profit économique net (en millions de dollars) Voir la page 33.</p>	<p>12,9 18,9 13,8 19,1 14,2</p> <p>2003 2004 2005 2006 2007</p> <p>Rendement total des capitaux propres, annualisé sur cinq ans (%) Voir la page 78.</p>	<p>17,7 % TCAC annualisé sur cinq ans</p> <p>2003 2004 2005 2006 2007</p> <p>Dividende déclaré (en dollars par action) Voir la page 58.</p>
	<p>Variation par rapport à 2006</p> <p>■ Groupes d'exploitation : 4,9 % ■ Services d'entreprise, y compris T&O : -4,0 %</p> <p>2003 2004 2005 2006 2007</p> <p>Employés à temps plein (en milliers) Voir la page 80.</p>	<p>■ Canada ■ Hors Canada</p> <p>2003 2004 2005 2006 2007</p> <p>Succursales Voir la page 80.</p>	<p>Excellence de nos produits et services</p> <ul style="list-style-type: none"> L'application Connexion clientèle de BMO a mérité le prix d'excellence Or dans la catégorie Perspective client pour une entreprise à but lucratif, au Concours de l'informatique et de la productivité pour l'avenir (CIPA). BMO Banque privée Harris a été nommée meilleure banque locale privée au Canada et Harris Private Bank, reconnue comme l'une des cinq premières banques locales privées des États-Unis. BMO Fonds d'investissement a obtenu le Dalbar Mutual Fund Service Award pour la qualité de son service. Le Fonds asiatique de croissance et de revenu du Groupe de Fonds Guardian a remporté un prix Lipper pour avoir produit de façon constante de solides rendements ajustés en fonction du risque. Pour la 27^e année d'affilée, les investisseurs institutionnels ont accordé la préférence aux services de recherche sur les actions de BMO Marchés des capitaux, qui se sont classés en tête de liste du rapport Brendan Wood International au Canada. 	
Mesures relatives au personnel	<p>6,5 6,5 6,3 6,5 7,0</p> <p>2003 2004 2005 2006 2007</p> <p>Nombre moyen de jours de formation par employé (moyennes de 2003 à 2005 calculées en fonction de l'effectif; moyennes de 2006 et 2007 calculées en fonction de l'équivalent de durée normale)</p>	<p>31,9 37,2 37,9 40,8 50,4</p> <p>2003 2004 2005 2006 2007</p> <p>Nos collectivités</p> <p>Soutien aux collectivités (en millions de dollars) (dons et commandites destinés à soutenir des collectivités, des œuvres de bienfaisance et des organismes sans but lucratif au Canada et aux États-Unis) Voir la page 21.</p>	<p>Légende</p> <ul style="list-style-type: none"> Résultats selon les états financiers Excluant les éléments significatifs de 2007, qui comprennent les pertes sur produits de base, les charges liées à la détérioration des marchés financiers, les charges de restructuration et les changements apportés à la provision générale pour pertes sur créances, le cas échéant. <p>a) Tous les revenus qui figurent dans la présente page sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). b) Sauf indication contraire, toutes les mesures relatives au résultat par action (RPA) figurant dans le présent rapport renvoient au RPA dilué. c) La dotation à la provision pour pertes sur créances inclut les changements apportés à la provision générale.</p> <p>Les résultats présentés sur une base qui exclut les pertes sur produits de base, les charges liées à la détérioration des marchés financiers, l'augmentation de la provision générale pour pertes sur créances ou les charges de restructuration, constituent des mesures non conformes aux PCGR. Pour de plus amples renseignements, consulter la section Mesures non conformes aux PCGR du Rapport de gestion, à la page 34.</p>	



David A. Galloway
Président du conseil

Changement, défis et promesses d'avenir

BMO a connu un exercice marqué par le changement et les défis, mais aussi porteur de promesses pour l'avenir.

Une période de transition

Nous avons vécu une année de transition marquée par l'arrivée de Bill Downe au poste de président et chef de la direction en mars. Depuis son entrée en fonction, Bill s'est attaché à améliorer le rendement de BMO en adoptant l'approche directe qui lui est propre. Son expérience hors du commun et sa connaissance de tous nos secteurs d'activité, associées à son désir d'accélérer la cadence, ont insufflé un nouvel élan à l'ensemble de l'organisation et ravivé notre enthousiasme. Il est de fait excitant de faire partie de BMO en ce moment.

Une période de défis

Nous avons pu apprécier le sang-froid dont Bill a fait preuve sous la pression lorsqu'il a relevé avec succès les défis importants qui ont jalonné sa première année à la barre de BMO. L'équipe de direction de BMO a traité en toute franchise et de façon exhaustive la question des pertes sur produits de base et a lancé un processus d'examen internes et externes afin de bien cerner les facteurs ayant entraîné les pertes. Votre Conseil d'administration a également su faire preuve d'efficacité dans cette affaire. Nous avons tenu un certain nombre de réunions spéciales pour examiner la situation et nous supervisons, à l'échelle de l'organisation, une réévaluation complète non seulement des systèmes et méthodes de gestion des risques, mais aussi de nos attitudes à l'égard des risques. Cela dit, je suis confiant que nous faisons maintenant tout ce qu'il est possible de faire pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise.

L'exercice a également été marqué par des événements majeurs sur la scène économique. Aux États-Unis, l'inquiétude soulevée par le marché des prêts hypothécaires à risque a ralenti la demande de financement hypothécaire. Elle a également eu comme effet de resserrer les pratiques d'octroi du crédit et d'accroître la volatilité des marchés du crédit dans le monde entier. Il est à prévoir que la conjoncture actuelle aura d'autres répercussions qui ne sont pas encore connues. En cette période délicate, il est rassurant de voir que nos dirigeants savent tenir la barre et que BMO est bien positionné pour continuer à faire face aux turbulences.

Une période de promesses pour l'avenir

Bien sûr, il importe de regarder les défis en face, mais il faut aussi prendre le temps de célébrer nos progrès. Et ils ont été importants en 2007. Grâce à un certain nombre d'initiatives, comme le renouvellement de l'équipe de direction, le lancement de nouveaux produits et une approche concertée fortement axée sur le service à la clientèle, les Services bancaires Particuliers et entreprises ont connu une progression significative au Canada. Le groupe Gestion privée a lui aussi enregistré des gains solides. Et, abstraction faite des pertes sur produits de base et des charges liées à la situation des marchés financiers au quatrième trimestre, BMO Marchés des capitaux a également bien performé.

Il nous reste encore beaucoup à faire, particulièrement au sein des Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis.

Je sais que Bill s'est fixé comme priorité absolue d'inciter nos employés à participer avec enthousiasme à la croissance rentable de toutes les activités de BMO, dans une optique éthique et durable. Si on en juge par sa prestation jusqu'à maintenant, je peux dire au nom du Conseil d'administration que nous sommes certains que le nouveau leader de BMO et son équipe continueront à relever les défis, à accomplir les priorités stratégiques et à accroître la valeur pour les actionnaires en réalisant les formidables promesses d'avenir que recèle BMO.

Le président du conseil,

David A. Galloway

Créer de la valeur pour nos clients

Dans ce message, le premier que j'adresse aux actionnaires de BMO Groupe financier, mon objectif est de vous entretenir en toute franchise de nos récents résultats et des attentes supérieures que nous nourrissons pour l'avenir.



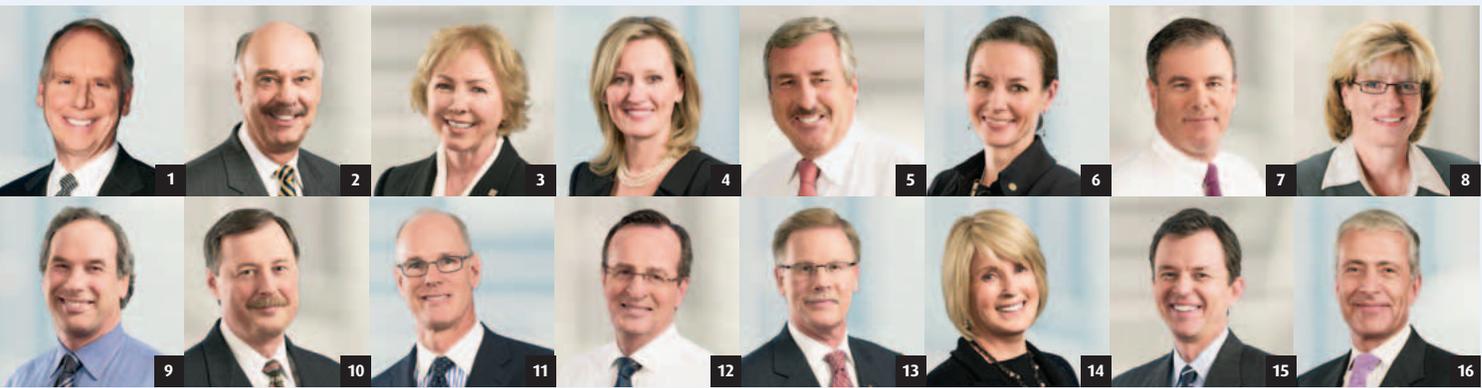
William A. Downe
Président et chef de la direction

Comme le président du conseil l'a souligné dans son message présenté à la page précédente, le dernier exercice en a été un de transition. La passation des pouvoirs crée en soi des attentes de changement et pour notre organisation, un nouveau virage s'est amorcé dès le début de l'exercice. En fait, notre histoire a été marquée par des périodes de changement important, qui ont représenté autant d'occasions de faire les choses différemment et de remettre en question les pratiques établies.

Nous sommes très fiers de notre histoire et du fait que la Banque de Montréal peut à bon droit revendiquer le titre de première banque canadienne. Depuis sa fondation, le 3 novembre 1817, elle est destinée à jouer un rôle important dans le développement de l'économie nord-américaine. Nous avons procuré des capitaux aux nouvelles entreprises de tout le continent, financé la mise en place de la première infrastructure nationale, le chemin de fer et le réseau de canaux, et pendant de nombreuses années, nous avons agi comme banque centrale du Canada. En mars, nous tiendrons notre Assemblée générale annuelle à Québec afin de souligner le 400^e anniversaire de la ville.

Aujourd'hui, nous sommes une banque offrant des services diversifiés à l'échelle de l'Amérique du Nord, et qui exerce aussi des activités étroitement ciblées, mais importantes, en Europe et en Asie. Forts d'un effectif de 36 000 employés talentueux et consciencieux et d'une capitalisation boursière dépassant les 30 milliards de dollars, nous sommes reconnus pour la constance de nos résultats sur une longue période – en fait, depuis 190 ans. Quant à l'avenir, nous voyons se profiler un futur prospère où ni les ressources ni les occasions ne feront défaut.

Au cours du dernier exercice, nous avons eu à affronter des événements qui ont mis à l'épreuve et confirmé la résilience de BMO et des gens qui y travaillent. Après avoir constaté les pertes importantes liées au gaz naturel subies dans notre portefeuille de négociation, nous avons pris des mesures précises pour diminuer les risques de ce portefeuille tout en réduisant au minimum le coût de ces mesures. Nous avons identifié les secteurs où le processus de prise de décision n'était pas à la hauteur des normes de notre organisation. Les facteurs ayant contribué à créer cette situation ont été examinés attentivement; nous avons procédé à une réévaluation rigoureuse des contrôles et des pratiques de gestion des risques et la supervision de la direction a été renforcée. J'ai donné ma parole plus tôt cette année qu'il s'agissait d'un cas isolé qui ne visait qu'un seul de nos bureaux et c'est un engagement que nous avons bien l'intention de respecter.



Comité directeur

- 1 **William A. Downe**, président et chef de la direction, BMO Groupe financier, assure le leadership et détermine la vision de BMO Groupe financier. Par l'entremise du Conseil d'administration, il est responsable devant les actionnaires de la définition, de la communication et de la mise en œuvre d'objectifs stratégiques et opérationnels visant à maximiser la valeur pour les actionnaires. Le président et chef de la direction est responsable du rendement et des résultats financiers pour l'ensemble de l'organisation, ce qui inclut l'état des résultats, le bilan et les paramètres de mesure de la valeur pour les actionnaires.
- 2 **Yvan Bourdeau**, chef de la direction et chef du groupe Services d'investissement, BMO Marchés des capitaux, est responsable de toutes les unités de BMO Groupe financier qui servent les grandes entreprises, les institutions et les administrations publiques en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde.
- 3 **Ellen Costello**, chef de la direction, Harris Bankcorp, Inc., est responsable des Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis, et assure la croissance rentable des activités par la croissance interne et les acquisitions.
- 4 **Joan Dea**, vice-présidente à la direction et chef de la gestion stratégique et du marketing, BMO Groupe financier, assure l'élaboration et la gestion de la stratégie globale et de la stratégie des groupes de BMO. Elle est également responsable du marketing fortement orienté vers le renforcement de la marque et de l'établissement d'une culture de rendement.
- 5 **Barry Gilmour**, chef, Technologie et opérations, BMO Groupe financier, est responsable de la gestion, du soutien et de la gouvernance en matière de technologies de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'approvisionnement pour l'ensemble de BMO Groupe financier.
- 6 **Sandra Hanington**, vice-présidente à la direction, Stratégie clientèle et marketing, Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada, est responsable d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies clientèle qui permettront à BMO Banque de Montréal de se démarquer sur le marché canadien.
- 7 **Maurice Hudon**, premier vice-président à la direction, Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada, est responsable de la gestion du risque d'exploitation, des initiatives d'expansion à long terme ainsi que des secteurs Services de cartes et de règlement, Assurance et Services aux courtiers.
- 8 **Karen Maidment**, chef des finances et des affaires administratives, BMO Groupe financier,* est responsable des activités de BMO Groupe financier en matière de stratégie financière, de planification et de communication de l'information financière, de fiscalité, de trésorerie, de relations avec les investisseurs, de droit et de conformité, de communications, d'économie et de gestion globale des risques et du portefeuille.
- 9 **Dean Manjurić**, chef du secteur Services de courtage traditionnels et président administrateur, Division des services aux particuliers, BMO Nesbitt Burns, assure la direction stratégique de la Division des services aux particuliers liée à nos activités de gestion de patrimoine.
- 10 **Robert McGlashan**, vice-président à la direction et chef de la gestion globale des risques, Gestion globale des risques et du portefeuille, BMO Groupe financier, est responsable de la gestion globale des risques et de la gestion de portefeuille de BMO Groupe financier.
- 11 **Tom Milroy**, coprésident, BMO Marchés des capitaux, est conjointement responsable de l'ensemble des affaires de BMO Groupe financier traitées avec les grandes entreprises, institutions et administrations publiques en matière de services bancaires et d'investissement et, dans une moindre mesure, d'opérations de trésorerie et de négociation.
- 12 **Gilles Ouellette**, président et chef de la direction, groupe Gestion privée, est responsable des activités de gestion de patrimoine de BMO Groupe financier en Amérique du Nord. Il est également président du Conseil délégué de BMO Nesbitt Burns.
- 13 **Graham Parsons**, vice-président à la direction, Gestion bancaire privée et initiatives stratégiques intégrées, BMO Groupe financier, assure la direction stratégique des services de fiducie et de succession, des services bancaires personnalisés, de la gestion des placements, ainsi que des services conseils en philanthropie et en placement offerts par l'entremise de 50 bureaux répartis en Amérique du Nord.
- 14 **Rose Patten**, première vice-présidente à la direction, chef des ressources humaines et conseillère principale en leadership, BMO Groupe financier, est responsable des fonctions et stratégies de ressources humaines à l'échelle de BMO Groupe financier. Elle est notamment responsable des quatre portefeuilles stratégiques suivants : Gestion des talents et diversité, Harmonisation des compétences et rémunération, Gestion opérationnelle et gouvernance et L'Académie de BMO Groupe financier.
- 15 **Frank Techar**, président et chef de la direction, Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada, assure la direction stratégique en vue de la prestation de nos services bancaires par l'entremise de BMO Banque de Montréal à plus de sept millions de clients dans tout le Canada.
- 16 **Eric Tripp**, coprésident, BMO Marchés des capitaux, est conjointement responsable de l'ensemble des affaires de BMO Groupe financier traitées avec les grandes entreprises, institutions et administrations publiques en matière d'opérations de trésorerie et de négociation et, dans une moindre mesure, de services bancaires et d'investissement.

*Le 26 octobre 2007, Thomas E. Flynn, vice-président à la direction – Finances et trésorier, a été nommé chef des finances intérimaire, BMO Groupe financier.

Parallèlement à cette situation, les deux derniers trimestres ont été marqués par des turbulences au sein des marchés des titres de créance et une réévaluation globale des actifs financiers. Même si cette agitation avait été provoquée, au départ, par les problèmes liés aux prêts hypothécaires à risque aux États-Unis, elle a attiré l'attention sur un problème plus vaste et soulevé des doutes quant à la validité de l'évaluation du risque financier en général. Notre exposition aux prêts hypothécaires à risque est indirecte et très limitée, mais tous les marchés ont été ébranlés et on peut s'attendre à ce que les fluctuations en matière de prix et de liquidité se poursuivent pendant le prochain exercice.

Malgré ce contexte difficile, notre confiance dans l'avenir est renforcée par la solidité de notre bilan et la capacité éprouvée de nos secteurs d'activité de base d'accroître leur revenu et leur revenu net. Au sein de BMO Marchés des capitaux, le groupe le plus touché par l'effervescence de la dernière année, l'incidence a été amortie par la performance accrue des services aux émetteurs de titres, du secteur des investissements et services aux grandes entreprises. Nous poursuivons nos efforts pour consolider notre base nord-américaine de moyennes entreprises où nous pouvons mettre à profit notre expertise dans les domaines des fusions et acquisitions, des titres de créance et de participation, du crédit et des services d'exploitation pour atteindre un rendement des capitaux propres élevé et stable. Le secteur de la négociation de titres institutionnels, qui regroupe une grande partie des activités exposées au risque de marché, permet de répondre aux besoins de nos clients en matière de mise en œuvre. Tout en demeurant un secteur essentiel, il sera soumis à une stratégie de réduction de la volatilité afin d'abaisser les niveaux élevés atteints au cours des douze derniers mois.

« ...notre histoire a été marquée par des périodes de changement important, qui ont représenté autant d'occasions de faire les choses différemment et de remettre en question les pratiques établies. »

Nos Services bancaires Particuliers et entreprises et nos activités de gestion de patrimoine au Canada et aux États-Unis devraient atteindre des niveaux de croissance supérieurs et produire des taux de rendement attrayants. En tirant profit de nos investissements soutenus dans notre personnel et nos installations, nous sommes déterminés à accélérer la progression de notre base de clientèle, ainsi que de nos secteurs des prêts et des dépôts et de l'actif sous gestion. Au Canada, nous avons construit de nouvelles succursales, amélioré des succursales existantes et accru l'accès aux guichets automatiques, aux services bancaires par téléphone, et aux services bancaires et de placement en ligne. Aux États-Unis, nous avons ajouté 30 succursales à notre réseau de 202 succursales et annoncé l'acquisition de 40 autres succursales, ce qui, une fois l'opération terminée, représentera une croissance de 35 % depuis le début de l'exercice 2007.

Mais le facteur de croissance le plus important tient à la qualité des relations que nous entretenons avec nos clients. Ils nous disent, de bien des façons, que la gestion de leurs finances est souvent trop complexe et qu'ils souhaitent que nous les aidions à prendre de meilleures décisions. Il ne s'agit plus de nous demander quels sont les produits et services que nous pouvons vendre aux clients, mais plutôt de découvrir ce qu'ils veulent et ce que nous pouvons faire pour les aider à prendre des décisions financières plus éclairées. Comment, par exemple, nous pouvons les aider à acheter leur première maison, à épargner en vue des études de leurs enfants, à soutenir ou aider leurs parents vieillissants et à préparer leur retraite – selon les critères qu'ils ont eux-mêmes définis.

Dans chaque secteur de BMO, nous examinons l'incidence sur les clients des mesures et des décisions que nous prenons. Cette approche est essentielle au respect de nos priorités et se reflète dans l'ensemble de nos activités. Le programme de fidélisation AIR MILES lancé au printemps dernier, destiné aux utilisateurs de la carte de débit, récompense les clients qui détiennent leur compte de chèques principal chez nous; ceux-ci nous confient généralement la majorité de leurs affaires et nous permettent ainsi de les aider à faire les bons choix. En plus de nous rapprocher de nos clients, le remaniement de nos ressources pour augmenter le nombre de spécialistes – Prêts hypothécaires de la Banque nous a permis de délaissier le circuit des courtiers hypothécaires qui ne nous procurait que de faibles marges et peu de contrôle sur la gestion de l'expérience client. Tous nos employés – qu'il s'agisse du personnel de première ligne, des membres des services de soutien ou des cadres fonctionnels clés – ont conscience de travailler pour le client et cette conscience stimule leur enthousiasme et leur engagement. En lisant le présent Rapport annuel, je prends toute la mesure de leur détermination et de la véritable passion qu'ils vouent à nos clients.

« Dans chaque secteur de BMO, nous examinons l'incidence sur les clients des mesures et des décisions que nous prenons. Cette approche est essentielle au respect de nos priorités et se reflète dans l'ensemble de nos activités. »

Cette année, j'ai passé de nombreuses journées en succursale, à discuter avec des clients de tous les secteurs d'activité et à participer à des tables rondes avec des directeurs de succursale et les responsables de différents secteurs. J'ai ainsi pu écouter ce que les clients ont à nous dire. Parfois, ils sont enchantés de notre service et nous pouvons alors en profiter pour accroître la relation, mais en d'autres occasions, nous n'avons pas répondu à leurs attentes (ou aux nôtres) et nous devons nous améliorer.

La création de valeur pour nos actionnaires découle directement de la valeur que nous offrons à nos clients. Et nous savons que le meilleur moyen d'y parvenir consiste à mettre au service de ces derniers les forces vives de l'ensemble de notre organisation afin de les aider à faire les meilleurs choix pour eux. Chaque fois.

Le président et chef de la direction,

A blue ink signature of William A. Downe, written in a cursive style.

William A. Downe

L'engagement de BMO à l'égard de la transparence et de la responsabilité est pris d'abord à l'échelon le plus élevé de l'organisation. Dans le cadre des questions et réponses suivantes, le président et chef de la direction de BMO Groupe financier, Bill Downe, répond à des questions cruciales du point de vue de nos actionnaires.

Q Pourquoi les investisseurs devraient-ils choisir BMO?

R Notre bilan démontre la valeur de la diversité des activités de BMO, sur le plan de l'exploitation. Mais de mon point de vue, et du point de vue de nos clients, c'est la combinaison des produits et services qui est créatrice de valeur. Nous avons adopté une orientation client et ce, à l'échelle de l'organisation. Dans chacun de nos secteurs d'activité, la prise de décision s'effectue beaucoup plus rapidement qu'avant, ce qui nous permet de pénétrer le marché de façon très concurrentielle. Voilà la stratégie que nous avons adoptée pour consolider nos activités au Canada au sein des trois groupes d'exploitation et poursuivre notre expansion aux États-Unis. Chaque fois que nous prenons une décision dans un secteur, c'est l'expérience client qui constitue systématiquement le facteur déterminant.

Q Que fait BMO pour se démarquer dans le marché canadien hautement concurrentiel des services bancaires aux particuliers?

R Nous nous efforçons de considérer les services bancaires et les services d'investissement du point de vue du client. Et nous nous y appliquons chaque jour. Nous visons ainsi à éliminer la complexité associée à la gestion des finances. Si le client a le sentiment que nous clarifions les choses, que nous cherchons à voir la situation de son point de vue et que nous sommes conscients que son temps est précieux, nous avons accompli quelque chose. Voilà comment nous nous distinguons de la concurrence.

Q Quelles sont les occasions d'affaires qui s'offrent à BMO sur le marché américain?

R Dans le Midwest américain, notre objectif est toujours de devenir la première banque pour les particuliers et les entreprises. Nous saisissons diverses occasions pour étendre nos activités au moyen de la croissance interne. Par exemple, nous mettons à profit notre solide réseau de services bancaires à la collectivité pour enregistrer des progrès dans les secteurs des services aux entreprises, des produits liés aux marchés financiers et de la gestion bancaire privée. Nous misons également sur les acquisitions pour assurer notre croissance. Nous avons étendu nos activités aux marchés de l'Indiana et du Wisconsin, et avons une assise solide en Illinois. Nous allons continuer d'ajouter des succursales à notre réseau et de garder les frais d'administration à leur niveau actuel.

Q Votre degré de tolérance au risque a-t-il changé en raison du climat économique plus difficile et du resserrement du crédit?

R La réponse est un *non* catégorique. BMO a de longue date adopté une approche rigoureuse, constante et prudente en matière de gestion du risque de crédit. Cela veut dire que nos critères d'octroi de crédit demeurent constants, que l'économie soit en phase d'expansion ou de ralentissement. Cette approche nous permet d'offrir des rendements supérieurs et plus prévisibles à nos actionnaires et de préserver la tranquillité d'esprit de nos clients, qui savent pouvoir compter sur BMO pour satisfaire leurs besoins individuels et uniques, malgré les hauts et les bas du cycle économique. Par contre, les mesures de contrôle du risque se sont améliorées et nous nous attachons à ce que chaque investissement effectué dans les systèmes et processus de gestion des risques nous permette non seulement de gérer le risque, mais de progresser sur d'autres plans.

Q Quelles ont été, cette année, vos plus grandes sources de satisfaction et vos principales sources de déception?

R Il est très encourageant de constater que malgré certains enjeux dont l'issue a été, de toute évidence, fort décevante, nous avons su démontrer notre résilience et gérer nos activités de base comme jamais auparavant. Et nos résultats d'exploitation en sont la preuve. Aligner notre travail sur les stratégies établies constitue la priorité fondamentale de toute notre équipe de dirigeants. Pour y arriver, il nous faut toujours garder le client à l'esprit.

Q En quoi la stratégie de BMO a-t-elle changé depuis que vous avez pris les commandes de l'organisation?

R Notre orientation stratégique n'a pas changé. Nous continuons d'accroître nos activités de base au Canada et d'accélérer notre expansion aux États-Unis. Ce qui a changé, c'est notre façon de voir les choses. Nos offres ont une plus grande visibilité sur les marchés. Nous mettons l'accent sur la performance, le client et sur ce qui doit être fait. Alors que nous nous demandions auparavant quel produit ou service créer pour vendre à nos clients, nous nous demandons maintenant : Que veulent les clients et comment peut-on le leur offrir à des conditions qui leur conviennent? Les dirigeants de BMO, dont je fais partie, passent beaucoup plus de temps avec les clients. Et ceux-ci nous apprennent beaucoup.

Des résultats qui témoignent de la solidité intrinsèque et de la diversité de nos activités

Le revenu net, à 2,1 milliards de dollars, a subi l'effet des pertes sur produits de base et, au quatrième trimestre, l'effet de la conjoncture difficile des marchés financiers. Avec un rendement des capitaux propres de 14,4 %, nos résultats témoignent de la solidité intrinsèque et de la diversité de nos activités. Abstraction faite des éléments significatifs¹, BMO a enregistré un revenu net de 2,9 milliards de dollars et un rendement des capitaux propres de 19,8 %.

Résultats financiers

Le revenu net de BMO Groupe financier en 2007 s'est établi à 2 131 millions de dollars et le rendement des capitaux propres à 14,4 % malgré l'effet de quatre éléments significatifs : des pertes sur produits de base, des charges liées à la conjoncture difficile sur les marchés financiers, des coûts de restructuration et une augmentation de la provision générale pour pertes sur créances.

Abstraction faite de ces éléments, notre revenu net s'est établi à 2 918 millions de dollars, soit une hausse de 278 millions de dollars, ou de 10,5 %, par rapport à 2006, ce qui correspond à un rendement des capitaux propres de 19,8 % et à une amélioration du ratio de productivité avant amortissement de 150 points de base, à 60,9 %, en 2007. Nous avons réussi à imprimer une vigoureuse impulsion à la plupart de nos secteurs d'activité en mettant le client au centre de nos préoccupations et en ne perdant pas de vue nos priorités. Les secteurs ont affiché un bon rendement dont on prendra la réelle mesure lorsque les conditions du marché s'amélioreront.

Groupes d'exploitation

En 2007, les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) et le groupe Gestion privée (groupe GP) ont tous deux établi de nouveaux records au chapitre du revenu net. PE Canada jouit aujourd'hui d'une assise plus solide et d'un meilleur positionnement, grâce au renouvellement de notre engagement à simplifier les choses pour nos clients. Le revenu net a ainsi augmenté de 9 % et s'est établi à 1 250 millions de dollars en 2007, tandis que les investissements dans les activités se sont poursuivis. Le groupe GP s'est surpassé en 2007, en enregistrant un revenu net de 408 millions de dollars, une hausse de 15 % par rapport à 2006. PE États-Unis a bien fait également avec un revenu net de 105 millions de dollars américains pour l'exercice, y compris les charges d'intégration découlant des acquisitions. Abstraction faite de ces charges, le revenu net s'est amélioré de trimestre en trimestre tout au long de l'exercice 2007, une réalisation remarquable compte tenu du contexte difficile au chapitre de l'exploitation. Les résultats financiers de BMO Marchés des capitaux ont été marqués par un repli

¹) Les résultats présentés abstraction faite des pertes sur produits de base, des charges liées à la détérioration de la conjoncture sur les marchés financiers, des changements à la provision générale pour pertes sur créances ou des charges de restructuration sont des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR du Rapport de gestion, à la page 34.

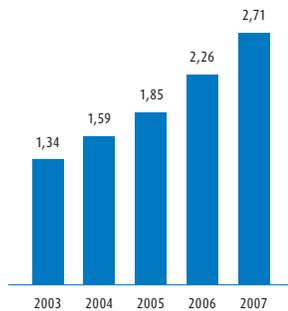


Dividende et rendement total

Le dividende total déclaré par action ordinaire de BMO, qui est de 2,71 \$ en 2007, a augmenté de 20 % par rapport à 2006. À 47 %, abstraction faite de l'incidence des éléments significatifs de 2007, il correspond à l'un des meilleurs ratios de distribution du secteur au Canada, et se situe à l'intérieur de notre fourchette cible de 45 % à 55 %. En augmentant le dividende déclaré pendant 15 exercices de suite, BMO a tenu son engagement de respecter un équilibre entre rendement des capitaux propres et maintien d'un capital de base solide permettant de soutenir des investissements continus pour la croissance de ses activités.

Dividendes déclarés par action

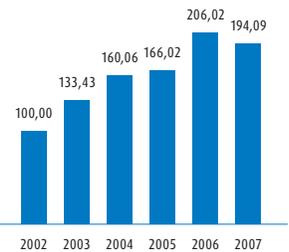
(en dollars canadiens)



Les dividendes déclarés ont augmenté au taux annuel moyen de 17,7 % au cours des cinq derniers exercices.

Comme l'indique le graphique ci-joint, au cours des cinq derniers exercices, le rendement total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a atteint 94,09 \$ pour chaque tranche de 100 \$ investie en 2002.

Tranche de 100 \$ investie



important, de 425 millions de dollars, du revenu net en raison de l'incidence des pertes sur produits de base et de la conjoncture sur les marchés financiers. Abstraction faite de ces éléments, le revenu net a progressé de 25 % et a atteint 1 076 millions de dollars, grâce aux résultats favorables de bon nombre de nos secteurs liés aux marchés financiers, notamment les fusions et acquisitions, la prise ferme de titres de participation et les commissions sur prêts et autres commissions, où l'activité a été intense.

Change

En 2007, le revenu net a été assez peu touché par les fluctuations importantes du change entre le dollar canadien et le dollar américain. Il a été réduit de 2 millions de dollars comparativement à 24 millions de dollars en 2006. Le faible impact en 2007 s'explique en partie par les opérations de couverture que nous avons conclues au début de chaque trimestre.

Capital

Nous avons terminé l'exercice avec un ratio du capital de première catégorie élevé, de 9,51 %, largement supérieur au ratio à respecter selon notre politique, qui est d'au moins 8 %. Cette solidité du capital donne à BMO la souplesse nécessaire pour investir dans ses activités lorsque des occasions se présentent.

Sommaire

Les résultats financiers de 2007 ont démontré la solidité, la diversité et le dynamisme des activités de BMO. Nos rendements demeurent constants, à preuve un rendement des capitaux propres selon les états financiers supérieur à 13 % pour le 18^e exercice de suite – ce qu'aucune autre banque de notre groupe de référence de l'Amérique du Nord n'a réalisé – et nous continuons aussi à être à la hauteur des attentes des actionnaires grâce à un ratio de distribution parmi les meilleurs du secteur au Canada. En ce début d'exercice 2008, l'organisation a le vent en poupe et a confiance en sa capacité d'atteindre ses objectifs.

1.

En privilégiant une croissance rentable et durable, nous offrons de la valeur à nos clients, créons des perspectives d'emploi pour nos employés et procurons des avantages financiers accrus à nos actionnaires. Pour atteindre nos objectifs, nous investissons dans les secteurs qui affichent la meilleure croissance et le meilleur rendement. C'est en aidant nos clients à faire croître leurs entreprises et leur patrimoine que nous assurerons notre croissance.

CR

Comptes
MasterCard^{MD2}
Mosaik de petites
entreprises

↑ 40 %



Expansion de Harris
dans le Midwest
américain

Cette année, le nombre de nouveaux comptes MasterCard^{MD2} Mosaik^{MD} de particuliers et de petites entreprises a augmenté dans des proportions de 28 % et de 40 %, respectivement. Non seulement affichons-nous un taux élevé de conservation de la clientèle, mais la croissance des comptes actifs a atteint un niveau inégalé depuis plus d'une décennie.

En 2007, nous avons fait l'acquisition de la First National Bank & Trust en Indiana et annoncé notre intention d'acquérir Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc. de même que la Ozaukee Bank, au Wisconsin. Il y a trois ans, nous avions 168 succursales, toutes situées en Illinois. Nous compterons bientôt 272 succursales réparties dans trois états américains, nous rapprochant ainsi de notre objectif de 350 à 400 succursales.

« Notre but est d'aider chaque client à réaliser son potentiel financier. Notre croissance passe par leur croissance. »

Derral Moriyama, premier vice-président, Services aux entreprises – Région du Grand Vancouver

oissance

Fusions et acquisitions menées à bonne fin

41,5 milliards de dollars



Cette année, BMO Marchés des capitaux a participé à 599 transactions de souscription de titres de participation et d'emprunt de sociétés et d'administrations publiques qui ont permis de mobiliser 250 milliards de dollars. Nous avons dispensé des services-conseils à l'égard de 76 fusions et acquisitions menées à bonne fin en Amérique du Nord, dont la valeur totalise 41,5 milliards de dollars. Nous avons également exécuté notre premier mandat de fusion-acquisition en Chine en agissant à titre de conseiller financier unique pour la Aluminum Corporation of China, la plus importante entreprise diversifiée du secteur des mines et métaux du pays, à l'égard de l'acquisition de la Peru Copper Inc., de Vancouver. Notre objectif est d'aider nos clients à atteindre leurs objectifs de croissance, peu importe l'endroit où ils sont situés.

2.

Nos 36 000 employés s'attachent à faire vivre aux clients une expérience de qualité supérieure en matière de services bancaires courants et de services d'investissement. Nous simplifions nos processus et investissons dans la technologie afin de faciliter et d'accélérer les choses pour ceux qui font affaire avec nous. Et nous offrons à nos clients de l'information facile à comprendre, des conseils avisés et les produits qu'il leur faut pour prendre les bonnes décisions à l'égard de leurs finances – et de leur avenir financier.



Craig Christie
Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada

« Nous sommes à l'écoute de nos clients pour bien comprendre le type d'expérience qu'ils veulent en matière de services bancaires courants et de services d'investissement. »

lient



Nous montrons à nos clients, nouveaux et existants, combien nous apprécions leur clientèle. Récemment, nous avons introduit à l'intention des particuliers une nouvelle façon d'accumuler des milles de récompense AIR MILES^{MD1} sur les achats par carte de débit. BMO est actuellement à la tête du secteur au Canada grâce à son offre de milles de récompense sur les achats par carte de débit en plus des milles de récompense déjà offerts pour les achats par carte de crédit. Les clients obtiennent également des milles de récompense supplémentaires s'ils utilisent d'autres produits de BMO. Depuis le lancement, le nombre de clients répondant aux conditions pour accumuler des milles de récompense AIR MILES au moyen de leur carte de débit s'est accru de 20 %.



Nous avons créé cette année trois nouvelles entités de services aux entreprises pour les régions de Toronto, Montréal et Vancouver, dont la gestion a été confiée à des banquiers chevronnés, preuve tangible de notre engagement. Nous offrons à l'ensemble de ces clients – petites entreprises, PME et moyennes entreprises – un guichet unique où trouver de quoi satisfaire tous leurs besoins financiers, notamment de l'expertise bancaire et des conseils, de même qu'un large éventail de produits et services bancaires, de gestion de trésorerie, d'investissement et de financement. Nous leur offrons également l'expertise de BMO Banque privée Harris, de même que des services bancaires pour leurs employés. Nous nous classons toujours au deuxième rang pour la part du marché des prêts aux PME de moins de 5 millions de dollars, résultat qui démontre bien l'importance que nous accordons à ce marché.



Avec leur succès comme objectif, nous proposons à nos clients des solutions financières qui correspondent à leurs préférences personnelles, notamment quand nous les aidons à investir pour leur avenir. Que ce soit grâce à BMO Banque privée Harris, qui offre une expérience sans pareille en matière de services bancaires et d'investissement aux clients à valeur nette élevée, à notre démarche à l'égard de la nouvelle réalité de la retraite, qui vise à aider les baby-boomers à planifier tous les aspects de leur retraite, ou à nos services de recherche sur les actions primés, nous sommes là pour soutenir nos clients à toutes les étapes de leur planification financière et de leurs investissements.

3.

Nous écourtons les délais nécessaires pour prendre des décisions, répondre aux questions des clients et faire ce qui doit être fait. Concrètement, cela se traduit par une diminution des formalités administratives, une simplification des processus et une réduction de l'attente. Cela signifie davantage d'employés ayant le profil de compétences recherché et une capacité décisionnaire accrue, qui développent des relations avec les clients et les collectivités qu'ils servent. Voilà comment nous nous y prenons pour accélérer la cadence.

ca



Suzy Brown, conseillère en placement, BMO Nesbitt Burns

« Être sensible aux besoins des clients, c'est plus que répondre à des questions et donner le choix. Nous aidons les clients à bien comprendre les options et répondons rapidement aux besoins. »

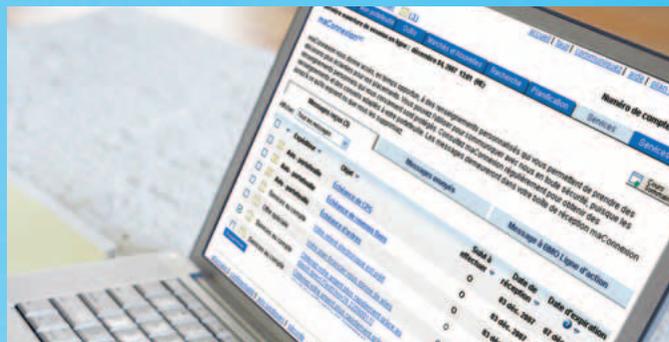


dence

BMO Ligne d'action^{MD} se classe au premier rang du fait que notre firme de courtage sait répondre aux besoins des clients en matière de services de placement en direct. Cette année, nous avons simplifié le processus de demande d'ouverture de compte en ligne pour permettre aux clients d'ouvrir un compte de négociation plus rapidement et pour réduire les délais d'approbation. À l'heure actuelle, 80 % des demandes sont approuvées sans délai et les clients obtiennent un accès immédiat à leurs comptes. En 2007, nous avons également lancé maConnexion^{MC}, ce qui fait de nous la première firme de courtage en ligne au Canada à offrir un service qui expédie des messages personnalisés directement aux particuliers investisseurs. Ce service en ligne sécurisé de pointe permet à nos clients d'avoir accès en temps opportun à des renseignements pertinents compte tenu de leurs placements, ce qui les aide à prendre de meilleures décisions.

Nous avons accueilli dans nos rangs 55 nouveaux spécialistes – Prêts hypothécaires cette année. Et nous prévoyons en engager 80 autres l'an prochain. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de notre stratégie qui consiste à rediriger davantage de ressources vers la première ligne pour améliorer le service, nous permettre d'être sensibles aux besoins des clients et répondre à leurs demandes plus rapidement.

Les clients nous ont dit qu'ils voulaient obtenir des réponses plus rapidement. Et nous avons agi en conséquence. Nous avons, par exemple, amélioré le processus de demande de carte MasterCard^{MD2} Mosaik^{MD} par circuit direct, ce qui nous permet de livrer notre carte aux clients beaucoup plus rapidement – en fait, 30 % plus vite! Dans le cas des demandes de prêt personnel ou hypothécaire des clients canadiens présentées en ligne ou au téléphone, nous avons réduit de 88 % le délai d'attente pour une décision. Dans le cas des clients hypothécaires qualifiés de Harris, le délai d'attente pour une approbation a été réduit de moitié.



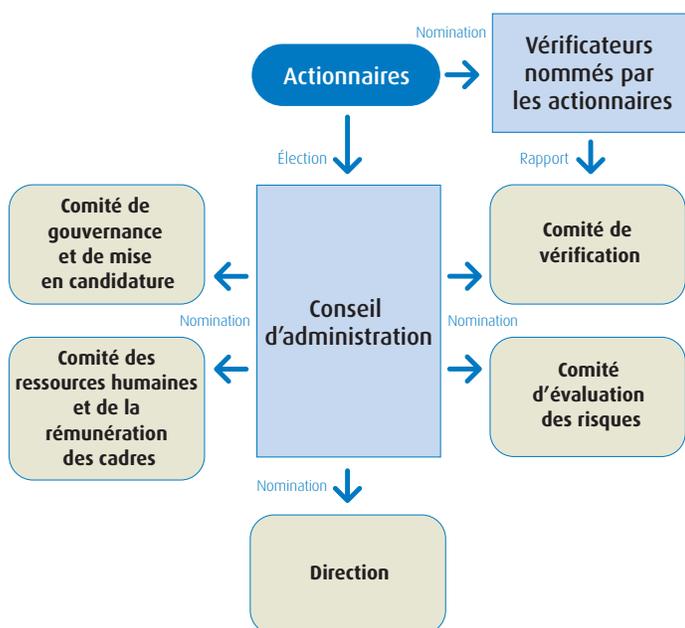
BMO Ligne d'action a lancé maConnexion, un service qui expédie des messages personnalisés directement aux particuliers investisseurs.

Engagement en matière de saine gouvernance

Il y a longtemps que BMO s'est engagé à assurer une saine gouvernance et qu'il est reconnu comme un chef de file à cet égard. Aujourd'hui, nous continuons à déployer les efforts nécessaires pour nous maintenir au premier rang. Dans la pratique, cela signifie que nous nous efforçons chaque jour de mériter la confiance de toutes les parties prenantes de l'organisation, notamment nos actionnaires, nos clients, nos employés et les collectivités où nous sommes présents. Pour ce faire, nous dirigeons nos affaires de manière éthique et selon des principes rigoureux d'honnêteté, de transparence et de responsabilité.

Le Conseil d'administration de BMO établit les normes d'une bonne gouvernance pour l'ensemble de l'organisation. Selon nous, le fait que tous les administrateurs – à l'exception du président et chef de la direction de BMO – soient indépendants aide le Conseil à fonctionner de façon autonome et fait en sorte que nous soyons responsables devant toutes les parties prenantes. Le président du conseil est un administrateur indépendant qui veille à ce que le Conseil fonctionne indépendamment de la direction et à ce que ses membres aient accès à un leader indépendant. Nous considérons en outre que les intérêts de toutes les parties prenantes sont mieux servis par un Conseil d'administration dont les membres présentent un large éventail d'aptitudes et d'antécédents.

Voici un aperçu de la structure de BMO en matière de gouvernance :



Une année chargée

Le Conseil d'administration a eu l'occasion de démontrer son leadership au cours de l'exercice 2007 qui a été marqué par des défis nombreux et complexes, comme les pertes subies dans notre secteur des produits de base, l'incertitude entourant le marché du papier commercial adossé à des actifs et les inquiétudes soulevées par les perturbations du marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis. En 2007, le Conseil a tenu dix séances spéciales, en plus de celles prévues au calendrier, afin de prodiguer des conseils et d'exercer ses responsabilités de surveillance à l'égard de divers problèmes. Il supervise également, à l'échelle de l'organisation, une réévaluation complète non seulement des systèmes et procédures de gestion des risques, mais aussi des attitudes à l'égard des risques.

Cadre des responsabilités

Les *Lignes directrices d'approbation et de surveillance du Conseil* constituent le fondement de notre programme de gouvernance et précisent très clairement les responsabilités respectives de la direction et des administrateurs. Ces lignes directrices, qui sont révisées annuellement, décrivent de façon détaillée les questions qui doivent être soumises à l'examen ou à l'approbation du Conseil et des comités.

Le Conseil d'administration a adopté un code de conduite et d'éthique exhaustif, intitulé *Principes fondamentaux*, qui fournit à ses membres, aux dirigeants et aux employés en général un cadre régissant leur conduite et les processus décisionnels en rapport avec leur travail. Le Comité de vérification a également adopté un processus de dénonciation des irrégularités qui permet aux dirigeants et aux employés de signaler d'éventuelles violations du code *Principes fondamentaux*, de manière confidentielle et anonyme, à l'ombudsman de BMO. Le président du Comité de vérification est avisé de toute préoccupation liée aux pratiques comptables, aux contrôles comptables internes ou aux questions de vérification et détermine le type d'enquête à effectuer, s'il y a lieu, ainsi que les mesures à prendre à la conclusion de l'enquête.

Importance de la présentation de l'information

La présentation de l'information est un élément essentiel d'une gouvernance efficace. À BMO, nous considérons qu'il est essentiel que les parties prenantes de notre organisation soient en mesure de comprendre réellement nos activités, nos buts et nos valeurs ainsi que notre rendement financier. La direction, encouragée par le Conseil d'administration, cherche activement des moyens de fournir, de façon régulière, des renseignements à la fois plus abondants et plus clairs aux parties prenantes.

Nous considérons qu'il est essentiel que les parties prenantes de notre organisation soient en mesure de comprendre réellement nos activités, nos buts et nos valeurs ainsi que notre rendement financier.

Notre Rapport annuel se distingue par notre tableau comparatif des résultats financiers (voir les pages 24 à 26), qui a fait de BMO un pionnier de la présentation de l'information financière. Ce tableau repose sur onze importantes mesures financières, notamment le rendement total des capitaux propres, le rendement des capitaux propres, la croissance du résultat par action, la productivité et le rendement du portefeuille de prêts. Nous comparons nos résultats à l'égard de ces mesures à ceux des grandes banques du Canada et de celles qui font partie de notre groupe de référence de l'Amérique du Nord. Nous croyons que l'évaluation de notre performance comparativement à celle de nos concurrents permet aux parties prenantes de situer nos résultats dans le contexte approprié et de mieux les comprendre. Depuis l'adoption de cette pratique en 1992, BMO a publié ces données comparatives chaque année.

Consolider notre engagement

Au cours des dernières années, BMO a adopté de nombreuses pratiques de pointe en matière de gouvernance, dont :

- l'interruption en 2003 de l'attribution d'options d'achat d'actions aux administrateurs non-employés;
- la tenue régulière de séances réunissant les administrateurs indépendants en l'absence des membres de la direction;
- l'amélioration du processus d'évaluation du Conseil et des administrateurs par l'ajout d'une évaluation écrite par les pairs et d'une entrevue individuelle avec le président du conseil;
- l'obligation pour les administrateurs de détenir l'équivalent de six fois leurs honoraires individuels sous forme d'actions, de façon à renforcer l'harmonisation de leurs intérêts avec ceux des actionnaires.

Prix et récompenses en 2007

BMO reconnu pour sa saine gouvernance

Dans son évaluation annuelle des pratiques de gouvernance, le magazine *Report on Business* du *Globe and Mail* a classé BMO au 5^e rang parmi 270 émetteurs canadiens assujettis.

Protection de la confidentialité

BMO Groupe financier est arrivé au deuxième rang dans l'étude de 2007 *Canada's Most Trusted Companies for Privacy*. Réalisée par le Ponemon Institute, cette étude mesure la perception du public à l'égard des pratiques adoptées par des entreprises d'envergure nationale et internationale en matière de confidentialité et de sécurité. Pour la deuxième année de suite, BMO s'est classé dans les cinq premiers rangs, devant toutes les autres institutions financières participantes.

Au service des investisseurs

Investor Relations Global Rankings a, cette année encore, classé notre site Web parmi les cinq meilleurs sites de relations avec les investisseurs à l'échelle nord-américaine. BMO a obtenu deux autres récompenses à ce chapitre, se classant dans les cinq premiers rangs en Amérique du Nord pour la présentation de l'information financière et décrochant le titre de meilleur rapport annuel en ligne de l'Amérique du Nord.

BMO reconnu pour sa présentation de l'information

Pour la deuxième année d'affilée, BMO Groupe financier a remporté le Prix d'excellence en information financière, de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). Le Prix est décerné au meilleur rapport annuel, parmi 80 candidats provenant de tous les secteurs.

Complément d'information

Pour de plus amples renseignements sur la gouvernance au sein de BMO, consulter les documents suivants sur notre site Web à www.bmo.com.

Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires

Les actionnaires sont invités à participer à notre assemblée annuelle le 4 mars 2008, à Québec, ou à assister à la webdiffusion de l'assemblée. On peut obtenir les détails de la webdiffusion sur notre site Web à www.bmo.com.

Gouvernance

Notre site Web contient des renseignements sur nos pratiques de gouvernance, y compris notre code de conduite, intitulé *Principes fondamentaux*, notre code de déontologie à l'égard du chef de la direction et des hauts dirigeants des finances, nos normes de détermination des administrateurs non liés ou indépendants et les chartes du Conseil d'administration et de ses comités.

Circulaire de sollicitation de procurations

Notre circulaire de sollicitation de procurations contient des renseignements sur chacun des administrateurs, les rapports des comités du Conseil d'administration et une explication détaillée de nos pratiques de gouvernance.

Rapport sociétal de BMO, incluant notre Déclaration annuelle

Ce bilan annuel décrit les activités dans lesquelles nous sommes engagés, tout au long de l'année, comme entreprise citoyenne. La version 2007 de ce rapport sera publiée en février 2008.

Règles de la Bourse de New York en matière de gouvernance

Pour un sommaire des différences sensibles entre nos pratiques de gouvernance et celles qui sont exigées des entreprises américaines en vertu des normes d'inscription à la cote de la Bourse de New York, consulter notre site Web.

Tout actionnaire peut aussi obtenir gratuitement, sur demande, un exemplaire papier des documents susmentionnés.



Conseil d'administration*

- 1 Robert M. Astley**
Administrateur et ancien président et directeur général, Clarica, compagnie d'assurance sur la vie et ancien président Financière Sun Life Canada
Comités Ressources humaines et rémunération des cadres, Évaluation des risques, La Société de la caisse de retraite de la Banque de Montréal
Administrateur depuis 2004
- 2 Stephen E. Bachand**
Administrateur et président et chef de l'administration retraité La Société Canadian Tire Limitée
Comités Gouvernance et mise en candidature, Ressources humaines et rémunération des cadres (président)
Autres conseils d'administration de sociétés ouvertes Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée, George Weston limitée
Administrateur depuis 1999
- 3 David R. Beatty, O.B.E.**
Président du conseil et chef de la direction, Beatinvest Limited
Comités Vérification, Évaluation des risques
Autres conseils d'administration de sociétés ouvertes FirstService Corporation, Husky Injection Molding Systems Ltd., Inmet Mining Corporation
Administrateur depuis 1992
- 4 Robert Chevrier, F.C.A.**
Président, Société de gestion Roche inc.
Comités Vérification, La Société de la caisse de retraite de la Banque de Montréal (président)
Autres conseils d'administration de sociétés ouvertes Addenda Capital Inc., Cascades inc., Groupe CGI inc., Quincaillerie Richelieu Ltée, Transcontinental inc.
Administrateur depuis 2000
- 5 George A. Cope**
Président et chef de l'exploitation Bell Canada
Comité Évaluation des risques
Autre conseil d'administration de société ouverte NII Holdings, Inc.
Administrateur depuis 2006
- 6 William A. Downe**
Président et chef de la direction BMO Groupe financier
Comités Assiste aux réunions de tous les comités en tant que membre d'office (sans droit de vote)
Administrateur depuis 2007
- 7 Ronald H. Farmer**
Directeur général, Mosaic Capital Partners
Comités Vérification, Ressources humaines et rémunération des cadres
Administrateur depuis 2003
- 8 David A. Galloway**
Président du conseil
Comités Gouvernance et mise en candidature, Ressources humaines et rémunération des cadres, Évaluation des risques. Assiste aux réunions du comité Vérification et de La Société de la caisse de retraite de la Banque de Montréal en tant que membre d'office (sans droit de vote)
Autres conseils d'administration de sociétés ouvertes Cognos Incorporated, E.W. Scripps Company, Toromont Industries Ltd.
Administrateur depuis 1998
- 9 Harold N. Kvisle**
Président et chef de la direction TransCanada Corporation
Comité Ressources humaines et rémunération des cadres
Autres conseils d'administration de sociétés ouvertes Primewest Energy Inc., TransCanada Corporation, TransCanada Pipelines Limited
Administrateur depuis 2005
- 10 Eva Lee Kwok**
Présidente du conseil et chef de la direction, Amara International Investment Corp.
Comité Vérification
Autres conseils d'administration de sociétés ouvertes Cheung Kong Infrastructure Holdings Ltd., CK Life Sciences Int'l., (Holdings) Inc., Husky Energy Inc.
Administratrice depuis 1999
- 11 Bruce H. Mitchell**
Président et chef de la direction Permian Industries Limited
Comités Gouvernance et mise en candidature, Évaluation des risques (président)
Autre conseil d'administration de société ouverte Garbell Holdings Limited
Administrateur depuis 1999
- 12 Philip S. Orsino, O.C., F.C.A.**
Administrateur
Comités Vérification (président), Gouvernance et mise en candidature. Assiste aux réunions du comité Évaluation des risques en tant que membre d'office (sans droit de vote)
Autre conseil d'administration de société ouverte Clairvest Group Inc.
Administrateur depuis 1999
- 13 Martha C. Piper, Ph.D., O.C., O.B.C.**
Administratrice et ancienne présidente, Université de la Colombie-Britannique
Comité Ressources humaines et rémunération des cadres
Autres conseils d'administration de sociétés ouvertes Shoppers Drug Mart Corporation, TransAlta Corporation
Administratrice depuis 2006
- 14 J. Robert S. Prichard, O.C., O.Ont.**
Président et chef de la direction Torstar Corporation
Comités Gouvernance et mise en candidature (président), Ressources humaines et rémunération des cadres
Autres conseils d'administration de sociétés ouvertes George Weston limitée, Onex Corporation, Torstar Corporation
Administrateur depuis 2000
- 15 Jeremy H. Reitman**
Président et chef de la direction Reitmans (Canada) Limitée
Comités Vérification, Évaluation des risques
Autre conseil d'administration de société ouverte Reitmans (Canada) Limitée
Administrateur depuis 1987
- 16 Guylaine Saucier, C.M., F.C.A.**
Administratrice
Comités Vérification, La Société de la caisse de retraite de la Banque de Montréal
Autres conseils d'administration de sociétés ouvertes Areva, AXA Assurance Inc., CHC Helicopter Corporation, Petro-Canada
Administratrice depuis 1992
- 17 Nancy C. Southern**
Présidente et chef de la direction ATCO Ltd. et Canadian Utilities Limited
Comités Évaluation des risques, La Société de la caisse de retraite de la Banque de Montréal
Autres conseils d'administration de sociétés ouvertes Akita Drilling Ltd., ATCO Ltd., Canadian Utilities Limited
Administratrice depuis 1996

Membres honoraires du Conseil d'administration

- Charles F. Baird**
Skillman, N.J., É.-U.
- Ralph M. Barford**
Toronto, Ont.
- Matthew W. Barrett, O.C., LL.D.**
Londres, Angleterre
- Peter J.G. Bentley, O.C., LL.D.**
Vancouver, C.-B.
- Claire P. Bertrand**
Montréal, Qc
- Frederick S. Burbidge, O.C.**
Frelighsburg, Qc
- Tony Comper**
Toronto, Ont.
- Pierre Côté, C.M.**
Québec, Qc
- C. William Daniel, O.C., LL.D.**
Toronto, Ont.
- Graham R. Dawson**
Vancouver, C.-B.
- Louis A. Desrochers, C.M., C.C.**
Edmonton, Alb.
- A. John Ellis, O.C., LL.D., O.S.I.**
Vancouver, C.-B.
- John F. Fraser, O.C., LL.D.**
Winnipeg, Man.
- Thomas M. Galt**
Toronto, Ont.
- Richard M. Ivey, C.C., Q.C.**
Toronto, Ont.
- L'honorable Betty Kennedy, O.C., LL.D.**
Campbellville, Ont.
- J. Blair MacAulay**
Oakville, Ont.
- Ronald N. Mannix, O.C.**
Calgary, Alb.
- Robert H. McKercher, Q.C.**
Saskatoon, Sask.
- Eric H. Molson**
Montréal, Qc
- Jerry E.A. Nickerson**
North Sydney, N.-É.
- Lucien G. Rolland, O.C.**
Montréal, Qc
- Joseph L. Rotman, O.C., LL.D.**
Toronto, Ont.
- Mary Alice Stuart, C.M., O.Ont., LL.D.**
Toronto, Ont.

*Au 31 octobre 2007

Gérer et agir de façon responsable

Mener nos affaires conformément à l'éthique et avec intégrité. Contribuer au bien-être économique. Assurer un milieu de travail axé sur l'équité, l'égalité, la diversité et les débouchés, conformément aux priorités des employés. Appuyer la gerance de l'environnement et former des partenariats visant la santé et la résilience des collectivités. Voilà de quelle façon nous exerçons notre responsabilité sociale à BMO. La raison pour laquelle nous le faisons est claire également. En étant responsables envers tous ceux dont la vie est touchée par notre organisation, nous agissons au bout du compte dans l'intérêt de nos clients, de nos employés, de nos actionnaires et des collectivités où nous sommes présents.

Dans les pages qui suivent, nous abordons trois aspects de notre responsabilité sociale — les employés, les collectivités et l'environnement — qui revêtent une importance particulière pour nos parties prenantes et pour notre organisation. Le lecteur trouvera une description plus détaillée de notre stratégie et de nos activités à cet égard dans le document intitulé *Rapport sociétal 2007 et Déclaration annuelle* qui paraîtra en février 2008.

Nos valeurs

Les valeurs d'entreprise adoptées par BMO constituent nos convictions fondamentales. Elles représentent notre engagement organisationnel envers nos collègues, nos clients et nos actionnaires ainsi qu'envers les collectivités dont nous faisons partie. Elles régissent nos activités.

- Nous nous soucions de nos **clients**, de nos **actionnaires**, de nos **collectivités** et de nos **collègues**.
- Nous tirons notre force de la **diversité** de notre personnel et de nos secteurs d'activité.
- Nous préconisons le **respect** mutuel et encourageons tout le monde à exprimer son opinion.
- Nous tenons nos promesses et assumons la **responsabilité** de chacun de nos actes.
- Nous partageons l'**information**, apprenons et innovons afin de toujours **mieux** servir nos clients.

Les employés

En même temps que nous poursuivions nos impératifs stratégiques — Client, Croissance et Cadence — nous nous sommes attachés encore davantage en 2007 à sélectionner les personnes les plus compétentes et à les affecter aux fonctions qui conviennent afin de réaliser nos objectifs d'affaires. La qualité supérieure de nombre de nos méthodes de gestion des ressources humaines nous a permis d'atteindre un indice d'engagement des employés inégalé lors du sondage annuel mené auprès de ces derniers. Le résultat était en outre remarquablement élevé par rapport aux données de référence externes relatives à d'autres grands secteurs d'activité sondés. Tout cela contribue à notre réputation d'« employeur de choix ».

Gestion des compétences et diversité

Nous avons également lancé plusieurs initiatives visant à améliorer la façon dont nous sélectionnons nos employés et veillons à leur perfectionnement, de même que nos méthodes de gestion du rendement. À une époque où la lutte pour attirer les meilleurs éléments n'a jamais représenté un aussi grand défi, nous avons accru tant la qualité que la rapidité de nos stratégies de recrutement. La diversité est un élément clé que nous intégrons à toutes nos stratégies de recrutement afin d'exceller à satisfaire les besoins actuels et en évolution de l'ensemble de nos clients dans un paysage démographique en mutation constante. Au cours de 2007, BMO a travaillé en partenariat avec des organismes communautaires tels que le Jewish Vocational Service of Metropolitan Toronto, l'Association nationale des étudiant(e)s handicapé(e)s au niveau postsecondaire et la Fondation pour l'avancement des jeunes Autochtones (FAJA), ce qui a prouvé notre engagement en tant qu'employeur de choix. En 2008, nous continuerons de collaborer activement avec des organismes communautaires et gouvernementaux afin de recruter des candidats prometteurs au sein des collectivités où nous vivons, travaillons et faisons des affaires, y compris chez les groupes qui sont sous-représentés parmi notre effectif. Nous sommes déterminés à susciter de nouvelles possibilités grâce à une approche communautaire, à des bourses d'études et à des stages afin de nous doter d'une main-d'œuvre représentative qui soutienne la réalisation de nos impératifs stratégiques.

L'accroissement de notre rendement repose aussi sur le perfectionnement et l'affectation appropriée de tous les employés, y compris des cadres et des dirigeants. En conséquence, nous nous efforçons tout particulièrement de repérer le plus tôt possible les leaders en devenir afin de disposer d'un bassin de talents facile d'accès pour les postes de direction clés, tout en favorisant les possibilités de développement de carrière. Cette année, nous avons augmenté notre réserve de futurs leaders de 46 %, ce qui témoigne de la qualité du personnel que nous employons à BMO.

Redéfinition de notre programme d'apprentissage

Nous avons également commencé à redéfinir la totalité de notre programme d'apprentissage afin de mettre l'accent sur une formation juste-à-temps qui soit davantage axée sur le client et facilite l'accès aux occasions de perfectionnement des cadres. De même, un nouveau programme de formation est en cours afin de permettre aux dirigeants de s'adapter et d'acquérir les compétences grâce auxquelles ils pourront réaliser l'objectif stratégique et culturel de BMO de s'imposer comme chef de file dans le monde complexe et compétitif d'aujourd'hui.

Amélioration du rendement par l'harmonisation des objectifs et l'assistance professionnelle

Les employés satisfaits sont ceux qui savent ce que l'on attend d'eux et qui reçoivent des commentaires constructifs sur leur rendement. Cette année, nous avons accompli des progrès importants quant à l'harmonisation des objectifs de rendement depuis les groupes d'exploitation jusqu'aux unités d'affaires et, enfin, jusqu'au niveau individuel. De cette façon, chacun des employés comprend clairement comment ses propres objectifs s'inscrivent dans les priorités générales de l'organisation. Par ailleurs, nous travaillons au lancement d'un nouvel outil de formation visant à développer les compétences de nos cadres en matière d'assistance professionnelle et de rétroaction.

Pour ce qui est d'attirer les meilleurs éléments au sein de l'organisation, de conserver les employés les plus performants et d'assurer un niveau d'engagement élevé de la part du personnel, BMO Groupe financier est un chef de file et se trouve en bonne position pour l'avenir.

L'environnement

Les changements climatiques, qui ont de profondes répercussions sur nos clients, nos investisseurs et les collectivités que nous servons – ainsi que sur notre organisation, constituent l'un des immenses défis de la génération actuelle et des générations à venir. À BMO, nous sommes déterminés à faire partie de la solution, entre autres en gérant notre empreinte carbone, en tenant compte des effets indirects de nos activités et en appuyant la nécessité pour les entreprises de faire preuve de transparence dans la divulgation de l'information touchant les changements climatiques.

Réduction de notre empreinte

Notre bureau du développement durable a le mandat de concevoir un système de gestion de l'environnement durable pour l'ensemble de l'organisation, de le mettre en œuvre et de l'entretenir afin de réduire

l'incidence directe des activités de BMO sur l'environnement et d'y sensibiliser le personnel de l'organisation. Voici quelques exemples des efforts que nous avons déployés en 2007.

L'énergie verte

En septembre 2007, nous avons conclu une entente de trois ans avec la société Bullfrog Power pour l'achat annuel de 5 000 mégawattheures d'électricité produite sans émission de CO₂. Bullfrog Power est une entreprise qui vend de l'énergie verte provenant de sources propres et renouvelables, par exemple de l'énergie éolienne et de l'énergie hydroélectrique à incidences limitées. Jusqu'à 53 de nos succursales en Ontario et en

Alberta seront alimentées par la société Bullfrog Power, entre autres les succursales principales situées dans les immeubles First Canadian Place^{MD} de Toronto et First Canadian Centre^{MD} de Calgary. Nous réduisons ainsi nos émissions carbone globales de plus de 3 000 tonnes par année. Avec cet investissement, BMO prend le premier rang des institutions de services financiers inscrites à la liste verte de Bullfrog Power (bullfrogpoweredSM green index).



Construction de succursales vertes

En 2007, nous nous sommes engagés à construire trois succursales au Canada et une aux États-Unis de manière à obtenir la certification délivrée par le Conseil du bâtiment durable du Canada et le U.S. Green Building Council en vertu de leur système d'évaluation Leadership in Energy and Environmental Design (LEED). La certification LEED porte sur la conception, la construction et l'exploitation d'immeubles verts et nous permettra de mesurer la performance d'un bâtiment, par exemple quant aux économies d'eau, à l'efficacité énergétique, au choix des matériaux et à la qualité de l'air des locaux. Nous nous attendons à faire des économies d'énergie de plus de 45 % dans chaque succursale participante. C'est bon pour l'environnement et pour notre organisation.

Approvisionnement durable

Tandis que nous développons notre organisation, nous tenons à nous procurer les biens et services requis auprès de fournisseurs responsables sur le plan environnemental. Nous avons récemment adopté une méthode d'approvisionnement durable plus exhaustive, qui intègre les considérations environnementales et sociales dans le processus employé à l'échelle de l'organisation pour évaluer et sélectionner les fournisseurs de BMO.



Le monde qui nous entoure

Nous reconnaissons que les activités auxquelles nous nous consacrons ont une incidence sur l'environnement. Récemment, nous avons donc mesuré notre réponse aux risques et possibilités touchant les changements climatiques à celle d'autres institutions de services financiers réputées pour employer les meilleures pratiques à cet égard. Nous nous servons de l'information ainsi recueillie pour donner forme à nos plans stratégiques. Par ailleurs, en collaboration avec d'autres institutions de services financiers, nous avons participé à une étude qui examine le rôle du secteur des services financiers dans la protection et la conservation de la forêt boréale du Canada.

Grâce à notre affiliation constante avec des organismes internationaux voués à la protection de l'environnement, tels que le *Programme des Nations Unies pour l'environnement*, nous continuons de contribuer à la discussion et nous nous servons des connaissances que nous acquérons pour améliorer nos pratiques de gestion environnementale tout en favorisant le développement durable à l'échelle planétaire.

BMO dans la collectivité

Quand les collectivités sont florissantes, la vie est meilleure pour nos clients et pour nos employés – ainsi que pour notre organisation. C'est pourquoi nous sommes déterminés à améliorer la qualité de vie dans les quartiers et les villes où nous sommes présents. En 2007, BMO, qui figure parmi les entreprises canadiennes les plus généreuses, a versé 50,4 millions de dollars sous forme de dons et de commandites à des groupes, organismes et programmes du Canada et des États-Unis qui contribuent à l'établissement et au maintien de collectivités saines, vigoureuses et résilientes.

Soutien à l'acquisition du savoir

L'acquisition du savoir est indispensable à la réussite de la société dans laquelle nous vivons et à celle de notre organisation. Notre ardent désir de favoriser la recherche de la connaissance nous a amenés encore une fois à affecter une portion substantielle de notre budget de dons à des programmes qui encouragent l'éducation. Nous avons annoncé un don de 500 000 \$ à la Sauder School of Business de l'Université de Colombie-Britannique. Cet établissement est l'une des principales écoles fondées sur la recherche au pays et un chef de file reconnu internationalement pour la création de connaissances dans le domaine des affaires.

Dans la région centrale du Canada, nous nous sommes engagés à verser une somme de 500 000 \$ en vue de l'établissement du Fonds de bourses pour étudiants diplômés BMO Groupe financier à l'Université Wilfrid-Laurier de Waterloo, en Ontario. Nous avons également promis un don de 2,5 millions de dollars pour l'aménagement de l'amphithéâtre BMO dans la nouvelle École de gestion John-Molson de l'Université Concordia, à Montréal.



Pour la santé

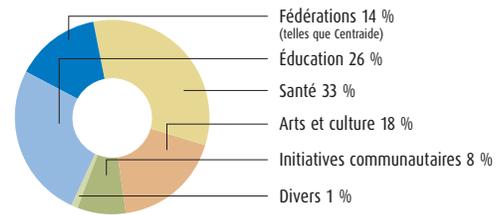
La santé et le mieux-être sont d'une importance capitale pour nos parties prenantes – et ils sont la marque d'une société bienveillante et responsable. Nous nous sommes attachés à améliorer les soins de santé régionaux dans les collectivités où nous sommes présents. Nous avons fait deux promesses de don dont le versement sera étalé sur cinq ans : 400 000 \$ aux quelque 80 établissements de santé qui composent The Eastern Regional Health Authority de Terre-Neuve-et-Labrador et 750 000 \$ aux trois hôpitaux de l'University Hospitals Kingston Foundation, de Kingston en Ontario.



La Fondation de bienfaisance des employés de BMO

Nos employés ont comme nous l'ardent désir de soutenir leurs collectivités, et BMO appuie une culture du bénévolat. Au mois de mai, la Fondation de bienfaisance des employés de BMO (appelée auparavant BMO Fontaine d'espoir) a organisé une « célébration du don » au cours de laquelle une somme de 1,3 million de dollars a été distribuée à 50 œuvres de bienfaisance du Grand Toronto. Depuis que cette fondation est devenue en l'an 2000 un organisme d'envergure nationale dont BMO finance l'administration, nos employés et nos retraités ont recueilli plus de 50 millions de dollars afin de venir en aide aux personnes dans le besoin au sein des collectivités où ils vivent et travaillent partout au Canada. En 2007, ils ont amassé 8 millions de dollars au total.

Ventilation des dons (2007)



En 2007, nous avons consacré 50,4 millions de dollars aux dons et commandites pour soutenir des collectivités ainsi que des milliers d'œuvres de bienfaisance et d'organismes sans but lucratif au Canada et aux États-Unis.

Partenariats pour les sports

Le sport améliore l'état de santé et contribue au bien-être, quel que soit le niveau auquel on le pratique. En outre, il suscite la compréhension et la tolérance et célèbre la diversité culturelle. C'est le but du soutien que BMO apporte au soccer, un sport apprécié par des millions d'amateurs dans le monde entier. L'année 2007 a été marquée par l'ouverture officielle à Toronto d'un nouveau stade de 20 000 sièges, le BMO Field^{MC}, qui sert de domicile au Toronto FC de la Ligue majeure de soccer et à l'équipe nationale de soccer du Canada. Au cours de cette année, nous avons aussi amorcé notre partenariat avec l'Association canadienne de soccer afin de soutenir la pratique de ce sport chez les jeunes – une façon pour nous de rendre un peu de ce que nous avons reçu à nos clients d'origines diverses dans des collectivités de l'ensemble du pays.

Notre appui à la pratique du patinage par le grand public a également fait la manchette cette année. Lors de la cérémonie annuelle de remise du Prix sportif canadien qui s'est tenue au mois de mars, BMO a en effet reçu le Prix d'excellence à l'entreprise – Appui à une initiative nationale pour son parrainage du programme Patinage Plus de Patinage Canada^{MD3}.

Contribution aux arts et à la culture

L'art a le pouvoir de transformer, il nourrit notre âme et nous fait rêver. Il nous rend meilleurs en tant qu'individus et en tant que société. En 2007, BMO a continué de figurer parmi les entreprises canadiennes qui soutiennent le plus activement les organismes voués aux arts et à la culture. Nous avons entre autres versé une somme de 450 000 \$ à The Banff Centre for Continuing Education. Cet établissement albertain – et canadien – de réputation internationale qui se consacre à la fois à l'enseignement et à la culture attire chaque année plus de 7 000 penseurs et artistes créateurs.

Appui au développement des collectivités

À BMO, nous sommes fiers de nous associer à des organismes qui encouragent la tolérance et la bienveillance au sein des collectivités. L'an dernier, nous avons réaffirmé notre engagement de longue date envers Jeunesse, J'écoute^{MD4}, le seul service de consultation, d'information et d'orientation destiné aux enfants et aux jeunes du Canada qui soit gratuit, bilingue et anonyme. Notre don de 2 millions de dollars étalé sur cinq ans aidera l'organisme à tripler le nombre de fois où il peut répondre aux enfants et à s'adapter aux modes de communication que les jeunes emploient de nos jours.

Une tradition d'aide

C'est une tradition pour nos établissements des États-Unis de contribuer à renforcer les collectivités où ils se trouvent. Le 10 octobre dernier à Chicago, des centaines de nos employés se sont munis de pinceaux, de balais et de marteaux afin d'aider des organismes locaux et de lancer la campagne annuelle de collecte de dons de Harris et de BMO Marchés des capitaux à l'intention de United Way. Harris, qui a célébré son 125^e anniversaire cette année, apporte depuis longtemps un soutien actif et généreux à l'organisme United Way of Metropolitan Chicago, fondé il y a 75 ans.



Rapport de gestion

Le président et chef de la direction et le vice-président à la direction – Finances et trésorier, et chef des finances intérimaire de BMO ont signé une déclaration établissant la responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière présentée dans le présent Rapport annuel. La déclaration, qui figure à la page 90, décrit en outre les rôles du Comité de vérification et du Conseil d'administration en ce qui a trait à cette information financière.

Le Rapport de gestion porte sur les exercices terminés le 31 octobre 2007 et 2006. Il doit être lu en se reportant aux états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007. Le commentaire a été établi en date du 27 novembre 2007, sauf en ce qui concerne la comparaison avec les groupes de référence, qui a été établie en date du 6 décembre 2007. Sauf indication contraire, les montants sont indiqués en dollars canadiens et proviennent des états financiers établis en conformité avec les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

Certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice. Les données reclassées comprennent les montants découlant du transfert de certaines activités entre les groupes d'exploitation.

Table des matières

- 23** La section **Ce que nous sommes** présente BMO Groupe financier, énonce nos cibles pour 2007 et 2008 et explique les liens entre nos cibles annuelles et notre vision globale. Elle contient également des données importantes sur notre rendement qui permettent de répondre à la question : « Pourquoi investir dans BMO? »
- 24** La section **Résultats financiers et situation financière en bref** présente un aperçu de nos résultats à l'égard de 11 mesures clés utilisées par la direction pour évaluer notre rendement par rapport à nos groupes de référence.
- 27** La section **Stratégie globale** décrit la stratégie mise en œuvre à l'échelle de l'organisation en expliquant le contexte sous-jacent et les progrès accomplis en vue de la réalisation de nos priorités stratégiques.
- 28** La **Mise en garde concernant les déclarations prospectives** informe les lecteurs des limites, des risques et des incertitudes associés aux déclarations prospectives.
- 28** La section **Facteurs pouvant influencer sur les résultats futurs** énumère certains facteurs qui visent l'ensemble du secteur ou sont propres à l'organisation et dont les investisseurs doivent tenir compte dans l'évaluation des perspectives de rendement de BMO.
- 30** La section **Évolution de la situation économique** présente des commentaires sur l'incidence de l'évolution de la situation économique sur nos activités en 2007 et les perspectives des économies canadienne et américaine pour 2008.
- La section **Mesures de la valeur** passe en revue les quatre mesures clés qui évaluent ou influencent directement le rendement des capitaux propres.
- 31** Rendement total des capitaux propres
- 32** Croissance du résultat par action
- 33** Rendement des capitaux propres
- 33** Croissance du profit économique net
- 34** L'**Analyse des résultats financiers de 2007** présente une analyse détaillée de nos résultats consolidés dans chacune des principales catégories de postes figurant à l'état des résultats, de même que des explications sur l'utilisation de mesures non conformes aux PCGR et sur l'incidence des acquisitions et des ventes d'entreprises, et des variations des taux de change.

L'**Analyse des résultats des groupes d'exploitation** présente la vision et les stratégies de nos groupes d'exploitation, les principaux risques d'entreprise auxquels ils sont exposés, de même que les forces, les compétences et les principaux facteurs de rendement qui les caractérisent. On y trouve également un sommaire de leurs réalisations en 2007 et de leurs priorités pour 2008, ainsi qu'une analyse de leurs résultats financiers de l'exercice.

- 42** Sommaire
- 43** Services bancaires Particuliers et entreprises
- 44** Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada
- 46** Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis
- 49** Groupe Gestion privée
- 52** BMO Marchés des capitaux
- 55** Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations

L'**Analyse de la situation financière** traite des éléments de l'actif et du passif, selon les principales catégories figurant au bilan. On y trouve une évaluation de la suffisance du capital et la description de l'approche que nous avons adoptée en matière d'utilisation du capital pour soutenir nos stratégies commerciales et maximiser le rendement des capitaux propres. Elle traite également des arrangements hors bilan et des instruments financiers.

- 55** Bilan sommaire
- 57** Gestion globale du capital
- 59** Arrangements hors bilan
- 60** Instruments financiers

La section **Questions comptables et contrôles de communication de l'information** traite des principales estimations comptables, ainsi que des modifications des conventions comptables pour 2007 et les périodes futures. Elle présente également notre évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information, et des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

- 61** Principales estimations comptables
- 63** Modifications des conventions comptables en 2007
- 63** Modifications futures des conventions comptables
- 64** Rapport annuel de la direction sur les contrôles et procédures de communication de l'information et sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière
- 64** Approbation préalable des services et honoraires des vérificateurs nommés par les actionnaires

- 65** La section **Gestion globale des risques** décrit notre façon d'aborder la gestion des principaux risques financiers et autres risques connexes auxquels nous sommes exposés.

- 73** **Analyse des résultats financiers de 2006, Analyse des résultats du quatrième trimestre et Tendances trimestrielles relatives au revenu net** : Ces analyses commentent les résultats visant des périodes pertinentes autres que l'exercice 2007.

- 78** La section **Données complémentaires** présente de nombreux tableaux financiers utiles et des données historiques supplémentaires.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris nos documents intermédiaires, Rapport de gestion annuel, États financiers consolidés vérifiés, Notice annuelle et Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, à www.bmo.com, sur le site des autorités canadiennes en valeurs mobilières, à www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à www.sec.gov. Le président et chef de la direction et le vice-président à la direction – Finances et trésorier, et chef des finances intérimaire de BMO certifient tous deux la pertinence et la fidélité de l'information contenue dans les états financiers consolidés annuels et intermédiaires, dans le Rapport de gestion et dans la Notice annuelle de BMO, et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information, ainsi que des contrôles internes à l'égard de l'information financière utilisés par BMO.

Ce que nous sommes

Fondé en 1817 sous le nom de Banque de Montréal, BMO Groupe financier est un fournisseur nord-américain de services financiers hautement diversifiés. Fort d'un actif totalisant 367 milliards de dollars et d'un effectif de près de 36 000 employés, BMO offre une vaste gamme de produits et de solutions dans les domaines des services bancaires de détail, de la gestion de patrimoine et des services d'investissement. BMO Groupe financier offre ses services à la clientèle de l'ensemble du Canada par l'entremise de BMO Banque de Montréal, sa société de services bancaires de détail, et par l'intermédiaire de BMO Nesbitt Burns, de BMO Ligne d'action et de BMO Banque privée Harris, ses sociétés de gestion du patrimoine. BMO Marchés des capitaux, la division nord-américaine de services bancaires et d'investissement aux grandes entreprises, offre une gamme complète de produits et services aux clients nord-américains et internationaux. Aux États-Unis, BMO offre des services bancaires et d'investissement à plus de un million de particuliers et d'entreprises par l'intermédiaire de Harris, sa société de services financiers intégrés établie à Chicago. BMO Groupe financier est composé de trois groupes d'exploitation : les Services bancaires Particuliers et entreprises, le groupe Gestion privée et BMO Marchés des capitaux.

Nos cibles financières

L'objectif fondamental global de BMO et ses cibles annuelles à l'égard de certaines mesures importantes des résultats financiers sont énoncés dans le tableau ci-contre. Même si la réalisation de notre objectif fondamental qui consiste à nous classer dans le quartile supérieur pour le rendement total des capitaux propres dépend de nos résultats par rapport à ceux de nos groupes de référence, nous sommes persuadés que nous pourrions réaliser cet objectif en atteignant nos objectifs financiers à moyen terme qui consistent à augmenter le RPA d'au moins 10 % par année en moyenne au fil du temps et en obtenant un RCP annuel moyen entre 18 % et 20 % au fil du temps. Les cibles financières annuelles représentent des jalons dans notre progression vers la réalisation de nos objectifs financiers à moyen terme. Elles sont également liées à la situation économique du moment et peuvent être influencées par les résultats des années utilisées aux fins de comparaison. Les cibles pour un exercice donné peuvent donc être supérieures ou inférieures aux objectifs financiers à moyen terme.

Notre philosophie de gestion est d'enregistrer un taux de croissance des revenus plus élevé que le taux de croissance de l'économie en général, tout en limitant la croissance des frais, de manière à obtenir à l'échelle de BMO un levier d'exploitation (défini comme l'écart entre le pourcentage de croissance des revenus et le pourcentage de croissance des frais avant amortissement) annuel moyen d'au moins 2 %, au fil du temps. Tout en gérant notre exploitation, nous recherchons l'équilibre entre la rentabilité actuelle et le besoin d'investir en vue d'assurer notre croissance future.

En 2007, nous avons atteint une de nos quatre cibles financières. Les dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances ont totalisé 303 millions de dollars, ce qui est mieux que la cible de 400 millions établie au début de l'exercice et conforme à l'estimation de 300 millions que nous avons faite après le deuxième trimestre. Comme l'illustre le tableau ci-contre, nous avons atteint toutes nos cibles financières, abstraction faite de l'incidence des éléments significatifs qui sont énumérés à la page 32. En 2006, comme en 2005, nous avons atteint quatre de nos cinq cibles financières, la seule exception étant la cible relative à l'amélioration de la productivité avant amortissement. Nos cibles pour 2008 reflètent l'essor du revenu net et la croissance soutenue de tous nos secteurs d'activité. Elles ont été établies en fonction de nos résultats de 2007 et de nos prévisions économiques pour la prochaine année, comme nous l'expliquons en détail à la page 30.

Pourquoi investir dans BMO

Au 31 octobre 2007 ou pour les périodes terminées à cette date (%)	1 an	5 ans	10 ans
Rendement total des capitaux propres, taux annuel composé	(5,8)	14,2	11,0
Croissance du résultat par action, taux annuel composé			
– selon les états financiers	(20,2)	8,9	6,1
– excluant les éléments significatifs*	10,8	16,1	9,5
Rendement des capitaux propres, taux annuel moyen			
– selon les états financiers	14,4	17,6	16,3
– excluant les éléments significatifs*	19,8	18,7	16,8
Croissance des dividendes annuels déclarés par action, taux composé	19,9	17,7	12,7
Rendement de l'action au 31 octobre 2007	4,4	s.o.	s.o.
Ratio cours-résultat	15,3	s.o.	s.o.
Cours/valeur comptable (par action)	2,23	s.o.	s.o.
Ratio de distribution			
– selon les états financiers	64,8	s.o.	s.o.
– excluant les éléments significatifs*	47,3	s.o.	s.o.
Ratio du capital de première catégorie	9,51	s.o.	s.o.

*Mesures non conformes aux PCGR. Voir la page 34.
s.o. – sans objet

Notre vision

Devenir la société de services financiers la plus performante à l'échelle de l'Amérique du Nord.

Notre objectif fondamental

Maximiser le rendement total des capitaux propres et progresser, au fil du temps, vers un classement dans le quartile supérieur de nos groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord pour le rendement total des capitaux propres.

Nos objectifs financiers à moyen terme

Au fil du temps, accroître le RPA d'au moins 10 % par année, accroître le RCP annuel moyen pour le porter entre 18 % et 20 %, atteindre un levier d'exploitation annuel moyen d'au moins 2 %, et maintenir un solide capital réglementaire, comparable à celui des membres de nos groupes de référence.

Cibles financières pour 2007 ¹⁾	Résultats financiers pour 2007		Cibles financières pour 2008 ³⁾
	Sur une base conforme à nos cibles ¹⁾	Excluant les éléments significatifs ²⁾	
• Croissance du RPA de 5 % à 10 %, par rapport au montant de base de 5,11 \$	• Sur la même base, croissance de -14,3 % du RPA, qui est passé de 5,11 \$ à 4,38 \$	• Sur la même base, croissance de 10,8 % du RPA, qui est passé de 5,11 \$ à 5,66 \$	• Croissance du RPA de 10 % à 15 %, par rapport au montant de base de 5,24 \$
• RCP de 18 % à 20 %	• RCP de 15,3 %	• RCP de 19,8 %	• RCP de 18 % à 20 %
• Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 400 millions de dollars ou moins	• Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 303 millions de dollars	• Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 303 millions de dollars	• Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 475 millions de dollars ou moins
	• Ratio du capital de première catégorie de 9,51 % ⁴⁾	• Ratio du capital de première catégorie de 9,51 % ⁴⁾	• Ratio du capital de première catégorie d'au moins 8,0 %
• Amélioration du ratio de productivité avant amortissement de 100 à 150 points de base	• Recul de 473 points de base du ratio de productivité avant amortissement	• Amélioration de 150 points de base du ratio de productivité avant amortissement	• Levier d'exploitation ⁵⁾ d'au moins 2 %

- 1) Nos cibles de 2007 et nos résultats évalués sur une base conforme à nos cibles excluent l'incidence des changements à la provision générale pour pertes sur créances et les charges de restructuration.
- 2) Les résultats qui excluent les éléments significatifs ont fait l'objet d'un autre ajustement pour exclure l'incidence des pertes sur produits de base et les charges liées à la détérioration des marchés financiers. Les éléments significatifs sont énumérés à la page 32.
- 3) Les cibles pour 2008 relatives au RPA et au levier d'exploitation sont établies sur une base qui exclut l'incidence des changements à la provision générale, les charges de restructuration et les pertes sur produits de base.
- 4) Notre politique était de maintenir un ratio du capital de première catégorie d'au moins 8,0 %, mais cet objectif ne constituait pas une cible financière pour 2007.
- 5) Le levier d'exploitation correspond à l'écart entre le pourcentage de croissance des revenus et le pourcentage de croissance des frais avant amortissement.

Les données ci-dessus sont des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR à la page 34.

La section ci-contre, intitulée Nos cibles financières, contient des déclarations prospectives. De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. L'encadré intitulé Mise en garde concernant les déclarations prospectives, figurant à la page 28 du présent Rapport annuel, traite de ces risques et incertitudes ainsi que des facteurs importants et des hypothèses qui ont été formulées concernant les déclarations énoncées dans cette section.

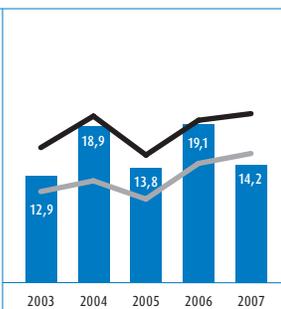
Résultats financiers et situation financière en bref

Nos résultats (note 1)

Rendement total des capitaux propres (RTCP)

- Les actionnaires de BMO ont obtenu un rendement annuel moyen des capitaux propres de 14,2 % pour les cinq derniers exercices.
- Le RTCP sur un an pour 2007 s'établit à -5,8 %, alors qu'il se situait parmi les meilleurs en 2006, à 24,1 %.
- Le RTCP sur un an de BMO a été de 20 % ou plus pour trois des cinq derniers exercices.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 31.



Comparaison avec nos groupes de référence

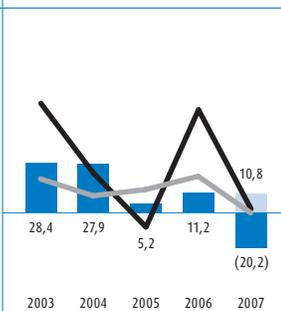
RTCP annualisé sur cinq ans (%)

- Le RTCP annualisé sur cinq ans du groupe de référence du Canada s'élève à 20,4 %, soit une légère hausse par rapport à l'exercice précédent.
- Le RTCP moyen sur un an du groupe de référence du Canada s'établit à 8,0 %.
- Le RTCP annualisé sur cinq ans du groupe de référence de l'Amérique du Nord s'établit à 15,6 %.

Croissance du résultat par action (RPA)

- Le RPA a diminué de 20,2 % et s'établit à 4,11 \$ en 2007, après avoir atteint des niveaux records quatre exercices de suite.
- Abstraction faite de l'incidence des éléments significatifs, le RPA a progressé de 10,8 % et s'élève à 5,66 \$, en raison principalement de l'augmentation des revenus liée à la croissance du volume d'affaires.
- Les Services bancaires Particuliers et entreprises et le groupe Gestion privée ont enregistré un revenu net record pour un troisième exercice de suite.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 32.



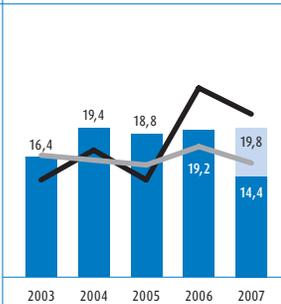
Croissance du RPA (%)

- La croissance moyenne du RPA du groupe de référence du Canada est de 2,2 %.
- Abstraction faite de l'incidence des éléments significatifs, la croissance moyenne du RPA du groupe de référence du Canada s'élève à 18,7 %. L'augmentation est représentative d'un levier d'exploitation moyen de 5,0 %, soutenu par la baisse du taux d'imposition effectif, baisse partiellement neutralisée par la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances.
- Le RPA moyen du groupe de référence de l'Amérique du Nord est demeuré inchangé par rapport à l'exercice précédent, mais il a progressé de 4,5 % si on fait abstraction de l'incidence des éléments significatifs.

Rendement des capitaux propres (RCP)

- Le RCP s'établit à 14,4 % pour cet exercice difficile, ce qui reflète les forces fondamentales et les avantages de nos secteurs d'activité diversifiés.
- Le RCP a été supérieur à 13 % pour un 18^e exercice de suite, ce qui fait de BMO la seule banque du groupe de référence de l'Amérique du Nord à avoir maintenu un tel niveau de rendement.
- Abstraction faite de l'incidence des éléments significatifs, le RCP atteint 19,8 %.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 33.



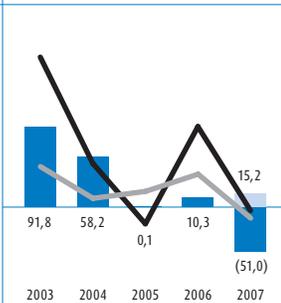
RCP (%)

- Le RCP moyen du groupe de référence du Canada s'élève à 21,1 %.
- Abstraction faite de l'incidence des éléments significatifs, le RCP moyen du groupe de référence du Canada s'établit à 22,0 %.
- Le RCP moyen du groupe de référence de l'Amérique du Nord s'établit à 15,8 %, à la fois selon les états financiers et sur une base faisant abstraction de l'incidence des éléments significatifs.

Croissance du profit économique net (PEN)

- Le PEN, qui est une mesure de la valeur économique ajoutée, a chuté et s'établit à 603 millions de dollars, après avoir atteint le chiffre record de 1 230 millions lors de l'exercice précédent.
- Abstraction faite de l'incidence des éléments significatifs, le PEN a augmenté et se chiffre à 1 390 millions de dollars, grâce au revenu net record de PE Canada et du groupe Gestion privée et aux solides résultats de BMO Marchés des capitaux.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 33.



Croissance du PEN (%)

- La croissance moyenne du groupe de référence du Canada s'établit à -4,3 %, ce qui reflète la faible croissance du RPA de certains membres du groupe.
- Abstraction faite de l'incidence des éléments significatifs, la croissance moyenne du PEN du groupe de référence du Canada se chiffre à 25,0 %, principalement grâce aux services bancaires de détail et aux services de gestion de patrimoine au Canada, ainsi qu'aux services bancaires de gros.
- La croissance moyenne du PEN du groupe de référence de l'Amérique du Nord s'établit à -12,8 % selon les états financiers et à -4,5 % si on fait abstraction de l'incidence des éléments significatifs.

La courbe relative à la croissance du PEN du groupe de référence du Canada pour 2003 (3 112 %) n'est pas conforme à l'échelle du graphique.

Note 1. Les résultats qui sont présentés avant amortissement et qui excluent l'incidence des éléments significatifs sont des mesures non conformes aux PCGR. Le revenu et les impôts sur les bénéfices sont présentés dans le Rapport de gestion sur une base d'imposition comparable, qui est également une base de présentation non conforme aux PCGR. Se reporter à la page 34 pour une explication sur l'utilisation des mesures non conformes aux PCGR.

- BMO Groupe financier, selon les états financiers
- BMO Groupe financier, abstraction faite des éléments significatifs. Voir la page 32.
- Moyenne du groupe de référence du Canada
- Moyenne du groupe de référence de l'Amérique du Nord

Certaines données des exercices antérieurs de BMO et des groupes de référence ont été retirées en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

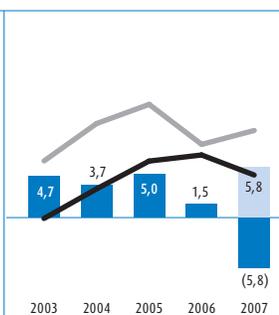
Les résultats des banques canadiennes sont en date du 31 octobre ou pour les exercices terminés à cette date, et les résultats des banques américaines sont en date du 30 septembre ou pour les exercices terminés à cette date, selon le cas.

Nos résultats (note 1)

Croissance du revenu

- Le revenu a diminué de 583 millions de dollars ou de 5,8 % en 2007.
- Abstraction faite de l'incidence des éléments significatifs, le revenu a augmenté de 588 millions de dollars ou de 5,8 %, grâce à la croissance des revenus de tous les groupes d'exploitation.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 36.



Comparaison avec nos groupes de référence

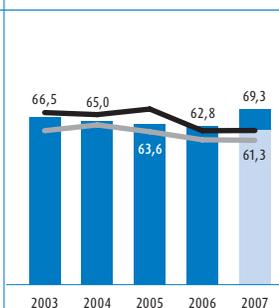
Croissance du revenu (%)

- La croissance moyenne du revenu du groupe de référence du Canada s'établit à 4,9 % selon les états financiers et à 9,9 % si on fait abstraction de l'incidence des éléments significatifs. Les principaux facteurs ayant contribué à la croissance du revenu ont été les services bancaires de détail au Canada, ainsi que les services bancaires de gros.
- La croissance moyenne du revenu du groupe de référence de l'Amérique du Nord s'établit à 10,0 % selon les états financiers et à 10,9 % si on fait abstraction de l'incidence des éléments significatifs.

Ratio de productivité (ratio des frais au revenu)

- Le ratio de productivité s'établit à 69,3 %.
- Abstraction faite de l'incidence des éléments significatifs, le ratio de productivité s'est amélioré de 150 points de base et s'établit à 61,3 %, tandis que le ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 150 points de base et s'établit à 60,9 %. Sur cette base, le ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 640 points de base pour les cinq derniers exercices.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 40.



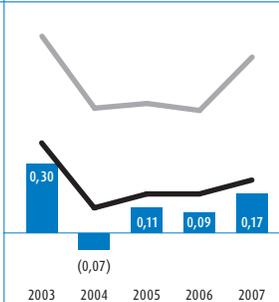
Ratio de productivité (%)

- Le ratio de productivité moyen du groupe de référence du Canada s'établit à 60,9 %.
- Abstraction faite de l'incidence des éléments significatifs, le ratio de productivité moyen du groupe de référence du Canada s'est amélioré de 290 points de base et s'établit à 59,3 %, chaque membre du groupe ayant contribué à l'amélioration. Sur cette base, le ratio de productivité moyen avant amortissement du groupe de référence s'est amélioré de 280 points de base et s'établit à 58,4 %.
- Le ratio de productivité moyen du groupe de référence de l'Amérique du Nord s'établit à 57,1 % selon les états financiers et à 56,7 % si on fait abstraction de l'incidence des éléments significatifs.

Pertes sur créances

- La dotation à la provision pour pertes sur créances se chiffre à 353 millions de dollars, étant constituée de dotations à la provision spécifique de 303 millions de dollars et d'une augmentation de la provision générale de 50 millions de dollars.
- La dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations demeure peu élevée, à 17 points de base, nettement au-dessous de la moyenne des 15 derniers exercices qui est de 31 points de base.

De plus amples renseignements sont présentés aux pages 39 et 67.



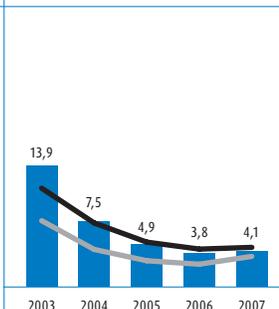
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations

- Les dotations moyennes à la provision pour pertes sur créances du groupe de référence du Canada représentent 23 points de base par rapport au solde net des prêts et acceptations, nettement au-dessous de la moyenne des 15 derniers exercices qui est de 45 points de base.
- Les dotations moyennes à la provision pour pertes sur créances du groupe de référence de l'Amérique du Nord s'établissent à 76 points de base, alors qu'elles représentaient 54 points de base un an plus tôt.

Prêts douteux

- Le solde brut des prêts et acceptations douteux s'élève à 720 millions de dollars, soit une hausse de 8 % par rapport au solde de 666 millions de 2006, et il représente 4,1 % du total des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances, alors qu'il en représentait 3,8 % un an plus tôt.
- Le solde des nouveaux prêts et acceptations douteux, qui influe fortement sur les dotations à la provision pour pertes sur créances, s'élève à 588 millions de dollars, alors qu'il se chiffrait à 420 millions en 2006.

De plus amples renseignements sont présentés aux pages 39 et 67.



Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances

- Le solde brut moyen des prêts et acceptations douteux du groupe de référence du Canada a augmenté de 9 % par rapport à 2006, et il représente 4,5 % du total des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances, alors qu'il en représentait 4,3 % un an plus tôt.
- Le solde brut moyen des prêts et acceptations douteux du groupe de référence de l'Amérique du Nord a augmenté de 49 % par rapport à 2006, et il représente 3,5 % du total des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances, alors qu'il en représentait 2,6 % un an plus tôt.

Les moyennes du groupe de référence du Canada sont fondées sur les résultats des six plus grandes banques du Canada : BMO Groupe financier, Banque Canadienne Impériale de Commerce, Banque Nationale du Canada, RBC Groupe Financier, Banque Scotia et Groupe Financier Banque TD. Les moyennes du groupe de référence de l'Amérique du Nord sont fondées sur les résultats des 15 plus grandes banques de l'Amérique du Nord, c'est-à-dire toutes les banques nord-américaines dont les capitaux propres équivalent à au moins 75 % de ceux de BMO. Ce groupe comprend les banques du groupe de référence du Canada, à l'exception de la Banque Nationale du Canada, ainsi que Bank of America Corporation, Citigroup Inc., J.P. Morgan Chase & Co., KeyCorp, National City Corporation, The PNC Financial Services Group Inc., SunTrust Banks Inc., U.S. Bancorp, Wachovia Corporation et Wells Fargo & Company.

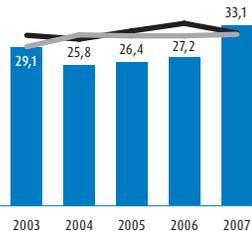
■ BMO Groupe financier, selon les états financiers
 ■ BMO Groupe financier, abstraction faite des éléments significatifs. Voir la page 32.
 — Moyenne du groupe de référence du Canada
 — Moyenne du groupe de référence de l'Amérique du Nord

Nos résultats

Ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières à l'actif total

- Le ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières à l'actif total s'établit à 33,1 %, alors qu'il était de 27,2 % en 2006, ce qui est représentatif d'une solide position en matière de liquidités.
- Les liquidités demeurent soutenues par la grande diversité des dépôts et par notre important capital de base.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 71.



Comparaison avec nos groupes de référence

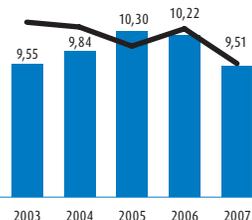
Ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières à l'actif total (%)

- Le ratio moyen de l'encaisse et des valeurs mobilières à l'actif total du groupe de référence du Canada s'établit à 31,7 %, ce qui représente une baisse par rapport au ratio de 33,5 % en 2006.
- Le ratio moyen de l'encaisse et des valeurs mobilières à l'actif total du groupe de référence de l'Amérique du Nord s'établit à 31,5 %, ce qui représente une légère hausse par rapport au ratio de 31,2 % en 2006.

Suffisance du capital

- Le ratio du capital de première catégorie est solide et s'établit à 9,51 %, ce qui représente une baisse par rapport à l'exercice précédent alors qu'il était de 10,22 %, mais il est nettement supérieur à notre cible minimale de 8,0 %.
- Le ratio du capital total s'établit à 11,74 %, ce qui représente une légère baisse par rapport au ratio de 11,76 % en 2006.
- BMO dispose d'un excédent de capital de 2,7 milliards de dollars par rapport à notre cible minimale pour le ratio du capital de première catégorie.

De plus amples renseignements sont présentés aux pages 57 et 58.



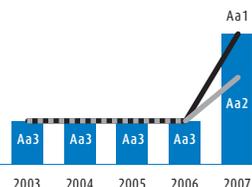
Suffisance du capital

- Le ratio moyen du capital de première catégorie du groupe de référence du Canada s'établit à 9,56 % en 2007, ce qui représente une baisse par rapport au ratio de 10,36 % en 2006.

Cote de crédit (Moody's)

- Notre cote de crédit, attribuée par Moody's sur les créances prioritaires, a été haussée en raison d'un changement dans la méthode de cotation de Moody's. Notre cote a été haussée de Aa3 à Aa1 au deuxième trimestre de 2007 et elle est égale ou supérieure à celle de trois autres grandes banques canadiennes.
- La perception que Moody's a de BMO demeure stable.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 58.



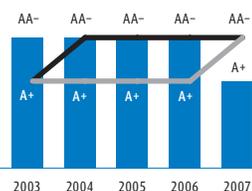
Cote de crédit (Moody's)

- La cote de crédit médiane attribuée par Moody's au groupe de référence du Canada était Aa1 à la fin de 2007, soit une hausse par rapport à la cote Aa3 de la fin de 2006. La cote de chacune des banques du groupe de référence a été haussée lorsque Moody's a modifié sa méthode.
- La cote de crédit médiane du groupe de référence de l'Amérique du Nord était Aa2 à la fin de 2007, soit une hausse par rapport à la cote Aa3 de la fin de 2006, les cotes de 10 des 15 banques de ce groupe ayant été haussées en raison du changement dans la méthode de cotation de Moody's.

Cote de crédit (Standard & Poor's)

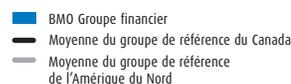
- Notre cote de crédit, attribuée par Standard and Poor's (S&P) sur les créances prioritaires, est de A+, une cote égale ou supérieure à celle de deux autres grandes banques canadiennes.
- La perception que S&P a de BMO demeure stable.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 58.



Cote de crédit (Standard & Poor's)

- La cote de crédit médiane attribuée par S&P au groupe de référence du Canada, soit AA-, est demeurée inchangée par rapport à l'an dernier.
- La cote de crédit médiane du groupe de référence de l'Amérique du Nord était AA- à la fin de 2007, soit une hausse par rapport à la cote A+ de la fin de 2006, les cotes de cinq des plus grandes banques américaines ayant été haussées.



Les sections Stratégie globale et Évolution de la situation économique, qui font partie du présent Rapport annuel, contiennent des déclarations prospectives. De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. L'encadré intitulé Mise en garde concernant les déclarations prospectives, présenté à la page 28 du présent Rapport annuel, traite de ces risques et incertitudes ainsi que des facteurs importants et des hypothèses qui concernent les déclarations énoncées dans ces sections.

Stratégie globale

Vision

Devenir la société de services financiers la plus performante à l'échelle de l'Amérique du Nord.

Notre stratégie globale dans son contexte

Nous évoluons dans un environnement dynamique qui nous oblige à nous adapter rapidement aux demandes de nos clients et aux changements qui surviennent sur les marchés locaux, nationaux et mondiaux. Le client constitue le point d'ancrage de nos plans stratégiques pour atteindre une croissance rentable et réaliser notre vision. Nos priorités spécifiques en ce qui a trait à notre *croissance*, nos *clients* et à l'*accélération de notre cadence* sont décrites ci-dessous.

Perspectives	Priorités stratégiques et progrès réalisés en 2007
<p>La concurrence s'intensifie dans le marché canadien des services bancaires aux particuliers où on continue d'observer une hausse des investissements des banques dans leurs réseaux de distribution, tandis que les concurrents non bancaires continuent à miser sur certains produits et créneaux spécifiques. Les clients veulent que leur banque leur offre des services faciles d'accès et une gestion financière simplifiée. Nous croyons que la qualité de l'expérience client, associée à un réseau de vente et de distribution productif et bien ciblé, nous confère de solides atouts pour nous démarquer dans ce marché.</p>	<p>Bâtir au Canada une société de services bancaires aux particuliers de calibre supérieur afin de nous assurer de répondre à tous les besoins financiers de nos clients</p> <ul style="list-style-type: none">PE Canada a réalisé un revenu net record de 1 250 millions de dollars, une hausse de 9,4 %, grâce à sa stratégie de vente axée sur la succursale, aux améliorations apportées aux systèmes et aux processus, ainsi qu'à des offres de produits percutantes.Au sein de PE Canada, nous avons remanié les grilles de performance de sorte qu'elles relient les résultats individuels à ceux de la succursale, en mettant l'accent sur la fidélisation de la clientèle mesurée par le taux de recommandation net. De plus, nous avons réaffecté des ressources vers les postes en contact direct avec la clientèle.
<p>On compte de plus en plus de petites entreprises et de travailleurs autonomes parmi nos clients du marché des entreprises au Canada et aux États-Unis. En faisant bien les choses pour ces clients, nous entendons nous tailler une part démesurée de la croissance dans ce segment de clientèle. Nous avons l'occasion de nous imposer dans tous les secteurs en essor où nous choisissons d'être présents en tirant parti de notre force de vente et de nos capacités éprouvées en matière de crédit et de gestion des risques pour consolider nos relations avec nos entreprises clientes.</p>	<p>Consolider nos activités dans le secteur des services bancaires aux entreprises afin de devenir un acteur de premier plan dans tous nos marchés cibles</p> <ul style="list-style-type: none">Au Canada, notre modèle opérationnel orienté client nous a permis d'augmenter notre revenu tiré des services aux entreprises de 6,1 % et d'accroître de 63 points de base notre part du marché des prêts aux PME de 5 millions de dollars et moins, pour la porter à 19,2 %.Aux États-Unis, nous avons ouvert des bureaux de production de prêts dans quatre nouveaux marchés, nos activités étant soutenues par notre acquisition dans l'Indiana et nos acquisitions en instance dans le Wisconsin.
<p>La demande accrue de services-conseils a ouvert d'excellentes perspectives de croissance dans les différentes activités de gestion de patrimoine au Canada et aux États-Unis. Notamment, le départ à la retraite de baby-boomers désireux de vivre une expérience personnellement enrichissante et d'obtenir les conseils avisés d'un conseiller de confiance représente une occasion d'affaires à exploiter.</p>	<p>Intensifier nos activités de gestion de patrimoine afin de nous tailler une part accrue de ce marché à forte croissance</p> <ul style="list-style-type: none">Le groupe Gestion Privée a obtenu un revenu net record de 408 millions de dollars, une hausse de 15 %.Nos investissements continus dans notre force de vente et nos opérations, notamment notre récente entente en vue de l'acquisition de Pyrford International plc, qui doit être approuvée par les organismes de réglementation, assureront notre croissance future.
<p>Le succès de BMO Marchés des capitaux requiert que nous concentrions nos efforts sur les segments des services bancaires d'investissement et des activités liées aux produits de négociation en Amérique du Nord les plus prometteurs en matière de croissance ordonnée, de gestion adéquate des risques et de rendements solides.</p>	<p>Dégager de solides rendements et afficher une croissance ordonnée dans les activités des Services d'investissement Amérique du Nord</p> <ul style="list-style-type: none">Abstraction faite de l'incidence de 651 millions de dollars après impôts des pertes sur produits de base et des charges liées à la détérioration des marchés financiers, le revenu net de BMO Marchés des capitaux a augmenté de 25 % ou de 216 millions de dollars, principalement en raison de la progression des revenus de négociation, des commissions sur fusions et acquisitions, des commissions de prise ferme de titres de participation et des prêts aux grandes entreprises.La priorité accrue accordée à certains secteurs et l'embauche de ressources clés aux États-Unis ont contribué à la consolidation des relations avec les clients et permis d'accroître de plus de 18 % le revenu par représentant de secteur.
<p>Notre présence est bien établie dans le Midwest américain grâce à une marque réputée, à la fidélité de la clientèle et à un modèle distinctif de services bancaires à la collectivité qui constitue une assise solide pour appuyer notre plan de croissance. La structure du secteur américain des services financiers nous fournit des occasions de consolider notre présence et d'accroître nos revenus et notre revenu net en poursuivant notre essor.</p>	<p>Améliorer notre rendement aux États-Unis et étendre notre réseau afin d'occuper le premier rang parmi les banques offrant des services aux particuliers et aux entreprises dans le Midwest américain</p> <ul style="list-style-type: none">Le revenu net de PE États-Unis a progressé de 3 % et s'est établi à 105 millions de dollars américains. Abstraction faite des frais d'intégration de l'acquisition, le revenu net de PE États-Unis s'est accru à chaque trimestre de 2007 par rapport au trimestre précédent.Nous avons réalisé l'achat et l'intégration de la First National Bank & Trust et conclu des ententes en vue de l'acquisition de la Ozaukee Bank et de Merchants and Manufacturers Bancorporation Inc., consolidant ainsi notre présence en Indiana en plus de prendre pied au Wisconsin.
<p>En définitive, notre culture et notre philosophie de travail constituent nos meilleurs atouts pour nous démarquer. Nous nous appliquons à créer une organisation centrée sur le client qui se distingue par l'excellence de son service à la clientèle, et qui est à l'écoute de ses clients et de leurs besoins. Nous entendons nous assurer que nos clients comprennent bien les options les mieux adaptées à leur situation et qu'ils bénéficient de l'encadrement nécessaire pour prendre les bonnes décisions financières. L'expérience client distinctive que nous leur offrons sera appuyée par des processus efficaces, un personnel hautement compétent et attentif, ainsi que par des technologies efficaces.</p>	<p>Bâtir une organisation à rendement élevé et orientée client, soutenue par une assise de classe internationale faisant appel à des technologies hautement productives, à des processus efficaces, à une gestion serrée du rendement, à une gestion rigoureuse des risques et à une saine gouvernance</p> <ul style="list-style-type: none">À l'échelle de l'organisation, nous avons déployé des efforts pour améliorer la productivité et réaffecté des ressources vers les postes en contact direct avec la clientèle; nous avons réalisé des économies de coûts d'exploitation d'environ 140 millions de dollars et amélioré de 150 points de base notre ratio de productivité avant amortissement, abstraction faite des éléments significatifs.Nous mettons davantage l'accent sur l'expérience client afin de l'améliorer à l'échelle de l'organisation. Dans ce but, nous avons accru la capacité et la disponibilité des employés de première ligne, écourté les délais d'attente dans nos activités de détail, orienté les efforts du groupe GP vers les entretiens de planification et élaboré des solutions intégrées pour nos clients des marchés financiers.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent Rapport annuel contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*, loi américaine, et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables et elles sont conçues comme des déclarations prospectives au sens de ces lois.

Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2008 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent Rapport annuel de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels, les conditions, les actions ou les événements futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats réels ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment : la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, les fluctuations des taux de change, les changements de politique monétaire, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques, les marchés et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude ou l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, les principales estimations comptables, les risques opérationnels et infrastructurels, la situation politique générale, l'activité sur les marchés financiers internationaux, les répercussions de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau et les changements technologiques.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. La section qui suit donne plus d'information sur l'incidence que pourraient avoir certains facteurs clés sur les résultats réels. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine en 2008 et aux conséquences de ce comportement sur nos activités sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques, et de nos cibles financières, y compris la dotation à la provision pour pertes sur créances. Selon certaines de nos principales hypothèses, l'économie canadienne croîtra à un rythme modéré en 2008, tandis que l'économie américaine progressera de façon modeste, et le taux d'inflation demeurera bas en Amérique du Nord. Nous avons également supposé que les taux d'intérêt diminueraient légèrement au Canada et aux États-Unis en 2008, et que le dollar canadien serait probablement à parité avec le dollar américain à la fin de l'exercice 2008. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences. Les hypothèses relatives aux modalités des ententes que nous concluons pour transférer notre passif lié aux échanges de récompenses dans le cadre de notre programme de fidélisation des clients titulaires de cartes de crédit, ou pour modifier la structure de coûts de ce programme, sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte dans l'évaluation des changements prévus quant aux coûts courants du programme. Les lois fiscales en vigueur dans les pays où nous sommes présents, principalement le Canada et les États-Unis, sont des facteurs importants dont nous devons tenir compte pour déterminer le taux d'imposition effectif normal.

Facteurs pouvant influencer sur les résultats futurs

Comme nous le mentionnons dans la mise en garde concernant les déclarations prospectives, les déclarations prospectives comportent, de par leur nature, des risques et des incertitudes, qui peuvent être généraux ou spécifiques. Par conséquent, il est possible que nos résultats réels diffèrent sensiblement des prévisions énoncées dans ces déclarations. Certains de ces risques et incertitudes sont décrits dans la présente section.

Situation économique générale et conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents

Nous faisons des affaires au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays. Des facteurs tels que les taux d'intérêt, les taux de change, les dépenses de consommation, les investissements des entreprises, les dépenses de l'État, la situation des marchés financiers, le taux d'inflation et la menace du terrorisme ont une incidence sur le contexte économique et commercial dans lequel nous évoluons. Ainsi, selon l'ampleur de nos activités dans une région donnée, la situation économique et commerciale locale risque de se répercuter sur nos revenus et notre revenu net. Par exemple, un recul économique dans une région pourrait entraîner un relèvement des pertes sur créances, une réduction de la croissance des prêts et un ralentissement d'activité sur les marchés financiers.

Taux de change

L'équivalent en dollars canadiens de nos revenus et de nos frais libellés dans des devises autres que le dollar canadien est soumis aux fluctuations du dollar canadien par rapport à ces devises, fluctuations qui pourraient se répercuter sur nos activités en général et sur nos résultats financiers. Le risque le plus important en cette matière est lié aux fluctuations du dollar canadien par rapport au dollar américain, en raison de l'étendue de nos opérations aux États-Unis. Le raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu un effet important sur nos résultats des trois derniers exercices. La poursuite de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain aurait comme effet de réduire l'équivalent en dollars américains de nos revenus, de nos frais et de notre revenu net libellés en dollars américains, par rapport aux périodes antérieures. La section portant sur le risque de change, à la page 35, et celle sur le risque de marché, aux pages 68 à 70, présentent de plus amples renseignements sur le risque de change auquel nous sommes exposés.

Politique monétaire

Les anticipations des marchés obligataire et monétaire relativement à l'inflation et à la politique monétaire de la banque centrale peuvent avoir des répercussions sur le niveau des taux d'intérêt. Les changements aux anticipations des marchés et à la politique monétaire sont difficiles à prévoir. Les fluctuations de taux d'intérêt découlant de ces changements peuvent avoir une incidence sur notre revenu net. La section portant sur le risque de marché, aux pages 68 à 70, présente de plus amples renseignements sur le risque de taux d'intérêt auquel nous sommes exposés.

Intensité de la concurrence

La concurrence est vive entre les sociétés de services financiers. En outre, il est de plus en plus fréquent que des sociétés non financières proposent des services qui étaient jusqu'ici offerts exclusivement par les banques. La fidélisation et la conservation de la clientèle dépendent de divers facteurs, dont le niveau du service, le prix des produits et des services, notre réputation et les initiatives de la concurrence. La détérioration de ces facteurs ou le rétrécissement de notre part de marché pourrait avoir un effet négatif sur notre revenu net.

Changements aux lois et règlements

Le but des règlements est de protéger les intérêts de nos clients, des investisseurs et du public. Les changements apportés aux lois et règlements, y compris dans la façon dont ils sont interprétés et appliqués, pourraient avoir une incidence négative sur notre revenu net, par exemple en favorisant une plus grande concurrence à l'égard des produits et services que nous offrons ou en augmentant les coûts associés à la conformité. De plus, la non-conformité aux lois et règlements pourrait entraîner des sanctions et des pénalités financières qui porteraient préjudice à notre réputation et se répercuteraient sur notre revenu net.

Décisions judiciaires ou réglementaires et procédures judiciaires et réglementaires

Nous prenons des mesures raisonnables pour assurer notre conformité aux lois et règlements en vigueur dans les territoires où nous sommes présents. Cependant, il nous est impossible d'assurer que nous serons toujours conformes ou réputés être conformes à la législation. Par conséquent, il est possible que nous fassions l'objet de décisions judiciaires ou réglementaires pouvant entraîner des amendes, des dommages ou d'autres coûts susceptibles d'influer négativement sur notre revenu net et de nuire à notre réputation.

Nous pouvons également faire l'objet de litiges dans le cours normal de nos affaires. L'issue défavorable de tels litiges pourrait avoir un effet négatif important sur nos résultats financiers. Les éventuels dommages causés à notre réputation qui en résulteraient pourraient aussi compromettre nos perspectives d'avenir. La note 28 afférente aux états financiers, à la page 132, donne des renseignements sur les questions judiciaires et réglementaires auxquelles nous faisons face.

Exactitude et exhaustivité de l'information sur nos clients et nos contreparties

Quand nous décidons d'octroyer du crédit ou de participer à d'autres transactions avec des clients et des contreparties, nous pouvons le faire sur la foi de renseignements fournis par ou pour ces clients ou contreparties, tels que les états financiers vérifiés ou d'autres renseignements de nature financière. Nous pouvons aussi fonder notre décision sur les déclarations des clients et des contreparties selon lesquelles l'information fournie est exacte et exhaustive. La communication de renseignements trompeurs sur des points importants dans les états financiers ou autres documents de nature financière soumis par les clients et contreparties pourrait avoir un effet négatif sur nos résultats financiers.

Mise en œuvre de nos plans stratégiques

Nos résultats financiers dépendent notamment de notre capacité à mettre en œuvre les plans stratégiques élaborés par notre direction. Si ces plans n'ont pas l'efficacité escomptée ou s'ils sont modifiés, notre revenu net pourrait croître à un rythme plus lent ou baisser.

Acquisitions

Nous effectuons un contrôle préalable rigoureux avant d'effectuer une acquisition. Toutefois, il est possible que nous fassions l'acquisition d'une entreprise dont le rendement subséquent ne sera pas conforme à nos objectifs financiers ou stratégiques. Les coûts d'intégration plus élevés que prévu et la non-réalisation des économies anticipées pourraient avoir un impact défavorable sur notre revenu net après une acquisition. Notre rendement après l'acquisition dépend également de la conservation des clients et des employés clés de l'entreprise acquise. Or, rien ne peut garantir notre succès en cette matière.

Principales estimations comptables

Nous préparons nos états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. L'application des PCGR exige que la direction émette des jugements et fasse des estimations qui peuvent avoir une incidence sur le moment où des actifs, passifs, revenus et frais sont comptabilisés aux états financiers et leur valeur comptabilisée. Dans l'établissement de ces jugements et estimations, nous nous fondons sur

l'information la plus juste dont nous disposons. Toutefois, il est possible que les circonstances changent ou que d'autres renseignements deviennent disponibles par la suite. En l'occurrence, nos résultats financiers pourraient être négativement touchés dans la période visée par les nouvelles circonstances ou les nouveaux renseignements et le montant de l'effet négatif pourrait être important. La section traitant des principales estimations comptables, à la page 61, présente de plus amples renseignements à ce sujet.

Risques opérationnels et infrastructurels

Comme toutes les grandes sociétés, BMO s'expose à plusieurs types de risques opérationnels. Nous pourrions, par exemple, être victimes de fraudes de la part d'employés ou de tiers, de transactions non autorisées effectuées par des employés, d'erreurs opérationnelles ou d'erreurs humaines. Nous courons également un risque de défaillance de nos systèmes informatiques et systèmes de télécommunication et ce, en dépit des efforts que nous déployons pour les maintenir en bon état de marche. Compte tenu du volume élevé de transactions que nous traitons chaque jour, certaines erreurs peuvent se répéter ou s'aggraver avant d'être décelées et corrigées. Les lacunes et les défaillances de nos processus internes, employés ou systèmes, y compris l'un ou l'autre de nos systèmes de traitement des données financières, comptables ou d'autres données, pourraient entraîner des pertes financières et porter préjudice à notre réputation. De plus, malgré les plans d'urgence que nous avons mis en place, notre faculté de poursuivre nos activités pourrait être entravée par des perturbations dans l'infrastructure qui soutient nos opérations et les collectivités que nous servons.

Autres facteurs

D'autres facteurs indépendants de notre volonté qui sont susceptibles d'influer sur nos résultats futurs sont énoncés dans la mise en garde concernant les déclarations prospectives, à la page 28. D'autres facteurs encore, dont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché, le risque de liquidité et de financement, le risque d'exploitation, le risque de réputation, le risque environnemental et d'autres risques, sont expliqués en détail à la section Gestion globale des risques, qui commence à la page 65.

Nous tenons à souligner que la précédente liste de facteurs susceptibles de modifier les résultats futurs n'est pas exhaustive. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de BMO doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et aussi d'autres facteurs propres au secteur d'activité ou à l'organisation qui peuvent avoir un effet négatif sur nos résultats futurs. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par nous-mêmes ou en notre nom.

Évolution de la situation économique

Évolution de l'économie et du secteur des services financiers au Canada et aux États-Unis en 2007

L'économie canadienne a crû à un rythme modéré en 2007, le repli des exportations ayant partiellement neutralisé la très forte demande intérieure. Le resserrement des conditions du crédit pendant l'été n'a pas encore eu d'effet défavorable majeur sur la croissance économique. Les dépenses de consommation, soutenues par les hausses solides de l'emploi et des revenus, ont contribué à la croissance des prêts personnels. Les marchés de l'habitation sont restés très dynamiques, ce qui a stimulé les prêts hypothécaires à l'habitation. Pour accroître leur capacité de production, les entreprises ont massivement investi et ont ainsi favorisé la croissance des prêts aux entreprises. La vigueur du dollar canadien a maintenu l'inflation à un niveau peu élevé malgré la hausse des cours du pétrole et le taux de chômage le plus faible en 33 ans. Le cours élevé des produits de base a soutenu la croissance du revenu net dans le secteur des ressources naturelles, ce qui a renforcé nos activités dans le domaine de la prise ferme et des fusions et acquisitions pendant le premier semestre de l'exercice. La Banque du Canada a augmenté son taux de financement à un jour de 25 points de base en juillet, avant d'adopter le statu quo compte tenu des préoccupations des marchés, apparues plus tard pendant l'été, concernant le crédit et les liquidités.

L'économie américaine a enregistré une croissance modérée en 2007, en recul par rapport à 2006, en raison de l'affaiblissement du marché de l'habitation et de la hausse des coûts de l'énergie. L'augmentation des taux de défaillance et la baisse des ventes ont débouché sur l'encombrement du parc de logements invendus et, par conséquent, le fléchissement des prix. Si la croissance des prêts hypothécaires à l'habitation a continué à ralentir, celle des prêts personnels et des prêts aux entreprises est restée forte. En septembre, la Réserve fédérale a abaissé ses taux d'intérêt pour la première fois depuis plus de quatre ans afin de prémunir l'économie contre les risques découlant du resserrement des conditions du crédit et de l'affaiblissement des marchés de l'habitation. Elle les a de nouveau abaissés en octobre.

Une détérioration importante des marchés financiers a eu lieu au quatrième trimestre de 2007. BMO a comptabilisé des charges de 318 millions de dollars à ce titre. Les charges sont traitées plus en détail sous la rubrique Revenus liés à la négociation, à la page 38. Pour de plus amples renseignements sur la conjoncture des marchés à la fin de 2007, consulter la rubrique Contexte et perspectives de la section BMO Marchés des capitaux, à la page 53.

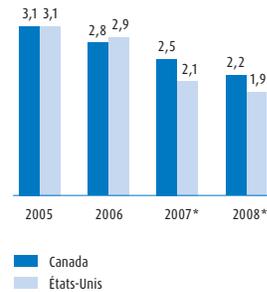
Perspectives de l'économie et du secteur des services financiers pour 2008

En 2008, l'économie canadienne devrait connaître encore une croissance modérée, compte tenu de la faiblesse de l'économie américaine et de la vigueur du dollar canadien. L'essoufflement de l'immobilier, en raison d'une diminution des capacités financières, risque de tempérer la demande de prêts hypothécaires à l'habitation. En revanche, les investissements des entreprises devraient demeurer solides compte tenu de la bonne santé des bilans et favoriser ainsi la croissance des prêts aux entreprises. Une légère baisse des taux d'intérêt est à prévoir en 2008. Le dollar canadien devrait rester fort par rapport à un dollar américain généralement faible, mais le repli des prix des produits de base devrait affaiblir un peu le haud en 2008.

L'économie américaine devrait continuer de croître à un rythme modéré en 2008 dans la mesure où la faiblesse du marché de l'habitation sera partiellement compensée par les effets favorables de la détente monétaire et de la hausse des exportations nettes due à la vigueur de la croissance économique mondiale et à l'affaiblissement du dollar américain. La croissance devrait s'accroître au second semestre avec l'amélioration de la situation du marché de l'habitation. La demande de prêts personnels et de prêts aux entreprises devrait continuer de croître à un rythme modéré, malgré la poursuite probable du ralentissement de la demande de prêts hypothécaires à l'habitation. La Réserve fédérale devrait de nouveau baisser les taux d'intérêt au début de 2008.

Les marchés financiers devraient demeurer faibles au premier semestre de 2008 et se raffermir au cours du deuxième semestre.

Croissance réelle du produit intérieur brut (%)



*Estimation

L'économie du Canada et celle des États-Unis devraient croître à un rythme modéré en 2008.

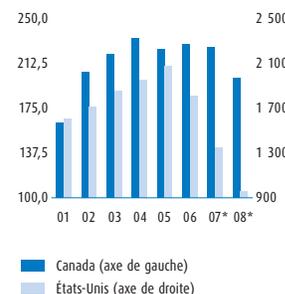
Taux de chômage au Canada et aux États-Unis (%)



*Estimation

Le taux de chômage devrait augmenter modérément au Canada et aux États-Unis en 2008.

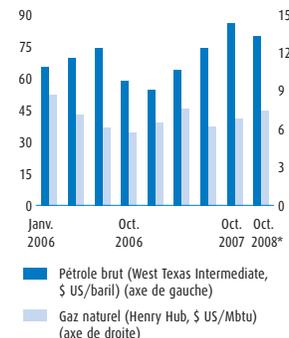
Mises en chantier (en milliers)



*Estimation

En 2008, la construction d'habitats devrait ralentir au Canada, par rapport aux niveaux élevés qu'elle a atteints, et demeurerait vraisemblablement anémique aux États-Unis.

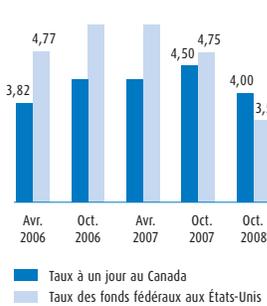
Prix de l'énergie (\$ US)



*Estimation

Les cours du pétrole devraient se replier un peu par rapport à leurs sommets records, mais les prix du gaz naturel devraient se raffermir.

Taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis (%)



*Estimation

Les banques centrales devraient assouplir leur politique monétaire en 2008.

Taux de change du dollar canadien en dollar américain



*Estimation

Le dollar canadien devrait légèrement s'affaiblir par rapport au dollar américain en 2008.

Mesures de la valeur

Faits saillants

- Rendement total des capitaux propres (RTCP) – Les actionnaires de BMO ont obtenu un rendement annuel moyen de 14,2 % sur les cinq derniers exercices. En 2007, le RTCP s'est établi à -5,8 %.
- Croissance du résultat par action (RPA) – Le RPA a chuté de 20 % par rapport à 2006, après avoir enregistré une hausse et atteint un niveau record quatre années d'affilée. Abstraction faite de l'incidence des éléments significatifs, le RPA s'est accru de 11 %.
- Le revenu net s'établit à 2,1 milliards de dollars. Les Services bancaires PE – Canada et le groupe Gestion privée ont enregistré un revenu net record. Si on exclut l'incidence des éléments significatifs, le revenu net se chiffre à 2,9 milliards de dollars et BMO Marchés des capitaux obtient des résultats solides.
- Rendement des capitaux propres – Le RCP de BMO a atteint 14,4 %, ce qui reflète les forces fondamentales et les avantages de nos secteurs d'activité diversifiés. Abstraction faite de l'incidence des éléments significatifs, le RCP s'établit à 19,8 %, soit le niveau le plus élevé en 20 ans. Le RCP a été supérieur à 13 % sur 18 exercices consécutifs, BMO étant la seule banque de son groupe de référence de l'Amérique du Nord à avoir fait preuve d'une telle constance en matière de revenu net.
- Le dividende trimestriel déclaré par action ordinaire a été augmenté trois fois au cours de 2007 et le total des dividendes déclarés est en hausse de 20 % par rapport à 2006. Les dividendes versés ont augmenté à un taux annuel de 17,4 % sur les cinq dernières années.

Rendement total des capitaux propres

L'objectif fondamental de BMO consiste à maximiser le rendement total des capitaux propres et à se classer, à long terme, dans le quartile supérieur de ses groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord à ce chapitre.

Le rendement total des capitaux propres (RTCP) annualisé sur cinq ans constitue une mesure clé de la valeur pour les actionnaires et la plus importante de nos mesures des résultats financiers et de la situation financière, car elle nous permet d'établir si nous avons atteint notre objectif fondamental, à savoir de maximiser la valeur pour les actionnaires. Au cours des cinq derniers exercices, les actionnaires ordinaires de BMO ont obtenu un RTCP annuel moyen de 14,2 % sur leur investissement. Ce rendement est inférieur au rendement annuel moyen de 21,0 % obtenu par l'indice composé de rendement global S&P/TSX et au rendement de 21,4 % obtenu par le sous-indice des services financiers du S&P/TSX. Le tableau ci-dessous présente les dividendes versés sur les actions ordinaires de BMO au cours des cinq derniers exercices et l'évolution du cours de l'action de BMO durant cette période. Un investissement de 1 000 \$ en actions ordinaires de la Banque de Montréal effectué au début de l'exercice 2003 aurait valu 1 941 \$ au 31 octobre 2007, si on tient compte du réinvestissement des dividendes; il en résulte un rendement total de 94,1 %. Les dividendes versés au cours de cette période de cinq ans ont augmenté au taux annuel moyen composé de 17,4 %. Les dividendes versés ont augmenté au cours de deux des quatre trimestres de 2007, et se sont établis à 0,68 \$ l'action au quatrième trimestre de 2007, une hausse de 10 % par rapport à 0,62 \$ l'action au quatrième trimestre de 2006, après avoir augmenté de 35 % en 2006. Les dividendes versés sur chaque action ordinaire ont enregistré une hausse de 23 % en 2007 et sont de 2,63 \$.

Le RTCP annualisé de 14,2 % pour les cinq derniers exercices a diminué par rapport au rendement annualisé de 19,1 % pour la période de cinq ans terminée le 31 octobre 2006. Cette diminution s'explique par les RTCP sur un an qui ont servi à établir la moyenne.

D'autres observations sur le rendement total des capitaux propres et des comparaisons avec nos groupes de référence se trouvent à la page 24.

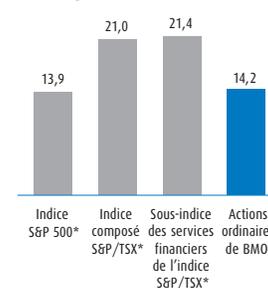
Rendement total des capitaux propres

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2007	2006	2005	2004	2003	TCAC cinq ans 1)
Cours de clôture de l'action ordinaire (en dollars)	63,00	69,45	57,81	57,55	49,33	10,6
Dividende versé (en dollars, par action)	2,63	2,13	1,80	1,50	1,29	17,4
Dividende versé (%)	3,8	3,7	3,1	3,0	3,4	
Augmentation (diminution) du cours de l'action (%)	(9,3)	20,1	0,5	16,7	29,5	
Rendement total annuel des capitaux propres (%)	(5,8)	24,1	3,7	20,0	33,4	

Le rendement total annuel des capitaux propres suppose le réinvestissement du dividende trimestriel; il n'est donc pas égal à la somme du dividende et du rendement de l'action dans le tableau.
1) Taux de croissance annuel composé (TCAC).

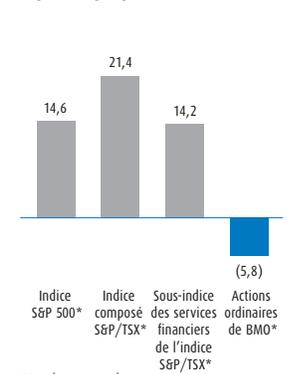
Le rendement total des capitaux propres (RTCP) annualisé sur cinq ans correspond au rendement total moyen d'un placement en actions ordinaires de BMO effectué au début d'une période de cinq ans. Le rendement tient compte de l'évolution du cours des actions et du réinvestissement des dividendes dans d'autres actions ordinaires de BMO. Le RTCP sur un an tient également compte du réinvestissement des dividendes dans d'autres actions.

Rendement total des capitaux propres annualisé sur cinq ans (%)



Notre rendement des capitaux propres sur cinq ans surpassait le rendement enregistré par les indices de référence jusqu'en 2007.

Rendement total des capitaux propres sur un an (%)



L'action de BMO s'est mal comportée par rapport aux indices de référence en 2007.

Croissance du résultat par action

La variation annuelle, exprimée en pourcentage, du résultat par action (RPA) est la mesure clé que nous utilisons pour analyser la croissance du revenu net. Par RPA, on entend le résultat dilué par action, sauf indication contraire.

Le RPA s'est établi à 4,11 \$, une baisse de 1,04 \$, ou de 20 %, par rapport au niveau record de 5,15 \$ enregistré en 2006. Quatre éléments significatifs ont influé sur nos résultats en 2007, ce qui a eu pour conséquence de diminuer le RPA de 1,55 \$ par action, alors qu'un tel élément avait eu pour effet, en 2006, d'accroître le RPA de 0,04 \$ par action. Si on fait abstraction de l'incidence des éléments significatifs, le RPA a atteint 5,66 \$, une hausse de 0,55 \$ ou de 10,8 %. Nous visons une croissance annuelle du RPA de l'ordre de 5 % à 10 %, mesurée à partir d'un montant de base de 5,11 \$, excluant les changements à la provision générale pour pertes sur créances et les charges de restructuration. Nous n'avons pas atteint cette cible en raison des éléments significatifs qui ont influé sur nos résultats. Cependant, si on exclut l'incidence de ces éléments significatifs, nous avons dépassé notre cible puisque le RPA a augmenté de 10,8 % et s'établit à 5,66 \$, sur cette base. En 2008, nous visons une croissance du RPA de 10 % à 15 %, mesurée à partir d'un montant de base de 5,24 \$, comme nous l'expliquons à la page 23. Nos cibles de 2008, tout comme celles des années précédentes, ont été fixées dans le contexte de nos perspectives économiques. Les perspectives établies pour 2008 figurent à la page 30.

Notre taux de croissance annuel composé sur cinq ans du RPA s'établit à 8,9 % et est inférieur à notre objectif à moyen terme de 10 %. Abstraction faite de l'incidence des éléments significatifs de 2007, ce taux s'établit à 15,9 %, le RPA ayant atteint 5,66 \$ en 2007 alors qu'il était de 2,68 \$ en 2002, sur cette base. En 2002, notre RPA avait subi le contrecoup du montant élevé des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances qui totalisaient 820 millions de dollars. Ces dotations sont les deuxièmes en importance qui ont été constituées au cours du cycle de crédit actuel, et sont de 517 millions supérieures à celles de 2007. En 2003 et en 2004, la croissance du RPA avait été stimulée par des conditions de crédit très favorables.

Les quatre éléments significatifs qui ont eu pour effet de retrancher 787 millions de dollars de notre revenu net, ce qui représente 1,55 \$ par action, sont :

- des pertes dans les activités de négociation sur produits de base de l'ordre de 853 millions de dollars (440 millions après impôts et rémunération liée au rendement connexe, soit 0,86 \$ par action), qui ont été imputées à BMO Marchés des capitaux;
- des charges pour certaines activités de négociation et des rajustements d'évaluation en raison de la détérioration des marchés financiers de l'ordre de 318 millions de dollars (211 millions après impôts et 0,42 \$ par action), qui ont également été imputés à BMO Marchés des capitaux;
- des charges de restructuration de l'ordre de 159 millions de dollars (103 millions après impôts et 0,20 \$ par action), qui ont été imputées aux Services d'entreprise;
- une augmentation de la provision générale pour pertes sur créances de 50 millions de dollars (33 millions après impôts et 0,07 \$ par action), qui a été imputée aux Services d'entreprise.

En 2006, le revenu net s'était accru notamment en raison d'un élément significatif, soit la réduction de la provision générale pour pertes sur créances de 35 millions de dollars (23 millions après impôts et 0,04 \$ par action), imputée aux Services d'entreprise.

Le revenu net s'est établi à 2 131 millions de dollars en 2007, une baisse de 532 millions, ou de 20 %, par rapport aux 2 663 millions de l'exercice précédent. BMO avait enregistré un revenu net record au cours de chacun des quatre exercices antérieurs. Si on fait abstraction des éléments significatifs qui ont influé sur nos résultats des exercices 2006 et 2007, le revenu net s'est chiffré à 2 918 millions de dollars, une hausse de 278 millions ou de 10,5 %. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des revenus découlant de la croissance du volume d'affaires. Les dotations à la provision pour pertes sur créances sont de 177 millions de dollars (115 millions après impôts) supérieures à celles de l'exercice précédent, environ la moitié de ce montant étant liée au changement à la provision générale pour pertes sur créances.

En 2007, les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) et le groupe Gestion privée ont enregistré un revenu net record, tout comme en 2006 et en 2005, exercices où BMO Marchés des capitaux avait également affiché un revenu net record. Le revenu net des Services bancaires PE s'est accru de 107 millions de dollars, ou de 8,5 %, par rapport à l'exercice précédent, et il s'établit à 1 364 millions. Les Services bancaires PE sont constitués de deux unités d'exploitation de services aux particuliers et aux entreprises, soit les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) et les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis). Le revenu net de PE Canada a enregistré une hausse de 108 millions de dollars, ou de 9,4 %, et s'établit à 1 250 millions. Cette amélioration s'explique par la hausse des revenus découlant de la croissance du volume d'affaires, les revenus

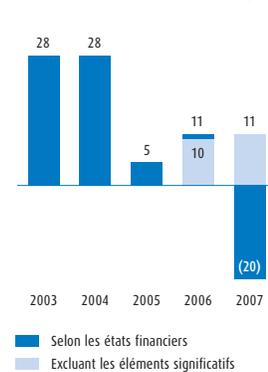
Nous calculons le **résultat par action (RPA)** en divisant le revenu net, déduction faite des dividendes versés sur les actions privilégiées, par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation. Le RPA dilué, qui sert de base aux mesures du rendement, tient compte des conversions éventuelles d'instruments financiers en actions ordinaires qui auraient pour conséquence de réduire le RPA. La note 25 afférente aux états financiers, à la page 129, contient plus de détails sur le RPA.

RPA (en dollars)



Les éléments significatifs ont influé sur nos résultats, interrompant une séquence de quatre exercices consécutifs de revenu net record.

Croissance annuelle du RPA (%)



Le RPA a connu une baisse importante. Sans les éléments significatifs, nous aurions enregistré un RPA record et dépassé notre cible en matière de croissance.

s'étant accrûs à un rythme plus rapide que les frais. Les résultats de 2007 et de 2006 comprenaient des éléments notables qui ont accru le revenu chaque année d'un montant comparable. Les résultats de PE Canada sont décrits à la section analysant les résultats du groupe, à la page 46. Le revenu net de PE États-Unis a diminué de 1 million de dollars, ou de 1 %, et se chiffre à 114 millions, mais il a augmenté de 3 millions de dollars, ou de 3 %, en dollars américains. Nous avons enregistré une bonne croissance de notre volume d'affaires en 2007, mais les marges nettes d'intérêts ont rétréci. Les résultats de PE États-Unis sont décrits à la section analysant les résultats du groupe, à la page 48.

Le groupe Gestion privée (GP) a accru son revenu net de 53 millions de dollars, ou de 15 %, et s'établit à 408 millions. Cette augmentation s'explique principalement par la forte croissance des revenus d'exploitation. Les résultats du groupe GP sont décrits à la section analysant les résultats du groupe, à la page 51. Le revenu net de BMO Marchés des capitaux (BMO MC) a chuté de 435 millions de dollars, ou de 51 %, et s'établit à 425 millions. Si on fait abstraction de l'incidence des deux éléments significatifs ayant influé sur les résultats de ce groupe en 2007, le revenu net a augmenté de 216 millions de dollars, ou de 25 %, et se chiffre à 1 076 millions. Cette amélioration est attribuable à la forte croissance des revenus liés aux services tarifés et des prêts aux grandes entreprises. Les résultats de BMO MC sont décrits à la section analysant les résultats du groupe, à la page 54. Le revenu net des Services d'entreprise a chuté de 257 millions de dollars et le groupe a enregistré une perte nette de 66 millions. Si on fait abstraction des deux autres éléments significatifs ayant influé sur les résultats en 2007 et de l'élément significatif de l'an dernier, le revenu net des Services d'entreprise a reculé de 98 millions de dollars. Cette diminution est attribuable à la réduction des revenus et à la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, dotations qui ont été en grande partie imputées à ce groupe en vertu de notre méthode de provisionnement selon les pertes prévues, laquelle est décrite à la section analysant les résultats du groupe, à la page 55.

Le revenu sur une base d'imposition comparable, qui est expliqué aux pages 34 et 36, a diminué de 583 millions de dollars, ou de 5,8 %, et s'est chiffré à 9 529 millions. Abstraction faite des deux éléments significatifs ayant influé sur le revenu, le revenu a augmenté de 588 millions de dollars, ou de 5,8 %. Les acquisitions d'entreprises ont contribué à la croissance du revenu à hauteur de 52 millions tandis que l'affaiblissement du dollar américain a retranché 87 millions de la croissance du revenu, comme nous l'expliquons à la page 35. Le revenu de PE Canada s'est accru de 4 %, essentiellement en raison de la croissance du volume d'affaires, les marges nettes d'intérêts étant demeurées inchangées. Certains éléments, qui sont expliqués à la page 46, ont réduit la croissance du revenu de 1,7 point de pourcentage. Le revenu de PE États-Unis s'est accru de 4 % en dollars américains, essentiellement en raison des acquisitions et de la croissance des prêts, facteurs partiellement neutralisés par le rétrécissement des marges nettes d'intérêts.

Le groupe GP a enregistré une croissance générale de ses revenus de 8 %, la plupart des secteurs d'activité ayant contribué à la hausse des revenus. Le revenu de BMO MC a chuté de 811 millions de dollars, ou de 29 %, mais il a augmenté de 360 millions, ou de 13 %, abstraction faite de l'incidence des éléments significatifs. Il y a eu de bonnes augmentations des commissions sur fusions et acquisitions, des commissions de prise ferme de titres de participation et du revenu net découlant des prêts aux grandes entreprises. La croissance du revenu total est expliquée plus en détail à la page 36.

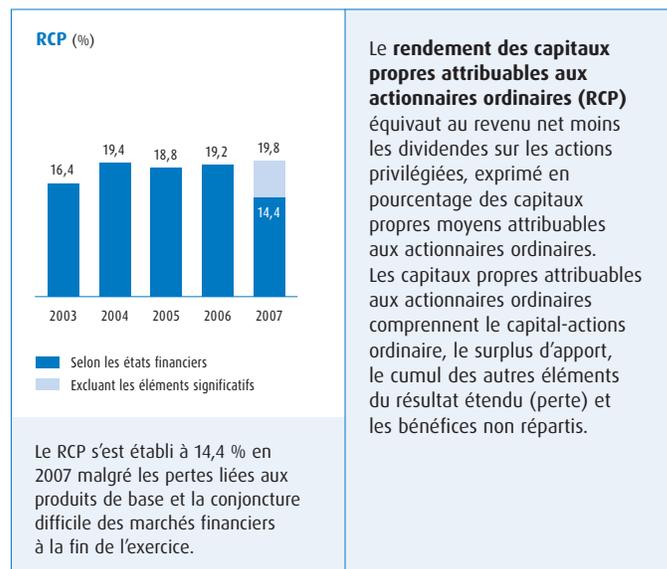
Les dotations à la provision pour pertes sur créances totalisent 353 millions de dollars, soit des dotations à la provision spécifique de 303 millions et une augmentation de 50 millions de la provision générale pour pertes sur créances.

En 2006, les dotations à la provision pour pertes sur créances s'établissaient à 176 millions de dollars, soit des dotations à la provision spécifique de 211 millions et une réduction de 35 millions de la provision générale. La dotation à la provision pour pertes sur créances est expliquée en détail à la page 39.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 248 millions de dollars, ou de 3,9 %, et se sont établis à 6 601 millions. Les frais ont augmenté de 46 millions de dollars en raison de l'acquisition d'entreprises, mais ils ont baissé de 57 millions, à cause de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Les deux tiers de l'augmentation des frais enregistrée depuis l'an dernier sont imputables aux charges de restructuration. Les frais autres que d'intérêts sont expliqués en détail à la page 40.

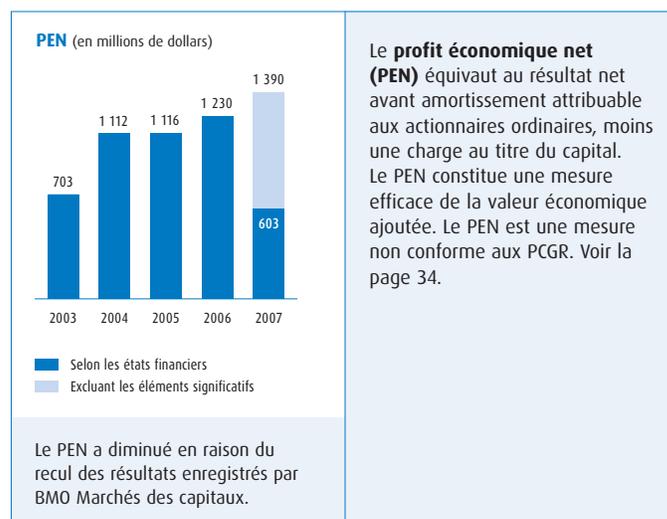
Rendement des capitaux propres

Le rendement des capitaux propres (RCP) constitue une autre de nos mesures clés de la valeur. BMO a obtenu un RCP supérieur à 13 % pour chacun des 18 derniers exercices; elle est la seule banque de son groupe de référence de l'Amérique du Nord à avoir fait preuve d'une telle constance en matière de revenu net. En 2007, le RCP s'est établi à 14,4 %, comparativement à 19,2 % en 2006. Cette diminution s'explique par une baisse du revenu net de 532 millions de dollars et l'incidence d'une augmentation de 0,8 milliard de dollars des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Nous avons atteint ce rendement de 14,4 % malgré les pertes sur produits de base et les charges associées à la détérioration des marchés financiers au quatrième trimestre. Le rendement de 14,4 % est inférieur à notre cible annuelle de 18 % à 20 %. Si on fait abstraction des éléments significatifs qui ont influé sur nos résultats en 2007, le RCP s'établit à 19,8 %. Notre objectif à moyen terme est d'atteindre un RCP annuel moyen de 18 % à 20 %, au fil du temps. En 2008, notre cible consiste à enregistrer un RCP de 18 % à 20 %. Le tableau 3, à la page 79, présente des statistiques sur le RCP des dix dernières années. La page 24 contient d'autres observations sur le RCP, ainsi que des comparaisons avec les groupes de référence.



Croissance du profit économique net

La quatrième et dernière mesure clé de la valeur est la croissance du profit économique net (PEN). Le PEN s'est établi à 603 millions de dollars, en baisse par rapport à un niveau record de 1 230 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette diminution est principalement imputable aux éléments significatifs qui ont influé sur les résultats et à la croissance des capitaux propres. Le PEN a augmenté de 160 millions de dollars si on exclut les éléments significatifs. La page 24 contient d'autres observations sur la croissance du PEN, ainsi que des comparaisons avec les groupes de référence.



Profit économique net (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2007	2006	2005	2004	2003
Pour l'exercice terminé le 31 octobre					
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 088	2 633	2 366	2 264	1 743
Incidence après impôts de l'amortissement des actifs incorporels	38	36	74	78	79
Résultat net avant amortissement attribuable aux actionnaires ordinaires	2 126	2 669	2 440	2 342	1 822
Charge au titre du capital*	(1 523)	(1 439)	(1 324)	(1 230)	(1 119)
Profit économique net	603	1 230	1 116	1 112	703
Croissance du profit économique net (%)	(51)	10	–	58	92
*Charge au titre du capital					
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	14 506	13 703	12 577	11 696	10 646
Coût du capital (%)	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5
Charge au titre du capital	(1 523)	(1 439)	(1 324)	(1 230)	(1 119)

Analyse des résultats financiers de 2007

Cette section traite des résultats financiers de notre organisation pour l'exercice 2007, en mettant l'accent sur l'état consolidé des résultats figurant dans nos États financiers consolidés, qui débutent à la page 92. Une analyse des stratégies et des résultats de nos groupes d'exploitation suit l'analyse globale. Nous présentons aussi un résumé de nos résultats financiers de 2006 à la page 73.

Faits saillants

- Le revenu a diminué de 583 millions de dollars, ou de 5,8 %, en 2007, mais il a augmenté de 588 millions, ou de 5,8 %, si on exclut l'incidence des éléments significatifs.
- Le revenu de PE Canada a augmenté grâce à l'accroissement marqué des volumes dans ses trois secteurs d'activité, mais la croissance a été freinée par certains éléments notables. Le revenu de PE États-Unis s'est également accru sous l'effet de la hausse des prêts et des acquisitions, mais la croissance a été ralentie par la réduction de la marge nette d'intérêts et la faiblesse du dollar américain. La croissance du revenu du groupe Gestion privée est répartie de façon équilibrée entre ses secteurs d'activité. Les revenus de BMO Marchés des capitaux ont fortement baissé mais ils ont connu une hausse marquée si on exclut l'incidence des éléments significatifs. Certains services tarifés de même que le revenu net d'intérêts ont enregistré une progression vigoureuse.
- La dotation à la provision pour pertes sur créances s'établit à 353 millions de dollars alors qu'elle était de 176 millions en 2006. Les dotations à la provision spécifique ont été relevées de 92 millions et s'établissent à 303 millions et une somme de 50 millions a été ajoutée à la provision générale qui avait été réduite de 35 millions au précédent exercice. Les conditions de crédit ont été moins favorables en 2007.
- Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 3,9 % en 2007, les deux tiers de l'augmentation étant imputables aux charges de restructuration liées à des initiatives visant à améliorer l'efficacité et l'efficacité à l'échelle de l'organisation.
- Le taux d'imposition effectif s'est établi à 14,3 % alors qu'il atteignait 23,6 % en 2006. Cette baisse s'explique par le fait qu'une proportion relativement plus élevée des revenus proviennent de territoires où les taux d'imposition sont plus bas et par les recouvrements d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs.

Mesures non conformes aux PCGR

BMO utilise des mesures conformes aux PCGR ainsi que certaines mesures non conformes aux PCGR pour évaluer les résultats. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que les résultats et les mesures rajustés en fonction de critères autres que les principes comptables généralement reconnus (PCGR) n'ont pas une signification standard et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

La direction présente les montants sur une base qui tient compte de certains éléments significatifs. Les montants et les mesures établis sur une base qui exclut les éléments significatifs sont considérés utiles puisqu'ils sont susceptibles de mieux refléter les résultats d'exploitation courante. Comme ces charges ont tendance à être irrégulières, faire des rajustements pour les exclure des résultats aide à dégager les tendances trimestrielles. Ces éléments significatifs comprennent : des pertes dans notre secteur des produits de base en 2007 et la rémunération liée au rendement connexe; des charges liées à la détérioration des marchés financiers durant le quatrième trimestre de 2007; des charges de restructuration comptabilisées aux premier et quatrième trimestres, et des changements à la provision générale pour pertes sur créances.

Les mesures des résultats et de la productivité avant amortissement peuvent faciliter la comparaison de deux périodes où il s'est produit une acquisition, surtout parce que l'amortissement des actifs incorporels peut ne pas avoir été considéré comme charge pertinente au moment de la décision d'achat. Les mesures du résultat par action avant amortissement sont aussi présentées parce que les analystes s'y intéressent souvent et que le résultat par action avant amortissement est utilisé par Thomson First Call pour surveiller les prévisions de résultats faites par des tiers.

BMO, comme beaucoup d'autres banques, analyse son revenu, et les ratios établis d'après son revenu, sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau qui serait assujéti à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. Pour plus de cohérence, le taux d'imposition effectif est également analysé sur une base d'imposition comparable.

Le profit économique net est une autre mesure non conforme aux PCGR. Il représente le revenu net avant amortissement afférent aux actions ordinaires, moins une charge au titre du capital, et constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée.

Mesures conformes aux PCGR et mesures non conformes connexes utilisées dans le Rapport de gestion

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	2007	2006	2005
Revenu net d'intérêts selon les états financiers a)	4 843	4 744	4 787
Revenu autre que d'intérêts	4 506	5 241	5 052
Revenu selon les états financiers b)	9 349	9 985	9 839
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic) c)	180	127	119
Revenu net d'intérêts (bic) (a + c) d) 1)	5 023	4 871	4 906
Revenu autre que d'intérêts	4 506	5 241	5 052
Revenu (bic) e) 1)	9 529	10 112	9 958
Provision pour impôts sur les bénéfices selon les états financiers f)	189	717	874
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic)	180	127	119
Provision pour impôts sur les bénéfices (bic) g) 1)	369	844	993
Frais autres que d'intérêts h)	6 442	6 353	6 332
Charge de restructuration i)	159	–	–
Total des frais autres que d'intérêts j)	6 601	6 353	6 332
Amortissement des actifs incorporels	(46)	(44)	(94)
Frais avant amortissement k) 1)	6 555	6 309	6 238
Revenu net l)	2 131	2 663	2 396
Amortissement des actifs incorporels, après impôts sur les bénéfices	38	36	74
Revenu net avant amortissement m) 1)	2 169	2 699	2 470
Dividendes sur actions privilégiées	(43)	(30)	(30)
Charge au titre du capital 1)	(1 523)	(1 439)	(1 324)
Profit économique net 1)	603	1 230	1 116
Ratio de productivité (%) ((j/b) x 100)	70,6	63,6	64,4
Ratio de productivité (bic) 1) (%) ((j/e) x 100)	69,3	62,8	63,6
Ratio de productivité avant amortissement (bic) 1) (%) ((k/e) x 100)	68,8	62,4	62,6
Marge nette d'intérêts annualisée (%) ((a/actif productif moyen) x 100)	1,59	1,81	1,97
Marge nette d'intérêts (bic) annualisée 1) (%) ((d/actif productif moyen) x 100)	1,65	1,86	2,02
RPA (à partir du revenu net) (en dollars)	4,11	5,15	4,63
RPA avant amortissement 1) (à partir du revenu net avant amortissement) (en dollars)	4,18	5,23	4,78
Taux d'imposition effectif (%) (f/revenu avant impôts sur les bénéfices)	7,9	20,7	26,3
Taux d'imposition effectif (bic) 1) (%) (g/revenu avant impôts sur les bénéfices plus rajustement bic)	14,3	23,6	28,8
Éléments significatifs			
Charges liées à la détérioration des marchés financiers n)	318	–	–
Pertes sur produits de base o)	853	–	–
Rémunération liée au rendement p)	(120)	–	–
Changements à la provision générale	50	(35)	(40)
Charges de restructuration q)	159	–	–
Impôts sur les bénéfices	(473)	12	14
Éléments significatifs (après impôts) 2)	787	(23)	(26)
Mesures sur une base excluant les éléments significatifs 1)			
Revenu (bic) (e + n + o) 3)	10 700	10 112	9 958
Frais autres que d'intérêts (j - p - q) 4)	6 562	6 353	6 332
Frais avant amortissement (k - p - q) 5)	6 516	6 309	6 238
Revenu net (l + 2)	2 918	2 640	2 370
Revenu net avant amortissement (m+2)	2 956	2 676	2 444
Ratio de productivité (bic) (%) ((4/3) x 100)	61,3	62,8	63,6
Ratio de productivité avant amortissement (bic) (%) ((5/3) x 100)	60,9	62,4	62,6
RPA (à partir du revenu net excluant les éléments significatifs)	5,66	5,11	4,58
RPA avant amortissement (à partir du revenu net avant amortissement excluant les éléments significatifs)	5,73	5,19	4,73
RCP (%) (à partir du revenu net excluant les éléments significatifs)	19,8	19,2	18,6
Taux d'imposition effectif (bic) (%) (g + impôts sur les éléments significatifs)/(revenu avant impôts sur les bénéfices + rajustement selon la bic + incidence des éléments significatifs excluant l'impôt)	22,0	23,5	28,7

1) Montants ou mesures non conformes aux PCGR.

Change

L'affaiblissement du dollar américain a eu un effet à la baisse sur l'équivalent en dollars canadiens du revenu net, des revenus, des frais, des impôts sur les bénéfices et de la dotation à la provision pour pertes sur créances de BMO libellés en dollars américains pour les exercices 2007 et 2006 par rapport à leur exercice précédent respectif. Le tableau ci-contre fait état du taux de change moyen entre les dollars canadien et américain en 2007, 2006 et 2005, et de l'incidence de la baisse du taux de change. Au 31 octobre 2007, la valeur du dollar canadien s'établissait à 0,945 \$ par dollar américain.

Au début de chaque trimestre, BMO prend part à des opérations de couverture destinées à compenser partiellement l'incidence avant impôts des fluctuations du taux de change au cours du trimestre sur son revenu net libellé en dollars américains prévu pour ce trimestre. Ces opérations atténuent partiellement l'impact des fluctuations du taux de change pour ce trimestre seulement. Ainsi, la somme des gains ou des pertes découlant des opérations de couverture pour les quatre trimestres d'un exercice n'est pas directement comparable à l'incidence des fluctuations annuelles du taux de change sur le revenu net de l'exercice.

En l'absence d'opérations de couverture, chaque diminution (augmentation) de un cent dans le taux de change entre les dollars canadien et américain, exprimé par le nombre de dollars canadiens que un dollar américain permet d'obtenir, se traduit par une diminution (augmentation) d'environ 6 millions de dollars, avant impôts sur les bénéfices, dans le revenu net annuel de BMO.

Dans les périodes futures, les gains ou les pertes résultant de ces opérations de couverture seront déterminés à la fois par les fluctuations du taux de change futures et par la valeur des opérations de couverture sous-jacentes futures, car les transactions sont conclues chaque trimestre en rapport avec le revenu net prévu en dollars américains des trois prochains mois. Les effets des fluctuations du taux de change sur le montant net de nos investissements dans des établissements à l'étranger sont analysés dans la section Provision pour impôts sur les bénéfices, à la page 41.

Effet de l'affaiblissement du dollar américain sur les résultats de BMO

	2007 c.	2006 c.
(en millions de dollars, sauf indication contraire)	2006	2005
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)		
2007	1,093	
2006	1,132	1,132
2005		1,214
Revenu net d'intérêts réduit	(39)	(63)
Revenu autre que d'intérêts réduit	(48)	(107)
Revenus réduits	(87)	(170)
Frais réduits	57	112
Dotation à la provision pour pertes sur créances réduite	9	4
Impôts sur les bénéfices réduits	5	28
Revenu net réduit avant gains sur opérations de couverture	(16)	(26)
Gains sur opérations de couverture	21	3
Impôts sur les bénéfices	(7)	(1)
Revenu net réduit	(2)	(24)

Incidence des acquisitions et des ventes d'entreprises

Dans le cadre de sa stratégie de croissance nord-américaine, BMO Groupe financier a acquis un certain nombre d'entreprises. Nous avons également vendu une entreprise en 2005. Les acquisitions et les ventes font augmenter ou baisser le revenu et les frais, ce qui a des répercussions sur la comparaison des résultats d'un exercice à l'autre. Le tableau ci-contre présente, par groupe d'exploitation, les acquisitions et la vente, ainsi que l'incidence qu'elles ont eue sur le revenu, les frais et le revenu net de BMO en 2007 par rapport à 2006 et en 2006 par rapport à 2005, afin de faciliter l'analyse des changements aux résultats.

Pour les acquisitions effectuées au cours de l'exercice 2007, les effets différentiels correspondent aux revenus et aux frais de ces entreprises qui sont inclus dans les résultats de 2007. Pour l'acquisition conclue au cours de l'exercice 2006, les effets différentiels sur les résultats de 2007 correspondent aux revenus et aux frais de cette entreprise depuis le début de l'exercice 2007 jusqu'à la date du premier anniversaire de son acquisition.

Pour l'acquisition effectuée en 2006, les effets différentiels sur les résultats de 2006 par rapport à 2005 correspondent aux revenus et aux frais de cette entreprise qui sont inclus dans les résultats de 2006. Pour l'acquisition conclue en 2005, les effets différentiels sur les résultats de 2006 correspondent aux revenus et aux frais de cette entreprise depuis le début de l'exercice 2006 jusqu'à la date du premier anniversaire de son acquisition.

Harrisdirect a été vendue en octobre 2005, soit le dernier mois de l'exercice 2005. C'est pourquoi les réductions inscrites aux résultats de 2006 par rapport à 2005 correspondent aux revenus, aux frais, à la perte nette et au revenu net avant amortissement de 2005 de la société vendue. La vente a été effectuée dans le but de réaffecter le capital à des activités plus rentables.

Incidence des acquisitions et des ventes d'entreprises sur la comparaison annuelle des résultats* (en millions de dollars)

Entreprise acquise ou vendue	Augmentation (diminution)			
	Revenu	Frais	Revenu net	Revenu net avant amortissement
Services bancaires Particuliers et entreprises				
Effet différentiel sur les résultats de l'exercice :				
2007	52	46	2	5
2006	17	29	(7)	1
First National Bank & Trust				
acquise en janvier 2007 pour 345 millions de dollars				
bcpbank Canada				
acquise en décembre 2006 pour 41 millions de dollars				
Villa Park Trust and Savings Bank				
acquise en décembre 2005 pour 76 millions de dollars				
Mercantile Bancorp, Inc.				
acquise en décembre 2004 pour 194 millions de dollars				
Groupe Gestion privée				
Effet différentiel sur les résultats de l'exercice :				
2006**	(253)	(243)	5	(27)
Harrisdirect				
vendue en octobre 2005 pour 827 millions de dollars, entraînant un gain de 49 millions de dollars (18 millions après impôts)				
BMO Groupe financier				
Effet différentiel sur les résultats de l'exercice :				
2007	52	46	2	5
2006	(236)	(214)	(2)	(26)
Acquisitions de 656 millions de dollars et ventes de 827 millions de dollars				

*Les données de 2007 excluent les coûts d'intégration; pour 2006, les données comprennent des coûts d'intégration de 13 millions de dollars.

**Comprend le gain de 49 millions de dollars (18 millions après impôts) réalisé sur la vente en 2005.

Revenu

En 2007, le revenu sur une base d'imposition comparable (voir la page 34) a diminué de 583 millions de dollars, ou de 5,8 %, et s'établit à 9 529 millions de dollars. La diminution du revenu s'explique par les pertes de négociation sur produits de base de 853 millions de dollars et par les charges de 318 millions de dollars comptabilisées au quatrième trimestre pour certaines activités de négociation et des rajustements d'évaluation imputables à la détérioration des marchés financiers. Si on fait abstraction de l'incidence de ces éléments significatifs qui ont été presque entièrement imputés au revenu autre que d'intérêts lié aux opérations de négociation, le revenu s'est accru de 588 millions de dollars, ou de 5,8 %, et s'établit à 10 700 millions. Sur cette base, chacun de nos groupes d'exploitation a affiché une croissance solide. L'affaiblissement du dollar américain a ralenti la croissance globale, retranchant 87 millions de dollars, ou 0,9 point de pourcentage au revenu, tandis que l'incidence nette des acquisitions d'entreprises a favorisé la croissance dans une mesure de 52 millions de dollars, soit 0,5 point de pourcentage.

BMO, comme beaucoup d'autres banques, analyse son revenu sur une base d'imposition comparable (bic). Les rajustements selon la bic pour l'exercice 2007 ont totalisé 180 millions de dollars, une hausse par rapport à des rajustements de 127 millions l'exercice précédent. En 2008, la direction entend continuer à évaluer et à présenter les résultats des groupes d'exploitation sur cette base; toutefois, les résultats consolidés de BMO, comme ceux de la plupart des membres de notre groupe de référence du Canada, ne seront pas évalués et présentés sur une base d'imposition comparable.

Le revenu de PE Canada a augmenté de 163 millions de dollars ou de 4 %. La croissance du revenu a été réduite de 76 millions de dollars, ou de 1,7 point de pourcentage, par certains éléments notables ayant un effet sur le revenu, dont les plus importants ont été un rajustement de 185 millions visant à augmenter le passif lié aux futurs échanges de récompenses dans le cadre du programme de fidélisation des clients et un gain de 107 millions sur la vente d'actions de MasterCard International Inc. Les volumes se sont accrues dans les trois secteurs d'activité. Le revenu de PE États-Unis a augmenté de 34 millions de dollars, ou de 4 %, sous l'effet de l'accroissement des volumes et des acquisitions. Le revenu du groupe Gestion privée a augmenté de 161 millions de dollars, ou de 8 %, également réparti entre le revenu net d'intérêts et le revenu autre que d'intérêts. Le revenu de BMO Marchés des capitaux a accusé une baisse marquée mais il a augmenté de 360 millions de dollars, ou de 13 %, si on fait abstraction de l'incidence des éléments significatifs. Certains services tarifés ont connu des hausses spectaculaires et le revenu net d'intérêts a enregistré une croissance solide.

Revenu net d'intérêts

Pour l'exercice, le revenu net d'intérêts s'établit à 5 023 millions de dollars, soit une hausse de 152 millions par rapport à 2006. L'effet net des acquisitions d'entreprises a accru le revenu net d'intérêts de 36 millions, mais l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain l'a réduit de 39 millions. Tous les groupes ont enregistré une forte croissance des volumes et l'actif productif moyen a augmenté de 43 milliards de dollars. La croissance du revenu net d'intérêts qui en a résulté a été partiellement neutralisée par la baisse du revenu net d'intérêts des Services d'entreprise, imputable à la réduction des revenus de titrisation en 2007 et de l'intérêt perçu sur la provision pour impôts et les remboursements d'impôts. La marge nette d'intérêts de BMO s'est rétrécie en raison de la croissance des actifs à faible marge de BMO Marchés des capitaux et de la réduction du revenu net des Services d'entreprise. La marge de PE Canada est demeurée inchangée. Les marges individuelles et les variations dans l'ampleur de l'actif de chaque groupe d'exploitation constituent les deux principaux facteurs susceptibles d'influer sur la marge nette d'intérêts de BMO.

Base d'imposition comparable (bic)

Les revenus figurant dans notre Rapport de gestion sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Le rajustement sur une base d'imposition comparable augmente les revenus et la provision pour impôts sur les bénéfices établis selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus sur certains titres exempts d'impôts à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi, afin de faciliter les comparaisons. Cet effet est présenté à la page 34 et au tableau 7, à la page 80.

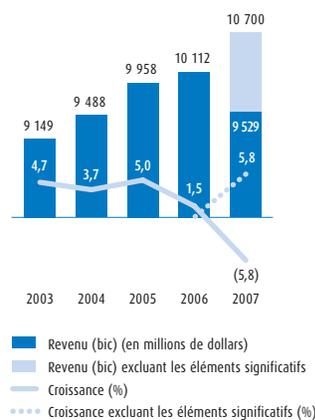
Le **revenu net d'intérêts** correspond au revenu perçu sur l'actif, notamment les prêts et les titres, y compris le revenu d'intérêts et de dividendes et la part de BMO des revenus tirés des placements comptabilisés à la valeur de consolidation, moins les frais d'intérêts liés au passif, notamment les dépôts.

La **marge nette d'intérêts** correspond au ratio du revenu net d'intérêts à l'actif productif, exprimé en pourcentage ou en points de base.

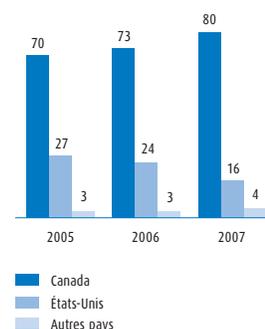
Revenu (en millions de dollars)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2007	2006	2005	2004	2003
Revenu net d'intérêts (bic)	5 023	4 871	4 906	4 937	4 929
Croissance annuelle (%)	3,1	(0,7)	(0,6)	0,2	2,4
Revenu autre que d'intérêts	4 506	5 241	5 052	4 551	4 220
Croissance annuelle (%)	(14,0)	3,8	11,0	7,8	7,6
Revenu total (bic)	9 529	10 112	9 958	9 488	9 149
Croissance annuelle (%)	(5,8)	1,5	5,0	3,7	4,7

Revenu et croissance annuelle



Revenu par pays (bic) (%)



Le revenu a fléchi de 5,8 % mais il a augmenté de 5,8 % si on exclut les éléments significatifs.

L'incidence des éléments significatifs est plus concentrée dans nos activités aux États-Unis.

Variation du revenu net d'intérêts, de l'actif productif moyen et de la marge nette d'intérêts

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	Revenu net d'intérêts (bic) (en millions de dollars)				Actif productif moyen (en millions de dollars)				Marge nette d'intérêts (en points de base)		
	2007	2006	\$	%	2007	2006	\$	%	2007	2006	Variation
PE Canada	3 065	2 941	124	4	115 147	110 433	4 714	4	266	266	—
PE États-Unis	730	740	(10)	(1)	21 658	20 143	1 515	8	337	367	(30)
Services bancaires Particuliers et entreprises (PE)	3 795	3 681	114	3	136 805	130 576	6 229	5	277	282	(5)
Groupe Gestion privée (groupe GP)	613	569	44	8	6 352	5 703	649	11	966	999	(33)
BMO Marchés des capitaux (BMO MC)	974	773	201	26	162 309	124 782	37 527	30	60	62	(2)
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations	(359)	(152)	(207)	(+100)	(995)	400	(1 395)	(+100)	n.s.	n.s.	n.s.
Total	5 023	4 871	152	3	304 471	261 461	43 010	16	165	186	(21)

n.s. – non significatif

Le revenu net d'intérêts de PE Canada a considérablement augmenté. Les volumes ont continué de croître à un rythme soutenu dans les principales catégories de produits, à l'exception des prêts hypothécaires, où nous avons décidé de cesser de recourir aux prêts provenant de tiers ou de courtiers hypothécaires, et des dépôts des particuliers qui ont accusé un faible recul dans un contexte de vive concurrence. Au sein de PE États-Unis, la croissance des prêts a été vigoureuse par suite des acquisitions, mais la contribution à la croissance totale du revenu net d'intérêts a été réduite par l'affaiblissement du dollar américain. La marge nette d'intérêts au Canada est demeurée inchangée, l'élargissement des marges sur les prêts hypothécaires ayant été neutralisé par la hausse des coûts de mobilisation des fonds relatifs à d'autres produits. Au sein de PE États-Unis, en plus des pressions concurrentielles sur la tarification des prêts, la marge nette d'intérêts a subi l'impact d'un changement dans l'importance relative des différents produits, les clients se tournant vers les dépôts à plus faible marge et les prêts à taux fixe.

Le revenu net d'intérêts du groupe Gestion privée a fortement progressé grâce, principalement, à l'accroissement des soldes des dépôts dans les secteurs du courtage et des produits de placement à terme. La marge nette d'intérêts du groupe est sensiblement supérieure à celle des autres groupes parce que la marge nette d'intérêts représente le revenu net d'intérêts en pourcentage de l'actif productif moyen. Or le revenu net d'intérêts du groupe provient en très grande partie des produits de placement à terme, qui sont des éléments de passif.

Le revenu net d'intérêts de BMO Marchés des capitaux a augmenté de 201 millions de dollars ou de 26 %. Son actif productif moyen a augmenté de 38 milliards de dollars, sous l'effet de la hausse des prêts aux grandes entreprises et des actifs à faible marge liés aux marchés financiers qui ont progressé en grande partie en réponse à la demande des clients. La marge nette d'intérêts du groupe a légèrement reculé, l'élargissement des marges sur les produits de négociation ayant été plus que neutralisé par l'effet négatif de la croissance des actifs à faible marge et par le rétrécissement des marges sur les prêts aux grandes entreprises.

Le revenu net d'intérêts des Services d'entreprise a fléchi en raison de la titrisation de prêts sur cartes de crédit au quatrième trimestre de 2007 et de la réduction de l'intérêt perçu sur la provision pour impôts et les remboursements d'impôts. Ce revenu fluctue également en fonction des activités liées à la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif de BMO.

Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêts, qui comprend tous les revenus à l'exception du revenu net d'intérêts, a reculé de 735 millions de dollars, ou de 14 %, par rapport à 2006. En excluant l'incidence de la composante revenu autre que d'intérêts des deux éléments significatifs dont il a été question précédemment, le revenu autre que d'intérêts a augmenté de 416 millions de dollars ou de 8 %. L'incidence nette des acquisitions d'entreprises a fait augmenter le revenu autre que d'intérêts de 16 millions de dollars en 2007, tandis que l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain l'a réduit de 48 millions.

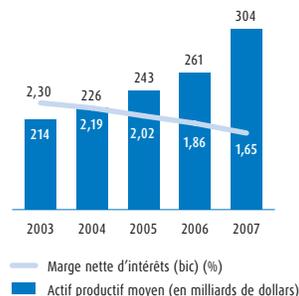
Les commissions et droits sur titres ont augmenté de 94 millions de dollars, ou de 9 %. Ces frais sont principalement constitués de commissions de courtage à service complet et de courtage autogéré au sein du groupe Gestion Privée, qui représentent environ les deux tiers du montant, et de commissions de négociation d'actions pour les investisseurs institutionnels au sein de BMO Marchés des capitaux. La croissance, imputable à la hausse des évaluations boursières et du volume d'actions négociées pour les clients, a été sensiblement équivalente dans les deux groupes. La croissance du groupe Gestion privée a été réduite par les pressions concurrentielles sur la tarification des services d'investissement en direct.

Les frais de service au titre des dépôts et des ordres de paiement sont demeurés sensiblement au mêmes niveaux qu'en 2006. Environ 60 % de ces revenus proviennent de PE Canada.

Les commissions sur prêts ont augmenté de 69 millions de dollars, ou de 20 %, en raison principalement de la croissance des prêts aux grandes entreprises au sein de BMO Marchés des capitaux.

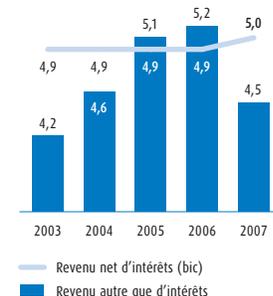
Les frais de services de cartes ont reculé de 289 millions de dollars, ou de 73 %. La baisse est en grande partie imputable au rajustement de 185 millions de dollars du passif du programme de récompense et de fidélisation de la clientèle de PE Canada. Au quatrième trimestre de 2006, nous avons titrisé des prêts sur cartes de crédit d'une valeur de 1,5 milliard de dollars, ce qui a entraîné une réduction des frais de services de cartes d'environ 147 millions de dollars et une baisse du revenu net d'intérêts. Ces baisses ont toutefois été neutralisées, dans une large mesure, par la hausse des revenus de titrisation et par l'abaissement des dotations à la provision pour pertes sur créances. Le solde positif de 43 millions de dollars est principalement attribuable au succès continu de notre carte MasterCard Mosaik[®]

Actif productif moyen et marge nette d'intérêts (bic)



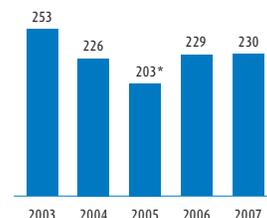
La forte progression des actifs de négociation à faible marge a eu comme effet de réduire la marge nette d'intérêts de BMO.

Revenu net d'intérêts (bic) et revenu autre que d'intérêts (en milliards de dollars)



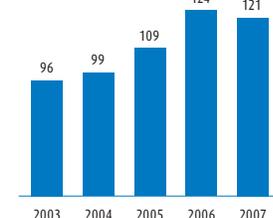
La baisse du revenu autre que d'intérêts est imputable aux pertes sur produits de base et à la conjoncture difficile des marchés financiers.

Actif sous administration (en milliards de dollars)



L'affaiblissement du dollar américain a réduit le niveau de l'actif sous administration au cours de toutes les périodes. *Réflecte la vente de Harrisdirect.

Actif sous gestion (en milliards de dollars)



La croissance de l'actif a été freinée par l'affaiblissement du dollar américain.

Revenu autre que d'intérêts (en millions de dollars)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2007	2006	2005	Variation par rapport à 2006	
				\$	%
Commissions et droits sur titres	1 145	1 051	1 092	94	9
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	728	729	734	(1)	–
Revenus de négociation	(487)	718	496	(1 205)	(+100)
Commissions sur prêts	406	337	313	69	20
Frais de services de cartes	107	396	334	(289)	(73)
Gestion de placements et garde de titres	322	298	305	24	8
Revenus tirés de fonds d'investissement	576	499	437	77	15
Revenus de titrisation	296	100	113	196	+100
Commissions de prise ferme et de consultation	528	407	357	121	30
Gains sur titres	246	145	165	101	70
Revenus de change autres que de négociation	132	102	97	30	29
Revenus d'assurance	230	204	162	26	13
Autres	277	255	447	22	9
Total	4 506	5 241	5 052	(735)	(14)

Les frais de gestion de placements et de garde de titres ont augmenté de 24 millions de dollars, ou de 8 %, sous l'effet, principalement, de la hausse des revenus tirés des services de placement et de fiducie de la gestion bancaire privée en Amérique du Nord. Cette croissance a toutefois été freinée par l'affaiblissement du dollar américain.

Les revenus tirés des fonds d'investissement, après s'être accrus de 14 % en 2006 et de 16 % en 2005, ont augmenté de 77 millions de dollars, ou de 15 %, hausse qui reflète la croissance de nos activités liées aux fonds d'investissement.

Les revenus de titrisation ont augmenté de 196 millions de dollars et ont presque triplé par rapport au dernier exercice. De cette augmentation, une part d'environ 180 millions est attribuable aux revenus produits par l'entité de titrisation de prêts sur cartes de crédit, d'une valeur de 1,5 milliard de dollars, incluant des gains constatés sur la vente de prêts en 2007. Les revenus de titrisation sont expliqués en détail à la note 7 afférente aux états financiers, figurant à la page 104.

Les commissions de prise ferme et de consultation ont augmenté de 121 millions de dollars, ou de 30 %, après une hausse de 14 % en 2006. Les commissions sur les fusions et acquisitions ont été particulièrement élevées et la situation favorable des marchés au premier semestre a entraîné une très forte hausse des commissions de prise ferme. Les commissions de prise ferme sur titres d'emprunt ont également connu une croissance soutenue. Dans ces trois catégories, les revenus ont sensiblement fléchi au quatrième trimestre en raison de la conjoncture difficile des marchés financiers.

Les gains sur titres ont augmenté de 101 millions de dollars, ou de 70 %. La hausse est en grande partie attribuable au gain réalisé sur la vente d'actions de MasterCard International Inc.

Les revenus de change, autres que de négociation, ont augmenté de 30 millions de dollars, ou de 29 %, à la faveur de l'accroissement de l'activité et de la volatilité des marchés du change et des gains sur opérations de couverture des bénéfiques en dollars américains, comme nous l'expliquons à la page 35.

Les revenus d'assurance se sont accrus de 26 millions de dollars, ou de 13 %, grâce à une expérience favorable en matière de sinistres, le rythme de croissance s'étant quelque peu ralenti par rapport aux taux élevés atteints au cours des trois derniers exercices.

Les autres revenus, qui comprennent divers montants, ont augmenté de 22 millions de dollars, ou de 9 %. L'augmentation est attribuable à une hausse des commissions et frais divers de PE Canada.

Le tableau 7 figurant à la page 80 donne plus de précisions sur le revenu et la croissance du revenu.

Revenus liés à la négociation

Les revenus liés à la négociation dépendent, entre autres, du volume des activités exécutées pour le compte de nos clients, qui font affaire avec BMO pour diminuer leurs risques ou pour investir. BMO réalise un profit, ou marge, sur le total net des positions de ses clients en neutralisant de façon rentable, à l'intérieur de limites prescrites, le risque global des positions nettes. BMO prend aussi des positions pour son propre compte afin de réaliser des profits de négociation.

Le 17 mai 2007, nous avons annoncé que BMO comptabiliserait des pertes importantes dans son portefeuille de négociation sur produits de base. En 2007, nous avons comptabilisé des pertes de 853 millions de dollars à ce titre, dont une charge de 841 millions imputée au revenu autre que d'intérêt lié aux opérations de négociation. Après déduction de la réduction de la rémunération liée au rendement, qui se chiffre à 120 millions de dollars, et des réductions d'impôts sur les bénéfiques, les pertes ont diminué le revenu net de 440 millions de dollars, ou de 0,86 \$ par action. Ces pertes sont en grande partie reliées à l'utilisation d'une méthode plus appropriée d'évaluation en fonction du marché pour notre portefeuille de produits de base. Jusqu'alors, le portefeuille était évalué chaque jour en fonction du marché par les négociateurs. Les évaluations étaient ensuite confirmées de manière indépendante, une fois par mois. En constatant la croissance de notre portefeuille de gaz naturel, nous avons cherché à obtenir confirmation des évaluations auprès de sources indépendantes en plus d'effectuer des vérifications auprès du principal courtier externe auquel nous avons recours pour les contrats d'options sur gaz naturel. La direction a par la suite commandé un examen externe sur les activités de négociation sur produits de base, dont les résultats ont remis en question la fiabilité des prix obtenus de notre principal courtier externe. Nous avons alors suspendu nos relations avec ce dernier, en attendant les résultats de l'examen externe.

L'examen étant maintenant terminé, le portefeuille de produits de base de BMO est aujourd'hui évalué de façon plus appropriée en fonction du marché. Nous avons comptabilisé de nouvelles pertes de 149 millions de dollars au troisième trimestre, dont environ la moitié sont reliées à l'élimination de certaines positions importantes prises pour notre propre compte par la conclusion de contrats de compensation avec une contrepartie. Le montant des pertes a été réduit au quatrième trimestre et s'établissait à 24 millions de dollars.

Au quatrième trimestre, BMO a comptabilisé des charges de 318 millions de dollars (211 millions après impôts) pour certaines activités de négociation et des rajustements d'évaluation liés à la détérioration des marchés financiers. Les charges comprennent une somme de 169 millions de dollars en rapport avec des positions de négociation et de crédits structurés ainsi qu'avec des actions privilégiées, une somme de 134 millions liée à du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) canadien et une charge de 15 millions imputée aux

Les **revenus liés à la négociation** se composent du revenu net d'intérêts et du revenu autre que d'intérêts qui proviennent d'opérations inscrites au bilan et d'opérations hors bilan effectuées à des fins de négociation. La gestion de ces opérations comprend généralement leur évaluation quotidienne au prix du marché. Les revenus de négociation comprennent notamment les revenus (frais) et les gains (pertes) relatifs aux instruments inscrits au bilan ainsi qu'aux contrats de taux d'intérêt et de change (incluant les opérations au comptant) et aux contrats sur produits de base, et sur titres de participation et de créance hors bilan.

Revenu d'intérêts et revenu autre que d'intérêts liés aux opérations de négociation (en millions de dollars)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2007	2006	2005	Variation par rapport à 2006	
				\$	%
Taux d'intérêt	43	204	247	(161)	(79)
Change	273	214	172	59	28
Actions	189	173	145	16	9
Produits de base	(853)	124	91	(977)	(+100)
Autres	15	35	16	(20)	(57)
Total	(333)	750	671	(1 083)	(+100)
Présenté sous :					
Revenu net d'intérêts	154	32	175	122	+100
Revenu autre que d'intérêts – Revenus de négociation	(487)	718	496	(1 205)	(+100)
Total	(333)	750	671	(1 083)	(+100)

gains sur titres et liée à des placements dans des billets de capital des entités de gestion de placements structurés Links Finance Corporation (Links) et Parkland Finance Corporation (Parkland).

Les charges comptabilisées au titre du PCAA canadien sont constituées de 80 millions de dollars pour notre investissement dans du papier commercial émis par un des conduits soutenus par BMO, et de 54 millions de dollars pour notre investissement dans du papier commercial émis par des conduits non soutenus par des banques. Les deux dévaluations reposent sur un rajustement estimatif de la valeur de marché de 15 %. BMO ne s'est engagé à fournir de concours de trésorerie à aucun des conduits ci-dessus.

Les positions sous-jacentes du conduit ci-dessus soutenu par BMO sont cotées « super senior » AAA, et les risques qu'elles comportent sont ceux de titres de créance d'entreprises de haute qualité sous forme de titres adossés à des instruments de dette. Ce conduit ne comporte aucun risque direct lié à des prêts hypothécaires à risque des États-Unis. Nous sommes en pourparlers avec des contreparties relativement aux façons possibles de restructurer ce conduit.

La réalisation de gains ou de pertes sur nos investissements dans les conduits non soutenus par des banques dépendra du résultat de l'entente conclue entre certains conduits canadiens émetteurs de PCAA non soutenus par les banques et certains investisseurs, connue sous le nom de la « Proposition de Montréal ».

Nos investissements et nos engagements relatifs aux entités de gestion de placements structurés sont analysés à la section BMO Marchés des capitaux, à la page 53.

Étant donné le montant de nos investissements dans le PCAA et dans les entités de gestion de placements structurés, et étant donné l'incertitude dans les conditions des marchés financiers, l'évaluation de ces investissements pourrait subséquemment être l'objet de gains et pertes en raison des variations de la valeur de marché.

Les revenus liés à la négociation ont reculé de 1 083 millions de dollars par rapport aux résultats particulièrement solides obtenus en 2006, sous l'effet des pertes sur produits de base et des charges susmentionnées.

Abstraction faite des éléments significatifs de 1 171 millions de dollars imputés aux revenus de négociation, les revenus liés à la négociation ont augmenté de 88 millions. Les revenus de négociation de contrats de change ont été solides pendant tout l'exercice. La croissance a été très soutenue aux deux derniers trimestres de l'exercice, et particulièrement au quatrième. Les revenus de négociation de titres à revenu fixe ont été très vigoureux pendant les trois premiers trimestres, avant de chuter au quatrième trimestre en raison de la situation difficile des marchés financiers. Il en va de même pour les revenus de négociation d'actions.

La section Risque de marché, à la page 68, donne d'autres renseignements sur les revenus liés à la négociation.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

En 2007, le marché du crédit a perdu de la vigueur par rapport aux conditions favorables de 2006. BMO a comptabilisé une dotation à la provision pour pertes sur créances de 353 millions de dollars, comprenant des dotations à la provision spécifique de 303 millions et une augmentation de 50 millions de la provision générale pour pertes sur créances. En 2006, la dotation à la provision s'établissait à 176 millions de dollars et elle se composait de dotations à la provision spécifique de 211 millions et d'une réduction de 35 millions de la provision générale. L'augmentation de la provision générale en 2007 est principalement imputable à la croissance du portefeuille et au déplacement du risque.

Comme on peut le constater en examinant le tableau ci-contre, pendant le cycle de crédit actuel, les dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances ont atteint des sommets durant la période 2001-2002, reculant ensuite considérablement jusqu'en 2004, pour revenir à un niveau plus modéré, bien que toujours faible en 2005 et en 2006, et augmenter quelque peu en 2007. Comme prévu, l'effet de l'abaissement du niveau des nouvelles dotations à la provision spécifique au cours des derniers exercices a continué de réduire le niveau des reprises sur les provisions établies et des recouvrements de prêts radiés précédemment, qui avaient atteint des sommets en 2004. Le niveau relativement élevé des reprises et des recouvrements en 2004 était principalement attribuable au succès de nos méthodes de réalisation de prêts, y compris de solides recouvrements au comptant et des ventes de prêts facilitées par l'augmentation des niveaux de prêts douteux bruts susceptibles d'être vendus et la réceptivité du marché secondaire.

En 2007, les ventes de prêts douteux bruts ont totalisé 28 millions de dollars, tandis que les reprises et les recouvrements qui en ont découlé s'élèvent à 5 millions, comparativement à des ventes de prêts douteux bruts de 53 millions de dollars et à des reprises et recouvrements de 34 millions en 2006.

Le facteur ayant le plus influencé la dotation à la provision pour pertes sur créances est le niveau du solde des nouveaux prêts douteux – représenté par le transfert de prêts et acceptations à l'état douteux dans le tableau ci-contre intitulé Modification du solde brut des prêts et acceptations douteux. Comme dans le cas des dotations à la provision spécifique, ces nouveaux prêts douteux ont atteint des sommets en 2001-2002, pour diminuer graduellement jusqu'au faible niveau de 420 millions en 2006 et remonter à un niveau de 588 millions en 2007. De ce fait, le solde brut des prêts et acceptations douteux est passé à 720 millions de dollars, alors qu'il se situait au creux historique de 666 millions en 2006. Une telle augmentation était prévue à ce stade-ci du cycle du crédit.

Au 31 octobre 2007, la provision pour pertes sur créances totalisait 1 055 millions de dollars, n'ayant que très peu varié par rapport à l'exercice précédent où elle s'élevait à 1 058 millions. La provision générale, qui totalisait 898 millions de dollars à la fin de l'exercice, demeure suffisante, représentant 50 points de base de l'actif pondéré en fonction des risques. De plus, BMO utilise des swaps sur défaillance pour atténuer l'exposition au risque de crédit associé à un titulaire unique. Au 31 octobre 2007, la valeur nominale de référence de ces swaps se chiffrait à 1 011 millions, comparativement à 1 084 millions un an plus tôt.

Le portefeuille de prêts de BMO demeure constitué en grande partie de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises, qui sont plus stables et qui, abstraction faite des titres pris en pension ou empruntés, représentaient 78,6 % du portefeuille de prêts à la fin de l'exercice, la forte croissance du portefeuille de prêts aux grandes entreprises ayant entraîné une baisse par rapport au taux de 83,1 % atteint en 2006. Nous continuons à surveiller les secteurs d'activité considérés comme étant les plus risqués dans la conjoncture actuelle, notamment l'automobile et l'exploitation forestière, ainsi que les secteurs qui sont considérés comme particulièrement sensibles aux hausses des prix de l'énergie, à la vigueur du dollar canadien et à l'affaiblissement de l'économie américaine. Les engagements de BMO dans ces secteurs demeurent à des niveaux tout à fait acceptables.

Nous nous attendons à ce que les conditions du crédit demeurent volatiles en 2008, compte tenu du climat d'incertitude qui règne en raison des préoccupations récentes au sujet des prêts hypothécaires à risque et de l'évolution des marchés financiers, ainsi que des prix élevés de l'énergie, de la vigueur du dollar canadien et du risque que l'affaiblissement de l'économie américaine se poursuive. Par conséquent, nous prévoyons en 2008 une dotation à la provision pour pertes sur créances de 475 millions de dollars ou moins. L'augmentation par rapport à l'exercice actuel est en grande partie liée au cycle de crédit, de même qu'à la hausse des nouvelles dotations à la provision spécifique et à la baisse des reprises et des recouvrements, qui sont prévues.

Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

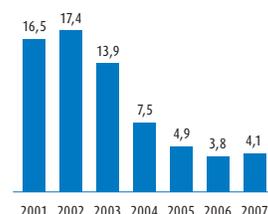
Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2007	2006	2005	2004	2003	2002	2001
Nouvelles dotations à la provision spécifique	460	410	407	510	846	1 063	1 023
Reprise sur provisions établies précédemment	(66)	(87)	(121)	(312)	(303)	(175)	(103)
Recouvrement de prêts radiés précédemment	(91)	(112)	(67)	(131)	(88)	(68)	(40)
Dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances	303	211	219	67	455	820	880
Augmentation (réduction) de la : provision générale	50	(35)	(40)	(170)	–	–	100
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	353	176	179	(103)	455	820	980
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (%)	0,17	0,09	0,11	(0,07)	0,30	0,56	0,66

Modification du solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPAD)

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

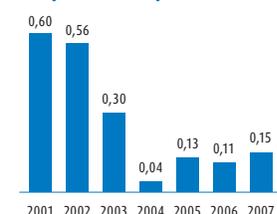
	2007	2006	2005	2004	2003	2002	2001
SBPAD au début de l'exercice	666	804	1 119	1 918	2 337	2 014	1 501
Transfert de prêts et acceptations à l'état douteux	588	420	423	607	1 303	1 945	2 041
Réduction des prêts et acceptations douteux	(143)	(220)	(319)	(936)	(1 156)	(738)	(830)
Radiations	(391)	(338)	(419)	(470)	(566)	(884)	(698)
SBPAD à la fin de l'exercice	720	666	804	1 119	1 918	2 337	2 014
SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations (%)	0,36	0,35	0,46	0,71	1,30	1,54	1,37

SBPAD, en pourcentage des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances



Le solde brut des prêts douteux a légèrement augmenté en raison de la volatilité accrue des marchés du crédit.

Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances, en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations



Les dotations à la provision demeurent faibles mais les conditions de crédit ont été moins favorables en 2007.

La gestion du risque de crédit est analysée plus en détail à la page 67. La note 4 afférente aux états financiers, à la page 101, et les tableaux 11 à 19, aux pages 84 à 87, donnent des détails sur le portefeuille de prêts de BMO, ses prêts douteux et ses dotations à la provision et provisions pour pertes sur créances.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 248 millions de dollars, ou de 3,9 %, et s'établissent à 6 601 millions. Les facteurs qui ont contribué à l'augmentation de 3,9 % sont présentés dans le tableau intitulé Ventilation de la croissance des frais autres que d'intérêts. En excluant l'incidence des éléments significatifs, qui comprennent une charge de restructuration de 159 millions de dollars et une réduction de 120 millions de la rémunération liée au rendement, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 209 millions de dollars, ou de 3,3 %.

Comme nous l'expliquons à la page 35, l'effet net des acquisitions d'entreprises en 2007 et en 2006 a fait augmenter les frais de 46 millions de dollars (0,7 %) en 2007 par rapport à 2006. Comme nous l'expliquons également à la page 35, l'affaiblissement du dollar américain a fait baisser les frais de 57 millions de dollars (-0,9 %) et les charges de restructuration les ont accrus de 159 millions (2,5 %). Nous avons comptabilisé une charge de restructuration de 135 millions de dollars au premier trimestre et nous travaillons actuellement à mettre en application les changements qui découleront de cette restructuration. Quelque 50 initiatives ont été mises sur pied afin d'améliorer l'efficacité et l'efficacité à l'échelle de l'organisation. Une fois la mise en œuvre complétée, elles devraient se traduire par une réduction d'environ 1 000 postes à temps plein, surtout dans les secteurs qui ne sont pas en contact direct avec la clientèle. Au 31 octobre 2007, nous avons éliminé environ 840 postes. Les initiatives visent à réduire de 300 millions de dollars nos coûts d'exploitation. Des économies d'environ 140 millions ont déjà été réalisées au cours de l'exercice 2007. Au quatrième trimestre, nous avons contrepassé la somme de 16 millions de dollars du total de la charge comptabilisée, en raison du nombre plus élevé que prévu des départs naturels et des employés réaffectés au sein de l'organisation. Par ailleurs, nous avons comptabilisé une charge supplémentaire de 40 millions de dollars en rapport avec la suppression de quelque 400 autres postes qui ont été ciblés par la suite.

Les coûts moindres de la rémunération liée au rendement ont réduit les frais de 47 millions (0,7 %), y compris les frais de BMO Marchés des capitaux. Malgré l'augmentation marquée de ses revenus liés aux services tarifés, l'effet des pertes sur produits de base et les charges comptabilisées au quatrième trimestre en rapport avec la détérioration des marchés financiers ont réduit le revenu global et fait reculer les coûts de la rémunération liée au rendement du groupe de 17 %. Par contre, les frais liés au revenu du groupe Gestion privée ont augmenté de 10 %, ce qui correspond à l'amélioration du rendement. Les autres facteurs comprennent les autres coûts liés aux activités, qui ont fait augmenter le total des frais de 2,3 % en 2007.

Les variations en dollars et en pourcentage par catégorie de frais sont présentées dans le tableau Frais autres que d'intérêts. Les frais et la croissance des frais sont présentés plus en détail dans le tableau 8, à la page 81.

Les autres formes de rémunération du personnel, qui comprennent les salaires et les avantages sociaux, ont augmenté de 48 millions de dollars ou 2 % par rapport à 2006, en raison d'une hausse de la charge salariale. La charge salariale n'avait que peu varié en 2004 et en 2005, le nombre d'employés étant demeuré plutôt stable pendant ces périodes (voir la page 81). Cependant, l'effectif a augmenté en 2006 et en 2007 sous l'effet conjugué de l'accroissement du personnel de première ligne affecté à la vente et au service au sein de PE Canada, du renforcement de l'équipe de vente du groupe Gestion privée, des acquisitions et de la croissance interne. L'affaiblissement du dollar américain a contribué à neutraliser la croissance des coûts. L'effectif a augmenté de près de 900 employés ou de 2,5 % en 2007, et s'établit à 35 827 employés en équivalent de durée normale. Au sein de PE Canada, les coûts reflétaient également les coûts liés à bcpbank Canada et l'augmentation des frais promotionnels, notamment pour l'initiative de carte de débit AIR MILES. Au sein de PE États-Unis, l'augmentation des frais est principalement imputable aux frais liés aux acquisitions. Pour ce qui est du groupe Gestion privée, les frais sont liés à une hausse des investissements dans notre force de vente et dans le secteur de la gestion de placements aux États-Unis.

Les frais de bureau et de matériel ont augmenté de 92 millions de dollars en raison, principalement, de la hausse des frais informatiques et de matériel, les coûts de services-conseils, de développement de logiciels et de traitement à façon ayant augmenté. Dans l'ensemble, les autres frais ont légèrement fléchi en raison, surtout, de la diminution de 47 millions de dollars des taxes d'affaires et des impôts sur le capital par suite de la résolution de problèmes de vérification auprès de l'administration fiscale. Les honoraires ont augmenté en raison de l'initiative liée à Bâle, de notre restructuration et de l'examen externe de nos pertes sur produits de base. L'augmentation s'explique également par le recours à des services de consultation en vue de soutenir notre développement, la réalisation d'autres initiatives en 2007 et l'augmentation des frais juridiques liés aux activités.

Nous utilisons comme mesure clé de productivité le **ratio de productivité** (ou **ratio des frais au revenu**), soit les frais autres que d'intérêts sur le revenu total (sur une base d'imposition comparable). Ce ratio est exprimé en pourcentage. Voir la page 34.

Le **ratio de productivité** avant amortissement est calculé de la même façon, après avoir soustrait l'amortissement des actifs incorporels des frais autres que d'intérêts. Voir la page 34.

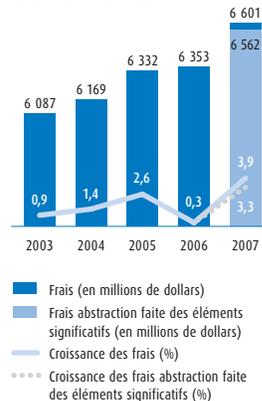
Ventilation de la croissance des frais autres que d'intérêts (%)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2007	2006	2005
Acquisitions (ventes) d'entreprises	0,7	(3,1)	0,8
Charge de restructuration	2,5	—	—
Incidence de la conversion de devises	(0,9)	(1,6)	(2,3)
Rémunération liée au rendement	(0,7)	0,6	1,9
Autres facteurs	2,3	4,4	2,2
Croissance totale des frais autres que d'intérêts	3,9	0,3	2,6

Frais autres que d'intérêts (en millions de dollars)

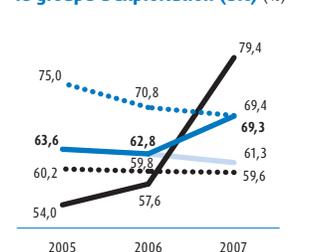
Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2007	2006	2005	Variation par rapport à 2006	
				\$	%
Rémunération liée au rendement	1 275	1 322	1 277	(47)	(4)
Autres formes de rémunération du personnel	2 550	2 502	2 474	48	2
Rémunération totale du personnel	3 825	3 824	3 751	1	—
Bureaux et matériel	1 303	1 211	1 264	92	8
Charge de restructuration	159	—	—	159	+100
Autres	1 268	1 274	1 223	(6)	—
Amortissement des actifs incorporels	46	44	94	2	4
Total	6 601	6 353	6 332	248	4

Frais et croissance annuelle des frais



Plus de la moitié de la croissance des frais est imputable à la charge de restructuration.

Ratio de productivité selon le groupe d'exploitation (bic) (%)



La productivité s'est améliorée dans tous les groupes, à l'exception de BMO MC. Elle s'est également améliorée pour l'ensemble de BMO, abstraction faite des éléments significatifs.

Productivité

Le ratio de productivité (ratio des frais au revenu) a reculé de 645 points de base et s'établit à 69,3 % en 2007. Abstraction faite de l'incidence des éléments significatifs, le ratio de productivité s'est amélioré de 150 points de base et se chiffre à 61,3 %. Le ratio global de BMO est toujours tributaire de la vigueur relative des revenus de chaque groupe d'exploitation. Habituellement, les ratios sont assez différents d'un groupe à l'autre, en raison de la nature des activités de chacun, mais les écarts se sont atténués, le groupe Gestion privée ayant réalisé des gains significatifs à ce chapitre et BMO Marchés des capitaux ayant lui aussi augmenté son ratio de productivité grâce à une modification de la composition de son revenu. En 2007, comme en 2006 et en 2005, PE Canada et le groupe Gestion

privée (excluant Harrisdirect) ont vu leurs revenus augmenter davantage que leurs frais, aussi bien en chiffres absolus qu'en pourcentage, ce qui leur a permis d'améliorer leur ratio de productivité.

PE Canada est la plus importante unité d'exploitation de BMO. Son ratio de productivité s'est amélioré de 40 points de base par rapport à l'an dernier, à 56,3 %, après une amélioration de 74 points de base l'an dernier. L'amélioration a été réduite par certains éléments notables qui se sont répercutés sur les revenus et plus particulièrement le rajustement du passif lié aux futurs échanges de récompenses de notre programme de fidélisation de la clientèle. Le ratio de productivité de PE Canada se serait amélioré de 133 points de base en l'absence de ces éléments. Au sein du groupe Gestion privée, la productivité s'est améliorée de 140 points de base, à 69,4 %. Le groupe a sensiblement amélioré sa productivité au cours des quatre derniers exercices, grâce à l'accroissement de ses revenus combiné à une gestion efficace des frais. Le ratio de productivité de PE États-Unis a accusé un recul de 143 points de base du fait que la croissance des revenus a été inférieure à celle des frais. La croissance des revenus a été réduite par le rétrécissement de la marge nette d'intérêts alors que l'augmentation des frais est principalement imputable aux frais liés aux acquisitions. La direction a concentré ses efforts sur la réduction des frais dans un contexte de pressions sur le revenu. Au quatrième trimestre de 2007, si on exclut l'incidence des coûts d'intégration des acquisitions,

le ratio de productivité avant amortissement de PE États-Unis est passé sous la barre de 70,0 %. Le ratio de productivité de BMO Marchés des capitaux s'est sensiblement dégradé, augmentant de plus de 20 points de pourcentage. Abstraction faite des éléments significatifs ayant eu un effet négatif sur les résultats en 2007, il s'est amélioré de 399 points de base et s'est établi à 53,6 %.

Le ratio de productivité avant amortissement global de BMO s'est dégradé en 2007 en raison des éléments significatifs. Abstraction faite de l'incidence de ces éléments, le ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 150 points de base. En 2006, nous avions amélioré le ratio de productivité avant amortissement global de BMO de 25 points de base, à 62,4 %, après l'amélioration de 538 points de base réalisée au cours des trois exercices antérieurs.

Des exemples d'initiatives visant à augmenter la productivité sont donnés dans l'Analyse des résultats de 2007 des groupes d'exploitation, qui commence à la page 42. En 2008, nous visons une hausse de nos revenus supérieure d'au moins deux points de pourcentage à celle des frais avant amortissement, créant ainsi un levier d'exploitation de 2 %. Nous prévoyons atteindre cet objectif en stimulant nos revenus grâce à une approche davantage orientée client, à la gestion continue des frais et à l'intensification des efforts déployés en vue d'accroître l'efficacité et l'efficacite dans tous les rôles, groupes et processus d'affaires qui appuient notre personnel de première ligne.

Provision pour impôts sur les bénéfiques

La provision pour impôts sur les bénéfiques qu'on trouve dans notre état consolidé des résultats est fondée sur les transactions comptabilisées dans le revenu, quel que soit le moment où ces transactions sont assujetties à l'impôt par l'administration fiscale, sauf dans le cas du rapatriement des bénéfiques non répartis de nos filiales à l'étranger, comme nous l'indiquons à la note 24 afférente aux états financiers, à la page 128.

Comme nous l'expliquons aux pages 34 et 36, BMO rajuste le revenu sur une base d'imposition comparable aux fins d'analyse et rajuste en contrepartie la provision pour impôts sur les bénéfiques. En 2007, le rajustement s'est chiffré à 180 millions de dollars, une hausse par rapport à 127 millions en 2006. À moins d'indication contraire, la provision pour impôts sur les bénéfiques et les taux d'imposition connexes sont exprimés sur une base d'imposition comparable dans le présent Rapport de gestion. En 2008, les résultats consolidés ne seront plus présentés sur une base d'imposition comparable, comme nous l'expliquons plus en détail à la page 36.

La provision pour impôts sur les bénéfiques imputée au revenu net s'élève à 369 millions de dollars, comparativement à 844 millions en 2006. La réduction est principalement attribuable à la diminution du revenu de l'exercice. Pour 2007, le taux d'imposition effectif s'est établi à 14,3 %, comparativement à 23,6 % en 2006. Ce faible taux s'explique par la proportion relativement élevée de revenu provenant de territoires où le taux d'imposition est moins élevé et par la résolution favorable de problèmes fiscaux qui a permis le recouvrement d'impôts sur les bénéfiques d'exercices antérieurs. En 2006, il y avait eu des recouvrements d'impôts sur les bénéfiques d'exercices antérieurs et des recouvrements d'impôts découlant d'initiatives d'affaires. Les différences entre le taux d'imposition effectif et le taux d'imposition prévu par la loi au Canada sont énoncées dans la note 24 afférente aux états financiers, à la page 128.

Abstraction faite des rajustements spéciaux, nous estimons que le taux d'imposition effectif se situera dans une fourchette de 21 % à 24 % en 2008,

selon une estimation non établie sur une base d'imposition comparable, et nous considérons ce taux comme normal.

BMO couvre le risque de change découlant du montant net de son investissement dans des établissements aux États-Unis en finançant le montant net de l'investissement en dollars américains. Dans le cadre de ce programme, le gain ou la perte provenant des opérations de couverture et le gain ou la perte non réalisé provenant de la conversion du montant net de notre investissement dans des établissements aux États-Unis viennent diminuer ou augmenter les bénéfiques non répartis, mais sont habituellement à peu près égaux et se neutralisent. Aux fins de l'impôt sur les bénéfiques, le gain ou la perte sur les opérations de couverture entraîne une charge ou un crédit d'impôt sur les bénéfiques durant la période en cours, qui vient réduire ou augmenter les bénéfiques non répartis; toutefois, le gain ou la perte non réalisé sur le montant net de notre investissement dans des établissements aux États-Unis n'est pas assujéti à l'impôt sur les bénéfiques avant la réalisation de celui-ci. La charge fiscale ou l'avantage fiscal découlant d'un gain ou d'une perte sur des opérations de couverture est tributaire des fluctuations du taux de change d'une période à l'autre. Le gain de 1 659 millions de dollars réalisé sur les opérations de couverture liées au montant net de notre investissement dans des établissements aux États-Unis en 2007 a entraîné une charge fiscale de 575 millions de dollars portée aux bénéfiques non répartis, alors qu'en 2006, un gain de 451 millions réalisé sur les opérations de couverture avait entraîné une charge fiscale de 156 millions. L'état consolidé de la variation des capitaux propres, à la page 94, contient des renseignements plus détaillés.

Le tableau 8, à la page 81, présente en détail les charges fiscales et les impôts de 1 022 millions de dollars assumés par BMO en 2007. La réduction de la charge d'impôt provincial sur le capital en 2007 tient principalement à la résolution de nos problèmes de vérification auprès de l'administration fiscale.

Opérations entre apparentés

Dans le cours normal des affaires, nous fournissons des services bancaires à nos administrateurs, à nos dirigeants et aux entités qui leur sont affiliées, ainsi qu'à nos coentreprises et à nos sociétés satellites selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients. Nous offrons un ensemble sélectionné de produits de prêts hypothécaires et autres prêts à nos employés aux taux que nous accordons généralement à nos clients privilégiés. Nous offrons également aux employés une subvention à l'égard des frais annuels de cartes de crédit basée sur ces frais.

Les options d'achat d'actions et les unités d'actions différées octroyées aux administrateurs sont expliquées à la note 27 afférente aux états financiers, à la page 132.

Les contrats de prêt à taux réduit consentis aux dirigeants, par suite de mutations effectuées à notre demande, sont analysés à la note 27 afférente aux états financiers, à la page 132.

Les sections précédentes intitulées Dotation à la provision pour pertes sur créances, Frais autres que d'intérêts et Provision pour impôts sur les bénéfiques de même que les sections suivantes intitulées Analyse des résultats de 2007 des groupes d'exploitation et Tendances trimestrielles relatives au revenu net du présent Rapport annuel contiennent des déclarations prospectives, particulièrement en ce qui concerne nos perspectives relatives à certains contextes d'affaires au Canada et aux États-Unis en 2008, notre ratio de productivité, les taux d'imposition effectifs, ainsi que nos stratégies et priorités pour 2008. De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. L'encadré intitulé Mise en garde concernant les déclarations prospectives, présenté à la page 28 du présent Rapport annuel, analyse ces risques et incertitudes ainsi que les facteurs importants et les hypothèses qui ont été formulées concernant les déclarations énoncées dans ces sections.

Analyse des résultats de 2007 des groupes d'exploitation

La présente section comprend une analyse des résultats financiers de chacun des groupes d'exploitation et une description de leurs secteurs d'activité, de leurs visions, de leurs stratégies, de leurs forces, de leurs défis, de leurs principaux facteurs de rendement, de leurs réalisations ainsi que de leurs perspectives d'avenir.

Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) (pages 43 à 48)

Le revenu net s'est chiffré à 1 364 millions de dollars en 2007, une hausse de 107 millions, ou de 9 %, par rapport à 2006.

Groupe Gestion privée (groupe GP) (pages 49 à 51)

Le revenu net a atteint 408 millions de dollars en 2007, une augmentation de 53 millions, ou de 15 %, par rapport à 2006.

BMO Marchés des capitaux (BMO MC) (pages 52 à 54)

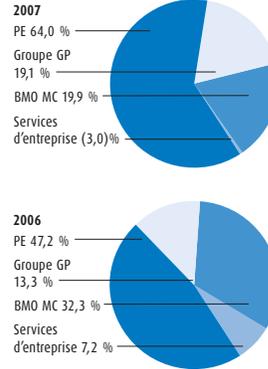
Le revenu net s'est chiffré à 425 millions de dollars en 2007, une diminution de 435 millions, ou de 51 %, par rapport à 2006.

Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations (page 55)

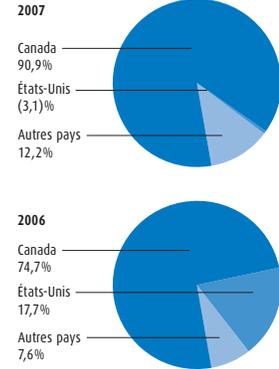
Le groupe a enregistré une perte nette de 66 millions de dollars en 2007, comparativement à un revenu net de 191 millions en 2006.

Les normes de répartition des résultats par région et par groupe d'exploitation sont énoncées à la note 26 afférente aux états financiers, à la page 130. Certaines données de l'exercice précédent ont été retraitées, comme nous l'expliquons à la page 22.

Revenu net par groupe d'exploitation



Revenu net par pays



Les éléments significatifs imputés à BMO MC et aux Services d'entreprise ont eu pour effet de changer la composition du revenu net en 2007.

L'incidence des éléments significatifs en 2007 s'est principalement répercutée sur nos activités aux États-Unis.

Contribution au revenu, aux frais, au revenu net et à l'actif moyen par groupe d'exploitation et par pays (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	Services bancaires Particuliers et entreprises			Groupe Gestion privée			BMO Marchés des capitaux			Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations			Total consolidé		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Contribution des groupes d'exploitation aux résultats de BMO (%)															
Revenu	59,3	54,3	52,4	21,5	18,7	20,5	20,7	27,5	27,5	(1,5)	(0,5)	(0,4)	100	100	100
Frais	51,0	51,6	49,6	21,6	21,1	24,1	23,7	25,2	23,4	3,7	2,1	2,9	100	100	100
Revenu net	64,0	47,2	50,1	19,1	13,3	13,1	19,9	32,3	35,5	(3,0)	7,2	1,3	100	100	100
Actif moyen	39,6	44,1	42,8	2,0	2,1	2,4	57,4	52,3	53,0	1,0	1,5	1,8	100	100	100
Revenu total															
Canada	4 598	4 455	4 217	1 784	1 609	1 486	1 394	1 380	1 339	(195)	(49)	(23)	7 581	7 395	7 019
États-Unis	908	906	897	263	276	544	486	1 309	1 289	(102)	(100)	(90)	1 555	2 391	2 640
Autres pays	145	125	102	7	8	7	89	91	113	152	102	77	393	326	299
	5 651	5 486	5 216	2 054	1 893	2 037	1 969	2 780	2 741	(145)	(47)	(36)	9 529	10 112	9 958
Total des frais															
Canada	2 663	2 588	2 468	1 164	1 070	1 022	717	753	724	241	109	109	4 785	4 520	4 323
États-Unis	696	681	659	262	271	506	695	726	654	-	17	62	1 653	1 695	1 881
Autres pays	7	9	13	1	1	1	153	123	102	2	5	12	163	138	128
	3 366	3 278	3 140	1 427	1 342	1 529	1 565	1 602	1 480	243	131	183	6 601	6 353	6 332
Revenu net															
Canada	1 063	1 009	965	401	345	299	537	514	426	(63)	121	(20)	1 938	1 989	1 670
États-Unis	114	115	124	2	4	10	(80)	347	351	(103)	5	(9)	(67)	471	476
Autres pays	187	133	111	5	6	5	(32)	(1)	73	100	65	61	260	203	250
	1 364	1 257	1 200	408	355	314	425	860	850	(66)	191	32	2 131	2 663	2 396
Actif moyen															
Canada	118 748	113 901	105 517	4 787	4 160	3 708	94 125	74 284	80 473	(1 088)	(416)	(1 574)	216 572	191 929	188 124
États-Unis	23 477	21 890	21 055	2 299	2 379	3 345	80 580	61 220	52 570	4 794	4 828	5 819	111 150	90 317	82 789
Autres pays	416	463	446	5	6	8	32 379	26 307	24 191	53	109	944	32 853	26 885	25 589
	142 641	136 254	127 018	7 091	6 545	7 061	207 084	161 811	157 234	3 759	4 521	5 189	360 575	309 131	296 502

Services bancaires Particuliers et entreprises

Le revenu net des Services bancaires Particuliers et entreprises s'est établi à 1 364 millions de dollars en 2007, soit une augmentation de 107 millions, ou de 9 %, par rapport à 2006. Les Services bancaires Particuliers et entreprises sont constitués de deux unités d'exploitation de services aux particuliers et aux

entreprises, soit les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) et les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis). Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-dessous.

Services bancaires Particuliers et entreprises (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	PE					PE Canada					PE États-Unis				
	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005	Variation par rapport à 2006		Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005	Variation par rapport à 2006		Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005	Variation par rapport à 2006	
				\$	%				\$	%				\$	%
Revenu net d'intérêts (bic)	3 795	3 681	3 561	114	3	3 065	2 941	2 829	124	4	730	740	732	(10)	(1)
Revenu autre que d'intérêts	1 856	1 805	1 655	51	3	1 678	1 639	1 490	39	2	178	166	165	12	7
Revenu total (bic)	5 651	5 486	5 216	165	3	4 743	4 580	4 319	163	4	908	906	897	2	-
Dotation à la provision pour pertes sur créances	358	344	299	14	4	323	314	269	9	3	35	30	30	5	18
Frais autres que d'intérêts	3 366	3 278	3 140	88	3	2 670	2 597	2 481	73	3	696	681	659	15	2
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 927	1 864	1 777	63	3	1 750	1 669	1 569	81	5	177	195	208	(18)	(9)
Impôts sur les bénéfices (bic)	563	607	577	(44)	(7)	500	527	493	(27)	(5)	63	80	84	(17)	(21)
Revenu net	1 364	1 257	1 200	107	9	1 250	1 142	1 076	108	9	114	115	124	(1)	(1)
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	33	32	35	1	7	8	8	10	-	-	25	24	25	1	4
Revenu net avant amortissement	1 397	1 289	1 235	108	8	1 258	1 150	1 086	108	9	139	139	149	-	-
Profit économique net	672	633	668	39	6										
Rendement des capitaux propres avant amortissement (%)	21,0	21,0	23,4		-										
Ratio de productivité (%)	59,6	59,8	60,2		(0,2)	56,3	56,7	57,5		(0,4)	76,7	75,2	73,4		1,4
Ratio de productivité avant amortissement (%)	58,9	59,1	59,4		(0,2)	56,1	56,6	57,2		(0,5)	73,2	72,0	70,0		1,2
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%)	2,77	2,82	2,93		(0,05)	2,66	2,66	2,76		-	3,37	3,67	3,81		(0,30)
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	6 461	5 994	5 191	467	8										
Actif productif moyen	136 805	130 576	121 552	6 229	5	115 147	110 433	102 326	4 714	4	21 658	20 143	19 226	1 515	8
Actif pondéré en fonction des risques	85 578	89 716	85 011	(4 138)	(5)	67 423	69 734	65 642	(2 311)	(3)	18 155	19 982	19 369	(1 827)	(9)
Solde moyen des prêts et acceptations	136 907	130 937	121 240	5 970	5	116 033	111 499	103 153	4 534	4	20 874	19 437	18 087	1 437	7
Solde moyen des dépôts	64 752	61 980	61 200	2 772	4	45 966	43 998	42 554	1 968	4	18 786	17 982	18 646	804	4
Actif sous administration	33 258	14 978	11 415	18 280	+100	14 160	12 741	9 346	1 419	11	19 098	2 237	2 069	16 861	+100
Effectif : équivalent de durée normale	20 294	19 353	18 534	941	5	16 734	15 825	15 100	909	6	3 560	3 528	3 434	32	1

PE États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date					
Revenu total				833	4
Frais autres que d'intérêts				637	6
Revenu net				105	3
Revenu net avant amortissement				128	4
Actif moyen				21 524	11
Solde moyen des prêts et acceptations				19 136	11
Solde moyen des dépôts				17 218	8

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada

(PE Canada) servent plus de sept millions de clients. En collaboration avec les autres groupes de BMO, nous offrons une gamme complète de produits et services, notamment des solutions pour répondre aux besoins des clients en matière de services bancaires courants, de financement, d'investissement, de cartes de crédit et d'assurance. Nous proposons également une offre intégrée de produits aux entreprises, de produits liés aux marchés financiers et de services-conseils. L'imposant réseau de distribution de PE Canada comprend près de 1 000 succursales traditionnelles et succursales en magasin de BMO Banque de Montréal, des services bancaires par téléphone ou en ligne (sur le site bmo.com), des spécialistes – Prêts hypothécaires et notre réseau de près de 2 000 guichets automatiques. Nous nous classons parmi les cinq plus importants fournisseurs de services bancaires aux particuliers et aux entreprises au Canada.

Vision

Notre but consiste à devenir un fournisseur de services financiers de premier plan, axé sur le client et déterminé à satisfaire tous les besoins financiers de nos clients. Pour y arriver, nous allons offrir une expérience de vente et de service exceptionnelle qui nous permettra d'établir une relation à long terme avec le client et qui stimulera la croissance des revenus pour les actionnaires de BMO. Grâce à notre éventail varié de produits et de services, les clients continueront à mieux gérer tous les aspects de leurs finances.

Stratégies

Dans le but de réussir sur le marché canadien, nous allons offrir une expérience client de qualité supérieure en tout temps et optimiser notre réseau de vente et de distribution. Nos principales stratégies sont les suivantes :

- Offrir une expérience client qui nous permette de nous démarquer et s'appuyer sur une méthode de gestion du rendement qui soit adéquatement alignée sur nos objectifs dans le secteur des services bancaires aux particuliers.
- Accélérer la croissance de tous les segments du marché des entreprises en continuant de miser sur nos forces dans le secteur des services bancaires aux moyennes entreprises et en améliorant le rendement du segment des petites entreprises.
- Tirer davantage parti de notre populaire offre de produits de cartes de crédit.

Nos secteurs d'activité

Les **Services bancaires aux particuliers** offrent des solutions pour répondre aux besoins des clients en matière de services bancaires courants, de financement, d'investissement et d'assurance. Environ 20 % des ménages au Canada font affaire avec nous. Notre réseau de vente et de distribution multicircuits intégré d'envergure nationale permet d'offrir commodité et choix aux clients pour répondre à leurs besoins bancaires.

Les **Services bancaires aux entreprises** offrent à notre clientèle de petites entreprises, de PME et de moyennes entreprises une gamme complète et efficace de produits et services bancaires. Nous proposons une offre intégrée de produits aux entreprises, de produits liés aux marchés financiers et de services-conseils.

Les **Services de cartes et de règlement** offrent des options de paiement souples et sécuritaires à nos clients. Nous sommes le plus important émetteur de cartes MasterCard au Canada.

Forces

- Une forte position concurrentielle dans les services bancaires aux entreprises, comme en fait foi notre classement au deuxième rang pour la part du marché des prêts aux PME de 5 millions de dollars et moins.
- Des capacités supérieures en matière de gestion du risque qui nous permettent d'offrir à nos clients des solutions de financement en tout temps, quelle que soit la conjoncture.

- Une gamme complète de services bancaires courants et de capacités de paiement combinée à nos programmes exclusifs en matière de fidélisation de la clientèle en partenariat avec AIR MILES. Aucune autre banque au Canada n'offre un aussi vaste programme de récompenses visant tant les achats effectués par carte de débit que par carte de crédit.
- Une position concurrentielle dans le marché du traitement des transactions électroniques grâce à Solutions Moneris, dont la part du marché canadien s'établit à environ 40 %.
- Plateforme technologique et capacités intégrées en matière de gestion des données sur la clientèle qui renforcent l'efficacité de notre modèle de prestation des ventes et du service.

Défis

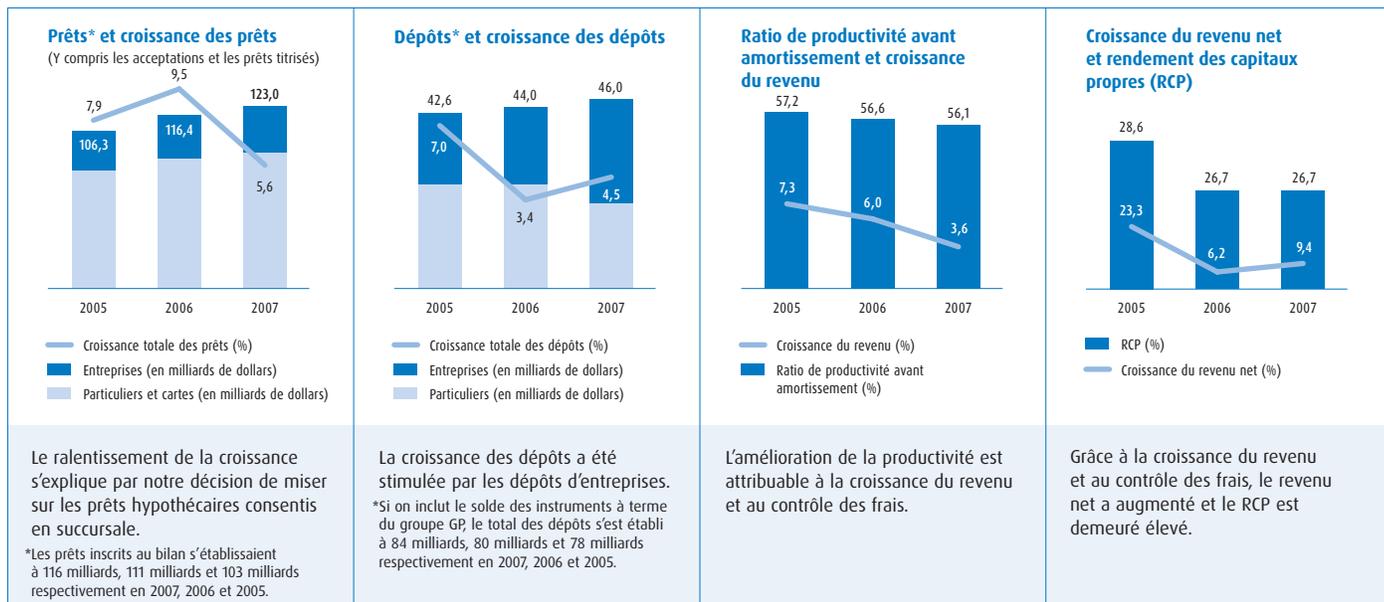
- Le rythme du changement et des innovations technologiques s'étant accéléré, les clients ont facilement accès à une gamme de plus en plus vaste de produits et de services offerts par différents fournisseurs.
- La forte concurrence dans le secteur des comptes de dépôt exerce des pressions sur les marges et sur la conservation de la clientèle.
- La demande relative à l'embauche et au maintien d'employés hautement qualifiés est de plus en plus forte dans les régions et les secteurs à croissance élevée.
- Le resserrement des normes de gouvernance, de sécurité de l'information et de gestion des fraudes par les organismes de réglementation exerce une pression accrue sur nos ressources.

Principaux facteurs et mesures de rendement

	2007	2006	2005
Revenu – services bancaires aux particuliers, assurance et autres (en millions de dollars)	2 463	2 370	2 313
Croissance des prêts aux particuliers* (%)	4,3	10,9	9,3
Croissance des dépôts de particuliers (%)	0,3	0,4	4,4
Revenu – services bancaires aux entreprises (en millions de dollars)	1 352	1 274	1 208
Croissance des prêts aux entreprises* (%)	8,1	6,4	4,3
Croissance des dépôts d'entreprises (%)	10,0	7,6	11,1
Revenu tiré des services de cartes (en millions de dollars)	928	936	798
Croissance des prêts sur cartes de crédit (%)	12,0	7,0	7,4
Ratio de productivité avant amortissement (%)	56,1	56,6	57,2
Croissance du revenu (%)	3,6	6,0	7,3
Indice d'engagement des employés**	75	73	72

*Y compris les acceptations et les prêts titrisés.

**Source : Sondage annuel auprès des employés de BMO effectué par Burke Inc., entreprise de recherche indépendante.



Objectifs et réalisations du groupe en 2007

Améliorer l'expérience client en améliorant les processus d'affaires et en tirant parti des investissements effectués dans les ressources humaines et la technologie.

- Nous améliorons constamment nos processus en succursale pour améliorer l'expérience client et accroître la capacité du personnel de première ligne. Grâce à nos plateformes technologiques, nous avons réduit de manière considérable le temps requis pour exécuter certains processus et utilisons le temps ainsi gagné à accroître le nombre et la qualité des entretiens avec les clients.
- En repensant notre approche du point de vue du client, nous avons effectué des changements dans plusieurs secteurs pour faciliter les transactions Inter-Service, accorder des limites de transactions plus appropriées à l'égard des débits et des paiements et améliorer le service offert par nos circuits directs.

Continuer d'élargir et d'améliorer notre réseau de succursales afin de mieux servir les clients des marchés clés.

- En 2007, nous avons ouvert 22 succursales traditionnelles et succursales en magasin dans des régions à croissance élevée, en avons réorganisé 31 et fermé 8 en raison des regroupements. Nous misons sur l'ouverture de succursales dans des marchés offrant un potentiel de croissance intéressant et sur la maximisation des profits des nouvelles succursales. En investissant dans le réseau de succursales à un rythme modéré, nous nous assurons d'améliorer tant la qualité du service que l'expérience client fondée sur la relation d'affaires.

Accroître les revenus et améliorer la fidélisation de la clientèle en s'appuyant sur une méthode de gestion du rendement rigoureuse.

- Notre grille de performance de la succursale et notre grille de performance des Services aux entreprises, qui ont été remaniées en 2007, sont au cœur de nos capacités de gestion de rendement améliorées. Nous établissons les objectifs en matière de croissance des revenus et de fidélisation de la clientèle au niveau de la succursale, et gérons le rendement à tous les échelons de l'organisation. Cette approche axée sur l'harmonisation des

objectifs nous a permis de progresser plus rapidement vers nos objectifs financiers globaux pour 2007 et les exercices subséquents.

Améliorer le rendement du segment des petites entreprises.

- Nous avons réaménagé notre structure et créé trois nouvelles entités de services aux entreprises pour les régions de Toronto, Montréal et Vancouver, dont la gestion a été confiée à des dirigeants chevronnés. L'application de la grille de performance des Services aux entreprises remaniée, combinée à notre méthode de gestion du rendement améliorée, nous permettra d'aligner adéquatement nos objectifs et mesures du secteur des services bancaires aux entreprises aux objectifs et mesures globaux. Notre expertise dans les services bancaires aux moyennes entreprises, notre gestion rigoureuse des risques et notre force de longue date dans le marché des services aux entreprises nous permettront d'accroître nos revenus. Un redressement de la situation a été amorcé dans le secteur des services bancaires aux petites entreprises; notre part du marché des prêts de 1 million de dollars et moins, qui a progressé de 45 points de base, s'établissait à 18,73 %, à la fin de 2007.

Objectifs du groupe en 2008

- Continuer à améliorer l'expérience client et se démarquer de la concurrence sur le marché canadien.
- Proposer de nouvelles offres irrésistibles qui feront progresser nos résultats.
- Continuer à améliorer nos méthodes de gestion du rendement pour enregistrer des résultats plus élevés en matière de croissance des revenus et de fidélisation de la clientèle.
- Continuer à investir dans notre réseau de vente et de distribution de façon à nous positionner pour accroître les affaires.
- Repenser nos processus de base et nos technologies pour offrir une expérience client de qualité exceptionnelle, accroître la capacité du personnel de première ligne et réduire les coûts.

Contexte et perspectives au Canada

Le raffermissement des taux d'emploi et le climat de confiance des consommateurs ont eu des répercussions positives sur le marché des services bancaires aux particuliers en 2007. Le solde des prêts hypothécaires à l'habitation a continué de croître à un rythme rapide dans un contexte où la demande en habitation est demeurée forte, soutenue par des revenus à la hausse et des taux d'intérêt stables et relativement peu élevés. Le total des dépôts des particuliers reflète la tendance à la hausse des taux d'épargne des particuliers. Les soldes des prêts personnels et des prêts sur cartes de crédit ont également augmenté, grâce à la vigueur du marché de l'emploi et au climat de confiance des consommateurs. Dans le secteur des services bancaires aux entreprises, des niveaux d'activité élevés ont contribué à la croissance continue des prêts aux entreprises et une diminution des dépôts d'entreprises a été constatée.

On s'attend à ce que la croissance soit plus modérée en 2008. En ce qui a trait aux services bancaires aux particuliers, la baisse des taux de croissance de l'emploi et du revenu risque de tempérer la croissance des dépôts des particuliers, des prêts personnels et des prêts sur cartes de crédit. Les fortes hausses du prix des maisons enregistrées récemment sont susceptibles de modérer la demande et de ralentir la croissance des prêts hypothécaires à l'habitation. Dans le secteur des services bancaires aux entreprises, on s'attend à ce que les prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation et les prêts aux entreprises restent à des niveaux similaires à ceux de 2007 et à ce que la croissance des dépôts d'entreprises ralentisse.

Résultats financiers des Services bancaires PE – Canada

Le revenu net des Services bancaires PE – Canada a atteint un niveau record de 1 250 millions de dollars, une hausse de 108 millions, ou de 9,4 %, par rapport à l'exercice précédent. Les résultats des exercices 2007 et 2006 incluent des éléments notables qui ont accru de montants comparables le revenu net de ces deux exercices. En 2007, le revenu net a progressé de 52 millions de dollars en raison de l'incidence nette des facteurs suivants : un gain de 107 millions de dollars (83 millions après impôts) provenant de la vente d'actions de MasterCard International Inc., un recouvrement de 57 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs, un gain sur assurances de 26 millions de dollars (23 millions après impôts) et un gain de 14 millions (9 millions après impôts) sur un titre de placement, moins un rajustement de 185 millions de dollars (120 millions après impôts) pour augmenter le passif lié aux futurs échanges de récompenses dans le cadre de notre programme de fidélisation des clients qui sont titulaires de nos cartes de crédit. En 2006, le revenu net s'était accru en raison de l'incidence à hauteur de 51 millions de dollars d'un gain de 38 millions (25 millions après impôts) réalisé sur le premier appel public à l'épargne (PAPE) de MasterCard et un recouvrement de 26 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs.

Afin de réduire au minimum la volatilité future du revenu net, nous explorons la possibilité de transférer le passif lié à notre programme de fidélisation de la clientèle à un tiers et de modifier la structure de coûts pour éliminer notre risque lié aux changements dans les habitudes d'échange de récompenses. Nous ne prévoyons pas de changement important dans les coûts d'exploitation du programme en raison de la charge ou de la modification de la structure de coûts.

Le revenu a progressé de 163 millions de dollars, ou de 3,6 %, et s'est établi à 4 743 millions. L'incidence des éléments notables susmentionnés a retranché de la croissance du revenu 76 millions de dollars, ou 1,7 point de pourcentage.

Dans le secteur des services bancaires aux particuliers, le revenu s'est accru de 93 millions de dollars, ou de 3,9 %. Cette augmentation s'explique par

le gain sur assurances, l'augmentation du volume des prêts aux particuliers et des prêts hypothécaires établis par les succursales, ainsi que l'accroissement des revenus de titrisation et des ventes de placements à terme et de fonds d'investissement. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence de l'augmentation des coûts de mobilisation des fonds.

Dans le secteur des services bancaires aux entreprises, le revenu s'est accru de 78 millions de dollars, ou de 6,1 %, grâce à la croissance des volumes et aux gains sur titres de placement. Ces facteurs ont également été neutralisés en partie par l'incidence de l'augmentation des coûts de mobilisation des fonds.

Le revenu des services de cartes et de règlement a diminué de 8 millions de dollars, ou de 0,8 %. La croissance du revenu a reculé de 116 millions en raison de l'incidence nette des éléments notables. L'amélioration des revenus est attribuable à la croissance des volumes.

La marge nette d'intérêts globale de PE Canada est demeurée inchangée à 2,66 %, l'élargissement des marges sur les prêts hypothécaires ayant été annulé par l'augmentation des coûts de mobilisation des fonds.

Les frais autres que d'intérêts se sont chiffrés à 2 670 millions, une hausse de 73 millions, ou de 2,8 %, par rapport à 2006. Cette hausse est attribuable à l'accroissement des frais liés au personnel, essentiellement en raison de l'augmentation du personnel de première ligne, aux coûts liés à bcpbank Canada et à la hausse des coûts promotionnels, notamment dans le cadre de l'initiative AIR MILES relative à la carte de débit. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par la baisse des coûts répartis liés à une part des impôts sur le capital, et des améliorations de l'efficacité. Notre ratio de productivité avant amortissement s'est établi à 56,1 %, ce qui représente une amélioration de 41 points de base par rapport à 2006, mais il se serait amélioré de 132 points de base, sans l'incidence des éléments notables. Ces résultats s'inscrivent après une amélioration de 65 points de base en 2006, la croissance du revenu ayant été supérieure à la croissance des frais pour les deux périodes.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis

(PE États-Unis) répondent aux besoins des particuliers et des entreprises de marchés de choix du Midwest américain en leur offrant une gamme complète de produits et services financiers, grâce à un modèle de services bancaires à la collectivité misant sur une connaissance approfondie du milieu et l'engagement à l'échelle locale. Nous mettons l'accent sur le service à la clientèle, soutenu par un imposant réseau de distribution comprenant 232 succursales de Harris attrayantes et bien situées, des services bancaires en direct (sur le site harrisbank.com), près de 600 guichets automatiques et un centre d'appel primé.

Vision

Notre objectif est de devenir la première banque pour les particuliers et les entreprises dans le Midwest américain. Notre modèle de services bancaires à la collectivité mise sur de solides gestionnaires locaux qui s'attachent à établir des relations durables en offrant un service de qualité exceptionnelle et une vaste gamme de produits et services par l'intermédiaire d'un réseau de succursales en expansion. Cette approche sous-tend le succès de notre croissance dans le marché de la région de Chicago, qui est fortement fragmenté et soumis à une vive concurrence, et nous donne un avantage stratégique pour pénétrer de nouveaux marchés.

Stratégies

- Offrir une expérience client de premier ordre en mettant l'accent sur une culture de rendement élevé et en affectant nos meilleurs employés à des postes clés aux responsabilités bien établies.
- Harmoniser nos offres de services aux particuliers, de services aux entreprises et de services de gestion de patrimoine pour satisfaire tous les besoins des clients.

- S'assurer que nos processus et nos ressources technologiques sont efficaces et nous permettent d'offrir une expérience client de premier ordre.
- Élargir notre réseau de distribution par la conclusion d'acquisitions dans le Midwest américain, le renforcement de notre équipe de vente des services aux entreprises et l'ouverture de nouvelles succursales dans des marchés de choix.

Nos secteurs d'activité

Les Services bancaires PE – États-Unis offrent une gamme complète de produits de dépôt et de crédit aux particuliers et aux entreprises, notamment des services de dépôt et d'investissement, des prêts hypothécaires, des prêts à la consommation, des prêts aux entreprises et des services de gestion de trésorerie.

Forces

- Une tradition riche de 125 ans dans la région de Chicago, une marque bien établie – Harris – et un engagement à l'égard de l'excellence du service et de la gestion des relations d'affaires.
- Une pénétration du marché supérieure grâce à un réseau de 232 succursales bien situées dans des collectivités de la région de Chicago, de même que dans le centre et le nord-ouest de l'Indiana, et près de 600 guichets automatiques, qui permettent aux clients d'effectuer leurs transactions à l'endroit de leur choix.
- Des relations étroites avec les collectivités et les entreprises locales et leurs leaders.
- Un modèle de services bancaires à la collectivité axé sur nos clients, des offres de produits concurrentiels, un vaste réseau de distribution ainsi que de fortes capacités en matière de gestion des ventes et de marketing.
- La faculté de mettre à profit les capacités et la portée de BMO Groupe financier, tout en misant sur la délégation de pouvoirs et la responsabilisation, les connaissances et l'engagement à l'échelle locale.

Défis

- Le marché de la région de Chicago demeure vivement concurrentiel dans un contexte de consolidation à l'échelle du marché américain. De plus, la récente acquisition de la LaSalle Bank par la Bank of America aura pour

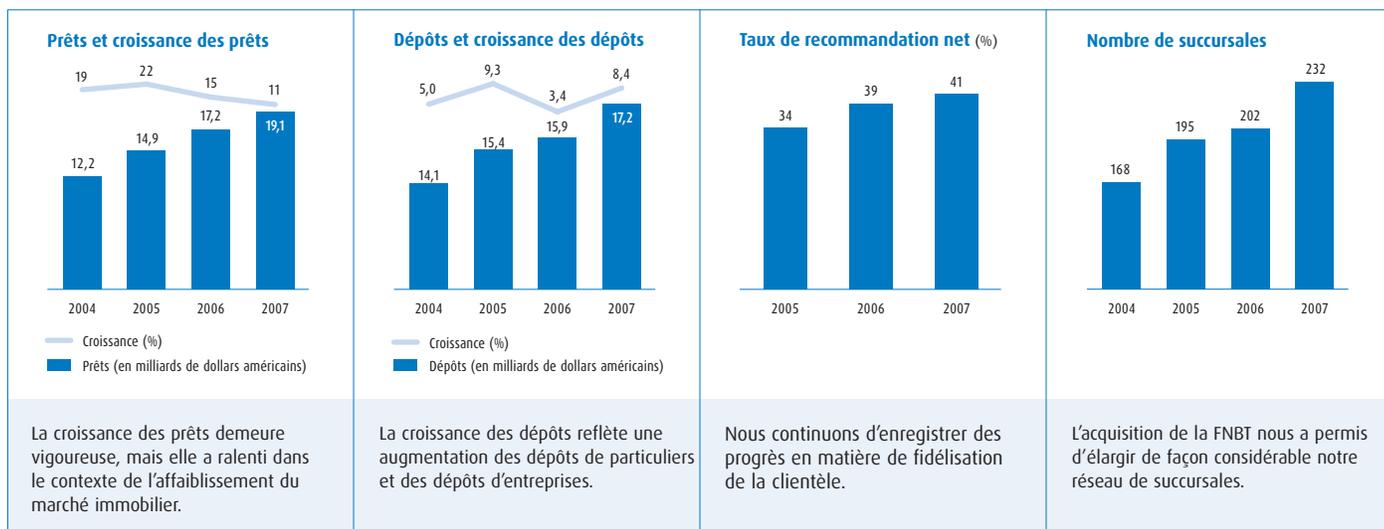
Principaux facteurs de rendement	2007	2006	2005
Croissance du solde moyen des prêts en dollars américains (%)	11,4	15,2	22,4
Croissance du solde moyen des dépôts en dollars américains (%)	8,4	3,4	9,3
Ratio de productivité avant amortissement (%)	73,2	72,0	70,0
Nombre de succursales	232	202	195
Indice d'engagement des employés*	72	69	71
Taux de recommandation net**	41	39	34

* Source : Sondage annuel auprès des employés de BMO effectué par Burke Inc., entreprise de recherche indépendante.

** Mesure de la fidélisation de la clientèle

conséquence de modifier le paysage concurrentiel, lequel présentera tant des défis que des occasions d'affaires.

- Les possibilités d'expansion dans le marché de la région de Chicago sont limitées par la hausse des coûts liés à l'ouverture de nouvelles succursales et par les coûts associés aux acquisitions de qualité.
- Les banques locales se livrent une concurrence féroce sur le plan de la tarification pour assurer la croissance des prêts et des dépôts.



Objectifs et réalisations du groupe en 2007

Améliorer nos résultats financiers, en mettant l'accent sur la croissance des revenus et la gestion des coûts.

- Les revenus se sont accrus de 4,1 % en devise d'origine. Les frais ont augmenté de 5,9 % et notre ratio de productivité avant amortissement a reculé de 120 points de base. Si on exclut les coûts d'intégration des acquisitions, le revenu net trimestriel a progressé chaque trimestre, depuis le quatrième trimestre de 2006. La direction s'est employée à limiter la croissance des frais en réduisant le personnel de 4 % et en ralentissant le rythme d'expansion du réseau de succursales, ainsi qu'en prenant d'autres initiatives.

Continuer à élargir notre réseau de succursales en ouvrant de nouvelles succursales dans la région de Chicago et en explorant les possibilités d'acquisition dans le Midwest.

- Nous avons effectué l'acquisition et l'intégration de la First National Bank and Trust, ce qui nous a permis d'ajouter 32 succursales et 33 guichets automatiques à notre réseau dans la région d'Indianapolis et des villes avoisinantes.
- Nous avons annoncé la conclusion d'ententes définitives en vue d'acquérir deux banques du Wisconsin : la Ozaukee Bank, une banque locale qui possède six succursales à service complet et deux autres à service limité au sein de collectivités riches situées dans le nord de la grande région de Milwaukee, et Merchants and Manufacturers Bancorporation Inc., une société de portefeuille qui possède six filiales bancaires exploitant 34 succursales à service complet et 11 autres à service limité concentrées dans la région de Milwaukee. Ces transactions devraient être conclues au cours du premier trimestre de l'exercice 2008, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation des États-Unis et des actionnaires de

la Ozaukee Bank, après quoi le tiers de nos succursales seront situées en Indiana et au Wisconsin.

- Nous avons ouvert trois nouvelles succursales et en avons fermé ou fusionné cinq autres. En raison des initiatives liées au contrôle des coûts, le nombre de nouvelles succursales est inférieur à notre objectif initial.

Continuer à améliorer l'expérience client, de façon à offrir un service de qualité supérieure pour conserver les clients existants, élargir nos relations avec eux, et attirer de nouveaux clients.

- Notre taux de recommandation net est passé de 39 à 41, ce qui reflète les progrès enregistrés en matière de fidélisation de la clientèle.

Objectifs du groupe en 2008

- Améliorer nos résultats financiers en mettant l'accent sur la croissance des revenus et la gestion efficace des coûts.
- Continuer à améliorer l'expérience client de façon à offrir un service de qualité supérieure pour conserver les clients existants, élargir nos relations avec eux, et attirer de nouveaux clients.
- Accroître la productivité de nos équipes de vente dans tous nos secteurs d'activité.
- Renforcer notre équipe de vente de services aux entreprises à Chicago et dans les régions avoisinantes.
- Poursuivre notre expansion dans le Midwest américain.

Contexte et perspectives aux États-Unis

Le marché des services financiers de la région de Chicago, qui compte plus de 250 banques, demeure l'un des plus fragmentés aux États-Unis. Depuis 1997, Harris et les deux autres plus grandes banques détiennent ensemble entre 25 % et 30 % du marché des services de dépôt aux particuliers et aux entreprises. Néanmoins, de nouvelles banques continuent de pénétrer ce marché. Les institutions concurrentes s'efforcent elles aussi de conquérir une part de marché au moyen de stratégies de distribution à circuit unique, d'une tarification alléchante ou d'acquisitions, ou encore en misant davantage sur le marketing de la marque. La récente acquisition de la LaSalle Bank par la Bank of America, notamment, aura pour effet de changer le paysage concurrentiel en raison de la consolidation accrue du marché. La région de Chicago demeure un marché fortement convoité du fait qu'il est fragmenté et qu'il présente un potentiel de croissance élevé.

Nous croyons que le marché local de Chicago enregistrera un taux de croissance modérée comparable à celui de l'économie américaine. La mise en œuvre de pratiques de crédit plus rigoureuses a eu pour effet de maintenir le repli des marchés de l'habitation et continuera probablement à tempérer la

demande de prêts hypothécaires à l'habitation. Les dépenses de consommation demeurent modérées, mais elles risquent de diminuer si le prix des maisons continue à chuter. Les investissements des entreprises ont connu un certain ralentissement à la fin de 2007, mais les exportations sont demeurées vigoureuses. La Réserve fédérale pourrait réduire davantage les taux d'intérêt si la récente tension sur les marchés financiers persiste. On prévoit un redressement modeste de l'économie du Midwest américain en 2008 dans un contexte où les manufacturiers devraient profiter de la faiblesse du dollar américain et de la forte demande mondiale.

En 2008, nous allons poursuivre nos efforts en vue d'étendre nos activités dans la région du Midwest américain, tant par les acquisitions que la croissance interne. Nous allons nous employer à améliorer nos résultats financiers en concentrant nos efforts sur la croissance des revenus et la gestion efficace des coûts. Nous misons sur l'établissement de relations durables avec les clients pour consolider notre réputation de banque orientée client et offrant un service de qualité supérieure.

Résultats financiers des Services bancaires PE – États-Unis

Le revenu net des Services bancaires PE – États-Unis s'est établi à 114 millions de dollars en 2007, une diminution de 1 million ou de 1 % par rapport à 2006. En dollars américains, le revenu net s'est accru de 3 millions, ou de 3 %. Si on fait abstraction des coûts liés à l'intégration des acquisitions, le revenu net a progressé d'un trimestre à l'autre dans l'exercice 2007.

Le revenu a augmenté de 2 millions de dollars et a atteint 908 millions, mais il a augmenté de 34 millions, ou de 4 %, en dollars américains. Les acquisitions ont contribué à la croissance des revenus, à hauteur de 39 millions de dollars américains, tandis que les augmentations de revenus découlant de la croissance du volume des prêts et des dépôts et de la majoration des frais de service ont été plus que neutralisées par l'incidence du rétrécissement des marges nettes d'intérêts.

La marge nette d'intérêts s'est rétrécie de 30 points de base en raison des pressions concurrentielles sur la tarification des prêts et de l'évolution des préférences des clients vers les dépôts à coûts plus élevés. La réduction globale de la marge nette d'intérêts a été atténuée par les mesures tarifaires appliquées à certaines catégories de dépôts. La marge nette d'intérêts est restée stable pendant la majeure partie de l'exercice 2007.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 15 millions de dollars, ou de 2 %, et se sont établis à 696 millions, mais ils ont augmenté de 35 millions, ou de 6 %, en dollars américains. Si on exclut les coûts d'exploitation liés aux acquisitions et les changements dans les coûts d'intégration des acquisitions, qui ont contribué à l'augmentation des frais dans une mesure de 22 millions de dollars américains, la hausse des frais a été de 2,3 %. Le reste de l'augmentation reflète les coûts d'exploitation liés à notre nouvelle plateforme technologique des succursales, la hausse des coûts associés à l'ouverture de succursales au cours de l'exercice 2006 et l'accroissement des volumes d'affaires. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par l'incidence de nos initiatives en matière de gestion des frais.

Le ratio de productivité avant amortissement de PE États-Unis a reculé de 120 points de base et a atteint 73,2 %. Si on fait abstraction des coûts liés à l'intégration des acquisitions, le ratio de productivité avant amortissement s'est établi à 71,6 %.

Le **groupe Gestion privée** (groupe GP) réunit toutes les unités de BMO Groupe financier offrant des services de gestion de patrimoine. Sous les marques BMO au Canada et Harris aux États-Unis, il sert une grande diversité de segments de clientèle, du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Nous offrons une vaste gamme de produits et services de gestion de patrimoine, notamment des services de courtage traditionnels et en ligne au Canada, et des services de gestion bancaire privée et des produits de placement au Canada et aux États-Unis.

Vision

Être un chef de file dans le domaine de la gestion de patrimoine en offrant au Canada et dans certains marchés choisis des États-Unis des solutions qui aideront nos clients à se constituer un actif, à le préserver et à le faire croître.

Stratégies

- Dispenser un service exceptionnel à notre clientèle.
- Offrir des solutions de gestion de patrimoine de premier choix dans l'intention d'aider nos clients à planifier leurs années de retraite et à faire des placements en ce sens.
- Renforcer et maintenir notre équipe de vente et en accroître la productivité.
- Améliorer nos modèles de gestion et investir sélectivement pour créer davantage de valeur.

Nos secteurs d'activité

Les **services de placement traditionnels** offerts par BMO Nesbitt Burns consistent en une gamme complète de services-conseils en matière de placement et de gestion de patrimoine. Nous visons à devenir la firme de courtage traditionnel la plus performante à l'échelle de l'Amérique du Nord. BMO Nesbitt Burns stimulera la croissance des placements en tirant profit de la grande satisfaction de notre clientèle, de notre large éventail de produits et de notre culture axée sur le rendement.

Les **services de courtage en ligne**, qui sont dispensés au Canada par BMO Ligne d'action, permettent aux titulaires d'un compte autogéré d'effectuer comme ils l'entendent la planification, les recherches et la gestion que nécessitent leurs décisions de placement. Nous cherchons à offrir une expérience client de qualité supérieure, à comprendre et à prévoir les besoins de nos clients en matière de placement et à aider ces derniers à faire fructifier leur actif financier. En fournissant une large gamme de services en direct novateurs à des segments de clientèle clés, nous attirerons de nouveaux clients en plus d'accroître le volume de transactions de nos clients existants.

La **gestion bancaire privée en Amérique du Nord** est offerte par l'intermédiaire de BMO Banque privée Harris au Canada et de Harris Private Bank aux États-Unis. Nous cherchons à tirer profit de nos services complets de gestion de patrimoine et à poursuivre le développement de notre proposition de valeur intégrée, qui offre aux clients à valeur nette élevée et très élevée une expérience client unique grâce à des offres allant des solutions individuelles spécifiques aux stratégies de gestion de patrimoine complexes résultant d'un travail d'équipe.

Les **produits de placement** sont offerts par l'intermédiaire de BMO Fonds d'investissement, du Groupe de Fonds Guardian, de BMO Placements à terme et des sociétés Jones Heward Conseiller en valeurs et Harris Investment Management. Nous aidons nos clients à bien préparer leur avenir en fournissant des solutions de placement à long terme éprouvées, en comprenant nos clients, nos concurrents et notre secteur d'activité et en tirant profit d'un solide réseau de distribution multicircuits. BMO Fonds d'investissement propose

une large gamme de produits ciblés et des conseils adaptés aux différentes étapes de la vie à ses principaux segments de clientèle canadiens. Le Groupe de Fonds Guardian fournit des produits et services de placement aux particuliers par l'entremise d'intermédiaires financiers – principalement le circuit des services-conseils. BMO Placements à terme s'attache avant tout à offrir aux particuliers des solutions et des conseils novateurs en matière de protection du capital. Quant aux sociétés Jones Heward Conseiller en valeurs et Harris Investment Management, elles dispensent des services de gestion de l'actif institutionnel aux clients internes et externes.

Forces

- Prestige, reconnaissance et fiabilité des marques BMO et BMO Nesbitt Burnssm au Canada et de la marque Harris aux États-Unis.
- Importante présence au sein du marché national canadien et implantation stratégique aux États-Unis dans certains marchés des services de gestion de patrimoine qui connaissent une forte croissance.
- Offres aux clients primées et leadership reconnu en matière de service à la clientèle.
- Accès à la vaste clientèle et au réseau de distribution étendu de BMO à l'échelle du Canada et des États-Unis.

Défis

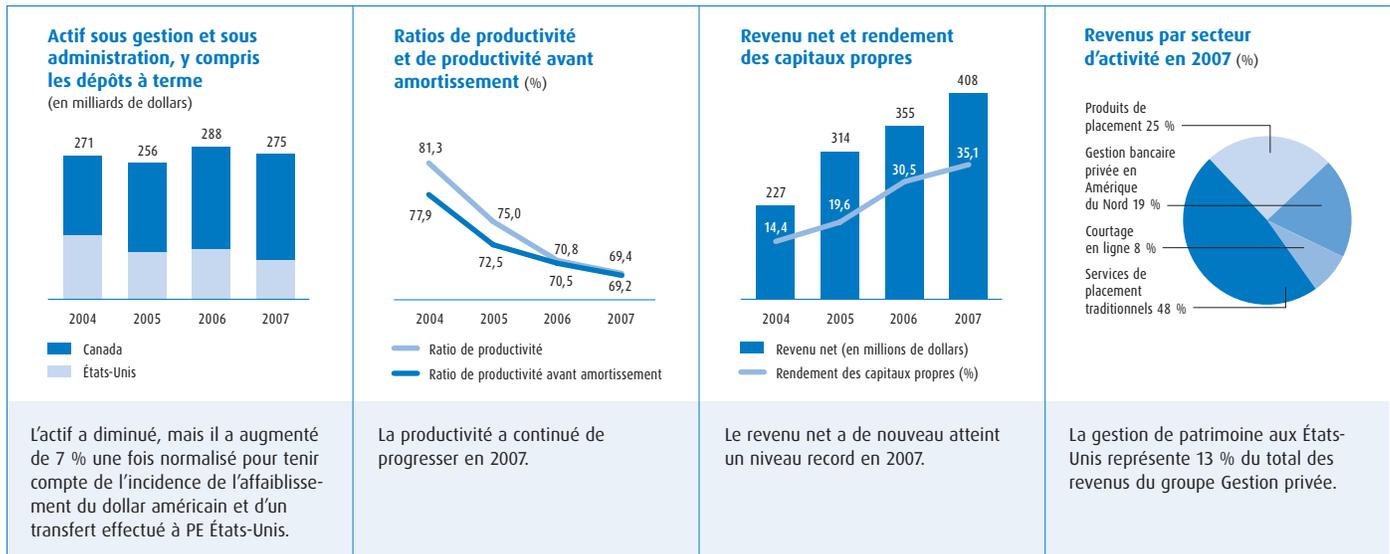
- Accélérer notre croissance et augmenter notre rentabilité aux États-Unis.
- Conserver notre équipe de vente de premier ordre et la renforcer dans un marché extrêmement compétitif.
- Composer avec notre sensibilité à l'évolution des marchés et de la réglementation.

Principaux facteurs de rendement	2007	2006	2005
Augmentation de l'actif sous gestion (%) 1)	8,6	17,4	10,9
Augmentation de l'actif sous gestion, de l'actif sous administration et des dépôts à terme (%) 1) 2)	6,9	16,2	8,6
Revenu par employé (EDN) (en milliers de dollars) 3)	477	452	417

1) Excluant l'incidence des variations du taux de change entre les dollars canadien et américain.

2) Compte non tenu de l'incidence du transfert à PE États-Unis des actifs des services de fiducie et de garde de titres aux institutions en 2007 ni de l'incidence de la vente de Harrisdirect en 2005 et du retrait d'actifs liés à la garde intermédiaire de titres en 2004.

3) Excluant les gains de 74 millions de dollars réalisés sur les ventes d'actifs en 2005.



Objectifs et réalisations du groupe en 2007

Développer notre secteur de la gestion de patrimoine en tirant parti des relations établies avec les clients existants de BMO et de Harris ainsi que de notre réseau de distribution.

- Aux États-Unis, les indications de clients destinées à Harris Private Bank ou provenant de celle-ci ont augmenté de près de 80 % par rapport à l'exercice précédent. Le volume des indications de notre équipe de vente canadienne s'est maintenu à des niveaux importants, supérieurs aux niveaux élevés atteints au cours de l'exercice précédent.
- Le groupe Gestion privée s'est associé à PE Canada et à PE États-Unis pour trouver des moyens efficaces d'établir une meilleure correspondance entre les besoins complexes des clients et des solutions appropriées.

Renforcer notre équipe de vente et en améliorer la productivité.

- Nous avons continué à investir dans l'équipe de vente spécialisée en gestion de patrimoine, en raison principalement de l'augmentation de 17 % des rôles de vente dans notre secteur de la gestion bancaire privée en Amérique du Nord.
- Nous nous sommes associés à PE Canada pour renforcer l'équipe de vente du secteur des placements destinés aux particuliers et améliorer son efficacité et son efficacité en embauchant des planificateurs financiers et des représentants des services financiers supplémentaires dans des marchés choisis.
- Nous avons investi dans un programme qui vise à accroître la productivité des conseillers en placement grâce à des analyses du rendement approfondies et à un encadrement amélioré.
- Nous avons investi dans une nouvelle plateforme technologique pour les conseillers en placement; elle permettra d'améliorer l'efficacité opérationnelle, la satisfaction des clients et la rétention des équipes de vente.

Continuer d'améliorer nos modèles de gestion au moyen d'initiatives génératrices de revenus et par la gestion constante des frais.

- BMO Fonds d'investissement a lancé huit nouveaux fonds, dont les Fonds Étape Plus BMO, produits innovants dotés d'une caractéristique unique qui permet de bloquer la valeur quotidienne la plus élevée pendant la durée du fonds, si l'investisseur maintient son placement dans le fonds jusqu'à l'échéance prévue.
- Misant sur la réussite des services enGlobe offerts aux aînés, BMO Banque privée Harris a lancé enGlobe^{MD} Sélect, un programme de services tout-en-un qui aide les professionnels qui ont un emploi du temps chargé à gérer leurs finances, en leur offrant l'aide de spécialistes ainsi que des services de conciergerie et d'autres services adaptés à leur mode de vie.
- BMO Placements à terme a lancé trois nouveaux CPG liés aux marchés financiers pour permettre une participation aux marchés boursiers sans perdre l'avantage de la protection du capital.

Investir sélectivement dans les secteurs d'activité où nous avons la possibilité de créer davantage de valeur.

- Nous avons investi dans des technologies qui permettent à nos équipes de vente des services de gestion bancaire privée en Amérique du Nord et de courtage en ligne d'améliorer l'information sur les clients ainsi que leurs capacités de gestion des relations avec la clientèle.
- Nous avons continué à mettre l'accent sur la compréhension des nouvelles attitudes par rapport à la retraite et sur l'offre de ressources spécialisées et de conseils pertinents. Pendant l'exercice, nous avons lancé deux nouvelles solutions :
 - Suivez votre voie, un guide de planification conçu pour aider les clients à créer, à définir et à atteindre leurs objectifs personnels et financiers pour la retraite.
 - Soins sans égal, qui comble le besoin d'information, de services, de soutien affectif et d'assistance des clients, en offrant les services d'information complets et professionnels d'un tiers; ces services soutiennent le bien-être des aidants et complètent le programme enGlobe^{MD}.

Autres réalisations

- BMO Banque privée Harris a été nommée meilleure banque locale privée au Canada dans le classement général du magazine *Euromoney*; il s'agit de la quatrième année de suite où cette banque privée se voit décerner un des plus prestigieux prix accordés par ce magazine.
- Harris Private Bank s'est classée parmi les cinq premières banques privées des États-Unis selon le classement général du magazine *Euromoney* en 2007.
- BMO Fonds d'investissement a obtenu le Mutual Fund Service Award de Dalbar Inc. du meilleur service général à la clientèle, dans les catégories francophone et anglophone.
- Le Fonds asiatique de croissance et de revenu du Groupe de fonds Guardian a remporté un prix Lipper dans la catégorie des fonds mondiaux équilibrés axés sur les actions, parce qu'il a produit de façon constante de solides rendements ajustés en fonction du risque.
- Le 2 novembre 2007, le groupe Gestion privée a annoncé une entente en vue d'acquiescer Pyrford International plc, un gestionnaire d'actif institutionnel établi au Royaume-Uni, afin de développer ses capacités de gestion de placements internationaux à l'extérieur de l'Amérique du Nord. La transaction devrait être conclue au premier trimestre de l'exercice 2008, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation.

Objectifs du groupe pour 2008

- Améliorer l'expérience client en rationalisant nos processus et en offrant des outils et des solutions évolués conçus pour aider nos clients à atteindre leurs objectifs financiers.
- Satisfaire les besoins des clients en maintenant notre niveau élevé de collaboration interne et d'indications de clients.
- Renforcer nos équipes de vente et innover au sein des circuits de ventes pour stimuler la croissance des revenus.

Contexte et perspectives

Les marchés boursiers canadien et américain ont enregistré des hausses appréciables en 2007. Une bonne partie de l'exercice a donc été favorable aux investissements. Il en est résulté une croissance substantielle des activités de négociation des clients et des actifs gérés, malgré un ralentissement de la croissance des actifs pendant le second semestre.

Les taux d'intérêt canadiens ont augmenté par rapport à ceux des États-Unis et ils ne devraient baisser que légèrement en 2008. Les taux d'intérêt américains devraient fléchir en 2008, compte tenu de la politique monétaire moins restrictive de la Réserve fédérale.

Nous nous attendons à ce que les économies canadienne et américaine connaissent une croissance faible à modérée en 2008. Les difficultés récentes des marchés du crédit et la faiblesse du marché de l'habitation aux États-Unis contribueront vraisemblablement à maintenir la volatilité sur les marchés boursiers. Les perspectives d'une nouvelle détente de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine devrait offrir un environnement favorable pour les obligations, les rendements devant demeurer en-deçà de leurs sommets cycliques récents.

Le secteur nord-américain de la gestion de patrimoine demeure intéressant et devrait continuer de connaître une forte croissance, le segment des clients à valeur nette élevée et celui des baby-boomers vieillissants y devenant de plus en plus importants. Le marché des clients à valeur nette élevée en Amérique du Nord devrait profiter d'une expansion plus rapide que le marché grand public.

Le secteur de la gestion de patrimoine se caractérise par un recours croissant aux conseillers, ce qui s'explique par le fait que les clients sont de plus en plus avertis et que la demande de services-conseils personnalisés, fiables et de qualité augmente. La conservation de la clientèle et l'élargissement des parts de marché deviennent de plus en plus difficiles compte tenu de l'intensification de la concurrence entre les fournisseurs de services. En outre, l'environnement réglementaire continue d'évoluer, ce qui accroît les exigences qui leur sont imposées.

Résultats financiers du groupe Gestion privée

Le revenu net du groupe Gestion privée a atteint la somme record de 408 millions de dollars pour l'exercice 2007, ce qui représente une hausse de 53 millions, ou de 15 %, par rapport à 2006. Cette amélioration est principalement attribuable à la forte croissance des revenus d'exploitation.

Le revenu a enregistré une hausse de 161 millions de dollars, ou de 8 %, et s'est établi à 2 054 millions. Le revenu autre que d'intérêts a progressé de 117 millions de dollars, ou de 9 %, principalement en raison de la croissance des revenus tirés des services tarifés relatifs aux activités de placement traditionnelles et aux fonds d'investissement, ainsi que de la hausse des revenus tirés des services fiduciaires et des services d'investissement pour la gestion bancaire privée en Amérique du Nord. La forte progression des actifs et des volumes de transactions de BMO Ligne d'action a été neutralisée par les pressions de la concurrence sur les prix dans le secteur. Le revenu net d'intérêts s'est accru de 44 millions de dollars, ou de 8 %, essentiellement en raison de l'accroissement des soldes des dépôts et de l'amélioration des marges sur les services de courtage et les produits de placement à terme. L'affaiblissement du dollar américain a réduit la croissance du revenu de 11 millions de dollars, ou de 1 point de pourcentage.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 85 millions de dollars, ou de 6 %, et se sont établis à 1 427 millions. Cette progression est attribuable principalement à la hausse des frais liés au revenu, qui correspond à la hausse du revenu, de même qu'à des investissements supplémentaires dans notre équipe de vente, des produits innovants, la technologie et les infrastructures afin de soutenir la croissance future. L'affaiblissement du dollar américain a réduit la croissance des frais de 9 millions de dollars, ou de 1 point de pourcentage. Le ratio de productivité avant amortissement du groupe s'est amélioré de 136 points de base sur 12 mois.

Les montants indiqués dans le présent paragraphe sont exprimés en dollars américains. Nos activités aux États-Unis ont généré un revenu net de 2 millions de dollars, ce qui représente un fléchissement de 1 million par rapport à 2006. Le revenu est resté relativement stable. Les revenus des services fiduciaires et des services d'investissement pour Harris Private Bank ont augmenté de 7 % par rapport à l'exercice précédent; cette augmentation a été neutralisée par la compression des marges dans le portefeuille des prêts et par la baisse des revenus tirés des frais pour Harris Investment Management. Les frais se sont accrues de 1 million de dollars, principalement en raison d'investissements dans l'équipe de vente de Harris Private Bank et de la hausse des coûts d'infrastructure au sein de Harris Investment Management afin de soutenir l'alliance stratégique avec The Phoenix Companies, Inc. Les résultats de l'exercice précédent comprenaient les frais liés aux fonds Harris Insight Funds avant la conclusion de notre alliance stratégique avec Phoenix.

Groupe Gestion privée (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Selon les états financiers				Variation par rapport à 2006	
Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2007	2006	2005 1)	\$	%
Revenu net d'intérêts (bic)	613	569	578	44	8
Revenu autre que d'intérêts	1 441	1 324	1 459	117	9
Revenu total (bic)	2 054	1 893	2 037	161	8
Dotation à la provision pour pertes sur créances	3	3	4	–	–
Frais autres que d'intérêts	1 427	1 342	1 529	85	6
Revenu avant impôts sur les bénéfiques	624	548	504	76	14
Impôts sur les bénéfiques (bic)	216	193	190	23	11
Revenu net	408	355	314	53	15
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	4	4	38	–	–
Revenu net avant amortissement	412	359	352	53	15
Profit économique net	286	234	182	52	22
Rendement des capitaux propres (%)	35,1	30,5	19,6		4,6
Rendement des capitaux propres avant amortissement (%)	35,4	30,9	22,0		4,5
Ratio de productivité (%)	69,4	70,8	75,0		(1,4)
Ratio de productivité avant amortissement (%)	69,2	70,5	72,5		(1,3)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%)	9,66	9,99	10,41		(0,33)
Actif productif moyen	6 352	5 703	5 552	649	11
Actif pondéré en fonction des risques	4 822	4 142	4 326	680	16
Solde moyen des prêts et acceptations	5 637	5 114	4 907	523	10
Solde moyen des dépôts	45 304	43 323	42 666	1 981	5
Actif sous administration	139 396	155 008	134 093	(15 612)	(10)
Actif sous gestion	97 317	96 112	87 382	1 205	1
Effectif : équivalent de durée normale	4 362	4 202	4 637	160	4

Activités aux États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2007	2006	2005 1)	\$	%
Revenu total	243	243	449	–	–
Frais autres que d'intérêts	240	239	417	1	–
Revenu net	2	3	8	(1)	(41)
Revenu net avant amortissement	4	5	37	(1)	(27)
Actif moyen	2 108	2 100	2 754	8	–
Solde moyen des prêts et acceptations	1 903	1 889	1 891	14	1
Solde moyen des dépôts	1 128	1 314	1 804	(186)	(14)

1) Les résultats de l'exercice 2005 incluaient les résultats d'exploitation de HarrisDirect et un gain sur la vente de HarrisDirect, notre service de courtage direct aux États-Unis, ainsi qu'un gain sur la vente d'actions ordinaires de TSX.

BMO Marchés des capitaux (BMO MC) englobe toutes nos unités qui sont au service d'un large éventail de grandes entreprises, d'institutions et d'administrations publiques, tant au Canada qu'aux États-Unis. Nous dispensons également nos services au Royaume-Uni, en Europe, en Australie et Asie et en Amérique du Sud.

BMO Marchés des capitaux offre à ses clients des solutions financières globales, en tirant parti de notre expertise dans les domaines suivants : prise ferme de titres de participation et d'emprunt, crédit aux grandes entreprises et financement de projets, services-conseils en matière de fusions et acquisitions, opérations de banque d'affaires, titrisation, gestion de trésorerie et gestion du risque de marché, change, instruments dérivés, recherche sur les actions et les titres d'emprunt, et ventes et négociations institutionnelles.

Vision

Être reconnu par nos clients et nos actionnaires comme la meilleure banque offrant des services d'investissement et des services aux grandes entreprises intégrés à l'échelle de l'Amérique du Nord, dans les marchés où nous avons choisi d'être présents, et comme celle qui s'astreint à la discipline la plus rigoureuse.

Stratégies

- Continuer de renforcer notre position de chef de file au Canada.
- Accélérer notre croissance aux États-Unis.
- Continuer d'améliorer la rentabilité des relations établies avec les clients.

Nos secteurs d'activité

L'équipe **Investissements et services aux grandes entreprises** offre entre autres des conseils stratégiques sur les fusions et acquisitions, les réorganisations et les restructurations de capital, de même que des services d'évaluation et d'attestation d'équité. Nous mettons à la disposition de nos clients des services de mobilisation de fonds par la prise ferme de titres de participation et d'emprunt. Nous leur offrons également un vaste éventail de produits de prêt et de dette, de solutions de gestion de bilan et de services de gestion de trésorerie. Pour faciliter leurs activités commerciales à l'échelle internationale, nous proposons à nos clients des services de financement du commerce international et d'atténuation des risques. Enfin, nous offrons une large gamme de services bancaires et de services d'exploitation aux institutions financières nationales et internationales.

L'équipe **Produits de négociation** propose des services de vente, de négociation et de recherche. Nous fournissons aux entreprises de toutes tailles et aux particuliers des solutions intégrées portant sur les titres de participation et d'emprunt, le change, les taux d'intérêt, le crédit, la titrisation et les produits de base. En outre, nous assurons une gestion efficace du risque de liquidité et de financement pour BMO Groupe financier et ses clients et nous nous chargeons du développement de produits, de l'exécution d'opérations au nom de la Banque et de l'émission de titres.

L'équipe **Opérations de banque d'affaires** offre des services comprenant la recherche de sources de fonds pour les opérations de capital-investissement, de même que la structuration et le financement de ces opérations, principalement en Amérique du Nord.

L'équipe **Gestion des instruments de crédit** met à la disposition des investisseurs des produits et services qui utilisent le crédit comme outil de gestion de l'actif.

Forces

- Une société bien établie qui occupe une position de chef de file dans certains secteurs et à l'égard de certains produits et qui est réputée pour la qualité de ses conseils.
- Des services de recherche sur les actions ainsi que de vente et de négociation d'actions hors pair au Canada.
- La banque canadienne d'investissement et de services aux grandes entreprises qui a la plus forte présence dans le Midwest américain.
- Une plateforme transfrontalière et la capacité de tirer profit d'une expertise nord-américaine.

Défis

- Le marché canadien est parvenu à maturité.
- Le marché américain des services d'investissement et des services aux grandes entreprises est soumis à une très vive concurrence.
- L'environnement actuel des marchés financiers est marqué par l'incertitude.
- Le dollar canadien est fort.
- En 2007 et au premier semestre de 2008, nous mettons l'accent sur la réduction de la taille et du profil de risque du portefeuille de produits de base.

Principaux facteurs et mesures de rendement

	2007	2006	2005
Revenu de produits de négociation (en millions de dollars)	281	1 370	1 234
Valeur des blocs d'actions négociés (en milliards de dollars)	115,7	92,3	73,9
Revenu d'Investissements et services aux grandes entreprises et autre revenu (en millions de dollars)	1 688	1 410	1 507
Participation à la prise ferme de titres de participation (transactions) 1)	276	267	268
Participation à la prise ferme de titres d'emprunt (transactions) 1)	110	143	156
Solde moyen des prêts et acceptations (en milliards de dollars)	69,6	55,0	48,3
Classement pour les services de recherche sur les actions 2)	n° 1	n° 1	n° 1

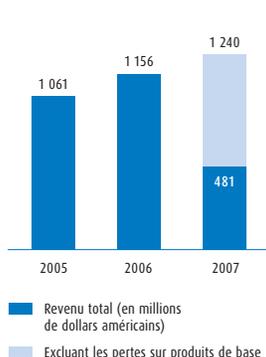
- 1) Émetteurs canadiens en Amérique du Nord.
2) Brendan Wood International.

Marché canadien des fusions et acquisitions 1)



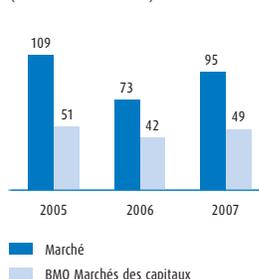
Le marché des fusions et acquisitions a connu une autre année de croissance soutenue.

Revenu aux États-Unis



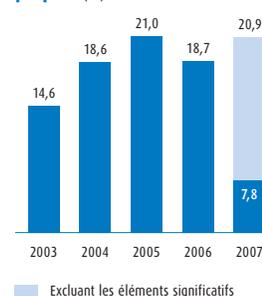
La croissance solide se poursuit dans nos secteurs d'activité aux États-Unis, sauf dans le secteur de la négociation sur produits de base.

Prise ferme de titres d'emprunt en Amérique du Nord – Émetteurs canadiens



Notre participation sur les marchés des titres d'emprunt de sociétés continue d'être forte.

Rendement des capitaux propres (%)



Le RCP a été solide, abstraction faite de l'incidence des éléments significatifs, compte tenu de la hausse des capitaux propres.

Objectifs et réalisations du groupe en 2007

Poursuivre la croissance du revenu de BMO Marchés des capitaux provenant des activités aux États-Unis en intensifiant la pénétration des produits et la promotion des services connexes auprès de la clientèle américaine ainsi qu'en développant les activités de négociation et en étendant les relations avec nos clients dans les segments clés dans le but d'accroître les revenus tirés des services tarifés.

- Les revenus liés aux services d'investissement tarifés ont connu une croissance considérable, dépassant les cibles établies par représentant de secteur pour 2007.
- La vente de services connexes a progressé par rapport à 2006 pour tous les clients, émetteurs et investisseurs.
- Le revenu provenant des activités aux États-Unis d'Investissement et services aux grandes entreprises a augmenté de 24 %, aidé par le recrutement de personnes spécialisées dans un secteur ou un produit pour certains rôles clés.
- Nous avons offert des conseils dans le cadre de 28 fusions et acquisitions aux États-Unis, pour un total de 3,3 milliards de dollars américains.
- Nous avons lancé la fonction de paiement des soins de santé au moyen de Ligne DirecteSM pour accélérer la gestion des comptes clients et des demandes de règlement d'assurance pour les fournisseurs de services de soins de santé aux États-Unis.

Mettre en œuvre un certain nombre d'initiatives à valeur élevée qui stimuleront la croissance du revenu net au sein du secteur d'activité Produits de négociation.

- Nous avons élargi nos capacités pour servir les sociétés cotées à la Bourse de Londres et sur l'Alternative Investment Market.
- Nous avons accru avec succès notre présence sur le marché des produits structurés, notamment avec le lancement des CPG structurés.
- Nous avons tiré parti de notre position de chef de file sur le marché canadien pour nous développer aux États-Unis et en Europe.

Préserver notre position de chef de file canadien dans les secteurs des fusions et acquisitions, de la prise ferme de titres de participation et d'emprunt et de la titrisation, dont les services tarifés produisent un rendement élevé.

- Nous avons annoncé notre intention de lancer Alpha, un nouveau système privé de négociation, en partenariat avec six maisons de courtage canadiennes en 2008.
- Nous avons tiré parti de notre position de chef de file au Canada pour accroître nos capacités mondiales dans le secteur des mines et métaux à Londres et nous avons renforcé notre position de chef de file dans le secteur minier grâce à plusieurs transactions mondiales d'envergure.

- Nous avons amélioré la Global Resources Conference que tient annuellement BMO Marchés des capitaux, en élargissant son profil mondial.

Autres réalisations

- Pour la 27^e année de suite, nos services de recherche sur les actions se sont classés en tête du rapport Brendan Wood International au Canada.
- Nous avons reçu notre premier mandat dans le cadre d'une fusion-acquisition en Chine, à titre de conseiller financier unique d'Aluminum Corporation of China, la plus grande société diversifiée de mines et métaux au pays, pour son acquisition de Peru Copper Inc., cotée au Canada.
- Nous nous sommes dotés de solutions d'imagerie avancées qui rendent plus efficace la gestion des dépôts, des comptes fournisseurs et des comptes clients et permettent de répondre plus rapidement aux demandes des clients.
- Nous avons accru nos capacités mondiales de gestion de trésorerie, nous permettant d'offrir aux clients un seul point d'accès pour les opérations internationales.
- Nous avons participé à 263 transactions de prise ferme de titres d'emprunt de sociétés et d'administrations publiques, qui ont permis de mobiliser 194 milliards de dollars. Nous avons participé à 336 transactions de prise ferme de titres de participation qui ont permis de mobiliser 56 milliards de dollars.
- Nous avons dispensé des services-conseils dans le cadre de 76 fusions et acquisitions menées à bien en Amérique du Nord, qui représentent une valeur totale de 41,5 milliards de dollars.

Objectifs du groupe pour 2008

- Poursuivre la croissance du revenu de BMO Marchés des capitaux provenant des activités aux États-Unis en intensifiant la pénétration des produits et la promotion des services connexes auprès de la clientèle américaine ainsi qu'en développant les activités de négociation et en étendant les relations avec nos clients dans les segments clés dans le but d'accroître les revenus tirés des services tarifés.
- Mettre en œuvre un certain nombre d'initiatives à valeur élevée qui stimuleront la croissance du revenu net au sein du secteur d'activité Produits de négociation.
- Préserver notre position de chef de file canadien dans les secteurs des fusions et acquisitions, de la prise ferme de titres de participation et d'emprunt et de la titrisation, dont les services tarifés produisent un rendement élevé.

Contexte et perspectives

L'exercice 2007 a été un exercice en demi-teinte pour BMO Marchés des capitaux. Une grande partie de l'exercice a été marquée par les conditions favorables sur les marchés financiers, une croissance économique modérée et la vigueur des marchés de l'énergie, des métaux et des produits agricoles, ce qui s'est traduit par un volume d'activité important dans le secteur des fusions et acquisitions et de la prise ferme de titres d'emprunt. La courbe des rendements a été relativement plate, ce qui a gêné nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt, et l'affaiblissement du dollar américain a eu un effet négatif sur l'équivalent en dollars canadiens des résultats libellés en dollars américains. Notre secteur de la négociation sur produits de base a également connu des difficultés : nous avons subi des pertes importantes découlant de nos positions dans le gaz naturel et de nos efforts visant à réduire la taille et le risque de notre portefeuille de produits de base. Pendant l'exercice, les actifs liés aux services bancaires aux grandes entreprises, tant les prêts que les engagements inutilisés, ont continué de progresser. Le contexte d'affaires est demeuré très compétitif et les marges sur prêts sont restées étroites. Les liquidités et les conditions de crédit sont devenues préoccupantes au deuxième semestre de l'exercice, les pressions subies par le marché des prêts hypothécaires résidentiels à risque aux États-Unis ayant gagné les autres marchés du crédit.

Dans l'avenir, nous prévoyons que les difficultés vont se poursuivre pour les marchés du crédit, notamment le marché canadien du PCAA, ce qui ralentira la croissance de nos activités de titrisation en 2008. Le ralentissement économique aux États-Unis pourrait avoir un effet négatif sur nos volumes de négociation. Malgré les baisses récentes des taux d'intérêt par la Réserve fédérale, les soubresauts des marchés monétaires maintiennent les écarts de taux et le coût du capital à des niveaux plus élevés que la normale. La hausse du coût du capital a réduit l'attrait des acquisitions et des prises de contrôle par emprunt pour les sociétés de capital-investissement et pourrait également freiner l'activité au chapitre des fusions et acquisitions à court et moyen terme. Ce recul de l'activité pourrait être compensé par l'arrivée sur le marché d'acheteurs stratégiques. On prévoit une accentuation modérée de la courbe des rendements qui pourrait déboucher sur un environnement de taux d'intérêt plus favorable pour nos activités sensibles aux taux d'intérêt en 2008. Nous prévoyons maintenir notre position de chef de file dans le secteur des

services tarifés à haut rendement au Canada. La croissance dans ce secteur dépendra toutefois du rendement des marchés des capitaux et des marchés des produits de base, ainsi que de l'activité économique globale et de la confiance des entreprises.

Les charges de 318 millions de dollars en rapport avec la détérioration des marchés financiers, comptabilisées au quatrième trimestre, sont décrites à la section Revenus liés à la négociation, à la page 38. Elles comprennent une charge de 15 millions de dollars relative à notre investissement dans les billets de capital des entités de gestion de placements structurés Links et Parkland, qui a réduit la valeur comptable de notre investissement dans les billets de capital de telles entités à 53 millions de dollars. Il y a environ 2,2 milliards de dollars de billets de capital en cours dans les entités de gestion de placements structurés. Au cours du quatrième trimestre, BMO a fourni un engagement de financement d'environ 1,3 milliard de dollars pour l'achat de billets de premier rang émis par ces entités, en plus d'un montant contractuel de 221 millions de dollars dans le cadre des concours de trésorerie, pour un engagement total d'environ 1,6 milliard de dollars, ou de 8 % de la créance prioritaire totale des entités de gestion de placements structurés au 31 octobre 2007. À cette date, BMO avait acheté pour environ 350 millions de dollars de billets de premier rang émis par ces entités. Postérieurement à la fin de l'exercice, BMO a acheté des billets de premier rang pour une somme additionnelle de 904 millions de dollars.

Les actifs des entités de gestion de placements structurés sont des actifs structurés, bancaires et non bancaires. Selon des agences de cotation externes, les actifs de ces entités sont de premier ordre et comprennent plus de 60 % d'actifs ayant une cote AAA, plus de 85 % d'actifs ayant une cote AA ou supérieure et 99 % d'actifs ayant une cote A ou supérieure. Moins de 0,01 % des actifs sont directement exposés à des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis.

Étant donné le montant de nos investissements dans le PCAA et dans les entités de gestion de placements structurés, et étant donné l'incertitude dans les conditions des marchés financiers, l'évaluation de ces investissements pourrait subséquemment être l'objet de gains et pertes en raison des variations de la valeur de marché.

Résultats financiers 2007 de BMO Marchés des capitaux

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux a baissé, passant de 435 millions de dollars à 425 millions. Deux éléments significatifs ont influé sur les résultats 2007 : des pertes de 853 millions de dollars (440 millions après rajustement de la rémunération liée au rendement et impôts sur les bénéfices) dans notre secteur de la négociation sur produits de base et des charges de 318 millions de dollars (211 millions après impôts) relativement à certaines activités de négociation et à des rajustements d'évaluation attribuables à la détérioration des conditions de crédit à la fin de l'exercice 2007. Les charges comprenaient des pertes de 169 millions de dollars en rapport avec des instruments de crédit structurés et des actions privilégiées, une dévaluation de 134 millions relative à des placements dans du papier commercial adossé à des actifs canadien et une dévaluation de 15 millions relative à des billets de capital émis par des entités de gestion de placements structurés. Ces pertes sont présentées en détail dans la section Revenus liés à la négociation, à la page 38, et dans la section précédente intitulée Contexte et perspectives. Abstraction faite de l'incidence des éléments significatifs, le revenu net a augmenté de 216 millions de dollars, ou de 25%, et s'est établi à 1 076 millions.

Le revenu a diminué de 811 millions de dollars, ou de 29 %, et s'est établi à 1 969 millions. Abstraction faite de l'incidence des éléments significatifs, le revenu s'est accru de 360 millions de dollars ou de 13 %. L'affaiblissement du dollar américain a fait baisser le revenu de 18 millions de dollars.

Le revenu autre que d'intérêts a baissé de 1 012 millions de dollars, ou de 50 %, par rapport à l'exercice précédent en raison de l'incidence des éléments significatifs. Abstraction faite de ces éléments, le revenu autre que d'intérêts a augmenté de 139 millions de dollars, ou de 7 %. Nous avons continué à mettre l'accent sur la croissance des revenus tirés des services tarifés et plusieurs de nos secteurs ont enregistré de très bons résultats pendant l'exercice. Les fusions et acquisitions ont connu une année record et le revenu de commissions a bondi de 45 % par rapport à 2006. Les honoraires liés aux prises fermes de titres de participation et d'emprunt ont progressé de 43 % et de 18 %, respectivement, et les gains nets sur titres de placement ont augmenté de 17 %. Abstraction faite de l'incidence des éléments significatifs, le revenu de négociation a reculé de 2,1 % par rapport à l'exercice précédent. Les revenus de négociation sur les opérations de change ont été beaucoup plus élevés pendant l'exercice 2007. Les revenus de négociation sur les taux d'intérêt ont augmenté de façon appréciable au cours des neuf premiers mois de l'exercice, avant le recul des marchés financiers. Les commissions et les commissions sur prêts ont aussi connu une hausse considérable par rapport à l'exercice 2006.

Le revenu net d'intérêts a augmenté de 201 millions de dollars, ou de 26 %, en grande partie en raison de l'augmentation des actifs des services bancaires aux grandes entreprises. Sur le total des pertes précitées liées à la détérioration des conditions de crédit, un montant de 20 millions de dollars est reflété dans le revenu net d'intérêts. Les marges sont demeurées faibles dans notre portefeuille de crédit aux grandes entreprises, particulièrement dans l'environnement concurrentiel des États-Unis, et la marge nette d'intérêts totale a reculé légèrement. Le revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation a augmenté, de même que le revenu dans nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt, en raison d'un environnement de taux d'intérêt plus favorable pendant une grande partie de l'exercice. Le revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation est constitué des intérêts gagnés sur les actifs de négociation, moins les coûts de mobilisation de fonds relatifs à ces actifs.

La dotation à la provision pour pertes sur créances se chiffre à 77 millions de dollars, comparativement à 79 millions en 2006. Cette légère baisse s'explique surtout par l'incidence favorable de l'affaiblissement du dollar américain. BMO impute chaque année les dotations à la provision pour pertes aux groupes d'exploitation; il a recours pour ce faire à la méthode de la perte prévue, qui est fondée sur la part des pertes prévues qu'assume chaque groupe d'exploitation au cours d'un cycle économique. Les écarts entre les dotations à la provision imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les dotations à la provision pour pertes sur créances calculées conformément aux PCGR sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

Les frais autres que d'intérêts ont reculé de 37 millions de dollars, ou de 2 %, et se sont établis à 1 565 millions, essentiellement en raison d'une baisse générale de la rémunération liée au rendement, partiellement neutralisée par la hausse des honoraires et des coûts des technologies de l'information. L'affaiblissement du dollar américain a réduit les frais de 21 millions de dollars.

Le ratio de productivité du groupe s'est détérioré, passant de 57,6 % à 79,4 %, en grande partie à cause des éléments significatifs décrits plus haut. Abstraction faite de ces éléments, le ratio de productivité a progressé de 390 points de base et s'est établi à 53,7 %.

L'actif pondéré en fonction des risques a augmenté de 19,5 milliards de dollars, en raison de la croissance des prêts aux grandes entreprises

BMO Marchés des capitaux (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Selon les états financiers				Variation par rapport à 2006	
Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2007	2006	2005	\$	%
Revenu net d'intérêts (bic)	974	773	966	201	26
Revenu autre que d'intérêts	995	2 007	1 775	(1 012)	(50)
Revenu total (bic)	1 969	2 780	2 741	(811)	(29)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	77	79	98	(2)	(3)
Frais autres que d'intérêts	1 565	1 602	1 480	(37)	(2)
Revenu avant impôts sur les bénéfices	327	1 099	1 163	(772)	(70)
(Recouvrement d') impôts sur les bénéfices (bic)	(98)	239	313	(337)	(+100)
Revenu net	425	860	850	(435)	(51)
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	-	-	1	-	-
Revenu net avant amortissement	425	860	851	(435)	(51)
Profit économique net	(133)	367	415	(500)	(+100)
Rendement des capitaux propres (%)	7,8	18,7	21,0	(10,9)	
Rendement des capitaux propres avant amortissement (%)	7,8	18,7	21,0	(10,9)	
Ratio de productivité (%)	79,4	57,6	54,0	21,8	
Ratio de productivité avant amortissement (%)	79,4	57,6	54,0	21,8	
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%)	0,60	0,62	0,84	(0,02)	
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	4 972	4 481	3 967	491	11
Actif productif moyen	162 309	124 782	114 866	37 527	30
Actif pondéré en fonction des risques	86 413	66 908	56 745	19 505	29
Solde moyen des prêts et acceptations	69 645	55 042	48 347	14 603	27
Solde moyen des dépôts	94 019	77 027	71 883	16 992	22
Actif sous administration	57 590	58 774	57 694	(1 184)	(2)
Actif sous gestion	23 233	28 044	21 871	(4 811)	(17)
Effectif : équivalent de durée normale	2 365	2 213	2 156	152	7

Activités aux États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date				Variation par rapport à 2006	
	2007	2006	2005 1)	\$	%
Revenu total	481	1 156	1 061	(675)	(58)
Frais autres que d'intérêts	641	641	540	-	-
Revenu net	(56)	306	287	(362)	(+100)
Actif moyen	74 109	54 137	43 392	19 972	37
Solde moyen des prêts et acceptations	29 058	21 959	17 161	7 099	32
Solde moyen des dépôts	24 920	16 620	14 253	8 300	50

et de l'adoption d'une méthode plus prudente pour la conversion de certaines de nos positions de négociation et de prise ferme en actifs pondérés en fonction des risques, aux fins du capital réglementaire. Les facilités de liquidité de style international, offertes à nos conduits canadiens soutenus par BMO et émetteurs de PCAA, ont également contribué à cette augmentation.

Les activités aux États-Unis ont enregistré une perte nette de 56 millions de dollars américains, comparativement à un revenu net de 306 millions de dollars américains en 2006. Cette baisse s'explique par la part de 432 millions de dollars américains (après rajustements relatifs à la rémunération liée au rendement et impôts sur les bénéfices) des pertes sur produits de base appliquées aux activités aux États-Unis. Dans nos autres activités aux États-Unis, le revenu net a augmenté de 70 millions de dollars américains, surtout en raison de la croissance des actifs des services bancaires aux grandes entreprises, de l'activité au chapitre des fusions et acquisitions, des honoraires tirés des activités de prise ferme de titres de participation, de commissions et de gains liés à des placements. Abstraction faite des éléments significatifs, le revenu net des activités aux États-Unis a représenté 42 % du revenu net de BMO Marchés des capitaux en 2007, comparativement à 37 % en 2006.

Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent à BMO Groupe financier une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans des domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, les ressources humaines et l'apprentissage. Nos résultats d'exploitation comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus nets de sources étrangères, de même qu'aux activités liées à la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif de BMO.

L'unité Technologie et opérations (T&O) assure à BMO Groupe financier des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'approvisionnement. L'unité T&O axe ses efforts sur les priorités établies pour l'ensemble de l'organisation afin d'améliorer la qualité et l'efficacité de l'exploitation et de permettre aux clients de vivre une excellente expérience.

Résultats financiers

Les résultats d'exploitation de l'unité T&O sont intégrés à ceux des Services d'entreprise aux fins de présentation de l'information. Toutefois, les coûts des services fournis par l'unité T&O sont transférés aux trois groupes d'exploitation et seuls des montants peu importants sont retenus dans les résultats de l'unité T&O. Les résultats de la présente section correspondent donc en grande partie aux résultats des Services d'entreprise énoncés ci-dessus.

La perte nette de l'exercice des Services d'entreprise s'est chiffrée à 66 millions de dollars, comparativement à un revenu net de 191 millions en 2006. Abstraction faite de la charge de restructuration de 159 millions de dollars (103 millions après impôts), le revenu net a reculé de 154 millions de dollars, essentiellement en raison de la baisse des revenus et de la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, y compris l'incidence des changements à la provision générale. Ces facteurs ont été partiellement compensés par la baisse des charges du siège social.

BMO impute les dotations à la provision pour pertes aux groupes clients chaque année et a recours pour ce faire à la méthode de la perte prévue qui est fondée sur la part des pertes prévues qu'assume chaque groupe au cours d'un cycle économique. Les écarts entre les dotations à la provision imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les dotations à la provision pour pertes sur créances calculées conformément aux PCGR sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Selon les états financiers Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2007	2006	2005	Variation par rapport à 2006	
				\$	%
Revenu net d'intérêts (bic)	(359)	(152)	(199)	(207)	(+100)
Revenu autre que d'intérêts	214	105	163	109	+100
Revenu total (bic)	(145)	(47)	(36)	(98)	(+100)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(85)	(250)	(222)	165	66
Frais autres que d'intérêts	243	131	183	112	87
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales (Recouvrement d') impôts sur les bénéfices (bic)	(312)	(195)	(87)	(117)	(60)
Part des actionnaires sans contrôle	75	76	58	(1)	(1)
Revenu net	(66)	191	32	(257)	(+100)
Effectif : équivalent de durée normale	8 806	9 174	8 458	(368)	(4)

Activités aux États-Unis – Points saillants

(en millions de dollars américains)

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2007	2006	2005	Variation par rapport à 2006	
				\$	%
Revenu total	(96)	(86)	(75)	(10)	(8)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	17	(84)	(77)	101	+100
Frais autres que d'intérêts (Recouvrement d') impôts sur les bénéfices	–	15	51	(15)	(+100)
Revenu net	(100)	4	(9)	(104)	(+100)
Actif moyen	4 391	4 260	4 800	131	3

Analyse de la situation financière

Bilan sommaire (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2007	2006	2005	2004	2003
Actif					
Encaisse	22 890	19 608	20 721	18 045	19 860
Valeurs mobilières	98 277	67 411	57 034	49 849	54 790
Solde net des prêts et acceptations	201 188	190 994	174 337	156 248	146 156
Autres actifs	44 169	41 965	41 770	36 764	35 688
	366 524	319 978	293 862	260 906	256 494
Passif et capitaux propres					
Dépôts	232 050	203 848	193 793	175 190	171 551
Autres passifs	114 330	96 743	82 158	69 005	68 455
Dettes subordonnées	3 446	2 726	2 469	2 395	2 856
Actions privilégiées	250	450	450	450	850
Titres d'une fiducie de capital	1 150	1 150	1 150	1 150	1 150
Capitaux propres	15 298	15 061	13 842	12 716	11 632
	366 524	319 978	293 862	260 906	256 494

L'actif total a augmenté de 46,5 milliards de dollars, ou de 14,5 %, par rapport à l'exercice précédent, et s'établit à 366,5 milliards au 31 octobre 2007. Les valeurs mobilières ont augmenté de 30,8 milliards de dollars, le solde net des prêts et acceptations, de 10,2 milliards, les autres actifs, de 2,2 milliards, et l'encaisse, de 3,3 milliards.

Le total du passif et des capitaux propres s'est accru de 46,5 milliards de dollars, ou de 14,5 %. Les dépôts ont augmenté de 28,2 milliards de dollars, les autres passifs, de 17,6 milliards, la dette subordonnée, de 0,7 milliard, les capitaux propres, de 0,2 milliard, et les actions privilégiées ont diminué de 0,2 milliard.

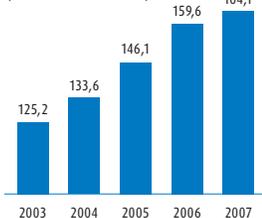
Valeurs mobilières (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2007	2006	2005	2004	2003
Titres de placement	–	14 166	12 936	15 017	19 660
Titres de négociation	70 773	51 820	44 087	34 821	35 119
Titres disponibles à la vente	26 010	–	–	–	–
Autres	1 494	1 414	–	–	–
Titres de substituts de prêts	–	11	11	11	11
	98 277	67 411	57 034	49 849	54 790

La valeur des titres disponibles à la vente s'est accrue de 11,8 milliards de dollars alors qu'elle était de 14,2 milliards de dollars (de titres de placement) en 2006, principalement en raison de la détention de prêts hypothécaires canadiens émis par BMO sous la forme de titres adossés à des créances immobilières garantis par le gouvernement. La valeur des titres de négociation a progressé de 18,9 milliards de dollars, et s'établit à 70,8 milliards, en raison de l'augmentation des titres de créance d'entreprises, notamment des titres de grande qualité très liquides achetés pour maintenir la solidité de notre situation en matière de liquidités, de 5,9 milliards de dollars de papier commercial adossé à des actifs émis par des conduits soutenus par des banques, et d'une hausse des capitaux propres en raison d'évaluations plus élevées des titres de participation et de la croissance de nos activités dans le domaine des billets liés aux actions et d'autres instruments dérivés sur actions. La faiblesse du dollar américain a amputé la croissance des titres de négociation de 3,9 milliards de dollars. La note 3 afférente aux états financiers, à la page 97, présente plus de renseignements sur les valeurs mobilières.

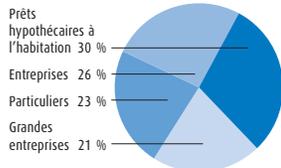
Solde net des prêts – abstraction faite des titres pris en pension ou empruntés

(en milliards de dollars)



La croissance des prêts a ralenti en raison de la conversion de prêts hypothécaires en titres adossés à des créances immobilières et de l'affaiblissement du dollar américain.

Diversification du portefeuille – Solde brut des prêts et acceptations*

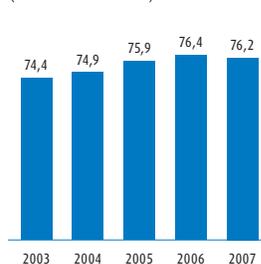


*Abstraction faite des titres pris en pension ou empruntés

Le portefeuille demeure bien diversifié avec une proportion moindre de prêts hypothécaires à l'habitation.

Dépôts des particuliers

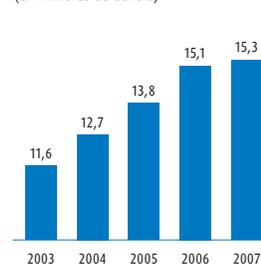
(en milliards de dollars)



Les dépôts des particuliers demeurent stables, malgré l'affaiblissement du dollar américain.

Capitaux propres

(en milliards de dollars)



Les capitaux propres ont augmenté malgré la baisse du résultat et la hausse des dividendes.

Solde net des prêts et acceptations (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2007	2006	2005	2004	2003
Prêts hypothécaires à l'habitation	52 429	63 321	60 871	56 444	52 095
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	33 189	30 418	27 929	24 887	22 103
Cartes de crédit	4 493	3 631	4 648	3 702	2 967
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	62 650	56 030	47 803	44 559	44 167
Acceptations	12 389	7 223	5 934	5 355	5 611
Titres pris en pension ou empruntés	37 093	31 429	28 280	22 609	20 998
Solde brut des prêts et acceptations	202 243	192 052	175 465	157 556	147 941
Provision pour pertes sur créances	(1 055)	(1 058)	(1 128)	(1 308)	(1 785)
Solde net des prêts et acceptations	201 188	190 994	174 337	156 248	146 156

Le solde net des prêts et acceptations a augmenté de 10,2 milliards de dollars et s'établit à 201,2 milliards. Les prêts hypothécaires à l'habitation ont reculé de 10,9 milliards de dollars, reflétant la conversion de prêts hypothécaires canadiens financés par BMO en titres adossés à des créances immobilières garantis par le gouvernement. Le recul reflète également la diminution des prêts hypothécaires provenant de tiers qui découle de la stratégie consistant à nous retirer du réseau de ventes des courtiers, qui offrent des marges plus faibles, et à nous concentrer sur les prêts établis par nos succursales. Les prêts sur carte de crédit, les prêts à tempérament et les autres prêts aux particuliers ont augmenté de 3,6 milliards de dollars dans l'ensemble, ce qui témoigne de la vigueur des marchés du crédit aux particuliers. Le portefeuille des prêts à la consommation demeure bien diversifié, affichant une saine croissance à la fois au Canada et aux États-Unis. Le solde des prêts consentis aux entreprises et aux administrations publiques et des acceptations connexes a augmenté de 11,8 milliards de dollars, en raison du raffermissement de la demande et de notre stratégie visant la croissance de nos portefeuilles de services bancaires aux entreprises et aux grandes entreprises. Les titres pris en pension ou empruntés ont augmenté de 5,7 milliards de dollars, ce qui s'explique par la demande des clients et par nos activités de gestion du bilan. Ces instruments constituent des prêts à très court terme et sont gérés au moyen d'un rapprochement avec des titres vendus à découvert et des titres mis en pension ou prêtés qui sont d'un terme aussi court. L'affaiblissement du dollar américain a par ailleurs réduit la croissance des prêts de 10,8 milliards de dollars.

Le tableau 11 à la page 84 présente un sommaire comparatif du solde net des prêts par territoire et par produit. Le tableau 13 à la page 85 présente un sommaire comparatif du solde net des prêts au Canada par province et par secteur d'activité. La qualité des prêts est traitée aux pages 39 et 67 et de plus amples renseignements sur les prêts sont donnés dans les notes 4, 5 et 7 afférentes aux états financiers, commençant à la page 101.

Autres actifs

Les autres actifs ont augmenté de 2,2 milliards de dollars et s'établissent à 44,2 milliards, essentiellement en raison des actifs liés aux instruments financiers dérivés. Les passifs liés aux instruments financiers dérivés ont augmenté d'autant. La baisse de la juste valeur des instruments dérivés de

produits de base a été compensée par une hausse des instruments dérivés liés aux taux de change et aux titres de participation.

Dépôts (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2007	2006	2005	2004	2003
Banques	34 100	26 632	25 473	20 654	24 755
Entreprises et administrations publiques	121 748	100 848	92 437	79 614	72 405
Particuliers	76 202	76 368	75 883	74 922	74 391
Total	232 050	203 848	193 793	175 190	171 551

Les dépôts ont augmenté de 28,2 milliards de dollars et s'établissent à 232,0 milliards. Les dépôts des entreprises et des administrations publiques, qui représentent 52 % du total des dépôts, se sont accrus de 20,9 milliards de dollars, et les dépôts des particuliers, qui représentent 33 % du total des dépôts, ont baissé de 0,2 milliard de dollars. Les dépôts des banques, qui représentent 15 % du total des dépôts, ont augmenté de 7,5 milliards de dollars. L'augmentation des dépôts a servi à financer la croissance des prêts et des titres de négociation. L'affaiblissement du dollar américain a retranché 18,1 milliards de dollars de la croissance des dépôts. De plus amples renseignements sur la ventilation des dépôts se trouvent à la note 15 afférente aux états financiers, à la page 116, et dans la section Risque de liquidité et de financement, à la page 71.

Autres passifs

Les autres passifs ont augmenté de 17,6 milliards de dollars et se chiffrent à 114,3 milliards. Les titres vendus à découvert ont augmenté de 9,6 milliards de dollars, à l'appui de l'accroissement des activités de négociation, les acceptations se sont accrues de 5,2 milliards, les passifs liés aux instruments dérivés, de 2,1 milliards et les autres passifs ont augmenté de 1,3 milliard. Les titres mis en pension ou prêtés ont baissé de 0,6 milliard de dollars. De plus amples renseignements sur la ventilation des autres passifs se trouvent dans la note 16 afférente aux états financiers, à la page 117.

Dettes subordonnées

La dette subordonnée a augmenté de 0,7 milliard de dollars et s'établit à 3,4 milliards. En 2007, nous avons effectué deux nouvelles émissions et racheté une série de titres. De plus amples renseignements sont présentés à la note 18 afférente aux états financiers, à la page 118.

Capitaux propres

Les capitaux propres ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, à 15,3 milliards. L'augmentation est liée en grande partie à la hausse du capital-actions et des bénéfices non répartis, partiellement neutralisée par la perte accrue comptabilisée dans le cumul des autres éléments du résultat étendu en conséquence de la charge fiscale découlant de gains sur des opérations de couverture relatives à notre investissement net dans des établissements à l'étranger. L'état consolidé de la variation des capitaux propres de BMO, à la page 94, présente un sommaire des éléments qui accroissent ou réduisent les capitaux propres, tandis que la note 21 afférente aux états financiers, à la page 121, donne des détails sur les composantes et les variations du capital-actions. Nos pratiques et stratégies de gestion globale du capital sont présentées en détail à la page 57.

Gestion globale du capital

Cadre de gestion du capital

Notre cadre de gestion du capital est conçu pour maintenir un niveau optimal de capital, grâce à une structure rentable qui respecte nos ratios cibles pour le capital réglementaire, correspond à notre évaluation interne du capital nécessaire, est conforme à la cote de crédit cible, appuie les stratégies de nos groupes d'exploitation et accroît la valeur à long terme pour les actionnaires. Notre démarche consiste notamment à établir des limites, des buts et des mesures des résultats pour effectuer la gestion du bilan, des risques et des montants minimaux de capital, ainsi qu'à émettre et à racheter des titres de façon à obtenir la structure de capital la plus économique possible. Les éléments clés de notre cadre de gestion du capital sont approuvés par le Conseil d'administration dans le contexte de la réévaluation annuelle de notre politique de gestion du capital et de la planification du capital. La suffisance du capital est évaluée en fonction du plan de capital tout au long de l'exercice et le plan est mis à jour en conséquence.

Aux fins de la gestion du rendement et de la prise de décision, nous affectons le capital aux secteurs d'activité principalement en fonction de l'évaluation et de la mesure du capital économique requis des secteurs, comme il est indiqué à la page 66, et des besoins en capital réglementaire. En affectant le capital aux unités d'exploitation et en mesurant leur rendement relativement au capital nécessaire compte tenu des risques inhérents à leurs activités, nous augmentons autant que possible notre rendement des capitaux propres rajusté en fonction des risques. Nous nous assurons également de conserver un capital suffisant pour protéger les parties prenantes contre les risques inhérents à nos diverses activités, tout en bénéficiant de la souplesse nécessaire pour affecter les ressources aux activités à rendement élevé qui soutiennent la croissance stratégique de nos groupes d'exploitation. L'excédent de capital par rapport à ce que nous estimons nécessaire pour soutenir nos secteurs d'activité est détenu par les Services d'entreprise.

Notre rigueur en matière de gestion du capital nous aide à respecter notre engagement de longue date à accroître la valeur pour les actionnaires.

Analyse du capital réglementaire

La suffisance du capital des banques canadiennes est mesurée en vertu des lignes directrices publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) du Canada et fondées sur les normes établies par la Banque des règlements internationaux.

Le capital de première catégorie représente les formes de capital les plus permanentes et comprend principalement les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, les actions privilégiées et les instruments hybrides innovants, moins une déduction pour les écarts d'acquisition et les actifs incorporels excédentaires. Le capital de première catégorie a augmenté de 0,4 milliard de dollars au cours de l'exercice et s'est établi à 17,0 milliards. Cette augmentation est surtout attribuable à la croissance des bénéfices non répartis, à l'incidence d'émissions nettes de capital et au reclassement, du capital de deuxième catégorie au capital de première catégorie, d'actions privilégiées d'une filiale. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par des écarts de conversion dus au raffermissement du dollar canadien.

Le capital total inclut le capital de première catégorie et de deuxième catégorie, moins certaines déductions. Le capital de deuxième catégorie est composé principalement de débentures subordonnées et de la partie admissible de la provision générale pour pertes sur créances. Le capital de deuxième catégorie a augmenté pendant l'exercice en raison surtout de l'émission de débentures subordonnées. Le tableau 20, à la page 88, donne plus de détails sur les éléments du capital de BMO.

L'actif pondéré en fonction des risques est établi en appliquant les règles prescrites par le BSIF aux risques liés aux éléments du bilan et hors bilan, ainsi qu'aux risques de marché liés à nos activités de négociation. L'actif pondéré en fonction des risques a augmenté de 15,9 milliards de dollars et s'est établi à 178,7 milliards, principalement en raison de la hausse des prêts et de l'actif pondéré en fonction des risques de marché de BMO Marchés des capitaux. L'actif pondéré en fonction des risques de marché a augmenté en partie en raison de l'adoption d'une méthode plus prudente pour la conversion de certaines de nos positions de négociation et de prise ferme en actifs pondérés en fonction des risques, aux fins du capital réglementaire. L'actif pondéré en fonction des risques des Services bancaires Particuliers et entreprises a diminué en raison d'initiatives visant à gérer de façon rentable les exigences relatives au capital réglementaire. En 2008, nous prévoyons réaliser une croissance soutenue de l'actif pondéré en fonction des risques et procéder à une distribution du capital en faveur des secteurs bénéficiant d'un avantage stratégique. Une répartition détaillée de l'actif pondéré en fonction des risques est présentée au tableau 21, à la page 88.

Le ratio de capital de première catégorie, le ratio du capital total et le ratio de l'actif au capital sont les principales mesures du capital suivies par le BSIF.

Le **ratio de capital de première catégorie** est obtenu en divisant le capital de première catégorie par l'actif pondéré en fonction des risques.

Le **ratio du capital total** est obtenu en divisant le capital total par l'actif pondéré en fonction des risques.

Le **ratio de l'actif au capital** est établi en divisant l'actif total, y compris les éléments hors bilan spécifiés nets des autres déductions spécifiées, par le capital total.

Le ratio de capital de première catégorie est notre principale mesure de la suffisance du capital. Ce ratio a baissé, passant de 10,22 % il y a un an à 9,51 %, en raison de la forte croissance de l'actif pondéré en fonction des risques, partiellement neutralisée par l'augmentation du capital de première catégorie. Le ratio demeure solide et a été nettement supérieur à notre politique qui consistait à maintenir un ratio d'au moins 8,0 % en 2007. En 2008, notre cible consiste à maintenir un ratio du capital de première catégorie d'au moins 8,0 %.

Notre ratio du capital total a diminué, passant de 11,76 % il y a un an à 11,74 %. Cette diminution est imputable à la croissance de l'actif pondéré en fonction des risques, qui a été partiellement neutralisée par l'émission nette de titres inclus dans la dette subordonnée et par la croissance du capital de première catégorie. Tant notre ratio du capital de première catégorie que notre ratio du capital total demeurent nettement supérieurs aux ratios du capital minimaux de 7 % et de 10 %, respectivement, exigés par le BSIF pour une institution financière bien capitalisée.

Comme il est indiqué dans la section Provision pour impôts sur les bénéfices, BMO couvre le risque de change découlant du montant net de son investissement dans des établissements aux États-Unis en finançant le montant net de l'investissement en dollars américains. Cette stratégie réduit l'effet des variations des taux de change sur les ratios du capital de BMO puisque l'incidence, sur le capital de première catégorie, des écarts de conversion découlant d'une hausse ou d'une baisse de la valeur du dollar canadien est largement neutralisée par la variation de l'équivalent en dollars canadiens des actifs américains pondérés en fonction des risques.

Le ratio de l'actif au capital de BMO a augmenté, passant de 16,1 en 2006 à 17,2, principalement en raison de la croissance des prêts et des valeurs mobilières. Le ratio demeure bien inférieur au maximum autorisé par le BSIF.

Activités de gestion du capital

Dans le cadre de ses efforts constants visant à gérer le capital de façon rentable, BMO a procédé à un certain nombre d'émissions et de rachats en 2007. Nous avons procédé à l'émission d'actions privilégiées de catégorie B de série 13, d'une valeur de 350 millions de dollars, et de série 14, d'une valeur de 250 millions. Nous avons également procédé à l'émission de billets à moyen terme de série D, deuxième tranche, d'une valeur de 1,2 milliard de dollars. Nous avons procédé à l'émission de billets de fiducie secondaires, série A, de BMO, d'une valeur de 800 millions de dollars, par la Fiducie de billets secondaires BMO, une fiducie à capital fixe qui est une filiale en propriété exclusive de BMO. Ces billets sont entièrement et inconditionnellement garantis par BMO, sur une base subordonnée, et remplissent les conditions pour faire partie de la dette subordonnée aux fins de la réglementation. Nous avons par ailleurs procédé au rachat des débentures de série 22 à 7,92 % d'une valeur de 150 millions de dollars et de nos actions privilégiées de catégorie B de série 4 d'une valeur de 200 millions. En outre, nos billets à 7,80 % d'une valeur de 300 millions de dollars américains sont arrivés à échéance. Vous trouverez de plus amples informations à ce sujet aux notes 18 et 21 afférentes aux états financiers.

Le 31 août 2007, nous avons annoncé une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, commençant le 6 septembre 2007 et se terminant le 5 septembre 2008, en vertu de laquelle nous pouvons racheter aux fins d'annulation jusqu'à 25 millions d'actions ordinaires de BMO, représentant environ 5 % du flottant. En vertu de notre précédente offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités d'une durée de 12 mois, qui est arrivée à échéance le 5 septembre 2007 et qui nous permettait de racheter jusqu'à 15 millions d'actions ordinaires en vue de les annuler, 8 087 400 actions avaient été rachetées, au prix total de 555,6 millions de dollars. Nous avons accru le volume du programme de rachat d'actions en 2007 afin de bénéficier d'une plus grande souplesse dans la gestion des niveaux de capital de BMO.

Notre programme de rachat d'actions vise principalement à compenser, au fil du temps, l'effet de dilution causé par l'émission d'actions découlant de l'exercice d'options d'achat d'actions, du Régime de réinvestissement des dividendes et des actions échangeables. En 2007, BMO a racheté un total de 7 622 000 actions en vertu de son programme de rachat d'actions ordinaires, au prix de 524,3 millions de dollars, soit plus que les 5 458 000 actions émises en 2007 au titre de l'exercice d'options d'achat d'actions, du Régime de réinvestissement des dividendes et de la conversion d'actions échangeables.

Dividendes

La fourchette du ratio de distribution cible de BMO est comprise entre 45 % et 55 % du résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, ce qui représente la fourchette la plus élevée parmi les grandes banques canadiennes. Cette fourchette reflète notre confiance en notre capacité soutenue d'accroître le revenu net et en la solidité de notre assise financière. De façon générale, nous augmentons les dividendes en fonction des tendances à long terme en matière de croissance du résultat par action, tout en conservant une part suffisante de revenu net pour soutenir la croissance prévue du volume d'affaires, financer les investissements stratégiques et fournir un soutien continu aux déposants.

Le dividende déclaré par action ordinaire en 2007 s'est établi à 2,71 \$, une hausse de 20 % par rapport à 2,26 \$ en 2006. Les dividendes déclarés en 2007 représentent 47 % du résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, abstraction faite de l'incidence des éléments significatifs; il se situe dans la fourchette de notre ratio de distribution cible qui est de 45 % à 55 %. Les dividendes déclarés ont augmenté au cours de trois des quatre trimestres de 2007, et se sont établis à 0,70 \$ l'action au quatrième trimestre de 2007, une hausse de 13 % par rapport à 0,62 \$ l'action au quatrième trimestre de 2006. À la fin de l'exercice, le rendement annuel de l'action ordinaire de BMO s'établissait à 4,4 % selon le cours de clôture. Le 27 novembre 2007, le Conseil d'administration de BMO a déclaré un dividende trimestriel par action ordinaire de 0,70 \$, inchangé par rapport au trimestre précédent.

Pour les fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire, BMO désigne tous les dividendes versés sur ses actions ordinaires et privilégiées au cours de l'année civile 2006, et tous les dividendes (y compris les dividendes réputés) versés par la suite, comme « dividendes admissibles », à moins d'indication contraire par BMO.

Cote de crédit

Au cours du deuxième trimestre de 2007, notre cote de crédit, attribuée par les services aux investisseurs de Moody's aux créances prioritaires, a été haussée de Aa3 à Aa1, en raison d'un changement dans la méthode de Moody's. Au cours du troisième trimestre, l'agence de notation Standard & Poor's a abaissé les cotes qu'elle attribue à BMO et à ses filiales, y compris la cote attribuée aux créances prioritaires, de AA- à A+, évoquant des inquiétudes concernant notre gouvernance relative au risque de marché et d'autres facteurs. Les cotes attribuées aux créances prioritaires de BMO par Dominion Bond Rating Service et Fitch Ratings étaient de AA et AA-, respectivement. Ces quatre cotes ont été attribuées avec perspective stable à la fin de l'exercice et sont réservées aux émetteurs de premier ordre.

Nouvel accord de Bâle

Comme il est décrit à la page 66, dans la section Gestion globale des risques, nous continuons à faire le nécessaire pour respecter toutes les exigences applicables du Nouvel accord de Bâle, y compris le passage en revue de notre processus d'évaluation de la suffisance du capital relativement à notre profil de risque. Cette évaluation sera assujettie à l'examen du BSIF, l'organisme qui réglemente nos activités.

Capital de première catégorie (en millions de dollars)

	2007	2006
Au début de l'exercice	16 641	15 430
Revenu net	2 131	2 663
Dividendes	(1 396)	(1 163)
Écarts d'acquisition et actifs incorporels excédentaires	(42)	(7)
Émission d'actions ordinaires	246	258
Rachat d'actions ordinaires	(524)	(376)
Autres émissions, déduction faite des rachats	400	—
Reclassement d'actions privilégiées de filiale du capital de deuxième catégorie	230	—
Conversion et autres activités	(692)	(164)
À la fin de l'exercice	16 994	16 641

Actif pondéré en fonction des risques (en millions de dollars)

	2007	2006
Au début de l'exercice	162 794	149 855
Augmentations (diminutions)		
Services bancaires Particuliers et entreprises	(4 138)	4 705
Groupe Gestion privée	680	(184)
BMO Marchés des capitaux	19 505	10 163
Services d'entreprise	(154)	(1 745)
À la fin de l'exercice	178 687	162 794

Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires

Au 27 novembre 2007	Nombre d'actions ou montant en dollars	Dividendes déclarés par action		
		2007	2006	2005
Actions ordinaires	498 592 000	2,71 \$	2,26 \$	1,85 \$
Actions privilégiées de catégorie B				
Série 5	200 000 000 \$	1,33 \$	1,33 \$	1,33 \$
Série 13	350 000 000 \$	0,96 \$	—	—
Série 14 1)	250 000 000 \$	— \$	—	—
Titres convertibles en actions ordinaires :				
Actions privilégiées de catégorie B 2)				
Série 4 3)	—	0,91 \$	1,20 \$	1,20 \$
Série 6	250 000 000 \$	1,19 \$	1,19 \$	1,19 \$
Série 10	300 000 000 \$US	1,49 \$US	1,49 \$US	1,49 \$US
Options d'achat d'actions				
— droits acquis	15 556 000			
— droits non acquis	5 071 000			

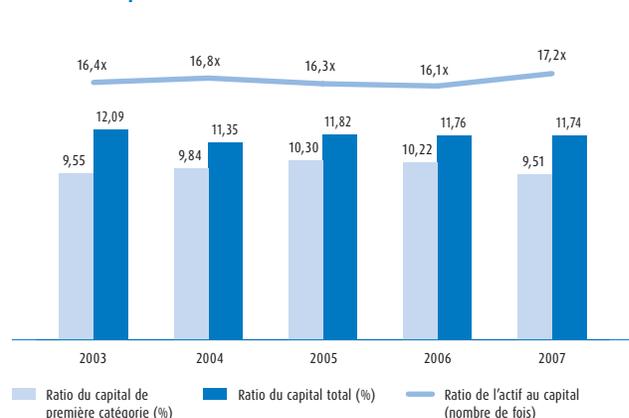
1) Dividende initial déclaré en novembre 2007.

2) Les actions privilégiées convertibles pourront être échangées au prorata contre des actions ordinaires dans les années à venir sur une base de 95 % du prix de négociation moyen de l'action ordinaire sur une période de 20 jours se terminant 4 jours avant la date de l'échange.

3) Rachetées en août 2007.

La note 21 afférente aux états financiers, à la page 121, traite en détail du capital-actions.

Mesures du capital



Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, BMO prend un certain nombre d'arrangements hors bilan. Les explications qui suivent portent sur les principaux types d'arrangements hors bilan.

Instruments de crédit

Pour répondre aux besoins financiers de nos clients, nous utilisons une variété d'instruments de crédit hors bilan. Ces instruments comprennent les cautionnements bancaires et les lettres de crédit de soutien, qui représentent notre engagement à effectuer des paiements à un tiers pour le compte d'un client si ce dernier n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou d'exécuter d'autres engagements contractuels. Nous effectuons également des prêts de titres, c'est-à-dire que nous prêtons à un tiers nos titres ou des titres appartenant à un client. Dans ces cas, notre risque de crédit est lié à la possibilité que le tiers ne remette pas les titres comme il a été convenu. Nous accordons également du crédit documentaire, qui représente notre consentement à honorer les traites présentées par un tiers après l'exécution de certaines activités. Les crédits fermes sont les arrangements hors bilan qui représentent notre promesse de mettre à la disposition d'un client, à certaines conditions, un crédit, sous forme de prêts ou d'autres instruments de crédit d'un montant et d'un terme déterminés.

Un nombre important d'instruments de crédit sont en cours à tout moment. Notre clientèle est très diversifiée et nous ne prévoyons aucun événement ni aucune situation qui aurait pour effet la défaillance d'un nombre important de nos clients à l'égard de leurs obligations contractuelles. Nous avons recours à notre processus d'octroi de crédit avant de prendre la décision de conclure ou non ces arrangements, comme nous le faisons à l'égard des prêts. Nous surveillons les instruments hors bilan afin de nous assurer qu'il n'y a aucune concentration indue dans une région ou une industrie données.

Le montant maximal à payer par BMO en vertu de ces instruments de crédit s'élevait à environ 110 milliards de dollars au 31 octobre 2007 (110 milliards au 31 octobre 2006). Toutefois, ce montant ne représente pas notre risque de crédit probable ni nos besoins de liquidités relatifs à ces instruments, car il ne tient pas compte des montants qui pourraient être recouverts en vertu de dispositions prévoyant un recours ou la constitution d'une garantie. Par ailleurs, la grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. D'autres renseignements sur ces instruments sont présentés à la note 5 afférente aux états financiers, à la page 103.

Les engagements de prêts de titres sont généralement à court terme et assujettis à la remise sur demande. En ce qui concerne tous les autres engagements de crédit susmentionnés, une résiliation anticipée par BMO en l'absence d'un événement qui cause une défaillance pourrait entraîner une rupture de contrat.

Instruments dérivés

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'ICCA concernant les instruments dérivés de couverture. Ces nouvelles règles exigent que nous inscrivions l'ensemble de nos instruments dérivés de couverture au bilan consolidé à la juste valeur (voir la section Modification de la convention comptable de la note 9 afférente aux états financiers, à la page 108). Avant le 1^{er} novembre 2006, nous comptabilisions les instruments dérivés qui répondaient aux conditions de la comptabilité de couverture selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les instruments dérivés de couverture de taux d'intérêt étaient considérés comme des instruments hors bilan. La juste valeur de nos instruments dérivés de couverture correspondait à un actif de 77 millions de dollars et à un passif de 127 millions au 31 octobre 2006. En vertu des nouvelles règles, les instruments dérivés de couverture sont maintenant constatés à leur juste valeur dans notre bilan consolidé.

Entités à détenteurs de droits variables (EDDV)

Entités de titrisation des clients

Les entités de titrisation des clients (aussi appelées conduits multicédants soutenus par des banques) aident nos clients à titriser leurs actifs et à obtenir ainsi des sources de financement de substitution. Ces entités donnent à nos clients l'accès à du financement sur les marchés du papier commercial en achetant les actifs que ces clients leur vendent et en émettant alors du papier commercial à l'intention des investisseurs afin de financer les achats. Dans presque tous les cas, les cédants continuent à gérer les actifs cédés; s'il y a des pertes sur les actifs, les cédants sont les premiers à assumer ces pertes. Nous

percevons des frais pour les services que nous fournissons relativement aux opérations de titrisation, y compris des frais de liquidité, de distribution et d'arrangements financiers pour le soutien que nous apportons au fonctionnement continu des entités de titrisation. Ces frais ont totalisé environ 80 millions de dollars en 2007 et 99 millions en 2006.

De façon générale, les investisseurs qui souscrivent le papier commercial peuvent seulement exercer des recours contre les actifs de l'EDDV émettrice. Notre risque de perte est lié à nos investissements dans le papier commercial émis par ces entités, aux contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec elles et au soutien de trésorerie que nous leur fournissons sous forme de lettres de crédit de soutien ou d'engagements de crédit ferme. Nous avons recours à notre processus d'octroi de crédit avant de prendre la décision de conclure ou non ces ententes, comme nous le faisons à l'égard des prêts. Pendant l'exercice, nous avons changé la nature des facilités de liquidité que nous offrons à certaines entités de titrisation de nos clients canadiens. Nous leur offrons maintenant des facilités de liquidité de style international, qui présentent des critères objectifs d'utilisation. Auparavant, nous offrions des facilités de liquidité qui étaient liées aux perturbations des marchés et dont les critères étaient plus subjectifs. Le montant contractuel global du soutien lié à des facilités canadiennes s'élevait à 20 756 millions de dollars au 31 octobre 2007 (20 237 millions en 2006). Le montant contractuel global du soutien lié à des facilités américaines se chiffrait à 10 719 millions de dollars au 31 octobre 2007 (12 366 millions en 2006). En 2006, ce soutien comprenait un montant de 634 millions de dollars relatif à une facilité de crédit américaine qui a pris fin depuis. À la fin de l'exercice, aucune somme n'était utilisée dans le cadre de ces facilités.

Au 31 octobre 2007, BMO détenait 5 564 millions de dollars de papier commercial émis par ces entités (448 millions de dollars au 31 octobre 2006).

BMO conclut à l'occasion des instruments dérivés avec ces entités afin de permettre à ces dernières de gérer les risques liés aux fluctuations de taux d'intérêt et de taux de change. La juste valeur de ces contrats au 31 octobre 2007, soit 20 millions de dollars, est comptabilisée dans notre bilan consolidé et représentait un passif dérivé (par rapport à un passif dérivé de 5 millions au 31 octobre 2006).

Le niveau de PCAA que nous possédons dans deux de ces entités nous expose au risque de subir la majorité des gains ou des pertes prévus, et c'est pourquoi ces entités ont été consolidées. Au 31 octobre 2007, notre bilan consolidé comportait des actifs de 311 millions de dollars classés dans les autres actifs et du papier commercial d'une valeur de 65 millions de dollars classé dans le passif sous le titre dépôts.

Dans l'éventualité où nous déciderions ou serions tenus de mettre fin à notre relation avec une entité de titrisation des clients, nous serions obligés de détenir tout instrument dérivé connexe jusqu'à son échéance. Nous ne percevrions plus de frais pour la prestation des services liés aux opérations de titrisation énoncés précédemment.

Entités à financement structuré

Nous facilitons le développement de produits de placement par des tiers, y compris de fonds communs de placement, de fiducies d'investissement à participation unitaire et d'autres fonds d'investissement qui visent les investisseurs individuels. Nous concluons des contrats sur instruments dérivés avec ces fonds afin de fournir aux investisseurs le degré de risque qu'ils désirent et couvrons notre risque lié à ces instruments dérivés en investissant dans d'autres fonds. Nous soutenons également des EDDV qui fournissent aux investisseurs un accès à des portefeuilles de créances par l'émission de papier commercial. Nous consolidons ces EDDV lorsque nos intérêts nous exposent à subir la majorité des pertes prévues et/ou nous donnent la possibilité de bénéficier de la majorité des rendements résiduels prévus. Les actifs détenus par les EDDV dans lesquelles nous avons des droits variables importants mais que nous ne consolidons pas totalisaient 2 365 millions de dollars au 31 octobre 2007 (762 millions en 2006). Notre risque de subir des pertes des EDDV relativement à cette activité se limite au montant de notre investissement, qui totalisait 553 millions de dollars au 31 octobre 2007 (216 millions en 2006).

Dans l'éventualité où nous déciderions de mettre fin à notre relation avec une entité de financement structuré, nous serions tenus de régler les instruments dérivés connexes, le cas échéant, à leur juste valeur.

Entités de titrisation de la Banque

Nous vendons périodiquement des prêts à des entités hors bilan ou à des fiducies, à des fins de gestion de capital ou pour obtenir des sources de financement de substitution. Le gain sur la vente aux entités de titrisation ainsi que d'autres revenus perçus à titre de frais de gestion des prêts cédés sont portés au revenu. L'effet des activités de titrisation sur nos revenus et nos frais est décrit à la note 7 afférente aux états financiers, à la page 104.

BMO détient des droits conservés dans ces entités de titrisation de la Banque, parce que nous avons parfois l'obligation d'acquiescer des droits subordonnés ou de maintenir des sommes en espèces déposées dans des entités et que nous avons comptabilisé des prix d'achat différés. Ces prix constituent le montant du gain sur les ventes aux entités de titrisation qui n'a pas été reçu en espèces. Les droits conservés comptabilisés à titre d'actifs à notre bilan consolidé au 31 octobre 2007 et 2006 s'élevaient à 388 millions de dollars et à 369 millions, respectivement. Dans l'éventualité où les actifs détenus par ces entités feraient l'objet de défaillances, les droits conservés pourraient ne pas être recouvrables et seraient dépréciés. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons déprécié 40 millions de dollars de droits conservés dans des entités de titrisation (par rapport à 36 millions en 2006). L'incidence des opérations de titrisation sur le bilan consolidé est décrite à la note 7 afférente aux états financiers, à la page 104.

Nous offrons d'autres services de liquidité à nos entités de titrisation à hauteur de la valeur nominale du papier commercial émis. Le montant contractuel global du soutien de trésorerie accordé à des entités de titrisation de la Banque se chiffrait à 5,1 milliards de dollars à la fin de 2007 (5 milliards en 2006). Ce montant est inclus dans les autres instruments de crédit présentés à la note 5 afférente aux états financiers, à la page 103. À la fin de l'exercice, aucun montant n'avait été utilisé.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons changé la nature des facilités de liquidité que nous offrons aux entités de titrisation de la Banque. Nous leur offrons maintenant des facilités de liquidité de style international qui comportent des critères objectifs quant à la détermination du moment où les liquidités peuvent être utilisées.

Les instruments dérivés conclus avec ces entités leur permettent de gérer les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt.

La juste valeur des instruments dérivés conclus avec ces entités est comptabilisée dans notre bilan consolidé et représentait un passif dérivé de 52 millions de dollars au 31 octobre 2007 (27 millions en 2006). Au 31 octobre 2007, nous détenions du papier commercial émis par ces entités pour un montant de 367 millions de dollars.

Dans l'éventualité où nous déciderions de mettre fin à notre relation avec une entité de titrisation de la Banque, nous serions tenus de régler les instruments dérivés connexes à leur juste valeur. Tout prix d'achat différé comptabilisé dans le bilan consolidé continuerait d'être perçu auprès de l'entité de titrisation comme convenu; toutefois, les ventes de prêts à l'entité cesseraient.

Entités de gestion d'instruments de crédit

Les entités de gestion d'instruments de crédit offrent aux investisseurs des occasions de placement dans des portefeuilles de créances sur mesure et diversifiés dans plusieurs catégories d'actifs et de cotes de catégorie investissement. En 2007 et en 2006, nous avons perçu des frais de 21 millions de dollars et de 29 millions, respectivement, pour la gestion de ces portefeuilles.

Nous détenons des droits dans des entités de gestion de placements structurés de premier ordre. Notre risque de perte est lié à nos investissements dans ces entités, aux contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec elles et au soutien de trésorerie que nous leur fournissons sous forme de lettres de crédit de soutien, d'engagements de crédit ferme ou d'achat de leurs titres de créance de premier rang. Notre investissement dans les billets de capital de ces entités de gestion de placements structurés s'élevait à 53 millions de dollars au 31 octobre 2007 (76 millions en 2006), déduction faite d'une dévaluation de 15 millions en 2007, et est comptabilisé dans les titres disponibles à la vente inscrits à notre bilan consolidé. Nous avons aussi fourni un engagement de financement de 1,3 milliard de dollars pour l'achat des billets de premier rang émis par les entités de gestion de placements structurés. Au 31 octobre 2007, une somme de 350 millions de dollars était utilisée et incluse dans les titres disponibles à la vente. Le montant contractuel global des lettres de crédit dans le cadre des concours de trésorerie s'élevait à 221 millions de dollars au 31 octobre 2007 (184 millions en 2006). Ce montant comprend une partie des autres instruments de crédit décrits à la note 5 afférente aux états financiers, à la page 103. Aucune somme n'était utilisée à la fin de l'exercice.

La juste valeur des contrats sur instruments dérivés conclus avec ces entités au 31 octobre 2007 est comptabilisée dans notre bilan consolidé et représentait un passif dérivé de 11 millions de dollars (18 millions en 2006).

Postérieurement à l'exercice terminé le 31 octobre 2007, 904 millions de dollars additionnels étaient utilisés dans le cadre de l'engagement de financement pour l'achat de titres de créance de premier rang émis par ces entités.

Dans l'éventualité où nous déciderions de mettre fin à notre relation avec ces entités, les instruments dérivés connexes seraient réglés à leur juste valeur et nous ne percevrions plus de frais administratifs auprès de ces entités.

Fiducies de capital

La Fiducie de billets secondaires BMO a émis des billets de fiducie secondaires de BMO (les « billets ») d'une valeur de 800 millions de dollars, dont le produit a servi à acheter un billet de dépôt prioritaire de BMO. Nous détenons toutes les parts avec droit de vote en circulation de la fiducie et les détiendrons en permanence tant que les billets seront en circulation. Nous avons le contrôle majoritaire de cette fiducie, mais nous n'avons pas l'obligation de la consolider. BMO ne dissoudra pas cette fiducie tant que les billets seront en circulation, sauf si la fiducie a des fonds suffisants pour payer le prix de rachat de ces billets et si le Bureau du surintendant des institutions financières donne son approbation. Nous fournissons également une facilité de crédit de 30 millions de dollars à cette fiducie, dont 5 millions étaient utilisés au 31 octobre 2007. Nous garantissons le paiement du capital, des intérêts, du prix de rachat, le cas échéant, et de tout autre montant lié aux billets sur une base subordonnée.

Garanties

Les garanties comprennent les contrats en vertu desquels nous pourrions devoir effectuer des paiements à une contrepartie, à la suite de changements dans la valeur d'un actif, d'un passif ou d'un titre de participation détenu par la contrepartie. Les contrats en vertu desquels nous pourrions devoir effectuer des paiements si un tiers ne s'acquiesce pas de ses obligations conformément aux conditions d'un contrat et les contrats en vertu desquels nous fournissons des garanties indirectes à l'égard des obligations d'une autre partie sont considérés comme des garanties. Dans le cours normal de nos activités, nous utilisons divers types de garanties, notamment des lettres de crédit de soutien, des concours de trésorerie et des instruments dérivés (entre autres des swaps sur défaillance position vendeur et des options position vendeur), ainsi que des conventions d'indemnisation.

Le montant maximal à payer, sans tenir compte des montants qui pourraient être recouverts en vertu de dispositions prévoyant un recours ou la constitution d'une garantie, était de 93 milliards de dollars au 31 octobre 2007.

La note 6 afférente aux états financiers, à la page 104, donne plus de détails concernant ces contrats.

Instruments financiers

BMO étant une institution financière, son bilan est composé en majeure partie d'instruments financiers, et son revenu net découle principalement des gains, des pertes et des revenus et frais liés aux instruments financiers.

Les actifs qui sont des instruments financiers comprennent l'encaisse, les valeurs mobilières, les prêts, ainsi que les obligations des clients en vertu des acceptations et des instruments dérivés. Les passifs qui sont des instruments financiers comprennent les dépôts, les instruments dérivés, les acceptations, les titres vendus à découvert, les titres mis en pension ou prêtés, la dette subordonnée, les actions privilégiées classées dans le passif et les titres d'une fiducie de capital.

Nous avons recours aux instruments financiers pour les activités de négociation et autres. Les activités autres que de négociation comprennent généralement les activités de crédit, d'investissement à long terme, de financement et de gestion de l'actif et du passif.

Le fait d'utiliser des instruments financiers nous expose à un risque de crédit et de contrepartie ainsi qu'à divers risques de marché, notamment le risque de variation de cours des actions, le risque lié aux produits de base, le risque de taux d'intérêt et le risque de change. Une explication de la façon dont nous gérons les risques ainsi que de la sensibilité au risque structurel de taux d'intérêt est présentée à la section Gestion globale des risques, aux pages 66 à 73 du présent Rapport de gestion.

De plus amples renseignements sur la façon dont nous déterminons la juste valeur des instruments financiers figurent à la rubrique Instruments financiers évalués à leur juste valeur, à la section suivante du Rapport de gestion intitulée Principales estimations comptables.

Principales estimations comptables

Les notes afférentes aux états financiers consolidés du 31 octobre 2007 de BMO présentent un résumé de nos principales estimations comptables. Les estimations dont il est question ci-dessous sont particulièrement importantes parce qu'elles exigent que la direction fasse preuve d'un haut degré de jugement. La direction a établi des normes et des méthodes de contrôle détaillées qui visent à assurer que les décisions fondées sur des jugements sont bien contrôlées, vérifiées de façon indépendante et appliquées uniformément d'une période à l'autre. Nous sommes d'avis que nos estimations de la valeur des actifs et des passifs de BMO sont appropriées.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances rajuste la valeur des actifs liés aux créances pour faire état de leur valeur de réalisation estimative. Lorsque nous évaluons la valeur de réalisation, nous devons nous fonder sur des estimations subjectives portant sur des questions dont l'issue finale est incertaine, notamment les facteurs économiques, les faits nouveaux qui peuvent influencer sur les affaires des entreprises dans un secteur déterminé et la situation particulière de certains emprunteurs. L'évolution de la situation peut faire en sorte que les évaluations futures du risque de crédit diffèrent dans une mesure importante des évaluations actuelles, ce qui pourrait nécessiter une augmentation ou une diminution de la provision pour pertes sur créances.

Une de nos principales mesures de rendement est la dotation à la provision pour pertes sur créances exprimée en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (y compris les titres pris en pension ou empruntés). Au cours des dix derniers exercices, ce ratio a varié de 0,66 %, son plus haut niveau atteint en 2001, à -0,07 %, son plus bas niveau atteint en 2004. Ce ratio varie en fonction de l'évolution de la situation économique et des conditions du crédit. Si nous appliquions ces ratios au solde net moyen des prêts et acceptations (y compris les titres pris en pension ou empruntés) en 2007, notre dotation à la provision pour pertes sur créances irait d'une dotation de 1 346 millions de dollars à un recouvrement net de 143 millions de dollars. Pour l'exercice 2007, notre dotation à la provision pour pertes sur créances s'élève à 353 millions de dollars.

On trouvera d'autres renseignements sur la méthode utilisée pour établir la provision pour pertes sur créances à la section portant sur le risque de crédit, à la page 67, ainsi qu'à la note 4 afférente aux états financiers, à la page 101.

Instruments financiers évalués à leur juste valeur

BMO comptabilise les titres et instruments dérivés à leur juste valeur. La juste valeur représente notre estimation de la somme que nous pourrions actuellement recevoir, ou devoir payer dans le cas d'un passif dérivé, dans le cadre d'une transaction entre parties consentantes.

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégories les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation pour mesurer la juste valeur. La mesure dans laquelle nous utilisons les cours du marché (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données du marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données du marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les actifs dérivés et les passifs dérivés au 31 octobre 2007 est la suivante :

	Titres disponibles à la vente	Titres de négociation	Instruments dérivés	
			Actif	Passif
Évaluation selon les cours du marché	59 %	93 %	8 %	8 %
Évaluation selon des modèles internes (avec données observables)	35	—	91	91
Évaluation selon des modèles internes (sans données observables)	6	7	1	1
Total	100 %	100 %	100 %	100 %

Les justes valeurs de la plupart des titres et des instruments dérivés négociés en bourse sont déterminées à partir des cours du marché (niveau 1). La majorité des instruments dérivés négociés sur le marché hors cote sont évalués à l'aide de prix multisources et de modèles qui utilisent des données du marché observables (niveau 2). Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est déterminée à l'aide de courbes de rendement basées sur des taux d'intérêt du marché observables. Une petite proportion des instruments dérivés et des titres négociés sur le marché hors cote est évaluée d'après des données qui ne sont pas observables ou qui ne peuvent être corroborées par des données du marché (niveau 3). Par exemple, la juste valeur d'un swap de devises à échéance éloignée peut être déterminée en utilisant des courbes futures hypothétiques qui ne peuvent être calculées

qu'à partir de données du marché disponibles. On trouvera des explications sur le risque de marché à la page 68. Le niveau 3, en ce qui a trait aux titres de négociation, comprend le papier commercial adossé à des actifs et émis par des conduits non soutenus par des banques et par un conduit soutenu par BMO. Le niveau 3, en ce qui a trait aux titres disponibles à la vente, comprend notre investissement dans les billets de capital et billets de premier rang des entités de gestion de placements structurés soutenues par BMO. Nous déterminons la juste valeur de ces titres au moyen de diverses techniques d'évaluation, y compris la valeur actualisée des flux de trésorerie, la juste valeur des actifs sous-jacents et l'utilisation de variables de substitution.

Les modèles d'évaluation reposent sur des hypothèses et des données du marché générales et ne reflètent donc pas les risques spécifiques et les autres facteurs susceptibles d'influer sur la juste valeur d'un instrument en particulier. Aussi effectuons-nous certains rajustements lorsque nous utilisons des modèles internes pour établir les justes valeurs. Ces rajustements à la juste valeur tiennent compte de l'incidence estimative du risque de crédit, du risque de liquidité, de considérations relatives à l'évaluation, des frais d'administration et des frais de clôture. Par exemple, le rajustement lié au risque de crédit introduit le risque de crédit dans notre évaluation des justes valeurs en prenant en compte des facteurs comme la cote de crédit de la contrepartie, la durée de l'instrument et les écarts de taux.

Un groupe indépendant des secteurs d'activité liés à la négociation, le Contrôle de l'évaluation des produits, vérifie les justes valeurs auxquelles les instruments financiers sont comptabilisés. Dans le cas des instruments évalués au moyen de modèles, le groupe de contrôle repère les situations où les estimations doivent être rajustées pour obtenir la juste valeur. Au cours de l'exercice, nous avons modifié notre processus d'évaluation afin d'y intégrer une méthode plus appropriée d'évaluation en fonction du marché en ce qui concerne le portefeuille des produits de base.

Les méthodes utilisées pour calculer ces rajustements sont révisées régulièrement pour s'assurer qu'elles demeurent appropriées. Il est rare que nous fassions des changements importants aux méthodes d'évaluation et nous le faisons seulement lorsque nous considérons qu'un changement permettra de mieux estimer la juste valeur.

Rajustements d'évaluation

Au 31 octobre (en millions de dollars)	2007	2006
Risque de crédit	50	33
Risque de liquidité	20	42
Frais d'administration	7	7
Autres	2	9
	79	91

L'augmentation du rajustement lié au risque de crédit est attribuable à l'élargissement des écarts de taux et aux améliorations apportées au calcul de ce rajustement afin de refléter davantage les données du marché. La réduction du rajustement d'évaluation lié au risque de liquidité est attribuable principalement à une baisse dans la détention d'instruments dérivés de produits de base.

Comptabilisation des opérations de titrisation

Lorsque des prêts sont titrisés, nous comptabilisons un gain ou une perte sur la vente. Pour déterminer le gain ou la perte, la direction doit estimer la valeur actualisée nette des flux de trésorerie prévus en se fondant sur des estimations du montant des intérêts et des frais qui seront perçus sur les actifs titrisés, du revenu à verser aux investisseurs, de la partie des actifs titrisés qui sera remboursée avant leur échéance, des pertes sur créances, de la juste valeur des frais de service et du taux d'actualisation de ces flux de trésorerie futurs estimatifs. Les flux de trésorerie réels peuvent différer considérablement des estimations de la direction. Si les estimations des flux de trésorerie futurs avaient été différentes, le gain tiré des opérations de titrisation comptabilisé dans le revenu aurait également été différent. Le taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs est l'estimation qui influe le plus sur le gain tiré d'une opération de titrisation. Une baisse de 10 % des taux d'intérêt aurait entraîné une diminution de moins de 32 millions de dollars du prix d'achat différé comptabilisé dans les titres disponibles à la vente inscrits à notre bilan consolidé.

On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation des opérations de titrisation, y compris les analyses de sensibilité relatives aux hypothèses clés, à la note 7 afférente aux états financiers, à la page 104.

Comptabilisation des entités à détenteurs de droits variables

Dans le cours normal de ses activités, BMO conclut des accords avec des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Les EDDV comprennent les entités dont les capitaux propres sont considérés comme insuffisants pour permettre à l'entité de financer ses activités ou dont les détenteurs des capitaux propres ne détiennent pas une participation financière leur conférant le contrôle de l'entité. Nous devons consolider les EDDV si, en raison de nos investissements dans ces entités ou de nos liens avec elles, nous courons le risque de subir la majorité de leurs pertes prévues et/ou nous avons la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus, selon une méthode de calcul déterminée par les organismes de normalisation.

Pour déterminer si une entité est une EDDV et si BMO détient des droits variables dans cette EDDV, nous utilisons un processus d'estimation qualitative. Nous utilisons également divers processus d'estimation complexes comportant des facteurs qualitatifs et quantitatifs pour calculer et analyser les pertes prévues d'une EDDV et ses rendements résiduels prévus. Ces processus consistent notamment à estimer le flux de trésorerie et le rendement futurs de l'EDDV, à analyser la variabilité de ces flux de trésorerie et à répartir les pertes et les rendements entre les diverses parties détenant des droits variables. Ces processus nous permettent de déterminer quelle partie est exposée à la majorité des pertes prévues et/ou pourrait bénéficier de la majorité des rendements résiduels prévus de l'EDDV et, par conséquent, qui devrait consolider l'entité.

On trouvera d'autres renseignements sur les engagements de BMO avec des EDDV à la note 8 afférente aux états financiers, à la page 106.

Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Nos actuaire calculent les charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs de BMO en se fondant sur des hypothèses élaborées par la direction. Si les chiffres réels diffèrent des hypothèses utilisées, notre charge liée aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs pourrait augmenter ou diminuer au cours des prochains exercices. Le taux de rendement prévu sur les actifs des régimes est l'estimation de la direction qui influe le plus sur le calcul de la charge de retraite. Notre taux de rendement prévu des actifs des régimes est déterminé en utilisant la répartition visée pour les actifs des régimes et le taux de rendement estimé pour chaque catégorie d'actifs. Les taux de rendement estimés sont fondés sur le rendement prévu des titres à revenu fixe, ce qui comprend le rendement des obligations. Une prime de risque est ensuite appliquée afin d'estimer les rendements prévus des titres de participation. Les rendements prévus des autres catégories d'actifs sont établis de manière à tenir compte des risques de ces catégories, relativement aux titres à revenu fixe et aux titres de participation. Toutes les autres hypothèses étant constantes, une baisse de un point de pourcentage du taux de rendement prévu des actifs des régimes occasionnerait, pour 2007, une hausse de la charge de retraite d'environ 41 millions de dollars. L'incidence des fluctuations des taux de rendement prévus sur les actifs des régimes n'est pas significative dans le cas de la charge liée aux autres avantages sociaux futurs, puisque la valeur des actifs de ces régimes est peu élevée.

Les charges et obligations liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs sont aussi sensibles aux fluctuations des taux d'actualisation. Dans le cas de nos régimes canadiens, qui représentent actuellement 86 % des obligations de BMO relatives aux prestations de retraite, nous déterminons un taux d'actualisation à la fin de chaque exercice en utilisant les taux du marché applicables aux titres de créance de premier ordre dont les flux de trésorerie correspondent aux dates et aux montants des versements de prestations prévus.

On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation des régimes de retraite et des autres avantages sociaux futurs, y compris les analyses de sensibilité relatives aux hypothèses clés, à la note 23 afférente aux états financiers, à la page 125.

Moins-value durable

Nous soumettons les titres disponibles à la vente et les titres divers à des tests à la fin de chaque trimestre, afin de repérer et d'évaluer les placements qui montrent des signes d'une possible dépréciation. Un placement est considéré comme s'étant déprécié si ses pertes non réalisées représentent une moins-value qui est considérée comme durable. Pour faire cette évaluation, nous tenons compte de facteurs tels que le type de placement, la durée de la période pendant laquelle la juste valeur a été inférieure au coût et l'importance de cet écart, la situation financière de l'émetteur et les perspectives à court terme le concernant, ainsi que notre intention et notre capacité de conserver le placement assez longtemps pour que sa valeur remonte. Selon les résultats de l'évaluation faite par la direction, la décision de comptabiliser ou non une dévaluation et, le cas échéant, son montant et la période à laquelle elle sera imputée peuvent changer. Nous n'effectuons

pas de dévaluation des titres de créance pour perte de valeur lorsque celle-ci est attribuable aux fluctuations des taux d'intérêt du marché, puisque nous prévoyons réaliser la pleine valeur du placement en le conservant jusqu'à son échéance.

Nous avons aussi des placements dans des titres émis ou garantis par des administrations publiques du Canada ou des États-Unis, des titres de créance et des titres de participation de sociétés, des titres adossés à des créances immobilières et des titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés. Dans le cas des titres activement négociés, nous considérons la valeur à la cote comme étant la juste valeur. À la fin de l'exercice 2007, le total des pertes non réalisées sur des titres dont le coût dépassait la juste valeur et qui n'avaient pas fait l'objet d'une dévaluation pour perte de valeur, s'élevait à 48 millions de dollars. Une partie de ce montant, soit 14 millions de dollars, se rapportait à des titres dont le coût dépassait la juste valeur depuis 12 mois ou plus. Dans la plupart des cas, ces pertes non réalisées résultaient de hausses de taux d'intérêt du marché et non de la détérioration de la solvabilité de l'émetteur.

On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation de nos titres disponibles à la vente et titres divers à la note 3 afférente aux états financiers, à la page 97, et d'autres renseignements sur nos méthodes de détermination de la juste valeur aux notes 3, 9 et 29 afférentes aux états financiers, respectivement aux pages 98, 110 et 133.

Programme de fidélisation de la clientèle

Nous comptabilisons le passif lié à notre programme de fidélisation de la clientèle destiné aux titulaires de cartes de crédit lorsque nos clients acquièrent le droit d'échanger leurs récompenses. Nous payons l'administrateur du programme lorsque les Air Miles sont échangés. Nous estimons le passif en nous fondant sur nos prévisions relatives au taux d'échange des récompenses et sur le coût des échanges prévus. Notre estimation du taux d'échange futur des récompenses est fondée sur l'analyse statistique des comportements antérieurs des clients. Les fluctuations des taux réels d'échange des récompenses peuvent entraîner des écarts entre les évaluations futures du passif et l'évaluation actuelle, ce qui entraînerait une augmentation ou une diminution du passif. Les fluctuations des taux d'échange des récompenses peuvent résulter de facteurs comme des changements dans les comportements des clients, dans les types de récompenses offertes et dans les conditions économiques générales. Une augmentation de notre estimation du taux d'échange futur de 1 point de pourcentage diminuerait notre revenu de frais de services de cartes d'environ 12 millions de dollars sur un an. Au cours de l'exercice 2007, nous avons augmenté le passif lié aux futurs échanges de récompenses par les clients de 185 millions de dollars (120 millions après impôts).

On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation de notre programme de fidélisation de la clientèle à la note 16 afférente aux états financiers, à la page 117.

Impôts sur les bénéfices

Le calcul de la provision pour impôts sur les bénéfices est fondé sur le traitement fiscal prévu des transactions inscrites à notre état consolidé des résultats ou à notre état consolidé de la variation des capitaux propres. Pour déterminer la provision pour impôts sur les bénéfices, nous interprétons les lois fiscales de différents territoires et nous établissons des hypothèses concernant le moment prévu de la résorption des actifs et passifs d'impôts futurs. Si notre interprétation diffère de celle des autorités fiscales ou si le moment de la résorption ne correspond pas à nos prévisions, notre provision pour impôts sur les bénéfices pourrait augmenter ou diminuer au cours des prochaines périodes. Le montant des augmentations ou diminutions éventuelles ne peut être raisonnablement estimé.

On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation des impôts sur les bénéfices à la note 24 afférente aux états financiers, à la page 128.

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

Les écarts d'acquisition sont soumis à des tests de dépréciation au moins une fois par année. Ces tests comprennent une comparaison entre la valeur comptable et la juste valeur de chaque groupe de secteurs d'activité, afin de s'assurer que la juste valeur du groupe demeure supérieure à sa valeur comptable. Si la valeur comptable du groupe dépasse sa juste valeur, un test de dépréciation plus détaillé devra être effectué. Pour déterminer la juste valeur, nous utilisons des modèles d'évaluation comme l'analyse des flux de trésorerie actualisés, les ratios cours-résultat et d'autres multiples. Dans cette tâche, la direction doit faire preuve de jugement et utiliser des hypothèses. Des hypothèses et des choix différents pourraient influencer sur l'évaluation de la juste valeur ainsi que sur les dévaluations éventuelles découlant d'une perte de valeur. Au 31 octobre 2007, la juste valeur estimative de chacun de nos groupes de secteurs d'activité était considérablement supérieure à la valeur comptable. En fait, la juste valeur estimative d'un groupe de secteurs devrait diminuer de plus de 30 % pour qu'un test de dépréciation détaillé soit effectué.

Les actifs incorporels sont amortis par imputation au revenu sur une période ne dépassant jamais 15 ans, au moyen de la méthode de l'amortissement linéaire ou accéléré, selon l'actif. Aucun actif incorporel n'a une durée de vie indéfinie. Nous soumettons les actifs incorporels à des tests de dépréciation lorsque des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Au cours des exercices terminés le 31 octobre 2007, 2006 et 2005, aucun actif incorporel n'a été l'objet d'une dépréciation en raison d'une perte de valeur.

On trouvera d'autres renseignements sur la composition des écarts d'acquisition et des actifs incorporels de BMO à la note 13 afférente aux états financiers, à la page 115.

Passif éventuel

BMO et ses filiales sont parties à diverses poursuites judiciaires dans le cours normal de leurs activités.

Des provisions pour pertes éventuelles liées à des litiges sont comptabilisées lorsqu'il devient probable que BMO subira une perte et que le montant de cette perte peut être raisonnablement estimé. La direction de BMO ainsi que des experts internes et externes participent à l'évaluation des probabilités et à l'estimation des sommes en cause. Les coûts réels de la résolution de ces poursuites peuvent être considérablement plus élevés ou moins élevés que les provisions. On trouvera d'autres renseignements sur les passifs éventuels à la note 28 afférente aux états financiers, à la page 132.

Modifications des conventions comptables en 2007

Instruments financiers, couvertures et résultat étendu

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) concernant les valeurs mobilières, les instruments dérivés de couverture et certains autres instruments financiers. En vertu de ces règles, nous devons évaluer certains titres et instruments dérivés de couverture à leur juste valeur et présenter une nouvelle section des capitaux propres appelée cumul des autres éléments du résultat étendu, afin de faire état des gains ou pertes non réalisés relatifs à certains titres disponibles à la vente et couvertures de flux de trésorerie et aux gains ou pertes de change sur le montant net de nos investissements dans des établissements à l'étranger.

Certains de nos titres disponibles à la vente (auparavant appelés titres de placement) sont comptabilisés à leur juste valeur en vertu des nouvelles règles. Les gains ou pertes non réalisés sont reportés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que les titres soient vendus ou qu'une moins-value soit considérée comme durable. Ce n'est qu'à ce moment que le gain ou la perte est comptabilisé dans le revenu net. Les titres dont la vente est soumise à des restrictions ou qui ne sont pas négociés dans un marché actif sont également inclus dans les titres disponibles à la vente, mais ils continuent à être comptabilisés au coût. Les nouvelles règles n'ont pas d'incidence sur la comptabilisation de nos investissements de banque d'affaires ou de nos investissements dans des actions de sociétés sur lesquelles nous exerçons une influence notable sans en avoir le contrôle.

Tous nos instruments dérivés de couverture sont comptabilisés à leur juste valeur en vertu des nouvelles règles, mais les variations de la juste valeur n'influent sur le revenu net que dans la mesure où elles ne neutralisent pas parfaitement les variations de la juste valeur de l'élément que nous couvrons (l'inefficacité de la couverture). Toute inefficacité d'une couverture est comptabilisée dans le revenu net. Nos programmes de couverture sont conçus pour que les couvertures correspondent exactement aux éléments que nous couvrons et, par conséquent, nous ne pensons pas qu'une inefficacité représentant une somme importante puisse se produire.

Les gains et pertes non réalisés sur titres de participation inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu sont maintenant inclus dans nos ratios du capital de première catégorie et du capital total. L'incidence était non significative au 31 octobre 2007. Les gains ou pertes de change relatifs au montant net de nos investissements dans des établissements à l'étranger, qui étaient également comptabilisés dans les capitaux propres au cours des périodes antérieures, continuent à être inclus dans le calcul de nos ratios de capital.

Le cumul total des autres éléments du résultat étendu — gain (perte) est inclus dans les capitaux propres aux fins du calcul du rendement des capitaux propres, ce qui a entraîné une augmentation négligeable du rendement pour l'exercice 2007.

Pour plus de détails sur les modifications des conventions comptables et leurs incidences, voir les notes 1, 3, 4, 9 et 15 afférentes aux états financiers.

Modifications futures des conventions comptables

Instruments financiers – Informations à fournir et présentation

Dès le début de l'exercice se terminant le 31 octobre 2008, BMO adoptera les nouvelles règles énoncées dans le *Manuel de l'ICCA* concernant les informations à fournir sur les instruments financiers et la présentation de ces informations. Ces nouvelles règles visent à améliorer la possibilité, pour les utilisateurs des états financiers, d'évaluer l'importance des instruments financiers pour une entreprise et les risques qu'ils comportent, et de comprendre comment l'entreprise gère ces risques.

Informations à fournir concernant le capital

Dans le but d'améliorer l'information sur les risques et la gestion des risques, BMO adoptera les dispositions du nouveau chapitre du *Manuel de l'ICCA* qui établit des normes pour la communication d'informations qualitatives et quantitatives sur la gestion du capital. Ces normes visent à aider les lecteurs des états financiers à évaluer les objectifs, les politiques et les méthodes d'une entité en ce qui concerne la gestion du capital.

Rapport annuel de la direction sur les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information pertinente est recueillie et présentée en temps opportun à la haute direction, notamment au président et chef de la direction (le chef de la direction) et au vice-président à la direction – Finances et trésorier, et chef des finances intérimaire (le chef des finances intérimaire), pour que les décisions appropriées puissent être prises concernant la communication de cette information au public.

Une évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement de nos contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée au 31 octobre 2007 par la direction de BMO Groupe financier, y compris le chef

de la direction et le chef des finances intérimaire, et sous sa supervision. En se fondant sur cette évaluation, le chef de la direction et le chef des finances intérimaire ont conclu que, au 31 octobre 2007, nos contrôles et procédures de communication de l'information, tels qu'ils sont définis dans le Règlement 52-109 (Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) au Canada, et dans la règle 13a-15(e) de la *Securities Exchange Act of 1934* aux États-Unis, permettent d'assurer que l'information devant être communiquée dans les documents que nous déposons ou présentons en vertu de la législation canadienne sur les valeurs mobilières et de la *Securities Exchange Act* est consignée, traitée, condensée et présentée dans les délais prévus à cet égard.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière est conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée est fiable et que nos états financiers ont été établis en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada et les exigences de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, selon le cas. La direction est tenue d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière de BMO Groupe financier.

Le contrôle interne de BMO à l'égard de l'information financière comprend des normes et méthodes qui concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés pour donner une image précise et fidèle des opérations et des cessions d'actifs de BMO, qui fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées comme il se doit pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et aux exigences de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, le cas échéant, et que les encaissements et décaissements de BMO ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et des administrateurs de BMO, et qui fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de BMO qui pourrait avoir une incidence importante sur ses états financiers est interdite ou détectée à temps.

En raison de ses limites inhérentes, il est possible que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes. De plus, les projections d'une appréciation d'efficacité sur les périodes futures comportent le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions, ou que le degré de conformité aux normes et méthodes se détériore.

La direction de BMO Groupe financier, y compris le chef de la direction et le chef des finances intérimaire, a évalué l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière, selon le cadre et les critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission. En se fondant sur cette évaluation, la direction a conclu qu'au 31 octobre 2007, le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace.

Les vérificateurs de BMO Groupe financier, KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l. (les vérificateurs nommés par les actionnaires), un cabinet d'experts comptables inscrit et indépendant, a délivré un rapport de vérification concernant notre contrôle interne à l'égard de l'information financière. Ce rapport de vérification est présenté à la page 91.

Changements apportés au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Par suite de l'analyse des pertes de son secteur de négociation des produits de base effectuée par BMO Groupe financier, BMO a conclu, à la fin du deuxième trimestre de 2007, qu'une méthode plus appropriée d'évaluation en fonction du marché devrait être utilisée pour évaluer le portefeuille des produits de base et que les processus de vérification indépendante des prix auparavant suivis par BMO n'ont pas permis de déceler les écarts de prix. Ces facteurs, ainsi que les préoccupations accrues concernant la fiabilité des prix obtenus du principal courtier de BMO et utilisés dans l'évaluation faite pour le premier trimestre, ont entraîné le retraitement des états financiers précédemment publiés par BMO pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007.

À la lumière de ce qui précède, BMO a effectué les changements suivants aux deuxième, troisième et quatrième trimestres :

- suspension de deux de nos spécialistes des produits de base; ces personnes ne travaillent plus pour BMO;
- changement de la structure hiérarchique à l'intérieur de BMO Marchés des capitaux relativement au secteur des produits de base, nomination d'un nouveau chef des négociations pour le secteur de l'énergie et embauche d'employés clés;
- suspension de nos relations d'affaires avec le principal courtier utilisé pour l'évaluation au premier trimestre;
- modification de notre processus de vérification indépendante des prix afin d'y intégrer une méthode plus appropriée d'évaluation en fonction du marché nous permettant d'évaluer régulièrement notre portefeuille des produits de base à la valeur de marché;
- surveillance accrue de la part de la direction, mise en place de nouvelles limites de risques et réduction des limites de risques existantes.

À l'exception des changements ci-dessus, aucun changement au cours de l'exercice 2007 apporté à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a eu d'effet important, ou est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Approbation préalable des services et honoraires des vérificateurs nommés par les actionnaires

Politique d'approbation préalable

Conformément aux pratiques de gouvernance de BMO Groupe financier, le Conseil d'administration veille à l'application stricte de la politique de BMO visant à restreindre les services fournis par les vérificateurs nommés par les actionnaires qui ne sont pas liés à leur rôle de vérificateur. Tous les services fournis par les vérificateurs nommés par les actionnaires sont préalablement approuvés par le Comité de vérification au moment où ils sont requis, ou au moyen d'une approbation préalable annuelle de sommes allouées pour certains types précis de services. Tous ces services sont conformes à notre politique sur l'indépendance des vérificateurs, de même qu'aux normes professionnelles et à la réglementation des valeurs mobilières régissant l'indépendance des vérificateurs.

Honoraires versés aux vérificateurs nommés par les actionnaires

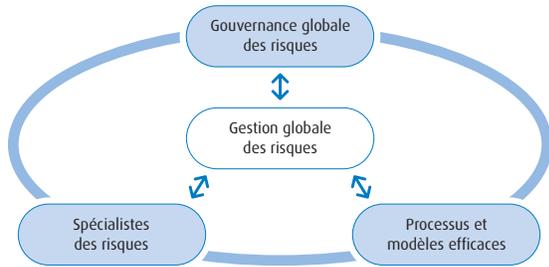
Le tableau ci-dessous fait état de l'ensemble des honoraires versés aux vérificateurs nommés par les actionnaires, au cours des exercices terminés le 31 octobre 2007 et 2006 :

Honoraires (en millions de dollars) 1)	2007	2006
Honoraires de vérification	12,0	10,7
Honoraires pour services liés à la vérification 2)	0,1	0,1
Honoraires pour services fiscaux	–	–
Tous les autres honoraires 3)	0,1	0,5
Total	12,2	11,3

- 1) La ventilation des honoraires est fondée sur les lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables et sur les définitions de la Securities and Exchange Commission des États-Unis.
- 2) En 2007, les honoraires pour services liés à la vérification ont été versés relativement à des conseils comptables et à certaines procédures concernant notre circulaire de sollicitation de procurations. En 2006, les honoraires pour services liés à la vérification ont été versés pour des services de même nature que ceux reçus en 2007, ainsi que pour des services de traduction.
- 3) Tous les autres honoraires de 2007 et 2006 ont été versés relativement à des examens portant sur la conformité de l'information financière aux exigences réglementaires et à des rapports sur les contrôles internes à l'égard des services fournis par divers secteurs d'activité de BMO Groupe financier. Les honoraires de 2006 comprenaient également des services de recouvrement ayant fait l'objet d'exceptions lorsque la politique d'indépendance des vérificateurs de BMO est entrée en vigueur.

Gestion globale des risques

BMO Groupe financier a recours à une méthode globale pour constater, mesurer, surveiller et gérer les risques auxquels il doit faire face à l'échelle de l'organisation. Ces risques se classent comme suit : risque de crédit et de contrepartie, risque de marché, risque de liquidité et de financement, risque d'exploitation, risque d'entreprise, risque de réputation et risque environnemental.



Le cadre de gestion des risques de BMO guide nos activités à risque et assure leur conformité aux besoins des clients, aux attentes des actionnaires et aux exigences réglementaires. Ce cadre prévoit non seulement la gestion directe de chaque type de risque, mais aussi la gestion intégrée de l'ensemble des risques. Il comprend la gouvernance globale des risques, des processus et modèles efficaces et l'apport de spécialistes des risques.

Gouvernance globale des risques

La structure de gouvernance des risques de BMO permet la prise de décisions opérationnelles judicieuses en équilibrant les risques et les avantages. Elle veille à ce que les activités productives de revenus soient conformes à notre

degré de tolérance au risque et à nos normes en la matière et contribue à optimiser le rendement à long terme des capitaux propres.

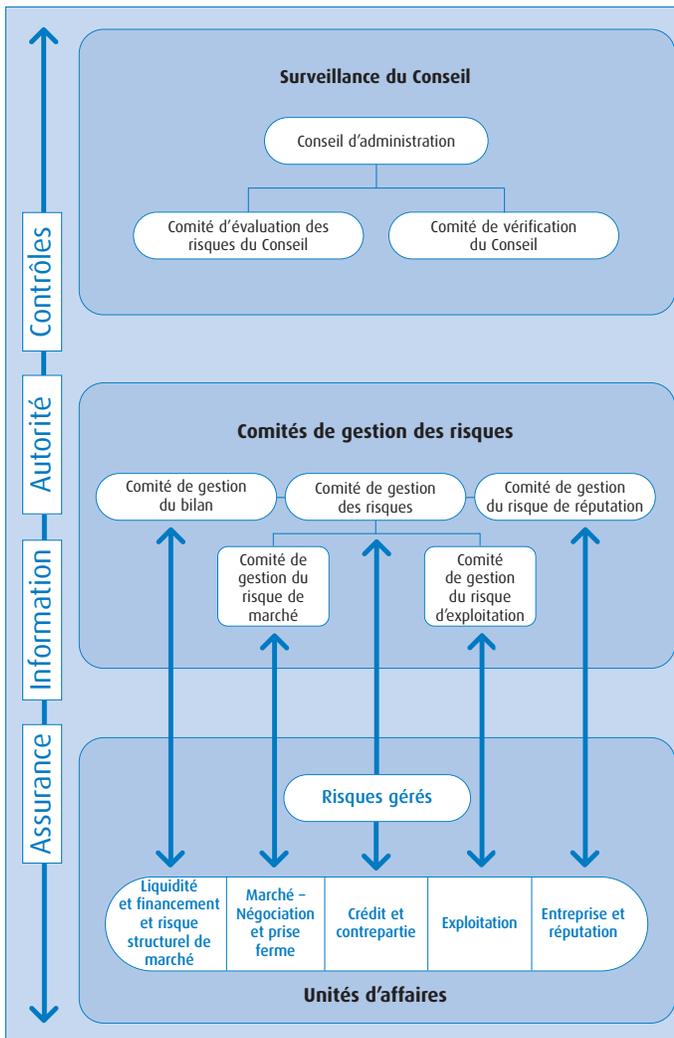
Notre structure globale de gouvernance des risques (décrite dans l'encadré ci-dessous) comprend un ensemble de politiques générales approuvées par le Conseil d'administration ou ses comités, ainsi que des normes générales et des méthodes d'exploitation connexes. Nous les revoyons régulièrement afin de nous assurer qu'elles procurent des directives efficaces pour la gouvernance de nos activités à risque. Dans chaque secteur d'activité, la direction veille à ce que les activités de gouvernance, les mesures de contrôle ainsi que les processus et les méthodes de gestion soient conformes à notre cadre de gestion globale des risques.

Les limites de risque, qui déterminent la tolérance au risque de BMO, sont passées en revue et approuvées chaque année par le Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration :

- risque de crédit et de contrepartie – limites relatives au risque lié au pays, au secteur, aux segments de produit ou de portefeuille, à un groupe ou à un titulaire unique;
- risque de marché – limites relatives au risque lié à la valeur de marché, à la volatilité du revenu net et aux simulations de crise;
- risque de liquidité et de financement – limites relatives aux niveaux minimaux d'actifs liquides et de nantissement d'actifs, et lignes directrices approuvées par la haute direction relatives à la diversification du passif et aux engagements de financement et de liquidité.

Ces limites de risque portent généralement tant sur les arrangements inscrits au bilan que sur les arrangements hors bilan.

Chaque comité de gouvernance établit et surveille par ailleurs les limites de gestion globale des risques conformément aux limites approuvées par le Conseil, les premières étant subordonnées aux secondes. Des limites relatives aux pertes ont été fixées afin que les signes avant-coureurs de situations



Le Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration seconde le Conseil dans l'exercice de ses responsabilités de surveillance relativement aux activités visant à déterminer et à gérer les risques de BMO, au respect des politiques et des méthodes internes de gestion des risques et à la conformité aux exigences réglementaires liées aux risques.

Le Comité de vérification du Conseil d'administration surveille de façon indépendante l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que des contrôles internes, notamment le contrôle interne à l'égard de l'information financière et rend compte de ses activités au Conseil.

Le président et chef de la direction rend compte directement au Conseil d'administration de toutes les activités à risque de BMO. Il est appuyé par le Comité de gestion des risques et ses sous-comités, de même que par la Gestion globale des risques et du portefeuille.

Le Comité de gestion des risques, principal comité de la direction de BMO chargé de gérer les risques, examine les risques importants qui se présentent dans la réalisation de la stratégie de l'organisation et discute des plans d'action à mettre en œuvre. Le Comité de gestion des risques s'assure que la surveillance et la gouvernance des risques s'exercent aux plus hauts niveaux de la direction.

Les **sous-comités du Comité de gestion des risques** assument une responsabilité de surveillance à l'égard de la stratégie de gestion, de la gouvernance, de la mesure du risque et de la planification d'urgence. Le Comité de gestion des risques et ses sous-comités veillent à ce que les risques assumés par l'organisation s'inscrivent dans sa stratégie et soient déterminés, mesurés, surveillés et signalés conformément aux politiques et aux limites déléguées.

La **Gestion globale des risques et du portefeuille** regroupe l'ensemble des fonctions d'octroi et de surveillance de crédit, ainsi que de gestion et de surveillance des risques d'exploitation et de marché. Elle assure l'uniformité des pratiques et des normes de gestion des risques à l'échelle de l'organisation. La Gestion globale des risques et du portefeuille est garante d'une approche rigoureuse à l'égard de la prise de risques grâce à la gestion du portefeuille et du risque transactionnel, à l'élaboration de politiques, à la production de rapports sur le risque, à la modélisation, à la validation et à la sensibilisation au risque. Les objectifs globaux sont ainsi respectés, et les risques assumés correspondent à la tolérance au risque de BMO.

Les **unités d'affaires** sont chacune responsables de la gestion de leurs propres risques. À cette fin, elles s'assurent que des politiques, des processus et des contrôles internes sont en place et que les risques importants sont signalés à l'échelon supérieur.

susceptibles d'entraîner des pertes soient repérés immédiatement et que les mesures qui s'imposent soient aussitôt prises.

Pendant l'exercice, nous avons enregistré des pertes dans notre secteur de négociation sur produits de base et avons pris à ce jour un certain nombre de dispositions afin de réduire de façon considérable la taille du portefeuille et le risque associé. Nous avons réduit certaines limites et augmenté le nombre de mesures du risque, et fixé des limites pour notre portefeuille de produits de base. Des limites décroissantes et des limites cibles ont été établies pour certaines mesures et nous sommes sur la bonne voie car plusieurs mesures se situent déjà à l'intérieur des limites cibles. Nous prévoyons réaliser le reste de la réduction des risques souhaitée dans le portefeuille dans le cadre des activités de négociation courantes, en continuant à réduire la taille globale du portefeuille. Durant l'exercice 2007, nous avons fait un examen des pratiques d'évaluation dans l'ensemble de nos portefeuilles de négociation. La section Risque de marché, qui commence à la page 68, donne de plus amples informations sur les enjeux liés aux produits de base.

Processus et modèles efficaces

Des processus rigoureux, réévalués périodiquement par la Direction de la vérification interne, sont utilisés à l'échelle de BMO aux fins suivantes :

- l'élaboration des politiques et des limites devant être approuvées par la haute direction et les comités de gouvernance pertinents;
- la surveillance de la conformité aux politiques et aux limites;
- la tenue à jour de plans d'urgence;
- le suivi des paramètres du marché visant à déceler l'évolution du contexte des risques;
- la production de rapports en temps opportun à l'intention de la haute direction et des comités de gouvernance pertinents.

Les modèles utilisés vont de modèles très simples à des modèles qui permettent d'évaluer des transactions complexes ou qui font appel à des techniques avancées de gestion du portefeuille et du capital. Ces modèles sont employés pour orienter les décisions stratégiques et pour guider, au quotidien, les décisions d'octroi de crédit, de négociation, de prise ferme, de financement, d'investissement et d'exploitation. Des modèles ont également été conçus pour mesurer les risques particuliers auxquels BMO est exposé et le risque global évalué de façon intégrée au moyen du capital économique. L'élaboration, la mise en œuvre et l'application de ces modèles, qui sont soumis de façon périodique à une validation indépendante des risques qu'ils présentent, font l'objet d'un contrôle rigoureux.

BMO a également recours à divers processus et modèles, selon le type de risque, afin :

- d'évaluer la corrélation des risques de crédit avant d'autoriser tout nouvel engagement;
- de mesurer et d'évaluer les risques des portefeuilles et de calculer le risque de marché correspondant;
- de mesurer le risque d'exploitation et le risque d'entreprise pour chaque secteur d'activité;
- d'estimer le risque de liquidité et de financement en fonction des conditions d'exploitation prévues et de conditions extrêmes.

Spécialistes des risques

Une saine gestion globale des risques est tributaire des compétences et de l'expérience de nos spécialistes des risques, qui :

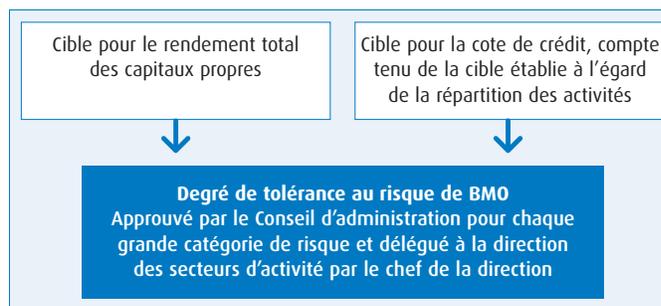
- font la promotion d'une culture d'entreprise mettant l'accent sur des processus et mesures de contrôle rigoureux et efficaces en matière de gestion des risques;
- s'assurent que les normes de gestion des risques établies pour l'évaluation et l'acceptation des risques sont respectées;
- prennent des décisions éclairées grâce à des modèles de gestion efficaces.

Afin d'accroître nos capacités de gestion des risques, nous proposons à nos directeurs et à nos prêteurs un programme d'études progressif en risque de crédit offert par L'Académie BMO. Ces cours, combinés à une expérience de travail déterminée, apportent la formation et la pratique nécessaires à l'attribution de limites de crédit discrétionnaires pertinentes aux spécialistes qualifiés.

Gestion intégrée des risques

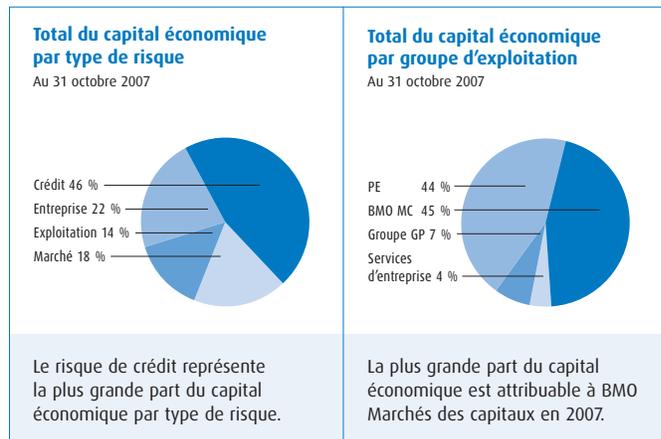
La gestion intégrée des risques favorise l'enracinement d'une culture de gestion des risques et assure la conformité aux objectifs stratégiques de l'ensemble de l'organisation.

La gestion des risques est intégrée à notre stratégie et à notre cadre de gestion du capital. Ainsi, les risques auxquels nous nous exposons dans la poursuite des objectifs stratégiques de BMO sont conformes à nos cibles en termes de rendement total des capitaux propres et de cote de crédit, ainsi qu'à notre degré de tolérance au risque.



La gestion des risques de BMO est soutenue par le modèle d'autorisation des initiatives, qui fait en sorte que les modifications du profil de risque de l'organisation attribuables à de nouvelles initiatives d'affaires soient adéquatement déterminées et fassent l'objet d'approbations appropriées avant leur acceptation ou leur mise en œuvre. La gestion des risques s'appuie également sur des processus qui font appel à des mesures du capital économique pour l'ensemble de l'organisation, à des simulations de crise et à l'analyse de scénarios afin d'évaluer l'ampleur relative des risques qui sont pris et leur répartition entre les activités de l'organisation.

Le capital économique constitue une mesure unique des risques, qui permet de comparer des activités et des types de risques différents. Le capital économique est à la base de la gestion du capital en fonction des risques et permet d'imputer le coût du capital aux secteurs d'activité. Il indique, sur le plan du capital, l'ampleur potentielle des pertes économiques susceptibles de découler de circonstances défavorables et permet de rajuster le rendement en fonction des risques. Le capital économique est calculé pour divers types de risque : risque de crédit, risque de marché (lié aux activités de négociation et autres), risque d'exploitation et risque d'entreprise, les mesures étant fondées sur un horizon de un an.



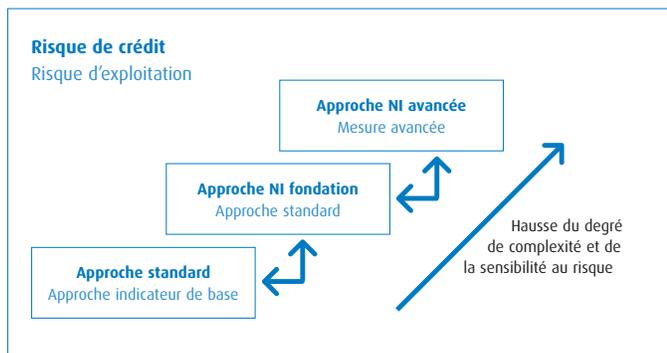
Les simulations de crise et l'analyse de scénarios permettent de mesurer les incidences sur nos activités de situations opérationnelles, politiques, économiques et de marché extrêmes mais plausibles. Les scénarios, établis en collaboration avec nos économistes, le service de recherche sur les actions et les unités d'affaires, peuvent être fondés sur des événements historiques ou hypothétiques, ou une combinaison des deux, ou sur d'importants événements économiques, comme une hausse rapide du cours du dollar canadien, une baisse de l'immobilier ou une hausse des coûts de l'énergie. Ces simulations et analyses sont ensuite appliquées à tous les portefeuilles à risque importants et pertinents au sein de l'organisation. Conformément à ce qui est stipulé dans le Nouvel accord de Bâle, BMO effectue également des simulations de crise sur le capital réglementaire couvrant le risque de crédit, à l'échelle de tous les portefeuilles importants, au moyen de la méthode de calcul de l'approche fondée sur les notations internes (NI) avancée.

En outre, nous procédons constamment à des simulations de crise et à l'analyse de scénarios s'appliquant à tous les secteurs d'activité et plus particulièrement aux services bancaires de gros (entreprises et grandes entreprises) qui ont pour but de mettre en évidence les risques de crédit de BMO par rapport à un secteur particulier ou à un ensemble de secteurs fortement corrélés. Ces simulations visent à évaluer l'incidence de divers scénarios sur la probabilité de défaillance et les taux de perte dans le portefeuille considéré. Elles renseignent la haute direction sur la sensibilité de nos risques à l'une ou l'autre des caractéristiques des risques sous-jacents dans certains secteurs.

Nouvel accord de Bâle (Convergence internationale de la mesure et des normes de fonds propres – Dispositif révisé)

Dispositif

Le dispositif final du Nouvel accord de Bâle (« Bâle II ») a été publié par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire en juin 2006. Ce dispositif a été élaboré pour renforcer et stabiliser le système bancaire international, promouvoir l'adoption de méthodes de gestion du risque plus rigoureuses et définir des exigences en matière de fonds propres qui tiennent davantage compte du risque. Le dispositif permet aux organisations bancaires de choisir parmi trois méthodes, dont la prise en compte du risque va croissant, pour le calcul des exigences relatives au capital réglementaire couvrant le risque de crédit et le risque d'exploitation (voir le tableau ci-contre) et favorise l'utilisation des estimations internes des organisations.



Le dispositif Bâle II a introduit le concept des « trois piliers » pour régir les informations et la surveillance associées au capital réglementaire établi en fonction des risques. BMO continue à faire le nécessaire pour respecter toutes les exigences applicables du dispositif Bâle II.

Le premier pilier

Le premier pilier présente de nouvelles méthodes de détermination des exigences minimales de fonds propres pour couvrir le risque de crédit et le risque d'exploitation.

Le deuxième pilier

Selon l'un des principes fondamentaux du deuxième pilier, les banques doivent disposer d'un processus permettant d'évaluer la suffisance globale de leurs fonds propres relativement à leur profil de risque ainsi que d'une stratégie permettant de maintenir leurs niveaux de fonds propres. Ce processus inclut la prise en compte de tous les risques importants, notamment ceux qui ne sont pas pris en compte par le premier pilier. Autre principe important du deuxième pilier, les organismes de réglementation jugeront les évaluations internes des banques quant à la suffisance de leurs fonds propres. Les banques doivent maintenir des ratios de fonds propres supérieurs aux ratios réglementaires minimaux. Dans le cadre du travail que nous effectuons pour mettre en œuvre le premier pilier, nous passons en revue notre processus d'évaluation de la suffisance des fonds propres relativement à notre profil de risque.

Le troisième pilier

Le troisième pilier définit les informations financières que doivent communiquer les banques pour que le marché puisse être mieux renseigné sur les risques globaux auxquels elles sont exposées. BMO mettra en place des normes de communication conformes au dispositif Bâle II tout au long de l'exercice 2008.

BMO perçoit Bâle II comme une étape importante de l'harmonisation des exigences réglementaires et économiques en matière de fonds propres. Nous nous sommes dotés d'un programme intégré à l'échelle de l'organisation pour gérer la mise en œuvre de Bâle II. La direction et la surveillance des activités liées à Bâle II sont assurées par un comité de la haute direction.

BMO a déposé une demande auprès de notre organisme de réglementation, le BSIF, pour adopter à l'égard de notre portefeuille l'approche fondée sur les notations internes (NI) avancée en matière de risque de crédit, sauf pour notre filiale Harris Bankcorp, Inc., pour laquelle nous avons demandé une exemption afin de mettre en œuvre l'approche standard. La décision de l'organisme de réglementation est actuellement en attente. Nous avons mis en œuvre l'approche standard pour ce qui est du risque d'exploitation.

Risque de crédit et de contrepartie

BMO s'expose au risque de crédit et de contrepartie principalement dans le cours de ses activités d'octroi de crédit, y compris la vente de produits de trésorerie et d'autres produits de marchés financiers et, dans une moindre mesure, à titre de détenteur de titres de placement. La gestion efficace du risque de crédit repose d'abord sur l'apport des spécialistes expérimentés et compétents de BMO, qui agissent à titre de prêteurs et de gestionnaires du risque de crédit au sein d'une double structure de contrôle pour autoriser des transactions qui exposent l'organisation à un risque de crédit. Ces personnes sont soumises à un processus rigoureux de qualification des prêteurs et œuvrent dans un environnement bien encadré par une structure claire de délégation des pouvoirs décisionnels, prévoyant des limites discrétionnaires individuelles spécifiques. Les décisions de crédit sont prises par la direction, au niveau correspondant à l'envergure de la transaction et à son degré de risque, conformément à l'ensemble des politiques générales, des normes et des méthodes régissant la conduite des activités de gestion du risque de crédit.

Les méthodes d'exploitation exigent une surveillance continue des risques de crédit auxquels nous sommes exposés, ainsi que la reddition de comptes périodique au Conseil d'administration et aux comités de la haute direction en ce qui concerne les portefeuilles et les secteurs. Tous les comptes productifs sont réévalués régulièrement, tandis que la plupart des comptes d'entreprises et de grandes entreprises font l'objet d'un examen au moins une fois l'an. La fréquence des examens s'accroît selon la probabilité et l'importance des pertes potentielles liées au crédit, et les situations à plus haut risque qui se dégradent sont portées à l'attention de groupes de gestion de comptes spécialisés, pour un examen plus attentif, le cas échéant. La Direction de la vérification interne examine et teste les processus de gestion, les mesures de contrôle et un échantillon représentatif des transactions de crédit pour vérifier le respect des conditions en matière de crédit ainsi que la conformité aux politiques, normes et méthodes en vigueur. En outre, BMO procède régulièrement à des examens sectoriels de portefeuilles, notamment des simulations de crise et des analyses de scénarios fondées sur les risques actuels, nouveaux ou éventuels.

Pour les portefeuilles de prêts aux particuliers et aux petites entreprises, des modèles de risque de crédit et des systèmes décisionnels sont élaborés à l'aide de techniques statistiques et de systèmes experts reconnus, aux fins d'octroi et de suivi. La combinaison de modèles de décision, d'indicateurs

Le risque de crédit et de contrepartie désigne la possibilité de subir une perte si un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière préétablie. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel est exposé BMO.

relatifs au comportement, d'arbres décisionnels et de connaissances d'experts dans un environnement automatisé permet d'arriver aux décisions de crédit optimales. Les caractéristiques de l'emprunteur et du prêt, ainsi que les résultats passés du portefeuille, servent à prévoir le risque que représentent les nouveaux comptes. Les résultats passés servent aussi, au besoin, à prévoir le comportement futur probable des comptes existants de façon à permettre la gestion continue du risque de crédit.

Pour les portefeuilles de prêts aux entreprises et aux grandes entreprises, BMO utilise un cadre global d'évaluation du risque qui s'applique systématiquement à toutes ses contreparties, qu'il s'agisse d'États souverains, de banques, d'entreprises ou de grandes entreprises. Ce cadre d'évaluation du risque respecte les principes de Bâle II, aux termes duquel seront déterminés les besoins futurs de capital réglementaire minimal relativement au risque de crédit. L'un des éléments clés de ce cadre d'évaluation est l'attribution de cotes de risque des emprunteurs appropriées pour aider à quantifier le risque de crédit potentiel.

Dans le cadre d'évaluation du risque de BMO, l'évaluation du risque d'une contrepartie est établie à l'aide de méthodes et de critères adaptés aux caractéristiques du risque que présente la contrepartie, et l'évaluation qui en découle est ensuite analysée en fonction d'une probabilité de défaillance prédéterminée sur une période de un an. À mesure que les contreparties changent d'échelon, la probabilité de défaillance qui leur est attribuée évolue. Les pertes sont estimées en fonction de la proportion prévue de l'engagement qui sera à risque en cas de défaillance d'une contrepartie, au moyen de l'analyse de facteurs propres à la transaction, comme la nature et les conditions du prêt, les garanties et la priorité de rang de notre créance. Pour les transactions de grandes entreprises, nous utilisons également des modèles de perte non prévue pour évaluer la portée et la corrélation des risques avant d'autoriser tout nouvel engagement.

Nous avons recours à une approche rigoureuse en matière de provisionnement et d'évaluation des pertes sur prêts, la détection rapide des prêts-problèmes constituant un objectif clé de gestion du risque. BMO maintient des provisions spécifiques et une provision générale pour pertes sur créances dont la somme doit toujours être suffisante pour ramener la valeur comptable des prêts à leur valeur de réalisation estimative. Les provisions spécifiques réduisent la valeur comptable globale des prêts qui montrent des signes de dégradation de la qualité du crédit.

Nous maintenons une provision générale afin de couvrir toute perte de valeur dans le portefeuille existant qui ne peut pas encore être associée à des prêts particuliers. Notre méthode pour établir et maintenir cette provision générale est fondée sur la ligne directrice publiée par le BSIF, l'organisme de réglementation des banques. La provision générale est évaluée chaque trimestre et un certain nombre de facteurs sont pris en compte pour déterminer si elle est suffisante, notamment un modèle de provision générale qui applique aux soldes actuels des taux historiques de pertes prévues et imprévues, établis en fonction des probabilités de défaillance et de perte compte tenu de facteurs de défaillance. Pour les prêts aux entreprises, ces taux de pertes historiques sont liés à la cote de risque sous-jacente des emprunteurs qui est attribuée au moment du montage du prêt, réévaluée régulièrement et ajustée pour refléter les changements au risque de crédit sous-jacent. Les taux de pertes sont raffinés par secteur d'activité et par produit de crédit. Pour les prêts à la consommation, les taux de pertes sont établis en fonction des antécédents historiques des pertes des différents portefeuilles. Les résultats du modèle sont ensuite examinés en tenant compte du niveau de la provision existante, ainsi que du jugement de la direction concernant la qualité du portefeuille, la répartition selon les secteurs, la conjoncture économique et les conditions du marché du crédit.

Nous utilisons des produits dérivés de crédit pour améliorer la gestion de notre portefeuille d'actifs présentant un risque de crédit, principalement notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises. En 2007, nous avons utilisé des swaps sur défaillance de crédit à titulaire unique afin d'atténuer le risque de crédit lié à certains emprunteurs.

Les politiques de gouvernance du risque de crédit de BMO permettent de maintenir un degré acceptable de diversification en tout temps. Le recours à des limites sectorielles à l'égard du risque structurel garantit la diversification du risque dans les portefeuilles de prêts aux entreprises et aux grandes entreprises et nous permet de suivre de près les secteurs préoccupants, le cas échéant. À la fin de l'exercice, notre portefeuille de prêts était bien diversifié et comprenait des millions de comptes, dont les titulaires sont en majorité des particuliers et des petites et moyennes entreprises.

Nos processus de gestion du risque de crédit sont à la fois bien établis et efficaces. Pour 14 des 15 derniers exercices, les pertes sur créances spécifiques de BMO en pourcentage des prêts et acceptations, y compris les titres pris en pension ou empruntés, ont été plus faibles que la moyenne de notre groupe de référence du Canada. Pendant cette période de 15 ans, le taux de perte moyen de BMO était de 28 points de base, par rapport à un taux moyen de 47 points de base pour nos principaux concurrents. Ces résultats favorables ont été obtenus grâce aux prêts aux particuliers, ainsi qu'aux prêts aux entreprises et aux grandes entreprises.

Nous traitons des provisions pour pertes sur créances à la page 39. La note 4 afférente aux états financiers, à la page 101, et les tableaux 11 à 19, aux pages 84 à 87, donnent des détails sur le portefeuille de prêts de BMO, ses prêts douteux et sa provision pour pertes sur créances et la dotation à celle-ci.

Risque de marché

BMO est exposé au risque de marché en raison de ses activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de ses activités bancaires structurelles.

Notre stratégie de gestion globale des risques comporte un cadre de gestion du risque de marché qui permet d'appliquer des processus complets de gouvernance et de gestion aux activités assorties de ce type de risque. Ce cadre comprend notamment :

- une surveillance par des comités de gouvernance constitués de hauts dirigeants, notamment le Comité de gestion du risque de marché, le Comité de gestion du bilan, le Comité de gestion des risques et le Comité d'évaluation des risques;
- des fonctions indépendantes de surveillance du risque de marché;
- des processus pour l'évaluation des positions de négociation et la mesure des risques de marché, qui sont liés à l'affectation du capital économique;
- un processus élaboré de détermination des limites et de surveillance;
- des méthodes de contrôle efficaces des processus et des modèles utilisés;
- un ensemble de scénarios et de simulations de crise permettant d'analyser les pires situations.

Les principales mesures du risque de marché qu'emploie BMO sont le risque lié à la valeur de marché et la volatilité du revenu net. Les risques globaux liés à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net auxquels BMO était exposé au 31 octobre 2007 sont résumés dans le tableau ci-après. Le risque total lié à la valeur de marché a diminué par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de l'utilisation d'un modèle de volatilité structurelle des taux d'intérêt plus bas. La volatilité liée au risque de taux d'intérêt est établie d'après des données historiques couvrant une période de dix ans qui, à compter de l'exercice 2007, excluent la grande volatilité qui a marqué l'exercice 1997. Le risque total lié à la volatilité du revenu net a diminué par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de la diminution du risque dans les portefeuilles de produits de base ainsi que de la diminution du risque lié aux taux d'intérêt dans les portefeuilles d'instruments du marché monétaire évalués à la valeur de marché et selon la comptabilité d'exercice.

Risques globaux liés à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net pour les activités de négociation et de prise ferme et pour les placements du portefeuille structurel (en millions de dollars)*

Au 31 octobre 2007 (équivalent en dollars canadiens après impôts)	Risque lié à la valeur de marché	Volatilité du revenu net sur 12 mois		
	2007	2006	2007	2006
Activités de négociation et de prise ferme	(18,2)	(23,4)	(12,6)	(17,5)
Éléments du portefeuille structurel	(249,9)	(267,0)	(24,2)	(24,1)
Total	(268,1)	(290,4)	(36,8)	(41,6)

*Selon un niveau de confiance de 99 %.

Le **risque de marché** représente le risque d'incidence négative, sur le bilan ou l'état des résultats, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite d'une variation de certains paramètres du marché, notamment : les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base, et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux de crédit, la migration du crédit et les défaillances.

Le **risque lié à la valeur de marché** est une mesure de l'incidence négative des fluctuations des paramètres du marché sur la valeur de marché d'un portefeuille d'actifs, de passifs et d'arrangements hors bilan, établie selon un niveau de confiance de 99 % sur une période de détention déterminée. La période de détention tient compte de la conjoncture actuelle du marché et de la composition des portefeuilles afin de déterminer combien de temps il faut pour neutraliser le risque de marché sans causer d'incidence négative sur les cours du marché. Dans le cas des activités de négociation et de prise ferme, le risque lié à la valeur de marché comprend la valeur à risque et le risque lié à l'émetteur.

La **volatilité du revenu net** est une mesure de l'incidence négative des fluctuations éventuelles des paramètres du marché sur le revenu net après impôts projeté sur douze mois d'un portefeuille d'actifs, de passifs et d'arrangements hors bilan, établie selon un niveau de confiance de 99 % sur une période de détention déterminée.

La **valeur à risque (VAR)** s'applique à diverses catégories de risques auxquels BMO s'expose dans ses activités de négociation et de prise ferme : taux d'intérêt, taux de change, cours des actions et prix des produits de base, incluant la volatilité implicite de ces éléments. Cette mesure calcule la perte maximale éventuelle des portefeuilles, sur une période de détention déterminée, selon un niveau de confiance de 99 %.

Le **risque lié à l'émetteur** se présente dans les portefeuilles de négociation et de prise ferme de BMO. Il mesure l'incidence négative que les risques d'écart de taux, de migration du crédit et de défaillance ont sur la valeur de marché d'instruments à revenu fixe et autres titres similaires. Le risque lié à l'émetteur est mesuré selon un niveau de confiance de 99 % sur une période de détention déterminée.

Risque de marché lié aux activités de négociation et de prise ferme

La Gestion du risque de marché surveille les portefeuilles de négociation et de prise ferme en s'assurant :

- que le risque de marché des portefeuilles de négociation et de prise ferme est mesuré et modélisé conformément aux politiques et aux normes générales;
- que les profils de risque de nos portefeuilles de négociation et de prise ferme restent conformes à notre degré de tolérance au risque, font l'objet d'un suivi et sont communiqués aux négociateurs, aux hauts dirigeants, à la direction et aux comités du Conseil d'administration;
- que les risques particuliers, ou tout autre facteur qui expose BMO à des risques inhabituels, imprévus, inappropriés ou encore partiellement définis ou quantifiés, qui sont liés au marché ou aux titres de créance négociables, sont détectés de façon proactive et que des rapports à cet égard sont transmis aux hauts dirigeants, à la direction et aux comités du Conseil d'administration;
- que toutes les personnes autorisées à exécuter des opérations de négociation et de prise ferme au nom de BMO sont adéquatement informées de la gouvernance, de la structure de pouvoir décisionnel, des processus et des méthodes de BMO en matière de prise de risque, en leur donnant un accès aux politiques et aux normes générales pertinentes ainsi que des lignes directrices pour les appliquer.

Au sein de la Gestion du risque de marché, le groupe Contrôle de l'évaluation des produits vérifie si l'évaluation de tous les portefeuilles de négociation et de prise ferme au sein de BMO est exacte sur tous les points importants :

- en élaborant et en maintenant des politiques et des méthodes en matière de rajustements et de réserves d'évaluation, dans le respect des exigences réglementaires et des PCGR;
- en définissant des sources officielles de prix pour l'évaluation des portefeuilles à la valeur de marché;
- en effectuant un examen indépendant des portefeuilles de négociation dans lequel les prix des négociateurs sont utilisés pour l'évaluation des portefeuilles à la valeur de marché.

On prend en compte au minimum les grandes catégories suivantes de réserves d'évaluation pour déterminer les niveaux appropriés des rajustements et des réserves d'évaluation : écarts de taux non gagnés, frais de clôture, frais d'administration, liquidité et risque de modèle. Les cadres supérieurs et les dirigeants sont informés chaque mois de tous les rajustements et de toutes les réserves d'évaluation et en accusent réception.

Nos modèles servent à déterminer le capital économique exposé au risque de marché pour chacun des secteurs d'activité et à établir le capital réglementaire requis. Aux fins du calcul du capital, nous utilisons des périodes de détention plus longues et des niveaux de confiance plus élevés que ceux qui servent à la gestion quotidienne du risque. Les modèles servant à déterminer le risque lié à la volatilité du revenu net sont identiques ou semblables à ceux qui servent à déterminer le risque lié à la VAR. Avant d'être utilisés, les modèles sont examinés, en fonction de la norme générale Risque de modèle, par le groupe Risque de modèle et validation. Cette norme générale définit les exigences minimales acceptables pour la détermination, l'évaluation, la surveillance et la gestion des modèles et du risque de modèle à l'échelle de l'organisation.

En 2007, les pertes sur produits de base que nous avons subies ont été trop élevées pour être acceptables. Nous avons amélioré notre processus de vérification indépendante des prix en incluant des prix multisources pour évaluer le portefeuille de produits de base. Les contrôles des risques ont été accrus et le niveau de risque au sein du portefeuille a été réduit. Un examen approfondi de toutes les pratiques d'évaluation dans l'ensemble des portefeuilles de négociation a été effectué pendant le troisième trimestre.

BMO évalue selon des modèles internes le risque lié aux portefeuilles de négociation et de prise ferme qui respectent nos critères d'établissement du capital réglementaire pour les instruments de négociation, de même que le risque lié aux portefeuilles d'instruments du marché monétaire qui sont assujettis aux règles de la comptabilité d'exercice selon les PCGR et qui sont soumis aux règles d'établissement du capital réglementaire des instruments d'intermédiation bancaire.

Pour les portefeuilles de négociation et de prise ferme visés par l'approche des modèles internes, la VAR est calculée à l'aide du modèle de valeur à risque globale de BMO. Ce modèle de valeur à risque globale est un modèle de simulation de scénarios Monte-Carlo dont les résultats servent aux fins de la gestion du risque de marché et de la présentation de notre exposition au risque. Le modèle établit les résultats de la VAR sur un jour avec un niveau de confiance de 99 % et rend compte des corrélations entre les différentes catégories de facteurs de risque de marché. Pour les portefeuilles d'instruments du marché monétaire assujettis à la comptabilité d'exercice, la VAR est calculée selon une approche fondée sur la valeur à risque analytique.

Au quatrième trimestre, BMO a comptabilisé des rajustements d'évaluation liés à la détérioration des marchés financiers. Ces rajustements et les autres charges sont présentés plus en détail dans la section Revenus liés à la négociation, à la page 38, et dans la section BMO Marchés des capitaux, à la page 53.

Le risque de marché lié aux activités de négociation et de prise ferme est présenté dans le tableau suivant. Le risque lié à la valeur de marché

dans les activités de négociation et de prise ferme a diminué sur douze mois, principalement en raison de la diminution du risque dans les portefeuilles de produits de base ainsi que dans les portefeuilles d'instruments du marché monétaire évalués à la valeur de marché et selon la comptabilité d'exercice.

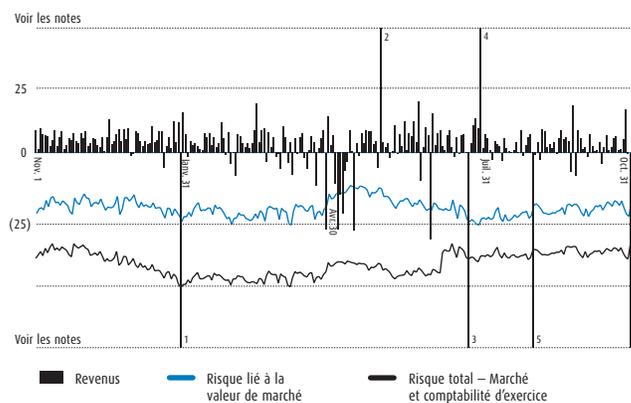
Sommaire du risque total lié à la valeur de marché – Négociation et prise ferme (en millions de dollars)*

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007 (équivalent en dollars canadiens avant impôts)				
	À la fin de l'exercice	Moyenne	Haut	Bas
Risque lié aux produits de base	(2,7)	(6,4)	(16,8)	(2,7)
Risque lié aux actions	(9,5)	(10,2)	(17,7)	(5,1)
Risque lié au change	(0,9)	(1,2)	(5,6)	(0,2)
Risque lié aux taux d'intérêt (marché)	(4,7)	(5,8)	(14,3)	(2,3)
Diversification	3,8	7,7	12,6	2,8
Risque global	(14,0)	(15,9)	(25,7)	(8,0)
Risque lié aux taux d'intérêt (comptabilité d'exercice)	(9,1)	(17,4)	(26,8)	(8,6)
Risque lié à l'émetteur	(4,9)	(5,2)	(9,0)	(3,2)
Risque total lié à la valeur de marché	(28,0)	(38,5)	(51,2)	(27,9)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006 (équivalent en dollars canadiens avant impôts)				
	À la fin de l'exercice	Moyenne	Haut	Bas
Risque lié aux produits de base	(8,4)	(5,9)	(13,8)	(1,5)
Risque lié aux actions	(9,8)	(4,6)	(10,5)	(2,6)
Risque lié au change	(3,3)	(1,4)	(5,1)	(0,1)
Risque lié aux taux d'intérêt (marché)	(7,1)	(4,0)	(9,8)	(1,9)
Diversification	10,4	6,7	12,4	3,7
Risque global	(18,2)	(9,2)	(19,1)	(4,2)
Risque lié aux taux d'intérêt (comptabilité d'exercice)	(12,0)	(10,8)	(34,7)	(5,6)
Risque lié à l'émetteur	(5,8)	(4,7)	(8,3)	(2,8)
Risque total lié à la valeur de marché	(36,0)	(24,7)	(53,3)	(16,2)

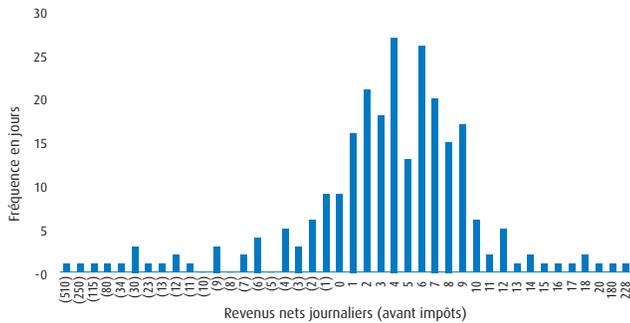
*Mesure sur un jour selon un niveau de confiance de 99 %.

Négociation et prise ferme – Revenus nets par rapport au risque lié à la valeur de marché Du 1^{er} novembre 2006 au 31 octobre 2007 (en millions de dollars canadiens)



- 1) 31 janvier 2007 : Reflète principalement le retraitement des résultats du premier trimestre de l'ordre de (509) millions de dollars pour tenir compte de l'incidence de l'application d'une méthode plus appropriée d'évaluation du portefeuille de produits de base en fonction du marché. Revenus nets journaliers : (506) millions.
- 2) 31 mai 2007 : Reflète principalement l'incidence de l'application d'une méthode plus appropriée d'évaluation du portefeuille de produits de base en fonction du marché. Revenus nets journaliers : 182 millions.
- 3) 24 juillet 2007 : Reflète principalement les pertes enregistrées dans le portefeuille de produits de base pour supprimer une position importante prise pour notre propre compte. La perte comptabilisée exclut les rajustements d'évaluation touchant ces positions. Revenus nets journaliers : (250) millions.
- 4) 31 juillet 2007 : Reflète principalement la comptabilisation de la contrepassation des rajustements d'évaluation touchant les positions sur produits de base qui ont été supprimées le 24 juillet 2007. Revenus nets journaliers : 229 millions.
- 5) 31 août 2007 : Reflète principalement les rajustements d'évaluation touchant les positions de négociation et de crédits structurés. Revenus nets journaliers : (80) millions.
- 6) 31 octobre 2007 : Reflète principalement les rajustements d'évaluation à hauteur d'environ (135) millions de dollars touchant le papier commercial canadien adossé à des actifs. Revenus nets journaliers : (117) millions.

Répartition des revenus nets journaliers selon la fréquence

Du 1^{er} novembre 2006 au 31 octobre 2007 (en millions de dollars canadiens)

La répartition des revenus nets journaliers des portefeuilles reflète l'impact du retraitement des données relatives à notre portefeuille de produits de base et des rajustements d'évaluation périodiques, comme il est mentionné dans les notes relatives au graphique précédent, Négociation et prise ferme – Revenus nets par rapport au risque lié à la valeur de marché.

Les revenus de négociation incluent les montants associés à l'ensemble des activités de négociation et de prise ferme, qu'ils soient comptabilisés par référence au marché ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice, de même que certains frais et commissions directement liés à ces activités.

Nous nous servons de diverses méthodes pour garantir l'intégrité de nos modèles de risque, notamment en procédant à un contrôle *ex post* des pertes hypothétiques. Ce processus part de l'hypothèse que la situation des portefeuilles à la clôture des marchés, la veille, n'a pas changé. On isole ensuite l'incidence des variations quotidiennes des prix par rapport aux cours de clôture. On valide les modèles en évaluant à quelle fréquence les pertes hypothétiques calculées excèdent la mesure du risque lié à la valeur de marché sur une période déterminée. Les résultats de ce test confirment la fiabilité de nos modèles.

Les modèles employés pour mesurer les risques de marché sont efficaces tant que les conditions du marché demeurent normales. Nous effectuons également chaque jour des analyses de scénarios et des simulations de crise probabilistes pour déterminer les répercussions de changements inhabituels ou imprévus des conditions du marché sur nos portefeuilles. De même, nous simulons des crises historiques ou événementielles chaque semaine. Des scénarios sont modifiés, ajoutés ou supprimés pour mieux refléter les changements des conditions sous-jacentes des marchés. Les résultats sont présentés, à intervalles réguliers, au secteur d'activité, au Comité de gestion du risque de marché, au Comité de gestion des risques et au Comité d'évaluation des risques.

Risque structurel de marché

Le risque structurel de marché englobe le risque de taux d'intérêt qui découle de nos activités bancaires (prêts et dépôts) et le risque de change qui résulte de nos opérations en devises. C'est la Direction de la trésorerie de BMO qui gère le risque structurel de marché en vue de soutenir la stabilité d'un revenu net de qualité supérieure et l'obtention de marges aussi élevées que possible et susceptibles d'être maintenues.

Le risque structurel de taux d'intérêt découle principalement de la non-concordance des taux d'intérêt et des options intégrées. La non-concordance des taux d'intérêt est le résultat des différences entre les dates d'échéance et de renégociation prévues des actifs, des passifs et des arrangements hors bilan. Le risque lié aux options intégrées découle des caractéristiques des produits qui permettent aux clients de modifier les dates d'échéance ou de renégociation prévues. Les options intégrées comprennent les privilèges de remboursement anticipé de prêts et de rachat de dépôts à terme et les taux engagés à l'égard des prêts hypothécaires non versés. Nous gérons la non-concordance des taux d'intérêt nette, qui représente les actifs résiduels financés par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, en fonction d'une durée cible, qui est actuellement de deux à trois ans, tandis que les options intégrées sont gérées de façon à maintenir les risques à des niveaux peu élevés. La non-concordance des taux d'intérêt est principalement gérée à l'aide de swaps de taux d'intérêt et de valeurs mobilières. Le risque lié aux options intégrées est géré au moyen de l'achat d'options ou d'un processus de couverture dynamique.

Le risque structurel de change découle principalement du risque de conversion associé au montant net de notre investissement dans des établissements aux États-Unis et du risque de transaction associé à notre revenu net libellé en dollars américains. Nous gérons le risque de conversion en finançant le montant net de notre investissement aux États-Unis en dollars américains. Le risque de transaction est géré en concluant chaque trimestre des contrats de change à terme de couverture qui devraient compenser partiellement l'incidence des fluctuations du taux de change entre les dollars canadien et américain sur le revenu net du trimestre. L'incidence des fluctuations du taux de change sur le revenu net de BMO en 2007 est présentée à la page 35.

Les mesures du risque structurel lié à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net tiennent compte de périodes de détention variant de un à trois mois ainsi que de l'incidence de la corrélation entre les paramètres du marché. Le risque structurel lié à la valeur de marché (voir la page 68) a diminué au cours de l'exercice 2007 en raison de l'utilisation d'un modèle de volatilité des taux d'intérêt plus bas. La volatilité liée au risque structurel de taux d'intérêt est établie d'après des données historiques couvrant une période de dix ans qui, à compter de l'exercice 2007, exclut la grande volatilité qui a marqué l'exercice 1997. La volatilité du revenu net continue d'être gérée de façon à être maintenue à des niveaux peu élevés.

Outre le risque lié à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net, nous employons des simulations, des analyses de sensibilité, des simulations de crise et des analyses d'écarts pour mesurer et gérer le risque de taux d'intérêt. Les analyses d'écarts sont présentées à la note 20 afférente aux états financiers, à la page 119.

La sensibilité au risque structurel de taux d'intérêt dans le cas d'une hausse ou d'une baisse immédiate de 100 ou de 200 points de base de la courbe de rendement est présentée dans le tableau ci-dessous. Bon nombre d'institutions financières effectuent et présentent ce type d'analyse, ce qui facilite la comparaison avec notre groupe de référence.

Sensibilité au risque structurel de taux d'intérêt (en millions de dollars)*

Équivalent en dollars canadiens après impôts	Au 31 octobre 2007		Au 31 octobre 2006	
	Sensibilité de la valeur économique	Sensibilité du revenu net sur 12 mois	Sensibilité de la valeur économique	Sensibilité du revenu net sur 12 mois
Hausse de 100 points de base	(241,1)	6,6	(237,4)	10,9
Baisse de 100 points de base	180,1	(15,4)	181,6	(10,5)
Hausse de 200 points de base	(516,6)	0,4	(508,0)	12,1
Baisse de 200 points de base	318,6	(17,0)	318,3	(4,1)

*Les risques sont représentés par des montants entre parenthèses, et les gains, par des montants positifs.

Les modèles utilisés pour mesurer le risque structurel de marché prévoient l'évolution des taux d'intérêt et de change et la réaction probable des clients à ces changements. Dans le cas des prêts et des dépôts des clients assortis de dates d'échéance et de renégociation (p. ex., les prêts hypothécaires et les dépôts à terme), nos modèles évaluent la manière suivant laquelle les clients utilisent les options intégrées pour modifier ces échéances. Dans le cas des prêts et des dépôts des clients non assortis de dates d'échéance et de renégociation (p. ex., les prêts sur cartes de crédit et les comptes de chèques), nos modèles attribuent un éventail d'échéances tenant compte des stratégies en matière de tarification et de volume et reflétant les incertitudes inhérentes. Ces modèles ont été élaborés à partir d'analyses statistiques et sont validés au moyen de processus réguliers d'examen et de contrôle *ex post*, et d'un dialogue continu avec les secteurs d'activité. Nous avons aussi recours à des modèles de prévision du comportement des clients pour appuyer les processus de tarification des produits et de mesure du rendement.

Risque de liquidité et de financement

La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle pour assurer le maintien de la confiance des déposants et la stabilité du revenu net.

La politique de BMO consiste à s'assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à ses engagements financiers, même en période de crise.

Notre cadre de gestion du risque de liquidité et de financement repose notamment sur les éléments suivants :

- une surveillance par des comités de gouvernance constitués de hauts dirigeants, notamment le Comité de gestion du bilan, le Comité de gestion des risques et le Comité d'évaluation des risques;
- un groupe indépendant de surveillance au sein de la Direction de la trésorerie;
- une structure de limites approuvée par le Comité d'évaluation des risques visant à soutenir la gestion du risque;
- des processus et des modèles efficaces pour assurer la surveillance et la gestion du risque;
- des mesures de contrôle rigoureuses à l'égard des processus et des modèles, ainsi que de leur utilisation;
- un cadre d'analyse de simulations de conditions d'exploitation extrêmes;
- des plans d'urgence pour faciliter la gestion en cas de crise.

Les données fournies dans la présente section tiennent compte de la situation financière consolidée de BMO. Les filiales de BMO comprennent des entités réglementées et étrangères et, par conséquent, les mouvements de fonds entre les sociétés du groupe doivent tenir compte des besoins des filiales en matière de liquidités, de financement et de capital, ainsi que de considérations d'ordre fiscal. Ces aspects n'ont pas de répercussions importantes sur les liquidités et le financement de BMO.

La situation de BMO en matière de liquidités et de financement demeure adéquate et aucun engagement ou événement ni aucune tendance, demande ou incertitude n'est susceptible d'avoir des répercussions importantes sur celle-ci.

Nous pratiquons une gestion active du risque de liquidité et de financement à l'échelle mondiale en veillant à détenir en tout temps des actifs liquides supérieurs à un niveau minimal établi. Les actifs liquides comprennent les actifs non grevés d'une grande qualité de crédit qui sont négociables, qui peuvent être donnés en garantie d'emprunts ou qui viennent à échéance à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins en matière de liquidités et de financement. Les actifs liquides sont détenus dans les portefeuilles liés à nos activités de négociation ou regroupés en lots d'actifs liquides supplémentaires. Les besoins en matière de liquidité et de financement se composent de sorties de fonds prévues et potentielles qui découlent d'obligations de remboursement de dépôts qui sont retirés ou qui ne sont pas renouvelés, et de la nécessité de financer la croissance de l'actif, les investissements stratégiques, les avances sur les facilités de crédit et concours de trésorerie ainsi que les achats de garanties pour nantissement. Les besoins en matière de liquidités et de financement sont évalués dans différents marchés, contextes économiques et politiques, et situations propres à l'organisation, prévus et extrêmes, afin de déterminer le montant minimal d'actifs liquides à détenir en tout temps.

Le ratio de liquidité, le niveau des dépôts de base et le ratio des dépôts de clients et du capital sur le total des prêts sont trois des mesures que nous utilisons pour évaluer le risque de liquidité et de financement. Le ratio de liquidité représente la valeur totale de l'encaisse et des valeurs mobilières, exprimée en pourcentage de l'actif total. Ce ratio permet de déterminer dans quelle mesure les actifs peuvent être facilement convertis en trésorerie ou en équivalents de trésorerie afin de respecter des engagements financiers, étant donné que les éléments d'encaisse et les valeurs mobilières sont plus liquides que les prêts. Au 31 octobre 2007, le ratio de liquidité de BMO s'établissait à 33,1 %, une hausse comparativement à 27,2 % au 31 octobre 2006. L'augmentation du ratio résulte de la solidité de notre situation en matière de liquidités.

L'encaisse et les valeurs mobilières totalisaient 121,2 milliards de dollars à la fin de l'exercice, une hausse de 34,2 milliards par rapport aux 87,0 milliards enregistrés en 2006, alors que l'actif total avait augmenté de 46,5 milliards et s'établissait à 366,5 milliards.

Aux liquidités provenant de l'encaisse et des valeurs mobilières s'ajoutent les titres pris en pension qui peuvent facilement être convertis en trésorerie ou en équivalents de trésorerie pour respecter des engagements financiers. Les titres pris en pension ou empruntés, totalisaient 37,1 milliards de dollars à la fin de l'exercice, une hausse par rapport à 31,4 milliards en 2006.

Dans le cours normal des affaires, une partie de l'encaisse, des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés, sert de garantie pour soutenir les activités de négociation et la participation aux systèmes de compensation et de paiement, tant au Canada qu'à l'étranger. Au 31 octobre 2007,

Le **risque de liquidité et de financement** désigne la possibilité de subir une perte si BMO n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Les engagements financiers comprennent les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts, d'investissements et de nantissements.

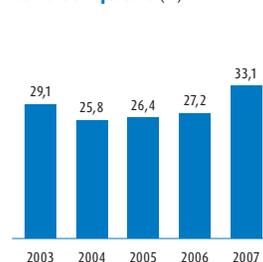
l'encaisse et les valeurs mobilières mises en garantie atteignaient 29,9 milliards de dollars et les titres pris en pension ou empruntés mis en garantie atteignaient 25,5 milliards, comparativement aux 25,9 milliards et aux 25,4 milliards, respectivement, de l'exercice 2006. Ces variations sont principalement attribuables aux activités de négociation. En outre, BMO est partie à certaines ententes susceptibles de nécessiter des garanties supplémentaires dans certaines circonstances. Ces exigences potentielles en matière de garanties ne sont toutefois pas importantes. Le tableau 5 de la page 79 et les notes 2 et 3 afférentes aux états financiers, à la page 97, présentent des renseignements supplémentaires sur l'encaisse et les valeurs mobilières.

Les dépôts de base sont constitués des soldes des comptes courants et d'épargne des particuliers, ainsi que des dépôts à terme relativement peu élevés (100 000 \$ ou moins). Les dépôts de base en dollars canadiens totalisaient 75,9 milliards de dollars à la fin de l'exercice, une hausse par rapport à 73,3 milliards en 2006, et les dépôts de base en dollars américains et autres devises totalisaient 25,1 milliards de dollars américains, une hausse par rapport à 22,4 milliards de dollars américains en 2006. De plus, les dépôts à terme plus élevés des clients (excluant les dépôts de gros) se sont chiffrés à 22,1 milliards de dollars à la fin de l'exercice, une hausse par rapport aux 20,3 milliards de 2006. Le total des dépôts s'était accru de 28,2 milliards de dollars à la fin de l'exercice et s'établissait à 232,0 milliards en 2006. La hausse du total des dépôts reflète l'augmentation des dépôts de base et autres dépôts visant à financer la croissance des prêts et des titres de négociation et à soutenir le renforcement continu de notre situation en matière de liquidités.

Notre masse de dépôts de clients, combinée à notre important capital de base, réduit le financement à partir des dépôts de gros. Les dépôts de clients et le capital correspondaient à 93,3 % des prêts (à l'exclusion des titres pris en pension ou empruntés) à la fin de l'exercice, une hausse comparativement à 89,9 % pour l'exercice précédent. Les dépôts de gros utilisés pour financer les prêts sont principalement à long terme (généralement d'un terme de deux à dix ans) afin de mieux correspondre aux échéances des prêts. Nos dépôts de gros sont diversifiés par client, type, marché, échéance, devise et région en fonction de lignes directrices. Le tableau 24 à la page 89 présente des renseignements sur les échéances des dépôts.

Les arrangements hors bilan et les autres instruments de crédit pourraient avoir une incidence sur la situation de BMO en matière de liquidités et de financement compte tenu de notre obligation de financer les retraits. Notre cadre de gestion des risques prend en considération le risque que nous assumons à cet égard.

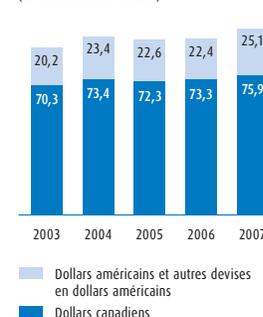
Ratio de liquidité (%)



Le ratio témoigne d'une situation solide en matière de liquidités.

Dépôts de base

(en milliards de dollars)



Les dépôts de base constituent une source de financement solide.

Risque d'exploitation

Le risque d'exploitation est inhérent à toute activité économique. Ce risque ne pourra jamais être entièrement éliminé, mais il est possible de préserver et d'accroître la valeur pour les actionnaires en gérant le risque d'exploitation, en l'atténuant et, dans certains cas, en se protégeant contre lui au moyen d'assurances.

Pour atteindre ce but, BMO a élaboré un cadre de gestion du risque d'exploitation, qui comprend la détermination, la mesure, la gestion, la surveillance, le contrôle et l'atténuation des risques, ainsi que l'attribution du capital économique. Divers processus et contrôles sous-jacents ont été élaborés dans ce cadre, notamment l'autoévaluation des risques et des contrôles, des plans d'urgence visant à assurer la continuité de nos activités, la gestion des événements, la gestion du changement et la gestion de l'impartition, ainsi que la gestion des acquisitions et de leur intégration.

La structure de gouvernance du risque d'exploitation de BMO comprend le Comité de gestion du risque d'exploitation, qui constitue un sous-comité du Comité de gestion des risques. Ce comité assume un rôle de surveillance à l'égard de la stratégie et de la gouvernance du risque d'exploitation. Il conseille et oriente les secteurs d'activité en ce qui concerne l'évaluation, la mesure et l'atténuation du risque d'exploitation, ainsi que la surveillance et les initiatives de changement connexes.

BMO vise à gérer le risque d'exploitation, comme tous les autres risques, de façon transparente à l'échelle de l'organisation. Par conséquent, ce cadre de gestion comprend la communication périodique des activités et des processus pertinents de gestion du risque d'exploitation aux dirigeants des secteurs d'activité et de l'organisation, au Comité de gestion du risque d'exploitation, au Comité de gestion des risques et au Conseil d'administration. Les facteurs de risque d'exploitation qui se présentent au sein des cadres de gestion du risque de crédit, de marché ou de liquidité sont gérés dans les limites respectives de chacun de ces cadres.

Le **risque d'exploitation** correspond à la possibilité de subir une perte découlant de processus internes ou de systèmes inadéquats ou de leur défaillance, d'interactions humaines ou d'un événement externe, mais exclut le risque d'entreprise.

Il incombe à chaque secteur d'activité d'utiliser les processus et les programmes de contrôle du cadre susmentionné afin de gérer le risque d'exploitation conformément aux lignes directrices énoncées dans la politique et les normes générales. Pour nous assurer de gérer adéquatement tous les risques d'exploitation auxquels est exposé un secteur d'activité, nous faisons également appel, s'il y a lieu, aux services spécialisés comme les Finances, la Fiscalité, les Services juridiques, la Conformité, la Confidentialité, les Ressources humaines et l'unité Technologie et opérations. BMO a créé le groupe Gestion globale du risque d'exploitation qui élabore le cadre de gestion du risque d'exploitation, codifie ce cadre en politique générale, supervise la méthode d'évaluation du risque et définit les exigences en matière de communication de l'information.

BMO souscrit des assurances pour un montant et dans un domaine qui offriront la protection nécessaire contre les pertes importantes imprévues et lorsqu'il est tenu de le faire en vertu de la loi, de la réglementation ou d'une entente contractuelle.

Conformément aux méthodologies de mesure définies dans l'Accord de Bâle, BMO met en œuvre l'approche standard pour le calcul des exigences réglementaires en matière de capital lié au risque d'exploitation à l'échelle de l'organisation. Les méthodes et les mesures du capital de l'approche standard ont été mises en œuvre au niveau consolidé de l'organisation et au niveau de chaque entité juridique visée. BMO ne recourra pas à des applications partielles de l'approche de base ou de l'approche de mesure avancée.

Risque d'entreprise

Risque d'entreprise attribuable à une défaillance d'exploitation

Le risque d'entreprise attribuable à une défaillance d'exploitation désigne le risque de subir des pertes ou une réduction du revenu découlant des effets indirects des risques d'exploitation, y compris le risque de réputation. En 2006, ce risque a été reclassé dans la catégorie du risque d'entreprise afin de faire concorder les mesures du capital lié au risque d'exploitation avec l'approche standard de Bâle II. BMO affecte du capital économique pour ce risque aux unités d'affaires selon un modèle fondé sur divers scénarios et comptabilise ce capital comme un élément du capital économique.

Risque d'entreprise lié à la volatilité du revenu net

Le risque d'entreprise lié à la volatilité du revenu net mesure le risque que les volumes diminuent ou que les marges rétrécissent sans qu'il soit possible de compenser le recul du revenu par une réduction des coûts. BMO assume de nombreux risques analogues à ceux assumés par les sociétés non financières, à commencer par le risque que sa rentabilité, et donc sa valeur, se détériore en raison de l'évolution du climat des affaires, de l'échec de sa stratégie ou de

Le **risque d'entreprise** est le risque attribuable à des activités précises d'une entreprise, qui est susceptible d'avoir une incidence sur les bénéfices de cette entreprise. BMO reconnaît deux types distincts de risques d'entreprise : le risque d'entreprise attribuable à une défaillance d'exploitation et le risque d'entreprise lié à la volatilité du revenu net.

défaillances au niveau de la mise en œuvre. Ces risques découlent notamment de la volatilité de l'activité économique, de changements dans les attentes des clients, de l'évolution défavorable des affaires ou d'un manque relatif d'adaptation aux changements sectoriels. Le risque d'entreprise lié à la volatilité du revenu net comprend les risques relatifs aux marges et aux volumes de BMO. Conformément à notre pratique courante d'évaluer régulièrement nos méthodes, nous évaluerons nos méthodes de gestion du risque d'entreprise pendant l'exercice 2008.

Risque de réputation

La réputation est l'un des actifs les plus précieux de BMO. Pour consolider et préserver la réputation de BMO, il est essentiel de favoriser une culture d'entreprise :

- définissant l'intégrité et l'éthique comme des valeurs fondamentales;
- soutenant la conviction que toute décision doit respecter les valeurs intrinsèques de l'organisation en matière d'éthique.

Toutes les décisions d'affaires comportent un risque d'atteinte à notre réputation. À notre avis, une gestion active, constante et efficace du risque de réputation s'exerce de façon optimale en tenant compte des évaluations explicites du risque dans l'élaboration des stratégies, la mise en œuvre des plans opérationnels et la prise de décisions relatives aux transactions. Nous gérons également le risque de réputation en mettant en œuvre nos pratiques de gouvernance, notre code

Le **risque de réputation** est le risque que des effets négatifs découlent de la détérioration de la réputation de BMO auprès de ses principales parties prenantes, notamment une perte de revenus, une baisse de clientèle et une baisse du cours de l'action de BMO.

de conduite et notre cadre de gestion des risques. Il incombe à chacun des employés de se comporter conformément aux *Principes fondamentaux*, le code de conduite de BMO, et ainsi consolider et préserver la réputation de BMO.

Le Comité de gestion du risque de réputation se penche sur les risques de réputation potentiels de l'organisation, examinant spécifiquement les transactions complexes de crédit ou de financement structuré, au besoin.

Risque environnemental

À BMO, nous sommes très conscients des nouveaux enjeux et risques liés à l'environnement et, plus particulièrement, aux changements climatiques. En 2007, nous avons commandé une étude comparative dans le but d'évaluer la meilleure façon d'aborder le problème des changements climatiques. Cette initiative nous a permis de déterminer les meilleures pratiques d'autres institutions financières, information que nous utilisons pour améliorer nos propres pratiques.

En réaction aux changements climatiques, nous mettons en œuvre une série d'initiatives internes qui ont pour objectif de réduire notre impact environnemental. Les principaux domaines visés par cette réduction sont l'énergie, les produits de papier et les voyages d'affaires.

Nos politiques et processus en matière de gestion du risque de crédit contiennent des bases solides pour déterminer, évaluer et gérer les problèmes environnementaux, sociaux et liés à la gouvernance qui concernent les transactions de prêt. Nous nous conformons systématiquement aux Principes

Le **risque environnemental** correspond au risque de perte ou d'atteinte à la réputation de BMO découlant de préoccupations environnementales liées à BMO ou à ses clients. Le risque environnemental est souvent associé au risque de crédit et au risque d'exploitation.

d'Équateur pour gérer les problèmes sociaux et environnementaux liés au financement de projets, et continuons d'évaluer la pertinence de nos pratiques de prêt en fonction de l'évolution de la législation environnementale et des préoccupations connexes. BMO soutient toujours les principes du développement durable. Plus précisément, nous croyons que si la croissance économique se fait dans le respect de l'environnement, notre qualité de vie en sera améliorée.

Analyse des résultats financiers de 2006

Les commentaires du Rapport de gestion présentés dans les pages précédentes portaient essentiellement sur nos résultats de 2007. La présente section offre un sommaire des résultats de l'exercice 2006.

En 2006, le revenu net s'était établi à 2 663 millions de dollars, en hausse de 267 millions ou de 11 %. Le résultat par action s'était accru de 0,52 \$, ou de 11 %, et avait atteint 5,15 \$, ce qui constituait alors un niveau record. Ces augmentations étaient attribuables à la hausse des revenus découlant du volume d'affaires, à la stabilité des dotations à la provision pour pertes sur créances de faible niveau et à la diminution des impôts sur les bénéfices. En 2006, BMO avait enregistré un revenu net record pour la quatrième année de suite. Le rendement des capitaux propres avait atteint 19,2 %, en hausse par rapport à 18,8 % en 2005, en raison de l'augmentation de 267 millions de dollars du revenu net, partiellement compensée par l'incidence d'une hausse de 1,1 milliard de dollars des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires.

En 2006, le revenu sur une base d'imposition comparable avait augmenté de 154 millions de dollars ou de 1,5 %, et s'était établi à 10 112 millions, à la faveur de la croissance enregistrée principalement par les Services bancaires Particuliers et entreprises et, dans une moindre mesure, par BMO Marchés des capitaux. Le revenu du groupe Gestion privée avait été moins élevé, en raison de la vente de *Harrisdirect* à la fin de l'exercice 2005. L'affaiblissement du dollar américain avait réduit la croissance du revenu de la plupart des groupes d'exploitation, ce qui avait retranché 170 millions, ou 1,7 point de pourcentage, de la croissance du revenu global de BMO.

Les conditions de crédit favorables de 2005 s'étaient maintenues en 2006. Les dotations à la provision pour pertes sur créances avaient très peu varié et s'étaient établies à 176 millions de dollars, résultant de dotations à la provision spécifique de 211 millions, déduction faite d'une réduction de 35 millions de la provision générale pour pertes sur créances. En 2005, les pertes sur créances s'étaient chiffrées à 179 millions de dollars, résultat de dotations à la provision spécifique de 219 millions et d'une réduction de 40 millions de la provision générale.

Les frais autres que d'intérêts avaient augmenté de 21 millions de dollars, ou de 0,3 %, à 6 353 millions. L'incidence de la vente de *Harrisdirect* à la fin de 2005, déduction faite des frais supplémentaires liés aux acquisitions d'entreprises engagés en 2006, avait réduit les frais de 214 millions de dollars (-3,1 %), tandis que l'affaiblissement du dollar américain retranchait des coûts 112 millions de dollars (-1,6 %) de plus. La hausse de la rémunération liée au rendement avait accru les frais de 45 millions (0,6 %). D'autres facteurs, notamment d'autres coûts liés aux activités, avaient fait augmenter le total des frais de 4,4 %, en 2006. Il s'agit notamment de la hausse des salaires et des coûts des avantages sociaux découlant de l'expansion de notre équipe de vente, de même que des initiatives et des coûts associés à la croissance de notre volume d'affaires.

Le revenu net des Services bancaires Particuliers et entreprises avait augmenté de 57 millions de dollars, ou de 5 %, à 1 257 millions en 2006, par rapport à un niveau record de 1 200 millions en 2005. Le revenu s'était accru de 270 millions de dollars, ou de 5 %, et s'était établi à 5 486 millions de dollars, tandis que les frais avaient augmenté de 138 millions de dollars, ou de 4 %, et avaient totalisé 3 278 millions de dollars.

Le revenu net de PE Canada s'était accru de 66 millions de dollars, ou de 6 %, par rapport au niveau record de 2005 et s'était établi à 1 142 millions de dollars. Les résultats de l'exercice 2005 avaient bénéficié de l'incidence nette, au montant de 8 millions de dollars, de recouvrements de 34 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs et d'une augmentation de 40 millions de dollars (26 millions après impôts) de la provision relative à la carte de fidélisation de la clientèle. Les résultats de l'exercice 2006 reflétaient l'incidence, au montant de 51 millions de dollars, d'un gain de 38 millions de dollars (25 millions après impôts) réalisé sur le premier appel public à l'épargne de MasterCard et d'un recouvrement de 26 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs. Après rajustement pour tenir compte de l'incidence de ces éléments, le revenu net s'était accru de 23 millions de dollars, ou de 2 %. Le revenu avait progressé de 261 millions de dollars, ou de 6 %, et s'était établi à 4 580 millions, grâce à la croissance du volume d'affaires relativement à certains types de produits, au gain réalisé sur le premier appel public à l'épargne de MasterCard et au rajustement de la provision relative à la carte de fidélisation de la clientèle. La croissance du revenu avait été réduite par la baisse des revenus de titrisation et une diminution de 10 points de base de la marge nette d'intérêts. La dotation à la provision pour pertes sur créances avait été relevée de 45 millions de dollars, à hauteur de 314 millions de dollars. Cette hausse était imputable à une augmentation des volumes des prêts et à l'obtention de données plus détaillées sur les prêts, découlant de notre initiative liée au Nouvel accord de Bâle. Les frais autres que d'intérêts avaient augmenté de 116 millions de dollars, ou de 5 %, et s'étaient chiffrés à 2 597 millions de dollars, à la suite de l'expansion de notre équipe de vente et de la hausse des frais liés à diverses initiatives et au marketing.

Le revenu net de PE États-Unis avait diminué de 9 millions de dollars, ou de 7 %, et s'était établi à 115 millions de dollars. Si on fait abstraction de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain, des investissements dans l'intégration des acquisitions et dans la technologie des succursales en 2006 et de l'unification des chartes des succursales en 2005, le revenu net s'était accru de 4 % par rapport à 2005. Le revenu avait progressé de 9 millions de dollars, ou de 1 %, et s'était chiffré à 906 millions, mais il avait augmenté de 74 millions, ou de 8 %, si on exclut l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Cette hausse était attribuable aux acquisitions, à la croissance des prêts aux particuliers et aux petites entreprises, à l'élargissement des marges sur les dépôts, aux nouvelles succursales et à la hausse des revenus liés aux frais de service. Ces facteurs avaient été partiellement neutralisés par un rétrécissement des marges sur les prêts. Les frais s'étaient accrues de 22 millions de dollars, ou de 3 %, et s'étaient chiffrés à 681 millions, mais ils avaient augmenté de 70 millions, ou de 11 %, abstraction faite de l'effet des fluctuations des taux de change. La croissance des frais avait été principalement imputable aux acquisitions et aux coûts liés à leur intégration, aux nouvelles succursales, aux coûts associés à la croissance des volumes et à la mise en œuvre de la nouvelle plateforme technologique des succursales, et partiellement neutralisée par les coûts engagés en 2005 pour unifier les chartes des succursales.

Le revenu net du groupe Gestion privée avait atteint la somme record de 355 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 41 millions, ou de 13 %, par rapport à 2005. Les résultats de l'exercice 2005 reflétaient le gain de 49 millions de dollars (18 millions après impôts) réalisé sur la vente de *Harrisdirect*, notre société de placement en direct aux États-Unis, ainsi que le gain de 25 millions de dollars (16 millions après impôts) réalisé sur la vente des actions ordinaires de TSX. Si on fait abstraction de l'incidence des éléments susmentionnés, le revenu net avait augmenté de 75 millions de dollars, ou de 27 %, par rapport au niveau record enregistré en 2005. Cette hausse était principalement attribuable à la forte croissance des revenus d'exploitation. Le revenu avait enregistré une baisse de 144 millions de dollars, ou de 7 %, et s'était établi à 1 893 millions. Toutefois, déduction faite des résultats d'exploitation de *Harrisdirect* et des gains de 74 millions réalisés sur les ventes d'actifs susmentionnés, le revenu avait augmenté de 134 millions de dollars, ou de 8 %. Le groupe avait enregistré une montée des revenus tirés des services tarifés liés aux fonds d'investissement et un volume plus élevé des transactions de placement en direct effectuées par les clients, de même que des augmentations des marges sur les dépôts à terme et une croissance modérée des soldes. Par suite de l'affaiblissement du dollar américain, dont l'effet s'est surtout fait sentir dans les secteurs de la gestion bancaire privée, la croissance du revenu s'était amenuisée de 22 millions de dollars. Les frais autres que d'intérêts avaient diminué de 187 millions de dollars, ou de 12 %, et s'étaient établis à 1 342 millions. Toutefois, exclusion faite des résultats d'exploitation de *Harrisdirect*, les frais avaient augmenté de 56 millions de dollars, ou de 4 %. Cette progression était attribuable principalement à la hausse des frais liés au revenu, qui correspond à la hausse du revenu, de même qu'à des investissements supplémentaires dans notre équipe de vente et dans notre secteur américain de la gestion de placements. L'affaiblissement du dollar américain avait réduit la croissance des frais de 18 millions de dollars.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux avait progressé de 10 millions de dollars, atteignant le chiffre record de 860 millions. Les résultats de 2005 comprenaient un gain de 44 millions de dollars (37 millions après impôts) constaté à la restructuration des EDDV. Si on fait abstraction de cet élément, le revenu net avait augmenté de 47 millions de dollars, ou de 6 %, par rapport à 2005, grâce aux initiatives visant l'impôt sur le revenu et à une hausse du revenu, une croissance qui a toutefois été en partie neutralisée par une augmentation de la rémunération liée au rendement. Le revenu avait enregistré une hausse de 39 millions de dollars, ou de 1 %, et s'était établi à 2 780 millions de dollars. L'affaiblissement du dollar américain avait réduit la

croissance du revenu de 96 millions de dollars, ou de 3 points de pourcentage. La progression du revenu autre que d'intérêts avait largement compensé la diminution du revenu net d'intérêts. Le revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation avait subi une baisse marquée en 2006 par rapport à 2005; en revanche, le revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation avait enregistré une hausse très importante et les revenus de négociation avaient été eux aussi beaucoup plus élevés dans l'ensemble. Les revenus de négociation sur les actions, les opérations de change et les produits de base s'étaient accrus tandis que les revenus de négociation sur les taux d'intérêt avaient fléchi. Les commissions sur les fusions et acquisitions et les revenus de commissions avaient eux aussi enregistré une hausse importante par rapport à 2005. Les gains nets sur titres de placement avaient reculé de 43 millions de dollars, en partie à cause de la part de 25 millions que le groupe détenait dans le gain réalisé sur la vente des actions ordinaires de TSX comptabilisé en 2005. Les résultats de l'exercice précédent reflétaient également le gain de 44 millions de dollars constaté à la restructuration des EDDV. Le revenu net d'intérêts avait diminué surtout en raison de l'augmentation des coûts de mobilisation de fonds liée à l'accroissement de nos activités de négociation sur les produits de base et les actions. Ce fléchissement était aussi attribuable au rétrécissement des marges dans nos secteurs d'activité sensibles aux taux d'intérêt, situation qui découlait de la hausse des taux d'intérêt à court terme et de l'aplatissement de la courbe de rendement, à notre réduction stratégique des éléments ne faisant pas partie de nos principaux actifs et au resserrement des marges sur les prêts aux grandes entreprises, ce qui était compensé en partie par la croissance des actifs. Les dotations à la provision pour pertes sur créances avaient diminué de 19 millions de dollars et s'étaient chiffrées à 79 millions, cette baisse s'expliquant par la réduction du montant des pertes prévues. En revanche, les frais autres que d'intérêts avaient augmenté de 122 millions de dollars, ou de 8 %, et s'étaient établis à 1 602 millions. Cette hausse était surtout attribuable à l'augmentation de la rémunération liée au rendement découlant de la hausse des revenus tirés des services tarifés et des revenus de négociation.

Le revenu net des Services d'entreprise s'était chiffré à 191 millions de dollars, comparativement à 32 millions en 2005. L'amélioration reflétait la diminution des impôts sur le revenu, la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances ainsi que la baisse des frais. Les résultats de 2006 comprenaient la part de 23 millions de dollars (15 millions après impôts) des Services d'entreprise du gain de 27 millions constaté à la suite de la titrisation de prêts sur cartes de crédit totalisant 1,5 milliard de dollars.

Analyse des résultats du quatrième trimestre

La plupart de nos secteurs d'activité ont obtenu d'excellents résultats au quatrième trimestre 2007, malgré la conjoncture difficile sur les marchés financiers. Le revenu net s'est établi à 452 millions de dollars, une baisse de 244 millions de dollars par rapport au quatrième trimestre 2006. Le sommaire de l'état des résultats avec des données du quatrième trimestre et des trimestres précédents est présenté à la page 77. Les résultats comprennent un montant de 275 millions de dollars après impôts, correspondant à des charges liées à la détérioration des marchés financiers, à des pertes dans notre secteur des produits de base, à une augmentation de la provision générale et à une charge de restructuration. Abstraction faite de ces éléments significatifs, le revenu net s'élevait à 727 millions de dollars, soit une augmentation de 54 millions par rapport à la même période l'an dernier, après rajustement pour tenir compte de l'incidence, à hauteur de 23 millions, de la réduction de la provision générale l'an dernier.

Le revenu net des Services bancaires Particuliers et entreprises a augmenté de 20 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice précédent, à 316 millions de dollars. Le revenu net de PE Canada a augmenté de 12 millions de dollars, ou 4 %, à 284 millions de dollars. Les volumes de bon nombre de produits ont nettement augmenté, mais les revenus ont subi l'effet du rétrécissement de la marge nette d'intérêts,

alors que les frais augmentaient. Les résultats de PE Canada comprennent aussi un revenu net de 6 millions de dollars provenant de trois éléments : un gain de 107 millions de dollars (83 millions après impôts) provenant de la vente d'actions de MasterCard International Inc. et un recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs de 43 millions, moins un rajustement de 185 millions de dollars (120 millions après impôts) pour augmenter le passif lié aux futurs échanges de récompenses de notre programme de fidélisation de nos clients titulaires de cartes de crédit.

Le revenu net de PE États-Unis a augmenté de 11 millions de dollars américains, ou de 51 %, à 32 millions de dollars américains, grâce à l'acquisition de la First National Bank & Trust, à la réduction des coûts d'intégration des acquisitions et à une gestion des coûts efficace. Les résultats du trimestre sont encourageants et reflètent la stabilité de la marge nette d'intérêts par rapport aux trimestres précédents. Si on fait abstraction des coûts d'intégration des acquisitions, le revenu net s'est accru pour un quatrième trimestre de suite et, sur cette base, le ratio de productivité avant amortissement était inférieur à 70 % au quatrième trimestre. L'effet favorable de la croissance des volumes a toutefois été en grande partie neutralisé par le rétrécissement de la marge nette d'intérêts.

Le groupe Gestion privée a augmenté son revenu net de 23 millions de dollars, ou de 27 %, à 107 millions. La croissance des revenus de l'ensemble des secteurs n'a été que partiellement neutralisée par l'augmentation des frais liés aux revenus et celle des coûts des investissements visant à stimuler la croissance des revenus. Les résultats ont été solides compte tenu des conditions moins favorables des marchés financiers pendant le trimestre.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux a diminué de 140 millions de dollars. Ce résultat s'explique par une charge de 318 millions de dollars (211 millions après impôts) pour certaines activités de négociation et des rajustements d'évaluation liés à la détérioration des marchés financiers, et par une perte de 24 millions (16 millions après impôts) dans notre secteur des produits de base. Les pertes sont expliquées en détail à la page 38 dans la section Revenus liés à la négociation. Abstraction faite de ces éléments significatifs, nous avons obtenu de bons résultats dans bon nombre de secteurs, notamment ceux du crédit, des opérations de change et des revenus de commissions. Le trimestre a été difficile pour le groupe et pour de nombreuses autres banques d'affaires, les inquiétudes concernant la qualité des actifs ayant eu des effets défavorables sur les liquidités, les écarts de taux et les évaluations. Pour la plupart des produits, le niveau d'activité a baissé par rapport aux trois premiers trimestres de l'exercice.

Le revenu net des Services d'entreprise a baissé de 147 millions de dollars. Ce résultat a subi l'effet négatif d'une charge de restructuration nette de 24 millions de dollars (15 millions après impôts) et d'une augmentation de 50 millions (33 millions après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances, déduction faite des recouvrements d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs de 18 millions. Les résultats du quatrième trimestre de 2006 avaient été accrus grâce à une réduction de la provision générale pour pertes sur créances de 35 millions de dollars (23 millions après impôts) et aux avantages fiscaux découlant de la résolution de certains problèmes fiscaux et d'un grand nombre de petites initiatives.

La charge de restructuration nette de 24 millions de dollars résulte d'une charge de 40 millions et d'un recouvrement de 16 millions sur la charge de restructuration de 135 millions comptabilisée au premier trimestre. Les coûts de la réduction du personnel dans les secteurs sans interaction directe avec la clientèle ont été moins élevés que prévu en raison, principalement, d'un plus grand nombre d'employés réaffectés. La charge du quatrième trimestre est liée aux indemnités de licenciement d'environ 400 employés dans l'ensemble de l'organisation.

Le revenu a diminué de 250 millions de dollars, ou de 10 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice précédent, à 2 244 millions de dollars. Abstraction faite de l'incidence des éléments significatifs, le revenu a augmenté de 92 millions ou de 3,7 % sur un an.

Le revenu net d'intérêts s'établit à 1 240 millions de dollars, soit une baisse de 8 millions ou de 1 % par rapport à la même période l'an dernier. Le revenu net d'intérêts de BMO Marchés des capitaux a fortement progressé, tandis que celui des Services d'entreprise diminuait en raison de la diminution des remboursements d'intérêts sur les recouvrements d'impôts et de la baisse des revenus de titrisation. L'actif productif moyen a augmenté de 51 milliards de dollars, ou de 19 %, et s'établit à 322 milliards, grâce principalement à la croissance des actifs de négociation à faible marge et des prêts aux grandes entreprises de BMO Marchés des capitaux, dont l'actif productif moyen s'est accru de 46 milliards de dollars. L'actif productif moyen de PE Canada a augmenté de 5 milliards de dollars grâce à la croissance des prêts dans tous les secteurs sauf ceux des prêts hypothécaires, qui ont diminué comme prévu.

La marge nette d'intérêts globale sur l'actif productif moyen de BMO pour le quatrième trimestre de 2007 se chiffre à 1,53 %, soit 30 points de base de moins qu'au quatrième trimestre de l'an dernier. La diminution de 30 points de base sur un an est principalement attribuable à la croissance des actifs à faible marge de BMO Marchés des capitaux et au fait que ses actifs représentent une part plus importante des actifs totaux de BMO. La marge nette d'intérêts de PE Canada a diminué de 6 points de base en raison de l'augmentation des coûts de mobilisation de fonds et des pressions de la concurrence sur les prêts aux particuliers et aux entreprises, facteurs partiellement compensés par l'élargissement des marges sur les prêts hypothécaires et les effets favorables de la répartition des produits, la croissance des dépôts s'étant

améliorée. La marge nette d'intérêts de PE États-Unis s'est rétrécie de 23 points de base. Elle a subi les répercussions de l'évolution continue des préférences des clients vers les prêts et dépôts à plus faible marge ainsi que les pressions de la concurrence. La marge nette d'intérêts de BMO Marchés des capitaux s'est rétrécie de 5 points de base en raison de la croissance des actifs à faible marge, notamment les actifs qui sont à la fois de grande qualité et très liquides.

Le revenu autre que d'intérêts se chiffre à 1 004 millions de dollars, soit une baisse de 242 millions, ou de 19 %, comparativement à la même période l'an dernier. Au cours du trimestre, nous avons comptabilisé des charges de 318 millions de dollars, liées à la détérioration des marchés financiers, dont 310 millions ont été imputés au revenu autre que d'intérêts. Cette somme comprenait une réduction de 295 millions de dollars du revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation et une réduction de 15 millions des gains sur titres de placement. Le revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation a diminué de 255 millions de dollars par rapport à la même période l'an dernier. Les frais de services de cartes ont baissé de 210 millions de dollars en raison du rajustement de 185 millions visant à augmenter le passif lié aux échanges de récompenses futurs de notre programme de fidélisation des clients titulaires de cartes de crédit, et en raison de la titrisation de créances sur cartes de crédit de 1,5 milliard au quatrième trimestre de 2006. Les gains sur titres de placement ont augmenté de 102 millions de dollars, grâce au gain de 107 millions provenant de la vente d'actions de MasterCard. Les commissions sur titres, les commissions sur prêts, les revenus tirés de fonds d'investissement et les revenus de change ont aussi augmenté.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 42 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport à la même période l'an dernier et ils se chiffrent à 1 655 millions de dollars. Cette augmentation est due à la charge de restructuration nette de 24 millions de dollars et à la hausse des honoraires professionnels et des frais informatiques et de promotion, partiellement neutralisées par la réduction des coûts de la rémunération liée au rendement. Le personnel de première ligne affecté à la vente et au service de PE Canada et du groupe Gestion privée a augmenté, mais la hausse des salaires et des coûts des avantages sociaux de ces groupes a été compensée par la diminution des coûts des Services d'entreprise. Le ratio de productivité de BMO s'établit à 73,7 % pour le trimestre, alors qu'il était de 64,6 % à la même période l'an dernier. Le ratio de productivité avant amortissement se chiffre à 73,3 %, alors qu'il était de 64,2 % il y a un an. Les ratios ont subi l'effet des charges comptabilisées au cours du trimestre. Abstraction faite des éléments significatifs, le ratio de productivité avant amortissement s'établit à 62,7 %, alors qu'il se chiffrait à 64,2 % il y a un an.

Les conditions du crédit se sont quelque peu détériorées par rapport à la situation très favorable de 2006. La dotation à la provision pour pertes sur créances, qui totalise 151 millions de dollars au quatrième trimestre de 2007, est constituée de dotations à la provision spécifique de 101 millions de dollars et d'une augmentation de 50 millions de la provision générale pour pertes sur créances. La dotation à la provision pour pertes sur créances, qui se chiffrait à 16 millions de dollars au quatrième trimestre de 2006, était constituée de dotations à la provision spécifique de 51 millions et d'une réduction de la provision générale de 35 millions. Au quatrième trimestre de 2007, les dotations à la provision spécifique étaient à leur plus haut niveau depuis un certain temps, représentant, sur une base annuelle, 19 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, y compris les titres pris en pension ou empruntés. Cependant, près de la moitié de la dotation était liée à un seul crédit qui a été classé dans les prêts douteux au cours du trimestre et dont la plus grande partie a été radiée.

La provision pour impôts sur les bénéfices a été réduite de 183 millions de dollars par rapport au quatrième trimestre de l'an dernier et de 214 millions par rapport au troisième trimestre; le résultat est un recouvrement de 33 millions de dollars. Le taux d'imposition effectif pour le trimestre correspond à un taux de recouvrement de 7,4 %, alors que le taux d'imposition était de 17,4 % au quatrième trimestre de l'an dernier. Le taux d'imposition favorable s'explique en grande partie par les résultats de vérifications fiscales, qui ont entraîné un recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs, et par une proportion relativement plus élevée de revenus provenant de territoires où les taux d'imposition sont plus bas.

Tendances trimestrielles relatives au revenu net

Les résultats et les mesures de rendement de BMO des huit derniers trimestres sont décrits à la page 77.

En nous concentrant sur nos clients sans perdre de vue nos priorités, nous avons pu poursuivre résolument sur notre lancée en 2006 et 2007. Pour finir l'exercice, la plupart de nos secteurs d'activité ont obtenu de solides résultats au quatrième trimestre, malgré la conjoncture difficile sur les marchés financiers.

Des facteurs saisonniers ont une légère incidence sur le revenu net, de même que sur les revenus et les frais trimestriels de BMO. Comme notre deuxième trimestre compte 89 jours, et les autres, 92, les résultats du deuxième trimestre sont relativement moins élevés que ceux des autres trimestres, parce qu'il comprend trois jours civils de moins et donc moins de jours ouvrables. Les mois de juillet (troisième trimestre) et d'août (quatrième trimestre) se caractérisent habituellement par une activité moins intense sur les marchés financiers, ce qui se répercute sur les résultats des groupes Gestion privée et BMO Marchés des capitaux. La période des fêtes en décembre contribue aussi à un ralentissement de certaines activités; toutefois, les achats par carte de crédit affichent une vigueur certaine durant cette période du premier trimestre, tout comme à la rentrée des classes au quatrième trimestre.

Le dollar canadien s'est substantiellement apprécié par rapport au dollar américain au cours des deux derniers trimestres, accélérant la tendance des trois dernières années. L'affaiblissement du dollar américain a freiné la croissance du revenu et des frais au cours des deux derniers exercices, mais il s'est répercuté plus modestement sur le revenu net, en partie à cause de notre pratique qui consiste à couvrir notre position de change, qui est expliquée à la page 35.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances de BMO mesurées en pourcentage des prêts et acceptations continuent de se comparer très avantageusement par rapport à notre groupe de référence du Canada. De manière générale, les dotations trimestrielles à la provision pour pertes sur créances ont amorcé une tendance à la hausse, les conditions de crédit étant devenues plus difficiles par rapport à la situation très favorable de 2006.

Le taux d'imposition effectif varie car il dépend du moment de la résolution de certaines questions fiscales, de l'effet de certaines initiatives ainsi que de la proportion relative du revenu attribuable à chaque territoire où nous exerçons nos activités.

Le revenu net des Services bancaires Particuliers et entreprises a présenté une forte tendance à la hausse en 2006 et 2007. En 2007, la croissance des volumes a été solide, les marges, stables, et les hausses des frais, légères.

PE Canada a augmenté sa part de marché sur nos marchés prioritaires et nous continuons d'investir pour la croissance future. La marge nette d'intérêts de PE Canada était stable au deuxième semestre de 2006 et au début de 2007. Elle a baissé au quatrième trimestre en raison de l'augmentation des coûts de mobilisation des fonds et de la baisse des frais de refinancement des prêts hypothécaires. Au troisième trimestre de 2006, les résultats avaient bénéficié de l'incidence du gain lié au premier appel public à l'épargne de MasterCard et d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs totalisant 51 millions de dollars. Au quatrième trimestre de 2007, le revenu de PE Canada a diminué en raison de l'incidence nette d'une réduction de 185 millions de dollars des frais de services de cartes liée au rajustement visant à augmenter le passif lié aux futurs échanges de récompenses dans le cadre du programme de fidélisation de la clientèle et d'un gain de 107 millions de dollars sur la

vente d'actions ordinaires de MasterCard, ainsi que de la baisse des revenus de titrisation. Ses résultats du dernier trimestre incluent un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de 43 millions de dollars, qui contrebalance l'incidence nette du rajustement des frais de services de cartes et du gain sur la vente.

Le revenu net de PE États-Unis, abstraction faite des coûts d'intégration liés aux acquisitions, a augmenté au cours de chaque trimestre de 2007 par rapport au trimestre précédent, le ratio de productivité avant amortissement au quatrième trimestre s'établissant à moins de 70 % sur cette base. La marge nette d'intérêts s'est stabilisée au cours de l'exercice 2007, l'effet de la hausse des volumes ayant neutralisé la préférence maintenue par les clients à l'égard des produits à plus faible marge et les pressions concurrentielles.

Les résultats du groupe Gestion privée reflètent le dynamisme de ses activités et un rendement remarquable. Les résultats ont bénéficié de la hausse constante des revenus tirés des services tarifés relatifs aux activités de placement traditionnelles et aux fonds d'investissement, ainsi que de l'augmentation des revenus tirés des services fiduciaires et des services d'investissement. Le revenu net a augmenté au quatrième trimestre de 2007 malgré la conjoncture moins favorable des marchés.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux en 2007 a bénéficié du rendement favorable de bon nombre de secteurs. Le revenu trimestriel en 2007 a subi l'effet défavorable des pertes sur produits de base, effet qui a diminué au quatrième trimestre avec la réduction considérable de la taille et du risque du portefeuille. La rémunération liée au rendement des deux premiers trimestres de 2007 a été réduite en raison de ces pertes. Au quatrième trimestre, le revenu a été réduit par des charges liées à la détérioration des marchés financiers. Au cours de l'exercice 2007, BMO Marchés des capitaux a poursuivi sur sa lancée, s'est concentré sur ses objectifs et a conservé sa position de chef de file dans le secteur des services de base tarifés à haut rendement au Canada. Les secteurs des fusions et acquisitions et des prises fermes de titres de participation ont affiché un rendement extrêmement élevé, tandis que les commissions sur prêts et les autres commissions augmentaient fortement. En 2006, les revenus de négociation avaient été particulièrement élevés au premier trimestre, avaient renoué avec des niveaux plus habituels au milieu de l'exercice, puis avaient baissé au quatrième trimestre. En 2007, les revenus de négociation, abstraction faite des pertes sur produits de base, ont été solides au cours des trois premiers trimestres avant de reculer considérablement compte tenu des conditions difficiles sur les marchés au quatrième trimestre.

Le revenu net trimestriel des Services d'entreprise varie en grande partie en raison de notre méthode de la perte prévue et de l'incidence du revenu, des frais et des impôts sur les bénéfices non attribuables aux groupes d'exploitation. Au quatrième trimestre de 2006, le revenu avait bénéficié d'impôts sur les bénéfices moins élevés, d'une faible dotation à la provision pour pertes sur créances, y compris les effets d'une diminution de la provision générale, et d'un gain lié à la titrisation. Aux premier et quatrième trimestres de 2007, les résultats ont inclus des charges de restructuration pour améliorer notre efficacité et notre efficacité, y compris dans notre service à la clientèle, par des investissements dans le personnel affecté à la vente et au service et la simplification des processus dans l'ensemble de l'organisation. Les résultats du quatrième trimestre ont également été réduits par l'augmentation de 50 millions de dollars de la provision générale pour pertes sur créances.

Sommaire de l'état des résultats et mesures financières trimestrielles

(en millions de dollars)	31 oct. 2007	31 juill. 2007	30 avr. 2007	31 janv. 2007	31 oct. 2006	31 juill. 2006	30 avr. 2006	31 janv. 2006	2007	2006	2005
Revenu net d'intérêts (bic)	1 240	1 301	1 247	1 235	1 248	1 267	1 143	1 213	5 023	4 871	4 906
Revenu autre que d'intérêts	1 004	1 308	1 324	870	1 246	1 336	1 360	1 299	4 506	5 241	5 052
Revenu total (bic)	2 244	2 609	2 571	2 105	2 494	2 603	2 503	2 512	9 529	10 112	9 958
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	101	91	59	52	51	42	66	52	303	211	219
Dotation à la provision générale pour pertes sur créances	50	—	—	—	(35)	—	—	—	50	(35)	(40)
Frais autres que d'intérêts	1 631	1 659	1 614	1 538	1 613	1 600	1 560	1 580	6 442	6 353	6 332
Charge de restructuration	24	—	—	135	—	—	—	—	159	—	—
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	438	859	898	380	865	961	877	880	2 575	3 583	3 447
Provision pour impôts sur les bénéfices (bic)	(33)	181	208	13	150	232	207	255	369	844	993
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	18	19	19	19	19	19	19	75	76	58
Revenu net	452	660	671	348	696	710	651	606	2 131	2 663	2 396
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	9	10	10	9	9	9	9	9	38	36	74
Revenu net avant amortissement	461	670	681	357	705	719	660	615	2 169	2 699	2 470
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic)	44	54	43	39	33	33	30	31	180	127	119
Revenu selon les états financiers	2 200	2 555	2 528	2 066	2 461	2 570	2 473	2 481	9 349	9 985	9 839
Ventilation du revenu net entre les groupes d'exploitation :											
Services bancaires Particuliers et entreprises	316	376	351	321	296	377	289	295	1 364	1 257	1 200
Groupe Gestion privée	107	105	101	95	84	83	97	91	408	355	314
BMO Marchés des capitaux	48	196	199	(18)	188	203	247	222	425	860	850
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations	(19)	(17)	20	(50)	128	47	18	(2)	(66)	191	32
Revenu net – BMO Groupe financier	452	660	671	348	696	710	651	606	2 131	2 663	2 396
Données par action ordinaire (en dollars)											
Dividendes déclarés	0,70	0,68	0,68	0,65	0,62	0,62	0,53	0,49	2,71	2,26	1,85
Résultat											
de base	0,89	1,30	1,31	0,68	1,37	1,41	1,28	1,19	4,18	5,25	4,73
dilué	0,87	1,28	1,29	0,67	1,35	1,38	1,25	1,17	4,11	5,15	4,63
Résultat avant amortissement											
de base	0,90	1,32	1,33	0,70	1,40	1,42	1,30	1,21	4,25	5,33	4,88
dilué	0,89	1,30	1,31	0,68	1,37	1,40	1,27	1,19	4,18	5,23	4,78
Valeur comptable	28,29	28,81	28,95	28,90	28,89	28,21	27,47	26,95	28,29	28,89	26,48
Cours											
Haut	67,17	71,35	72,75	72,22	69,55	65,00	70,18	70,24	72,75	70,24	62,44
Bas	60,21	66,59	68,29	67,75	62,50	58,58	63,22	56,86	60,21	56,86	53,05
Clôture	63,00	66,59	69,46	70,01	69,45	63,95	64,67	68,30	63,00	69,45	57,81
Mesures financières (%)											
Rendement total moyen des capitaux propres annualisé sur cinq ans	14,2	17,2	16,6	17,8	19,1	12,8	16,4	14,2	14,2	19,1	13,8
Rendement de l'action	4,4	4,1	3,9	3,7	3,6	3,9	3,3	2,9	4,3	3,3	3,2
Croissance du résultat dilué par action	(35,6)	(7,2)	3,2	(42,7)	5,5	29,0	6,8	5,4	(20,2)	11,2	5,2
Croissance du résultat dilué par action, avant amortissement	(35,0)	(7,1)	3,1	(42,9)	3,8	27,3	5,0	3,5	(20,1)	9,4	5,1
Rendement des capitaux propres	12,2	18,0	18,3	9,2	19,4	20,3	19,3	17,8	14,4	19,2	18,8
Rendement des capitaux propres, avant amortissement	12,5	18,2	18,5	9,5	19,6	20,6	19,6	18,1	14,7	19,5	19,4
Croissance du profit économique net	(78,1)	(19,8)	(4,2)	(114,6)	(1,0)	59,3	—	(4,5)	(51,0)	10,3	0,1
Croissance du revenu net	(35,0)	(7,1)	3,1	(42,5)	4,8	29,8	7,2	5,0	(20,0)	11,2	4,4
Croissance du revenu	(10,6)	(0,6)	2,3	(16,7)	(6,1)	6,7	3,1	2,9	(6,4)	1,5	5,3
Croissance du revenu (bic)	(10,1)	0,2	2,8	(16,2)	(5,9)	6,7	3,0	3,0	(5,8)	1,5	5,0
Marge nette d'intérêts	1,47	1,61	1,65	1,64	1,78	1,84	1,78	1,86	1,59	1,81	1,97
Marge nette d'intérêts (bic)	1,53	1,68	1,71	1,70	1,83	1,89	1,82	1,91	1,65	1,86	2,02
Ratio de productivité	75,2	64,9	63,8	81,0	65,5	62,3	63,1	63,7	70,6	63,6	64,4
Ratio de productivité (bic)	73,7	63,6	62,8	79,5	64,6	61,5	62,3	62,9	69,3	62,8	63,6
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	73,3	63,2	62,3	78,9	64,2	61,1	61,9	62,4	68,8	62,4	62,6
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations	0,29	0,18	0,12	0,10	0,03	0,09	0,14	0,12	0,17	0,09	0,11
Taux d'imposition effectif	(19,3)	15,7	19,4	(7,8)	14,1	21,4	20,9	26,4	7,9	20,7	26,3
Taux d'imposition effectif (bic)	(7,4)	21,0	23,2	3,3	17,4	24,1	23,6	29,0	14,3	23,6	28,8
Taux de change moyen entre les dollars canadien et américain (en dollars)	0,999	1,067	1,144	1,162	1,115	1,116	1,141	1,156	1,093	1,132	1,214
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la provision pour pertes sur créances	4,07	3,49	3,86	4,19	3,81	3,86	4,58	4,48	4,07	3,81	4,92
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total	33,1	31,0	28,6	28,4	27,2	25,2	25,0	26,8	33,1	27,2	26,5
Ratio du capital de première catégorie	9,51	9,29	9,67	9,76	10,22	10,07	10,20	10,41	9,51	10,22	10,30

De l'avis de la direction de BMO, l'information provenant de données financières non vérifiées, notamment de rapports intermédiaires, a fait l'objet de tous les ajustements nécessaires à la présentation fidèle de cette information. De tels ajustements sont de nature normale et récurrente. Les ratios financiers des périodes intermédiaires sont annualisés, s'il y a lieu, et les taux de croissance sont établis sur 12 mois. Les ratios, de même que les résultats d'exploitation intermédiaires, ne sont pas forcément indicateurs des résultats réels de l'exercice complet.

Données complémentaires

Tableau 1 • Valeur pour les actionnaires

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2007	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998
Cours des actions ordinaires (\$)										
Haut	72,75	70,24	62,44	59,65	50,26	40,65	44,40	35,80	34,80	43,50
Bas	60,21	56,86	53,05	49,28	37,79	31,00	32,75	21,00	24,68	25,88
Clôture	63,00	69,45	57,81	57,55	49,33	38,10	33,86	35,25	28,33	31,55
Dividende par action ordinaire										
Dividende déclaré (\$)	2,71	2,26	1,85	1,59	1,34	1,20	1,12	1,00	0,94	0,88
Dividende versé (\$)	2,63	2,13	1,80	1,50	1,29	1,18	1,09	0,99	0,93	0,88
Ratio de distribution (%)	64,8	43,0	39,1	35,2	38,2	44,0	40,8	30,2	39,6	37,4
Rendement de l'action (%)	4,3	3,3	3,2	2,8	2,7	3,1	3,3	2,8	3,3	2,8
Rendement total des capitaux propres (%)										
Rendement moyen annualisé sur cinq ans	14,2	19,1	13,8	18,9	12,9	7,9	14,3	22,9	22,0	23,3
Rendement sur un an	(5,8)	24,1	3,7	20,0	33,4	16,2	(1,2)	29,0	(7,4)	6,4
Autres renseignements sur les actions ordinaires										
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en milliers)										
À la fin de l'exercice	498 563	500 726	500 219	500 897	499 632	492 505	489 085	522 584	534 064	528 866
Nombre moyen – de base	499 950	501 257	500 060	501 656	496 208	490 816	511 286	531 318	531 723	525 021
Nombre moyen – dilué	508 614	511 173	510 845	515 045	507 009	499 464	523 561	540 815	542 920	542 181
Nombre de comptes d'actionnaires	37 165	38 360	40 104	41 438	42 880	44 072	45 190	46 663	49 369	51 387
Valeur comptable de l'action (\$)	28,29	28,89	26,48	24,20	22,09	21,07	19,69	19,63	17,44	16,36
Valeur de marché globale des actions (\$) (en milliards)	31,4	34,8	28,9	28,8	24,6	18,8	16,6	18,4	15,1	16,7
Ratio cours-résultat (d'après le RPA dilué)	15,3	13,5	12,5	13,1	14,3	14,2	12,7	10,8	12,1	13,8
Ratio cours-résultat avant amortissement (d'après le RPA dilué, avant amortissement)	15,1	13,3	12,1	12,6	13,7	13,5	11,8	10,4	11,5	13,0
Ratio cours-valeur comptable	2,23	2,40	2,18	2,38	2,23	1,81	1,72	1,80	1,62	1,93

Tableau 2 • Sommaire de l'état des résultats et statistiques de croissance

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2007	2006	2005	2004	2003	TCAC annualisé sur 5 ans ²⁾	TCAC annualisé sur 10 ans ²⁾
État des résultats							
Revenu net d'intérêts (bic) ¹⁾	5 023	4 871	4 906	4 937	4 929	0,9	2,0
Revenu autre que d'intérêts	4 506	5 241	5 052	4 551	4 220	2,8	4,2
Revenu total (bic) ¹⁾	9 529	10 112	9 958	9 488	9 149	1,8	3,0
Dotation à la provision pour pertes sur créances	353	176	179	(103)	455	(15,5)	2,5
Frais autres que d'intérêts	6 601	6 353	6 332	6 169	6 087	1,8	3,8
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	2 575	3 583	3 447	3 422	2 607	6,4	1,3
Impôts sur les bénéfices (bic) ¹⁾	369	844	993	1 110	804	(5,7)	(9,1)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	75	76	58	17	22	30,5	11,6
Revenu net	2 131	2 663	2 396	2 295	1 781	9,2	5,6
Taux de croissance annuel (%)	(20,0)	11,2	4,4	28,9	29,7	s.o.	s.o.
Résultat par action (RPA) (\$)							
de base	4,18	5,25	4,73	4,51	3,51	8,9	5,9
dilué	4,11	5,15	4,63	4,40	3,44	8,9	6,1
Taux de croissance annuel (%)	(20,2)	11,2	5,2	27,9	28,4	s.o.	s.o.
RPA dilué, avant amortissement (\$) ¹⁾							
Taux de croissance annuel (%)	(20,1)	9,4	5,1	26,7	26,9	s.o.	s.o.

1) Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR, à la page 34.

2) Taux de croissance annuel composé (TCAC), exprimé en pourcentage.

s.o. – sans objet

Tout au long des présentes Données complémentaires, certains montants des exercices 2005 et 2004 ont été retraités pour tenir compte des modifications apportées aux conventions comptables au cours de l'exercice 2006. Les données des exercices antérieurs n'ont pas été retraitées puisque les modifications ne sont pas significatives.

Tableau 3 • Rendement des capitaux propres et de l'actif (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2007	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998
Revenu net	2 131	2 663	2 396	2 295	1 781	1 373	1 402	1 766	1 290	1 260
Dividendes sur actions privilégiées	43	30	30	31	38	35	11	10	25	22
Revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 088	2 633	2 366	2 264	1 743	1 338	1 391	1 756	1 265	1 238
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	14 506	13 703	12 577	11 696	10 646	9 973	10 100	9 745	8 976	8 128
Rendement des capitaux propres (%)	14,4	19,2	18,8	19,4	16,4	13,4	13,8	18,0	14,1	15,2
Rendement des capitaux propres avant amortissement (%)	14,7	19,5	19,4	20,0	17,1	14,2	14,8	18,8	14,8	16,1
Rendement de l'actif moyen (%)	0,59	0,86	0,81	0,87	0,67	0,55	0,58	0,75	0,57	0,55
Rendement de l'actif moyen attribuable aux actionnaires ordinaires (%)	0,58	0,85	0,80	0,86	0,66	0,54	0,57	0,75	0,56	0,54

Tableau 4 • Sommaire du bilan (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2007	2006	2005	2004	2003
Actif					
Encaisse	22 890	19 608	20 721	18 045	19 860
Valeurs mobilières	98 277	67 411	57 034	49 849	54 790
Solde net des prêts et acceptations	201 188	190 994	174 337	156 248	146 156
Autres actifs	44 169	41 965	41 770	36 764	35 688
Total de l'actif	366 524	319 978	293 862	260 906	256 494
Passif et capitaux propres					
Dépôts	232 050	203 848	193 793	175 190	171 551
Autres passifs	114 330	96 743	82 158	69 005	68 455
Dette subordonnée	3 446	2 726	2 469	2 395	2 856
Actions privilégiées	250	450	450	450	850
Titres d'une fiducie de capital	1 150	1 150	1 150	1 150	1 150
Capital-actions					
Actions privilégiées	1 196	596	596	596	596
Actions ordinaires	4 411	4 231	4 022	3 857	3 662
Surplus d'apport	58	49	35	22	3
Bénéfices non répartis	11 166	10 974	9 801	8 738	7 566
Cumul des autres éléments du résultat étendu – Perte 1)	(1 533)	(789)	(612)	(497)	(195)
Total du passif et des capitaux propres	366 524	319 978	293 862	260 906	256 494
Soldes quotidiens moyens					
Solde net des prêts et acceptations	204 153	185 801	169 523	154 863	150 784
Actif	360 575	309 131	296 502	262 898	263 966

1) Certains chiffres des exercices antérieurs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Tableau 5 • Liquidités (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	2007	2006	2005	2004	2003
Liquidités en dollars canadiens					
Dépôts à d'autres banques	1 531	3 346	1 855	2 270	1 330
Autres éléments d'encaisse	1 981	551	586	(5)	1 313
Valeurs mobilières	57 206	30 647	28 723	25 383	28 790
Total des liquidités en dollars canadiens	60 718	34 544	31 164	27 648	31 433
Liquidités en dollars américains et autres devises					
Dépôts à d'autres banques	19 209	14 465	17 232	14 256	16 774
Autres éléments d'encaisse	169	1 246	1 048	1 524	443
Valeurs mobilières	41 071	36 764	28 311	24 466	26 000
Total des liquidités en dollars américains et autres devises	60 449	52 475	46 591	40 246	43 217
Total des liquidités 1)	121 167	87 019	77 755	67 894	74 650
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage du total de l'actif (%)	33,1	27,2	26,5	26,0	29,1
Actifs cédés en garantie inclus dans le total des liquidités 2)	30 369	26 299	27 760	18 812	18 698

1) Inclut les liquidités cédées en garantie de titres vendus à découvert, de titres mis en pension ou prêtés, et d'autres passifs garantis.

2) Inclut les provisions ou les soldes minimaux que certaines de nos filiales sont tenues de maintenir à la banque centrale du pays où elles font affaire.

Tableau 6 • Autres renseignements statistiques

Au 31 octobre	2007	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998
Autres renseignements										
Employés 1)	35 827	34 942	33 785	33 593	33 993	34 568	34 693	33 884	33 464	33 400
Succursales bancaires	1 224	1 182	1 180	1 174	1 142	1 134	1 129	1 135	1 198	1 216
Guichets automatiques (Canada)	1 978	1 936	1 952	1 993	2 023	2 000	1 982	1 987	2 039	2 069
Taux										
Taux préférentiel moyen au Canada (%)	6,25	5,57	4,30	4,05	4,69	4,15	6,55	7,05	6,49	6,44
Taux préférentiel moyen aux États-Unis (%)	7,74	7,76	5,85	4,17	4,17	4,79	7,68	9,18	8,00	8,59
Cours du \$ CA par rapport au \$ US (\$)										
Haut	1,19	1,20	1,27	1,40	1,59	1,61	1,49	1,44	1,45	1,40
Bas	0,95	1,10	1,16	1,22	1,30	1,51	1,59	1,53	1,56	1,58
Moyen	1,09	1,13	1,21	1,31	1,44	1,57	1,54	1,48	1,50	1,46
À la fin de l'exercice	0,94	1,12	1,18	1,22	1,32	1,56	1,59	1,52	1,47	1,54

1) Équivalent de durée normale; employés à temps plein et à temps partiel et rajustements pour tenir compte du temps supplémentaire.

Tableau 7 • Revenu et croissance du revenu (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2007	2006	2005	2004	2003	TCAC annualisé sur 5 ans	TCAC annualisé sur 10 ans
Revenu net d'intérêts							
Revenu net d'intérêts selon les états financiers	4 843	4 744	4 787	4 798	4 777	0,6	1,9
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic)	180	127	119	139	152	11,2	5,2
Revenu net d'intérêts (bic)	5 023	4 871	4 906	4 937	4 929	0,9	2,0
Taux de croissance annuel (%)	3,1	(0,7)	(0,6)	0,2	2,4	s.o.	s.o.
Marge nette d'intérêts 1)							
Actif productif moyen	304 471	261 461	243 196	225 718	213 959	8,6	5,6
Marge nette d'intérêts selon les états financiers (%)	1,59	1,81	1,97	2,13	2,23	s.o.	s.o.
Marge nette d'intérêts (bic) (%)	1,65	1,86	2,02	2,19	2,30	s.o.	s.o.
Marge nette d'intérêts sur les éléments en \$ CA (bic) (%)	2,19	2,44	2,50	2,67	2,80	s.o.	s.o.
Marge nette d'intérêts sur les éléments en \$ US et autres devises (bic) (%)	0,84	0,88	1,20	1,46	1,63	s.o.	s.o.
Revenu autre que d'intérêts							
Commissions et droits sur titres	1 145	1 051	1 092	1 055	894	7,1	4,4
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	728	729	734	746	756	(0,1)	3,7
Revenus (pertes) de négociation	(487)	718	496	200	275	n.s.	n.s.
Commissions sur prêts	406	337	313	317	293	5,8	5,4
Frais de services de cartes	107	396	334	261	290	(16,2)	(8,1)
Revenus de gestion de placements et de garde de titres	322	298	305	307	303	0,5	0,7
Revenus tirés de fonds d'investissement	576	499	437	378	321	13,3	14,0
Revenus de titrisation	296	100	113	177	244	(2,1)	25,0
Commissions de prise ferme et de consultation	528	407	357	343	268	18,3	11,6
Gains (pertes) sur titres, autres que de négociation	246	145	165	175	(41)	n.s.	16,9
Revenus de change autres que de négociation	132	102	97	177	160	(2,6)	0,5
Revenus d'assurances	230	204	162	139	124	16,9	13,9
Autres revenus	277	255	447	276	333	(25,0)	1,9
Total du revenu autre que d'intérêts	4 506	5 241	5 052	4 551	4 220	2,8	4,2
Taux de croissance annuel (%)	(14,0)	3,8	11,0	7,8	7,6	s.o.	s.o.
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total (bic)	47,3	51,8	50,7	48,0	46,1	s.o.	s.o.
Revenu total selon les états financiers							
Revenu total (bic)	9 349	9 985	9 839	9 349	8 997	1,6	2,9
Taux de croissance annuel (bic) (%)	(5,8)	1,5	5,0	3,7	4,7	s.o.	s.o.

1) À partir de l'exercice 2007, le calcul de la marge nette d'intérêts est fondé sur l'actif productif plutôt que sur l'actif total. Les données des exercices antérieurs ont été retraitées.

n.s. – non significatif

s.o. – sans objet

Tableau 8 • Frais autres que d'intérêts et ratio des frais au revenu (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2007	2006	2005	2004	2003	TCAC annualisé sur 5 ans	TCAC annualisé sur 10 ans
Frais autres que d'intérêts							
Rémunération du personnel							
Salaires	1 964	1 903	1 903	1 901	1 981	(0,6)	1)
Rémunération liée au rendement	1 275	1 322	1 277	1 160	1 058	6,2	1)
Avantages sociaux	586	599	571	583	539	5,8	8,8
Total de la rémunération du personnel	3 825	3 824	3 751	3 644	3 578	2,4	4,2
Bureaux et matériel							
Location d'immeubles	257	246	198	182	174	7,5	5,6
Bureaux, mobilier et agencements	242	230	253	263	271	(3,3)	0,3
Impôt foncier	28	26	45	52	52	(11,7)	(3,6)
Matériel informatique et autre	776	709	768	755	767	0,3	4,6
Total des frais de bureau et de matériel	1 303	1 211	1 264	1 252	1 264	0,4	3,6
Autres frais							
Communications	149	131	122	138	162	(2,9)	(4,9)
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	47	94	107	99	106	(9,3)	(9,5)
Honoraires	301	287	243	262	255	0,6	1,8
Déplacements et expansion des affaires	287	253	247	239	225	2,0	1,9
Divers	484	509	504	431	392	7,0	11,0
Total des autres frais	1 268	1 274	1 223	1 169	1 140	2,5	2,7
Amortissement des actifs incorporels	46	44	94	104	105	(12,1)	5,1
Charge de restructuration	159	–	–	–	–	n.s.	n.s.
Total des frais autres que d'intérêts	6 601	6 353	6 332	6 169	6 087	1,8	3,8
Taux de croissance annuel (%)	3,9	0,3	2,6	1,4	0,9	s.o.	s.o.
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic) (%)	69,3	62,8	63,6	65,0	66,5	s.o.	s.o.
Charges fiscales et impôts 2)							
Charges fiscales autres que les impôts sur les bénéfices							
Retenues salariales	165	162	152	163	156	2,0	3,0
Impôt foncier	28	26	45	52	52	(11,7)	(3,6)
Impôt provincial sur le capital	37	86	100	91	100	(11,6)	(9,7)
Taxe d'affaire	10	8	7	8	6	4,9	(8,6)
Taxe sur les produits et services et taxe de vente	122	128	127	149	158	(3,0)	0,7
Total des charges fiscales autres que les impôts sur les bénéfices	362	410	431	463	472	(3,0)	(1,1)
Provision pour impôts sur les bénéfices selon :							
L'état des résultats 3)	189	717	874	971	652	(13,4)	(13,9)
L'état de la variation des capitaux propres	471	156	101	246	601	n.s.	n.s.
Total des impôts sur les bénéfices	660	873	975	1 217	1 253	7,3	(1,2)
Total des charges fiscales et des impôts	1 022	1 283	1 406	1 680	1 725	2,9	(1,2)
Total des charges fiscales et des impôts en pourcentage du revenu net avant impôts et autres charges fiscales	38,1	33,9	38,0	45,0	59,4	s.o.	s.o.
Taux d'imposition effectif (bic)	14,3	23,6	28,8	32,4	30,8	s.o.	s.o.

1) Les salaires et la rémunération liée au rendement n'étaient pas présentés séparément en 1997. Ensemble, ils ont augmenté à un taux de croissance annuel composé, annualisé sur dix ans, de 3,6 %.

2) Les charges fiscales sont incluses dans diverses catégories de frais autres que d'intérêts.

3) Sur une base d'imposition comparable, la provision pour impôts sur les bénéfices était de 369 millions de dollars en 2007 et de 844 millions de dollars en 2006. Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR, à la page 34.

s.o. – sans objet

n.s. – non significatif

Tableau 9 • Actif, passif et taux d'intérêt moyens (bic) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2007			2006			2005		
	Solde moyen	Taux d'intérêt moyen (%)	Revenu/ frais d'intérêts	Solde moyen	Taux d'intérêt moyen (%)	Revenu/ frais d'intérêts	Solde moyen	Taux d'intérêt moyen (%)	Revenu/ frais d'intérêts
Pour l'exercice terminé le 31 octobre									
Actif									
En dollars canadiens									
Dépôts à d'autres banques	3 469	4,22	146	3 035	3,86	117	1 907	2,67	51
Valeurs mobilières	42 252	3,77	1 594	30 819	3,57	1 101	29 638	3,83	1 136
Prêts									
Prêts hypothécaires à l'habitation	54 735	5,14	2 812	56 556	4,95	2 802	51 954	4,58	2 379
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	2 832	5,99	170	2 618	5,92	155	2 483	5,80	144
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	21 972	6,80	1 495	19 305	6,34	1 224	17 494	5,49	960
Prêts sur cartes de crédit	3 831	11,61	445	4 591	11,20	514	4 244	10,79	458
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)	51 519	4,96	2 558	46 305	4,57	2 118	43 248	3,63	1 570
Total des prêts	134 889	5,55	7 480	129 375	5,27	6 813	119 423	4,61	5 511
Actifs divers ne portant pas intérêt	45 648			44 016			46 615		
Total en dollars canadiens	226 258	4,08	9 220	207 245	3,88	8 031	197 583	3,39	6 698
En dollars américains et autres devises									
Dépôts à d'autres banques	20 661	4,75	982	16 378	3,98	652	16 555	3,35	555
Valeurs mobilières	41 206	4,22	1 740	30 077	3,94	1 184	28 789	2,82	813
Prêts									
Prêts hypothécaires à l'habitation	6 635	5,17	343	6 259	4,89	306	6 092	4,65	283
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	3 107	6,47	201	2 708	6,31	171	2 521	5,91	149
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	9 921	6,43	638	9 522	5,90	562	8 679	4,87	423
Prêts sur cartes de crédit	25	4,00	1	36	2,78	1	21	4,76	1
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)	40 070	7,22	2 893	31 065	6,86	2 132	27 277	4,99	1 362
Total des prêts	59 758	6,82	4 076	49 590	6,40	3 172	44 590	4,97	2 218
Actifs divers ne portant pas intérêt	12 692			5 841			8 985		
Total en dollars américains et autres devises	134 317	5,06	6 798	101 886	4,92	5 008	98 919	3,63	3 586
Total – toutes devises									
Total de l'actif et du revenu d'intérêts	360 575	4,44	16 018	309 131	4,22	13 039	296 502	3,47	10 284
Passif									
En dollars canadiens									
Dépôts									
Banques	2 650	3,43	91	2 965	2,83	84	2 753	2,00	55
Entreprises et administrations publiques	60 653	3,27	1 984	56 168	2,27	1 274	49 975	1,05	524
Particuliers	59 375	2,52	1 495	58 184	2,27	1 319	57 471	2,07	1 192
Total des dépôts	122 678	2,91	3 570	117 317	2,28	2 677	110 199	1,61	1 771
Dette subordonnée et passifs divers portant intérêt	41 285	4,01	1 655	35 090	3,80	1 333	32 434	3,42	1 110
Passifs divers ne portant pas intérêt	47 233			40 900			42 173		
Total en dollars canadiens	211 196	2,47	5 225	193 307	2,07	4 010	184 806	1,56	2 881
En dollars américains et autres devises									
Dépôts									
Banques	29 676	4,97	1 475	23 028	4,48	1 031	21 974	2,93	644
Entreprises et administrations publiques	54 223	4,23	2 295	39 629	4,03	1 596	36 365	2,71	984
Particuliers	17 799	3,18	565	17 245	2,55	439	18 149	1,68	304
Total des dépôts	101 698	4,26	4 335	79 902	3,84	3 066	76 488	2,53	1 932
Dette subordonnée et passifs divers portant intérêt	23 939	5,99	1 435	18 062	6,05	1 092	16 316	3,46	565
Passifs divers ne portant pas intérêt	8 351			3 582			5 747		
Total en dollars américains et autres devises	133 988	4,31	5 770	101 546	4,10	4 158	98 551	2,53	2 497
Total – toutes devises									
Total du passif et des frais d'intérêts	345 184	3,19	10 995	294 853	2,77	8 168	283 357	1,90	5 378
Capitaux propres	15 391			14 278			13 145		
Total du passif, des frais d'intérêts et des capitaux propres	360 575	3,05	10 995	309 131	2,64	8 168	296 502	1,81	5 378
Marge nette d'intérêts									
– fondée sur l'actif productif		1,65			1,86			2,02	
– fondée sur l'actif total		1,39			1,58			1,65	
Revenu net d'intérêts			5 023			4 871			4 906

1) Inclut les titres pris en pension.

Tableau 10 • Répercussions sur le revenu net d'intérêts des modifications survenues dans les soldes et les taux (bic) (en millions de dollars)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2007/2006			2006/2005		
	Augmentation (diminution) en raison de la modification du			Augmentation (diminution) en raison de la modification du		
	Solde moyen	Taux moyen	Total	Solde moyen	Taux moyen	Total
Actif						
En dollars canadiens						
Dépôts à d'autres banques	16	13	29	30	36	66
Valeurs mobilières	409	84	493	45	(80)	(35)
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	(92)	102	10	211	212	423
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	13	2	15	8	3	11
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	169	102	271	99	165	264
Prêts sur cartes de crédit	(85)	16	(69)	37	19	56
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	239	201	440	111	437	548
Total des prêts	244	423	667	466	836	1 302
Actifs divers ne portant pas intérêt	-	-	-	-	-	-
Variation du revenu d'intérêts en dollars canadiens	669	520	1 189	541	792	1 333
En dollars américains et autres devises						
Dépôts à d'autres banques	171	159	330	(6)	103	97
Valeurs mobilières	438	118	556	36	335	371
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	20	17	37	8	15	23
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	25	5	30	11	11	22
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	24	52	76	41	98	139
Prêts sur cartes de crédit	(1)	1	-	1	(1)	-
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	618	143	761	189	581	770
Total des prêts	686	218	904	250	704	954
Actifs divers ne portant pas intérêt	-	-	-	-	-	-
Variation du revenu d'intérêts en dollars américains et autres devises	1 295	495	1 790	280	1 142	1 422
Total – toutes devises						
Variation du total du revenu d'intérêts a)	1 964	1 015	2 979	821	1 934	2 755
Passif						
En dollars canadiens						
Dépôts						
Banques	(10)	17	7	4	25	29
Entreprises et administrations publiques	102	608	710	65	685	750
Particuliers	28	148	176	15	112	127
Total des dépôts	120	773	893	84	822	906
Dette subordonnée et passifs divers portant intérêt	118	204	322	91	132	223
Passifs divers ne portant pas intérêt	-	-	-	-	-	-
Variation des frais d'intérêts en dollars canadiens	238	977	1 215	175	954	1 129
En dollars américains et autres devises						
Dépôts						
Banques	299	145	444	31	356	387
Entreprises et administrations publiques	588	111	699	88	524	612
Particuliers	14	112	126	(15)	150	135
Total des dépôts	901	368	1 269	104	1 030	1 134
Passifs divers portant intérêt	355	(12)	343	60	467	527
Passifs divers ne portant pas intérêt	-	-	-	-	-	-
Variation des frais d'intérêts en dollars américains et autres devises	1 256	356	1 612	164	1 497	1 661
Total – toutes devises						
Variation du total des frais d'intérêts b)	1 494	1 333	2 827	339	2 451	2 790
Variation du total du revenu net d'intérêts (a – b)	470	(318)	152	482	(517)	(35)

Tableau 11 • Solde net des prêts et acceptations – Information sectorielle

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	Canada					États-Unis					Autres pays				
	2007	2006	2005	2004	2003	2007	2006	2005	2004	2003	2007	2006	2005	2004	2003
Particuliers															
Prêts hypothécaires à l'habitation 1)	43 442	53 922	51 481	47 533	43 533	5 948	6 425	6 274	5 728	5 307	–	–	–	–	–
Prêts sur cartes de crédit	4 493	3 631	4 648	3 698	2 963	–	–	–	4	4	–	–	–	–	–
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	24 393	20 482	18 683	16 971	15 589	8 795	9 935	9 245	7 914	6 512	–	–	–	–	–
Total des prêts aux particuliers	72 328	78 035	74 812	68 202	62 085	14 743	16 360	15 519	13 646	11 823	–	–	–	–	–
Entreprises															
Engagements d'entreprises, abstraction faite des titres pris en pension ou empruntés	51 548	42 453	37 097	35 300	33 844	21 531	21 024	17 600	15 778	16 719	4 843	2 598	1 988	1 723	1 867
Titres pris en pension ou empruntés	21 784	18 639	16 178	13 233	6 288	15 309	12 790	12 102	9 376	14 710	–	–	–	–	–
Total des engagements d'entreprises	73 332	61 092	53 275	48 533	40 132	36 840	33 814	29 702	25 154	31 429	4 843	2 598	1 988	1 723	1 867
Solde des prêts et acceptations, déduction faite des provisions spécifiques															
Provision générale	145 660	139 127	128 087	116 735	102 217	51 583	50 174	45 221	38 800	43 252	4 843	2 598	1 988	1 723	1 867
	(587)	(555)	(590)	(630)	(800)	(311)	(350)	(369)	(380)	(380)	–	–	–	–	–
Solde net des prêts et acceptations	145 073	138 572	127 497	116 105	101 417	51 272	49 824	44 852	38 420	42 872	4 843	2 598	1 988	1 723	1 867

Tableau 12 • Solde net des prêts et acceptations douteux – Information sectorielle

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	Canada					États-Unis					Autres pays				
	2007	2006	2005	2004	2003	2007	2006	2005	2004	2003	2007	2006	2005	2004	2003
Particuliers															
Prêts hypothécaires à l'habitation	112	110	87	120	137	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	54	42	33	30	39	–	5	5	5	5	–	–	–	–	–
Total des prêts aux particuliers	166	152	120	150	176	–	5	5	5	5	–	–	–	–	–
Engagements d'entreprises	183	143	166	183	219	211	202	326	421	766	3	11	18	62	147
Solde des prêts et acceptations douteux, déduction faite des provisions spécifiques pour pertes sur créances															
Provision générale	349	295	286	333	395	211	207	331	426	771	3	11	18	62	147
	(587)	(555)	(590)	(630)	(800)	(311)	(350)	(369)	(380)	(380)	–	–	–	–	–
Solde net des prêts et acceptations douteux (SNPD)	(238)	(260)	(304)	(297)	(405)	(100)	(143)	(38)	46	391	3	11	18	62	147
Ratios liés à la situation															
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la provision pour pertes sur créances															
SNPD en pourcentage du solde net des prêts et acceptations 2)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
SNPD en pourcentage du solde net des prêts et acceptations 2)	(0,16)	(0,19)	(0,24)	(0,26)	(0,40)	(0,20)	(0,29)	(0,08)	0,12	0,91	0,06	0,42	0,91	3,60	7,87
Particuliers															
Entreprises, abstraction faite des titres pris en pension ou empruntés	0,23	0,19	0,16	0,22	0,28	–	0,03	0,03	0,04	0,04	–	–	–	–	–
	0,36	0,34	0,45	0,52	0,65	0,98	0,96	1,85	2,67	4,58	0,06	0,42	0,91	3,60	7,87

1) Exclut les prêts hypothécaires à l'habitation classés dans la catégorie des prêts commerciaux aux entreprises (3,0 milliards de dollars en 2007, 2,9 milliards en 2006, 3,1 milliards en 2005, 3,2 milliards en 2004, 3,3 milliards en 2003).

2) Les soldes globaux sont présentés après déduction des provisions spécifiques et de la provision générale; les prêts aux particuliers et les engagements d'entreprises sont présentés après déduction des provisions spécifiques seulement.

3) Comprend le montant des prêts et acceptations classés de nouveau dans la catégorie des prêts productifs, les ventes, les remboursements, l'incidence du taux de change, et les compensations des radiations des prêts à la consommation qui ne sont pas constatés dans les nouveaux prêts douteux.

4) Exclut la RCI à l'égard des instruments hors bilan, de 6 millions de dollars en 2003.

n.d. – non disponible, les capitaux propres n'étant pas répartis en fonction des risques-pays.

**Tableau 13 • Solde net des prêts et acceptations –
Information sectorielle** (en millions de dollars)

	Total				
	2007	2006	2005	2004	2003
	49 390	60 347	57 755	53 261	48 840
	4 493	3 631	4 648	3 702	2 967
	33 188	30 417	27 928	24 885	22 101
	87 071	94 395	90 331	81 848	73 908
	77 922	66 075	56 685	52 801	52 430
	37 093	31 429	28 280	22 609	20 998
	115 015	97 504	84 965	75 410	73 428
	202 086	191 899	175 296	157 258	147 336
	(898)	(905)	(959)	(1 010)	(1 180)
	201 188	190 994	174 337	156 248	146 156

Au 31 octobre	2007	2006	2005	2004	2003
Solde net des prêts et acceptations par province					
Atlantique	6 248	6 069	5 839	5 934	6 097
Québec	15 415	16 459	16 695	15 707	15 163
Ontario	83 674	79 535	72 314	63 509	51 650
Prairies	22 344	19 278	16 829	16 094	13 678
Colombie-Britannique et territoires	17 979	17 786	16 410	15 491	15 629
Total net des prêts et acceptations au Canada	145 660	139 127	128 087	116 735	102 217
Solde net des engagements d'entreprises par secteur d'activité, abstraction faite des titres pris en pension ou empruntés					
Prêts hypothécaires aux entreprises	8 994	8 505	8 246	7 954	7 684
Secteur immobilier commercial	6 532	5 830	4 242	3 517	3 294
Construction (non immobilière)	1 425	1 102	936	939	1 009
Commerce de détail	4 398	3 842	3 494	3 242	3 276
Commerce de gros	3 200	3 025	2 804	2 558	2 735
Agriculture	3 471	3 211	2 842	2 536	2 597
Communications	1 218	1 547	1 179	1 415	1 742
Secteur manufacturier	7 238	7 733	6 977	6 495	7 499
Mines	1 522	510	375	290	430
Industries pétrolière et gazière	5 474	5 230	2 829	2 863	1 913
Transport	1 467	1 322	932	951	1 143
Services publics	977	985	916	771	937
Produits forestiers	767	692	644	544	698
Services	8 307	6 904	7 043	6 451	6 225
Institutions financières	16 393	9 595	6 348	5 875	6 252
Autres	6 539	6 042	6 878	6 400	4 996
	77 922	66 075	56 685	52 801	52 430

**Tableau 14 • Solde net des prêts et acceptations douteux –
Information sectorielle** (en millions de dollars)

	Total				
	2007	2006	2005	2004	2003
	112	110	87	120	137
	54	47	38	35	44
	166	157	125	155	181
	397	356	510	666	1 132
	563	513	635	821	1 313
	(898)	(905)	(959)	(1 010)	(1 180)
	(335)	(392)	(324)	(189)	133
	4,07	3,81	4,92	7,48	13,91
	(0,17)	(0,21)	(0,19)	(0,12)	0,09
	0,19	0,17	0,14	0,19	0,24
	0,51	0,54	0,90	1,26	2,16

Au 31 octobre	2007	2006	2005	2004	2003
Solde net des prêts douteux relatifs aux engagements d'entreprises					
Prêts hypothécaires aux entreprises	43	31	36	32	46
Secteur immobilier commercial	96	8	22	36	17
Construction (non immobilière)	5	7	7	17	27
Commerce de détail	9	21	39	37	10
Commerce de gros	24	18	24	19	104
Agriculture	18	22	15	18	17
Communications	–	88	116	149	202
Secteur manufacturier	80	98	117	123	228
Mines	–	–	–	–	63
Industries pétrolière et gazière	–	1	1	–	–
Transport	15	8	18	28	29
Services publics	–	–	24	75	252
Produits forestiers	5	4	5	5	32
Services	58	36	54	68	71
Institutions financières	23	4	11	23	34
Autres	21	10	21	36	–
	397	356	510	666	1 132

**Tableau 15 • Modifications du solde des prêts douteux
et des provisions pour pertes sur créances** (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2007	2006	2005	2004	2003
Solde brut des prêts et acceptations douteux au début de l'exercice	666	804	1 119	1 918	2 337
Augmentation des prêts et acceptations douteux	588	420	423	607	1 303
Réduction des prêts et acceptations douteux 3)	(143)	(220)	(319)	(936)	(1 156)
Radiations	(391)	(338)	(419)	(470)	(566)
Solde brut des prêts et acceptations douteux à la fin de l'exercice	720	666	804	1 119	1 918
Provisions pour pertes sur créances, au début de l'exercice	1 058	1 128	1 308	1 785	1 949
Augmentation des provisions spécifiques	395	322	290	163	402
Augmentation (diminution) de la provision générale	(7)	(54)	(51)	(170)	–
Radiations	(391)	(338)	(419)	(470)	(566)
Provisions pour pertes sur créances 4), à la fin de l'exercice	1 055	1 058	1 128	1 308	1 785

Tableau 16 • Modifications de la provision pour pertes sur créances – Information sectorielle

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	Canada					États-Unis					Autres pays				
	2007	2006	2005	2004	2003	2007	2006	2005	2004	2003	2007	2006	2005	2004	2003
Provision pour pertes sur créances, au début de l'exercice	651	687	762	1 013	1 200	403	435	514	661	700	4	6	32	117	49
Dotation à la provision pour pertes sur créances	257	181	192	(1)	211	99	(3)	14	(46)	211	(3)	(2)	(27)	(56)	33
Virements de provisions	5	—	—	—	(70)	7	—	—	—	5	—	—	—	—	65
Recouvrements	53	47	37	35	28	38	65	30	94	60	—	—	—	2	—
Radiations	(274)	(263)	(303)	(283)	(341)	(117)	(75)	(116)	(157)	(211)	—	—	—	(30)	(14)
Divers, y compris les écarts de change	—	(1)	(1)	(2)	(15)	(68)	(19)	(7)	(38)	(104)	—	—	1	(1)	(16)
Provision pour pertes sur créances, à la fin de l'exercice	692	651	687	762	1 013	362	403	435	514	661	1	4	6	32	117
Répartition des radiations par marché															
Particuliers	(246)	(229)	(219)	(185)	(155)	(43)	(38)	(27)	(21)	(23)	—	—	—	—	—
Entreprises	(28)	(34)	(84)	(98)	(186)	(74)	(37)	(89)	(136)	(188)	—	—	—	(30)	(14)
Répartition des recouvrements par marché															
Particuliers	50	39	33	29	26	22	21	16	12	10	—	—	—	—	—
Entreprises	3	8	4	6	2	16	44	14	82	50	—	—	—	2	—
Solde net des prêts radiés en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Tableau 17 • Ventilation de la provision pour pertes sur créances – Information sectorielle

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	Canada					États-Unis					Autres pays				
	2007	2006	2005	2004	2003	2007	2006	2005	2004	2003	2007	2006	2005	2004	2003
Particuliers															
Prêts hypothécaires à l'habitation	14	5	5	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	1	1	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des prêts aux particuliers	15	6	6	7	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Engagements d'entreprises	90	90	91	125	200	51	53	66	134	281	1	4	6	32	117
Instruments hors bilan	—	—	—	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des provisions spécifiques	105	96	97	132	213	51	53	66	134	281	1	4	6	32	117
Provision générale	587	555	590	630	800	311	350	369	380	380	—	—	—	—	—
Provision pour pertes sur créances	692	651	687	762	1 013	362	403	435	514	661	1	4	6	32	117
Ratios de couverture															
Provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations douteux															
Total	152,4	166,5	179,4	163,9	167,3	138,2	155,0	109,6	91,8	62,8	25,0	26,7	25,0	34,0	44,3
Particuliers	8,3	3,8	4,8	4,5	3,8	—	—	—	—	—	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Entreprises	33,0	38,6	35,4	40,6	47,7	19,5	20,8	35,4	24,1	26,8	25,0	26,7	25,0	34,0	44,3

n.d. – non disponible

s.o. – sans objet

Tableau 18 • Dotation à la provision pour pertes sur créances – Information sectorielle (en millions de dollars)

Total				
2007	2006	2005	2004	2003
1 058	1 128	1 308	1 791	1 949
353	176	179	(103)	455
12	–	–	–	–
91	112	67	131	88
(391)	(338)	(419)	(470)	(566)
(68)	(20)	(7)	(41)	(135)
1 055	1 058	1 128	1 308	1 791
(289)	(267)	(246)	(206)	(178)
(102)	(71)	(173)	(264)	(388)
72	60	49	41	36
19	52	18	90	52
0,1	0,1	0,2	0,2	0,3

Total				
2007	2006	2005	2004	2003
14	5	5	5	5
1	1	1	2	2
15	6	6	7	7
142	147	163	291	598
–	–	–	–	6
157	153	169	298	611
898	905	959	1 010	1 180
1 055	1 058	1 128	1 308	1 791
146,5	158,8	140,2	116,9	93,1
8,3	3,7	4,6	4,3	3,7
26,3	29,2	24,2	30,4	34,6

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2007	2006	2005	2004	2003
Particuliers					
Prêts hypothécaires à l'habitation	11	7	3	3	8
Prêts sur cartes de crédit	137	132	141	106	78
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	81	67	53	60	55
	229	206	197	169	141
Engagements d'entreprises 1)					
Prêts hypothécaires aux entreprises	–	–	4	2	1
Secteur immobilier commercial	14	(2)	2	6	(16)
Construction (non immobilière)	1	(2)	9	9	1
Commerce de détail	7	(5)	15	2	(7)
Commerce de gros	7	4	13	9	(1)
Agriculture	5	2	4	20	5
Communications	–	(6)	(34)	(12)	7
Secteur manufacturier	(9)	20	23	(37)	116
Mines	–	–	–	(1)	10
Industries pétrolière et gazière	–	–	–	(4)	(18)
Transport	4	7	13	(17)	29
Services publics	–	(19)	(26)	(87)	69
Produits forestiers	–	(1)	–	(7)	37
Services	2	2	5	13	58
Institutions financières	40	(1)	(1)	13	2
Autres	3	6	(5)	(11)	21
	74	5	22	(102)	314
Total des dotations aux provisions spécifiques	303	211	219	67	455
Changement à la provision générale	50	(35)	(40)	(170)	–
Dotation totale à la provision pour pertes sur créances	353	176	179	(103)	455

1) Aucune dotation à la provision pour pertes sur créances n'a été établie à l'égard des titres pris en pension ou empruntés.

Tableau 19 • Provision spécifique pour pertes sur créances – Information sectorielle (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2007	2006	2005	2004	2003
Provision spécifique à l'égard des engagements d'entreprises par secteur d'activité					
Prêts hypothécaires aux entreprises	–	–	–	–	–
Secteur immobilier commercial	25	7	6	4	3
Construction (non immobilière)	4	3	4	20	2
Commerce de détail	7	9	18	7	8
Commerce de gros	17	21	20	14	40
Agriculture	13	9	13	12	7
Communications	–	1	2	46	85
Secteur manufacturier	35	57	53	79	158
Mines	–	–	–	–	–
Industries pétrolière et gazière	–	–	1	–	2
Transport	5	11	3	6	36
Services publics	–	–	–	46	141
Produits forestiers	2	2	2	8	34
Services	17	19	26	23	49
Institutions financières	10	1	7	10	21
Autres	7	7	8	16	12
Total de la provision spécifique pour pertes sur créances à l'égard des engagements d'entreprises	142	147	163	291	598

Tableau 20 • Suffisance du capital (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	2007	2006	2005	2004	2003
Capital de première catégorie					
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	14 233	14 465	13 246	12 120	11 036
Actions privilégiées à dividende non cumulatif 1)	1 446	1 046	1 046	1 046	1 446
Instruments de capital novateurs inclus dans le capital de première catégorie 1) 2)	2 422	2 192	2 192	1 745	1 150
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	33	36	37	44	39
Écarts d'acquisition et actifs incorporels excédentaires 3)	(1 140)	(1 098)	(1 091)	(1 507)	(1 334)
Total du capital de première catégorie	16 994	16 641	15 430	13 448	12 337
Capital de deuxième catégorie					
Actions privilégiées d'une filiale 2)	–	273	287	296	320
Dette subordonnée	3 335	2 306	2 130	1 783	1 981
Billets de la Fiducie de billets secondaires	800	–	–	–	–
Cumul des gains non réalisés sur les titres de participation disponibles à la vente	26	–	–	–	–
Provision générale pour pertes sur créances 4)	898	905	958	1 010	1 130
Total du capital de deuxième catégorie	5 059	3 484	3 375	3 089	3 431
Protection de premier niveau	(85)	(44)	(123)	(128)	(149)
Investissement dans des filiales non consolidées/investissements importants	(994)	(937)	(963)	(901)	–
Capital total	20 974	19 144	17 719	15 508	15 619
Actif pondéré en fonction des risques	178 687	162 794	149 855	136 661	129 163
Ratios du capital (%)					
Ratio du capital de première catégorie	9,51	10,22	10,30	9,84	9,55
Ratio du capital total	11,74	11,76	11,82	11,35	12,09
Ratio de l'actif au capital	17,2	16,1	16,3	16,8	16,4

- 1) Les actions privilégiées à dividende non cumulatif et les instruments de capital novateurs inclus dans le capital de première catégorie comprennent des montants qui ont été reclassés dans le passif, au bilan consolidé, mais qui sont admissibles dans le calcul du capital à des fins réglementaires.
- 2) Au cours du quatrième trimestre de 2007, le BSIF a approuvé le reclassement des actions privilégiées d'une filiale, du capital de deuxième catégorie au capital novateur de première catégorie, en vertu d'un nouveau Préavis du BSIF publié au cours du troisième trimestre de 2007.

- 3) Outre les écarts d'acquisition, les actifs incorporels excédant de 5 % le montant brut du capital de première catégorie sont retranchés du capital de première catégorie, conformément aux lignes directrices du BSIF.
- 4) Le BSIF permet l'inclusion du moindre des deux montants suivants : le solde de notre provision générale pour pertes sur créances ou 0,875 % de l'actif pondéré en fonction des risques.

Tableau 21 • Actif pondéré en fonction des risques (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	2007			2006	
	Solde	Équivalent du risque de crédit	Taux de pondération du risque (%)	Solde pondéré	Solde pondéré
Éléments inscrits au bilan					
Encaisse	22 890	22 890	0–20	4 324	3 747
Valeurs mobilières	98 277	98 277	0–100	5 236	4 324
Prêts hypothécaires	58 372	58 372	0–100	16 652	25 625
Autres prêts et acceptations	142 816	142 816	0–100	96 661	84 299
Autres actifs	44 169	44 169	0–100	7 706	6 986
Total des éléments inscrits au bilan	366 524	366 524		130 579	124 981
Éléments hors bilan					
Cautionnements bancaires et lettres de crédit de soutien	12 395	10 663	0–100	7 270	7 542
Prêts de titres	1 834	298	0–100	59	21
Crédits documentaires et lettres de crédit commerciales	1 301	260	0–100	116	207
Crédits fermes :					
Terme initial de un an ou moins	66 126	3 531	0–100	3 531	–
Terme initial supérieur à un an	28 372	14 186	0–100	13 066	13 543
Instruments financiers dérivés	2 694 284	32 592	0–50	8 913	7 542
Total des éléments hors bilan	2 804 312	61 530		32 955	28 855
Total de l'actif pondéré en fonction des risques – risque de crédit				163 534	153 836
Total de l'actif pondéré en fonction des risques – risque de marché				15 153	8 958
Total de l'actif pondéré en fonction des risques				178 687	162 794

Tableau 22 • Dépôts moyens (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2007		2006		2005	
	Solde moyen	Taux moyen (%)	Solde moyen	Taux moyen (%)	Solde moyen	Taux moyen (%)
Dépôts domiciliés au Canada						
Dépôts à vue productifs d'intérêts	9 400	2,94	7 934	2,18	7 933	1,14
Dépôts à vue non productifs d'intérêts	13 076	–	12 189	–	10 861	–
Payables sur avis	36 255	2,32	35 678	1,91	37 287	1,39
Payables à date fixe	80 220	3,66	74 649	3,17	68 019	2,33
Total des dépôts domiciliés au Canada	138 951	2,92	130 450	2,47	124 100	1,77
Dépôts domiciliés aux États-Unis et dans d'autres pays						
Dépôts à vue aux États-Unis	8 675	3,84	8 644	2,98	9 930	1,56
Autres dépôts aux États-Unis payables sur avis ou à date fixe	46 277	4,40	34 206	3,64	31 051	2,21
Dépôts domiciliés dans d'autres pays	30 473	4,85	23 919	4,26	21 607	3,08
Total des dépôts moyens	224 376	3,52	197 219	2,91	186 688	1,98

Au 31 octobre 2007, 2006 et 2005, les dépôts de déposants étrangers dans nos bureaux canadiens s'élevaient à 11 544 millions, 9 320 millions et 9 515 millions de dollars respectivement; le total des dépôts payables sur avis comprenait 21 477 millions, 18 947 millions et 18 766 millions de dollars respectivement de comptes de chèques qui auraient été classés comme dépôts à vue selon les

normes de présentation des États-Unis; le total des dépôts payables à date fixe comprenait 29 318 millions, 24 513 millions et 21 477 millions de dollars respectivement de fonds fédéraux achetés et de papier commercial émis. Ces montants auraient été classés comme emprunts à court terme selon les normes de présentation des États-Unis.

Tableau 23 • Gains (pertes) non réalisés sur titres, autres que de négociation (en millions de dollars)

Au 31 octobre	Coût après amortissement		Gains (pertes) non réalisés 1)				
	Juste valeur		2007	2006	2005	2004	2003
Obligations d'administrations publiques canadiennes	928	928	–	–	–	–	1
Obligations d'administrations publiques américaines	10 199	10 207	8	(29)	(23)	–	134
Titres adossés à des créances immobilières – Canada	8 882	8 902	20	–	–	–	–
– États-Unis	368	362	(6)	(10)	(7)	4	15
Obligations d'entreprises	4 779	4 776	(3)	3	6	21	89
Actions d'entreprises	2 207	2 233	26	90	20	60	71
Obligations d'autres administrations publiques	96	96	–	1	1	1	2
Total des titres, autres que de négociation	27 459	27 504	45	55	(3)	86	312

1) Les gains (pertes) non réalisés peuvent être compensés par des pertes (gains) connexes sur passifs ou sur contrats de couverture.

Tableau 24 • Obligations contractuelles (en millions de dollars)

Au 31 octobre 2007	Moins de un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance fixe	Total
Dette subordonnée	–	140	–	4 100	–	4 240
Contrats de location-exploitation	199	319	221	557	–	1 296
Dépôts 1)	119 931	22 249	7 840	3 383	78 647	232 050
Titres d'une fiducie de capital 2)	–	350	800	1 050	–	2 200
Obligations d'achat 3)	182	361	356	392	–	1 291
Total	120 312	23 419	9 217	9 482	78 647	241 077

1) Inclut des dépôts à échéance fixe pour un total de 20,5 milliards de dollars, qui sont remboursables au gré des clients à certaines conditions.

2) Représente des instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie.

3) BMO a conclu trois contrats d'impartition d'importance majeure. En 2006, BMO a conclu un contrat de six ans avec un fournisseur externe pour des services de maintenance et de développement des systèmes d'applications. En 2003, BMO a conclu un contrat de dix ans avec un fournisseur externe

pour des services de traitement transactionnel en matière de gestion des ressources humaines. En 2000, BMO a conclu un contrat de cinq ans, comportant deux options de renouvellement de cinq ans, avec un fournisseur externe pour la gestion de notre système de traitement de chèques et de règlement des factures, y compris l'impression des relevés et des rapports connexes. Tous les contrats d'impartition peuvent être résiliés avec préavis.

Déclaration de la responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

L'établissement et la présentation des états financiers consolidés annuels, du Rapport de gestion ainsi que des autres renseignements figurant dans le Rapport annuel relèvent de la direction de la Banque de Montréal (la Banque), qui en assume la responsabilité.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et aux exigences de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis, le cas échéant. Les états financiers sont également conformes aux dispositions de la *Loi sur les banques* et des règlements connexes, y compris les interprétations des PCGR que donne l'organisme qui réglemente nos activités, le Surintendant des institutions financières du Canada.

Le Rapport de gestion a été préparé conformément aux exigences de la réglementation en valeurs mobilières, notamment la norme canadienne n° 51-102 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) et la rubrique n° 303 du règlement S-K de la *Securities Exchange Act*, et aux exigences publiées qui en découlent.

Les états financiers consolidés et l'information présentée dans le Rapport de gestion comprennent nécessairement des montants qui ont été établis en fonction de jugements éclairés et d'estimations de l'effet prévu d'événements actuels et d'opérations courantes, en accordant toute l'attention nécessaire à leur importance relative. En outre, lors de la préparation des données financières, nous devons interpréter les exigences décrites ci-dessus, établir la pertinence de l'information à y inclure et faire des estimations et poser des hypothèses ayant un effet sur l'information présentée. Le Rapport de gestion comprend également des renseignements concernant l'effet des transactions et des événements actuels, les sources actuelles de liquidités et de financement, les tendances de l'exploitation, les risques et les incertitudes. Les résultats futurs peuvent être sensiblement différents de nos estimations actuelles, le déroulement des événements et les situations pouvant être différents de ce qui avait été prévu.

Les données financières figurant ailleurs dans le Rapport annuel concordent avec celles des états financiers consolidés.

Responsables de la fiabilité de l'information financière et de la rapidité de sa publication, nous nous appuyons sur un système élaboré de contrôles et de vérification internes qui est constitué de contrôles organisationnels et opérationnels, de contrôles et procédures de communication de l'information financière et du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Notre système de contrôles internes comprend la rédaction et la diffusion de normes et de méthodes internes régissant la conduite de la Banque et la gestion des risques, la planification budgétaire globale, la répartition efficace des tâches, la délégation de pouvoirs et la responsabilité personnelle, la transmission de l'information pertinente aux échelons supérieurs pour la prise des décisions relatives à la communication de l'information au public, la sélection

minutieuse du personnel et sa formation ainsi que la mise à jour régulière et l'application des conventions comptables. Cette structure permet d'assurer que les contrôles internes appropriés sont en place à l'égard des opérations, de l'actif et des registres. De plus, nous procédons régulièrement à une vérification des contrôles internes. Ces contrôles et vérifications visent à nous donner un degré raisonnable de certitude quant à la fiabilité des registres comptables utilisés en vue de la préparation des états financiers et d'autres données financières, et à assurer que l'actif est préservé de toute utilisation ou aliénation non autorisée, que le passif est constaté et que nous satisfaisons à toutes les exigences réglementaires.

Au 31 octobre 2007, nous avons déterminé, à titre de chef de la direction et de vice-président à la direction – Finances et trésorier, et chef des finances intérimaire de la Banque de Montréal, que le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque est efficace. Nous avons certifié le dépôt des documents d'information annuels de la Banque de Montréal auprès des ACVM et de la SEC conformément au Règlement n° 52-109 (Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) au Canada, et à la *Securities Exchange Act of 1934* aux États-Unis.

Pour pouvoir donner une opinion sur nos états financiers consolidés et sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Banque, les vérificateurs nommés par les actionnaires effectuent l'examen de notre système de contrôles internes et exécutent des travaux dans la mesure qu'ils jugent appropriée.

Le Conseil d'administration, se fondant sur les recommandations de son Comité de vérification, de son Comité de révision et de son Comité d'évaluation des risques, procède à l'examen et à l'approbation de l'information financière contenue dans le Rapport annuel, et notamment dans le Rapport de gestion. Le Conseil d'administration et ses comités compétents exercent également un rôle de surveillance quant à la façon dont la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de l'établissement et de la présentation de l'information financière, du maintien de contrôles internes appropriés, de la conformité aux exigences des lois et règlements, de la gestion et du contrôle des principaux secteurs de risque et de l'évaluation d'opérations importantes et entre apparentés.

Le Comité de vérification, qui est formé uniquement d'administrateurs indépendants, est également responsable de la sélection des vérificateurs nommés par les actionnaires et de l'examen des compétences, de l'indépendance et de la performance de ces vérificateurs et de la vérification interne. Les vérificateurs nommés par les actionnaires et le vérificateur en chef de la Banque ont accès sans réserve au Conseil d'administration, à son Comité de vérification et aux autres comités pertinents pour discuter de points touchant la vérification et la communication de l'information financière ainsi que de questions connexes.

Le président et chef de la direction,



William A. Downe

Le vice-président à la direction – Finances et trésorier,
et chef des finances intérimaire,



Thomas E. Flynn

Canada

Le 27 novembre 2007

Rapports des vérificateurs aux actionnaires

Aux actionnaires de la Banque de Montréal

Nous avons vérifié les bilans consolidés de la Banque de Montréal (la Banque) au 31 octobre 2007 et 2006 ainsi que les états consolidés des résultats, du résultat étendu, de la variation des capitaux propres et des flux de trésorerie de chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2007. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. En ce qui concerne les états financiers consolidés des exercices terminés le 31 octobre 2007 et 2006, nos vérifications ont également été effectuées conformément aux normes du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis). Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les

états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Banque au 31 octobre 2007 et 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2007, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

KPMG s.r.l./SENCRL

Comptables agréés, experts-comptables autorisés

Toronto, Canada

Le 27 novembre 2007

Aux actionnaires et au Conseil d'administration de la Banque de Montréal

Nous avons vérifié le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque de Montréal (la Banque) au 31 octobre 2007, selon les critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO). La direction de la Banque est tenue de maintenir un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et elle assume la responsabilité de l'appréciation, présentée à la page 63 du Rapport de gestion, qu'elle fait de l'efficacité de ce contrôle interne. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque, en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis). Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information financière a fait l'objet d'un contrôle interne efficace à tous les égards importants. Notre vérification comprenait l'obtention et la compréhension des données relatives au contrôle interne à l'égard de l'information financière, l'appréciation du risque de la présence d'une faiblesse importante dans le contrôle interne, ainsi que le contrôle par sondages et l'évaluation de la conception et de l'efficacité opérationnelle du contrôle interne fondés sur notre appréciation du risque. Notre vérification comprenait également l'exécution de toutes les autres procédures que nous jugeons nécessaires dans les circonstances. Nous croyons que notre vérification fournit un fondement raisonnable à notre opinion.

Le contrôle interne exercé par une entreprise à l'égard de son information financière est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers, aux fins de la publication de l'information financière, ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une entreprise comprend des normes et méthodes qui 1) concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés pour donner une image précise et fidèle des opérations et des cessions d'actifs de l'entreprise, 2) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont

comptabilisées comme il se doit pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et décaissements de l'entreprise ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et des administrateurs de l'entreprise, 3) fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de l'entreprise qui pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers est interdite ou détectée à temps.

En raison de ses limites inhérentes, il est possible que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes. De plus, les projections d'une appréciation d'efficacité sur les périodes futures comportent le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions, ou que le degré de conformité aux normes et méthodes se détériore.

À notre avis, la Banque maintient, à tous les égards importants, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 31 octobre 2007, selon les critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le COSO.

Nos vérifications des états financiers consolidés de la Banque pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2007 ont également été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. En ce qui concerne les états financiers consolidés pour chacun des exercices compris dans la période de deux ans terminée le 31 octobre 2007, nos vérifications ont également été effectuées conformément aux normes du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis). Notre rapport daté du 27 novembre 2007 exprimait une opinion sans réserve sur ces états financiers consolidés.

KPMG s.r.l./SENCRL

Comptables agréés, experts-comptables autorisés

Toronto, Canada

Le 27 novembre 2007

Bilan consolidé

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2007	2006
Actif		
Encaisse (notes 2 et 28)	22 890 \$	19 608 \$
Valeurs mobilières (notes 3 et 28)		
Titres de négociation	70 773	51 820
Titres de placement (juste valeur de 14 221 \$ en 2006)	–	14 166
Titres disponibles à la vente	26 010	–
Titres divers	1 494	1 414
Titres de substituts de prêts	–	11
	98 277	67 411
Prêts (notes 4, 7 et 28)		
Prêts hypothécaires à l'habitation	52 429	63 321
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	33 189	30 418
Prêts sur cartes de crédit	4 493	3 631
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	62 650	56 030
Titres pris en pension ou empruntés	37 093	31 429
	189 854	184 829
Engagements de clients aux termes d'acceptations	12 389	7 223
Provision pour pertes sur créances	(1 055)	(1 058)
	201 188	190 994
Autres actifs		
Instruments dérivés (note 9)	32 585	30 411
Bureaux et matériel (note 10)	1 980	2 047
Écarts d'acquisition (note 13)	1 140	1 098
Actifs incorporels (note 13)	124	152
Actifs divers (note 14)	8 340	8 257
	44 169	41 965
Total de l'actif	366 524 \$	319 978 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts (note 15)		
Banques	34 100 \$	26 632 \$
Entreprises et administrations publiques	121 748	100 848
Particuliers	76 202	76 368
	232 050	203 848
Autres passifs		
Instruments dérivés (note 9)	33 584	31 446
Acceptations (note 16)	12 389	7 223
Titres vendus à découvert (note 16)	25 039	15 398
Titres mis en pension ou prêtés (note 16)	31 263	31 918
Passifs divers (note 16)	12 055	10 758
	114 330	96 743
Dettes subordonnées (note 18)	3 446	2 726
Actions privilégiées (note 21)	250	450
Titres d'une fiducie de capital (note 19)	1 150	1 150
Capitaux propres		
Capital-actions (note 21)	5 607	4 827
Surplus d'apport (note 22)	58	49
Bénéfices non répartis	11 166	10 974
Cumul des autres éléments du résultat étendu – Perte (note 1)	(1 533)	(789)
	15 298	15 061
Total du passif et des capitaux propres	366 524 \$	319 978 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.
Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Le président et chef de la direction,



William A. Downe

Le président du Comité de vérification,



Philip S. Orsino

État consolidé des résultats

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2007	2006	2005
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions			Données retraitées (voir la note 22)
Prêts	11 557 \$	9 985 \$	7 728 \$
Valeurs mobilières (note 3)	3 153	2 158	1 830
Dépôts à d'autres banques	1 128	769	606
	15 838	12 912	10 164
Frais d'intérêts			
Dépôts	7 905	5 743	3 703
Dettes subordonnées	180	169	202
Actions privilégiées et titres d'une fiducie de capital (notes 19 et 21)	99	99	97
Autres passifs	2 811	2 157	1 375
	10 995	8 168	5 377
Revenu net d'intérêts	4 843	4 744	4 787
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 4)	353	176	179
Revenu net d'intérêts, déduction faite de la dotation à la provision pour pertes sur créances	4 490	4 568	4 608
Revenu autre que d'intérêts			
Commissions et droits sur titres	1 145	1 051	1 092
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	728	729	734
Revenus (pertes) de négociation	(487)	718	496
Commissions sur prêts	406	337	313
Frais de services de cartes (note 16)	107	396	334
Gestion de placements et garde de titres	322	298	305
Revenus tirés de fonds d'investissement	576	499	437
Revenus de titrisation (note 7)	296	100	113
Commissions de prise ferme et de consultation	528	407	357
Gains sur titres, autres que de négociation (note 3)	246	145	165
Revenus de change, autres que de négociation	132	102	97
Revenus d'assurance	230	204	162
Autres	277	255	447
	4 506	5 241	5 052
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts	8 996	9 809	9 660
Frais autres que d'intérêts			
Rémunération du personnel (notes 22 et 23)	3 825	3 824	3 751
Bureaux et matériel (note 10)	1 303	1 211	1 264
Amortissement des actifs incorporels (note 13)	46	44	94
Déplacements et expansion des affaires	287	253	247
Communications	149	131	122
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	47	94	107
Honoraires	301	287	243
Autres	484	509	504
	6 442	6 353	6 332
Charge de restructuration (note 17)	159	–	–
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	2 395	3 456	3 328
Impôts sur les bénéfices (note 24)	189	717	874
	2 206	2 739	2 454
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales (notes 16 et 19)	75	76	58
Revenu net	2 131 \$	2 663 \$	2 396 \$
Dividendes sur actions privilégiées (note 21)	43 \$	30 \$	30 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 088 \$	2 633 \$	2 366 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	499 950	501 257	500 060
Nombre moyen d'actions ordinaires compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	508 614	511 173	510 845
Résultat par action (en dollars canadiens) (note 25)			
De base	4,18 \$	5,25 \$	4,73 \$
Dilué	4,11	5,15	4,63
Dividendes déclarés par action ordinaire	2,71	2,26	1,85

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Certains chiffres des exercices antérieurs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

État consolidé du résultat étendu

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005
Revenu net	2 131 \$	2 663 \$	2 396 \$
Autres éléments du résultat étendu			
Variation nette des gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente	32	–	–
Variation nette des pertes non réalisées sur les couvertures de flux de trésorerie	(115)	–	–
Perte nette provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	(613)	(177)	(115)
Total du résultat étendu	1 435 \$	2 486 \$	2 281 \$

État consolidé de la variation des capitaux propres

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2007	2006	2005
Actions privilégiées (note 21)			Données retraitées (voir la note 22)
Solde au début de l'exercice	596 \$	596 \$	596 \$
Actions émises au cours de l'exercice	600	–	–
Solde à la fin de l'exercice	1 196	596	596
	Nombre d'actions		
	2007	2006	2005
Actions ordinaires (note 21)			
Solde au début de l'exercice	500 726 079	500 219 068	500 896 857
Actions émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (note 21)	1 626 374	1 378 328	1 258 463
Actions émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions (note 22)	3 774 644	5 014 557	4 736 826
Actions émises en échange d'actions d'une filiale (note 21)	57 205	33 526	284 722
Actions rachetées aux fins d'annulation (note 21)	(7 621 600)	(5 919 400)	(6 957 800)
Solde à la fin de l'exercice	498 562 702	500 726 079	500 219 068
Surplus d'apport			
Solde au début de l'exercice	49	35	22
Frais liés aux options d'achat d'actions (note 22)	9	14	13
Solde à la fin de l'exercice	58	49	35
Bénéfices non répartis			
Solde au début de l'exercice	10 974	9 801	8 738
Incidence cumulative de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives aux instruments financiers (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 39 \$) (note 1)	(71)	–	–
Incidence cumulative de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives aux entités à détenteurs de droits variables (déduction faite d'impôts sur les bénéfices) (note 8)	–	–	(42)
Revenu net	2 131	2 663	2 396
Dividendes – Actions privilégiées (note 21)	(43)	(30)	(30)
– Actions ordinaires (note 21)	(1 353)	(1 133)	(925)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 21)	(458)	(327)	(336)
Frais d'émission d'actions	(14)	–	–
Solde à la fin de l'exercice	11 166	10 974	9 801
Cumul des autres éléments du résultat étendu – Résultat provenant des titres disponibles à la vente			
Solde au début de l'exercice	–	–	–
Incidence de la réévaluation des titres disponibles à la vente à la valeur de marché le 1 ^{er} novembre 2006 (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 1 \$)	3	–	–
Gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de l'exercice (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 6 \$)	15	–	–
Reclassement des pertes réalisées dans le revenu net au cours de l'exercice (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 12 \$)	17	–	–
Solde à la fin de l'exercice	35	–	–
Cumul des autres éléments du résultat étendu – Perte provenant des couvertures de flux de trésorerie			
Solde au début de l'exercice	–	–	–
Incidence de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives aux couvertures de flux de trésorerie le 1 ^{er} novembre 2006 (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 28 \$)	(51)	–	–
Pertes sur couvertures de flux de trésorerie survenues au cours de l'exercice (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 64 \$)	(128)	–	–
Reclassement des pertes sur couvertures de flux de trésorerie dans le revenu net (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 6 \$)	13	–	–
Solde à la fin de l'exercice	(166)	–	–
Cumul des autres éléments du résultat étendu – Perte provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger			
Solde au début de l'exercice	(789)	(612)	(497)
Perte non réalisée provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	(1 697)	(472)	(311)
Incidence de la couverture de la perte non réalisée provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 575 \$, 156 \$ et 101 \$)	1 084	295	196
Solde à la fin de l'exercice	(1 402)	(789)	(612)
Cumul total des autres éléments du résultat étendu – Perte	(1 533)	(789)	(612)
Total des capitaux propres	15 298 \$	15 061 \$	13 842 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Certains chiffres des exercices antérieurs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

État consolidé des flux de trésorerie

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2007	2006	2005
			Données retraitées (voir les notes 3 et 22)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Revenu net	2 131 \$	2 663 \$	2 396 \$
Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation			
Dévaluation des titres, autres que de négociation	18	9	11
Gain net sur titres, autres que de négociation	(264)	(154)	(176)
(Augmentation) nette des titres de négociation	(23 028)	(8 565)	(9 848)
Dotations à la provision pour pertes sur créances	353	176	179
Gain à la vente de prêts titrisés	(202)	(69)	(82)
Variation des instruments dérivés – (Augmentation) diminution des actifs dérivés	(4 991)	238	(6 862)
– Augmentation des passifs dérivés	6 127	3 328	5 681
Amortissement des bureaux et du matériel	390	360	377
Amortissement des actifs incorporels	46	44	94
Augmentation (diminution) nette des impôts futurs	(176)	(153)	91
Augmentation (diminution) nette des impôts exigibles	(800)	144	(367)
Variation des intérêts courus – (Augmentation) des intérêts à recevoir	(129)	(468)	(255)
– Augmentation des intérêts à payer	537	303	162
Variation nette des autres éléments et charges à payer	6 051	2 595	1 423
Gain à la vente de HarrisDirect LLC (note 12)	–	–	(49)
Gain à la vente de terrains et d'immeubles (note 10)	(6)	–	(29)
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	(13 943)	451	(7 254)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Augmentation nette des dépôts	45 222	13 108	20 643
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	10 328	(708)	5 701
Augmentation nette des titres mis en pension ou prêtés	2 325	9 987	1 737
Augmentation (diminution) nette du passif des filiales	335	(94)	(195)
Produit de l'émission de titres d'une filiale	–	–	447
Remboursement de la dette subordonnée (note 18)	(483)	(425)	(899)
Produit de l'émission de la dette subordonnée (note 18)	1 200	700	1 000
Rachat d'actions privilégiées classées dans le passif (note 21)	(200)	–	–
Produit de l'émission d'actions privilégiées (note 21)	600	–	–
Produit de l'émission d'actions ordinaires	245	258	217
Frais d'émission d'actions	(14)	–	–
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 21)	(524)	(376)	(390)
Dividendes versés	(1 396)	(1 163)	(955)
Montant net des flux de trésorerie provenant des activités de financement	57 638	21 287	27 306
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	(5 709)	901	(3 901)
Achat de titres, autres que de négociation	(50 366)	(20 433)	(14 827)
Échéances de titres, autres que de négociation	24 635	9 494	8 402
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	11 824	7 920	8 294
(Augmentation) nette des prêts, des engagements de clients aux termes d'acceptations et des titres de substituts de prêts	(14 570)	(20 184)	(16 191)
Produit de la titrisation de prêts	3 330	4 994	3 130
(Augmentation) nette des titres pris en pension ou empruntés	(8 280)	(3 723)	(5 900)
Produit de la vente de terrains et d'immeubles (note 10)	45	–	347
Bureaux et matériel – Achats nets	(420)	(583)	(487)
Acquisitions (note 11)	(386)	(76)	(194)
Produit de la vente de HarrisDirect LLC (note 12)	–	–	827
Montant net des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(39 897)	(21 690)	(20 500)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(2 606)	(2)	254
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 192	46	(194)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	2 458	2 412	2 606
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	3 650 \$	2 458 \$	2 412 \$
Composition			
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques	2 264 \$	1 154 \$	1 309 \$
Chèques et autres effets en transit, montant net	1 386	1 304	1 103
	3 650 \$	2 458 \$	2 412 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie			
Intérêts versés au cours de l'exercice	11 447 \$	7 873 \$	5 222 \$
Impôts sur les bénéfices payés au cours de l'exercice	940 \$	630 \$	1 065 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.
certains chiffres des exercices antérieurs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Note 1 : Normes de présentation

Nous dressons nos états financiers consolidés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, y compris les interprétations qu'en donne l'organisme qui régit nos activités, le Surintendant des institutions financières du Canada.

Nous rapprochons nos résultats obtenus selon les PCGR du Canada de ceux qui seraient présentés selon les PCGR des États-Unis. Les écarts importants dans les montants consolidés du total de l'actif, du total du passif et du revenu net qui résulteraient de l'application des PCGR des États-Unis sont décrits à la note 30. En outre, nos états financiers consolidés sont conformes aux exigences applicables en matière de présentation dictées par les PCGR des États-Unis, excepté que nous ne présentons pas l'information relative aux écarts entre les PCGR du Canada et des États-Unis décrits à la note 30.

Méthodes de consolidation

Nous exerçons nos activités au moyen de diverses structures de sociétés comprenant des filiales et des coentreprises. Les filiales sont les sociétés sur lesquelles nous exerçons un contrôle par la détention de la majorité des actions avec droit de vote. Les coentreprises sont celles sur lesquelles nous exerçons un contrôle conjoint en vertu d'une entente avec d'autres actionnaires. La totalité de l'actif, du passif, des revenus et des frais de nos filiales et notre quote-part de l'actif, du passif, des revenus et des frais de nos coentreprises sont incluses dans nos états financiers consolidés. Toutes les opérations et tous les soldes intersociétés importants sont éliminés.

Nous détenons des investissements dans des sociétés où nous exerçons une influence notable sur les décisions d'exploitation, d'investissement et de financement (il s'agit de sociétés dont nous possédons entre 20 % et 50 % des actions avec droit de vote). Ces investissements sont comptabilisés au coût et sont rajustés en fonction de notre quote-part du revenu net ou de la perte nette des sociétés en question, ainsi que des dividendes. Ils sont comptabilisés dans les titres divers inscrits à notre bilan consolidé, et notre quote-part du revenu net ou de la perte nette des sociétés en question est comptabilisée dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste valeurs mobilières, de notre état consolidé des résultats.

Nous détenons des intérêts dans des entités à détenteurs de droits variables que nous consolidons lorsque nous sommes réputés principal bénéficiaire. Ces entités font l'objet d'une description détaillée à la note 8.

Conversion de devises

Nous exerçons nos activités dans une variété de devises et nos états financiers consolidés sont exprimés en dollars canadiens. Les actifs et les passifs libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les revenus et les frais libellés en devises sont convertis au taux de change moyen de l'exercice.

Les gains et les pertes non réalisés résultant de la conversion en dollars canadiens des investissements nets dans des établissements à l'étranger, déduction faite des opérations de couverture connexes et des impôts sur les bénéfices applicables, sont inclus dans les capitaux propres et comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu – gain (perte) provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger. Lorsque nous vendons ou liquidons un investissement dans un établissement à l'étranger, les gains et les pertes de conversion découlant de cette transaction sont constatés dans les gains et pertes sur cession, dans le revenu autre que d'intérêts au poste gains (pertes) sur titres, autres que de négociation, alors qu'ils étaient auparavant inclus dans les capitaux propres et comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu – gain (perte) provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger. Tous les autres gains et pertes de conversion de devises sont inclus dans les revenus de change, autres que de négociation, inscrits à notre état consolidé des résultats, lorsqu'ils se produisent.

À l'occasion, nous concluons des contrats de couverture de change afin de réduire notre risque lié aux variations de la valeur des devises. Les gains et pertes réalisés et non réalisés résultant de l'évaluation à la valeur de marché des contrats de couverture de change sont inclus dans les revenus de change, autres que de négociation, inscrits à notre état consolidé des résultats.

Conventions comptables particulières

Pour faciliter la compréhension de nos états financiers consolidés, nous avons fait état de nos principales conventions comptables tout au long des notes qui suivent ainsi que des renseignements financiers connexes, le tout étant présenté par rubrique :

Note	Sujet	Page	Note	Sujet	Page
1	Normes de présentation	96	17	Charge de restructuration	117
2	Encaisse	97	18	Dette subordonnée	118
3	Valeurs mobilières	97	19	Titres d'une fiducie de capital	119
4	Prêts, engagements de clients aux termes d'acceptations et provision pour pertes sur créances	101	20	Risque de taux d'intérêt	119
5	Autres instruments de crédit	103	21	Capital-actions	121
6	Garanties	104	22	Rémunération du personnel – Rémunération à base d'actions	122
7	Titrisation d'actifs	104	23	Rémunération du personnel – Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs	125
8	Entités à détenteurs de droits variables	106	24	Impôts sur les bénéfices	128
9	Instruments dérivés	108	25	Résultat par action	129
10	Bureaux et matériel	113	26	Segmentation opérationnelle et géographique	130
11	Acquisitions	114	27	Opérations entre apparentés	132
12	Vente de Harrisdirect LLC	115	28	Passif éventuel	132
13	Écarts d'acquisition et actifs incorporels	115	29	Juste valeur des instruments financiers	133
14	Actifs divers	116	30	Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis	134
15	Dépôts	116			
16	Passifs divers	117			

Modifications des conventions comptables

Certaines modifications des conventions comptables qui découlent de changements publiés par les organismes canadiens de normalisation au cours de l'exercice à l'étude requièrent que nous présentions un nouvel état consolidé du résultat étendu, état qui est constitué du revenu net, des variations des gains ou pertes non réalisés relatifs aux titres disponibles à la vente, des variations des gains ou pertes non réalisés relatifs aux couvertures de flux de trésorerie, ainsi que des gains ou pertes de change nets non réalisés relatifs au montant net de nos investissements dans des établissements à l'étranger.

D'autres changements sont présentés à la note 3 (valeurs mobilières), à la note 4 (méthode du taux d'intérêt effectif), à la note 9 (instruments dérivés de couverture), ainsi qu'aux notes 3 et 15 (option de la juste valeur). Les modifications des conventions comptables qui découlent de changements publiés par les organismes canadiens de normalisation au cours de l'exercice 2006 sont présentées à la note 3 (comptabilisation à la date de règlement), à la note 8 (entités à détenteurs de droits variables), ainsi qu'à la note 22 (rémunération à base d'actions). Les modifications des conventions comptables qui découlent de changements publiés par les organismes canadiens de normalisation au cours de l'exercice 2005 sont présentées à la note 3 (investissements des banques d'affaires), ainsi qu'aux notes 19 et 21 (passif et capitaux propres). Les modifications aux conventions comptables selon les PCGR des États-Unis sont décrites à la note 30.

Modifications futures des conventions comptables

Instruments financiers – informations à fournir et présentation

Le 1^{er} novembre 2007, nous adopterons deux nouvelles normes canadiennes concernant les informations à fournir sur les instruments financiers et leur présentation. Ces normes améliorent la possibilité pour les utilisateurs d'évaluer l'importance des instruments financiers pour une entité, les risques connexes et la gestion de ces risques.

Informations à fournir concernant le capital

Le 1^{er} novembre 2007, nous adopterons les nouvelles normes canadiennes concernant les informations à fournir sur le capital. Ces normes portent sur la communication d'informations qualitatives et quantitatives qui permettent aux utilisateurs d'évaluer les objectifs, les politiques et les processus d'une entité en ce qui concerne la gestion du capital.

Choix de méthode comptable pour les coûts de transaction

Le 1^{er} juin 2007, le Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié l'abrégé 166, intitulé « Choix de méthode comptable pour les coûts de transaction ». Les coûts de transaction attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'instruments financiers non classés comme étant détenus à des fins de transaction peuvent être immédiatement passés en charge ou être ajoutés à la valeur comptable. L'abrégé du CPN stipule que la méthode comptable choisie doit aussi être appliquée à tous les autres instruments financiers similaires, mais il autorise le choix d'une méthode différente pour les instruments financiers qui ne sont pas similaires. Ce traitement comptable entre en vigueur le 1^{er} novembre 2007 et nous continuerons à capitaliser les coûts de transaction liés aux prêts et à passer en charge les coûts de transaction liés aux instruments financiers.

Modifications comptables

Le 1^{er} novembre 2007, nous adopterons les dispositions du nouveau chapitre 1506 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Modifications comptables ». Ce chapitre vise à améliorer la pertinence et la fiabilité des états financiers, ainsi que leur comparabilité avec les états financiers d'autres périodes et d'autres entités,

en établissant des critères pour les changements de méthodes comptables et pour la communication des informations relatives à ces changements. Ces mesures ne devraient pas avoir d'incidence importante sur les résultats de nos activités d'exploitation ni sur notre situation financière.

Utilisation d'estimations

Pour dresser nos états financiers consolidés, nous devons faire des estimations et poser des hypothèses, concernant principalement la juste valeur, lesquelles ont un effet sur les montants déclarés des actifs, des passifs et du revenu net, ainsi que sur divers renseignements connexes. Les actifs et passifs les plus importants faisant l'objet d'estimations comprennent les moins-values durables (note 3), les titres évalués à la juste valeur (note 3), la provision pour pertes sur créances (note 4), la comptabilisation des opérations de titrisation (note 7), les instruments dérivés évalués à leur juste valeur (note 9), les écarts d'acquisition (note 13), les programmes de fidélisation de la clientèle (note 16), les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs (note 23), les impôts sur les bénéfices (note 24) et le passif éventuel (note 28). Si les résultats réels diffèrent de ces estimations, l'incidence sera constatée dans les périodes subséquentes.

Note 2 : Encaisse

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006
Espèces et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques	2 264 \$	1 154 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	19 240	17 150
Chèques et autres effets en transit, montant net	1 386	1 304
Total	22 890 \$	19 608 \$

Dépôts à d'autres banques

Les dépôts à d'autres banques, qui comprennent les acceptations qui ont été émises par d'autres banques et que nous avons achetées, sont inscrits au coût après amortissement. Le revenu d'intérêts provenant de ceux-ci est constaté selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Chèques et autres effets en transit, montant net

Les chèques et les autres effets en transit, qui représentent le montant net des chèques en cours de compensation et les autres effets en transit entre nous et d'autres banques, sont inscrits au coût.

Restrictions visant l'encaisse

Certains de nos établissements à l'étranger sont tenus de maintenir des réserves ou des soldes minimaux à la banque centrale du pays où ils font affaire, ces montants s'élevant à 457 millions de dollars au 31 octobre 2007 (333 millions en 2006).

Note 3 : Valeurs mobilières

Modifications des conventions comptables

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'ICCA concernant les valeurs mobilières. En vertu de ces nouvelles règles, nous devons classer les titres autres que de négociation comme des titres détenus jusqu'à leur échéance ou des titres disponibles à la vente.

a) Titres disponibles à la vente

Les titres disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur, les gains et pertes non réalisés étant comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu – gain (perte) provenant des titres disponibles à la vente, dans notre état consolidé de la variation des capitaux propres, jusqu'à ce que ces titres soient vendus. Si une perte non réalisée est considérée comme durable, cette perte non réalisée est comptabilisée dans le revenu. Les gains et les pertes sur cession sont comptabilisés dans notre état consolidé des résultats au poste gains (pertes) sur titres, autres que de négociation. Le revenu d'intérêts et les dividendes reçus sur les titres disponibles à la vente sont comptabilisés dans notre état consolidé des résultats, dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste valeurs mobilières. Nous n'avons classé aucun de nos titres comme titre détenu jusqu'à échéance. Les titres disponibles à la vente qui n'ont pas de prix coté sur un marché, y compris les titres dont la vente est soumise à des restrictions, continueront à être comptabilisés au coût après amortissement.

Les nouvelles règles n'ont pas d'incidence sur la comptabilisation de nos investissements de banques d'affaires ou de nos investissements dans des actions de sociétés sur lesquelles nous exerçons une influence notable sans en avoir le contrôle. Ces investissements sont inscrits à notre bilan consolidé dans les titres divers.

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons réévalué nos titres disponibles à la vente à leur juste valeur. Un gain non réalisé net de 3 millions de dollars a été comptabilisé dans le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu provenant des titres disponibles à la vente.

b) Option de la juste valeur

Les nouvelles règles permettent à la direction de choisir d'évaluer des instruments financiers, qui autrement ne seraient pas comptabilisés à leur juste valeur, comme s'ils étaient des instruments de négociation, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans le revenu, pourvu que certains critères soient respectés. Les instruments financiers doivent avoir été désignés le 1^{er} novembre 2006, lors de l'adoption de la nouvelle norme, ou au moment où les nouveaux instruments financiers ont été acquis, et la désignation est irrévocable.

Les titres de nos filiales du secteur de l'assurance qui soutiennent nos passifs d'assurance ont été désignés comme titres de négociation en vertu de l'option de la juste valeur. Comme le calcul actuariel des passifs d'assurance est fondé sur la valeur comptabilisée des titres qui les soutiennent, la comptabilisation de ces titres à leur juste valeur permet de mieux harmoniser le résultat comptable avec la façon dont le portefeuille est géré. Le 1^{er} novembre 2006, nous avons réévalué ces titres, et la perte nette non réalisée de moins de 1 million de dollars a été comptabilisée dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis. La juste valeur de ces titres au 31 octobre 2007 était de 30 millions de dollars. L'incidence de leur comptabilisation comme titres de négociation a été une diminution du revenu autre que d'intérêts, au poste revenus d'assurance, de 1 million de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, nous avons modifié notre convention comptable relative à la comptabilisation des opérations sur titres dans notre bilan consolidé. Nous comptabilisons maintenant les opérations sur titres à la date de règlement. Auparavant, nous comptabilisons ces opérations à la date à laquelle la transaction avait été conclue. Nous avons retraité les états financiers des exercices antérieurs pour tenir compte de cette modification. L'incidence de cette modification sur notre bilan consolidé au 31 octobre 2006 a été une baisse des titres de négociation de 1 896 millions de dollars, une baisse des actifs divers de 6 618 millions de dollars et une baisse des passifs divers de 8 514 millions de dollars.

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'ICCA applicables à nos filiales qui ont des activités de banques d'affaires. En vertu de ces nouvelles règles, ces filiales doivent comptabiliser leurs investissements à leur juste valeur et comptabiliser les changements de la juste valeur dans le revenu net. Auparavant, elles comptabilisaient leurs investissements au coût. L'incidence sur notre état consolidé des résultats, y compris le rajustement initial à la juste valeur le 1^{er} novembre 2004, a été une augmentation du revenu autre que d'intérêts, au poste gains sur titres, autres que de négociation, de 50 millions de dollars, une augmentation des impôts sur les bénéfices de 18 millions de dollars et une augmentation du revenu net de 32 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2005.

Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont divisées en quatre catégories, chacune répondant à un objectif distinct et étant soumise à un traitement comptable différent. Les quatre catégories de valeurs mobilières que nous détenons sont les suivantes :

Les titres disponibles à la vente (auparavant, titres de placement) comprennent des titres de créance et des titres de participation. Ces titres peuvent être vendus à la suite ou en prévision de variations des taux d'intérêt et du risque de remboursement qui en résulte, de variations du risque de change, de variations dans les sources ou les modalités de financement, ou pour combler des besoins de liquidités.

Les titres de négociation sont achetés aux fins de revente à court terme. Ces titres sont inscrits à leur valeur de marché et les redressements de la valeur de marché ainsi que tout gain et toute perte à la vente sont portés aux revenus (pertes) de négociation dans notre état consolidé des résultats.

Les investissements des banques d'affaires sont des titres détenus par nos filiales qui ont des activités de banques d'affaires. Ces filiales comptabilisent leurs investissements à leur juste valeur, les changements de la juste valeur étant comptabilisés, à mesure qu'ils se produisent, dans les gains sur titres, autres que de négociation, dans notre état consolidé des résultats.

Les investissements des banques d'affaires sont classés dans les titres divers inscrits à notre bilan consolidé.

Les titres de substituts de prêts sont des instruments de financement, comme des actions privilégiées de renflouement, que nous structurons comme des placements après impôts afin d'offrir à nos clients un taux d'intérêt plus avantageux que celui qui s'appliquerait normalement à un prêt ordinaire. Ces instruments sont comptabilisés conformément à notre convention comptable relative aux prêts décrite à la note 4.

Tests de dépréciation

Nous soumettons les titres disponibles à la vente et les titres divers à des tests à la fin de chaque trimestre, afin de repérer et d'évaluer les placements qui montrent des signes d'une possible dépréciation. Un placement est considéré comme s'étant déprécié si ses pertes non réalisées représentent une moins-value qui est considérée comme durable.

Pour déterminer si une moins-value est temporaire, nous tenons compte de plusieurs facteurs, notamment l'importance de la perte non réalisée, le laps de temps pendant lequel le titre s'est trouvé en situation de perte non réalisée, la situation financière de l'émetteur et les perspectives à court terme le concernant, ainsi que notre capacité et notre intention de conserver le placement assez longtemps pour que nous puissions observer la remontée prévue de la valeur de marché. Si la moins-value est considérée comme durable, une dévaluation est comptabilisée dans les gains (pertes) sur titres, autres que de négociation, dans notre état consolidé des résultats.

Au 31 octobre 2007, les pertes non réalisées liées à nos titres disponibles à la vente s'élevaient à 48 millions de dollars. Au 31 octobre 2006, les pertes non réalisées liées à nos titres de placement s'élevaient à 57 millions de dollars. La plus grande partie des pertes non réalisées résultait de hausses des taux d'intérêt du marché et non de la détérioration de la solvabilité des émetteurs. La direction a établi que les pertes non réalisées sont de nature temporaire.

Dans aucun cas, la valeur comptable des titres d'un émetteur autre qu'une administration publique que nous détenons n'excédait, au 31 octobre 2007 ou au 31 octobre 2006, 10 % de nos capitaux propres.

Les titres divers comprennent des investissements dans des sociétés sur lesquelles nous exerçons une influence notable, sans en avoir le contrôle. La valeur de ces investissements s'établit à 962 millions et à 937 millions de dollars au 31 octobre 2007 et 2006 respectivement.

Juste valeur

Pour les titres négociés, nous considérons la valeur à la cote comme étant la juste valeur. La valeur à la cote est fondée sur les cours acheteurs, lorsqu'ils sont disponibles. Dans le cas des titres dont le cours n'est pas disponible, nous utilisons des méthodes d'estimation pour déterminer la juste valeur. Ces méthodes d'estimation comprennent l'actualisation des flux de trésorerie, l'application de modèles internes qui utilisent les données observables sur le marché, ou des comparaisons avec d'autres titres qui sont essentiellement semblables.

Dans les tableaux suivants, nous présentons les données de l'exercice à l'étude concernant les titres disponibles à la vente, évalués à leur juste valeur. En 2006, ces titres étaient classés dans les titres de placement et étaient comptabilisés au coût ou au coût après amortissement. Les investissements des banques d'affaires et les investissements en actions de sociétés sur lesquelles nous exerçons une influence notable sans en avoir le contrôle, qui étaient classés dans les titres de placement en 2006, sont maintenant classés dans les titres divers. Les titres de nos filiales du secteur de l'assurance qui soutiennent nos passifs d'assurance, qui étaient classés dans les titres de placement en 2006 et comptabilisés au coût après amortissement, ont été désignés comme titres de négociation en vertu de l'option de la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Terme à court					2007	2006
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	De 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	Total	Total
Titres de négociation							
Titres émis ou garantis par :							
l'administration fédérale canadienne	1 972 \$	2 825 \$	2 097 \$	364 \$	2 235 \$	9 493 \$	5 496 \$
les provinces et municipalités canadiennes	683	524	380	1 217	1 167	3 971	2 851
l'administration fédérale américaine	92	355	24	19	211	701	2 045
les municipalités, agences et États américains	–	–	–	–	106	106	135
les autres administrations publiques	–	39	82	710	41	872	717
Obligations d'entreprises	16 061	3 187	2 038	3 334	6 816	31 436	21 588
Actions d'entreprises	–	–	–	3	24 191	24 194	18 988
Total des titres de négociation	18 808	6 930	4 621	5 647	34 767	70 773	51 820
Titres disponibles à la vente 1)							
Titres émis ou garantis par :							
l'administration fédérale canadienne							
Coût après amortissement	229	499	98	101	–	927	589
Juste valeur	229	499	98	101	–	927	589
Rendement (%)	4,35	4,39	4,22	3,94	–	4,31	4,30
les provinces et municipalités canadiennes							
Coût après amortissement	1	–	–	–	–	1	3
Juste valeur	1	–	–	–	–	1	3
Rendement (%)	6,30	–	–	–	–	6,30	4,37
l'administration fédérale américaine							
Coût après amortissement	282	741	170	321	4	1 518	1 898
Juste valeur	282	743	173	321	4	1 523	1 879
Rendement (%)	3,53	4,09	4,48	4,57	4,77	4,13	4,30
les municipalités, agences et États américains							
Coût après amortissement	3 991	1 703	1 078	275	1 634	8 681	7 810
Juste valeur	3 992	1 708	1 080	276	1 628	8 684	7 800
Rendement (%)	4,86	5,29	3,90	5,79	5,63	5,00	3,75
les autres administrations publiques							
Coût après amortissement	37	39	7	13	–	96	106
Juste valeur	37	39	7	13	–	96	107
Rendement (%)	3,73	4,63	4,17	4,80	–	4,27	4,06
Titres adossés à des créances immobilières et titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés – Canada 2)							
Coût après amortissement	–	–	8 882	–	–	8 882	–
Juste valeur	–	–	8 902	–	–	8 902	–
Rendement (%)	–	–	4,75	–	–	4,75	–
Titres adossés à des créances immobilières et titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés – États-Unis							
Coût après amortissement	9	105	–	30	224	368	465
Juste valeur	9	103	–	29	221	362	455
Rendement (%)	4,57	3,93	–	3,66	5,08	4,62	4,47
Obligations d'entreprises							
Coût après amortissement	1 670	1 188	1 703	77	37	4 675	2 395
Juste valeur	1 670	1 184	1 706	75	37	4 672	2 398
Rendement (%)	3,76	4,82	3,02	3,19	2,19	3,74	3,35
Actions d'entreprises							
Coût	25	234	163	130	265	817	900
Juste valeur	25	235	165	139	279	843	990
Rendement (%)	5,71	5,56	4,64	3,31	3,23	4,27	4,42
Total du coût ou du coût après amortissement	6 244	4 509	12 101	947	2 164	25 965	14 166
Total de la juste valeur	6 245	4 511	12 131	954	2 169	26 010	14 221
Rendement (%)	4,48	4,85	4,42	4,55	5,22	4,58	3,84
Titres divers 1)							
Coût	–	–	–	849	645	1 494	1 414
Juste valeur	–	–	–	849	645	1 494	1 414
Titres de substituts de prêts							
Coût	–	–	–	–	–	–	11
Juste valeur	–	–	–	–	–	–	11
Total du coût ou du coût après amortissement des valeurs mobilières	25 052 \$	11 439 \$	16 722 \$	7 443 \$	37 576 \$	98 232 \$	67 411 \$
Total de la juste valeur des valeurs mobilières	25 053 \$	11 441 \$	16 752 \$	7 450 \$	37 581 \$	98 277 \$	67 466 \$
Total par devise (équivalent en dollars canadiens)							
Dollar canadien	14 202	5 654	12 919	3 314	21 117	57 206	30 666
Dollar américain	10 637	4 557	2 358	2 227	16 168	35 947	32 102
Autres devises	214	1 230	1 475	1 909	296	5 124	4 698
Total des valeurs mobilières	25 053 \$	11 441 \$	16 752 \$	7 450 \$	37 581 \$	98 277 \$	67 466 \$

1) Classés dans les titres de placement en 2006.

2) Ces montants sont étayés de prêts hypothécaires garantis.

Les taux de rendement indiqués dans le tableau ci-dessus sont calculés en fonction du coût ou du coût après amortissement des titres et des taux d'intérêt contractuels ou de dividende stipulé de chaque titre, que nous rajustons pour tenir compte de l'amortissement des primes et des escomptes. Il n'est pas tenu compte des effets fiscaux.

La classification ci-dessus des titres selon le terme à court est établie d'après l'échéance contractuelle des titres. Le terme à court des titres adossés à des créances immobilières et des titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés est établi d'après la moyenne des échéances prévues. Les échéances réelles peuvent différer car les émetteurs peuvent avoir le droit de rembourser leurs obligations avant l'échéance. Les titres qui ne comportent pas d'échéance sont classés dans la catégorie des titres dont l'échéance est supérieure à dix ans.

Gains et pertes non réalisés

(en millions de dollars canadiens)

	Titres disponibles à la vente et titres divers			2007	Titres de placement et titres divers			2006
	Coût après amortissement	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur	Coût après amortissement	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	927 \$	– \$	– \$	927 \$	589 \$	– \$	– \$	589 \$
les provinces et municipalités canadiennes	1	–	–	1	3	–	–	3
l'administration fédérale américaine	1 518	6	1	1 523	1 898	–	19	1 879
les municipalités, agences et États américains	8 681	20	17	8 684	7 810	15	25	7 800
les autres administrations publiques	96	–	–	96	106	1	–	107
Titres adossés à des créances immobilières et titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés – Canada 1)	8 882	20	–	8 902	–	–	–	–
Titres adossés à des créances immobilières et titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés – États-Unis	368	–	6	362	465	1	11	455
Obligations d'entreprises	4 779	18	21	4 776	2 485	4	1	2 488
Actions d'entreprises	2 207	29	3	2 233	2 224	91	1	2 314
Total	27 459 \$	93 \$	48 \$	27 504 \$	15 580 \$	112 \$	57 \$	15 635 \$

1) Ces montants sont étayés de prêts hypothécaires garantis.

Pertes non réalisées

(en millions de dollars canadiens)

	Titres disponibles à la vente en situation de pertes non réalisées durant				2007	Titres de placement en situation de pertes non réalisées durant				2006
	moins de 12 mois		12 mois ou plus	Total	Juste valeur	moins de 12 mois		12 mois ou plus	Total	Juste valeur
	Pertes brutes non réalisées	Pertes brutes non réalisées	Pertes brutes non réalisées			Pertes brutes non réalisées	Pertes brutes non réalisées	Pertes brutes non réalisées		
Titres émis ou garantis par :										
l'administration fédérale canadienne	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
les provinces et municipalités canadiennes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
l'administration fédérale américaine	1	–	1	301	15	4	19	899		
les municipalités, agences et États américains	11	6	17	2 453	8	17	25	4 717		
les autres administrations publiques	–	–	–	56	–	–	–	67		
Titres adossés à des créances immobilières et titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés – Canada 1)	–	–	–	–	–	–	–	–		
Titres adossés à des créances immobilières et titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés – États-Unis	–	6	6	253	–	11	11	368		
Obligations d'entreprises	20	1	21	1 411	1	–	1	286		
Actions d'entreprises	2	1	3	86	–	1	1	30		
Total	34 \$	14 \$	48 \$	4 560 \$	24 \$	33 \$	57 \$	6 367 \$		

1) Ces montants sont étayés de prêts hypothécaires garantis.

Le revenu provenant des valeurs mobilières a été constaté comme suit dans nos états financiers consolidés :

(en millions de dollars canadiens)

	2007	2006	2005
Constatation dans l'état consolidé des résultats :			
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions			
Titres de négociation	1 631 \$	1 789 \$	1 340 \$
Titres disponibles à la vente 1)	1 439	369	490
Titres divers 1)	83	–	–
	3 153 \$	2 158 \$	1 830 \$
Revenu autre que d'intérêts			
Titres disponibles à la vente 1)			
Gains bruts réalisés	212 \$	137 \$	142 \$
Pertes brutes réalisées	(18)	(12)	(16)
Gains nets réalisés et non réalisés sur les titres divers	70	29	50
Dévaluations pour perte de valeur	(18)	(9)	(11)
Gains sur titres, autres que de négociation	246 \$	145 \$	165 \$
Gains (pertes) nets réalisés et non réalisés sur les titres de négociation	(38)	305	222
Revenu total provenant des valeurs mobilières	3 361 \$	2 608 \$	2 217 \$

1) Classés dans les titres de placement en 2006 et 2005.

Note 4 : Prêts, engagements de clients aux termes d'acceptations et provision pour pertes sur créances

Modification de la convention comptable

Les frais de montage de prêts sont compris dans nos soldes de prêts et sont constatés dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste prêts, sur la durée de vie des prêts établis. Avant le 1^{er} novembre 2006, des montants égaux relatifs aux frais de montage étaient constatés pour chacun des exercices de la durée de vie du prêt établi. En vertu des nouvelles règles, nous devons utiliser la méthode du taux d'intérêt effectif pour constater les frais de montage des prêts, de sorte que le montant constaté varie tout au long de la durée du prêt en fonction du capital qui reste à rembourser.

Au 1^{er} novembre 2006, nous avons rajusté nos frais de montage reportés afin de refléter le solde qui aurait été obtenu si nous avions toujours constaté ces frais selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'incidence a été une diminution des prêts, au poste prêts hypothécaires à l'habitation, de 87 millions de dollars, une diminution du passif d'impôts futurs de 30 millions de dollars et une diminution des bénéfices non répartis de 57 millions de dollars.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au coût après amortissement, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Selon cette méthode, le revenu d'intérêts est réparti sur la durée prévue du prêt en appliquant le taux d'intérêt effectif à la valeur comptable du prêt. Le taux d'intérêt effectif est défini comme le taux qui actualise exactement les rentrées de trésorerie futures estimatives sur la durée de vie prévue du prêt. Le traitement du revenu d'intérêts pour les prêts douteux est décrit ci-après.

Les titres pris en pension ou empruntés représentent les montants que nous recevons du fait de notre engagement à revendre aux vendeurs d'origine les titres que nous avons achetés, à un prix et à une date prédéterminés. Nous comptabilisons ces instruments comme des prêts.

Commissions sur prêts

Le traitement comptable des commissions sur prêts varie selon la transaction. Les commissions relatives au montage, à la restructuration et à la renégociation de prêts sont portées au revenu d'intérêts tout au long de la durée du prêt. Les commissions d'engagement sont portées au revenu d'intérêts tout au long de la durée du prêt, sauf si nous avons lieu de croire que notre engagement ne sera pas utilisé. Dans ce dernier cas, la commission d'engagement est portée aux commissions sur prêts pendant la période d'engagement. Les commissions de syndication de prêts sont portées aux commissions sur prêts lorsque la syndication est terminée, à moins que le rendement d'un prêt dont nous avons conservé la gestion soit inférieur au rendement obtenu par d'autres prêteurs comparables participant au financement. Dans ce dernier cas, une portion appropriée de la commission de syndication est comptabilisée comme revenu d'intérêts sur la durée du prêt.

Engagements de clients aux termes d'acceptations

Les acceptations représentent une forme d'instrument d'emprunt à court terme négociable émis par nos clients, que nous garantissons en contrepartie de commissions d'acceptation. Nous disposons de créances compensatoires, totalisant le montant des acceptations, contre nos clients en cas d'appels au remboursement visant ces engagements. Le montant dû aux termes d'une acceptation est comptabilisé dans les passifs divers et notre créance correspondante est comptabilisée comme un prêt dans notre bilan consolidé.

Les commissions perçues sont comptabilisées dans les commissions sur prêts dans l'état consolidé des résultats.

Prêts douteux

Nous classons les prêts hypothécaires à l'habitation comme douteux lorsque les versements prévus par contrat sont échus depuis 90 jours, ou un an si le prêt est garanti par l'administration fédérale canadienne. Les prêts sur cartes de crédit sont classés comme douteux et immédiatement radiés lorsque les versements de capital ou d'intérêts sont échus depuis 180 jours. Les prêts à tempérament aux particuliers et les autres prêts aux particuliers sont classés comme douteux lorsque les versements de capital ou d'intérêts sont échus depuis 90 jours, et ils sont normalement radiés lorsque les versements sont échus depuis un an.

Les prêts aux entreprises sont classés comme douteux lorsque nous ne sommes plus raisonnablement assurés de pouvoir recouvrer le capital ou les intérêts dans les délais prévus, ou lorsque les versements sont échus depuis 90 jours, ou encore, dans le cas des prêts entièrement garantis, lorsque les versements sont échus depuis 180 jours.

Nous ne comptabilisons pas de revenu d'intérêts sur les prêts classés dans la catégorie des prêts douteux, et tout revenu d'intérêts comptabilisé et impayé est contrepassé et déduit du revenu d'intérêts.

Les versements sur les prêts aux entreprises qui ont été classés dans la catégorie des prêts douteux sont affectés d'abord au remboursement des frais de recouvrement, du capital et de toutes radiations ou provisions antérieures, avant d'être comptabilisés comme revenu d'intérêts. Les versements sur les prêts qui sont des prêts à tempérament aux particuliers et qui sont classés dans la catégorie des prêts douteux sont affectés d'abord à l'intérêt impayé, puis au solde du capital.

Un prêt est de nouveau classé dans la catégorie des prêts productifs lorsque nous sommes raisonnablement assurés de pouvoir recouvrer en temps opportun la totalité du capital et de l'intérêt conformément aux modalités de la convention du prêt, et que le prêt en question ne correspond plus à aucun des critères des prêts douteux.

À l'occasion, nous restructurons un prêt en raison de la mauvaise situation financière de l'emprunteur. Si le prêt cesse d'être considéré comme douteux, l'intérêt sur ce prêt restructuré est comptabilisé selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à nos autres instruments de crédit (tel que nous l'expliquons à la note 5). La portion liée aux autres instruments de crédit est comptabilisée dans les passifs divers à notre bilan consolidé.

La provision est constituée des deux composantes suivantes :

Provisions spécifiques

Ces provisions sont comptabilisées pour des prêts spécifiques afin de ramener leur valeur comptable au montant que nous prévoyons recouvrer sur ces prêts. Nous réexaminons régulièrement nos prêts et acceptations pour déterminer si certains prêts devraient être classés comme douteux et, le cas échéant, faire l'objet d'une provision ou d'une radiation (autres que les prêts à tempérament aux particuliers et les prêts sur cartes de crédit qui sont radiés dans certaines conditions, tel que nous l'expliquons sous la rubrique Prêts douteux). Notre révision des prêts-problèmes est exécutée au moins une fois par trimestre par nos gestionnaires de comptes, qui évaluent les possibilités de recouvrement ultime et les montants estimatifs de recouvrement des prêts concernés, en tenant compte de tous les événements et conditions qu'ils jugent pertinents à la situation du prêt. Cette évaluation est ensuite examinée et approuvée par un agent de crédit indépendant.

Pour déterminer le montant de recouvrement estimatif d'un prêt douteux, nous utilisons la valeur des flux de trésorerie futurs estimatifs actualisée au taux effectif inhérent au prêt. Lorsque les montants et le moment des flux de trésorerie futurs ne peuvent être estimés de manière raisonnablement fiable, le montant de recouvrement estimatif est déterminé soit au moyen de la juste valeur des sûretés sous-jacentes au prêt, déduction faite des coûts de réalisation prévus et des montants dont la loi exige le versement à l'emprunteur, soit au moyen du cours du marché observable pour le prêt. La sûreté peut varier selon la catégorie de prêt et peut comprendre des espèces, des titres, des biens immobiliers, des comptes clients, des garanties, des stocks ou d'autres immobilisations.

Provision générale

Nous maintenons une provision générale pour couvrir toute perte de valeur qui, dans le portefeuille de prêts actuel, ne peut encore être liée à des prêts en particulier. Notre démarche à l'égard de l'établissement et du maintien de la provision générale est fondée sur la ligne directrice qui a été publiée par l'organisme qui réglemente nos activités, le Surintendant des institutions financières du Canada.

La provision générale est réexaminée trimestriellement. Pour déterminer le niveau approprié de cette provision, un certain nombre de facteurs sont considérés, notamment un modèle de provision générale qui applique les taux historiques de perte prévue et de perte non prévue aux soldes existants en tenant compte de la sensibilité aux cotes de risque, aux secteurs d'activité et aux produits de crédit. Les résultats du modèle sont ensuite examinés en tenant compte du niveau de la provision existante, ainsi que du jugement de la direction concernant la qualité du portefeuille, la répartition selon les secteurs, la conjoncture économique et les conditions du marché du crédit.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Les changements à la valeur de notre portefeuille de prêts résultant de pertes reliées au crédit ou du recouvrement de sommes ayant déjà fait l'objet de provisions ou de radiations sont inclus dans la dotation à la provision pour pertes sur créances inscrite à notre état consolidé des résultats.

Biens saisis

Les biens que nous avons obtenus d'emprunteurs en règlement de leurs prêts sont comptabilisés à leur juste valeur et classés comme détenus à des fins d'utilisation ou à des fins de vente, selon les intentions de la direction. La juste valeur est déterminée d'après les prix du marché, lorsqu'ils sont disponibles. Sinon, elle est déterminée selon d'autres méthodes, comme l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie, ou selon les prix du marché pour des actifs similaires.

Le tableau ci-dessous fait état des prêts, y compris les engagements de clients aux termes d'acceptations, et de la provision pour pertes sur créances par catégorie de prêts :

(en millions de dollars canadiens)	Solde brut		Provision spécifique		Provision générale		Solde net	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Prêts hypothécaires à l'habitation	52 429 \$	63 321 \$	14 \$	5 \$	11 \$	23 \$	52 404 \$	63 293 \$
Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	37 682	34 049	1	1	327	340	37 354	33 708
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	62 650	56 030	142	147	517	506	61 991	55 377
Titres pris en pension ou empruntés	37 093	31 429	–	–	–	–	37 093	31 429
Total partiel	189 854	184 829	157	153	855	869	188 842	183 807
Engagements de clients aux termes d'acceptations	12 389	7 223	–	–	43	36	12 346	7 187
Total	202 243 \$	192 052 \$	157 \$	153 \$	898 \$	905 \$	201 188 \$	190 994 \$
Répartition géographique 1) :								
Canada	145 765 \$	139 223 \$	105 \$	96 \$	587 \$	555 \$	145 073 \$	138 572 \$
États-Unis	51 634	50 227	51	53	311	350	51 272	49 824
Autres pays	4 844	2 602	1	4	–	–	4 843	2 598
Total	202 243 \$	192 052 \$	157 \$	153 \$	898 \$	905 \$	201 188 \$	190 994 \$

1) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé. Des prêts restructurés pour un montant de 3 millions de dollars ont été classés comme productifs au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007 (aucun prêt restructuré n'a été classé comme productif en 2006). Aucun prêt restructuré n'a été radié au cours des exercices terminés le 31 octobre 2007 et 2006.

Au 31 octobre 2007, les prêts comprenaient des prêts libellés en dollars américains d'une valeur de 56 356 millions de dollars (53 750 millions en 2006) et des prêts libellés en d'autres devises d'une valeur de 1 909 millions de dollars (1 101 millions en 2006).

Le tableau ci-dessous fait état des prêts douteux, y compris les engagements de clients aux termes d'acceptations, et des provisions correspondantes :

(en millions de dollars canadiens)	Solde brut des prêts douteux		Provision spécifique		Solde, déduction faite de la provision spécifique	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Prêts hypothécaires à l'habitation	126 \$	115 \$	14 \$	5 \$	112 \$	110 \$
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	55	48	1	1	54	47
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	539	503	142	147	397	356
Total	720 \$	666 \$	157 \$	153 \$	563 \$	513 \$
Répartition géographique 1) :						
Canada	454 \$	391 \$	105 \$	96 \$	349 \$	295 \$
États-Unis	262	260	51	53	211	207
Autres pays	4	15	1	4	3	11
Total	720 \$	666 \$	157 \$	153 \$	563 \$	513 \$

1) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

Le solde des prêts entièrement garantis en souffrance depuis une période allant de 90 à 180 jours, mais qui n'ont pas encore été classés comme douteux, s'établissait à 58 millions et à 47 millions de dollars au 31 octobre 2007 et 2006 respectivement.

Aucun prêt douteux n'a donné lieu à une saisie de biens au cours des exercices terminés le 31 octobre 2007 et 2006.

Notre solde brut moyen des prêts et acceptations douteux s'élevait à 677 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007 (729 millions en 2006). Notre solde moyen des prêts douteux, déduction faite de la provision spécifique, s'élevait à 516 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007 (552 millions en 2006).

Si nous n'avions classé aucun prêt comme douteux au cours des exercices terminés le 31 octobre 2007, 2006 et 2005, nous aurions constaté un revenu d'intérêts supplémentaire de 43 millions, 45 millions et 65 millions de dollars respectivement pour ces exercices. Nous n'avons constaté aucun revenu d'intérêts en espèces sur prêts douteux pour les exercices terminés le 31 octobre 2007, 2006 et 2005.

Concentration du risque de crédit

Nous sommes exposés au risque de crédit découlant de la possibilité que des contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations financières envers nous. Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et aux autres instruments de crédit.

Il y a concentration du risque de crédit si de nombreux clients exercent des activités similaires, sont situés dans la même région ou ont des caractéristiques économiques semblables, de sorte que les changements dans les

conditions économiques, politiques ou autres sont susceptibles d'influer de la même manière sur leur capacité de s'acquitter de leurs obligations contractuelles. Les situations de concentration du risque de crédit montrent la sensibilité de notre rendement aux conditions influant sur une contrepartie, un secteur d'activité ou une région en particulier.

La classification ci-dessus de nos prêts par type de prêt et par région fournit des renseignements sur notre risque de crédit.

Le tableau ci-dessous fait état de l'évolution de notre provision pour pertes sur créances :

(en millions de dollars canadiens)	Provision spécifique			Provision générale			Total		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Solde au début de l'exercice	153 \$	169 \$	298 \$	905 \$	959 \$	1 010 \$	1 058 \$	1 128 \$	1 308 \$
Dotations à la provision pour pertes sur créances	303	211	219	50	(35)	(40)	353	176	179
Recouvrements	91	112	67	–	–	–	91	112	67
Radiations	(391)	(338)	(419)	–	–	–	(391)	(338)	(419)
Change et autres	1	(1)	4	(57)	(19)	(11)	(56)	(20)	(7)
Solde à la fin de l'exercice	157 \$	153 \$	169 \$	898 \$	905 \$	959 \$	1 055 \$	1 058 \$	1 128 \$

Note 5 : Autres instruments de crédit

Nous utilisons d'autres instruments de crédit hors bilan pour répondre aux besoins financiers de nos clients. Les types d'instruments que nous utilisons sont décrits ci-dessous :

- Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires représentent notre engagement d'effectuer des paiements à un tiers pour le compte d'un client si ce dernier n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou d'exécuter d'autres engagements contractuels.
- Les prêts de titres représentent, dans le cas où nous prêtons à des tiers nos propres titres ou des titres appartenant à un client, notre risque de crédit lié à la possibilité que l'emprunteur ne s'acquitte pas de son obligation de restituer les titres.
- Les crédits documentaires et les lettres de crédit commerciales représentent notre consentement à honorer les traites présentées par un tiers après l'exécution de certaines activités.
- Les crédits fermes représentent notre promesse de mettre à la disposition d'un client, à certaines conditions, des crédits sous forme de prêts ou d'autres instruments de crédit d'un montant et d'un terme déterminés.

Le montant contractuel de nos autres instruments de crédit représente le risque de crédit non actualisé maximal lié à la possibilité que la contrepartie

ne s'acquitte pas de ses obligations conformément aux conditions du contrat, avant tout montant qui pourrait être recouvré en vertu de dispositions prévoyant un recours ou la constitution d'une sûreté. Les sûretés exigées relativement à ces instruments sont conformes aux sûretés que nous exigeons pour les prêts. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

Nous nous efforçons de limiter le risque de crédit en faisant affaire seulement avec des contreparties que nous considérons comme solvables et nous gérons notre risque de crédit lié aux autres instruments de crédit selon le même processus de gestion du risque de crédit que nous appliquons aux prêts et aux autres formes de crédit.

Les valeurs équivalentes pondérées en fonction des risques de nos autres instruments de crédit sont déterminées d'après les règles de suffisance du capital édictées par le Surintendant des institutions financières du Canada. La valeur équivalente pondérée en fonction des risques est utilisée pour l'évaluation continue de nos ratios de suffisance du capital.

Le tableau ci-dessous présente des renseignements sommaires sur divers engagements :

(en millions de dollars canadiens)	2007		2006	
	Montant contractuel	Équivalent pondéré en fonction des risques	Montant contractuel	Équivalent pondéré en fonction des risques
Instruments de crédit				
Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires	12 395 \$	7 270 \$	11 007 \$	7 542 \$
Prêts de titres	1 834	59	690	21
Crédits documentaires et lettres de crédit commerciales	1 301	116	1 621	207
Crédits fermes – Échéance initiale de un an ou moins	66 126	3 531	68 345	–
– Échéance initiale supérieure à un an	28 372	13 066	28 104	13 543
Total	110 028 \$	24 042 \$	109 767 \$	21 313 \$

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Note 6 : Garanties

Les garanties comprennent les contrats en vertu desquels nous pourrions devoir effectuer des paiements à une contrepartie, à la suite de changements dans la valeur d'un actif, d'un passif ou d'un titre de participation détenu par la contrepartie dus aux variations d'un taux d'intérêt ou de change sous-jacent ou d'une autre variable. En outre, les contrats en vertu desquels nous pourrions devoir effectuer des paiements si un tiers ne s'acquitte pas de ses obligations conformément aux conditions d'un contrat et les contrats en vertu desquels nous fournissons des garanties indirectes à l'égard des obligations d'une autre partie sont considérés comme des garanties.

Dans le cours normal de nos activités, nous utilisons divers types de garanties, les principaux étant présentés ci-dessous.

Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires

Les lettres de crédit de soutien, dont traite la note 5, sont considérées comme des garanties. Le montant maximal à payer en vertu des lettres de crédit de soutien et des cautionnements bancaires était de 12 395 millions de dollars au 31 octobre 2007 (11 007 millions en 2006). Les sûretés exigées relativement aux lettres de crédit de soutien et aux cautionnements bancaires sont conformes aux sûretés que nous exigeons pour les prêts. Dans la plupart des cas, ces engagements viennent à échéance à l'intérieur de trois ans, sans que nous ayons dû y donner suite.

Au 31 octobre 2007 et 2006, aucun montant n'était inclus dans notre bilan consolidé relativement à ces lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires.

Concours de trésorerie

Les crédits fermes, dont traite la note 5, comprennent les concours de trésorerie. Les concours de trésorerie sont fournis dans le cadre de programmes de papier commercial adossé à des actifs, qui sont administrés par nous ou par des tiers. Les concours de trésorerie constituent une source de financement de substitution pour les programmes en question lorsque ceux-ci ne peuvent accéder aux marchés du papier commercial adossé à des actifs ou, dans certaines circonstances particulières, lorsque les actifs financiers détenus par ces programmes n'atteignent pas les objectifs de rendement prédéterminés. Les modalités des concours de trésorerie ne nous obligent pas à avancer des sommes aux programmes en question en cas de faillite de l'emprunteur. La durée des concours de trésorerie ne dépasse habituellement pas une année, mais elle peut être de plusieurs années. Le montant maximal à payer en vertu de ces concours de trésorerie totalisait 38 466 millions de dollars au 31 octobre 2007 (38 606 millions en 2006). Une somme de 16 millions de dollars avait été utilisée dans le cadre des concours de trésorerie au 31 octobre 2007 (aucune somme en 2006).

Facilités de soutien au crédit

Lorsque les conditions le justifient, nous fournissons des facilités de soutien partiel au crédit pour des transactions effectuées dans le cadre de programmes de papier commercial adossé à des actifs qui sont administrés par nous et par des tiers. Les facilités de soutien au crédit sont comprises dans des concours de trésorerie qui totalisaient 5 449 millions de dollars au 31 octobre 2007 (4 088 millions en 2006). Le soutien au crédit est aussi fourni sous la forme de lettres de crédit; aucun montant n'était inclus dans des lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires au 31 octobre 2007 et un montant de 181 millions de dollars était inclus au 31 octobre 2006. La durée des facilités de soutien ne dépasse habituellement pas une année, mais elle peut être de plusieurs années. Aucune somme n'a été utilisée dans le cadre des facilités de soutien au crédit que nous avons octroyées.

Instruments dérivés

Certains de nos instruments dérivés correspondent à la définition comptable d'une garantie lorsque nous sommes d'avis qu'ils sont reliés à un actif, à un passif ou à un titre de participation détenu par la partie visée par la garantie dès l'entrée en vigueur du contrat.

Le swap sur défaillance position vendeur exige que nous indemnisons une contrepartie par suite d'un incident de crédit relié à un engagement de référence, comme une obligation ou un prêt. Le montant maximal à payer en vertu de swaps sur défaillance position vendeur est égal à leur montant nominal de référence, qui était de 42 433 millions de dollars au 31 octobre 2007 (23 657 millions en 2006). La durée de ces contrats varie de un mois à dix ans. La juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés incluse dans les montants relatifs aux instruments dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 466 millions de dollars au 31 octobre 2007 (19 millions en 2006).

Les options position vendeur comprennent les ententes contractuelles par lesquelles l'acheteur obtient le droit, mais non l'obligation, d'exiger que nous achetions un montant déterminé de devises, de produits de base ou d'instruments de créances ou de capitaux propres à un prix établi, à une date prédéterminée ou à n'importe quel moment dans un délai donné. Le montant maximal à payer en vertu de ces options position vendeur ne peut être l'objet d'une estimation raisonnable en raison de la nature de ces contrats. La durée de ces contrats varie de un mois à huit ans. La juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés incluse dans les montants relatifs aux instruments dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 662 millions de dollars au 31 octobre 2007 (2 407 millions en 2006).

Les options position vendeur comprennent également les engagements contractuels en vertu desquels nous convenons de verser à l'acheteur, selon un montant nominal de référence donné, la différence entre le prix ou le taux du marché et le prix ou le taux d'exercice de l'instrument sous-jacent. Le montant maximal à payer en vertu de ces contrats n'est pas déterminable en raison de leur nature. La durée de ces contrats varie de quatre mois à 25 ans. La juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés incluse dans les montants relatifs aux instruments dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 118 millions de dollars au 31 octobre 2007 (114 millions en 2006).

Afin de réduire les risques liés à ces instruments dérivés, nous concluons des contrats qui couvrent les risques en question.

Conventions d'indemnisation

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons diverses conventions prévoyant des indemnités générales. Ces indemnités sont habituellement en rapport avec la vente d'actifs, des placements de titres, des contrats de services, des contrats d'adhésion, des accords de compensation, des contrats sur instruments dérivés et des contrats de location. Ces conventions nous obligent, dans certains cas, à indemniser la contrepartie de divers frais résultant de manquements à l'égard de déclarations ou d'obligations liées à ces conventions, ou résultant de réclamations de tiers présentées contre la contrepartie à la suite de la transaction. La durée des conventions d'indemnisation varie selon le cas; la nature des conventions nous empêche de faire une estimation raisonnable du montant maximal que nous pourrions devoir payer aux contreparties.

Au 31 octobre 2007 et 2006, aucun montant important n'était inclus dans notre bilan consolidé relativement à ces indemnités.

Note 7 : Titrisation d'actifs

Nous titrisons périodiquement des prêts à des fins de gestion de capital ou pour obtenir des sources de financement de substitution. La titrisation consiste à vendre des prêts à des entités hors bilan ou à des fiduciaires (entités de titrisation) qui achètent ces prêts et émettent ensuite des certificats productifs d'intérêts ou à escompte.

Les contrats passés avec les entités de titrisation prévoient le paiement au fil du temps, en notre faveur, des intérêts et des frais perçus des clients, relativement aux prêts qui ont été vendus, en excédent du rendement versé aux investisseurs de l'entité de titrisation, moins les pertes sur créances et les autres coûts (le prix d'achat différé).

Lorsque les prêts sont considérés comme vendus aux fins de la comptabilité, nous les retirons de notre bilan consolidé.

Nous comptabilisons les cessions aux entités de titrisation comme des ventes lorsque nous abandonnons le contrôle effectif sur les prêts et qu'une contrepartie, autre que des billets émis par l'entité de titrisation, a été reçue. Nous constatons les revenus de titrisation au moment de la vente, en nous fondant sur la meilleure estimation possible de la valeur actualisée nette des flux de trésorerie futurs prévus, principalement le prix d'achat différé, déduction faite de notre estimation de la juste valeur des obligations de gestion que nous avons retenues. Le prix d'achat différé est inscrit à notre bilan consolidé dans les titres disponibles à la vente. Un passif de gestion est constaté seulement dans les cas de titrisation pour lesquels nous ne recevons pas de rémunération adéquate pour la gestion des prêts cédés. Ce passif est d'abord évalué à sa juste valeur et est constaté dans les passifs divers à notre bilan consolidé. Le passif de gestion est amorti dans les revenus de titrisation sur la durée des prêts cédés.

Pour certaines de nos opérations de titrisation, nous devons acquérir des droits subordonnés ou maintenir des sommes en espèces déposées dans l'entité de titrisation qui sont considérés comme des droits conservés dans les actifs titrisés. Cela permet à l'entité de titrisation de disposer de fonds au cas où la somme des intérêts et des frais perçus sur les prêts ne serait pas suffisante pour payer les intérêts dus aux investisseurs. Nous inscrivons ces droits conservés à leur juste valeur à notre bilan consolidé, dans les titres disponibles à la vente. Ces droits, conjointement avec notre prix d'achat différé, représentent notre risque en ce qui concerne ces opérations de titrisation. Les investisseurs n'ont aucun autre recours contre nous dans l'éventualité où les flux de trésorerie provenant des prêts cédés seraient insuffisants pour acquitter les intérêts relatifs aux certificats que détiennent les investisseurs.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons titrisé des prêts hypothécaires à l'habitation d'une valeur totale de 3 400 millions de dollars (3 629 millions en 2006), pour un produit en espèces total de 3 330 millions de dollars (3 569 millions en 2006), et nous avons constaté un gain de 11 millions de dollars (une perte de 1 million en 2006). Nous ne prévoyons pas de pertes sur créances puisque les prêts hypothécaires sont garantis par des tiers. Nous avons conservé la responsabilité de la gestion de ces prêts. Nous avons comptabilisé un prix d'achat différé de 125 millions de dollars (111 millions en 2006) et un passif de gestion de 26 millions de dollars (28 millions en 2006) dans notre bilan consolidé au moment de la titrisation de ces prêts hypothécaires.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, nous avons titrisé des prêts sur cartes de crédit d'une valeur totale de 1 500 millions de dollars pour un produit en espèces total de 1 425 millions de dollars et nous avons constaté un gain de 27 millions de dollars. Nous avons conservé la responsabilité de la gestion de ces prêts. Nous avons comptabilisé un prix d'achat différé de 36 millions de dollars, un investissement dans des entités de titrisation de 73 millions de dollars et un passif de gestion de 6 millions de dollars au moment de la titrisation de ces prêts sur cartes de crédit.

Les moyennes pondérées des hypothèses clés utilisées pour évaluer le prix d'achat différé de ces opérations de titrisation sont les suivantes :

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit	
	2007	2006	2007	2006
Durée de vie moyenne pondérée (années)	4,6	4,6	s.o.	0,35
Taux de remboursement anticipé	9,70 %	9,36 %	s.o.	41,04 %
Taux d'intérêt	5,24 %	4,95 %	s.o.	19,98 %
Pertes prévues sur créances	s.o.	s.o.	s.o.	1,90 %
Taux d'actualisation	4,62 %	4,32 %	s.o.	10,97 %

s.o. – sans objet

Incidence des opérations de titrisation sur notre état consolidé des résultats pour les trois exercices terminés le 31 octobre 2007, 2006 et 2005 :

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation			Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers			Prêts sur cartes de crédit			Total		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Gain (perte) à la vente de prêts provenant de nouvelles opérations de titrisation	11 \$	(1)\$	30 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	27 \$	– \$	11 \$	26 \$	30 \$
Gain à la vente de nouveaux prêts vendus à des entités de titrisation existantes	28	22	32	–	–	–	163	21	20	191	43	52
Autres revenus de titrisation	(23)	(22)	3	5	13	4	46	10	1	28	1	8
Amortissement du passif de gestion	36	30	23	–	–	–	30	–	–	66	30	23
Total	52 \$	29 \$	88 \$	5 \$	13 \$	4 \$	239 \$	58 \$	21 \$	296 \$	100 \$	113 \$

Flux de trésorerie reçus d'entités de titrisation pour les trois exercices terminés le 31 octobre 2007, 2006 et 2005 :

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation			Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers			Prêts sur cartes de crédit			Total		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Produit de nouvelles opérations de titrisation	3 330 \$	3 569 \$	3 130 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	1 425 \$	– \$	3 330 \$	4 994 \$	3 130 \$
Produit de recouvrements réinvestis dans des entités de titrisation existantes	2 187	1 770	1 895	–	–	–	8 198	1 236	1 343	10 385	3 006	3 238
Frais de gestion perçus	21	15	8	–	–	–	3	5	6	24	20	14
Encaissement du prix d'achat différé	104	93	88	–	–	–	240	25	20	344	118	108

Incidence des opérations de titrisation sur notre bilan consolidé au 31 octobre 2007 et 2006 :

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts sur cartes de crédit		Total	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Droits conservés								
Investissements dans des entités de titrisation	– \$	– \$	– \$	6 \$	74 \$	73 \$	74 \$	79 \$
Prix d'achat différé	266	238	–	–	36	40	302	278
Dépôts en espèces dans des entités de titrisation	12	12	–	–	–	–	12	12
Passif de gestion	70	62	–	–	6	6	76	68

Données sur le crédit

Données concernant le montant en capital des prêts, le montant des prêts douteux et les pertes nettes sur créances pour tous les prêts, y compris les prêts titrisés, présentés dans nos états financiers :

	2007			2006		
	Total des prêts	Prêts douteux	Radiations nettes 1)	Total des prêts	Prêts douteux	Radiations nettes 1)
Prêts hypothécaires à l'habitation	74 002 \$	133 \$	– \$	74 330 \$	135 \$	7 \$
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	33 189	41	37	30 428	37	72
Prêts sur cartes de crédit	5 993	14	216	5 381	11	128
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	62 650	539	83	56 030	503	26
Titres pris en pension ou empruntés	37 093	–	–	31 429	–	–
Total des prêts	212 927	727	336	197 598	686	233
Moins les titres adossés à des créances immobilières conservés et classés dans les titres disponibles à la vente	8 882	–	–	–	–	–
Moins les prêts titrisés :						
Prêts hypothécaires à l'habitation	12 691	7	–	11 009	20	–
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	–	–	–	10	–	2
Prêts sur cartes de crédit	1 500	–	36	1 750	–	5
Total des prêts inscrits au bilan consolidé	189 854 \$	720 \$	300 \$	184 829 \$	666 \$	226 \$

1) Les radiations nettes représentent les radiations effectuées au cours de l'exercice, déduction faite des recouvrements relatifs à des prêts qui avaient été radiés antérieurement.

Au 31 octobre 2007, notre risque de crédit lié aux actifs titrisés se limitait à notre prix d'achat différé pour un montant de 302 millions de dollars (278 millions en 2006), à certains dépôts en espèces pour un montant de 12 millions de dollars (12 millions en 2006) et aux investissements dans des entités de titrisation pour un montant de 74 millions de dollars (79 millions en 2006).

Les pertes sur les lots statiques de créances fournissent une mesure du risque de crédit lié à nos actifs titrisés. On les calcule en additionnant les pertes sur créances réelles et prévues et en divisant le résultat par l'encours initial de chaque lot d'actifs. Les pertes sur les lots statiques de créances pour les deux exercices terminés le 31 octobre 2007 s'établissent comme suit :

	2007	2006
Prêts hypothécaires à l'habitation	s.o.	s.o.
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	2,61 %	2,65 %
Prêts sur cartes de crédit	0,91 %	0,46 %

s.o. – sans objet

Analyse de sensibilité

Le tableau ci-contre présente les hypothèses économiques clés utilisées pour mesurer le prix d'achat différé et le passif de gestion ainsi que la sensibilité de ces droits conservés, au 31 octobre 2007, à des variations défavorables immédiates de 10 % et 20 % pour chacune des hypothèses. L'analyse de sensibilité doit être utilisée avec prudence, car ses résultats sont hypothétiques et les variations de chacune des hypothèses clés pourraient ne pas être linéaires. La sensibilité de chaque variable clé a été calculée indépendamment des variations des autres variables clés. Dans les faits, des variations peuvent

survenir dans plusieurs hypothèses clés simultanément. Les variations d'un facteur peuvent entraîner des variations d'un autre facteur, ce qui peut amplifier ou réduire certaines sensibilités.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Prêts hypothécaires à l'habitation	Prêts sur cartes de crédit
Juste valeur du prix d'achat différé	266 \$	36 \$
Durée moyenne pondérée (années)	3	0,35
Taux de remboursement anticipé (%) / Période de remboursement (années)	9–36	1
Effet d'une :		
Variation défavorable de 10 % (\$)	2–4	3
Variation défavorable de 20 % (\$)	4–8	6
Taux d'intérêt (%)	0,52–2	12
Effet d'une :		
Variation défavorable de 10 % (\$)	7–21	4
Variation défavorable de 20 % (\$)	13–43	7
Pertes prévues sur créances (%)	0–0,01	2
Effet d'une :		
Variation défavorable de 10 % (\$)	0,59–0	0,67
Variation défavorable de 20 % (\$)	0,67–0	1
Taux d'actualisation (%)	5–11	11
Effet d'une :		
Variation défavorable de 10 % (\$)	1–2	0,15
Variation défavorable de 20 % (\$)	2–3	0,30

Note 8 : Entités à détenteurs de droits variables**Modification de la convention comptable**

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté les nouvelles règles de l'ICCA sur la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Les EDDV comprennent les entités dont les capitaux propres sont considérés comme insuffisants pour permettre à l'entité de financer ses activités ou dont les détenteurs des capitaux propres ne détiennent pas une participation financière leur conférant le contrôle de l'entité. En vertu de ces nouvelles règles, nous devons consolider les EDDV si, en raison de nos investissements dans ces entités ou de nos liens avec elles, nous courons le risque de subir la majorité de leurs pertes prévues et/ou nous avons la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus, selon une méthode de calcul déterminée par les organismes de normalisation. Nous avons consolidé nos entités de titrisation des clients au 1^{er} novembre 2004. Nos résultats des périodes antérieures n'ont pas été retraités en fonction de cette modification.

Le 29 avril 2005, nous avons complété la restructuration de nos entités de titrisation des clients, soit en résiliant nos swaps avec ces EDDV ou en changeant les modalités de ces swaps et en modifiant certains des droits des porteurs des billets émis par ces EDDV. Par conséquent, ces entités ne répondaient plus aux critères de consolidation. L'incidence de la déconsolidation

de ces entités sur notre état consolidé des résultats le 29 avril 2005 a été une augmentation du revenu autre que d'intérêts, au poste autres, de 44 millions de dollars, une augmentation des impôts sur les bénéfices de 7 millions de dollars et une augmentation du revenu net de 37 millions de dollars, représentant la contrepassation des pertes sur swaps non amorties liées à la valeur de marché qui avaient été imputées au solde d'ouverture des bénéfices non répartis.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, nous avons adopté une nouvelle directive comptable qui fournit des éclaircissements supplémentaires sur les EDDV et les exigences relatives à leur consolidation. L'adoption de cette directive n'a pas eu d'incidence importante sur nos états financiers consolidés.

Entités de titrisation des clients

Les entités de titrisation des clients (aussi appelées conduits multicédants soutenus par des banques) aident nos clients à titriser leurs actifs et à obtenir ainsi des sources de financement de substitution. Le total des actifs détenus dans ces entités non consolidées s'élevait à 25 465 millions de dollars au 31 octobre 2007 (25 791 millions en 2006), dont 17 536 millions en actifs canadiens et le solde en actifs américains. Ces entités donnent à nos clients l'accès à du financement sur les marchés du papier commercial en achetant les actifs que ces clients leur vendent et en émettant alors

du papier commercial à l'intention des investisseurs afin de financer les achats. Dans presque tous les cas, le vendeur continue à gérer les actifs cédés. S'il y a des pertes sur les actifs, le vendeur est le premier à assumer ces pertes. Nous ne vendons pas d'actifs aux entités de titrisation des clients et nous ne gérons pas les actifs qu'elles détiennent. Nous percevons des frais pour les services que nous fournissons relativement aux opérations de titrisation, y compris des frais de liquidité, de distribution et d'accord financier, pour le soutien que nous apportons au fonctionnement continu des entités de titrisation.

De façon générale, les investisseurs qui souscrivent du papier commercial peuvent seulement exercer des recours contre les actifs de l'EDDV émettrice et n'ont aucun recours contre nous. Notre risque de perte est lié à nos investissements dans le papier commercial émis par ces entités, aux contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec elles et au soutien de trésorerie que nous leur fournissons sous forme de lettres de crédit de soutien ou d'engagements de crédit ferme. Nous avons recours à notre processus d'octroi de crédit avant de prendre la décision de conclure ou non ces ententes, comme nous le faisons à l'égard des prêts. Dans la mesure où nous avons acheté du papier commercial, notre risque lié aux facilités de trésorerie est réduit d'un montant équivalent. Au 31 octobre 2007, le montant net de notre exposition au risque lié au papier commercial que nous détenions, classé dans les titres de négociation, s'élevait à 5 564 millions de dollars (448 millions en 2006).

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons changé la nature des facilités de liquidité que nous offrons à certaines entités de titrisation de nos clients canadiens. Nous leur offrons maintenant des facilités de liquidité de style international qui comportent des critères objectifs quant à la détermination du moment où les liquidités peuvent être utilisées. Auparavant, nous offrions des facilités de liquidité qui étaient liées aux perturbations des marchés et dont les critères étaient plus subjectifs. Le montant contractuel global de ce soutien s'élevait à 31 475 millions de dollars au 31 octobre 2007 (32 603 millions en 2006), dont 20 756 millions étaient liés à des facilités canadiennes, le solde étant lié à des facilités américaines. Au 31 octobre 2007 et 2006, aucune somme n'était utilisée dans le cadre de ces facilités. En 2006, les concours de trésorerie comprenaient un montant de 634 millions de dollars relatif à une facilité de crédit qui a pris fin depuis. Au 31 octobre 2007 et 2006, aucune somme n'était utilisée dans le cadre de ces facilités.

Les instruments dérivés conclus avec ces entités leur permettent de gérer les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et de change. La juste valeur des instruments dérivés conclus avec ces EDDV est comptabilisée dans notre bilan consolidé et représentait un passif dérivé de 20 millions de dollars au 31 octobre 2007 (5 millions en 2006).

Le fait de posséder du papier commercial adossé à des actifs dans deux de ces entités nous a exposés au risque de subir la majorité des pertes prévues, et ces entités ont été consolidées. Au 31 octobre 2007, notre bilan consolidé comportait des actifs de 311 millions de dollars classés dans les autres actifs et du papier commercial d'une valeur de 65 millions de dollars classé dans le passif sous le titre dépôts.

Entités à financement structuré

Nous facilitons le développement de produits de placement par des tiers, y compris de fonds communs de placement, de fiducies d'investissement à participation unitaire et d'autres fonds d'investissement qui visent les investisseurs individuels. Nous concluons des contrats sur instruments dérivés avec ces fonds afin de fournir aux investisseurs le degré de risque qu'ils désirent et couvrir notre risque lié à ces instruments dérivés en investissant dans d'autres fonds. Nous soutenons également des EDDV qui fournissent aux investisseurs un accès à des portefeuilles de créances par l'émission de papier commercial. Nous consolidons ces EDDV lorsque notre participation nous expose à subir la majorité des pertes prévues et/ou nous donne la possibilité de bénéficier de la majorité des rendements résiduels prévus. Le total des actifs et notre risque de perte dans ces EDDV consolidées s'élevaient à 440 millions de dollars au 31 octobre 2007 (470 millions en 2006). Les actifs détenus par les EDDV dans lesquelles nous avons des droits variables importants mais que nous ne consolidons pas totalisaient 2 365 millions de dollars au 31 octobre 2007 (762 millions en 2006). Notre risque de subir les pertes des EDDV relativement à cette activité se limite au montant de notre investissement, qui totalisait 553 millions de dollars au 31 octobre 2007 (216 millions en 2006).

Entités de titrisation de la Banque

Nous utilisons des entités de titrisation de la Banque pour titriser nos prêts hypothécaires canadiens et nos prêts sur cartes de crédit canadiens, soit à des fins de gestion de capital, soit pour obtenir des sources de financement de

substitution. La structure de ces entités restreint les types d'activités qu'elles peuvent entreprendre et les types d'actifs qu'elles peuvent détenir, et leur pouvoir décisionnel est limité. Les actifs détenus par ces entités totalisaient 6 552 millions de dollars au 31 octobre 2007 (6 803 millions en 2006), tous ces actifs étant situés au Canada. Nous ne sommes pas tenus de consolider les entités de titrisation de la Banque. La note 7 contient d'autres renseignements sur nos droits et obligations concernant ces entités. En plus des droits décrits à la note 7, nous fournissons également un soutien de trésorerie aux entités de titrisation de la Banque correspondant à la valeur nominale du papier commercial en cours. Nous avons recours à notre processus d'octroi de crédit avant de prendre la décision de conclure ou non ces engagements, comme nous le faisons à l'égard des prêts. Le montant contractuel global du soutien de trésorerie s'élevait à 5 100 millions et à 5 000 millions de dollars au 31 octobre 2007 et 2006 respectivement. Aucune somme n'était utilisée au 31 octobre 2007 et 2006. Au 31 octobre 2007, nous détenions du papier commercial émis par ces entités pour un montant de 367 millions de dollars.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons changé la nature des facilités de liquidité que nous offrons aux entités de titrisation de la Banque. Nous leur offrons maintenant des facilités de liquidité de style international qui comportent des critères objectifs quant à la détermination du moment où les liquidités peuvent être utilisées.

Les instruments dérivés conclus avec ces entités leur permettent de gérer les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt. La juste valeur des instruments dérivés conclus avec ces entités est comptabilisée dans notre bilan consolidé et représentait un passif dérivé de 52 millions de dollars au 31 octobre 2007 (27 millions en 2006).

Entités de gestion d'instruments de crédit

Les entités de gestion d'instruments de crédit offrent des possibilités d'investissement dans des portefeuilles de créances sur mesure et diversifiés dans plusieurs catégories d'actifs et de cotes. Nous percevons des frais pour la gestion de ces portefeuilles.

Nous détenons des droits dans des entités de gestion de placements structurés de premier ordre et nous agissons à titre de gestionnaire d'actifs. Les actifs qui sont détenus par ces entités totalisaient 22 754 millions de dollars au 31 octobre 2007 (28 892 millions en 2006).

Notre risque de perte est lié à nos investissements dans ces entités, aux contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec elles et au soutien de trésorerie que nous leur fournissons sous forme de lettres de crédit de soutien, d'engagements de crédit ferme ou d'achat de leurs titres de créance de premier rang. Notre investissement dans les billets de capital de ces entités de gestion de placements structurés, qui est comptabilisé dans les titres disponibles à la vente inscrits à notre bilan consolidé, s'élevait à 53 millions de dollars au 31 octobre 2007 (76 millions en 2006). Nous avons fourni un engagement de financement de 1,3 milliard de dollars pour l'achat de billets de premier rang émis par les entités de gestion de placements structurés. Au 31 octobre 2007, une somme de 350 millions de dollars était utilisée et incluse dans le montant des titres disponibles à la vente. Le montant contractuel global des lettres de crédit dans le cadre des concours de trésorerie s'élevait à 221 millions de dollars au 31 octobre 2007 (184 millions en 2006); aucune somme n'était utilisée au 31 octobre 2007 et 2006. La juste valeur des contrats sur instruments dérivés conclus avec ces entités est comptabilisée dans notre bilan consolidé et représentait un passif dérivé de 11 millions de dollars au 31 octobre 2007 (18 millions en 2006). Nous ne sommes pas tenus de consolider ces entités de gestion de placements structurés. Postérieurement à l'exercice terminé le 31 octobre 2007, 904 millions de dollars additionnels étaient utilisés dans le cadre de l'engagement de financement pour l'achat de titres de créance de premier rang émis par ces entités.

Fiducies relatives à la rémunération

Nous avons constitué des fiducies afin d'administrer le régime d'actionnariat de nos employés. En vertu de ce régime, lorsqu'un employé choisit d'affecter une partie de son salaire brut à l'achat de nos actions ordinaires, nous y ajoutons une somme égale à 50 % de sa cotisation. Les sommes que nous versons ainsi sont placées dans des fiducies qui achètent nos actions sur le marché libre en vue d'effectuer le versement aux employés lorsque ceux-ci y auront droit en vertu du régime. Les actifs détenus par nos fiducies relatives à la rémunération totalisaient 825 millions de dollars au 31 octobre 2007 (890 millions en 2006). Nous ne sommes pas tenus de consolider ces fiducies relatives à la rémunération et nous n'avons aucun risque de perte lié à ces fiducies.

Fiducies de capital

La Fiducie de billets secondaires BMO a été créée en 2007 pour l'émission de billets secondaires de la fiducie, série A, d'une valeur totale de 800 millions de dollars. La fiducie a utilisé le produit de l'offre pour acheter un billet de dépôt de premier rang de la Banque. Nous ne sommes pas tenus de consolider cette fiducie. Pour de plus amples renseignements sur les billets secondaires émis par cette fiducie, voir la note 18.

Nous fournissons aussi à cette fiducie un soutien de trésorerie de 30 millions de dollars. Au 31 octobre 2007, 5 millions de dollars avaient été utilisés.

La Fiducie de capital BMO a été créée pour l'émission des titres Fiducie de capital BMO (appelés BOaTS). Au 31 octobre 2007, l'actif de la fiducie s'établissait à 3 140 millions de dollars (3 180 millions en 2006). Cette fiducie est une EDDV que nous sommes tenus de consolider. Pour de plus amples renseignements sur les BOaTS, voir la note 19.

Autres EDDV

Nous avons des liens avec d'autres entités qui sont susceptibles d'être des EDDV. Ces liens peuvent consister, par exemple, à agir comme contrepartie d'instruments dérivés, fournisseur de liquidités, investisseur, gestionnaire de fonds ou fiduciaire. Ces activités ne nous exposent pas au risque de subir la majorité des pertes prévues de ces EDDV ou ne nous donnent pas la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus. Par conséquent, nous ne sommes pas tenus de consolider ces EDDV. Les transactions avec ces EDDV sont effectuées aux taux du marché et chaque décision de crédit ou d'investissement repose sur l'analyse de l'EDDV concernée et tient compte de la qualité des actifs sous-jacents. Nous comptabilisons et présentons ces transactions de la même façon que les autres transactions. Par exemple, les contrats sur instruments dérivés sont comptabilisés conformément à notre convention comptable concernant les instruments dérivés, telle qu'elle est énoncée à la note 9. Les facilités de crédit sont décrites à la note 6.

Note 9 : Instruments dérivés

Modification de la convention comptable

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'ICCA concernant les instruments dérivés de couverture. En vertu des nouvelles règles, nous devons comptabiliser tous nos instruments dérivés de couverture à leur juste valeur. Avant le 1^{er} novembre 2006, nous comptabilisions les instruments dérivés qui répondaient aux conditions de la comptabilité de couverture selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les types de relations de couverture qui répondent aux conditions de la comptabilité de couverture n'ont pas changé en vertu des nouvelles règles. Nous continuerons à désigner nos couvertures comme des couvertures de flux de trésorerie ou comme des couvertures de la juste valeur.

Les variations de la juste valeur des instruments dérivés de couverture sont soit compensées dans notre état consolidé des résultats par les variations de la juste valeur des risques couverts, soit comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu, au poste gain (perte) non réalisé sur couvertures de flux de trésorerie. Si la variation de la juste valeur de l'instrument dérivé n'est pas entièrement compensée par la variation de la juste valeur de l'élément qu'il couvre, la différence est constatée immédiatement dans notre état consolidé des résultats.

Les instruments dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée de changements sous-jacents dans les taux d'intérêt, taux de change ou autres prix ou indices du marché des capitaux ou des produits de base.

Les instruments dérivés sont des contrats qui se négocient sur les marchés boursiers réglementés ou sur le marché hors cote. Nous utilisons ces instruments à des fins de négociation ainsi que pour gérer nos risques, principalement les risques liés aux fluctuations des taux de change et d'intérêt, dans le cadre de notre programme de gestion des actifs et des passifs.

Types d'instruments dérivés

Swaps

Le swap est un contrat entre deux parties visant l'échange d'une série de flux de trésorerie. Les divers contrats de swaps que nous concluons sont les suivants :

Swap de taux d'intérêt – les contreparties s'échangent habituellement des versements d'intérêts à taux fixe et variable, fondés sur une valeur nominale de référence dans une même devise.

Swap de devises – les contreparties s'échangent des versements d'intérêts à taux fixe et des montants en capital dans des devises différentes.

Swap de taux d'intérêt et de devises – les contreparties s'échangent des versements d'intérêts à taux fixe et variable et des montants en capital dans des devises différentes.

Swap de produits de base – les contreparties s'échangent généralement des versements à taux fixe et variable, fondés sur la valeur nominale de référence d'un seul produit de base.

Swap d'actions – les contreparties s'échangent le rendement d'une action ou d'un groupe d'actions contre le rendement fondé sur un taux d'intérêt fixe ou variable ou le rendement d'une autre action ou d'un autre groupe d'actions.

Swap sur défaillance – une contrepartie verse des frais à l'autre contrepartie pour que cette dernière accepte de faire un paiement si un incident de crédit survient, comme une faillite ou un défaut de paiement.

Swap sur rendement total – une contrepartie accepte de payer à l'autre contrepartie ou de recevoir d'elle des sommes en espèces dont le montant est fonction des variations de la valeur d'un actif ou d'un groupe d'actifs de

référence, y compris les rendements comme l'intérêt gagné sur ces actifs, en échange de sommes dont le montant est fonction des taux de financement en vigueur sur le marché.

Les principaux risques liés à ces instruments proviennent de notre exposition aux fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change, de la qualité du crédit, de la valeur des titres ou des prix des produits de base, selon le cas, ainsi que de l'incapacité éventuelle des contreparties à respecter les modalités des contrats.

Contrats à terme de gré à gré et contrats à terme standardisés

Le contrat à terme de gré à gré et le contrat à terme standardisé sont des ententes contractuelles portant sur la vente ou l'achat d'un montant déterminé d'une devise, d'un produit de base, d'un instrument financier sensible aux taux d'intérêt ou d'un titre à un prix et à une date prédéterminés. Le contrat à terme de gré à gré est un contrat sur mesure négocié sur le marché hors cote. Le contrat à terme standardisé se négocie selon des montants préétablis sur des marchés réglementés et fait l'objet d'une marge de sécurité quotidienne.

Les principaux risques liés à ces instruments proviennent de l'incapacité éventuelle des contreparties des marchés hors cote à respecter les modalités des contrats, ainsi que des mouvements des prix des produits de base, de la valeur des titres, des taux d'intérêt et des taux de change, selon le cas.

Options

L'option est un contrat donnant à l'acheteur le droit mais non l'obligation d'acheter ou de vendre un montant déterminé d'une devise, d'un produit de base, d'un instrument financier sensible aux taux d'intérêt ou d'un titre à une date prédéterminée ou à n'importe quel moment dans une période préétablie.

Dans le cas d'une option que nous vendons, l'acheteur nous verse une prime pour que nous acceptions un risque de marché.

Dans le cas d'une option que nous achetons, nous versons une prime pour le droit d'exercer l'option. Comme nous ne sommes pas tenus d'exercer l'option, le risque principal auquel nous sommes exposés est un risque potentiel de crédit dans l'éventualité où le vendeur, aux termes d'un contrat négocié sur le marché hors cote, ne s'acquitterait pas de ses obligations contractuelles.

Les contrats assortis de taux plafonds, de fourchettes et de taux planchers sont des types particuliers d'options position vendeur et position acheteur. Il s'agit de contrats en vertu desquels le vendeur s'engage à verser à l'acheteur, selon un montant nominal de référence donné, la différence entre le taux du marché et le taux stipulé au contrat. Le vendeur reçoit une prime pour la vente de cet instrument.

Utilisations des instruments dérivés

Instruments dérivés de négociation

Les instruments dérivés de négociation sont des instruments conclus avec des clients afin d'aider ces derniers à gérer leur risque, ou des instruments contractés afin de nous permettre de générer des revenus de négociation à partir de positions prises pour notre propre compte, ou certains instruments qui ne répondent pas aux conditions de la comptabilité de couverture (couvertures économiques).

Nous procédons au montage et à la commercialisation de produits dérivés pour les clients afin de permettre à ces derniers de transférer, de modifier ou de réduire les risques existants ou probables.

Les activités effectuées pour notre propre compte comprennent la tenue de marchés, le positionnement et les opérations d'arbitrage. La tenue de marché consiste à offrir des cours acheteurs et vendeurs à d'autres participants du marché dans le but de générer des revenus en fonction des écarts et des

volumes. Le positionnement consiste à gérer des positions exposées au risque du marché, dans l'intention de profiter des mouvements favorables des cours, des taux ou des indices. Les opérations d'arbitrage consistent à détecter des différences de prix entre marchés et entre produits, et à en tirer profit.

Nous pouvons aussi effectuer, pour notre propre compte, des opérations portant sur divers instruments du marché financier et instruments dérivés qui, prises dans leur ensemble, sont conçues pour nous permettre de tirer parti des changements prévus dans les facteurs du marché.

Les instruments dérivés de négociation sont comptabilisés à leur juste valeur. Les gains et les pertes, réalisés ou non, sont portés aux revenus de négociation dans notre état consolidé des résultats. Les gains non réalisés sur instruments dérivés de négociation sont inscrits à notre bilan consolidé au poste instruments dérivés de l'actif, et les pertes non réalisées le sont au poste instruments dérivés du passif.

Instruments dérivés de couverture

Conformément à notre stratégie de gestion du risque, nous concluons divers contrats sur instruments dérivés pour couvrir nos risques liés aux taux d'intérêt et aux devises.

Risques couverts

Risque de taux d'intérêt

Nous gérons le risque de taux d'intérêt au moyen de swaps de taux d'intérêt et d'options, qui sont liés, tout en l'ajustant, à la sensibilité aux taux d'intérêt d'un actif ou d'un passif spécifique, d'une transaction spécifique prévue, d'un engagement ferme spécifique, ou d'un regroupement spécifique de transactions ayant les mêmes caractéristiques de risque.

Pour qu'un instrument dérivé portant sur les taux d'intérêt puisse être considéré comme un instrument de couverture, la relation de couverture doit être désignée comme telle et dûment documentée lors de sa création. Les documents doivent faire état de l'objectif et de la stratégie de gestion du risque propre à la couverture, en précisant l'actif, le passif ou les flux de trésorerie qui font l'objet de la couverture, ainsi que la manière dont l'efficacité est évaluée. Les variations de la juste valeur de l'instrument dérivé doivent être très efficaces pour compenser soit les variations de la juste valeur des éléments inscrits au bilan, soit celles du montant des flux de trésorerie futurs.

L'efficacité de ces instruments de couverture est évaluée lors de la création de la relation de couverture et régulièrement par la suite, de manière rétrospective et prospective, en utilisant principalement des mesures statistiques quantitatives de corrélation. Toute inefficacité de la relation de couverture est constatée dans le revenu autre que d'intérêts, au poste autres, dans l'état consolidé des résultats, lorsqu'elle se produit.

Couvertures de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie modifient le risque lié à la variabilité des flux de trésorerie pour les instruments productifs d'intérêt à taux variable ou l'émission prévue de passifs à taux fixe. Nos couvertures de flux de trésorerie, qui ont une durée maximale de 13 ans, sont principalement des couvertures de dépôts et de prêts aux entreprises et aux particuliers à taux variable.

En vertu des nouvelles règles, nous continuerons à comptabiliser les intérêts à recevoir ou à payer sur les instruments dérivés comme un rajustement du revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions inscrit à notre état consolidé des résultats, sur la durée de la couverture.

Dans la mesure où les variations de la juste valeur de l'instrument dérivé compensent les variations de la juste valeur de l'instrument couvert, elles sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu. Toute partie des variations de la juste valeur de l'instrument dérivé qui ne compense pas les variations de la juste valeur de l'instrument couvert (l'inefficacité de la couverture) est portée directement au revenu autre que d'intérêts, au poste autres, dans notre état consolidé des résultats. Les pertes sur la partie inefficace de nos couvertures de flux de trésorerie totalisaient moins de 1 million de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007.

Dans le cas des couvertures de flux de trésorerie qui sont interrompues avant la fin de la durée initiale, les gains ou les pertes non réalisés comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu sont amortis par imputation au revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions dans notre état consolidé des résultats au moment où l'élément couvert a une incidence sur les résultats. Si l'élément couvert est vendu ou réglé, la totalité des gains ou des pertes non réalisés est constatée dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, dans l'état consolidé des résultats. Le montant de la perte comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu que nous prévoyons reclasser dans l'état consolidé des résultats au cours des douze prochains mois s'élève à 64 millions de dollars (42 millions après impôts). Ce montant sera compensé

par une hausse du revenu net d'intérêts provenant des actifs et des passifs qui ont fait l'objet de couvertures.

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons réévalué nos instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie à la juste valeur. La partie de la juste valeur qui compensait la juste valeur de l'élément couvert était un gain de 8 millions de dollars (5 millions après impôts) et elle a été comptabilisée dans le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu. La partie inefficace des couvertures des flux de trésorerie qui a été comptabilisée dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis totalisait moins de 1 million de dollars. Nous avons aussi reclassé, dans le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu, des pertes reportées relatives à des couvertures de flux de trésorerie interrompues avant le 1^{er} novembre 2006, pour un montant de 86 millions de dollars (56 millions après impôts), pertes qui étaient jusqu'alors comptabilisées dans les actifs divers.

Couvertures de la juste valeur

Les couvertures de la juste valeur modifient le risque lié aux variations de la juste valeur des instruments à taux fixe causées par les variations de taux d'intérêt. Ces couvertures transforment des actifs et passifs à taux fixe en actifs et passifs à taux variable. Nos couvertures de la juste valeur comprennent des couvertures de prêts aux entreprises et aux particuliers, de titres, de dépôts et de dette subordonnée à taux fixe.

En vertu des nouvelles règles, nous continuerons à comptabiliser les intérêts à recevoir ou à payer sur les instruments dérivés comme un rajustement du revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions inscrit à notre état consolidé des résultats, sur la durée de la couverture.

Dans le cas des couvertures de la juste valeur, non seulement l'instrument dérivé de couverture est comptabilisé à sa juste valeur, mais les actifs et passifs à taux fixe qui font partie de la relation de couverture sont rajustés en fonction des variations de la valeur du risque qui est couvert (quasi juste valeur). Dans la mesure où les variations de la juste valeur de l'instrument dérivé ne neutralisent pas les variations du rajustement de la quasi juste valeur de l'élément couvert (l'inefficacité de la couverture), le montant net est porté directement au revenu autre que d'intérêts, au poste autres, dans l'état consolidé des résultats. Les gains sur la partie inefficace de nos couvertures de la juste valeur totalisaient 1 million de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007.

Dans le cas des couvertures de la juste valeur qui sont interrompues, nous cessons de rajuster l'élément couvert à la quasi juste valeur. Le rajustement à la quasi juste valeur de l'élément couvert est comptabilisé comme un rajustement du revenu ou des frais d'intérêts relatifs à cet élément, sur le reste de sa durée. Si l'élément couvert est vendu ou réglé, tout rajustement à la quasi juste valeur est inclus dans la détermination du gain ou de la perte découlant de la vente ou du règlement. Nous n'avons couvert aucun engagement au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007.

Lorsque nous avons réévalué à la juste valeur nos instruments dérivés de couverture de la juste valeur, le 1^{er} novembre 2006, nous avons rajusté en conséquence la valeur comptable des éléments que nous couvrons avec ces instruments dérivés (rajustement à la quasi juste valeur). La différence entre ces deux montants a été comptabilisée dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis et totalisait moins de 1 million de dollars. Le 1^{er} novembre 2006, nous avons aussi reclassé des montants reportés relatifs à des couvertures de la juste valeur interrompues avant le 1^{er} novembre 2006, montants qui étaient jusqu'alors comptabilisés dans les actifs divers, afin de rajuster la valeur comptable des éléments qui étaient auparavant couverts. Les rajustements à la quasi juste valeur relatifs à ces deux opérations étaient constitués d'une augmentation des prêts de 3 millions de dollars, d'une augmentation des dépôts de 38 millions de dollars, d'une augmentation de la dette subordonnée de 9 millions de dollars et d'une augmentation des actifs divers de 6 millions de dollars.

Risque de change

Nous gérons le risque de change au moyen de swaps de devises. Les swaps de devises sont comptabilisés à la valeur de marché et les gains et pertes, réalisés ou non, sont portés au revenu autre que d'intérêts, conformément au traitement comptable des gains et pertes sur l'élément faisant l'objet de la couverture économique.

Périodiquement, nous utilisons aussi des contrats de change à terme pour couvrir nos bénéfices en dollars américains, afin de réduire au minimum les fluctuations de nos bénéfices en dollars canadiens causées par la conversion de nos bénéfices réalisés en dollars américains. Ces contrats sont comptabilisés à leur juste valeur et les gains et pertes sont portés au revenu autre que d'intérêts, au poste revenus de change, autres que de négociation.

Instruments dérivés incorporés

À l'occasion, nous achetons ou émettons des instruments financiers qui contiennent des instruments dérivés incorporés. L'instrument incorporé est séparé du contrat hôte et comptabilisé à la juste valeur si les caractéristiques économiques de l'instrument dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte, si les modalités de l'instrument dérivé incorporé sont les mêmes que celles d'un instrument dérivé autonome et si le contrat composé n'est pas détenu à des fins de négociation ou désigné comme étant comptabilisé à la juste valeur. Dans la mesure où nous ne pouvons pas identifier et mesurer de manière fiable l'instrument dérivé incorporé, le contrat est comptabilisé dans sa totalité à la juste valeur, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans le revenu net. Les instruments dérivés incorporés liés à des titres de participation sont comptabilisés séparément de l'instrument financier hôte.

Juste valeur

La juste valeur représente des estimations ponctuelles qui sont susceptibles de changer dans d'autres périodes, en raison des conditions du marché ou d'autres facteurs. La juste valeur des instruments dérivés négociés en bourse est établie selon la valeur à la cote sur les marchés d'instruments dérivés. La juste valeur des instruments dérivés négociés sur le marché hors cote est établie à l'aide de prix multisources ou de méthodes d'évaluation à coupon zéro, rajustés pour tenir compte des risques en matière de crédit, de modèles et de liquidités ainsi que des coûts administratifs. Les courbes à coupon zéro sont tracées au moyen de techniques d'évaluation généralement reconnues, d'après les instruments sous-jacents tels que des espèces, des obligations et des contrats à terme standardisés observables sur le marché. Les fluctuations implicites des options, qui sont utilisées dans le modèle d'évaluation, sont obtenues directement de données du marché ou calculées d'après les cours du marché.

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur de nos instruments financiers dérivés :

(en millions de dollars canadiens)	2007			2006		
	Actifs bruts	Passifs bruts	Montant net	Actifs bruts	Passifs bruts	Montant net
Négociation						
Contrats de taux d'intérêt						
Swaps	7 273 \$	(7 697)\$	(424)\$	7 335 \$	(7 929)\$	(594)\$
Contrats à terme de gré à gré	13	(8)	5	114	(79)	35
Contrats à terme standardisés	33	(10)	23	24	(3)	21
Options achetées	1 084	(1)	1 083	1 274	–	1 274
Options vendues	–	(988)	(988)	–	(1 144)	(1 144)
Contrats de change						
Swaps de devises	1 997	(1 239)	758	1 408	(930)	478
Swaps de taux d'intérêt et de devises	7 203	(7 562)	(359)	3 076	(2 934)	142
Contrats de change à terme	4 842	(5 246)	(404)	797	(1 059)	(262)
Options achetées	262	–	262	67	–	67
Options vendues	–	(158)	(158)	–	(73)	(73)
Contrats sur produits de base						
Swaps	2 220	(1 988)	232	3 713	(3 486)	227
Options achetées	5 628	–	5 628	12 115	–	12 115
Options vendues	–	(5 374)	(5 374)	–	(12 684)	(12 684)
Contrats sur titres de participation	1 318	(2 458)	(1 140)	312	(920)	(608)
Contrats de crédit	642	(570)	72	169	(188)	(19)
Juste valeur totale/valeur comptable totale – instruments dérivés de négociation	32 515 \$	(33 299)\$	(784)\$	30 404 \$	(31 429)\$	(1 025)\$
Juste valeur moyenne 1)	33 817 \$	(34 629)\$	(812)\$	31 300 \$	(30 142)\$	1 158 \$
Couverture						
Contrats de taux d'intérêt						
Couvertures de flux de trésorerie – swaps	60 \$	(176)\$	(116)\$	63 \$	(117)\$	(54)\$
Couvertures de la juste valeur – swaps	10	(109)	(99)	7	(1)	6
Total des swaps	70 \$	(285)\$	(215)\$	70 \$	(118)\$	(48)\$
Couvertures de flux de trésorerie – options achetées	– \$	– \$	– \$	7 \$	– \$	7 \$
Total des options achetées	– \$	– \$	– \$	7 \$	– \$	7 \$
Couvertures de flux de trésorerie – options vendues	– \$	– \$	– \$	– \$	(9)\$	(9)\$
Juste valeur totale – instruments dérivés de couverture 2)	70 \$	(285)\$	(215)\$	77 \$	(127)\$	(50)\$
Valeur comptable totale – instruments dérivés de couverture	70 \$	(285)\$	(215)\$	7 \$	(17)\$	(10)\$
Juste valeur moyenne 1)	69 \$	(266)\$	(197)\$	133 \$	(222)\$	(89)\$
Juste valeur totale	32 585 \$	(33 584)\$	(999)\$	30 481 \$	(31 556)\$	(1 075)\$
Moins : incidence des contrats cadres de compensation des soldes	(16 403)\$	16 403 \$	– \$	(16 644)\$	16 644 \$	– \$
Total	16 182 \$	(17 181)\$	(999)\$	13 837 \$	(14 912)\$	(1 075)\$

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

- 1) La juste valeur moyenne est calculée selon la méthode des moyennes mobiles sur cinq trimestres.
- 2) La juste valeur des instruments dérivés de couverture compense totalement ou partiellement les changements de la juste valeur des instruments financiers connexes inscrits au bilan ou des flux de trésorerie futurs.

Les actifs sont présentés après déduction des passifs envers les clients lorsque nous avons un droit exécutoire de compensation des montants et que nous avons l'intention de régler les contrats selon le solde net.

Les contrats de change ne comprenaient aucune somme liée à des contrats sur l'or au 31 octobre 2007 et 2006.

Le tableau ci-dessous présente les instruments dérivés inscrits à notre bilan consolidé :

(en millions de dollars canadiens)	Actifs		Passifs	
	2007	2006	2007	2006
Juste valeur des instruments dérivés de négociation	32 515 \$	30 404 \$	33 299 \$	31 429 \$
Juste valeur des instruments dérivés de couverture	70	–	285	–
Valeur comptable des instruments dérivés de couverture	–	7	–	17
Total	32 585 \$	30 411 \$	33 584 \$	31 446 \$

Montants nominaux de référence

Les montants nominaux de référence de nos instruments dérivés représentent le montant auquel un taux ou un prix s'applique pour calculer la somme en espèces qui doit être échangée en vertu du contrat. Les montants nominaux de référence ne constituent pas des actifs ni des passifs et ne sont donc pas inscrits à notre bilan consolidé.

(en millions de dollars canadiens)

2007

2006

	Couverture				Couverture			
	Négociation	Flux de trésorerie	Juste valeur	Total	Négociation	Flux de trésorerie	Juste valeur	Total
Contrats de taux d'intérêt								
Marchés hors cote								
Swaps	1 075 495 \$	21 644 \$	5 381 \$	1 102 520 \$	932 782 \$	24 348 \$	627 \$	957 757 \$
Contrats à terme de gré à gré	60 042	–	–	60 042	331 270	–	–	331 270
Options achetées	114 446	–	–	114 446	109 737	4 507	–	114 244
Options vendues	161 813	–	–	161 813	129 333	–	–	129 333
	1 411 796	21 644	5 381	1 438 821	1 503 122	28 855	627	1 532 604
Marchés réglementés								
Contrats à terme standardisés	77 736	–	–	77 736	204 507	–	–	204 507
Options achetées	91 909	–	–	91 909	159 975	–	–	159 975
Options vendues	56 593	–	–	56 593	141 475	–	359	141 834
	226 238	–	–	226 238	505 957	–	359	506 316
Total des contrats de taux d'intérêt	1 638 034	21 644	5 381	1 665 059	2 009 079	28 855	986	2 038 920
Contrats de change								
Marchés hors cote								
Swaps de devises	10 870	–	–	10 870	10 489	–	–	10 489
Swaps de taux d'intérêt et de devises	92 960	–	–	92 960	72 316	–	–	72 316
Contrats de change à terme	154 142	–	–	154 142	112 740	–	–	112 740
Options achetées	6 024	–	–	6 024	7 117	–	–	7 117
Options vendues	8 213	–	–	8 213	7 812	–	–	7 812
	272 209	–	–	272 209	210 474	–	–	210 474
Marchés réglementés								
Contrats à terme standardisés	1 119	–	–	1 119	896	–	–	896
Options achetées	3 346	–	–	3 346	3 654	–	–	3 654
Options vendues	998	–	–	998	372	–	–	372
	5 463	–	–	5 463	4 922	–	–	4 922
Total des contrats de change	277 672	–	–	277 672	215 396	–	–	215 396
Contrats sur produits de base								
Marchés hors cote								
Swaps	49 759	–	–	49 759	65 030	–	–	65 030
Options achetées	59 304	–	–	59 304	96 479	–	–	96 479
Options vendues	59 582	–	–	59 582	89 796	–	–	89 796
	168 645	–	–	168 645	251 305	–	–	251 305
Marchés réglementés								
Contrats à terme standardisés	49 788	–	–	49 788	55 339	–	–	55 339
Options achetées	202 573	–	–	202 573	161 478	–	–	161 478
Options vendues	200 491	–	–	200 491	172 790	–	–	172 790
	452 852	–	–	452 852	389 607	–	–	389 607
Total des contrats sur produits de base	621 497	–	–	621 497	640 912	–	–	640 912
Contrats sur titres de participation								
Marchés hors cote	30 303	–	–	30 303	23 372	–	–	23 372
Marchés réglementés	9 097	–	–	9 097	8 692	–	–	8 692
Total des contrats sur titres de participation	39 400	–	–	39 400	32 064	–	–	32 064
Contrats de crédit								
Marchés hors cote	90 656	–	–	90 656	52 395	–	–	52 395
Total	2 667 259 \$	21 644 \$	5 381 \$	2 694 284 \$	2 949 846 \$	28 855 \$	986 \$	2 979 687 \$

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Les montants nominaux de référence comprennent un montant de 224 millions de dollars au 31 octobre 2007 (935 millions en 2006) relativement au programme de certificats de dépôts liés aux contrats à terme standardisés gérés. Les risques liés à ces instruments sont négociés pour le compte des clients, tous les gains et les pertes étant affectés à leurs comptes.

Au 31 octobre 2007, les contrats de change comprenaient une somme de 1 million de dollars liée à des contrats sur l'or (aucune somme en 2006).

Risque de crédit lié aux instruments dérivés

Les instruments dérivés négociés sur le marché hors cote représentent un risque de crédit. Le risque de crédit découle de la possibilité que les contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations. Le risque de crédit lié à un instrument dérivé représente habituellement une petite fraction du montant nominal de référence de l'instrument en question. De façon générale, les contrats sur instruments dérivés peuvent nous exposer à des pertes si l'évolution des taux du marché influe défavorablement sur la position d'une contrepartie et que cette contrepartie manque à ses obligations de paiement. Le risque de crédit est représenté par la juste valeur positive de l'instrument dérivé. Nous nous efforçons de limiter le risque de crédit en faisant affaire avec des contreparties que nous considérons solvables et nous gérons notre risque de crédit lié aux instruments dérivés selon le même processus de gestion du risque de crédit que nous appliquons aux prêts et aux autres formes de crédit.

Nous cherchons également d'autres moyens de réduire notre risque de crédit lié aux instruments dérivés, notamment en concluant des contrats cadres de compensation des soldes. Ces contrats cadres permettent d'éliminer le risque de crédit lié aux contrats favorables, dans la mesure où les contrats défavorables conclus avec la même contrepartie ne peuvent être réglés avant les contrats favorables.

Les instruments dérivés négociés sur les marchés boursiers réglementés ne comportent aucun risque de crédit, car ils sont réglés sur une base nette avec chaque bourse.

Les expressions suivantes sur le risque de crédit sont utilisées dans le tableau ci-dessous :

Valeur de remplacement : Ce qu'il en coûte pour remplacer, au cours du marché, tous les contrats qui ont une juste valeur positive. Ce chiffre représente en fait les gains non réalisés sur nos instruments dérivés. La valeur de remplacement indiquée dans le tableau ci-dessous a été établie après déduction de l'actif et du passif envers une contrepartie en particulier, lorsque nous avons un droit exécutoire de compenser le montant qui nous est dû par le montant que nous devons et que nous avons l'intention soit de procéder au règlement sur une base nette, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Risque de crédit équivalent : Le total de la valeur de remplacement, majoré d'un montant représentant le risque de crédit potentiel, conformément aux règles de suffisance du capital édictées par le Surintendant des institutions financières du Canada.

Solde pondéré en fonction du risque : Le risque de crédit équivalent pondéré en fonction de la solvabilité de la contrepartie, tel qu'il est stipulé par le Surintendant des institutions financières du Canada.

	2007			2006		
	Valeur de remplacement	Risque de crédit équivalent	Solde pondéré en fonction du risque	Valeur de remplacement	Risque de crédit équivalent	Solde pondéré en fonction du risque
Contrats de taux d'intérêt						
Swaps	7 343 \$	13 314 \$	2 959 \$	7 405 \$	12 491 \$	2 858 \$
Contrats à terme de gré à gré	13	13	4	114	125	27
Options achetées	1 050	1 352	305	1 257	1 620	363
Total des contrats de taux d'intérêt	8 406	14 679	3 268	8 776	14 236	3 248
Contrats de change						
Swaps de devises	1 997	2 650	764	1 408	2 041	548
Swaps de taux d'intérêt et de devises	7 203	11 560	2 132	3 076	6 478	1 179
Contrats de change à terme	4 842	6 311	1 624	797	2 233	595
Options achetées	244	318	121	63	129	44
Total des contrats de change	14 286	20 839	4 641	5 344	10 881	2 366
Contrats sur produits de base						
Swaps	2 220	8 535	3 016	3 713	11 532	4 130
Options achetées	3 056	10 457	3 419	5 717	16 012	5 483
Total des contrats sur produits de base	5 276	18 992	6 435	9 430	27 544	9 613
Contrats sur titres de participation						
	1 318	2 902	902	312	1 963	662
Contrats de crédit						
	642	4 721	1 134	169	2 372	542
Total des instruments dérivés	29 928	62 133	16 380	24 031	56 996	16 431
Incidence des contrats cadres de compensation des soldes	(16 403)	(29 541)	(7 467)	(16 644)	(30 655)	(8 889)
Total	13 525 \$	32 592 \$	8 913 \$	7 387 \$	26 341 \$	7 542 \$

Le total de 2006 comprend des gains non réalisés sur instruments de couverture, que nous avons inscrits au bilan consolidé selon la méthode de la comptabilité d'exercice plutôt qu'en fonction de la valeur de marché. La valeur de marché excédait la valeur comptable de ces éléments de 70 millions de dollars au 31 octobre 2006. Le total des instruments dérivés et l'incidence des contrats cadres

de compensation des soldes relatifs à la valeur de remplacement ne comprennent pas les instruments dérivés négociés sur les marchés boursiers réglementés qui ont une juste valeur positive, soit 2 657 millions de dollars au 31 octobre 2007 (6 450 millions en 2006).

Les transactions sont effectuées avec des contreparties de régions et de secteurs d'activité divers. Le tableau suivant fait état de la valeur de remplacement des contrats des clients par pays (avant l'incidence des contrats cadres de compensation des soldes), établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé :

	2007		2006	
	Valeur de remplacement	%	Valeur de remplacement	%
Canada	11 686 \$	39 %	6 598 \$	28 %
États-Unis	10 867	36	11 402	47
Autres pays 1)	7 375	25	6 031	25
Total	29 928 \$	100 %	24 031 \$	100 %

1) Aucun autre pays ne représentait 10 % ou plus de la valeur de remplacement en 2007 et en 2006.

Les transactions sont effectuées avec des contreparties de divers secteurs d'activité. Le tableau suivant fait état de la valeur de remplacement des contrats par secteur d'activité (avant l'incidence des contrats cadres de compensation des soldes) :

(en millions de dollars canadiens)	Contrats de taux d'intérêt		Contrats de change		Contrats sur produits de base		Contrats sur titres de participation		Contrats de crédit	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Institutions financières	7 423 \$	7 425 \$	7 318 \$	2 105 \$	2 602 \$	4 908 \$	929 \$	119 \$	540 \$	163 \$
Ressources naturelles	7	18	175	58	1 368	4 371	—	—	—	—
Administrations publiques	360	585	3 411	1 953	42	12	—	—	—	—
Autres	616	748	3 382	1 228	1 264	139	389	193	102	6
Total	8 406 \$	8 776 \$	14 286 \$	5 344 \$	5 276 \$	9 430 \$	1 318 \$	312 \$	642 \$	169 \$

Terme à courir

Les échéances de nos contrats sur instruments dérivés varient. Le tableau suivant présente les termes à courir relativement aux montants nominaux de référence de nos contrats sur instruments dérivés :

(en millions de dollars canadiens)	Terme à courir					Total des montants nominaux de référence	Total des montants nominaux de référence
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	De 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans		
Contrats de taux d'intérêt							
Swaps	316 453 \$	305 193 \$	243 463 \$	191 922 \$	45 489 \$	1 102 520 \$	957 757 \$
Contrats à terme de gré à gré, contrats à terme standardisés et options	436 129	75 328	30 886	18 077	2 119	562 539	1 081 163
Total des contrats de taux d'intérêt	752 582	380 521	274 349	209 999	47 608	1 665 059	2 038 920
Contrats de change							
Swaps de devises	1 056	1 015	2 720	3 698	2 381	10 870	10 489
Swaps de taux d'intérêt et de devises	24 179	23 175	18 400	21 814	5 392	92 960	72 316
Contrats de change à terme, contrats à terme standardisés et options	158 140	7 578	7 541	544	39	173 842	132 591
Total des contrats de change	183 375	31 768	28 661	26 056	7 812	277 672	215 396
Contrats sur produits de base							
Swaps	29 018	16 473	3 109	840	319	49 759	65 030
Contrats à terme standardisés et options	377 493	158 758	35 467	20	—	571 738	575 882
Total des contrats sur produits de base	406 511	175 231	38 576	860	319	621 497	640 912
Contrats sur titres de participation	30 793	2 371	3 189	2 181	866	39 400	32 064
Contrats de crédit	10 994	24 928	38 779	15 116	839	90 656	52 395
Montant nominal de référence total	1 384 255 \$	614 819 \$	383 554 \$	254 212 \$	57 444 \$	2 694 284 \$	2 979 687 \$

Note 10 : Bureaux et matériel

Nous comptabilisons l'ensemble des bureaux et du matériel au coût moins l'amortissement cumulé, sauf les terrains, qui sont comptabilisés au coût. Les immeubles, le matériel informatique, les logiciels, l'autre matériel et les améliorations locatives sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'actif. Voici les durées de vie utile estimatives maximales que nous utilisons pour amortir nos actifs :

Immeubles	40 ans
Matériel informatique et logiciels	15 ans
Autre matériel	10 ans
Améliorations locatives	Durée du bail, jusqu'à un maximum de 10 ans

(en millions de dollars canadiens)	2007			2006
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable	
Terrains	148 \$	— \$	148 \$	179 \$
Immeubles	1 162	581	581	595
Matériel informatique et logiciels	2 782	1 995	787	829
Autre matériel	664	493	171	174
Améliorations locatives	699	406	293	270
Total	5 455 \$	3 475 \$	1 980 \$	2 047 \$

Pour les exercices terminés le 31 octobre 2007, 2006 et 2005, la charge d'amortissement se chiffrait respectivement à 390 millions, à 360 millions et à 377 millions de dollars.

Les gains et les pertes sur cession sont inclus dans le revenu autre que d'intérêts, au poste autres, dans notre état consolidé des résultats.

Le 15 octobre 2007, nous avons vendu la tour de bureaux située au 10199, 101 Street, à Edmonton. Le gain provenant de cette vente s'établit à 19 millions de dollars avant impôts, dont 6 millions ont été inscrits à notre état consolidé des résultats. Les 13 millions de dollars restants ont été reportés et seront comptabilisés comme une réduction de nos charges locatives sur la durée de notre bail dans l'immeuble, qui arrive à échéance en 2017. Au 31 octobre 2007, le gain reporté s'élevait à 13 millions de dollars.

Le 23 septembre 2005, nous avons vendu la tour de bureaux située au 350, 7th Avenue South West, à Calgary. Le gain provenant de cette vente s'établit à 58 millions de dollars avant impôts, dont 29 millions ont été inscrits à notre état consolidé des résultats. Les 29 millions de dollars restants ont été reportés et seront comptabilisés comme une réduction de nos charges locatives sur la durée de nos baux dans l'immeuble, qui arrivent à échéance entre 2015 et 2025. Au 31 octobre 2007, 2006 et 2005, le gain reporté s'élevait respectivement à 24 millions, à 26 millions et à 29 millions de dollars.

Le 1^{er} mars 2005, nous avons vendu le terrain et l'immeuble situés au 111, West Monroe Street, à Chicago et nous avons simultanément conclu des contrats de location aux taux du marché pour environ 50 % de l'immeuble. Le gain de 5 millions de dollars provenant de cette vente a été reporté et est comptabilisé comme une réduction de nos charges locatives sur la durée de nos baux dans l'immeuble, qui arrivent à échéance entre 2013 et 2035. Au 31 octobre 2007, 2006 et 2005, le gain reporté s'élevait respectivement à 4 millions, 5 millions et 5 millions de dollars.

Les bureaux et le matériel sont soumis à des tests de dépréciation lorsque des faits ou des changements de circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Nous les ramenons à leur juste valeur lorsque les flux de trésorerie connexes non actualisés sont inférieurs à la valeur comptable. Au cours des exercices terminés le 31 octobre 2007, 2006 et 2005, les bureaux et le matériel n'ont été l'objet d'aucune dépréciation pour perte de valeur.

Engagements sur bail

Nous avons signé un certain nombre de contrats non résiliables de location de bureaux et de matériel. Au 31 octobre 2007, nos engagements contractuels de location représentaient une somme totale de 1 296 millions de dollars. Les engagements pour chacun des cinq prochains exercices, et par la suite, se répartissent comme suit : 199 millions de dollars pour 2008, 172 millions pour 2009, 147 millions pour 2010, 120 millions pour 2011, 101 millions pour 2012 et 557 millions par la suite. Au 31 octobre 2007, ces engagements tenaient compte des montants relatifs aux 724 succursales situées dans des locaux loués.

Le loyer net des bureaux et du matériel constaté dans notre état consolidé des résultats s'établissait, pour les exercices terminés le 31 octobre 2007, 2006 et 2005, respectivement à 300 millions, à 292 millions et à 245 millions de dollars.

Note 11 : Acquisitions

Nous comptabilisons les acquisitions d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, le prix payé pour une entreprise doit être attribué aux actifs acquis, y compris les actifs incorporels identifiables, et aux passifs pris en charge, selon leur juste valeur à la date d'acquisition. Tout excédent est alors comptabilisé comme un écart d'acquisition.

First National Bank & Trust

Le 4 janvier 2007, nous avons conclu l'acquisition de la First National Bank & Trust (First National) pour une somme totale de 345 millions de dollars en espèces. Les résultats d'exploitation de First National ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de First National nous donne la possibilité d'étendre nos services bancaires dans la région d'Indianapolis (Indiana). Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur une période ne dépassant pas dix ans. L'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels relatifs à cette transaction sont déductibles à des fins fiscales. First National fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

bcpbank Canada

Le 4 décembre 2006, nous avons conclu l'acquisition de bcpbank Canada, une banque à charte à service complet, pour une somme totale de 41 millions de dollars en espèces. Les résultats d'exploitation de bcpbank Canada ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de bcpbank Canada nous permet d'étendre notre réseau de succursales et d'offrir à nos clients un accès accru à nos services bancaires dans toute la région du Grand Toronto. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. bcpbank Canada fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada.

Villa Park Trust and Savings Bank

Le 1^{er} décembre 2005, nous avons conclu l'acquisition de la Villa Park Trust and Savings Bank (Villa Park), une banque locale de Chicago, pour une somme totale de 76 millions de dollars en espèces. Les résultats d'exploitation de Villa Park ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de Villa Park nous donne la possibilité d'étendre nos services bancaires dans la région de Chicago (Illinois). Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. Villa Park fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Acquisitions futures

Pyrford International plc

Le 2 novembre 2007, nous avons annoncé la conclusion d'une entente finale en vue d'acquérir Pyrford International plc, un gestionnaire d'actifs de Londres (Royaume-Uni), pour une somme totale d'environ 50 millions de dollars en espèces. L'acquisition de Pyrford International plc nous donnera la possibilité d'étendre nos capacités en matière de gestion d'investissements à l'extérieur de l'Amérique du Nord. Cette acquisition doit être approuvée par les organismes

de réglementation. La transaction devrait être conclue au cours du trimestre se terminant le 31 janvier 2008, et elle sera alors comptabilisée dans nos états financiers consolidés comme une acquisition d'entreprise. Pyrford International plc fera partie de notre groupe d'exploitation Gestion privée.

Ozaukee Bank

Le 10 juillet 2007, nous avons annoncé la conclusion d'une entente finale en vue d'acquérir la Ozaukee Bank. En vertu de cette entente, les actionnaires de la Ozaukee Bank recevront environ 3 millions d'actions de la Banque de Montréal. Le nombre exact d'actions sera déterminé selon une formule, avant la conclusion de la transaction. L'acquisition de la Ozaukee Bank doit être approuvée par les organismes de réglementation et par les actionnaires de la Ozaukee Bank. Cette acquisition nous donnera la possibilité d'étendre notre réseau de succursales bancaires au Wisconsin. La transaction devrait être conclue au cours du trimestre se terminant le 31 janvier 2008, et elle sera alors comptabilisée dans nos états financiers consolidés comme une acquisition d'entreprise. La Ozaukee Bank fera partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc.

Le 10 juillet 2007, nous avons annoncé la conclusion d'une entente finale en vue d'acquérir Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc. (Merchants and Manufacturers) pour une somme totale d'environ 146 millions de dollars en espèces. L'acquisition de Merchants and Manufacturers nous donnera la possibilité d'étendre notre réseau de succursales bancaires au Wisconsin. Cette acquisition doit être approuvée par les organismes de réglementation et par les actionnaires de Merchants and Manufacturers. La transaction devrait être conclue au cours du trimestre se terminant le 31 janvier 2008, et elle sera alors comptabilisée dans nos états financiers consolidés comme une acquisition d'entreprise. Merchants and Manufacturers fera partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimatives des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date des acquisitions :

	(en millions de dollars canadiens)		2007	2006
	First National	bcpbank Canada	Villa Park	
Encaisse	110 \$	47 \$	16 \$	
Valeurs mobilières	317	23	54	
Prêts	1 009	293	247	
Bureaux et matériel	30	9	5	
Écart d'acquisition	175	13	44	
Dépôts de base – actif incorporel	37	5	7	
Actifs divers	52	2	4	
Total de l'actif	1 730	392	377	
Dépôts	1 375	339	296	
Passifs divers	10	12	5	
Total du passif	1 385	351	301	
Prix d'achat	345 \$	41 \$	76 \$	

La répartition du prix d'achat de First National et de bcpbank Canada est susceptible d'être établie de façon plus précise au terme de l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

Note 12 : Vente de Harrisdirect LLC

Le 6 octobre 2005, nous avons vendu notre participation dans Harrisdirect LLC, notre société de placement en direct aux États-Unis, à E*Trade Financial Corporation, pour un produit en espèces de 827 millions de dollars (700 millions de dollars américains). Le gain de 49 millions de dollars a été comptabilisé dans le revenu autre que d'intérêts, au poste autres, dans notre état consolidé des résultats (18 millions de dollars après impôts). Ce gain comprenait une somme de 29 millions de dollars (25 millions de dollars américains) correspondant au remboursement par Harrisdirect LLC des frais du programme de fonds d'investissement relatifs à nos fonds Harris Insight Funds.

Nous avons fourni à l'acheteur les indemnités standard dans le cadre de la convention d'achat-vente.

Les résultats de Harrisdirect LLC, y compris le gain résultant de la vente en 2005, ont été portés à notre état consolidé des résultats comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2005
Revenu net d'intérêts	68 \$
Revenu autre que d'intérêts	184
	252
Frais autres que d'intérêts	243
Impôts sur les bénéfices	14
Perte nette	(5)\$

Note 13 : Écarts d'acquisition et actifs incorporels

Écarts d'acquisition

Lorsque nous acquérons une filiale, une coentreprise ou des titres, dans les cas où nous exerçons une influence notable et que nous comptabilisons à la valeur de consolidation, nous attribuons le prix d'achat payé aux actifs acquis, y compris les actifs incorporels identifiables, et aux passifs pris en charge. Tout excédent du montant payé par rapport à la juste valeur des actifs nets acquis est considéré comme un écart d'acquisition.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, mais ils sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois par année. Ce test consiste à attribuer les écarts d'acquisition à nos unités d'exploitation (groupes de secteurs

d'activité ayant des caractéristiques semblables) et à comparer ensuite la valeur comptable de ces unités, y compris les écarts d'acquisition, à leur juste valeur. Nous déterminons la juste valeur en utilisant la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, les ratios cours-bénéfice ou d'autres multiples, selon ce qui convient le mieux dans les circonstances. L'excédent de la valeur comptable des écarts d'acquisition sur la juste valeur des écarts d'acquisition, le cas échéant, est comptabilisé comme une charge de dépréciation dans la période au cours de laquelle la dépréciation est déterminée.

Au cours des exercices terminés le 31 octobre 2007, 2006 et 2005, aucun écart d'acquisition n'a été l'objet d'une dépréciation pour perte de valeur.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de nos écarts d'acquisition pour chacune des unités d'exploitation, pour les exercices terminés le 31 octobre 2007 et 2006 :

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires Particuliers et entreprises			Groupe gestion privée	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total			
	PE Canada	PE États-Unis	Total	Services de placement	Produits de placement Particuliers	Gestion bancaire privée	Total	Technologie et opérations	Total	
Écarts d'acquisition au 31 octobre 2005	93 \$	568 \$	661 \$	68 \$	187 \$	72 \$	327 \$	100 \$	3 \$	1 091 \$
Acquisitions faites au cours de l'exercice	–	44	44	–	–	–	–	–	–	44
Autres 1)	–	(30)	(30)	–	–	(4)	(4)	(2)	(1)	(37)
Écarts d'acquisition au 31 octobre 2006	93	582	675	68	187	68	323	98	2	1 098
Acquisitions faites au cours de l'exercice	13	175	188	–	–	–	–	–	–	188
Autres 1)	–	(129)	(129)	–	–	(10)	(10)	(7)	–	(146)
Écarts d'acquisition au 31 octobre 2007	106 \$ 2)	628 \$ 3)	734 \$	68 \$ 4)	187 \$ 5)	58 \$ 6)	313 \$	91 \$ 7)	2 \$	1 140 \$

1) Les autres changements dans les écarts d'acquisition comprennent l'incidence de la conversion en dollars canadiens des écarts d'acquisition libellés en devises, les ajustements relatifs à la méthode de l'acquisition en ce qui concerne les acquisitions de l'exercice précédent et le reclassement de certaines autres sommes.

2) Concerne essentiellement Corporation Solutions Moneris et bcpbank Canada.

3) Concerne New Lenox State Bank, First National Bank of Joliet, Household Bank (succursales), Mercantile Bancorp, Inc., Villa Park Trust and Savings Bank et First National Bank & Trust.

4) Concerne Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée.

5) Concerne Groupe de fonds Guardian Ltée.

6) Concerne essentiellement myCFO, Inc.

7) Concerne Gerard Klauer Mattison & Co., Inc. et Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée.

Actifs incorporels

Les actifs incorporels liés à nos acquisitions sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Le tableau ci-dessous présente les actifs incorporels par catégorie :

(en millions de dollars canadiens)	2007			2006
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable	Valeur comptable
Relations d'affaires avec des clients	71 \$	59 \$	12 \$	23 \$
Dépôts de base	186	111	75	70
Réseaux de distribution – Succursales	140	106	34	52
Autres	23	20	3	7
Total	420 \$	296 \$	124 \$	152 \$

Les actifs incorporels sont amortis par imputation au revenu sur la période, ne dépassant jamais 15 ans, au cours de laquelle nous estimons que ces actifs nous seront bénéfiques, au moyen de la méthode de l'amortissement linéaire ou accéléré, selon l'actif. Nous n'avons pas d'actifs incorporels à durée de vie

indéfinie. La période d'amortissement moyenne pondérée est de 9,6 ans pour les relations d'affaires avec les clients, de 10,8 ans pour les dépôts de base, de 15,0 ans pour les réseaux de distribution – succursales et de 6,5 ans pour les autres actifs incorporels, soit un total de 11,8 ans.

Le montant global des actifs incorporels acquis au cours des exercices terminés le 31 octobre 2007 et 2006 s'élevait respectivement à 42 millions et 7 millions de dollars.

Nous soumettons les actifs incorporels à des tests de dépréciation lorsque des faits ou des changements de circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Nous les ramenons à leur juste valeur lorsque nous prévoyons que les flux de trésorerie connexes non actualisés ne permettront pas de recouvrer la valeur comptable. Au cours des exercices terminés le 31 octobre 2007, 2006 et 2005, aucun actif incorporel n'a été l'objet d'une dépréciation pour perte de valeur.

La charge d'amortissement estimative totale relative aux actifs incorporels pour les cinq prochains exercices s'élève à 34 millions de dollars pour 2008, 29 millions pour 2009, 19 millions pour 2010, 14 millions pour 2011 et 7 millions pour 2012.

Note 14 : Actifs divers

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006
Comptes clients, charges payées d'avance et autres éléments	5 415 \$	4 900 \$
Intérêts courus à recevoir	1 371	1 346
Créances de clients, de négociants et de courtiers	460	816
Actif au titre des prestations constituées découlant des régimes de retraite (note 23)	1 094	1 195
Total	8 340 \$	8 257 \$

Note 15 : Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue				Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe		Total	
	productifs d'intérêts		non productifs d'intérêts							
	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Catégories de déposants :										
Banques	349 \$	437 \$	298 \$	290 \$	1 001 \$	661 \$	32 452 \$	25 244 \$	34 100 \$	26 632 \$
Entreprises et administrations publiques	7 155	5 600	9 719	9 870	19 783	19 304	85 091	66 074	121 748	100 848
Particuliers	3 405	3 177	5 824	5 181	31 114	32 274	35 859	35 736	76 202	76 368
Total	10 909 \$	9 214 \$	15 841 \$	15 341 \$	51 898 \$	52 239 \$	153 402 \$	127 054 \$	232 050 \$	203 848 \$
Domiciliation :										
Canada	10 346 \$	8 899 \$	13 762 \$	12 683 \$	36 579 \$	35 523 \$	81 690 \$	75 866 \$	142 377 \$	132 971 \$
États-Unis	174	181	2 078	2 655	14 750	16 237	41 824	26 537	58 826	45 610
Autres pays	389	134	1	3	569	479	29 888	24 651	30 847	25 267
Total	10 909 \$	9 214 \$	15 841 \$	15 341 \$	51 898 \$	52 239 \$	153 402 \$	127 054 \$	232 050 \$	203 848 \$

Au 31 octobre 2007 et 2006, les dépôts comprenaient respectivement 94 911 millions et 71 387 millions de dollars de dépôts libellés en dollars américains, et 11 778 millions et 13 010 millions de dollars de dépôts en d'autres devises.

Modification de la convention comptable

Les nouvelles règles publiées dans le *Manuel de l'ICCA* permettent à la direction de choisir d'évaluer des instruments financiers, qui autrement ne seraient pas comptabilisés à leur juste valeur, comme s'ils étaient des instruments de négociation, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans le revenu, pourvu que certains critères soient respectés. Les instruments financiers doivent avoir été désignés le 1^{er} novembre 2006, lors de l'adoption de la nouvelle norme, ou au moment où les nouveaux instruments financiers ont été acquis, et la désignation est irrévocable.

Nous émettons des billets structurés qui comprennent des options incorporées. Nous concluons des contrats sur instruments dérivés qui gèrent notre risque lié aux variations de la juste valeur du billet structuré attribuables aux variations des taux d'intérêt. Les billets structurés sont désignés comme instruments de négociation en vertu de l'option de la juste valeur, ce qui permet de mieux harmoniser le résultat comptable avec la façon dont le portefeuille est géré. Ces billets sont classés dans les dépôts. Au 31 octobre 2007, la juste valeur et le montant dû à l'échéance contractuelle de ces billets étaient respectivement de 762 millions et de 791 millions de dollars. L'incidence de la comptabilisation de ces billets comme instruments de négociation a été une augmentation du revenu autre que d'intérêts, au poste revenus de négociation, de 8 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007. L'augmentation a été neutralisée par une perte sur les instruments dérivés.

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons réévalué le portefeuille des billets structurés à sa juste valeur. Une perte nette non réalisée de moins de 1 million de dollars a été comptabilisée dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis.

Les dépôts à vue sont constitués principalement des comptes de chèques de nos clients; certains de ces comptes sont productifs d'intérêts. Nos clients n'ont pas l'obligation de nous donner un préavis avant de retirer de l'argent de leurs comptes de chèques.

Les dépôts à préavis sont constitués principalement des comptes d'épargne de nos clients; ces comptes sont productifs d'intérêts.

Les dépôts à terme fixe sont constitués des dépôts suivants :

- Les divers instruments de placement qui sont achetés par nos clients, notamment les dépôts à terme et les certificats de placement garanti, et qui sont productifs d'intérêts sur une période fixe. Les termes de ces dépôts peuvent varier de un jour à dix ans.
- Les fonds fédéraux achetés, qui représentent des emprunts à un jour de fonds de réserve excédentaires d'autres banques auprès d'une banque fédérale de réserve américaine. Au 31 octobre 2007, le solde des fonds fédéraux achetés se chiffrait à 1 937 millions de dollars (3 388 millions en 2006).
- Le papier commercial, dont le total atteignait 685 millions de dollars au 31 octobre 2007 (1 298 millions en 2006).

Au 31 octobre 2007, nos dépôts payables à terme fixe comprenaient 132 501 millions de dollars de dépôts individuels supérieurs à cent mille dollars, dont 61 312 millions de dollars étaient domiciliés au Canada, 41 301 millions aux États-Unis et 29 888 millions dans d'autres pays. Au 31 octobre 2006, nos dépôts payables à terme fixe comprenaient 105 377 millions de dollars de dépôts individuels supérieurs à cent mille dollars, dont 54 769 millions étaient domiciliés au Canada, 25 958 millions aux États-Unis et 24 650 millions dans d'autres pays.

Note 16 : Passifs divers

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006
Acceptations	12 389 \$	7 223 \$
Titres vendus à découvert	25 039	15 398
Titres mis en pension ou prêtés	31 263	31 918
	68 691 \$	54 539 \$

Acceptations

Les acceptations représentent une forme de titre de créance négociable à court terme émis par nos clients, que nous garantissons en contrepartie d'une commission d'acceptation. Nous disposons d'une créance compensatoire, égale au montant des acceptations, contre nos clients. Le montant dû aux termes des acceptations est comptabilisé comme un passif et notre créance correspondante est comptabilisée comme un prêt dans notre bilan consolidé.

Titres vendus à découvert

Les titres vendus à découvert représentent notre obligation de livrer des titres que nous ne possédons pas au moment de la vente. Ces obligations sont comptabilisées à leur valeur de marché. Les rajustements à la valeur de marché à la date du bilan et les gains et pertes au règlement de ces obligations sont comptabilisés dans les revenus de négociation figurant à notre état consolidé des résultats.

Titres mis en pension ou prêtés

Les titres mis en pension ou prêtés représentent des opérations de financement à court terme dans le cadre desquelles nous vendons des titres que nous possédons déjà et prenons simultanément l'engagement de racheter les mêmes titres à un prix et à une date prédéterminés. L'obligation de racheter ces titres est comptabilisée selon le montant exigible. Les frais d'intérêts relatifs à ces engagements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006
Passifs divers		
Comptes créditeurs, charges à payer et autres éléments	7 760 \$	7 196 \$
Intérêts courus à payer	1 893	1 441
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 329	1 359
Passifs de filiales, autres que des dépôts	387	112
Passif au titre des prestations constituées découlant des régimes de retraite (note 23)	11	20
Passif au titre des prestations constituées découlant des autres avantages sociaux futurs (note 23)	675	630
Total	12 055 \$	10 758 \$

Note 17 : Charge de restructuration

Le 31 janvier 2007, nous avons inscrit une charge de restructuration de 135 millions de dollars à notre état consolidé des résultats. Les objectifs de la restructuration sont d'améliorer le service à la clientèle en affectant des fonds et d'autres ressources à l'amélioration de la prestation des employés des ventes et du service qui sont en contact direct avec la clientèle, en mettant au point des processus et des systèmes plus efficaces et en continuant d'accélérer le rythme de croissance.

La charge est liée à la suppression d'environ 1 000 postes, essentiellement au sein de groupes dont les employés n'ont pas d'interactions directes avec la clientèle, et ce, dans l'ensemble des fonctions de soutien et des groupes d'exploitation de l'organisation. La charge se répartit de la façon suivante : 117 millions de dollars pour des indemnités de licenciement, 11 millions pour

Au 31 octobre 2007, la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales comprenait des titres d'une fiducie de capital d'une valeur totale de 1 060 millions de dollars (1 060 millions en 2006) qui font partie de notre capital réglementaire de première catégorie (voir la note 19).

Programme de fidélisation de la clientèle

Nous comptabilisons le passif lié aux récompenses de notre programme de fidélisation de la clientèle destiné aux titulaires de cartes de crédit dans la période au cours de laquelle nos clients acquièrent le droit d'échanger des récompenses. Nous estimons ce passif en nous fondant sur nos prévisions relatives au taux d'échange des récompenses et sur le coût des échanges prévus. Notre estimation du taux d'échange des récompenses est fondée sur l'analyse statistique des comportements antérieurs des clients. Les coûts de notre programme de fidélisation de la clientèle sont comptabilisés à titre de réduction du revenu autre que d'intérêts, au poste frais de services de cartes, dans notre état consolidé des résultats. Le passif lié à ce programme est inclus dans les passifs divers inscrits à notre bilan consolidé.

Modification de l'estimation comptable

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons haussé le passif lié aux futurs échanges de récompenses par les clients dans le cadre de notre programme de fidélisation de la clientèle du secteur MasterCard des Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada. L'incidence de la modification de l'estimation sur notre état consolidé des résultats pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007 a été une réduction du revenu autre que d'intérêts, au titre des frais de services de cartes, de 185 millions de dollars, une diminution de la provision pour impôts sur les bénéfices de 65 millions de dollars et une baisse du revenu net de 120 millions de dollars.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2005, nous avons haussé l'estimation du passif lié aux futurs échanges de récompenses par les clients dans le cadre de notre programme de fidélisation de la clientèle. L'incidence de cette modification de l'estimation sur notre état consolidé des résultats pour l'exercice terminé le 31 octobre 2005 a été une réduction du revenu autre que d'intérêts, au titre des frais de services de cartes, de 40 millions de dollars, une diminution de la provision pour impôts sur les bénéfices de 14 millions de dollars et une baisse du revenu net de 26 millions de dollars.

des charges liées à des locaux et 7 millions pour divers autres coûts. La charge de restructuration a été comptabilisée dans les résultats du groupe Services d'entreprise. Le programme de restructuration devrait être en grande partie complété avant la fin du premier trimestre de 2008.

Les charges liées aux locaux comprennent les frais d'annulation des baux dans les cas où nous avons légalement mis fin à nos obligations locatives, ainsi que la valeur comptable des actifs abandonnés.

Nous avons engagé une firme de services professionnels afin d'obtenir des conseils stratégiques et organisationnels en rapport avec nos initiatives de restructuration. Une charge de 7 millions de dollars pour ces services a été incluse dans la charge de restructuration.

Au cours de l'exercice, nous avons modifié notre estimation relative à la restructuration, ce qui a entraîné une réduction de 16 millions de dollars de la charge initiale. Les indemnités de licenciement ont été moindres que les prévisions initiales en raison des niveaux plus élevés que prévu d'attrition et de réaffectation des employés au sein de la Banque.

Le 31 octobre 2007, nous avons comptabilisé une charge de restructuration supplémentaire de 40 millions de dollars dans l'état consolidé des résultats. Cette charge supplémentaire est liée à la suppression d'environ 400 postes dans l'ensemble des fonctions de soutien et des groupes d'exploitation de l'organisation, et elle est entièrement affectée aux indemnités de licenciement.

(en millions de dollars canadiens)	Charges liées aux indemnités de licenciement	Charges liées à des locaux	Autres	Total
Solde d'ouverture	117 \$	11 \$	7 \$	135 \$
Somme payée au cours de l'exercice	(46)	(10)	(7)	(63)
Reprise au cours de l'exercice	(15)	(1)	–	(16)
Charge supplémentaire au cours de l'exercice	40	–	–	40
Solde au 31 octobre 2007	96 \$	– \$	– \$	96 \$

Note 18 : Dette subordonnée

La dette subordonnée représente nos obligations directes non garanties, sous forme de billets et débetures, envers les porteurs de nos titres d'emprunt et elle fait partie de notre capital réglementaire. Les droits des porteurs de nos billets et débetures sont subordonnés aux droits des déposants et de certains autres créanciers. Le remboursement de notre dette subordonnée, en tout ou en partie, est assujéti à l'approbation préalable du Surintendant des institutions financières du Canada.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons émis des billets à moyen terme de série D, 2^e tranche, d'une valeur totale de 1,2 milliard de dollars. Nous avons racheté nos débetures de série 22, d'une valeur de 150 millions de dollars. Nos billets à 7,80 %, d'une valeur de 300 millions de dollars américains, sont arrivés à échéance. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, nous avons émis des billets à moyen terme de série D, 1^{re} tranche, d'une valeur totale de 700 millions de dollars. Nous avons remboursé nos débetures de série 21, d'une valeur de 300 millions de dollars, et nos débetures de série 19, d'une valeur de 125 millions. Nos remboursements n'ont entraîné ni gain ni perte.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons émis des débetures subordonnées novatrices, soit des billets secondaires BMO (appelés BMO TSN – série A), d'une valeur de 800 millions de dollars, par l'entremise de la Fiducie de billets secondaires BMO (la fiducie). La fiducie est une entité

à détenteurs de droits variables que nous ne sommes pas tenus de consolider (voir la note 8); par conséquent, les billets BMO TSN – série A émis par la fiducie ne sont pas inscrits à notre bilan consolidé. La fiducie a utilisé le produit de l'émission pour acheter de nous un billet de dépôt de premier rang, qui est inscrit dans le passif à notre bilan consolidé, sous le titre dépôts, au poste entreprises et administrations publiques. Tous les billets BMO TSN – série A seront automatiquement échangés contre nos billets secondaires de série E, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir le consentement des détenteurs, s'il se produit des événements spécifiques comme la liquidation de la Banque de Montréal, une exigence réglementaire obligeant celle-ci à augmenter son capital, une contravention de sa part aux exigences réglementaires en matière de capital, ou un changement dans la législation fiscale.

Nous avons garanti le paiement du capital, de l'intérêt, du prix de rachat, le cas échéant, et de toute autre somme relative aux billets BMO TSN – série A, lorsqu'ils deviendront exigibles. Cette garantie est subordonnée à notre passif-dépôts et à tous nos autres passifs, à l'exception des autres garanties, obligations ou passifs qui sont désignés comme étant de rang égal ou inférieur à la dette subordonnée.

Le billet de dépôt de premier rang porte intérêt à un taux annuel de 5,90 % et arrivera à échéance le 26 septembre 2022.

Le tableau ci-dessous fait état du terme à courir et des remboursements relatifs à notre dette subordonnée pour les cinq prochains exercices et par la suite :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Valeur nominale	Échéance	Taux d'intérêt (%)	Remboursable à notre gré à compter de	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	Plus de 5 ans	Total 2007	Total 2006
Débetures série 12	140 \$	Décembre 2008	10,85	Décembre 1998	– \$	140 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	140 \$	140 \$
Débetures série 16	100 \$	Février 2017	10,00	Février 2012	–	–	–	–	–	100	100	100
Débetures série 20	150 \$	Décembre 2025 à 2040	8,25	non remboursables	–	–	–	–	–	150	150	150
Débetures série 22	150 \$	Juillet 2012	7,92	remboursées	–	–	–	–	–	–	–	150
Billets à 7,80 %	300 \$US	Avril 2007	7,80	échues 2)	–	–	–	–	–	–	–	336
Billets à moyen terme												
– Série A												
2 ^e tranche	150 \$	Février 2013	5,75	Février 2008	–	–	–	–	–	150	150	150
Billets à moyen terme												
– Série C												
1 ^{re} tranche	500 \$	Janvier 2015	4,00	Janvier 2010 3)	–	–	–	–	–	500	500	500
2 ^e tranche	500 \$	Avril 2020	4,87	Avril 2015 4)	–	–	–	–	–	500	500	500
Billets à moyen terme												
– Série D												
1 ^{re} tranche	700 \$	Avril 2021	5,10	Avril 2016 5)	–	–	–	–	–	700	700	700
2 ^e tranche	1 200 \$	Juin 2017	5,20	Juin 2012 6)	–	–	–	–	–	1 200	1 200	–
					– \$	140 \$	– \$	– \$	– \$	3 300 \$	3 440 \$	7 226 \$
Billets de la Fiducie de billets secondaires BMO – Série A	800 \$	Septembre 2022	5,75	Septembre 2017 1)	–	–	–	–	–	800	800	–
Total					– \$	140 \$	– \$	– \$	– \$	4 100 \$	4 240 \$	7 226 \$

1) Remboursables au prix le plus élevé entre la valeur nominale et le rendement des obligations du Canada (le rendement d'une émission d'obligations du Canada non remboursables) avant le 26 septembre 2017, et rachetables à la valeur nominale à compter du 26 septembre 2017.

2) Remboursables à notre gré seulement si certains événements fiscaux se produisent.

3) Remboursables au prix le plus élevé entre la valeur nominale et le rendement des obligations du Canada avant le 21 janvier 2010, et rachetables à la valeur nominale à compter du 21 janvier 2010.

4) Remboursables au prix le plus élevé entre la valeur nominale et le rendement des obligations du Canada avant le 22 avril 2015, et rachetables à la valeur nominale à compter du 22 avril 2015.

5) Remboursables au prix le plus élevé entre la valeur nominale et le rendement des obligations du Canada avant le 21 avril 2016, et rachetables à la valeur nominale à compter du 21 avril 2016.

6) Remboursables au prix le plus élevé entre la valeur nominale et le rendement des obligations du Canada avant le 21 juin 2012, et rachetables à la valeur nominale à compter du 21 juin 2012.

7) Certains éléments comptabilisés de la dette subordonnée comprennent des rajustements à la quasi juste valeur totalisant 6 millions de dollars, car ils sont inclus dans les couvertures de la juste valeur (voir la note 9).

Note 19 : Titres d'une fiducie de capital

Nous émettons les titres Fiducie de capital BMO (appelés BOaTS) par l'entremise de notre filiale consolidée, la Fiducie de capital BMO (la fiducie). Le produit des BOaTS est utilisé pour l'achat de prêts hypothécaires. Au moment de la consolidation, les BOaTS sont présentés dans notre bilan consolidé, soit dans la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales, soit dans les titres d'une fiducie de capital, selon leurs modalités.

Les détenteurs de BOaTS ont le droit de recevoir des distributions fixes semestrielles non cumulatives en espèces, en autant que nous déclarions des dividendes sur nos actions privilégiées ou, s'il n'y a pas d'actions privilégiées en circulation, sur nos actions ordinaires, conformément à nos pratiques habituelles en matière de dividendes. Les modalités des BOaTS sont les suivantes :

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les distributions)	Dates de distribution	Distribution par BOaTS	Date de rachat	Date de conversion	Capital	
			au gré de la fiducie	au gré du détenteur	2007	2006
Titres d'une fiducie de capital						
Série A	30 juin, 31 décembre	34,52 \$	31 décembre 2005	31 décembre 2010	350 \$	350 \$
Série B	30 juin, 31 décembre	33,24	30 juin 2006	30 juin 2011	400	400
Série C	30 juin, 31 décembre	33,43	31 décembre 2006	30 juin 2012	400	400
					1 150	1 150
Part des actionnaires sans contrôle						
Série D	30 juin, 31 décembre	27,37 \$ 1)	31 décembre 2009		600	600
Série E	30 juin, 31 décembre	23,17 2)	31 décembre 2010		450	450
					1 050	1 050
Total des titres de la fiducie					2 200 \$	2 200 \$

1) Après le 31 décembre 2014, chaque distribution se fera au taux des acceptations bancaires majoré de 1,5 %.

2) Après le 31 décembre 2015, chaque distribution se fera au taux des acceptations bancaires majoré de 1,5 %.

Rachat par la fiducie

Aux dates de rachat indiquées ci-dessus ou après ces dates, et sous réserve de l'approbation préalable du Surintendant des institutions financières du Canada, la fiducie peut racheter la totalité des BOaTS sans qu'il soit nécessaire d'obtenir le consentement des détenteurs.

Conversion par les détenteurs

Aux dates de conversion indiquées ci-dessus ou après ces dates, les BOaTS de séries A, B et C pourront être échangés contre nos actions privilégiées de catégorie B, séries 7, 8 et 9 respectivement, au gré des détenteurs.

Échange automatique

Chacun des BOaTS de séries A, B, C, D et E, sera automatiquement échangé contre 40 de nos actions privilégiées de catégorie B, séries 7, 8, 9, 11 et 12 respectivement, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir le consentement des détenteurs, s'il se produit des événements spécifiques comme la liquidation de la Banque de Montréal, une exigence réglementaire obligeant celle-ci à augmenter son capital ou une contravention de sa part aux exigences réglementaires en matière de capital.

Modification de la convention comptable

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'ICCA concernant le classement des instruments financiers dans le passif ou dans les capitaux propres. Ces nouvelles règles exigent que nous classions dans le passif les titres de notre fiducie de capital, qui sont en dernier ressort convertibles en un nombre variable de nos actions ordinaires au gré des détenteurs. Nous avons reclassé, au poste titres d'une fiducie de capital, les titres de notre fiducie de capital des séries A, B et C, pour un montant de 1 150 millions de dollars, qui étaient auparavant comptabilisés au poste passifs divers, dans la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales. Les distributions effectuées sur ces titres d'une fiducie de capital sont maintenant comptabilisées dans les frais d'intérêts.

Se reporter à la note 21 en ce qui concerne l'incidence de cette modification de la convention comptable sur nos états financiers consolidés.

Note 20 : Risque de taux d'intérêt

Nous recevons de l'intérêt sur des actifs productifs d'intérêts et nous versons de l'intérêt sur des passifs portant intérêt. Nous détenons aussi des instruments financiers hors bilan dont les valeurs sont sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt. Dans la mesure où nous avons des actifs, des passifs et des instruments financiers qui arrivent à échéance ou sont renégociés à différents moments, nous sommes exposés à un risque de taux d'intérêt.

Écarts de sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt

La détermination des écarts de sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt repose nécessairement sur de nombreuses hypothèses. Elle se fait en fonction de la date de renégociation ou, si elle est plus rapprochée, de l'échéance des actifs, des passifs et des instruments dérivés utilisés pour gérer le risque lié aux taux d'intérêt.

Les écarts présentés le sont en date du 31 octobre de chaque année. Ils représentent la situation à la fermeture des bureaux et peuvent changer de façon importante dans les périodes subséquentes selon le comportement des clients et l'application de notre politique en matière de gestion des actifs et des passifs.

Hypothèses pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007 :

Actifs

Les actifs à terme fixe, tels que les prêts hypothécaires à l'habitation et les prêts à la consommation, sont présentés en fonction des dates fixées pour les remboursements et des dates estimatives des remboursements anticipés qui reflètent le comportement prévu des emprunteurs.

Les actifs liés aux activités de négociation et de prise ferme (au cours du marché) ainsi que les actifs productifs d'intérêts pour lesquels le taux d'intérêt des clients varie en fonction du taux préférentiel ou en fonction d'autres taux du marché à court terme sont présentés dans la catégorie de zéro à trois mois.

Les actifs à taux fixe et les actifs non productifs d'intérêts sans échéance fixe sont présentés d'après l'évolution prévue des soldes de comptes.

Passifs

Les passifs à taux fixe, tels que les certificats de placement, sont présentés en fonction des échéances fixes et des dates estimatives des rachats qui reflètent le comportement prévu des déposants.

Les dépôts productifs d'intérêts pour lesquels le taux d'intérêt des clients varie en fonction du taux préférentiel ou en fonction d'autres taux du marché à court terme sont présentés dans la catégorie de zéro à trois mois.

Les passifs à taux fixe et les passifs ne portant pas intérêt sans échéance fixe sont présentés d'après l'évolution prévue des soldes de comptes.

Capitaux propres

Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont présentés comme des éléments non sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt.

Rendements

Les rendements sont établis d'après les taux d'intérêt effectifs pour les actifs ou les passifs le 31 octobre 2007.

Écarts de sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt

(en millions de dollars canadiens)

Au 31 octobre	De 0 à 3 mois	De 4 à 6 mois	De 7 à 12 mois	Total de 0 à 12 mois	Taux d'intérêt effectif (%)	De 1 à 5 ans	Taux d'intérêt effectif (%)	Plus de 5 ans	Taux d'intérêt effectif (%)	Sans incidence	Total
En dollars canadiens											
Actif											
Encaisse	(6 131)\$	– \$	– \$	(6 131)\$	4,08	289 \$	–	– \$	–	(1 029)\$	(6 871)\$
Valeurs mobilières	45 687	578	2 107	48 372	3,71	8 595	4,81	109	5,88	130	57 206
Titres pris en pension ou empruntés	21 590	211	502	22 303	4,10	–	–	–	–	–	22 303
Prêts	61 617	3 614	7 109	72 340	6,80	31 880	5,76	3 233	5,55	12 722	120 175
Autres actifs	62 167	(1 022)	527	61 672	s.o.	4 214	s.o.	–	s.o.	1 052	66 938
Total de l'actif	184 930	3 381	10 245	198 556		44 978		3 342		12 875	259 751
Passif et capitaux propres											
Dépôts	70 368	3 414	7 575	81 357	6,13	40 688	2,09	3 316	2,09	–	125 361
Titres vendus à découvert	21 044	–	–	21 044	3,46	–	–	–	–	–	21 044
Titres mis en pension ou prêtés	15 467	111	–	15 578	3,07	–	–	–	–	–	15 578
Autres passifs	61 588	103	265	61 956	1,71	2 158	s.o.	1 050	s.o.	12 744	77 908
Dette subordonnée, titres d'une fiducie de capital et actions privilégiées classées dans le passif	256	150	–	406	4,61	3 090	5,98	1 350	5,36	–	4 846
Capitaux propres	(18)	–	–	(18)	s.o.	349	s.o.	450	s.o.	14 233	15 014
Total du passif et des capitaux propres	168 705	3 778	7 840	180 323		46 285		6 166		26 977	259 751
Écart de sensibilité des éléments inscrits au bilan	16 225	(397)	2 405	18 233		(1 307)		(2 824)		(14 102)	–
Montants nominaux de référence des instruments dérivés, hors bilan	(16 963)	902	2 553	(13 508)		10 633		2 875		–	–
Écart de sensibilité global aux fluctuations des taux d'intérêt – dollars canadiens											
2007	(738)\$	505 \$	4 958 \$	4 725 \$		9 326 \$		51 \$		(14 102)\$	– \$
2006	908	(1 415)	5 115	4 608		7 955		1 903		(14 466)	–
En dollars américains et autres devises											
Actif											
Encaisse	26 443 \$	2 287 \$	(444)\$	28 286 \$	3,84	966 \$	2,24	– \$	–	509 \$	29 761 \$
Valeurs mobilières	31 391	1 284	1 833	34 508	3,56	4 900	3,97	1 579	5,30	84	41 071
Titres pris en pension ou empruntés	14 007	–	783	14 790	3,07	–	–	–	–	–	14 790
Prêts	28 185	1 837	2 948	32 970	6,06	9 014	6,36	1 117	5,29	819	43 920
Autres actifs	(27 808)	828	1 111	(25 869)	s.o.	3 091	s.o.	–	s.o.	9	(22 769)
Total de l'actif	72 218	6 236	6 231	84 685		17 971		2 696		1 421	106 773
Passif et capitaux propres											
Dépôts	83 800	8 282	6 056	98 138	4,25	7 047	1,23	1 481	4,59	23	106 689
Titres vendus à découvert	3 995	–	–	3 995	–	–	–	–	–	–	3 995
Titres mis en pension ou prêtés	15 639	46	–	15 685	6,03	–	–	–	–	–	15 685
Autres passifs	(22 383)	82	254	(22 047)	s.o.	1 346	s.o.	–	s.o.	821	(19 880)
Dette subordonnée, titres d'une fiducie de capital et actions privilégiées classées dans le passif	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Capitaux propres	–	–	–	–	s.o.	284	s.o.	–	s.o.	–	284
Total du passif et des capitaux propres	81 051	8 410	6 310	95 771		8 677		1 481		844	106 773
Écart de sensibilité des éléments inscrits au bilan	(8 833)	(2 174)	(79)	(11 086)		9 294		1 215		577	–
Montants nominaux de référence des instruments dérivés, hors bilan	6 231	–	–	6 231		(5 885)		(346)		–	–
Écart de sensibilité global aux fluctuations des taux d'intérêt – dollars américains et autres devises											
2007	(2 602)\$	(2 174)\$	(79)\$	(4 855)\$		3 409 \$		869 \$		577 \$	– \$
2006	(14 863)	2 543	4 882	(7 438)		3 159		3 829		450	–

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

s.o. – sans objet

Note 21 : Capital-actions

En circulation

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2007			2006			2005		
	Nombre d'actions	Montant	Dividendes déclarés par action	Nombre d'actions	Montant	Dividendes déclarés par action	Nombre d'actions	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions privilégiées classées dans le passif									
Catégorie B – Série 4 1)	–	– \$	0,91 \$	8 000 000	200 \$	1,20 \$	8 000 000	200 \$	1,20 \$
Catégorie B – Série 6	10 000 000	250	1,19	10 000 000	250	1,19	10 000 000	250	1,19
		250			450			450	
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres									
Catégorie B – Série 5	8 000 000	200 \$	1,33 \$	8 000 000	200 \$	1,33 \$	8 000 000	200 \$	1,33 \$
Catégorie B – Série 10	12 000 000	396	1,49 \$US	12 000 000	396	1,49 \$US	12 000 000	396	1,49 \$US
Catégorie B – Série 13	14 000 000	350	0,96	–	–	–	–	–	–
Catégorie B – Série 14	10 000 000	250	–	–	–	–	–	–	–
		1 196			596			596	
Actions ordinaires	498 562 702	4 411	2,71 \$	500 726 079	4 231	2,26 \$	500 219 068	4 022	1,85 \$
Capital-actions		5 607 \$			4 827 \$			4 618 \$	

1) Rachetées en 2007 pour la somme de 200 millions de dollars.

Actions privilégiées

Nous sommes autorisés par nos actionnaires à émettre en série un nombre illimité d'actions privilégiées des catégories A et B sans valeur nominale, pour une contrepartie illimitée. Les actions privilégiées de catégorie B peuvent être émises en devises.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons émis les actions privilégiées suivantes :

- 14 000 000 d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif, série 13, portant intérêt au taux de 4,5 %, au prix de 25,00 \$ l'action, ce qui représente un prix d'émission global de 350 millions de dollars.
- 10 000 000 d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif, série 14, portant intérêt au taux de 5,25 %, au prix de 25,00 \$ l'action, ce qui représente un prix d'émission global de 250 millions de dollars.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons racheté la totalité de nos 8 000 000 d'actions privilégiées à dividende non cumulatif de catégorie B, série 4, au prix de 25,00 \$ l'action, majoré de tous les dividendes déclarés et non versés à la date du rachat, ce qui représente un prix de rachat global d'environ 200 millions de dollars.

Droits et privilèges afférents aux actions privilégiées

Catégorie B – Les actions de série 4 étaient convertibles au gré de l'actionnaire; cependant, elles ont été rachetées au cours de l'exercice. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,30 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 5 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 février 2013, pour 25,00 \$ en espèces par action, et elles ne sont pas convertibles. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,33125 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 6 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 novembre 2005, pour 25,00 \$ en espèces par action, plus une prime si nous les rachetons avant le 25 novembre 2007, ou pour la valeur équivalente sous forme de nos actions ordinaires. Elles sont convertibles au gré de l'actionnaire, à compter du 25 novembre 2008, en nos actions ordinaires, sous réserve de notre droit de les racheter pour 25,00 \$ en espèces par action. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,296875 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 10 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 février 2012, pour 25,00 \$ US en espèces par action, et elles sont convertibles à notre gré, à compter du 25 février 2012, en nos actions ordinaires. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,371875 \$ US par action.

Catégorie B – Les actions de série 13 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 février 2012, pour 25,00 \$ en espèces par action, plus une prime si nous les rachetons avant le 25 février 2016. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,28125 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 14 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 novembre 2012, pour 25,00 \$ en espèces par action, plus une prime si nous les rachetons avant le 25 novembre 2016. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,328125 \$ par action.

Actions ordinaires

Nous sommes autorisés par nos actionnaires à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale, pour une contrepartie illimitée. Nos actions ordinaires ne sont pas rachetables ni convertibles. Nous déclarons chaque trimestre un dividende dont le montant peut varier d'un trimestre à l'autre.

Offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités

Le 6 septembre 2007, nous avons présenté une offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, qui restera en vigueur pendant une année. En vertu de cette offre, nous sommes autorisés à racheter un maximum de 25 000 000 d'actions ordinaires, soit environ 5 % de nos actions ordinaires en circulation.

Du 6 septembre 2006 au 5 septembre 2007, nous avons participé à une offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, en vertu de laquelle nous étions autorisés à racheter un maximum de 15 000 000 d'actions ordinaires, soit environ 3 % de nos actions ordinaires alors en circulation.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons racheté 7 621 600 actions au prix moyen de 68,80 \$ l'action, pour une somme totale de 524 millions de dollars. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, nous avons racheté 5 919 400 actions au prix moyen de 63,58 \$ l'action, pour une somme totale de 376 millions de dollars. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2005, nous avons racheté 6 957 800 actions au prix moyen de 56,04 \$ l'action, pour une somme totale de 390 millions de dollars.

Options échangeables contre des actions ordinaires

Une de nos filiales, la Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée, a émis diverses catégories d'actions sans droit de vote échangeables au gré de leurs détenteurs contre nos actions ordinaires, d'après une formule établie. Si toutes les actions de cette société avaient été converties en nos actions ordinaires, il aurait fallu un maximum de 270 657, de 327 863 et de 361 397 actions ordinaires pour conclure l'échange au 31 octobre 2007, 2006 et 2005 respectivement.

Restrictions concernant le rachat d'actions et les dividendes

Le Surintendant des institutions financières du Canada doit approuver tout plan de rachat en espèces portant sur l'une ou l'autre de nos catégories d'actions privilégiées en circulation.

Il nous est interdit de déclarer un dividende sur nos actions privilégiées ou ordinaires si ce dividende nous place en situation d'infraction à l'égard des règles sur la suffisance du capital et sur la liquidité ou de toute autre directive réglementaire publiée en application de la *Loi sur les banques*. En outre, nous ne pouvons verser de dividendes sur nos actions ordinaires à moins d'avoir versé, ou mis des fonds en réserve en vue de les verser, tous les dividendes déclarés et payables sur nos actions privilégiées.

De plus, nous avons convenu que si la Fiducie de capital BMO (la fiducie), une de nos filiales, omet de verser une distribution sur ses titres de capital, nous ne déclarerons de dividende de quelque nature que ce soit sur aucune de nos actions privilégiées ou ordinaires pendant la période qui suivra l'omission par la fiducie de verser la distribution indiquée (tel que le stipulent les prospectus des titres de la fiducie), à moins que la fiducie ne verse la distribution en question aux détenteurs de ses titres (se reporter à la note 19).

Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Nous offrons un régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions à nos actionnaires. La participation à ce régime est facultative. Selon les modalités du régime, les dividendes en espèces sur les actions ordinaires sont réaffectés à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires. Les actionnaires ont aussi la possibilité de faire des paiements en espèces pour acquérir des actions ordinaires supplémentaires. Nous pouvons émettre ces actions ordinaires au cours moyen de clôture de nos actions ordinaires à la Bourse de Toronto, établi d'après les cinq jours de bourse précédant le dernier jour ouvrable du mois, ou nous pouvons les acheter sur le marché libre, au prix du marché. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons émis 1 626 374 actions ordinaires (1 378 328 en 2006) dans le cadre de ce régime.

Émissions éventuelles d'actions

Au 31 octobre 2007, nous avons réservé 1 641 923 actions ordinaires en vue de leur émission éventuelle dans le cadre de notre régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et 4 990 777 actions ordinaires en vue de l'échange de certaines actions de la Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée. Nous avons également réservé 21 380 724 actions ordinaires en vue de l'exercice éventuel des options d'achat d'actions, tel que nous l'expliquons à la note 22.

Modification de la convention comptable

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'ICCA concernant le classement des instruments financiers dans le passif ou dans les capitaux propres. Ces nouvelles règles exigent que nous classions dans le passif nos actions privilégiées et les titres de notre fiducie de capital, qui sont en dernier ressort convertibles en un nombre variable de nos actions ordinaires au gré des détenteurs. Nous avons reclassé dans le passif, au poste actions privilégiées, nos actions privilégiées de catégorie B, séries 3, 4 et 6, pour un montant de 850 millions de dollars, qui étaient auparavant comptabilisées dans le capital-actions. Nous avons également reclassé, au poste titres d'une fiducie de capital, les titres de notre fiducie de capital des séries A, B et C, pour un montant de 1 150 millions de dollars, qui étaient auparavant comptabilisés au poste passifs divers, dans la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales. Les dividendes déclarés sur ces actions privilégiées, ainsi que les distributions effectuées sur ces titres d'une fiducie de capital, sont maintenant comptabilisés dans les frais d'intérêts. Cette modification n'a eu aucune incidence sur notre résultat par action ou sur le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, puisque nous déduisons les dividendes sur actions privilégiées du revenu net lorsque nous déterminons ces mesures.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence de cette modification de la convention comptable sur notre état consolidé des résultats des exercices terminés le 31 octobre 2007, 2006 et 2005 :

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005
Augmentation (diminution) du revenu net			
Frais d'intérêts – Actions privilégiées et titres d'une fiducie de capital	(99)\$	(99)\$	(97)\$
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	51	42	42
Impôts sur les bénéfices	28	37	37
Revenu net	(20)	(20)	(18)
Dividendes sur actions privilégiées	20	20	18
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	– \$	– \$	– \$

Note 22 : Rémunération du personnel – Rémunération à base d'actions

Nous calculons la juste valeur des options à la date à laquelle elles ont été attribuées et nous comptabilisons ce montant dans les frais de rémunération sur la période d'acquisition des droits aux options, en augmentant le surplus d'apport d'une somme correspondante. Lorsque ces options sont exercées, nous comptabilisons le montant du produit, avec le montant inscrit au titre du surplus d'apport, dans le capital-actions.

Régime d'options d'achat d'actions

Nous avons un régime d'options d'achat d'actions pour les dirigeants, employés et administrateurs désignés. Les options sont attribuées à un prix d'exercice égal au cours de clôture de nos actions ordinaires le jour précédant la date d'attribution. Les droits aux options attribuées aux termes du régime de 1995 à 1999 sont acquis après une période de cinq exercices débutant le 1^{er} novembre de l'année au cours de laquelle les options ont été attribuées, si nous avons atteint certains objectifs de rendement. Les droits aux options attribuées depuis 1999 sont acquis à raison de 25 % par année sur une période de quatre ans commençant à la date à laquelle les options ont été attribuées. Certaines des options attribuées depuis 1999 ne peuvent être exercées que si nous avons atteint certains objectifs de rendement. Toutes les options viennent à échéance dix ans après leur date d'attribution.

Le tableau ci-dessous présente des renseignements sur notre régime d'options d'achat d'actions :

(en dollars canadiens, sauf indication contraire)	2007		2006		2005	
	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Options en cours au début de l'exercice	23 254 639	38,55 \$	26 919 349	35,86 \$	30 442 060	33,87 \$
Options attribuées	1 229 500	68,96	1 390 700	63,04	1 471 764	56,60
Options exercées	3 774 644	31,86	5 014 557	30,87	4 736 826	29,30
Options éteintes/annulées	43 882	54,42	37 053	46,77	257 649	36,77
Options échues	8 900	19,93	3 800	15,50	–	s.o.
Options en cours à la fin de l'exercice	20 656 713	41,55	23 254 639	38,55	26 919 349	35,86
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	15 585 532	36,01	17 947 453	34,35	20 016 144	32,68
Options pouvant être attribuées	3 863 301		2 047 729		3 397 576	
Options en cours en pourcentage des actions en circulation	4,14 %		4,64 %		5,38 %	

s.o. – sans objet

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ce régime s'élevaient, pour les exercices terminés le 31 octobre 2007, 2006 et 2005, respectivement à 11 millions, 14 millions et 13 millions de dollars avant impôts (respectivement 10 millions, 13 millions et 12 millions de dollars après impôts).

La valeur intrinsèque d'une option d'achat d'actions attribuée est la différence entre le prix en vigueur sur le marché pour nos actions ordinaires et le

prix d'exercice de l'option. La valeur intrinsèque globale des options d'achat d'actions en cours au 31 octobre 2007, 2006 et 2005 était respectivement de 443 millions, 719 millions et 591 millions de dollars. La valeur intrinsèque globale des options d'achat d'actions pouvant être exercées au 31 octobre 2007, 2006 et 2005 était respectivement de 421 millions, 629 millions et 503 millions de dollars.

Le tableau ci-dessous présente les options en cours et les options pouvant être exercées au 31 octobre 2007 et 2006, par fourchette de prix d'exercice :

(en dollars canadiens, sauf indication contraire)	2007						2006			
	Options en cours			Options pouvant être exercées			Options en cours		Options pouvant être exercées	
Fourchette des prix d'exercice	Nombre d'options d'achat d'actions	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré
De 15,50 \$ à 20,00 \$	–	–	– \$	–	– \$	140 387	0,1	19,93 \$	140 387	19,93 \$
De 20,01 \$ à 30,00 \$	2 492 855	2,0	25,60	2 492 855	25,60	3 441 275	3,0	25,60	3 441 275	25,60
De 30,01 \$ à 40,00 \$	10 604 596	3,1	35,69	10 184 016	35,57	13 135 225	3,9	35,36	12 313 275	35,24
De 40,01 \$ à 68,32 \$	6 342 762	6,3	52,37	2 908 661	46,48	6 537 752	7,2	52,16	2 052 516	44,67
De 68,33 \$ et plus	1 216 500	9,0	68,97	–	–	–	–	–	–	–

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des options d'achat d'actions dont les droits n'étaient pas acquis, pour les exercices terminés le 31 octobre 2007 et 2006 :

(en dollars canadiens, sauf indication contraire)	2007		2006	
	Nombre d'options d'achat d'actions	Juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution	Nombre d'options d'achat d'actions	Juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution
Options dont les droits n'étaient pas acquis au début de l'exercice	5 307 186	8,89 \$	6 903 205	7,82 \$
Options attribuées	1 229 500	7,56	1 390 700	10,17
Options dont les droits ont été acquis	1 442 754	8,25	2 953 266	7,14
Options éteintes/annulées	22 751	10,16	33 453	9,19
Options dont les droits n'étaient pas acquis à la fin de l'exercice	5 071 181	8,74 \$	5 307 186	8,89 \$

Le tableau ci-dessous présente des renseignements complémentaires sur notre régime d'options d'achat d'actions :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2007	2006	2005
Frais de rémunération non constatés liés à l'attribution d'options dont les droits ne sont pas acquis	10 \$	12 \$	13 \$
Période moyenne pondérée sur laquelle les frais sont constatés (en années)	2,6	3,0	2,9
Valeur intrinsèque totale des options exercées	138 \$	170 \$	131 \$
Produit en espèces des options exercées	120 \$	155 \$	139 \$
Économie d'impôts réelle réalisée sur les options exercées	4 \$	14 \$	7 \$

Modifications des conventions comptables

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, nous avons adopté la nouvelle directive comptable de l'ICCA concernant la rémunération à base d'actions. Selon cette directive, le coût de la rémunération à base d'actions attribuée à des employés qui sont admissibles à la retraite doit être constaté à titre de charge à la date d'attribution. Auparavant, nous amortissions ce coût sur la période d'acquisition des droits.

Nous avons retraité les états financiers consolidés des exercices antérieurs pour tenir compte de cette modification. Le tableau ci-dessous présente l'incidence de cette modification de la convention comptable sur nos états financiers consolidés au 31 octobre de l'exercice à l'étude et des exercices antérieurs :

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005
Augmentation (diminution) du revenu net			
État consolidé des résultats			
Rémunération du personnel	(6)\$	(2)\$	(5)\$
Impôts sur les bénéfices	2	—	1
Revenu net	(4)\$	(2)\$	(4)\$
Augmentation (diminution)			
Bilan consolidé			
Actifs divers	(30)\$	(24)\$	(25)\$
Passifs divers	2	1	(1)
Surplus d'apport	17	16	15

Nous déterminons la juste valeur des options attribuées au moyen d'un modèle trinomial d'évaluation d'options. La volatilité prévue est fondée sur la volatilité implicite du cours de nos actions causée par les options négociées ainsi que sur la volatilité historique du cours de nos actions. La moyenne pondérée de la juste valeur des options attribuées au cours des exercices terminés le 31 octobre 2007, 2006 et 2005 s'élevait à 7,56 \$, 10,17 \$ et 10,34 \$ respectivement. Les moyennes pondérées suivantes des hypothèses retenues ont été utilisées pour déterminer la juste valeur des options à la date d'attribution :

	2007	2006	2005
Rendement prévu des actions	4,2 %	3,4 %	3,4 %
Volatilité prévue du cours des actions	15,6 %	20,2 %	22,8 %
Taux de rendement sans risque	4,0 %	4,0 %	4,2 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	7,4	7,2	7,1

Des changements dans les hypothèses utilisées peuvent produire des justes valeurs estimatives sensiblement différentes.

Autres régimes de rémunération à base d'actions

Régime d'achat d'actions

Nous offrons à nos employés la possibilité d'affecter une partie de leur salaire brut à l'achat de nos actions ordinaires. Nous ajoutons à la cotisation des employés une somme égale à 50 % de cette cotisation, jusqu'à concurrence de 6 % de leur salaire brut individuel. Les actions de ce régime sont achetées sur le marché libre et sont considérées comme étant en circulation aux fins du calcul du résultat par action. Les dividendes versés pour nos actions ordinaires détenues dans le cadre du régime sont utilisés pour acheter d'autres actions ordinaires sur le marché libre.

Nous comptabilisons notre cotisation au régime comme frais de rémunération du personnel lors du versement de cette cotisation.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ce régime s'élevaient, pour les exercices terminés le 31 octobre 2007, 2006 et 2005, respectivement à 36 millions, 35 millions et 33 millions de dollars. Pour ces exercices, il y avait respectivement 13 102 696, 12 809 736 et 12 184 377 actions ordinaires détenues dans le cadre de ce régime.

Régimes d'intéressement à moyen terme

Nous offrons des régimes d'intéressement à moyen terme aux dirigeants et à certains employés de haut niveau. Les régimes versent, selon le cas, une prime unique en espèces à la fin de la période de trois ans du régime, ou une prime annuelle en espèces pour chacune des trois années du régime. Le montant de la prime est rajusté pour tenir compte des dividendes et de l'évolution de la valeur de marché de nos actions ordinaires. Dans le cas de la majorité des dirigeants et de certains employés de haut niveau, une partie de la prime est également liée à des objectifs de rendement établis d'après une comparaison entre le rendement total annualisé de nos capitaux propres et celui de nos concurrents.

Le nombre d'unités d'actions qui ont été attribuées en vertu des régimes d'intéressement à moyen terme au cours des exercices terminés le 31 octobre 2007, 2006 et 2005 s'élevait respectivement à 3 210 864, à 3 387 493 et à 3 105 178 unités. Nous avons conclu des ententes avec des tiers pour l'acquittement de la majorité de nos obligations relatives à ces régimes contre des paiements en espèces de 220 millions, 202 millions et

187 millions de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2007, 2006 et 2005 respectivement. Les sommes versées en vertu de ces ententes ont été inscrites à notre bilan consolidé dans les actifs divers et sont comptabilisées comme frais de rémunération du personnel de façon uniforme sur la période qui précède le versement aux employés. Les sommes relatives aux unités d'actions attribuées à des employés qui sont admissibles à la retraite sont constatées à titre de charge à la date d'attribution. Nous n'avons plus aucun passif relativement aux obligations transférées à des tiers, puisque tous les versements futurs requis aux termes de ces régimes seront la responsabilité des tiers. La somme reportée et inscrite à notre bilan consolidé dans les actifs divers totalisait 104 millions et 96 millions de dollars respectivement au 31 octobre 2007 et 2006. Nous prévoyons que la somme reportée, le 31 octobre 2007, sera constatée sur une période moyenne pondérée de 1,8 année (1,7 année en 2006).

En ce qui a trait au reste des obligations relatives à des régimes pour lesquels nous n'avons pas conclu d'ententes avec des tiers, le montant des frais de rémunération du personnel est amorti sur la période qui précède le versement aux employés et rajusté de façon à tenir compte de la valeur de marché courante de nos actions ordinaires. Au 31 octobre 2007, le passif lié à ces régimes s'élevait à 19 millions de dollars. Au 31 octobre 2006, aucun passif n'était lié à ces régimes.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ces régimes s'élevaient, pour les exercices terminés le 31 octobre 2007, 2006 et 2005, respectivement à 212 millions, 190 millions et 174 millions de dollars avant impôts (respectivement 138 millions, 122 millions et 112 millions de dollars après impôts).

Le total des unités d'actions en circulation était de 8 298 718, de 8 272 824 et de 8 933 847 pour les exercices terminés respectivement le 31 octobre 2007, 2006 et 2005.

Régimes d'intéressement à droits différés

Nous offrons des régimes d'intéressement à droits différés à certains hauts dirigeants et employés clés de nos groupes BMO Marchés des capitaux et Gestion privée, ainsi qu'aux membres de notre Conseil d'administration. En vertu de ces régimes, le versement d'honoraires, de primes annuelles ou de commissions peut être différé sous forme d'unités d'actions donnant droit à la valeur de nos actions ordinaires. Le montant des honoraires, des primes ou des commissions différés est rajusté pour tenir compte des dividendes et de l'évolution du cours de nos actions ordinaires.

Selon le régime, les paiements différés peuvent être versés lorsque leurs bénéficiaires prennent leur retraite ou résignent leurs fonctions, être échelonnés sur la période de trois ans du régime, ou encore être versés à la fin de la période de trois ans du régime. Les paiements différés peuvent être versés en espèces ou en actions ou être une combinaison des deux.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ces régimes sont comptabilisés dans l'exercice où les primes ou les commissions sont gagnées. Les changements aux montants des paiements découlant des dividendes et de l'évolution du cours des actions sont constatés comme frais de rémunération du personnel dans la période des changements en question.

Le nombre d'unités d'actions qui ont été attribuées en vertu des régimes d'intéressement à droits différés au cours des exercices terminés le 31 octobre 2007, 2006 et 2005 s'élevait respectivement à 442 583, à 471 662 et à 398 605 unités. Nous avons utilisé des instruments dérivés pour couvrir nos risques relatifs à ces régimes. Les changements dans la juste valeur de ces instruments dérivés sont comptabilisés comme frais de rémunération du personnel dans la période où ils se produisent.

Les passifs relatifs à ces régimes sont inscrits à notre bilan consolidé dans les passifs divers et s'élevaient à 169 millions et 171 millions de dollars au 31 octobre 2007 et 2006 respectivement.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ces régimes pour les exercices terminés le 31 octobre 2007, 2006 et 2005 s'élevaient respectivement à 13 millions, 33 millions et 6 millions de dollars avant impôts (respectivement 8 millions, 21 millions et 4 millions de dollars après impôts). Des gains de couverture de 6 millions, 25 millions et 2 millions de dollars avant impôts, respectivement, ont également été constatés, entraînant des frais de rémunération du personnel nets de 7 millions, 8 millions et 4 millions de dollars avant impôts, respectivement (5 millions, 5 millions et 3 millions de dollars après impôts, respectivement).

Le total des unités d'actions différées en circulation était de 2 686 903, de 2 542 696 et de 2 099 577 pour les exercices terminés respectivement le 31 octobre 2007, 2006 et 2005.

Note 23 : Rémunération du personnel – Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Nous avons, au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni, divers régimes qui offrent des prestations de retraite et d'autres avantages sociaux futurs à nos employés actuels et retraités.

Les régimes de retraite comprennent les régimes de retraite à prestations déterminées prévus par la loi, ainsi que des régimes complémentaires qui offrent des prestations de retraite en sus des limites prévues par les dispositions législatives. De façon générale, nous offrons, en vertu de ces régimes, des prestations de retraite fondées sur le nombre d'années de service de l'employé et sur son salaire annuel moyen pour une certaine période précédant la retraite. Nous avons la responsabilité de veiller à ce que les régimes de retraite prévus par la loi disposent d'actifs suffisants pour verser les prestations aux employés qui prennent leur retraite. Les employés peuvent verser des cotisations volontaires, mais n'y sont pas tenus.

Nous offrons également des régimes de retraite à cotisations déterminées aux employés de certaines de nos filiales. En vertu de ces régimes, nous devons contribuer à l'épargne-retraite de l'employé participant en versant des cotisations d'un montant prédéterminé, établi d'après un pourcentage du salaire de cet employé. Nous constatons les coûts de nos régimes de retraite à cotisations déterminées dans les frais de rémunération du personnel pendant que les employés sont à notre service.

D'autres avantages sociaux futurs, y compris des avantages en matière de soins de santé et de soins dentaires, ainsi qu'un régime d'assurance-vie, sont également offerts aux employés actuels et retraités.

Obligations au titre des prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs

Nous avons deux types d'obligations découlant de nos régimes : nos obligations au titre des prestations de retraite déterminées et nos obligations au titre des autres avantages sociaux futurs. Ces obligations sont équivalentes au montant des prestations de retraite et des autres avantages sociaux futurs constitués à la fin de l'exercice par nos employés actuels et retraités.

Nos actnaires procèdent à des évaluations de nos obligations au titre des prestations de retraite et des autres avantages sociaux futurs constitués au 31 octobre de chaque exercice pour nos régimes au Canada (au 30 septembre pour nos régimes aux États-Unis), selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Ces évaluations sont fondées sur les hypothèses de la direction concernant les taux d'actualisation, la croissance des salaires, l'âge de la retraite, le taux de mortalité et l'évolution des coûts des soins de santé. Le taux d'actualisation est déterminé par la direction d'après les conditions du marché à la fin de l'exercice. D'autres hypothèses sont fondées sur des prévisions à long terme.

Les éléments de la variation annuelle de nos obligations et de nos charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs sont les suivants :

Les prestations acquises par les employés représentent les prestations de retraite et autres avantages constitués au cours de l'exercice. Elles sont déterminées d'après le nombre d'employés actuels et la valeur des prestations auxquelles ils auront droit lorsqu'ils prendront leur retraite, compte tenu des dispositions de nos régimes.

Les frais d'intérêts sur nos obligations au titre des prestations constituées représentent l'accroissement des obligations avec le temps.

Les gains ou pertes actuariels peuvent survenir dans deux situations. Premièrement, chaque année, nos actnaires recalculent les obligations au titre des prestations constituées et les comparent à celles qui avaient été estimées à la fin de l'exercice précédent. Tous les écarts découlant de changements dans

les hypothèses ou de différences entre les résultats réels des régimes et les prévisions faites par la direction à la fin de l'exercice précédent sont considérés comme des gains ou des pertes actuariels. Deuxièmement, des gains et pertes actuariels peuvent découler des écarts entre le rendement réel de l'actif des régimes et le rendement prévu.

Au début de chaque exercice, nous déterminons si les gains ou les pertes actuariels non constatés sont supérieurs à 10 % du solde le plus élevé entre le solde des actifs des régimes et celui de nos obligations au titre des prestations constituées. Les gains ou les pertes actuariels non constatés qui excèdent ce seuil de 10 % sont constatés dans la charge sur la durée résiduelle d'activité des employés actifs. Les montants inférieurs au seuil de 10 % ne sont pas constatés dans le revenu.

Les modifications aux régimes représentent les modifications de nos obligations au titre des prestations constituées qui découlent de changements apportés aux dispositions des régimes. Ces montants sont constatés dans la charge sur la durée résiduelle d'activité des employés actifs.

Le rendement prévu des actifs représente la meilleure estimation par la direction du taux de rendement à long terme des actifs des régimes, appliqué à la juste valeur de ces actifs. Nous établissons notre estimation du rendement prévu des actifs des régimes d'après l'objectif de répartition des actifs du régime et les taux de rendement estimatifs de chaque catégorie d'actifs. Les taux de rendement estimatifs sont fondés sur les rendements prévus des titres à revenu fixe, ce qui comprend le rendement des obligations. Une prime de risque sur titres de participation est ensuite ajoutée afin d'estimer le rendement de ces titres. Les rendements des autres catégories d'actifs sont établis de manière à refléter les risques relatifs de ces catégories, par comparaison avec les titres à revenu fixe et les titres de participation. Les écarts entre le rendement prévu et le rendement réel des actifs sont inclus dans le solde de nos gains ou pertes actuariels, tel que nous l'expliquons plus haut.

Les règlements se produisent lorsque nos obligations au titre des prestations constituées des participants au régime sont réglées, habituellement par le versement de sommes forfaitaires en espèces, et qu'en conséquence notre obligation de verser des prestations à ces participants en vertu du régime est éteinte pour l'avenir.

Capitalisation des régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Nos régimes de retraite prévus par la loi au Canada et aux États-Unis sont capitalisés par nous et les actifs de ces régimes servent au versement des prestations de retraite.

Nos régimes de retraite complémentaires au Canada sont partiellement capitalisés, tandis qu'aux États-Unis le régime est sans capitalisation. Nos régimes d'autres avantages sociaux futurs aux États-Unis et au Canada sont partiellement capitalisés. Les versements relatifs aux prestations de retraite et aux avantages sociaux découlant de ces régimes sont effectués soit par les régimes, soit directement par nous.

Nous mesurons la juste valeur des actifs au 31 octobre pour nos régimes au Canada et au 30 septembre pour nos régimes aux États-Unis. En plus des évaluations actuarielles effectuées à des fins comptables, nous sommes tenus de préparer des évaluations pour déterminer nos cotisations de retraite (nos évaluations relatives à la capitalisation). La plus récente évaluation relative à la capitalisation de notre principal régime canadien a été effectuée en date du 31 octobre 2007. Nous sommes tenus de déposer des évaluations relatives à la capitalisation de ce régime auprès du Surintendant des institutions financières du Canada au moins tous les trois ans. Pour notre régime prévu par la loi des États-Unis, l'évaluation relative à la capitalisation est exigée à tous les ans. La plus récente évaluation a été effectuée en date du 1^{er} janvier 2007.

Le tableau ci-dessous présente l'obligation au titre des prestations constituées et la juste valeur des actifs des régimes qui ne sont pas entièrement capitalisés :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Obligation au titre des prestations constituées	832 \$	955 \$	959 \$	908 \$	952 \$	852 \$
Juste valeur des actifs des régimes	706	729	693	68	68	66
Obligation non capitalisée au titre des prestations constituées	126 \$	226 \$	266 \$	840 \$	884 \$	786 \$

Répartition des actifs

La politique d'investissement relative aux actifs du principal régime de retraite canadien est d'avoir une composition diversifiée de placements de qualité, visant à produire un taux de rendement réel supérieur à long terme, tout en

limitant la volatilité du rendement. Les actifs des régimes sont rééquilibrés à l'intérieur de fourchettes de répartition cible. Le tableau ci-dessous présente la répartition réelle à la fin de chaque exercice et la répartition cible pour le 31 octobre :

	Régimes de retraite capitalisés 1)				Autres avantages sociaux futurs capitalisés			
	Répartition cible 2007	Répartition réelle 2007	Répartition réelle 2006	Répartition réelle 2005	Répartition cible 2007	Répartition réelle 2007	Répartition réelle 2006	Répartition réelle 2005
Titres de participation	53 %	45 %	43 %	50 %	65 %	73 %	65 %	67 %
Placements à revenu fixe	35 %	38 %	41 %	38 %	35 %	27 %	33 %	33 %
Autres	12 %	17 %	16 %	12 %	–	–	2 %	–

1) Ne comprend pas le régime complémentaire canadien, dont les actifs sont entièrement investis dans des placements à revenu fixe.

Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs

Le tableau ci-dessous fait état des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Charge annuelle liée aux prestations constituées						
Prestations acquises par les employés	149 \$	137 \$	127 \$	22 \$	18 \$	17 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	217	208	205	49	46	46
Perte actuarielle constatée dans la charge	59	82	69	18	14	10
Amortissement du coût des modifications aux régimes	11	6	4	(7)	(7)	(7)
Rendement prévu des actifs des régimes	(277)	(253)	(230)	(5)	(5)	(5)
Charge annuelle liée aux prestations constituées	159	180	175	77	66	61
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	52	49	45	–	–	–
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	13	10	11	–	–	–
Total des charges annuelles liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs constatées dans l'état consolidé des résultats	224 \$	239 \$	231 \$	77 \$	66 \$	61 \$

Incidence sur la charge annuelle liée aux prestations constituées si nous avions constaté tous les coûts et frais au moment où ils sont survenus

Total des charges annuelles liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs constatées dans l'état consolidé des résultats (Excédent) du rendement réel par rapport au rendement prévu des actifs des régimes	224 \$	239 \$	231 \$	77 \$	66 \$	61 \$
(Excédent) déficit des (gains) ou pertes actuariels amortis par rapport aux (gains) ou pertes actuariels survenus	(157)	(231)	(141)	(6)	(1)	(5)
(Excédent) déficit du coût amorti par rapport au coût réel des modifications aux régimes	(328)	37	320	(78)	44	59
	44	(6)	11	(1)	7	7
Total pro forma des charges annuelles liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs si nous avions constaté tous les coûts et avantages au cours de l'exercice	(217)\$	39 \$	421 \$	(8)\$	116 \$	122 \$

Hypothèses utilisées pour déterminer les charges liées à la retraite et aux autres avantages – Moyennes pondérées :

Durée moyenne estimative d'activité des employés actifs (années)	11	10	10	12	12	12
Taux d'actualisation, en début d'exercice	5,1 %	5,3 %	6,0 %	5,3 %	5,5 %	6,2 %
Taux de rendement à long terme prévu pour les actifs des régimes	6,6 %	6,6 %	6,7 %	8,0 %	8,0 %	8,0 %
Taux de croissance de la rémunération	3,8 %	3,8 %	3,9 %	3,8 %	3,8 %	3,9 %
Taux tendanciel présumé du coût global des soins de santé	s.o.	s.o.	s.o.	7,5 % 1)	7,7 % 1)	8,0 % 1)

1) Le taux devrait se stabiliser à 4,5 % en 2013 et pour les années subséquentes.
s.o. – sans objet

Le tableau suivant fait état des changements de la situation financière estimative de nos régimes de retraite et d'autres avantages sociaux futurs :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Obligation au titre des prestations constituées						
Obligation au titre des prestations constituées, en début d'exercice	4 248 \$	4 013 \$	3 479 \$	952 \$	852 \$	741 \$
Prestations acquises par les employés	149	137	127	22	18	17
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	217	208	205	49	46	46
Prestations versées aux retraités et aux employés	(218)	(202)	(185)	(32)	(18)	(19)
Cotisations volontaires des employés	6	6	6	–	–	–
(Gain) perte sur l'obligation au titre des prestations constituées découlant des changements apportés aux hypothèses	(269)	121	389	(60)	58	69
Modifications aux régimes b)	55	–	15	(8)	–	–
Autres, principalement la conversion de devises	(106)	(35)	(23)	(15)	(4)	(2)
Obligation au titre des prestations constituées, en fin d'exercice	4 082 \$	4 248 \$	4 013 \$	908 \$	952 \$	852 \$
Hypothèses utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées – Moyennes pondérées						
Taux d'actualisation, en fin d'exercice	5,6 %	5,1 %	5,3 %	5,5 %	5,3 %	5,5 %
Taux de croissance de la rémunération	3,9 %	3,8 %	3,8 %	3,9 %	3,8 %	3,8 %
Taux de croissance présumé du coût global des soins de santé	s.o.	s.o.	s.o.	7,0 % 1)	7,5 % 1)	7,7 % 1)
Juste valeur des actifs des régimes						
Juste valeur des actifs des régimes, en début d'exercice	4 339 \$	3 881 \$	3 511 \$	68 \$	66 \$	58 \$
Rendement réel des actifs des régimes	434	484	371	11	6	10
Cotisations versées par la Banque	58	194	192	32	18	19
Cotisations volontaires des employés	6	6	6	–	–	–
Prestations versées aux retraités et aux employés	(218)	(202)	(185)	(32)	(18)	(19)
Autres, principalement la conversion de devises	(86)	(24)	(14)	(11)	(4)	(2)
Juste valeur des actifs des régimes, en fin d'exercice	4 533 \$	4 339 \$	3 881 \$	68 \$	68 \$	66 \$
Situation de capitalisation des régimes						
Perte actuarielle non constatée a)	451 \$	91 \$	(132)\$	(840)\$	(884)\$	(786)\$
Coût (économie) non constatés des modifications aux régimes b)	537	1 034	1 234	211	299	256
	95	50	57	(46)	(45)	(52)
Actif (passif) nets au titre des prestations constituées, en fin d'exercice	1 083 \$	1 175 \$	1 159 \$	(675)\$	(630)\$	(582)\$
Comptabilisation dans :						
Actifs divers	1 094 \$	1 195 \$	1 177 \$	– \$	– \$	– \$
Passifs divers	(11)	(20)	(18)	(675)	(630)	(582)
Actif (passif) nets au titre des prestations constituées, en fin d'exercice	1 083 \$	1 175 \$	1 159 \$	(675)\$	(630)\$	(582)\$

Les régimes ont payé 3 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007 (3 millions en 2006; 3 millions en 2005) à nous et à certaines de nos filiales, pour la gestion de placements, la tenue de dossiers, la garde de titres et les services administratifs, aux mêmes conditions que celles que nous offrons à nos clients. Au 31 octobre 2007, 2006 et 2005, les régimes ne détenaient directement aucune de nos actions.

1) Le taux devrait se stabiliser à 4,5 % en 2013 et pour les années subséquentes.
s.o. – sans objet

a) Le tableau ci-dessous présente l'évolution de nos pertes actuarielles :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Perte actuarielle non constatée, en début d'exercice	1 034 \$	1 234 \$	1 059 \$	299 \$	256 \$	202 \$
(Gain) perte sur l'obligation au titre des prestations constituées découlant des changements apportés aux hypothèses	(269)	121	389	(60)	58	69
(Excédent) du rendement réel par rapport au rendement prévu des actifs des régimes	(157)	(231)	(141)	(6)	(1)	(5)
Constataion dans la charge d'une partie de la perte actuarielle non constatée	(59)	(82)	(69)	(18)	(14)	(10)
Incidence du taux de change et autres	(12)	(8)	(4)	(4)	–	–
Perte actuarielle non constatée, en fin d'exercice	537 \$	1 034 \$	1 234 \$	211 \$	299 \$	256 \$

b) Le tableau ci-dessous présente l'évolution du coût (de l'économie) non constatés des modifications aux régimes :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Coût (économie) non constatés des modifications aux régimes, en début d'exercice	50 \$	57 \$	46 \$	(45)\$	(52)\$	(59)\$
Coût (économie) des modifications aux régimes entreprises au cours de l'exercice	55	–	15	(8)	–	–
Constataion dans la charge d'une partie du coût (de l'économie) non constatés des modifications aux régimes	(11)	(6)	(4)	7	7	7
Incidence du taux de change et autres	1	(1)	–	–	–	–
Coût (économie) non constatés des modifications aux régimes, en fin d'exercice	95 \$	50 \$	57 \$	(46)\$	(45)\$	(52)\$

Sensibilité des hypothèses

Le tableau ci-contre présente les moyennes pondérées des hypothèses économiques clés utilisées pour mesurer l'obligation au titre des prestations de retraite, l'obligation au titre des autres avantages sociaux futurs et les frais connexes. L'analyse de sensibilité présentée dans le tableau doit être utilisée avec prudence, car ses résultats sont hypothétiques et les variations de chacune des hypothèses clés pourraient ne pas être linéaires. La sensibilité de chaque variable clé a été calculée indépendamment des variations des autres variables clés.

Dans les faits, des variations peuvent survenir dans plusieurs hypothèses clés simultanément. Les variations d'un facteur peuvent entraîner des variations d'un autre facteur, ce qui peut amplifier ou réduire certaines sensibilités.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Prestations de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	Obligation au titre des prestations constituées	Charge liée aux prestations constituées	Obligation au titre des prestations constituées	Charge liée aux prestations constituées
Taux d'actualisation (%)	5,6	5,1	5,5	5,3
Effet d'une : hausse de 1 % (\$)	(475)	(14)	(126)	(3)
baisse de 1 % (\$)	606	19	159	4
Taux de croissance de la rémunération (%)	3,9	3,8	3,9	3,8
Effet d'une : hausse de 0,25 % (\$)	34	2	1	–
baisse de 0,25 % (\$)	(33)	(2)	(1)	–
Taux de rendement prévu des actifs (%)	s.o.	6,6	s.o.	8,0
Effet d'une : hausse de 1 % (\$)	s.o.	(40)	s.o.	(1)
baisse de 1 % (\$)	s.o.	40	s.o.	1
Taux de croissance présumé du coût global des soins de santé (%)	s.o.	s.o.	7,0 1)	7,5 1)
Effet d'une : hausse de 1 % (\$)	s.o.	s.o.	136	12
baisse de 1 % (\$)	s.o.	s.o.	(109)	(10)

1) Le taux devrait se stabiliser à 4,5 % en 2013 et pour les années subséquentes.
s.o. – sans objet

Flux de trésorerie

Le tableau ci-dessous présente les paiements en espèces que nous avons faits au cours de l'exercice, relativement aux régimes d'avantages sociaux futurs des employés :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Prestations de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Cotisations aux régimes à prestations déterminées	37 \$	179 \$	177 \$	– \$	– \$	– \$
Cotisations aux régimes à cotisations déterminées	13	10	11	–	–	–
Prestations versées directement aux retraités	21	15	15	32	18	19
Total	71 \$	204 \$	203 \$	32 \$	18 \$	19 \$

Nos meilleures estimations des sommes que nous prévoyons verser pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008 sont 49 millions de dollars pour nos régimes de retraite et 34 millions de dollars pour nos régimes d'autres avantages sociaux futurs.

Estimation des versements futurs de prestations

Estimation des versements futurs de prestations au cours des cinq prochains exercices et par la suite :

(en millions de dollars canadiens)	Prestations de retraite	Autres avantages sociaux futurs
2008	212 \$	34 \$
2009	220	36
2010	233	40
2011	244	42
2012	259	45
2013–2017	1 470	270

Note 24 : Impôts sur les bénéfices

Nous présentons notre provision pour impôts sur les bénéfices dans notre état consolidé des résultats, en fonction des opérations comptabilisées dans nos états financiers consolidés, quelle que soit la date à laquelle elles sont constatées aux fins de l'impôt sur les bénéfices, sauf dans le cas du rapatriement des bénéfices non répartis de nos filiales à l'étranger, tel que nous le mentionnons ci-dessous.

En outre, nous comptabilisons la charge fiscale ou l'avantage fiscal directement dans les capitaux propres lorsque les impôts portent sur des montants constatés dans les capitaux propres. Par exemple, la charge fiscale découlant des gains provenant d'opérations de couverture relatives à nos investissements nets dans des établissements à l'étranger est comptabilisée dans les capitaux propres, dans le cumul des autres éléments du résultat étendu – gain (perte) provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger.

Les soldes d'impôts futurs inclus dans les actifs divers, soit 235 millions de dollars, et dans les passifs divers, soit un solde à zéro, au 31 octobre 2007 (respectivement 84 millions et 17 millions en 2006) représentent le montant cumulatif d'impôt applicable aux écarts temporaires entre la valeur de nos actifs et de nos passifs aux fins comptables et leur valeur aux fins fiscales. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont calculés aux taux d'imposition qui, selon les prévisions, seront applicables au moment de la résorption des écarts. Les variations du solde des actifs et passifs d'impôts futurs découlant d'un changement de taux d'imposition sont comptabilisées dans les revenus de la période au cours de laquelle le nouveau taux est pratiquement en vigueur.

Nous prévoyons réaliser nos actifs d'impôts futurs dans le cours normal de nos activités.

Composantes du solde des impôts futurs

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006
Actifs d'impôts futurs		
Provision pour pertes sur créances	374 \$	396 \$
Avantages sociaux futurs des employés	233	224
Rémunération du personnel différée	176	197
Autres éléments du résultat étendu	67	–
Autres	33	14
Total des actifs d'impôts futurs	883 \$	831 \$
Passifs d'impôts futurs		
Bureaux et matériel	(168)\$	(255)\$
Prestations de retraite	(356)	(392)
Actifs incorporels	(81)	(83)
Autres	(43)	(34)
Total des passifs d'impôts futurs	(648)\$	(764)\$

Le revenu que nous gagnons à l'étranger, par l'entremise de nos succursales ou de nos filiales, est généralement assujéti aux impôts des pays concernés. Le revenu provenant de nos succursales à l'étranger est également assujéti à l'impôt canadien. Le Canada accorde un crédit pour l'impôt étranger payé sur ce revenu. Si nous devons rapatrier les bénéfices de certaines filiales à l'étranger,

nous serions tenus de payer de l'impôt sur certains de ces bénéfices. Comme le rapatriement de tels bénéfices n'est pas prévu dans un proche avenir, nous n'avons pas comptabilisé le passif d'impôts futurs correspondant. Les impôts canadiens et les impôts étrangers maximaux qui seraient exigibles, aux taux en vigueur, si les bénéfices de toutes nos filiales étrangères étaient rapatriés, sont estimés à 599 millions, 583 millions et 532 millions de dollars au 31 octobre 2007, 2006 et 2005 respectivement.

Provision pour impôts sur les bénéfices			
(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005 1)
État consolidé des résultats			
Provision pour impôts sur les bénéfices			
– Impôts exigibles	214 \$	872 \$	784 \$
– Impôts futurs	(25)	(155)	90
	189	717	874
Capitaux propres			
Charge d'impôts découlant de :			
Gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente, déduction faite des opérations de couverture	19	–	–
Pertes sur les couvertures de flux de trésorerie	(86)	–	–
Couverture de la perte non réalisée provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	575	156	101
Autres	(37)	–	–
Total	660 \$	873 \$	975 \$

1) Les montants ont été retraités pour tenir compte de la modification de convention comptable décrite à la note 22.

Le tableau suivant établit un rapprochement entre, d'une part, nos taux d'imposition prévus par la loi et les impôts sur les bénéfices qui seraient exigibles à ces taux et, d'autre part, les taux d'imposition effectifs et la provision pour impôts sur les bénéfices que nous avons comptabilisée dans notre état consolidé des résultats.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2007		2006		2005 1)	
Impôts sur les bénéfices aux taux d'imposition prévus par la loi, combinés du Canada et des provinces	838 \$	35,0 %	1 206 \$	34,9 %	1 160 \$	34,8 %
Augmentation (diminution) en raison des motifs suivants :						
Revenu exonéré d'impôt	(116)	(4,9)	(91)	(2,6)	(88)	(2,7)
Activités à l'étranger assujetties à des taux d'imposition différents	(493)	(20,6)	(332)	(9,6)	(211)	(6,3)
Impôt des grandes sociétés	–	–	–	–	4	0,1
Changement du taux d'imposition pour impôts futurs	2	0,1	(3)	(0,1)	–	–
Actifs incorporels non déductibles aux fins fiscales	10	0,4	10	0,2	13	0,5
Autres	(52)	(2,1)	(73)	(2,1)	(4)	(0,1)
Provision pour impôts sur les bénéfices et taux d'imposition effectif	189 \$	7,9 %	717 \$	20,7 %	874 \$	26,3 %

1) Les montants ont été retraités pour tenir compte de la modification de convention comptable décrite à la note 22.

Note 25 : Résultat par action

Résultat de base par action

Nous obtenons notre résultat de base par action en divisant notre revenu net, déduction faite du total des dividendes sur les actions privilégiées, par le nombre moyen quotidien des actions ordinaires entièrement payées et en circulation au cours de l'exercice.

Résultat de base par action			
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2007	2006	2005 1)
Revenu net	2 131 \$	2 663 \$	2 396 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(43)	(30)	(30)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 088 \$	2 633 \$	2 366 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	499 950	501 257	500 060
Résultat de base par action (en dollars canadiens)	4,18 \$	5,25 \$	4,73 \$

1) Les montants ont été retraités pour tenir compte de la modification de convention comptable décrite à la note 22.

Composantes de la provision totale pour impôts sur les bénéfices

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005 1)
Au Canada : Impôts exigibles			
Palier fédéral	457 \$	494 \$	430 \$
Palier provincial	227	266	227
	684	760	657
Au Canada : Impôts futurs			
Palier fédéral	(70)	(110)	34
Palier provincial	(34)	(51)	9
	(104)	(161)	43
Total des impôts canadiens	580	599	700
À l'étranger : Impôts exigibles	93	268	228
Impôts futurs	(13)	6	47
Total des impôts à l'étranger	80	274	275
Total	660 \$	873 \$	975 \$

1) Les montants ont été retraités pour tenir compte de la modification de convention comptable décrite à la note 22.

Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action représente ce que notre résultat par action aurait été si les instruments convertibles en actions ordinaires, dont la conversion aurait eu pour effet de réduire notre résultat par action, avaient été convertis, soit au début de l'exercice dans le cas des instruments qui étaient en circulation pendant toute la durée de l'exercice, soit à partir de la date d'émission des instruments émis au cours de l'exercice.

Actions convertibles

Pour déterminer notre résultat dilué par action, nous ajoutons au résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires les dividendes versés aux détenteurs d'actions convertibles, car ces dividendes n'auraient pas été versés si les actions avaient été converties au début de l'exercice. Ces dividendes s'élevaient à moins de 1 million de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2007, 2006 et 2005. De la même façon, nous ajoutons au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre d'actions qui auraient été émises si la conversion avait eu lieu au début de l'exercice.

Dans certains cas, nos actions privilégiées de catégorie B des séries 6 et 10 sont convertibles en actions ordinaires. Nous n'avons pas tenu compte de ces conversions dans le calcul du résultat dilué par action, puisque nous avons la possibilité de régler les conversions en espèces plutôt qu'en actions ordinaires.

Options d'achat d'actions des employés

Pour déterminer notre résultat dilué par action, nous ajoutons au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre d'actions qui auraient été émises si toutes les options dont le prix d'exercice était inférieur au cours moyen de l'action pour l'exercice avaient été exercées. Lorsque les objectifs de rendement n'ont pas été atteints, les options touchées sont exclues du calcul. De plus, nous soustrayons du nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre de nos actions ordinaires que nous aurions pu racheter si nous avions utilisé le produit de l'exercice des options d'achat d'actions pour les racheter sur le marché libre au cours moyen de l'action pour l'exercice. Notre rajustement ne tient pas compte des options d'achat d'actions dont le prix d'exercice est supérieur au cours moyen de l'action pour l'exercice, parce que cela aurait pour effet d'augmenter notre résultat par action plutôt que de le diluer.

Résultat dilué par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2007	2006	2005 1)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 088 \$	2 633 \$	2 366 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	499 950	501 257	500 060
Actions convertibles	271	328	361
Options d'achat d'actions pouvant être exercées 2)	18 492	21 629	25 424
Actions ordinaires pouvant être rachetées	(10 099)	(12 041)	(15 000)
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	508 614	511 173	510 845
Résultat dilué par action (en dollars canadiens)	4,11 \$	5,15 \$	4,63 \$

- 1) Les montants ont été retraités pour tenir compte de la modification de convention comptable décrite à la note 22.
- 2) En calculant le résultat dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen des options d'achat d'actions en cours, soit 317 266, 174 485 et 410 265, dont le prix d'exercice moyen pondéré était de 67,89 \$, 63,14 \$ et 56,60 \$, pour les exercices terminés respectivement le 31 octobre 2007, 2006 et 2005.

Note 26 : Segmentation opérationnelle et géographique

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut que nos groupes et les résultats qui leur sont attribués ne puissent pas être comparés à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comme le revenu net, la croissance du revenu, le rendement des capitaux propres, le profit économique net et le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (ou ratio de productivité).

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, nous avons modifié la segmentation de nos groupes d'exploitation de manière à présenter comme deux unités d'exploitation distinctes nos Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada et nos Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis. Les données des périodes antérieures ont été retraitées pour tenir compte de ce nouveau mode de présentation.

Services bancaires Particuliers et entreprises

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) sont constitués de deux unités d'exploitation : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) offrent une gamme complète de produits de dépôt et de crédit aux particuliers et aux entreprises, notamment des services de dépôt et de placement, des prêts hypothécaires, des prêts à la consommation, des prêts aux entreprises, des services de gestion de trésorerie et d'autres services bancaires.

Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises aux États-Unis, principalement dans la région de Chicago et dans l'Indiana, par l'intermédiaire de succursales et de circuits de services bancaires en direct comme les services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne et un réseau de guichets automatiques.

Groupe Gestion privée

Le groupe Gestion privée (groupe GP) réunit tous nos services de gestion de patrimoine. Le groupe GP, qui exerce ses activités sous les marques BMO au Canada et Harris aux États-Unis, sert une grande diversité de segments de clientèle, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Nous offrons à notre clientèle une vaste gamme de produits et services de gestion de patrimoine, notamment des services de courtage traditionnels et en ligne au Canada, et des services de gestion privée et des produits de placement au Canada et aux États-Unis.

BMO Marchés des capitaux

BMO Marchés des capitaux (BMO MC) englobe tous nos secteurs d'activité qui offrent des services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques. Au Canada et aux États-Unis, BMO MC est présent

dans un large éventail de secteurs. Ce groupe compte également des clients au Royaume-Uni, en Europe, en Asie et en Australie. Il offre à sa clientèle une gamme complète de services financiers, notamment en matière de prise ferme de titres d'emprunt et de participation, de crédit aux grandes entreprises, de financement de projets, de services-conseils liés aux fusions et acquisitions, de banques d'affaires, de titrisation, de gestion de trésorerie, de gestion du risque de marché, de recherche sur titres d'emprunt et de participation, ainsi que de vente et de négociation de titres institutionnels.

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans des domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, le marketing d'entreprise, les ressources humaines et l'apprentissage. Les résultats d'exploitation comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif.

L'unité Technologie et opérations (T&O) nous assure des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition. T&O axe ses efforts sur les priorités liées à la qualité et à l'efficacité établies à l'échelle de l'organisation afin d'offrir aux clients une expérience exceptionnelle.

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de T&O sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de T&O sont transférés aux trois groupes d'exploitation. Par conséquent, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie les activités décrites plus haut.

Les données des Services d'entreprise comprennent également les frais et les revenus résiduels représentant l'écart entre les montants réellement gagnés ou engagés et les montants affectés à chaque groupe d'exploitation.

Normes de présentation

La présentation des résultats de nos groupes d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les conventions comptables utilisées par ces groupes sont généralement conformes à celles qui sont utilisées dans la préparation des états financiers consolidés, tel que nous l'expliquons à la note 1 et tout au long des états financiers consolidés. Les différences notables dans les mesures comptables sont le rajustement sur une base d'imposition comparable et la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui sont expliqués ci-dessous.

Base d'imposition comparable

Nous analysons le revenu net d'intérêts sur une base d'imposition comparable (bic). Cette base comprend un rajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices établie selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi.

L'analyse sur une base d'imposition comparable neutralise l'incidence des placements effectués dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et aux rendements plus élevés. Elle atténue les distorsions du revenu net d'intérêts liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables.

Dotations à la provision pour pertes sur créances

Les dotations à la provision pour pertes sur créances sont généralement établies à l'égard de chaque groupe en fonction des pertes prévues pour chacun des groupes au cours d'un cycle économique. Les écarts entre les dotations pour pertes prévues et les dotations exigées en vertu des PCGR sont attribués aux Services d'entreprise.

Répartitions intergroupes

Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées dans la préparation de l'information financière concernant les groupes d'exploitation. Nous attribuons les frais directement liés à la production de revenus aux

groupes qui ont obtenu ces revenus. Les frais qui ne sont pas directement liés à la production de revenus, comme les frais généraux, sont répartis entre les groupes d'exploitation selon des formules de répartition appliquées de manière uniforme. Le revenu net d'intérêts des groupes d'exploitation reflète la répartition interne des charges et des crédits attribués aux actifs, aux passifs et au capital des groupes, aux taux du marché, compte tenu des échéances et des devises appropriées. La compensation de l'incidence nette de ces charges et crédits est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

Information géographique

Nous exerçons nos activités principalement au Canada et aux États-Unis, mais aussi au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous le poste Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des frais y afférents, sauf pour ce qui est de la dotation consolidée à la provision pour pertes sur créances, qui est répartie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et actifs moyens classés par groupe d'exploitation et par région :

(en millions de dollars canadiens)	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total (bic)	Rajuste- ments bic	Total (selon les PCGR)	Canada	États-Unis	Autres pays
2007											
Revenu net d'intérêts	3 065 \$	730 \$	613 \$	974 \$	(359)\$	5 023 \$	(180)\$	4 843 \$	3 745 \$	973 \$	305 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 678	178	1 441	995	214	4 506	–	4 506	3 836	582	88
Revenu total	4 743	908	2 054	1 969	(145)	9 529	(180)	9 349	7 581	1 555	393
Dotation à la provision pour pertes sur créances	323	35	3	77	(85)	353	–	353	257	99	(3)
Frais autres que d'intérêts	2 670	696	1 427	1 565	243	6 601	–	6 601	4 785	1 653	163
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 750	177	624	327	(303)	2 575	(180)	2 395	2 539	(197)	233
Impôts sur les bénéfices	500	63	216	(98)	(312)	369	(180)	189	546	(150)	(27)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	–	–	–	–	75	75	–	75	55	20	–
Revenu net	1 250 \$	114 \$	408 \$	425 \$	(66)\$	2 131 \$	– \$	2 131 \$	1 938 \$	(67)\$	260 \$
Actif moyen	119 164 \$	23 477 \$	7 091 \$	207 084 \$	3 759 \$	360 575 \$	– \$	360 575 \$	216 572 \$	111 150 \$	32 853 \$
Écarts d'acquisition (au)	106 \$	628 \$	313 \$	91 \$	2 \$	1 140 \$	– \$	1 140 \$	423 \$	717 \$	– \$
2006											
Revenu net d'intérêts	2 941 \$	740 \$	569 \$	773 \$	(152)\$	4 871 \$	(127)\$	4 744 \$	3 709 \$	1 016 \$	146 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 639	166	1 324	2 007	105	5 241	–	5 241	3 686	1 375	180
Revenu total	4 580	906	1 893	2 780	(47)	10 112	(127)	9 985	7 395	2 391	326
Dotation à la provision pour pertes sur créances	314	30	3	79	(250)	176	–	176	181	(3)	(2)
Frais autres que d'intérêts	2 597	681	1 342	1 602	131	6 353	–	6 353	4 520	1 695	138
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 669	195	548	1 099	72	3 583	(127)	3 456	2 694	699	190
Impôts sur les bénéfices	527	80	193	239	(195)	844	(127)	717	650	207	(13)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	–	–	–	–	76	76	–	76	55	21	–
Revenu net	1 142 \$	115 \$	355 \$	860 \$	191 \$	2 663 \$	– \$	2 663 \$	1 989 \$	471 \$	203 \$
Actif moyen	114 364 \$	21 890 \$	6 545 \$	161 811 \$	4 521 \$	309 131 \$	– \$	309 131 \$	191 929 \$	90 317 \$	26 885 \$
Écarts d'acquisition (au)	93 \$	582 \$	323 \$	98 \$	2 \$	1 098 \$	– \$	1 098 \$	410 \$	688 \$	– \$
2005 2)											
Revenu net d'intérêts	2 829 \$	732 \$	578 \$	966 \$	(199)\$	4 906 \$	(119)\$	4 787 \$	3 584 \$	1 186 \$	136 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 490	165	1 459	1 775	163	5 052	–	5 052	3 435	1 454	163
Revenu total	4 319	897	2 037	2 741	(36)	9 958	(119)	9 839	7 019	2 640	299
Dotation à la provision pour pertes sur créances	269	30	4	98	(222)	179	–	179	190	15	(26)
Frais autres que d'intérêts	2 481	659	1 529	1 480	183	6 332	–	6 332	4 323	1 881	128
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 569	208	504	1 163	3	3 447	(119)	3 328	2 506	744	197
Impôts sur les bénéfices	493	84	190	313	(87)	993	(119)	874	800	246	(53)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	–	–	–	–	58	58	–	58	36	22	–
Revenu net	1 076 \$	124 \$	314 \$	850 \$	32 \$	2 396 \$	– \$	2 396 \$	1 670 \$	476 \$	250 \$
Actif moyen	105 963 \$	21 055 \$	7 061 \$	157 234 \$	5 189 \$	296 502 \$	– \$	296 502 \$	188 124 \$	82 789 \$	25 589 \$
Écarts d'acquisition (au)	93 \$	568 \$	327 \$	100 \$	3 \$	1 091 \$	– \$	1 091 \$	411 \$	680 \$	– \$

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

2) Les montants ont été retraités pour tenir compte de la modification de convention comptable décrite aux notes 3 et 22.

Les données des exercices antérieurs ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés à la structure organisationnelle et au mode de présentation au cours de l'exercice à l'étude.

Note 27 : Opérations entre apparentés

Les apparentés comprennent les administrateurs, les dirigeants et les entités qui leur sont affiliées, ainsi que les coentreprises et les sociétés satellites.

Administrateurs, dirigeants et entités affiliées

Depuis le 1^{er} septembre 1999, nous n'accordons aucun nouveau prêt hypothécaire ou autre prêt à taux réduit aux dirigeants, autre que les prêts liés à des mutations effectuées à notre demande. Le solde des prêts hypothécaires à taux réduit consentis à des employés mutés s'établissait à 68 millions et 70 millions de dollars au 31 octobre 2007 et 2006 respectivement. Les intérêts gagnés sur ces prêts sont comptabilisés dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, à notre état consolidé des résultats.

Nous fournissons certains services bancaires à nos administrateurs, à nos dirigeants et à leurs entités affiliées. Nous offrons ces services selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients. Les prêts à nos administrateurs, à nos dirigeants et à leurs entités affiliées totalisaient respectivement 10 millions et 8 millions de dollars au 31 octobre 2007 et 2006.

Rémunération des membres du Conseil d'administration

Régime d'options d'achat d'actions

Au cours de l'exercice 2002, nous avons offert un régime d'options d'achat d'actions aux administrateurs qui ne sont pas membres de la direction. Les conditions de ce régime sont les mêmes que celles de notre régime destiné aux dirigeants et employés désignés, décrit à la note 22. Au cours de l'exercice 2003, nous avons consenti 42 000 options d'achat d'actions au prix d'exercice de 43,25 \$ l'action. Depuis le 1^{er} novembre 2003, nous avons cessé de consentir des options dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions destiné aux administrateurs qui ne sont pas membres de la direction.

Les frais liés aux options d'achat d'actions de ce régime sont calculés de la même manière que les frais liés aux options d'achat d'actions des employés. Ils sont inclus dans les autres frais inscrits à notre état consolidé des résultats et s'élevaient à moins de un million de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2007, 2006 et 2005.

Unités d'actions différées

Les membres de notre Conseil d'administration doivent toucher la totalité de leur rémunération annuelle et de leurs autres honoraires sous forme d'actions ordinaires de la Banque (achetées sur le marché libre) ou d'unités d'actions différées jusqu'à ce que le portefeuille d'actions des administrateurs soit supérieur à six fois leur rémunération annuelle comme administrateurs. Une fois ce seuil franchi, les administrateurs doivent toucher au moins 50 % de leur rémunération annuelle sous cette forme.

Les unités d'actions différées attribuées en vertu de ce régime sont rajustées pour tenir compte des dividendes et de l'évolution du cours de nos actions ordinaires. La valeur de ces unités d'actions différées est versée immédiatement à l'administrateur lorsqu'il réside ses fonctions au sein du Conseil d'administration. Les frais relatifs à ce régime ont été inscrits dans les autres frais de notre état consolidé des résultats et totalisaient respectivement 5 millions, 2 millions et 3 millions de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2007, 2006 et 2005.

Coentreprises et sociétés satellites

Nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos sociétés satellites selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients.

Nous avons une participation de 50 % dans une coentreprise. Notre investissement dans les actions ordinaires de cette coentreprise était de 296 millions de dollars au 31 octobre 2007 (275 millions en 2006), montant qui a été éliminé après consolidation proportionnelle.

Notre investissement dans les entités sur lesquelles nous exerçons une influence notable totalisait 962 millions de dollars au 31 octobre 2007 (937 millions en 2006).

Employés

Nous offrons maintenant un ensemble sélectionné de prêts hypothécaires et autres prêts à nos employés aux taux que nous accordons normalement à nos clients privilégiés. Nous offrons aussi à nos employés des tarifs bonifiés quant aux frais annuels de services de cartes.

Note 28 : Passif éventuel

a) Poursuites judiciaires

Dans le cas de la faillite de Adelphia Communications Corporation (Adelphia), les Official Committees of Unsecured Creditors and Equity Security Holders ont intenté des poursuites contre la Banque de Montréal, sa filiale indirecte BMO Capital Markets Corp. (auparavant Harris Nesbitt Corp.) et environ 380 autres institutions financières. Les plaintes comportent des réclamations en vertu de diverses lois fédérales et de la common law, et visent à obtenir des dommages-intérêts compensatoires et exemplaires, dont les montants ne sont pas spécifiés, ainsi qu'un redressement équitable. Les poursuites ont maintenant été retirées de la cour des faillites et sont en instance devant la cour fédérale du district sud de New York. À la suite de la confirmation de divers projets de réorganisation de Adelphia, une entité ad hoc, Adelphia Recovery Trust (ART), a remplacé les comités à titre de demandeur dans ces poursuites.

En outre, la Banque de Montréal et BMO Capital Markets Corp. sont deux des nombreuses institutions financières nommées dans des poursuites civiles intentées par les détenteurs de titres de Adelphia. Les défendeurs ont conclu un accord de règlement relativement à la plus importante de ces poursuites, un recours collectif consolidé intenté par les détenteurs de titres de Adelphia. Ce règlement a ensuite été approuvé par le tribunal de district. Le règlement fait actuellement l'objet d'un appel de la part de certains demandeurs putatifs du recours collectif consolidé. À moins que l'appel contre le règlement ne soit accueilli, ce règlement rendra irrecevable toute poursuite civile future contre la Banque de Montréal et BMO Capital Markets Corp. par les détenteurs de titres de Adelphia, à l'exception de deux poursuites intentées par des groupes qui ont choisi de refuser l'accord de règlement relatif au recours collectif consolidé. Les poursuites de ces deux groupes, qui visent à obtenir des dommages-intérêts dont les montants ne sont pas spécifiés, sont actuellement

en instance devant le tribunal de district. L'accord de règlement n'a pas d'effet sur la poursuite de ART, puisqu'elle est intentée par Adelphia et ses créanciers, et non par les détenteurs de titres de Adelphia.

Comme les procédures relatives à ces poursuites en sont à divers stades intermédiaires, nous ne sommes pas en mesure de déterminer quel sera leur résultat éventuel, mais la direction estime que la Banque et BMO Capital Markets Corp. ont une défense solide relativement à ces plaintes et se défendront avec vigueur contre toutes les actions qui pourraient être intentées.

BMO Nesbitt Burns Inc., filiale indirecte de la Banque de Montréal, fait l'objet, au Canada, de plusieurs recours individuels et recours collectifs proposés, intentés au nom d'actionnaires de Bre-X Minerals Ltd. (Bre-X). Au Canada, deux des recours collectifs proposés ont été rejetés en ce qui concerne BMO Nesbitt Burns Inc. Aux États-Unis, un recours collectif proposé a été rejeté en ce qui concerne BMO Nesbitt Burns Inc., en octobre 2005. BMO Nesbitt Burns Inc., la Banque de Montréal et BMO Capital Markets Corp. (auparavant Harris Nesbitt Corp.) ont aussi visées par un recours individuel aux États-Unis.

Parmi les autres défendeurs nommés dans l'un ou plusieurs des recours mentionnés ci-dessus figurent Bre-X, des dirigeants et des administrateurs de Bre-X, une firme de conseil en exploitation minière engagée par Bre-X, le conseiller financier de Bre-X, les firmes de courtage qui ont vendu des actions ordinaires de Bre-X et une grande entreprise de production aurifère. Ces recours sont fondés en grande partie sur des allégations de négligence et d'informations trompeuses ou frauduleuses relativement à la vente des titres de Bre-X.

Comme ces litiges en sont tous à un stade préliminaire, nous ne sommes pas en mesure de déterminer quel sera leur résultat éventuel, mais la direction estime que BMO Nesbitt Burns Inc., la Banque et BMO Capital Markets Corp. ont une défense solide relativement à ces plaintes et se défendront avec vigueur contre toutes les actions qui pourraient être intentées.

À la suite des informations que nous avons présentées, les 27 avril et 17 mai 2007, sur nos pertes de négociation sur produits de base, découlant de l'évaluation à la valeur de marché, qui totalisaient 680 millions de dollars (avant impôts) en date du 30 avril 2007, la Banque a reçu des demandes de renseignements, des demandes de documents et des assignations provenant des autorités dans les domaines des valeurs mobilières, des produits de base, des activités bancaires et de l'application des lois, relativement à ces pertes de négociation. La Banque coopère avec toutes ces autorités.

La Banque et ses filiales sont parties à d'autres poursuites judiciaires, ainsi qu'à des enquêtes réglementaires, dans le cours normal de leurs activités. Bien que le résultat de telles procédures soit par nature difficile à prévoir, la direction ne prévoit pas que leur résultat, individuellement ou globalement, aura un effet défavorable important sur la situation financière ou les résultats d'exploitation consolidés de la Banque.

b) Nantissement d'actifs

Dans le cours normal de nos activités, nous cédon des actifs en garantie de divers passifs que nous contractons. Les tableaux suivants font état de nos actifs cédés en garantie, des parties à qui ils ont été cédés et des activités dans le cadre desquelles ils ont été cédés :

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006
Encaisse	65 \$	9 \$
Valeurs mobilières		
Émises ou garanties par le Canada	8 758	5 999
Émises ou garanties par les provinces, municipalités ou commissions scolaires canadiennes	3 648	2 234
Autres valeurs mobilières	17 441	17 724
Titres pris en pension ou empruntés, et autres	25 475	25 436
Total des actifs cédés en garantie	55 387 \$	51 402 \$

Ce tableau ne tient pas compte de l'encaisse assujettie à des restrictions présentée à la note 2.

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006
Parties à qui les actifs ont été cédés : 1)		
Systèmes de compensation, systèmes de paiement et dépositaires	1 371 \$	1 351 \$
Banque du Canada	1 768	1 734
Gouvernements étrangers et banques centrales	1 381	3 247
Activités relatives aux actifs cédés :		
Obligations relatives à des titres mis en pension ou prêtés	24 837	28 477
Emprunts et prêts de titres	19 435	11 709
Transactions sur instruments dérivés	3 959	2 010
Autres	2 636	2 874
Total	55 387 \$	51 402 \$

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Exclut l'encaisse cédée aux banques centrales et présentée comme faisant l'objet de restrictions à la note 2.

1) Comprend les actifs cédés afin de participer aux systèmes de compensation et de paiement et de collaborer avec les institutions dépositaires, ou d'avoir accès aux facilités des banques centrales en territoires étrangers.

Note 29 : Juste valeur des instruments financiers

Nous comptabilisons les actifs et passifs liés à la négociation, les instruments dérivés, les titres disponibles à la vente et les titres vendus à découvert, à la valeur de marché et nous comptabilisons les autres actifs et passifs non liés à la négociation au coût d'origine après amortissement, déduction faite des provisions ou des dévaluations pour perte de valeur. La juste valeur est subjective par nature, étant déterminée en fonction de diverses techniques d'évaluation et de diverses hypothèses. Les valeurs sont fondées sur des estimations des divers actifs et passifs individuels et ne comprennent pas d'estimation de la juste valeur de l'une ou l'autre des entités juridiques ou des opérations sous-jacentes s'inscrivant dans nos activités.

Les montants de juste valeur indiqués dans les présents états financiers représentent des estimations ponctuelles qui sont susceptibles de changer dans d'autres périodes, en raison des conditions du marché ou d'autres facteurs. La juste valeur représente notre estimation des sommes contre lesquelles nous pourrions échanger les instruments financiers avec des tiers désireux de les acquérir. Cependant, dans la plupart des cas, les instruments financiers ne sont pas échangeables ni échangés, si bien qu'il est difficile d'en déterminer la juste valeur. Dans de tels cas, nous avons estimé la juste valeur en tenant compte seulement des changements qui sont survenus dans les taux d'intérêt et le risque de crédit depuis que nous avons acquis ces éléments, ou depuis que nous avons conclu le contrat sous-jacent. Ces calculs représentent les meilleures estimations que la direction puisse faire en se basant sur un certain nombre de méthodes et d'hypothèses. Cependant, comme ils comportent des incertitudes, les justes valeurs peuvent ne pas se matérialiser dans la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments.

Les changements de taux d'intérêt sont la principale cause de changement de la juste valeur de nos instruments financiers.

Les éléments qui ne sont pas des instruments financiers, tels que les bureaux, le matériel, les écarts d'acquisition et les actifs incorporels, ont été exclus de notre estimation de la juste valeur. Les actifs exclus totalisaient 3 244 millions de dollars au 31 octobre 2007 (3 297 millions en 2006).

Instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur

Nous supposons que la juste valeur est égale à la valeur comptable dans le cas de l'actif et du passif liés aux acceptations et des titres mis en pension ou prêtés. Cette hypothèse est fondée sur le fait qu'il s'agit d'actifs et de passifs à court terme. Nous supposons également que la juste valeur est égale à la valeur comptable de notre encaisse et de certains de nos actifs et passifs divers.

Prêts

Nous établissons la juste valeur de nos prêts en nous fondant sur les hypothèses suivantes :

- Dans le cas des prêts productifs à taux fixe, nous actualisons le solde des flux de trésorerie contractuels, rajusté pour tenir compte des remboursements anticipés estimatifs, aux taux du marché actuels offerts sur des prêts ayant des termes semblables.
- Dans le cas des prêts productifs à taux variable, les changements de taux d'intérêt n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces prêts s'ajustent fréquemment aux taux du marché. C'est pourquoi nous supposons que la juste valeur est égale à la valeur comptable.

Nous soustrayons ensuite le montant de la provision pour pertes sur créances de la valeur des soldes de nos prêts fondée sur les hypothèses décrites ci-dessus pour établir la juste valeur de notre portefeuille de prêts.

Valeurs mobilières

La juste valeur de nos valeurs mobilières, aussi bien les titres de négociation que les titres disponibles à la vente, selon le type d'instrument, de même que les méthodes utilisées pour déterminer la juste valeur sont présentées à la note 3.

Instruments dérivés

Les méthodes utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments dérivés sont présentées à la note 9.

Dépôts

Nous établissons la juste valeur de nos dépôts en nous fondant sur les hypothèses suivantes :

- Dans le cas des dépôts à taux et à échéance fixes, nous actualisons le solde des flux de trésorerie contractuels, rajusté pour tenir compte des remboursements prévus, aux taux du marché actuels qui s'appliquent à des dépôts ayant des termes et des caractéristiques de risque semblables.
- Dans le cas des dépôts à taux variable et à échéance fixe, les changements de taux d'intérêt n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces dépôts s'ajustent fréquemment aux taux du marché. C'est pourquoi nous supposons que la juste valeur est égale à la valeur comptable.
- Dans le cas des dépôts sans échéance définie, nous considérons que la juste valeur est égale à la valeur comptable, en nous fondant sur le fait que la valeur comptable est équivalente au montant payable à la date des états financiers.

Dette subordonnée, actions privilégiées classées dans le passif et titres d'une fiducie de capital

La juste valeur de la dette subordonnée, des actions privilégiées classées dans le passif et des titres d'une fiducie de capital est déterminée d'après les cours

actuels du marché pour des instruments semblables. Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs qui sont des instruments financiers étaient comptabilisés à leur juste valeur.

	2007			2006		
	Valeur comptable	Juste valeur	Écart positif (négatif)	Valeur comptable	Juste valeur	Écart positif (négatif)
Actif						
Encaisse	22 890 \$	22 890 \$	– \$	19 608 \$	19 608 \$	– \$
Valeurs mobilières	98 277	98 277	–	67 411	67 466	55
Prêts et engagements de clients aux termes d'acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	201 188	199 970	(1 218)	190 994	189 731	(1 263)
Instruments dérivés	32 585	32 585	–	30 411	30 481	70
Actifs divers	8 340	8 340	–	8 257	8 257	–
	363 280 \$	362 062 \$	(1 218)\$	316 681 \$	315 543 \$	(1 138)\$
Passif						
Dépôts	232 050 \$	232 202 \$	152 \$	203 848 \$	203 992 \$	144 \$
Instruments dérivés	33 584	33 584	–	31 446	31 555	109
Acceptations	12 389	12 389	–	7 223	7 223	–
Titres vendus à découvert	25 039	25 039	–	15 398	15 398	–
Titres mis en pension ou prêtés	31 263	31 263	–	31 918	31 918	–
Passifs divers	12 055	12 023	(32)	10 758	10 780	22
Dette subordonnée	3 446	3 491	45	2 726	2 888	162
Actions privilégiées	250	250	–	450	462	12
Titres d'une fiducie de capital	1 150	1 198	48	1 150	1 253	103
	351 226 \$	351 439 \$	213 \$	304 917 \$	305 469 \$	552 \$
Total			(1 431)\$			(1 690)\$

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Note 30 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis

Nous dressons nos états financiers consolidés en conformité avec les PCGR du Canada, y compris les interprétations qu'en donne l'organisme qui régleme nos activités, le Surintendant des institutions financières du Canada.

Nous présentons ci-dessous les écarts les plus importants qui résulteraient de l'application des PCGR des États-Unis dans la préparation de notre état

consolidé des résultats, de notre état consolidé du résultat étendu, de notre bilan consolidé et de notre état consolidé du cumul des autres éléments du résultat étendu. Les écarts relatifs à notre état consolidé des flux de trésorerie n'étant pas significatifs, ils ne sont pas présentés ci-dessous.

État consolidé condensé des résultats

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	2007	2006	2005 1)
Revenu net, selon les états financiers conformes aux PCGR du Canada	2 131 \$	2 663 \$	2 396 \$
Rajustements pour se conformer aux PCGR des États-Unis :			
Revenu net d'intérêts			
Passif et capitaux propres j)	99	99	97
Revenu autre que d'intérêts			
Investissements des banques d'affaires k)	7	(21)	(83)
Option de la juste valeur b)	(8)	–	–
Entités à détenteurs de droits variables a)	–	–	(13)
Instruments dérivés d)	–	(32)	(66)
Frais autres que d'intérêts			
Rémunération à base d'actions e)	(17)	(31)	(6)
Frais de développement de logiciels f)	(42)	(42)	(42)
Prestations de retraite et avantages sociaux connexes c)	–	4	2
Écarts d'acquisition et autres actifs g)	5	5	5
Impôts sur les bénéfices et variation nette des impôts sur les bénéfices h) (y compris les rajustements dus aux éléments énumérés ci-dessus)	19	40	65
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales j)	(79)	(79)	(79)
Revenu net selon les PCGR des États-Unis	2 115 \$	2 606 \$	2 276 \$
Résultat par action : de base – Revenu net selon les PCGR du Canada	4,18 \$	5,25 \$	4,73 \$
– Revenu net selon les PCGR des États-Unis	4,14	5,14	4,49
Résultat par action : dilué – Revenu net selon les PCGR du Canada	4,11 \$	5,15 \$	4,63 \$
– Revenu net selon les PCGR des États-Unis	4,08	5,04	4,40

1) Les montants ont été retraités pour tenir compte de la modification de convention comptable décrite à la note 22.

État consolidé du résultat étendu

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2007	2006	2005 1)
Total du résultat étendu, selon les états financiers conformes aux PCGR du Canada	1 435 \$	2 486 \$	2 281 \$
Rajustements pour se conformer aux PCGR des États-Unis :			
Rajustements du revenu net, selon l'état consolidé condensé des résultats	(16)	(57)	(120)
Gains de détention non réalisés sur titres disponibles à la vente, déduction faite des opérations de couverture m) 2)	–	151	99
Gains réalisés sur titres disponibles à la vente, constatés dans le revenu net m) 3)	–	(94)	(107)
Pertes non réalisées sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie d) 4)	–	(71)	(49)
Gains (pertes) nets sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, constatés dans le revenu net d) 5)	–	(5)	5
Gain non réalisé provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger, déduction faite des opérations de couverture g)	9	5	1
Prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs c) 6)	(486)	6	12
Total du résultat étendu selon les PCGR des États-Unis	942 \$	2 421 \$	2 122 \$

- 1) Les montants ont été retraités pour tenir compte de la modification de convention comptable décrite à la note 22.
- 2) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 82 millions de dollars en 2006 et 53 millions de dollars en 2005.
- 3) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 51 millions de dollars en 2006 et 58 millions de dollars en 2005.

- 4) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 38 millions de dollars en 2006 et 26 millions de dollars en 2005.
- 5) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 3 millions de dollars en 2006 et 41 millions de dollars en 2005.
- 6) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 279 millions de dollars en 2007, 3 millions en 2006 et 26 millions en 2005.

Bilan consolidé condensé

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2007			2006		
	PCGR du Canada	Augmentation (diminution)	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Augmentation (diminution)	PCGR des États-Unis
Actif						
Encaisse o)	22 890 \$	(1 994)\$	20 896 \$	19 608 \$	(2 119)\$	17 489 \$
Valeurs mobilières – Titres de négociation n)	70 773	(505)	70 268	51 820	–	51 820
– Titres disponibles à la vente d,i,k,m,n)	26 010	2 225	28 235	–	18 024	18 024
– Autres titres et titres de substituts de prêts k,m)	1 494	(97)	1 397	15 591	(15 591)	–
Prêts et engagements de clients aux termes d'acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances d,o)	201 188	1 994	203 182	190 994	2 088	193 082
Instruments dérivés d)	32 585	–	32 585	30 411	377	30 788
Bureaux et matériel f)	1 980	(3)	1 977	2 047	38	2 085
Écarts d'acquisition g)	1 140	(33)	1 107	1 098	(39)	1 059
Actifs incorporels c,g)	124	(8)	116	152	(15)	137
Actifs divers c,d,e,n)	8 340	7 629	15 969	8 257	7 371	15 628
Total de l'actif	366 524 \$	9 208 \$	375 732 \$	319 978 \$	10 134 \$	330 112 \$
Passif et capitaux propres						
Dépôts b,d)	232 050 \$	8 \$	232 058 \$	203 848 \$	62 \$	203 910 \$
Instruments dérivés d)	33 584	–	33 584	31 446	153	31 599
Acceptations	12 389	–	12 389	7 223	–	7 223
Titres vendus à découvert	25 039	–	25 039	15 398	–	15 398
Titres mis en pension ou prêtés	31 263	–	31 263	31 918	–	31 918
Passifs divers c,d,i,j,n)	12 055	10 963	23 018	10 758	11 109	21 867
Dette subordonnée d)	3 446	–	3 446	2 726	(45)	2 681
Actions privilégiées j)	250	(250)	–	450	(450)	–
Titres d'une fiducie de capital j)	1 150	(1 150)	–	1 150	(1 150)	–
Capitaux propres d,e,l)	15 298	(363)	14 935	15 061	455	15 516
Total du passif et des capitaux propres	366 524 \$	9 208 \$	375 732 \$	319 978 \$	10 134 \$	330 112 \$

État consolidé du cumul des autres éléments du résultat étendu

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2007	2006
Cumul total des autres éléments du résultat étendu – Perte, selon les états financiers conformes aux PCGR du Canada	(1 533)\$	(789)\$
Rajustements pour se conformer aux PCGR des États-Unis :		
Gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente m)	–	60
Gains non réalisés sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie d)	–	154
Gain non réalisé provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger, déduction faite des opérations de couverture	41	32
Prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs c)	(518)	(32)
Cumul total des autres éléments du résultat étendu – Perte, selon les PCGR des États-Unis	(2 010)\$	(575)\$

a) Entités à détenteurs de droits variables

Conformément aux PCGR des États-Unis, nous avons adopté le 31 janvier 2004 une nouvelle norme comptable sur la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Cette norme est maintenant conforme aux PCGR du Canada.

L'adoption de cette norme comptable américaine le 31 janvier 2004 a entraîné la consolidation de nos conduits multicédants. Nous avons comptabilisé dans notre état consolidé des résultats, comme incidence cumulative d'un changement de méthode comptable, un rajustement de transition unique de 111 millions de dollars relatif aux pertes non réalisées sur les swaps de taux d'intérêt détenus par nos EDDV pour couvrir leur risque de taux d'intérêt. Ces instruments dérivés avaient été comptabilisés comme des instruments dérivés de couverture selon les PCGR du Canada, mais ils ne répondaient pas aux

conditions précises de la comptabilité de couverture selon les PCGR des États-Unis dans les périodes antérieures. En conséquence, même s'ils étaient efficaces comme couvertures économiques, ils devaient être comptabilisés à la valeur de marché en vertu des PCGR des États-Unis.

Le 29 avril 2005, nous avons restructuré nos conduits multicédants, soit en résiliant nos swaps avec les EDDV, soit en changeant les modalités de ces swaps et en modifiant certains des droits des porteurs de billets émis par les EDDV. Par conséquent, ces entités ne répondent plus aux critères de consolidation. L'incidence de la déconsolidation de ces EDDV a été une diminution du revenu autre que d'intérêts de 13 millions de dollars, représentant la contrepassation des pertes sur swaps non amorties découlant de l'évaluation à la valeur de marché.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, nous avons adopté une nouvelle directive comptable, en vertu des PCGR des États-Unis, qui fournit des éclaircissements sur les EDDV et les exigences relatives à leur consolidation. L'adoption de cette directive n'a pas eu d'incidence importante sur nos états financiers consolidés selon les PCGR des États-Unis.

b) Option de la juste valeur

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté une nouvelle norme comptable canadienne qui nous permet de choisir d'évaluer des instruments financiers, qui autrement ne seraient pas comptabilisés à leur juste valeur, comme s'ils étaient des instruments de négociation, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans le revenu, pourvu que certains critères soient respectés. Les instruments financiers doivent avoir été désignés le 1^{er} novembre 2006, lors de l'adoption de la nouvelle norme, ou au moment où les nouveaux instruments financiers ont été acquis, et la désignation est irrévocable.

Le Financial Accounting Standards Board (FASB) a émis de nouvelles règles qui élimineront cette différence. Nous prévoyons adopter ces nouvelles règles, conformes aux PCGR des États-Unis, au cours de l'exercice 2008. D'ici là, un rajustement est fait à notre état consolidé des résultats pour contrepasser l'incidence des variations de la juste valeur comptabilisée dans le revenu en vertu des PCGR du Canada.

c) Prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs

À compter du 31 octobre 2007, conformément aux PCGR des États-Unis, nous devons constater l'excédent de la juste valeur des actifs de nos régimes par rapport à l'obligation correspondante au titre des prestations constituées comme un actif, et nous devons constater le déficit de la juste valeur des actifs de nos régimes par rapport à l'obligation correspondante au titre des prestations constituées comme un passif. Cette constatation est faite pour chaque régime, au cas par cas. Le rajustement compensatoire est comptabilisé dans le cumul des autres éléments du résultat étendu. Cette nouvelle directive remplace l'exigence, selon les PCGR des États-Unis, de constater un passif minimal supplémentaire au titre des régimes de retraite dans les cas où l'obligation, calculée sans tenir compte des hausses de salaire, dépasse la juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice. Il n'y a aucun changement dans le calcul de la charge liée aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs. Les PCGR du Canada ne comportent pas d'exigence similaire.

Selon les PCGR des États-Unis, les prestations de retraite et les autres avantages sociaux futurs sont constatés dans notre état consolidé des résultats dans la période au cours de laquelle les services sont rendus par nos employés. Les obligations correspondantes sont évaluées selon les taux en vigueur sur le marché. Selon les PCGR du Canada, avant le 1^{er} novembre 2000, les prestations de retraite étaient comptabilisées dans notre état consolidé des résultats dans la période au cours de laquelle les services étaient rendus par nos employés, les obligations correspondantes étant alors évaluées selon la meilleure estimation par la direction du taux de rendement à long terme des actifs du régime, alors que les autres avantages sociaux futurs étaient passés en charge à mesure que les frais correspondants étaient engagés. Le 1^{er} novembre 2000, nous avons adopté une nouvelle norme canadienne pour la comptabilisation des prestations de retraite et des autres avantages sociaux futurs qui a supprimé cette différence entre les PCGR du Canada et des États-Unis. Lors de l'adoption de cette nouvelle norme, nous avons comptabilisé le changement qui en a découlé comme une charge imputée aux bénéficiaires non répartis. Par conséquent, un rajustement demeurera inscrit à notre état consolidé des résultats jusqu'à ce que les sommes auparavant reportées en vertu des PCGR des États-Unis soient entièrement amorties par imputation au revenu.

d) Instruments dérivés

Conformément aux PCGR des États-Unis, les instruments dérivés de couverture sont constatés à leur juste valeur dans notre bilan consolidé. Les variations de la juste valeur des instruments dérivés de couverture sont soit compensées dans notre état consolidé des résultats par les variations de la juste valeur de l'actif, du passif ou de l'engagement ferme couverts, soit comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'élément couvert soit constaté dans notre état consolidé des résultats. Si la variation de la juste valeur de l'instrument dérivé n'est pas entièrement compensée par la variation de la juste valeur de l'élément qu'il couvre, la différence est constatée immédiatement dans notre état consolidé des résultats.

Avant le 1^{er} novembre 2006, conformément aux PCGR du Canada, les instruments dérivés de couverture étaient comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les gains et les pertes étant reportés et constatés dans le revenu de la même manière que pour l'élément couvert sous-jacent. Le 1^{er} novembre 2006, les PCGR du Canada ont été modifiés de manière à éliminer cette différence.

e) Rémunération à base d'actions

Selon les PCGR des États-Unis, la juste valeur des options d'achat d'actions à la date de leur attribution est comptabilisée dans les frais de rémunération sur la période d'acquisition des droits aux options. Avant le 1^{er} novembre 2002, en vertu des PCGR du Canada, nous incluons le montant du produit dans les capitaux propres lorsque les options étaient exercées et nous ne constatons aucuns frais de rémunération. Le 1^{er} novembre 2002, nous avons adopté une nouvelle norme comptable canadienne sur la rémunération à base d'actions qui a supprimé cette différence pour les options d'achat d'actions attribuées le ou après le 1^{er} novembre 2002. Par conséquent, un rajustement demeurera inscrit à notre état consolidé des résultats jusqu'à ce que les frais liés aux options d'achat d'actions aient été entièrement constatés pour les options attribuées avant le 1^{er} novembre 2002 conformément aux PCGR des États-Unis.

Depuis le 1^{er} novembre 2005, conformément aux PCGR des États-Unis, le coût de la rémunération à base d'actions attribuée aux employés qui sont admissibles à la retraite était constaté à titre de charge à la date d'attribution. Nous avons adopté prospectivement cette nouvelle norme, en l'appliquant d'abord aux attributions effectuées au cours de l'exercice 2006. Nous avons adopté rétroactivement, au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, la nouvelle directive comptable canadienne sur la rémunération à base d'actions, qui est conforme à la norme comptable américaine. En raison des différences dans les méthodes d'adoption, un rajustement demeurera inscrit à notre état consolidé des résultats jusqu'à ce que la rémunération à base d'actions attribuée avant le 1^{er} novembre 2005 ait été entièrement amortie.

f) Frais de développement de logiciels

Selon les PCGR des États-Unis, les frais liés au développement interne de logiciels doivent être capitalisés et amortis sur la durée de vie utile estimative de ces logiciels. Selon les PCGR du Canada, avant le 1^{er} novembre 2003, seules les sommes versées à des tiers relativement au développement interne de logiciels étaient capitalisées et amorties sur la durée de vie utile estimative de ces logiciels. Le 1^{er} novembre 2003, nous avons adopté une nouvelle norme comptable canadienne relative aux sources des PCGR qui supprimait cette différence dans le traitement des frais de développement de logiciels engagés après le 31 octobre 2003. Un rajustement demeurera inscrit à notre état consolidé des résultats jusqu'à ce que les frais de développement de logiciels capitalisés avant l'exercice 2004 aient été entièrement amortis.

g) Écarts d'acquisition et autres actifs

Selon les PCGR des États-Unis, notre acquisition de Suburban Bancorp, Inc., en 1994, aurait été comptabilisée au moyen de la méthode de la fusion d'intérêts communs. En vertu des PCGR du Canada, nous avons plutôt comptabilisé cet achat au moyen de la méthode de l'acquisition, ce qui a entraîné la constatation et l'amortissement d'un écart d'acquisition et d'autres actifs incorporels correspondant à cette transaction. Depuis le 1^{er} novembre 2001, conformément aux PCGR du Canada et des États-Unis, nous n'amortissons plus les écarts d'acquisition par imputation au revenu. La différence qui subsiste concerne l'amortissement des actifs incorporels en vertu des PCGR du Canada.

h) Impôts sur les bénéficies

En plus des incidences fiscales découlant des différences signalées ci-dessus, en vertu des PCGR des États-Unis, les changements de taux d'imposition n'ont aucune incidence sur le calcul des soldes de nos impôts futurs tant que les changements proposés ne sont pas devenus lois. Selon les PCGR du Canada, les changements de taux d'imposition sont constatés dans le revenu dans la période où les changements sont pratiquement en vigueur.

i) Garanties non liquides

Selon les PCGR des États-Unis, une garantie non liquide obtenue dans le cadre d'un prêt de titres, qu'un contrat nous autorise à vendre ou à remettre en nantissement, est comptabilisée comme un actif dans notre bilan consolidé; un passif correspondant à l'obligation de remettre la garantie est aussi comptabilisé. Selon les PCGR du Canada, ni la garantie ni l'obligation correspondante ne sont comptabilisées dans notre bilan consolidé. En raison de cette différence, les titres disponibles à la vente et les passifs divers ont été respectivement augmentés de 2 225 millions et de 1 545 millions de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2007 et 2006.

j) Passif et capitaux propres

Selon les PCGR des États-Unis, certaines de nos actions privilégiées et certains titres de notre fiducie de capital sont classés dans les capitaux propres et dans la part des actionnaires sans contrôle, les paiements étant constatés respectivement comme dividendes et participation minoritaire. Selon les PCGR du Canada, puisque ces deux instruments sont en dernier ressort convertibles en un nombre variable de nos actions ordinaires au gré du détenteur, ils sont classés dans le passif, les paiements étant constatés dans les frais d'intérêts.

k) Investissements des banques d'affaires

Selon les PCGR des États-Unis, nos filiales qui ont des activités de banque d'affaires comptabilisent leurs investissements au coût ou à la valeur de consolidation. Selon les PCGR du Canada, ces filiales comptabilisent leurs investissements à la juste valeur, les changements à la juste valeur étant comptabilisés dans le revenu à mesure qu'ils se produisent.

l) Capitaux propres

Le cumul des autres éléments du résultat étendu est inscrit comme un élément distinct des capitaux propres en vertu des PCGR des États-Unis. Avant le 1^{er} novembre 2006, les PCGR du Canada ne permettaient pas la présentation d'autres éléments du résultat étendu. Le 1^{er} novembre 2006, les PCGR du Canada ont été modifiés de manière à éliminer cette différence.

m) Titres disponibles à la vente

Conformément aux PCGR des États-Unis, nous avons désigné comme disponibles à la vente tous nos titres autres que de négociation, de substituts de prêts et de placement dans des actions de sociétés sur lesquelles nous exerçons une influence notable sans en avoir le contrôle. Les titres disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur, les gains ou pertes non réalisés étant constatés dans les autres éléments du résultat étendu à moins qu'il y ait dépréciation. Les moins-values durables sont comptabilisées dans les résultats nets. Avant le 1^{er} novembre 2006, conformément aux PCGR du Canada, les titres de placement étaient comptabilisés au coût ou au coût après amortissement. Le 1^{er} novembre 2006, les PCGR du Canada ont été modifiés de manière à éliminer cette différence.

n) Comptabilisation des opérations sur titres

En vertu des PCGR des États-Unis, les opérations sur titres sont constatées à notre bilan consolidé à la date de conclusion de la transaction. En vertu des PCGR du Canada, les opérations sur titres sont constatées à notre bilan consolidé à la date de règlement de la transaction.

o) Acceptations bancaires

Selon les PCGR des États-Unis, les acceptations bancaires achetées à d'autres banques sont classées dans les prêts. En vertu des PCGR du Canada, les acceptations bancaires achetées à d'autres banques sont comptabilisées comme des éléments de l'encaisse (dépôts à d'autres banques) dans notre bilan consolidé.

Modification de convention comptable

Instruments financiers hybrides

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté la nouvelle norme comptable des États-Unis sur les instruments financiers hybrides. Les nouvelles règles nous permettent de choisir d'évaluer certains instruments financiers hybrides à leur juste valeur dans leur totalité, les changements à la juste valeur étant constatés dans le revenu net. Selon les règles antérieures, seul l'instrument dérivé incorporé dans l'instrument financier hybride était comptabilisé à la juste valeur. Nous avons choisi de n'évaluer aucun instrument financier hybride à la juste valeur. La nouvelle norme n'a eu aucune incidence sur nos états financiers consolidés.

Modifications futures des conventions comptables

Comptabilisation de l'incertitude liée aux impôts sur les bénéficies

Le FASB a publié une nouvelle directive concernant la comptabilisation de l'incertitude liée aux impôts sur les bénéficies dans les états financiers. Selon l'interprétation donnée par le FASB, avant qu'une entité puisse comptabiliser dans ses états financiers des avantages fiscaux de sa déclaration fiscale, il doit être plus probable qu'improbable que la position fiscale relative à ces avantages soit maintenue au moment d'une vérification. Cette norme entre en vigueur le 1^{er} novembre 2007. L'incidence de cette norme ne sera pas importante.

Évaluation de la juste valeur

Le FASB a publié une nouvelle norme qui clarifie la définition de la « juste valeur » et la rend applicable dans le cadre de toutes les normes comptables des États-Unis, sauf quelques exceptions. Cette norme donne une définition unique de la juste valeur, fournit un cadre pour évaluer la juste valeur et exige la présentation d'informations supplémentaires concernant les mesures de la juste valeur. Le but de la norme est d'accroître l'uniformité, la fiabilité et la comparabilité des mesures de la juste valeur et d'améliorer l'information fournie afin d'aider les utilisateurs des états financiers à évaluer les effets des mesures de la juste valeur utilisées dans la présentation de l'information financière. Le cadre établit une hiérarchie pour une évaluation fiable de la juste valeur, fondée sur la définition énoncée dans la norme. Cette norme entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2008. Notre convention comptable actuelle relative à l'évaluation de la juste valeur est conforme à cette norme.

Principales filiales

Entités dans lesquelles la Banque détient plus de 50 % des actions avec droit de vote, émises et en circulation

Valeur comptable des actions détenues par la Banque (en millions de \$ CA)

	Siège social	
4197569 Canada Inc.	Toronto, Canada	1
Bank of Montreal Assessoria e Serviços Ltda.	Rio de Janeiro, Brésil	–
Bank of Montreal Capital Markets (Holdings) Limited	Londres, Angleterre	94
BMO Capital Markets Limited	Londres, Angleterre	
Bank of Montreal Holding Inc.	Calgary, Canada	21 586
Bank of Montreal Holding Enterprise Inc.	Calgary, Canada	
Bank of Montreal Holding Investments Inc.	Calgary, Canada	
BMO Holding Finance, LLC	Wilmington, États-Unis	
BMO Investissements Inc. et filiale	Toronto, Canada	
BMO Investments Limited	Hamilton, Bermudes	
Bank of Montreal (Barbados) Limited	St. Michael, Barbade	
Bank of Montreal Insurance (Barbados) Limited	St. Michael, Barbade	
BMO (Channel Islands) Limited	Guernesey, îles Anglo-Normandes	
BMO Ligne d'action Inc.	Toronto, Canada	
BMO Nesbitt Burns Trading Corp. S.A.	Münsbach, Luxembourg	
BMO Service Inc.	Calgary, Canada	
Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée	Toronto, Canada	
Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée	Montréal, Canada	
BMO Nesbitt Burns Inc. et filiales	Toronto, Canada	
Bank of Montreal Ireland plc	Dublin, Irlande	1 071
Bay Street Number Twenty-Nine Ltd.	Wilmington, États-Unis	3
bcpbank Canada	Toronto, Canada	21
BMO Capital-Investissement (Canada) Inc.	Toronto, Canada	103
BMO Equity Partners Fund Inc. et filiales	Toronto, Canada	
BMO Equity Partners Management Inc.	Toronto, Canada	
BMO Nesbitt Burns Employee Co-Investment Fund I Management (Canada) Inc. et filiales	Toronto, Canada	
BMO Compagnie d'assurance-vie	Toronto, Canada	74
BMO Corporation d'investissement en capital	Toronto, Canada	80
BMO Funding, L.P.	Chicago, États-Unis	152
BMO (NS) Investment Company et filiale	Halifax, Canada	
BMO GP Inc.	Toronto, Canada	–
BMO Ireland Finance Company	Dublin, Irlande	463
BMO Nevada LP	Chicago, États-Unis	169
BMO (NS) Capital Funding Company et filiale	Halifax, Canada	
BMO (US) Lending, LLC	Chicago, États-Unis	123
Harris Financial Corp.	Wilmington, États-Unis	4 962
BMO Capital Markets Corp.	Wilmington, États-Unis	
BMO Capital Markets Equity Group (U.S.), Inc. et filiales	Wilmington, États-Unis	
BMO Capital Markets Financing, Inc.	Dover, États-Unis	
BMO Financial, Inc.	Wilmington, États-Unis	
BMO Financial Products Corp.	Chicago, États-Unis	
BMO Global Capital Solutions, Inc.	Chicago, États-Unis	
Harris Bancorp Insurance Services, Inc.	Chicago, États-Unis	
Harris Bankcorp, Inc.	Chicago, États-Unis	
First National Investments, Inc.	Kokomo, États-Unis	
Harris Central N.A.	Roselle, États-Unis	
Harris Investment Management, Inc. et filiale	Chicago, États-Unis	
Harris Investor Services, Inc.	Chicago, États-Unis	
Harris Life Insurance Company	Scottsdale, États-Unis	
Harris National Association et filiales	Chicago, États-Unis	
Harris Trade Services Limited	Hong Kong, Chine	
The Harris Bank N.A.	Scottsdale, États-Unis	
Harris RIA Holdings, Inc. et filiales	Wilmington, États-Unis	
MyChoice Inc.	Toronto, Canada	–
Société de fiducie BMO	Toronto, Canada	473
Groupe de Fonds Guardian Ltée et filiale	Toronto, Canada	
Société de financement Banque de Montréal Ltée	Toronto, Canada	39
Société hypothécaire Banque de Montréal	Calgary, Canada	1 793
Placements immobiliers BMRI	Toronto, Canada	
Solutions-crédit internationales Banque de Montréal Ltée	Calgary, Canada	13

La liste ci-dessus fait état des filiales que nous détenons directement et des filiales que celles-ci détiennent directement, donc de toutes nos principales filiales en exploitation. La valeur comptable de chacune des filiales précitées représente la valeur totale des actions ordinaires et des actions privilégiées ou, s'il y a lieu, de la participation que nous détenons.

Nous détenons 100 % des actions avec droit de vote des filiales ci-dessus, à l'exception de la Société de financement Banque de Montréal Ltée, dont nous détenons 50,01 %, de MyChoice Inc., dont nous détenons 80 % et de BMO (Channel Islands) Limited dont nous détenons 99,96 %.

Nous détenons 100 % des actions sans droit de vote en circulation de nos filiales, à l'exception de la Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée, dont nous détenons 98,9 % des actions sans droit de vote en circulation.

Membres du Comité de performance

En 2007, l'accent mis sur la gestion rigoureuse de la performance a mené à la création d'un nouveau Comité formé des chefs de tous les secteurs d'activité et unités fonctionnelles. Ce comité se réunit chaque trimestre pour discuter de la performance par rapport aux cibles établies et des mesures à prendre pour améliorer la performance.

William A. Downe
Président et
chef de la direction
BMO Groupe financier

Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada

Frank J. Techar
Président et chef de la direction
Services bancaires Particuliers
et entreprises – Canada

Susan M. Brown
Première vice-présidente
Direction de l'Ontario

Alex P. Dousmanis-Curtis
Première vice-présidente
Direction Cité de Toronto

Sandra L. Hanington
Vice-présidente à la direction
Stratégie clientèle et marketing

Gordon J. Henderson
Premier vice-président
Assurance

François M.P. Hudon
Premier vice-président
Direction du Québec

Maurice A.D. Hudon
Premier vice-président à la direction
Services bancaires Particuliers
et entreprises – Canada

James B. Kelsey
Premier vice-président
Financement des grandes entreprises

Michael J. Kitchen
Premier vice-président
Services de cartes et de règlement

Ted R. McCarron
Premier vice-président
Direction Prairies

Steve C. Murphy
Premier vice-président
Direction de l'Atlantique

Richard D. Rudderham
Premier vice-président
Direction de la Colombie-Britannique

Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis

Ellen M. Costello
Chef de la direction
Harris Bankcorp, Inc.

Timothy S. Crane
Président
Services bancaires à la collectivité
Harris Bankcorp, Inc.

Peter B. McNitt
Vice-président du conseil
Harris Bankcorp, Inc. et
chef des services aux entreprises

Groupe Gestion privée

Gilles G. Ouellette
Président et
chef de la direction
Groupe Gestion privée

Harold Hillier
Premier vice-président et chef
Gestion de l'actif à BMO
et Groupe de Fonds Guardian Ltée

Terry A. Jenkins
Premier vice-président et chef
Harris Private Bank, É.-U.

Ed N. Legzdins
Premier vice-président et chef
Placements de particuliers

Dean Manjuris
Chef du secteur
Services de courtage traditionnels
Président administrateur
Division des services aux particuliers

Graham T. Parsons
Vice-président à la direction
Gestion bancaire privée et
initiatives stratégiques intégrées

Connie A. Stefankiewicz
Vice-présidente et présidente
BMO Ligne d'action Inc.

BMO Marchés des capitaux

Yvan J.P. Bourdeau
Chef de la direction et chef du
groupe Services d'investissement
BMO Marchés des capitaux

William Butt
Premier directeur général et chef
Investissements et services aux
grandes entreprises, Canada

Mark E. Caplan*
Premier directeur général et co-chef
Produits financiers

David R. Casper
Premier directeur général et co-chef
Investissements et services aux
grandes entreprises, É.-U.

Patrick Cronin*
Premier directeur général et co-chef
Produits financiers

David Fleck*
Premier directeur général et co-chef
Opérations sur actions

Andre L. Hidi
Premier directeur général et chef
Fusions et acquisitions
Amérique du Nord

Marnie J. Kinsley
Première directrice générale et chef
Services internationaux de gestion
de trésorerie

Michael Miller*
Premier directeur général et co-chef
Opérations sur actions

Thomas V. Milroy
Coprésident
BMO Marchés des capitaux

Peter A. Myers
Premier directeur général
Marchés des titres de participation

Dominic A. Petito
Premier directeur général et co-chef
Investissements et services aux
grandes entreprises, É.-U. et chef
BMO Marchés des capitaux
New York

Charles N. Piermarini
Premier directeur général
Instruments d'emprunt et chef
Titrisation Amérique du Nord

Surjit S. Rajpal
Premier directeur général
Produits de crédit et
opérations de banque d'affaires

Jamie K. Thorsen
Première directrice générale
Produits de change et
marchés financiers, Chine

Eric C. Tripp
Coprésident
BMO Marchés des capitaux

BMO Groupe financier

L. Jacques Ménard
Président du conseil
BMO Nesbitt Burns
Président
BMO Groupe financier
Québec

Communications, Services juridiques, Finances et Gestion globale des risques et du portefeuille

Karen E. Maidment
Chef des finances et
des affaires administratives
BMO Groupe financier

Thomas E. Flynn
Vice-président à la direction
Finances et trésorier et
chef des finances intérimaire

Pierre O. Greffe
Vice-président à la direction
Finances

Viki A. Lazaris
Première vice-présidente
Relations avec les investisseurs

Neil R. Macmillan
Vice-président à la direction
et chef de la gestion des risques
BMO Marchés des capitaux

Robert L. McGlashan
Vice-président à la direction et
chef de la gestion globale des risques

Wendy L. Millar
Vice-présidente à la direction
et chef de la gestion des risques
Services bancaires Particuliers et
entreprises et groupe Gestion privée

Andrew P.M. Plews
Premier vice-président
Communications

Ronald B. Sirkis
Vice-président à la direction
Fiscalité et conseiller général

Penny F. Somerville
Vice-présidente à la direction
et chef de la gestion du risque
de marché

Ressources humaines

Rose M. Patten
Première vice-présidente
à la direction
chef des ressources humaines et
conseillère principale en leadership

April L. Taggart
Première vice-présidente
Gestion des talents et diversité

Gabriella R.J. Zillmer
Première vice-présidente
Harmonisation des compétences
et rémunération

Bureau de gestion stratégique et Marketing

Joan T. Dea
Vice-présidente à la direction
et chef de la gestion stratégique
et du marketing

Susan M. Payne
Première vice-présidente
et chef du marketing

Technologie et opérations

Barry K. Gilmour
Chef
Technologie et opérations

Karen L. Metrakos
Première vice-présidente
Opérations

David J. Revell
Premier vice-président
Développement technologique

*Membres permutants du Comité de performance

Glossaire de termes financiers

Acceptation bancaire

Lettre de change ou autre effet négociable tiré par un emprunteur pour paiement à l'échéance et qui est accepté par une banque. L'acceptation constitue une garantie de paiement de la banque et l'effet ainsi accepté peut être négocié sur le marché monétaire. La banque qui offre cette garantie perçoit une commission d'acceptation.

Actif productif moyen

Solde moyen quotidien ou mensuel des dépôts à d'autres banques, des prêts et des valeurs mobilières, pour une période de un an.

Actif sous administration et actif sous gestion

Actif administré ou géré par une institution financière et appartenant effectivement à des clients; cet actif n'est donc pas inscrit au bilan de l'institution financière qui l'administre ou le gère.

Couverture

Technique de gestion des risques utilisée pour neutraliser ou gérer les risques qui sont liés aux taux d'intérêt, aux devises, aux titres de participation, aux produits de base ou au crédit, et qui découlent d'activités bancaires normales.

Dotations à la provision pour pertes sur créances

Charge imputée aux revenus, d'un montant jugé adéquat par la direction pour couvrir toute insuffisance dans les portefeuilles de prêts et acceptations et d'autres instruments de crédit, vu la composition de ces portefeuilles, la probabilité de défaut des emprunteurs, la conjoncture économique et la provision pour pertes sur créances déjà établie.

Évaluation à la valeur de marché

Évaluation des titres et des instruments dérivés détenus à des fins de négociation, calculée au prix de marché à la date du bilan, lorsque les règles comptables le requièrent.

Instrument dérivé

Contrat dont la valeur est « dérivée » des mouvements des taux d'intérêt ou

de change, ou du cours des actions ou des produits de base. L'instrument dérivé permet de transférer, modifier ou réduire les risques existants ou prévus résultant de fluctuations des taux ou des cours.

Instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie

Le BSIF autorise les banques à émettre des instruments qui se qualifient comme instruments « novateurs » inclus dans le capital de première catégorie. Pour se qualifier, ces instruments doivent être émis par l'entremise d'une entité ad hoc, être de nature permanente et recevoir un traitement comptable acceptable. Les instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie ne doivent pas constituer plus de 20 % du capital net de première catégorie au moment de l'émission, 15 % étant admissibles à titre de capital de première catégorie, l'excédent de 5 % étant compris dans le capital total.

Montant nominal de référence

Capital utilisé pour calculer les intérêts et autres paiements des instruments dérivés. Le montant de capital ne change pas de main selon les modalités des instruments dérivés, sauf dans les cas de swaps de devises.

Papier commercial adossé à des actifs

Placement à court terme dont l'échéance est généralement moins de 180 jours. Le papier commercial est adossé à des actifs corporels, tels que des comptes clients, et est généralement utilisé pour répondre à des besoins de financement à court terme.

Point de base

Le point de base équivaut à un centième de point.

Prêts douteux

Prêts pour lesquels il n'est plus raisonnable de croire qu'il sera possible de recouvrer le capital ou les intérêts dans les délais prévus.

Provision pour pertes sur créances

Montant jugé adéquat par la direction pour éponger les pertes sur les créances liées aux prêts et acceptations, et aux autres instruments de crédit. Les provisions pour pertes sur créances peuvent être spécifiques ou générales et sont comptabilisées au bilan en déduction des prêts et acceptations ou, si elles sont liées aux autres instruments de crédit, comme autres passifs.

Ratios du capital réglementaire

Pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques par rapport au capital, tel qu'il est défini par le BSIF, conformément aux normes des fonds propres à risque, lesquelles ont fait l'objet d'un accord en 1988 à la Banque des règlements internationaux (BRI). Ces ratios sont appelés ratio du capital de première catégorie et ratio du capital total. Le capital de première catégorie est considéré comme étant de nature plus permanente. Il comprend les actions ordinaires, toutes les actions privilégiées admissibles à dividende non cumulatif et tous les instruments novateurs, moins les écarts d'acquisition non amortis. Le capital de deuxième catégorie comprend les autres actions privilégiées, les débettes subordonnées et la provision générale, dans certaines limites prescrites. Le ratio de l'actif au capital est l'actif rajusté, soit l'actif plus les lettres de crédit et les cautionnements, nets des déductions spécifiées, divisé par le capital total.

Titres mis en pension ou prêtés

Emprunts à faible coût et à risque peu élevé, souvent étayés du nantissement de garanties liquides, et résultant de transactions qui nécessitent le prêt ou la vente de titres.

Titres pris en pension ou empruntés

Prêts à faible coût et à risque peu élevé, souvent étayés du nantissement de garanties liquides, et résultant de transactions qui nécessitent l'emprunt ou l'achat de titres.

Autres définitions	Page
Arrangements hors bilan	59
Base d'imposition comparable (bic)	36
Contrats à terme de gré à gré et contrats à terme standardisés	108
Entités à détenteurs de droits variables (EDDV)	59
Levier d'exploitation	23
Marge nette d'intérêts	36
Options	108
Profit économique net (PEN)	33
Provision générale	101
Provisions spécifiques	101
Ratio de productivité (voir Ratio des frais au revenu)	40
Ratio de productivité avant amortissement	40
Ratio des frais au revenu (ou Ratio de productivité)	40
Ratio du capital de première catégorie (voir Analyse du capital réglementaire)	57
Ratio du capital total (voir Analyse du capital réglementaire)	57
Rendement des capitaux propres (RCP)	31
Rendement total des capitaux propres (RTCP)	31
Résultat par action (RPA)	32
Revenu net d'intérêts	36
Revenus de négociation	38
Swaps	108
Définitions relatives au risque	
Capital économique	66
Risque de crédit et de contrepartie	67
Risque de liquidité et de financement	71
Risque de marché	68
Risque d'entreprise lié à la volatilité du revenu net	72
Risque de réputation	72
Risque d'exploitation	72
Risque environnemental	73
Risque lié à la valeur de marché	68
Risque lié à l'émetteur	68
Valeur à risque (VAR)	68
Volatilité du revenu net	68

Gouvernance

Notre site Web, www.bmo.com, contient des renseignements sur nos pratiques de gouvernance, y compris notre code de conduite, intitulé *Principes fondamentaux*, notre code de déontologie à l'égard du chef de la direction et des hauts dirigeants des finances, nos normes de détermination des administrateurs non liés ou indépendants et les chartes du Conseil d'administration et de ses comités.

Circulaire de sollicitation de procurations

Notre circulaire de sollicitation de procurations contient des renseignements sur chacun des administrateurs, les rapports des comités du Conseil d'administration et une explication détaillée de nos pratiques de gouvernance. Elle sera publiée en janvier 2008 et sera disponible en ligne à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Règles de la Bourse de New York en matière de gouvernance

Pour un sommaire des différences sensibles entre nos pratiques de gouvernance et celles qui sont exigées des entreprises américaines en vertu des normes d'inscription à la cote de la Bourse de New York, consulter notre site Web.

Responsabilité sociétale

Le *Rapport sociétal de BMO*, qui sera publié en février 2008, décrit les activités dans lesquelles nous sommes engagés, tout au long de l'année, comme entreprise citoyenne. Vous trouverez de plus amples renseignements en ligne sur nos activités en matière de responsabilité sociétale à l'adresse www.bmo.com/communautaire.

BMO présente les composantes économique, sociale et environnementale de ses réalisations au chapitre de la responsabilité sociétale, et des activités s'y rattachant, conformément aux lignes directrices publiées par la *Global Reporting Initiative*. Pour en apprendre davantage sur la *Global Reporting Initiative* et ses lignes directrices, soit les *Sustainability Reporting Guidelines*, consulter le site www.globalreporting.org.

Sommaire à l'intention des actionnaires

Renseignements sur les actions ordinaires négociées en 2007

Bourses – marché primaire	Symbole	Cours au 31 octobre 2007	Haut	Bas	Volume total
Toronto	BMO	63,00 \$	72,75 \$	60,21 \$	394,7 millions
New York	BMO	66,58 \$ US	67,32 \$ US	56,80 \$ US	16,2 millions

Dividendes par action déclarés au cours de l'exercice

Émission ou catégorie	Symbole	Actions en circulation au 31 octobre 2007	2007	2006	2005	2004	2003
Actions ordinaires	BMO	498 562 702	2,71 \$	2,26 \$	1,85 \$	1,59 \$	1,34 \$
Actions privilégiées, catégorie B							
Série 3 a)	BMO F	–	–	–	–	1,18 \$	1,39 \$
Série 4 b)	BMO G	–	0,99 \$	1,20 \$	1,20 \$	1,20 \$	1,20 \$
Série 5 c)	BMO H	8 000 000	1,33 \$	1,33 \$	1,33 \$	1,33 \$	1,33 \$
Série 6 c)	BMO I	10 000 000	1,19 \$	1,19 \$	1,19 \$	1,19 \$	1,19 \$
Série 10 d)	BMO V	12 000 000	1,49 \$ US				
Série 13 e)	BMO J	14 000 000	0,96 \$	–	–	–	–
Série 14 e)	BMO K	10 000 000	0,50 \$	–	–	–	–

- a) Les actions privilégiées de catégorie B de la série 3 ont été rachetées en septembre 2004.
 b) Les actions privilégiées de catégorie B de la série 4 ont été rachetées en août 2007.
 c) La série 5 des actions privilégiées de catégorie B a été émise en février 1998, et la série 6, en mai 1998.
 d) Les actions privilégiées de catégorie B de la série 10 ont été émises en décembre 2001.
 e) La série 13 des actions privilégiées de catégorie B a été émise en janvier 2007, et la série 14, en septembre 2007.

Dates relatives aux dividendes de 2008

(Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration)

Actions ordinaires et privilégiées – Date d'inscription pour les dividendes	Actions privilégiées – Date de versement	Actions ordinaires – Date de versement
1 ^{er} février	25 février	28 février
2 mai	26 mai	29 mai
1 ^{er} août	25 août	28 août
31 octobre	25 novembre	27 novembre

La Loi sur les banques interdit à une banque de déclarer ou de verser un dividende qui contrevient ou contreviendrait aux règlements sur la suffisance du capital. À l'heure actuelle, cette restriction n'empêche pas le versement de dividendes sur les actions ordinaires ou privilégiées de la Banque.

Services administratifs aux actionnaires

La Société de fiducie Computershare du Canada, qui compte des bureaux à Halifax, Montréal, Toronto, Winnipeg, Calgary et Vancouver, fait office d'agent des transferts et d'agent comptable des registres dans le cas des actions ordinaires et privilégiées. Par ailleurs, la Computershare Investor Services PLC et la Computershare Trust Company, N.A. font office d'agents des transferts et d'agents comptables des registres dans le cas des actions ordinaires négociées à Londres et à Golden (Colorado), respectivement.

Les actionnaires qui désirent obtenir des renseignements sur les dividendes, modifier leurs données d'inscription, signaler un changement d'adresse, une perte de certificat ou un transfert de succession, ou nous aviser de l'envoi en double de documents de la Banque sont priés de communiquer avec l'agent des transferts et agent comptable des registres, par téléphone au 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis) ou au 514-982-7800 (international), par écrit à Société de fiducie Computershare du Canada, 100 University Avenue, 9th Floor, Toronto, Ontario M5J 2Y1, par courrier électronique à service@computershare.com ou par télécopieur au 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis) ou au 416-263-9394 (international).

Pour toute autre question touchant les actionnaires, veuillez vous adresser aux Relations avec les actionnaires du Secrétariat général de la Banque, 1 First Canadian Place, 19th Floor, Toronto, Ontario M5X 1A1; adresse électronique : corp.secretary@bmo.com, téléphone : 416-867-6785, télécopieur : 416-867-6793.

Marché des titres de la Banque de Montréal

Les actions ordinaires de la Banque de Montréal sont cotées aux bourses de Toronto et de New York. Les actions privilégiées de la Banque de Montréal sont cotées à la Bourse de Toronto.

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Le Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions permet aux titulaires d'actions ordinaires de réinvestir les dividendes en espèces dans des actions ordinaires de la Banque de Montréal sans commission ni frais de gestion.

Il leur offre en outre la possibilité d'acheter en espèces d'autres actions ordinaires, jusqu'à concurrence de 40 000 \$ par exercice. La Société de fiducie Computershare du Canada et le Service des relations avec les actionnaires sont à la disposition des intéressés pour les renseigner sur ce régime.

Dépôt direct des dividendes

Les actionnaires peuvent faire déposer directement leurs dividendes à un compte domicilié dans n'importe quelle institution financière du Canada ou des États-Unis dotée d'un système de transfert électronique de fonds.

Renseignements généraux

Pour connaître les nouvelles concernant l'organisation et ses initiatives ou pour vous procurer d'autres exemplaires du Rapport annuel, veuillez vous adresser au groupe Communications, 129, rue Saint-Jacques, 3^e étage, Montréal (Québec) H2Y 1L6, ou visiter le site www.bmo.com. (English edition of the Annual Report available on request.)

Assemblée annuelle

L'Assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 4 mars 2008, à 9 h 30 (heure normale de l'Est), au Fairmont Le Château Frontenac, à Québec, Québec.

Investisseurs institutionnels et analystes de recherche

Les investisseurs institutionnels et les analystes de recherche qui désirent obtenir des renseignements financiers peuvent faire parvenir leur demande par écrit au premier vice-président, Relations avec les investisseurs, 1 First Canadian Place, 18th Floor, Toronto, Ontario M5X 1A1. Ils peuvent aussi faire leur demande par courrier électronique à investor.relations@bmo.com, par téléphone au 416-867-6656 ou par télécopieur au 416-867-3367, ou visiter notre site Web à www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Information sur l'organisation

Le présent Rapport annuel 2007 de BMO Groupe financier est publié sur notre site Web, à www.bmo.com. Pour en obtenir une version imprimée, veuillez vous adresser au groupe Communications, à l'adresse suivante :

129, rue Saint-Jacques
 3^e étage
 Montréal (Québec)
 H2Y 1L6
 (English edition available on request.)

Renseignements en ligne

BMO Groupe financier a pris l'engagement de présenter ouvertement une information complète et d'appliquer les meilleures pratiques en matière de gouvernance. Nous vous invitons à consulter notre site Web à www.bmo.com/relationinvestisseurs pour obtenir de plus amples renseignements sur notre organisation, nos pratiques en matière de gouvernance et nos documents d'information continue, y compris les communiqués sur nos résultats trimestriels, la Notice annuelle et l'avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations. Les dossiers publics sont accessibles sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à www.sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la U.S. Securities and Exchange Commission (SEC) à www.sec.gov.

À propos de la production de notre Rapport annuel

Dans le contexte actuel de mondialisation croissante, BMO s'est engagé à faire sa part pour le bien des collectivités et de l'environnement en réduisant au minimum son impact et en s'efforçant de comprendre et de réduire son empreinte écologique.

Le papier utilisé pour le Rapport annuel de BMO provient de forêt bien gérées ou d'autres sources contrôlées certifiées conformément aux normes internationales du Forest Stewardship Council (FSC). Le rapport contient 30 % de papier recyclé post-consommation et a été fabriqué au Canada; il est certifié ÉcoLogo et a été fabriqué à partir d'énergie biogaz.



L'utilisation de papier recyclé écologique contribue à protéger l'environnement de plusieurs façons. Les économies suivantes ont pu être réalisées grâce à l'utilisation de papier FSC et de papier recyclé pour la production de ce Rapport annuel :



468
arbres



192 lbs
de déchets
aquatiques



286 547
gallons
d'eau



30 360 lbs
de déchets
solides



84 676 lbs
d'émissions
atmosphériques



231 578 pi³
de gaz
naturel

Ce Rapport annuel est neutre en carbone

Le Rapport annuel 2007 de BMO est neutre en carbone. Les émissions de carbone résultant de la production, de l'impression et du transport de cette publication ont été neutralisées par des projets de restauration de la forêt par l'intermédiaire de Zerofootprint et vérifiées par rapport à la norme ISO 14064-2.

À propos du FSC

Le Forest Stewardship Council (FSC) est une organisation internationale qui réunit des gens de divers horizons afin de trouver des solutions mettant de l'avant une gestion des forêts de la planète qui soit appropriée du point de vue environnemental, bénéfique du point de vue social et viable du point de vue économique. Au moyen de processus de consultation faisant intervenir diverses parties prenantes, le FSC établit des normes internationales en matière de gestion responsable de la forêt.

Les organisations qui affichent la marque FSC sont reconnues internationalement comme des organisations soutenant la gestion responsable de la forêt et le label FSC apposé sur les produits permet aux consommateurs du monde entier de reconnaître les produits certifiés. Au cours des 13 dernières années, plus de 90 millions d'hectares, répartis dans plus de 70 pays, ont été certifiés conformes aux normes FSC^{MD5}. Plusieurs milliers de produits sont aujourd'hui fabriqués à partir de bois certifié FSC et portent la marque FSC. FSC est présent dans 45 pays par l'entremise d'un réseau d'initiatives nationales.

MC/MD	Marque de commerce et marque déposée de la Banque de Montréal
MC*	Marque de commerce de la Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée
MD*	Nesbitt Burns est une marque déposée de la Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée
MD†	Marque déposée de Harris N.A.
MD1	Marque déposée de AIR MILES International Trading B.V.
MD2	Marque déposée de MasterCard International Incorporated
MD3	Marque déposée de Patinage Canada
MD4	Marque déposée de la Fondation Jeunesse, j'écoute
MD5	Marque déposée du Forest Stewardship Council, A.C.
MD6	Marque déposée de The McGraw-Hill Companies, Inc.
MD7	Marque déposée de MIS Quality Management Corp.
MC1	Marque de commerce de Bullfrog Power Inc.

Consultez notre Rapport annuel en ligne

www.bmo.com/rapportannuel2007